

RENAULT
CFDT

LA REVOLTE DES OUVRIERS

DE L' AUTOMOBILE



tome 1

1960 DEJA



Faire quelque chose, et pas chacun pour soi

POUR RIPOSTER AUX LICENCIEMENTS

RENAULT S'ÉBRANLE

■ Aujourd'hui, débrayages et manifestations
A BILLANCOURT (de 14 à 16 heures CGT, CFTC, FO)

AU MANS (de 14 à 16 h. 45
CGT et CFTC)

■ DEMAIN, ARRÊT DE
DEUX HEURES ET
MEETING A FLINS
(CGT, CFTC, FO)

(PAGE 7)

L'Université
REFUSE
LA MISE
AU PAS

● Grève dans plu-
sieurs lycées
parisiens



PAS LA MÉMOIRE COURTE

guerre aucune illusion quant à leur so- ... commencement.
ays-wu polarité. Et ils ont raison



AVERTISSEMENT

Le lecteur trouvera dans les deux volumes intitulés "LA REVOLTE DES OUVRIERS DE L'AUTOMOBILE" des textes, des interviews, des dossiers, qui proviennent de Militants ayant assumé - ou assumant toujours - des responsabilités dans la Section Syndicale C F D T RENAULT Flins.

Deux exceptions à cette règle :

- D'une part, l'article d'Olivier TODD dans "LE NOUVEL OBSERVATEUR", qui présente Paul ROUSSELIN, fondateur de la C F D T à Flins,
- D'autre part, les contributions d'Etienne GRUMBACH, avocat de la C F D T RENAULT Flins, au cours du conflit des Presses de 1978. Tiennot, comme nous l'appelons familièrement, a travaillé en telle symbiose avec nous, qu'il nous est apparu tout naturel que ses analyses cotoient les nôtres.

La majorité de ces textes concerne l'usine de RENAULT Flins, entre 1968 et 1985 mais, au fur et à mesure, ils s'élargissent : d'abord à l'ensemble de RENAULT ensuite, à tous les constructeurs automobiles en FRANCE.

Une partie de ces articles a été élaborée dans le cadre même de la C F D T, une autre partie s'est trouvée publiée dans la presse politique, du fait de l'engagement de leurs auteurs. Quelques-uns étaient destinés à des revues d'une étiquette moins précise.

Il nous est apparu intéressant de tout rassembler, même si la totalité des préoccupations affirmées est loin de rassembler les positions dégagées démocratiquement dans la C F D T RENAULT Flins, au fil du temps !

A cet égard, il existe non moins de trois bilans du conflit de Mars-Avril 1973. Il n'est pas inintéressant de les comparer !

Les textes réunis ici ne comprennent pas tout ce que les animateurs de la C F D T RENAULT Flins ont pu écrire après leur passage "aux commandes" de la Section Syndicale.

Il est donc utile de se reporter, notamment à l'essai brillant, mais très pessimiste de Michel CHEMIN, paru sous le titre "10 ANS VENTRE A TERRE" dans la revue "AUTREMENT" - N° 12 - de Février 1978 et surtout, au livre (malheureusement épuisé) de Nicolas DUBOST "FLINS sans fin" (éditions Maspero) qui relate son expérience au moment où il s'apprêtait à quitter l'usine.

Par ailleurs, d'autres ouvrages existent sur Flins, dans des perspectives assez éloignées de la C F D T.

" EN PARTANT DE L'EXPERIENCE DE FLINS "

et "RENAULT FLINS 1971"

(parus dans "LES TEMPS MODERNES" - N° 301-302 - Aout et Septembre 1971)

"LA GREVE A FLINS"

(éditions Maspero - Juillet 1968)

Nous n'oublierons pas, non plus, de mentionner le film long métrage, réalisé par Jean-Pierre Thorn, en Mai-Juin 1968 :

"OSER LUTTER, OSER VAINCRE"

à partir des options de "la Gauche prolétarienne".

(Il existe, par ailleurs, bien sûr, de nombreux articles sur FLINS, dans "l'Humanité" - "la Vie Ouvrière" - et "Lutte Ouvrière", qui reflètent l'intervention active des Militants du P.C.F. , de la C G T et de Lutte Ouvrière, sur l'usine).



Pour en revenir à ces deux volumes, ils n'ont pas la prétention de constituer une synthèse. Les textes qui le composent ont été rédigés peu après les événements qu'ils relatent, ils sont marqués par les sensibilités du moment donc, datés et, bien sûr, les lecteurs déceleront des évolutions indéniables !....

Ce travail se veut donc un outil...

* UN OUTIL pour maintenir une mémoire collective mais aussi...

* UN JALON, avec quelques matériaux utiles pour une Histoire Sociale de RENAULT Flins.

Nous terminons, d'ailleurs, sur une esquisse de CHRONOLOGIE....

Est-il pensable de tirer, en quelques mots, une conclusion sur la période 1952-1985 à Flins, alors qu'une époque de la Régie RENAULT semble bien s'achever ?

Une partie des animateurs de la C F D T RENAULT Flins attendait des coups de boutoir portés par les Ouvriers (en particulier après 68), qu'ils annoncent directement la prise de pouvoir prochaine des exploités,

Une autre partie des animateurs de cette même C F D T RENAULT Flins, pensait que l'émancipation des Travailleurs passait, d'abord, par une volonté de changer RADICALEMENT l'organisation du Travail, en détruisant la chaîne et le répétitif !...

... Pour eux, les conflits devaient permettre aux Ouvriers de condamner le taylorisme, en proposant autre chose !

Force est bien de constater que les uns et les autres ont, jusqu'ici, connu la désillusion : Ni les défaites, ni les victoires, n'ont provoqué les progressions souhaitées !....

En 33 ans, il n'est pas apparu, à Flins, une classe Ouvrière SOLIDAIRE, CONSCIENTE d'elle-même au sens où les Militants l'entendaient, dans l'immédiat après 68.

Certes, nous pourrions généraliser un tel constat à bien des grandes usines...

... mais, suffit-il d'invoquer l'environnement extérieur et se satisfaire d'une telle explication ?....

LE COLLECTIF DES TRAVAILLEURS reste à construire, MAINTENANT, dans un autre contexte économique, avec une organisation du Travail qui se modifie, par pans entiers, à l'initiative patronale !

RENDEZ-VOUS DONC, avec l'AVENIR.... en espérant que les leçons du passé nous seront de quelque utilité !....

Pour la C F D T RENAULT Flins

Daniel RICHTER.

Septembre 1986.



**UN COMPLEMENT
INDISSOCIABLE DE LA
"REVOLTE DES OUVRIERS" :
"CRISE ECONOMIQUE
CHANGEMENTS
DANS LE TRAVAIL
CRISE DU
SYNDICALISME"**

UN AUTRE VOLUME EDITE PAR LA CFDT RENAULT FLINS

L'ORIGINE DES DOCUMENTS PHOTOGRAPHIQUES UTILISES POUR
CETTE EDITION EST LA SUIVANTE :

- * ADJA : Tome 1 - Pages 200-203-249-250-256-276-Page I *
- Tome 2 - Page I *
- * J.P.THORN : Tome 1 - Pages 12 * et 13 *
- Tome 2 - Page 1 ***
- * HORACE : Tome 1 - Pages 33 * et 34 *
- * H.D. PUECH : Tome 1 - Pages 64 - 76 * - 77 * - 130 -
- * "QUOTIDIEN DU PEUPLE" : Tome 1 - Pages 221 - 249
- * "A.F.P." : Tome 2 - Pages 51 * - 52 * - 65 * - 69 *
- 70 * - 73 * - 74 * - 93 * - 94 * - 112 * -
- * Régie Nationale des Usines RENAULT :
- Tome 2 - Pages 1 * - 1 ** - 66 * -
- * Comité d'Etablissement RENAULT Flins :
- Tome 1 - Pages 5 - 199 - 255 - 283 -
- Tome 2 - Pages 77 * - 78 * - 113 * -
- * C F D T RENAULT Flins : Tome I
- Pages 5 - 203 - 255 - 263 - 275 - 283 - 284 -

LES MONTAGES A PARTIR DE TITRES DE JOURNAUX OU DE TRACTS,
AINSI QUE DE DESSINS ET PHOTOS EN PROVENANCE DE LA PRESSE
ONT ETE REALISES PAR NOS SOINS A L'OCCASION DE CETTE
EDITION.

ON LES TROUVE :

* Tome 1 :

* Pages : 1 ** - 7 - 8 - 9 - 13 - 14 - 21 - 48 - 49 -
61 - 65 - 66 - 80 à 83 - 85 - 86 - 89 à 94 - 96 -
97 - 99 à 112 - 114 - 115 - 119 - 121 - 128 - 129 -
131 à 136 - 157 à 160 - 201 - 202 - 219 - 220 - 243 -
247 - 248 - 253 - 254 - 261 - 262 -

* Tome 2 :

* Pages : 21 * - 22 * - 23 - 30 - 34 - 41 - 44 - 46 -
47 - 50 - 53 - 56 - 58 - 85 * - 86 * - 89 * - 89 -
114 - 114 * - 115 * - 134 - 134 * - 135 * - 141 -
142 - 189 - 211 -

(L'astérisque correspond à la page la plus proche,
à gauche ou à droite, lorsqu'il s'agit de
documents inclus dans des pages non numérotées)

le nouvel

N° 189 • DU 26 JUIN AU 2 JUILLET 1968 • 2,50 F • 25 FB • 2,50 FS

OBSERVATEUR

les urnes
contre
les barricades

Syndicats

Un
de Flins* Cette année, les plus révolutionnaires
sont souvent chrétiens...

Après la reprise du travail, chez Renault, à Flins, sous un ciel brouillé de faux automne, guerre des tracts. Entre la C.G.T. et la C.F.D.T.

Jeudi 20 juin, au matin, la C.G.T. distribue un tract violet. Elle « n'approuve pas le mot d'ordre de grève illimitée lancé par Rousselin car ce n'est pas la forme de lutte qui permettra de battre aujourd'hui la direction... ». A midi, autre tract de la C.G.T., jaune : il « dénonce l'attitude de Rousselin » et « le groupuscule

qui se dit C.G.T. prolétarienne... la C.G.T. n'a jamais envoyé les travailleurs à l'aventure ».

Vendredi 21, à midi, la C.F.D.T. répond par un tract vert. Il chute sur : « Camarades de la C.G.T., ressaisissez-vous et prenez le vrai chemin du combat ouvrier, dégagez-vous des suggestions du parti communiste qui flatte les étudiants à l'approche des élections après les avoir rejetés au moment de l'action à Flins comme ailleurs... ».

44 séminaire

Qui est ce Rousselin ? Pourquoi le ton monte-t-il publiquement entre les deux centrales, et après la reprise ?

Paul Rousselin, secrétaire de la section C.F.D.T. de Flins, est aussi depuis deux ans responsable de l'union syndicale C.F.D.T. pour toute les usines Renault. On l'a vu négocier à Billancourt. On l'a vu aux Mureaux, près de Flins, accueillant les étudiants et calmant ceux qui auraient volontier fait sauter quelque chose.

44 ans, visage aigu et plein comme celui d'un moine de Carpaccio, front avancé, marqué de rides mouvantes au-dessus des yeux bleus, Rousselin a une voix grave, brièvement autoritaire. La tranquillité vive, il martèle souvent les mots « principes », « qualité humaine », « richesse humaine ». Bref, comme me le disait un ouvrier communiste en désaccord avec Rousselin : « Il sent le chrétien mais en bien ».



Fils de cultivateur, Rousselin, après avoir été mitron, fait jusqu'en 1939 son apprentissage à la S.N.C.F. : il est monteurt éléctricien. Il a ces mains agiles et fortes du bricoleur qui, lorsqu'il parle, aimerait *toucher* un objet. Travaillant en grande banlieue à l'entretien du wagonnage, Rousselin fait de la soudure à l'arc, parle aux vieux compagnons, aux charrons, aux mécaniciens. Il en gardera la nostalgie d'un tour de France à faire.

Il passe par la J.O.C. (1) et la C.F.T.C. (2).

En 1948, il commence trois années de séminaire *« de vocation tardive »* à Mont-Magny. *« A 24 ans, j'ai fait des études comme je voudrais que tous les gars puissent en faire. Du latin ! De la géographie... J'ai coincé parce que je n'ai pas la base du travail purement intellectuel »*. Un pari invérifiable : s'il n'était marié, père de cinq enfants, Rousselin serait prêtre-ouvrier. Et son violon d'Ingres — aujourd'hui insatisfait — serait toujours l'apiculture.

Premières armes syndicales à la S.O.C.A.M. de Poissy ; Rousselin y est secrétaire du comité d'entreprise : *« On se frictionne avec la direction. »* En 1955, il part pour Flins, avec la conviction qu'il faut *« au moins cinq ans pour faire un boulot syndical dans une boîte »*. *« C'est lui qui a créée la section C.F.D.T. »* dit Pierre Guillot, trésorier de cette section et qui, lui, vient de Simca.

Tout le monde le reconnaît, avec grâce ou irritation : Rousselin, chez Renault-Flins, a mis la C.F.D.T. presque à égalité avec la C.G.T. Devant les travailleurs ou la direction, il pèse. Il a le don du contact. La garde serrée ou la réponse sifflante, il est diplomate, négociateur ouvrier militant.

Une bavure

Comment est-il devenu, la semaine dernière, *« objectivement »*, pour ses copains de la C.G.T., un quasi-aventuriste ?

(1) Jeunesse ouvrière chrétienne fondée en 1926.

(2) Première centrale ouvrière chrétienne qui s'est scindée en novembre 1964.

Le mercredi 19 juin, à 10 h 50, il est en train de travailler normalement en tant que responsable d'un *« noyau d'entretien »*, au bâtiment M.P.R. (Magasin des pièces de rechange). Arrivent Albert Gay, délégué C.F.D.T. de la sellerie et un couple : elle — ouvrière au câblage — vient de recevoir une lettre de fin de contrat. *« Ça doit être une bavure, dit Rousselin, on va aller voir le chef du personnel. »* On embauche ce matin-là chez Renault. Et comment imaginer que la direction, après la tension de la longue grève, après une assez bonne reprise sans rancœur (avec des jeunes surtout disant : *« Quand qu'on remet ça ? »*) puisse faire une pareille gaffe ?

La secrétaire du chef du personnel répond : *« M. de Papé n'est plus là. »* Puis : *« Il vous verra à 15 heures. »*

« Ça ne suffit pas, dit Rousselin, je demande un engagement de suspension de la décision... »

Il s'appuie sur une note de 1957, signée du P.-D.G. de Renault, M. Dreyfus, elle suggère qu'un congédié, pour pouvoir assurer sa défense, soit informé avant la décision de la direction après proposition de la maîtrise.

M. Coulon, adjoint du chef du personnel, harponné dans un bureau voisin, déclare : *« Je ne peux prendre cette décision. »* Rousselin fonce, cherche M. de Papé, le trouve dans la salle de conférences des cadres. Il y parle des problèmes d'approvisionnement de l'usine. Rousselin n'a pas été introduit. Il s'est introduit. M. Guiriec, directeur de Renault-Flins, grand homme voûté généralement calme, s'emporte : *« Sortez ! »* Rousselin sort.

Alors, il pense qu'il doit régler une affaire unique — une bavure. Il entend parler de plusieurs cas. Cinq six, huit... Des militants de la C.G.T. disent : *« On a un Yougoslave dans le même cas... »* Qui, comme par hasard, a été très actif pendant la grève.

Pause du déjeuner. Dans plusieurs secteurs, on râle à propos de l'accélération des cadences, difficiles à définir mais sensibles : *« Ils poussent », « On en chie », « Y'a deux deux types en sueur depuis ce matin » « Ça va vite »*.

15 heures : réunion C.G.T.-C.F.D.T. *« La situation est suffisamment sérieuse, affirme Rousselin, pour qu'il y ait une réaction des travailleurs. »* Les cégétistes finissent par accepter l'idée d'une action. On demande d'abord aux ouvriers de quelques ateliers — sellerie, mécanique, tôlerie — de débrayer. L'arrachage est lent. Mais de 2 000 à 2 500 ouvriers, sur 8 000, débraient. Mais ça arrête la production. Au meeting, entre deux averses, auquel assistent plus de 1 000 travailleurs, on pose la question : *« Faut-il une grève plus longue ? »*

« Oui ! »

« Evacuez »

18 heures. M. Guiriec rencontre deux représentants de la C.G.T. et deux de la C.F.D.T. : *« Quelles sont vos intentions ? Allez-vous continuer ce désordre longtemps ? »*

Rousselin : *« Nous demandons que la commission de l'emploi du comité d'établissement ait pouvoir de décision sur les licenciements. »* (Illustration bien concrète des demandes *« qualitatives »*.) Il ajoute : *« Nous demandons qu'il n'y ait pas d'augmentation des cadences sous quelque forme que ce soit. »* (Illustration quantitative.)

En conclusion, à ce directeur qui

a tout de même appelé les C.R.S., Rousselin lance : *« Le courant des dernières semaines porte ces exigences... »*

Nouveau meeting des ouvriers : *« Etes-vous d'accord pour qu'on redémarre la grève ? »* Oui, à l'unanimité moins cinq voix. Dugage et Grégoire, de la C.G.T., sont là : *« Nous, on se retire. On verra ça demain. On n'est pas pour des piquets de grève. »*

Aux piquets, il y aura une centaine de travailleurs — comme pendant les périodes creuses des trois semaines d'occupation de l'usine.

Vers 20 heures 30, M. Guiriec croise Rousselin : *« Si vous continuez à semer le désordre, il y aura des événements graves. »* La police,

les gendarmes, les C.R.S. ? Non. « Il y a des gens qui en ont assez de subir les grévistes » souligne M. Guiriec.

23 h 30. Des grévistes sont devant le bâtiment de l'électrolyse. Tiens, il est bouclé ? Il passent par les passerelles des vestiaires. Dans le bâtiment il y a... plusieurs dizaines d'hommes en casques jaune-blanc, avec des bouts de ferraille-matraque, sous le commandement de M. Ledu surnommé « Ledu 66 » : il est chef du département 66. Faut pas le confondre avec son frère qui travaille aussi chez Renault. Dans cette brigade anti grève, une bonne quantité de travailleurs immigrés, des Africains, de nouveaux arrivants, paumés dans tout ça « Ça, c'est vraiment

déqueulasse » disent les grévistes. Mini-bagarre : trois carreaux cassés. Quelques militants de la C.F.D.T. et de la C.G.T. prolétarienne voudraient vider Ledu et Cie. « Non, explique Rousselin, ça arrangerait la direction de faire appel aux flics. Joli prétexte : des ouvriers se battent. »

Vers deux heures du matin, à cinquante mètres devant son commando anti-grève comme un colonel en tête de son régiment, M. Guiriec s'avance : « Evacuez ! » On évacue.

A 6 heures 30. Jeudi matin, temps de chien. Flottement aux portes de l'usine. Dugage, responsable de la C.G.T., encourage les gars à travailler. On ne pourra lancer cette grève-là.

Au cours d'un meeting, Rousselin parle de « la trahison de la C.G.T. ». La direction, semble-t-il, « écrasera » dans l'affaire des contractuels remerciés.

Dans la circonscription, le P.C. a perdu le tiers de ses voix (3 804) par rapport à 1967. Et Métayer (F.G.D.S.) risque de perdre son siège !...

Les semailles

Qui voyait le plus loin ? Qui tirait le mieux des conclusions immédiates de mai 68 ? Les hommes de la C.F.D.T., prêts à se battre pour une câbleuse, un Yougoslave et d'autres...

Ou les hommes de la C.G.T. qui estimaient que « la base n'était pas prête... » ? Action d'abord, ou non ?

Dans le local de la C.F.D.T., aux Mureaux, sous une affiche que les étudiants ont laissée derrière eux (Travailleurs français immigrés unis). Rousselin commente l'épisode de la semaine dernière comme mai et juin 68. Ses formulations sont évangéliques : « Il y a eu des nouveaux, de jeunes militants, des semailles dont on ne peut mesurer la récolte qu'elles donneront. Proudhon a raison pour les minorités agissantes ! »

Les divergences entre la C.G.T. et la C.F.D.T. ? « Le fond du problème : c'est l'intérêt des travailleurs tel que les travailleurs le voient et tel que le parti communiste le voit. »

Les effectifs de la C.G.T. et de la C.F.D.T. ont gonflé à Flins. On y était en-dessous du taux national de syndicalisation (25 %). Mais il y a eu aussi des cartes de la C.G.T. déchirées.

Ça ne réjouit pas du tout Rousselin : « Les types qui partent, ça me fait mal aux tripes. Ces gens-là ne vont pas nécessairement s'insérer dans une nouvelle action. Ils risquent d'être perdus pour le mouvement ouvrier... Après toutes ces cassures, les morceaux ne vont pas être faciles à recoller. »

OLIVIER TODD



L'AFFICHE DE LA C.F.D.T. Les minorités agissantes

Paris Normandie
VEUXIN * MANTOIS * VEXIN
LE COUP DE FLINS : Les forces de police envahissent l'usine en pleine nuit
Des half-tracks bossaient les grilles
VEUXIN * MANTOIS * VEXIN
4000 MANIFESTANTS PLACE DE LA LIBÉRATION POUR UN MEETING DE PROTESTATION
AUX MUREAUX
VEUXIN * MANTOIS * VEXIN

VENREDI 7 JUIN 1968

Etudiants et ouvriers contre les forces de police

AFFRONTEMENTS TRÈS DURS HIER CHEZ RENAULT, A FLINS

SAMEDI 8 ET DIMANCHE 9 JUIN 1968



APRÈS LE MEETING QUI RASSEMBLA 5 000 PERSONNES A ELISABETHVILLE

Les forces de l'ordre interviennent pour chasser de rues en rues les manifestants parmi lesquels une majorité d'étudiants



COMBAT 
Manifestation hier à Paris,
des ouvriers de Flins
expulsés de l'usine Renault

Les grévistes qui occupaient l'usine hier par des forces de police ont été amenés à prendre cette dé

Le Monde

Rédaction, Administration: 6, n. des Italiens, Paris-DC. — Directeur: Hubert BEUVE-MERY

- Incidents autour des usines d'automobiles: un jeune manifestant meurt à Sochaux
- Nouvelles manifestations au quartier Latin après la noyade d'un lycéen près de Flins
- Fin de la grève des cours dans les lycées

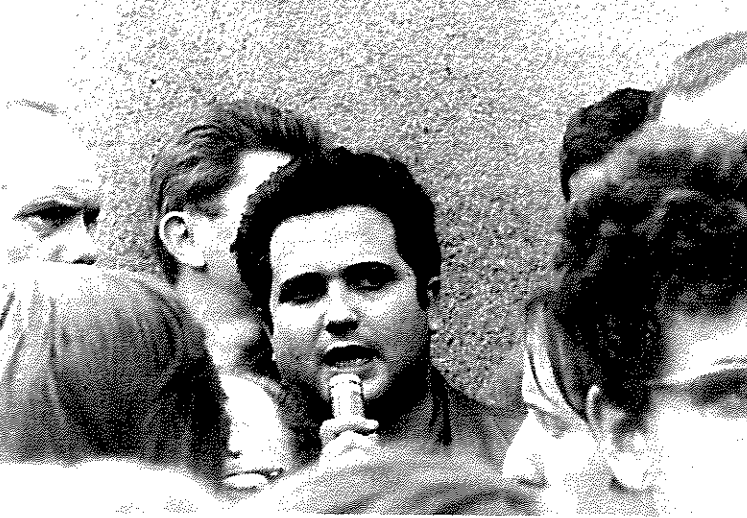
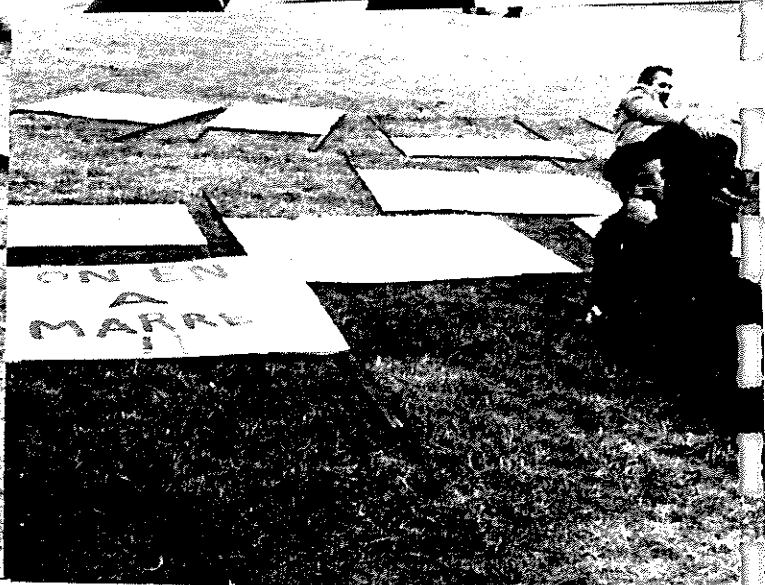
DE NOUVELLES SCÈNES D'ÉMEUTES se sont déroulées dans la nuit de lundi à mardi au quartier Latin. Elles sont nées de l'annonce de la noyade à Meulan d'un lycéen de dix-sept ans venu manifester pour la poursuite de la grève aux usines de Flins. Cette mort, en effet, a été immédiatement interprétée par les étudiants comme un assassinat commis par la police alors

de commerce, débardeurs marseillais, hôtesses de l'air et stewards d'Air France. Dans la construction automobile, les incidents se multiplient. Parallèlement, l'activité des partisans de la reprise et de la « liberté du travail » se fait plus pressante, notamment aux usines Citroën. Trois grands magasins parisiens, ou la consulation du personnel a commencé mardi en fin de

A
1901
CND
OCCUPONS EN MASSE NOTRE USINE!

10 MILLIONS DE GRÉVISTES





Affrontement hier près de Meulan entre manifestants et policiers : Un mort (page 16)

COMBAT COMBAT

Algérie 45 din. — Tunisie 60 mfl. — Maroc 0,60 dir. — Belgique-Luxembourg 5 F belges — Espagne 7 ptas — Italie 100 L. — Suisse 0,40



VIOLENTES ECHAUFFOURES A FLINS

Plusieurs manifestations de soutien hier à Paris

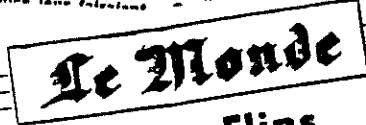
A Flins, étudiants et ouvriers se sont réunis dès l'aube, et après avoir tenu un meeting, se sont rendus en cortège vers l'usine Renault. De très nombreuses forces de police leur faisaient

de la manifestation à Billancourt.

Boulogne

Par la rue du Havre, les manifestants gagnaient le Boulevard

Page 20 — 8 juin 1968



Sérieux accrochages à Flins où les ouvriers de Renault tentent de réoccuper l'usine

Pour tenter de réoccuper l'usine Renault à Flins (Yvelines), plusieurs milliers d'ouvriers se sont rendus à l'usine hier matin. Les étudiants de Paris ont manifesté et réoccupé l'usine dans la nuit qui précède l'entrée.

ANTOIS * VEXIN * MANTOIS * VEXIN

SITUATION FLOUE A FLINS

TOUJOURS ENTOURÉE PAR DES FORCES DE POLICE L'USINE A ÉTÉ RÉOCCUPÉE PAR DES GRÉVISTES

■ Une commission d'enquête aux Mureaux pour éclaircir le drame de Meulan



L'usine Renault de Flins est fermée par la direction

MERCREDI 12 JUIN 1968

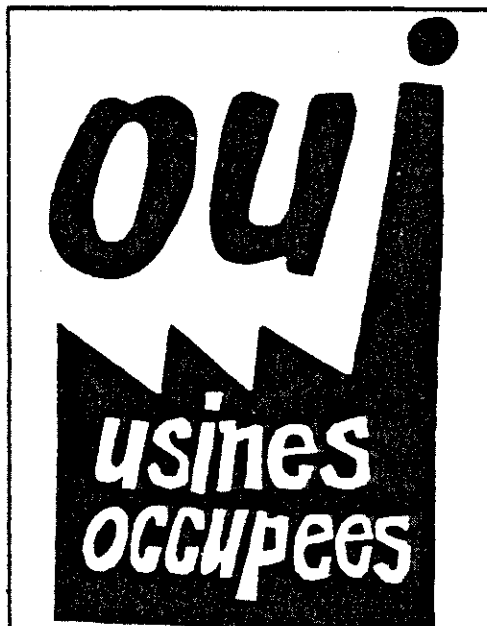
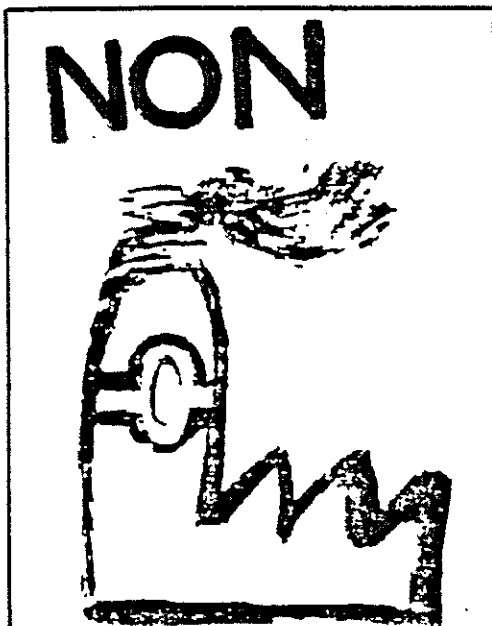
RENAULT :

reprise du travail dès ce matin dans toutes les usines

La décision emportée très largement (de 75 à 85 %) sauf à Flins (58 %)



MARDI 18 JUIN 1968



Renault-Flins : un mythe ?

*Tribune Socialiste
Juin 78.*

Les jeunes, à l'intérieur de l'usine, ont participé largement à l'extension de la grève. L'extrême gauche a eu un rôle positif. Mais on a trop souvent présenté les travailleurs de Renault-Flins comme des révolutionnaires conscients. Un militant CFDT s'en explique.

T.S. : Ce qui s'est passé à Renault-Flins fut un symbole de mai 68. Qu'en penses-tu avec un recul de dix ans ?

Paul R. : Le recul n'a pas fait changer beaucoup de choses. On s'est aperçu que l'intérêt porté par les journalistes de gauche et d'extrême gauche à la situation de Flins montrait qu'un mythe se créait. Il a été pris en compte très largement par l'extrême gauche. Dans une partie de l'opinion publique, cela a faussé toute la perception que l'on pouvait avoir de l'extérieur de la situation réelle à Flins. Il y a dix ans, nous l'avions senti tout de suite. Il y a des changements par rapport à mai 68, mais d'un autre ordre.

T.S. : Qu'est-ce qui constituait le mythe ?

P.R. : Le mythe était qu'on présentait les travailleurs de Flins comme des révolutionnaires conscients. Ils ne l'étaient absolument pas. L'exemple qu'on cite souvent pour le prouver est le suivant : des délégués C.F.D.T. s'étaient jetés à corps perdu dans la grève pendant un mois et demi, mais, dès le mois de septembre, voyant les heures supplémentaires effectuées par des grévistes militants, actifs dans le piquet de grève, ils étaient outrés. Nous, nous n'étions pas surpris car

pour une grande majorité des travailleurs de Flins, la conscience politique de l'importance de leur lutte n'était pas acquise. Les syndicats se rendaient bien compte de cette contradiction, indépendamment des divergences sur la conduite de la lutte, sur la dé-

Recherche de noyés :
le lycéen Gilles Tautin y est resté...



mocratie, les moyens pratiques entre C.G.T. et C.F.D.T.

Il ne s'agissait pas de révolution

Les travailleurs de Flins s'étaient mis en grève pour obtenir de la direction qu'elle lâche sur des revendications. Ils ne s'étaient absolument pas mis en grève pour construire une société nouvelle, pour faire une révolution et y participer. Il y a eu effectivement un certain nombre de jeunes qui ont eu une participation très active à la diffusion de la grève, dans la première décade de l'occupation de l'usine. Mais de là à faire des travailleurs de Flins des révolutionnaires, il y a un pas à ne pas franchir. Il y a même eu par la suite des militants C.F.D.T. qui ont décroché de l'action syndicale ; et pourtant, ils avaient joué un rôle très important en mai 68.

T.S. : Dans la crise de Flins, il y avait tout de même des éléments nouveaux, une certaine libération par rapport à ce que les travailleurs vivaient antérieurement ? Y a-t-il eu une rupture ?

P.R. : Oui, on l'a constaté pour certains travailleurs. Ainsi le jour de la grève, un chef d'équipe qui n'avait jamais fait grève auparavant a dit : « Ah ! enfin une vraie grève ! Ça y est ! » Il y a indubitablement eu une nouveauté dans le type de débrayage ; les gens se sont libérés, défoulés. Ils ont occupé, tenu les piquets de grève sans aucun complexe vis-à-vis de la direction. On traitait d'égal à égal. Je me rappelle que l'équipe des gens de l'entretien qui avait occupé le bâtiment de la direction jouait aux cartes, etc. tandis que les directeurs se pointaient. Il y a un contenu de l'événement qui était sans commune mesure avec les petits débrayages que nous connaissons habituellement.

Le contenu révolutionnaire de cette occupation était plaqué de l'extérieur par les militants d'extrême gauche qui y intervenaient.

Pour les syndicats, des leçons importantes

T.S. : Si nous devons revivre mai 68, ou une échéance de ce type, est-ce que la C.F.D.T. prendrait les mêmes décisions que celles prises lors des événements eux-mêmes ?

P.R. : Certainement pas ; si mai 68 a, malgré tout, peu modifié le comportement de la quasi-totalité des travailleurs (un grand nombre d'entre eux ont vite oublié l'événement excep-

tionnel qu'ils venaient de vivre), les syndicats en ont, eux, tiré des leçons importantes.

Une des leçons que je reconnais avoir reçu de manière très positive, c'est la façon dont un groupe d'extrême gauche se permettait de conduire et son action ouvrière et sa réflexion politique, jour après jour. Je pense que si nous avons tenté de faire dans l'organisation syndicale un certain nombre de réunions, il nous a été quasiment impossible de coller à l'événement, d'y imposer une réflexion collective à chaque stade de l'évolution de la situation. Tout devrait être fait dans une situation semblable pour que cette réflexion politique régulière, voire quotidienne, puisse avoir lieu en y associant non seulement les militants syndicaux mais aussi le maximum de travailleurs.

Nous ne voudrions donc pas, en cas de situation semblable à mai 68, passer à côté des richesses que le mouvement contenait.

Un attentisme qui fut une erreur

T.S. : Il y a eu deux échéances importantes : celle où la direction a lancé une tentative de vote sur la reprise, que les organisations syndicales ont refusé de manière passive (ce sont les travailleurs qui ont réagi spontanément contre ce vote)...

P.R. : Pour ce cas, l'attitude de l'extrême gauche a été très positive. C'est elle qui a animé le sabotage du scrutin déjà commencé en forçant les portes des salles où il y avait les urnes. La C.F.D.T. avait encore des complexes vis-à-vis de la C.G.T. et nous avions relativement adhéré à sa manière de mener une grève bien sage, de refuser le contact avec les étudiants. Notre attentisme, ce jour-là, tandis que nous essayions de faire un meeting devant l'usine, tandis que le bureau de vote était à deux cents mètres de là, dans un bâtiment annexe de la direction, fut une erreur, nous ne la recommencerions pas.

Heureusement, nous sommes retombés sur nos pieds.

T.S. : Etait-il possible de prendre des dispositions face à la deuxième échéance ? A l'intervention de la police ? D'autre part, lors de la succession des meetings de protestation qui ont eu lieu hors de l'usine par la suite, et puis le jour où 400 ouvriers ont repris l'usine, n'était-il pas possible de proposer de réoccuper l'usine ? Il semble bien y avoir eu un

accord tacite entre la direction et les grands syndicats pour fermer l'usine, à condition que les forces de police s'en aillent.

P.R. : Cette phase fut trouble. Les affrontements qui eurent lieu pendant deux jours, avec notamment la chasse aux jeunes menée par les flics dans un rayon de cinq à six kilomètres autour de Flins, qui conduisit à la mort de Gilles Tautin, nous avaient quand même impressionné. La volonté de reconquérir l'usine était essentiellement le fait des nombreux étudiants rassemblés autour de Flins. Les travailleurs, eux, souhaitaient l'ouverture de négociations.

Il est certain que cela créait une situation de faiblesse. Mais comme l'ensemble des autres usines restaient occupées, et que nous avions empêché l'intervention policière à Cléon par une manifestation à Paris, nous

tie syndicale ou en d'autres domaines ?

P.R. : La différence entre la période qui a précédé et celle qui a suivi la grève, c'est la confiance accrue dans les organisations syndicales. Celles-ci avaient arraché des résultats importants lors des négociations. Pendant plusieurs années, nos effectifs d'adhérents se sont gonflés.

Mais surtout, les travailleurs se sont désormais sentis plus libres de revendiquer, de manifester, de se comporter de façon critique. Pour être clair, disons qu'avant 1968 la peur de l'encadrement était forte. Pour parler à un délégué du personnel, on donnait des rendez-vous clandestins aux délégués pour se plaindre de telle ou telle chose, sans vouloir d'ailleurs que le syndicat en parle par peur des répercussions.

C'est cet aspect qui, je crois, a le plus marqué les travailleurs. L'évène-

Scène de chasse en Yvelines.



n'étions pas isolés et avions des raisons d'espérer. Seul Flins avait cédé mais nous ne croyions pas que la grève était foutue parce que la direction avait créé un *no-man's land*, fait partir la police, alors qu'elle ne faisait pas rentrer de briseurs de grève. Ce n'était pas un échec complet.

Aujourd'hui, avec le recul et la réflexion menée depuis, je pense qu'il aurait été possible avec l'appui d'autres usines de mettre la direction au pas et empêcher l'envahissement par la police au milieu de la nuit. Nous ne pensions pas que la direction agirait ainsi. Elle l'a fait. Nous avons été surpris.

Une résistance pour maintenir l'occupation aurait été rejetée par la C.G.T. pour éviter la violence. Mais ce fut une erreur de ne pas y avoir pensé et de ne pas l'avoir dit.

Une libération individuelle et collective

T.S. : En quoi mai 68 a-t-il marqué les travailleurs de Flins aussi bien en ce qui concerne les revendications, que le contenu de la démocra-

ment fut donc vécu comme une libération individuelle et collective dans l'usine.

Pour la C.F.D.T. en particulier, nous avons vécu sur le mythe : réoccupation de l'usine pendant encore deux ou trois ans, espérant que les travailleurs finiraient par se fâcher. Dix ans après, ça fait sourire.

En ce qui concerne les revendications, le syndicat a cessé de se considérer extérieur aux ouvriers. Il a eu la volonté de les faire participer beaucoup plus aux décisions. Il y a eu un grand progrès de la démocratie dans la vie du syndicat. Des non-adhérents à l'organisation pouvaient faire entendre leurs revendications. Cela signifie un changement profond et durable.

Bien sûr, la situation a changé avec l'arrivée de milliers d'immigrés. Les comparaisons entre le milieu pratiquement uniquement français que nous connaissions en 68 et celui d'aujourd'hui (45 % d'immigrés) sont donc difficiles. Mais il y a eu des acquis chez les travailleurs : ils sont mieux préparés à se battre qu'auparavant.

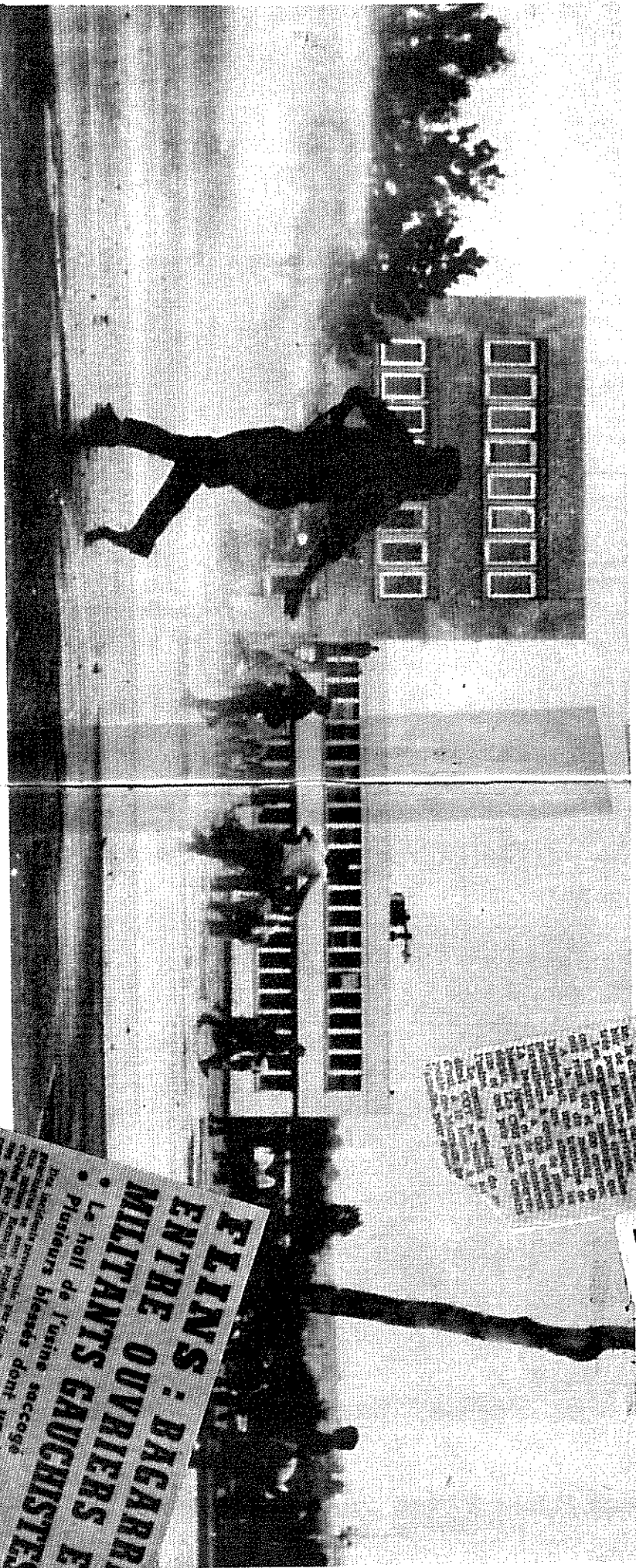
Propos recueillis par
Daniel JUGE ■

(DANIEL RICHTER)



SPECIAL
LUNDI 10 MAI

LA NOUVELLE BATAILLE



Vendredi 7 mai : les jeunes ouvriers passent à l'attaque.

DE FLINS

**FLINS : les gauchistes
frayent la voie à la police**

L'Humanité

A Paris, les étudiants...
Les étudiants de la Sorbonne...
Le mouvement ouvrier...
La police a réagi...
Les forces de l'ordre...
Les manifestants...
Le mouvement...
Les étudiants...
Le mouvement...
Les étudiants...
Le mouvement...

**FLINS : BAGARRES
ENTRE OUVRIERS ET
MILITANTS GAUCHISTES**

Le hall de l'usine saccagée
Plusieurs blessés dont un journaliste

LE FIGARO

8-9 mai



A droite, la maîtrise garde la porte principale ; à gauche, les O.S. se preparent à entrer en manifestation dans l'usine.

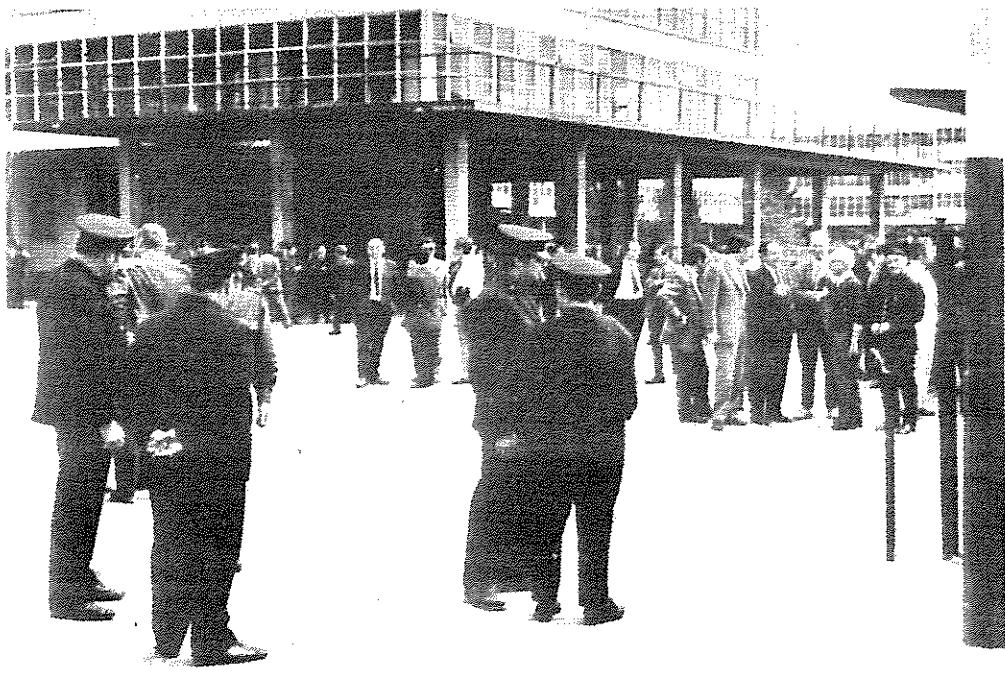


RENAULT: violentes bagarres à Flins entre gauchistes et grévistes

De violents bagarres ont opposé à Flins les 120 grévistes aux ouvriers de l'usine. Les deux camps ont été dispersés par la police. Les grévistes ont été dispersés par la police. Les grévistes ont été dispersés par la police.

PARIS JOUR 8-9 mai

L'Aurore 8-9 mai
OCCUPÉES
HEURTÉS VIOLENTS À FLINS ENTRE
"LOCK-OUTES"
ET GAUCHISTES
Un signal pour Signy (C.G.T.)
ne peut se faire débiter



YVES DUCOS , ouvrier professionnel , fut durant plusieurs années l'un des principaux responsables de la CFDT Renault Flins. Il quitta l'usine quelques mois avant les événements de 1968 pour devenir permanent de l'organisation ; il devint par la suite secrétaire confédéral.

Histoire et leçons d'une grève

Cette table ronde a réuni, le 25 juin, avec deux rédacteurs d'Esprit, quatre responsables de la C.F.D.T. : YVES DUCOS, ancien ouvrier de Flins, responsable à la formation (région parisienne), MARCEL GONIN, secrétaire confédéral, ÉMILE LEVER, secrétaire du Syndicat des travailleurs de l'industrie chimique de la région parisienne, JACQUES MOREAU, secrétaire de l'Union confédérale des cadres.

(Nous ne publions ici que les interventions d'YVES DUCOS relatives à Renault Flins)

ESPRIT : La première question qui se pose est : comment s'est déclenché le mouvement dans les différents secteurs ; en particulier, quel rôle ont joué les causes internes propres au monde industriel, et les causes externes : le mouvement étudiant et la conjoncture générale ?

YVES DUCOS : Prenons Renault-Flins. C'est une boîte qui a démarré en 1952, créée de toute pièce en pleine campagne, au milieu de la forêt ; le personnel vient en majorité de milieux ruraux, soit de tout près, soit de très loin (à l'heure actuelle, il y a des gens qui font 80 km aller et 80 km retour pour travailler) : toute une population transplantée de la Sarthe, la Normandie, la Bretagne... des ruraux, ouvriers agricoles souvent, avec une mentalité individualiste, sans goût ni expérience de la vie collective. L'industrie automobile leur offrait une augmentation du pouvoir d'achat qui, au début, les a fait rêver. Et ils ont passé cinq ans, dix ans, douze ans à s'équiper, à se loger.

Un certain nombre de copains dans la boîte — ceux de la C.G.T. en premier, ceux de la C.F.D.T. ensuite — ont essayé de mettre en place des organisations syndicales, mais avec beaucoup de difficultés, dues à la mentalité de la boîte et aussi au fait que l'encadrement venait de Billancourt où il avait été sélectionné : à Flins, on a envoyé, surtout dans le secteur production, des gens qui étaient capables de faire suer le burnous. Ça a créé un climat dans l'usine, sans que la réaction correspondante ait pu s'exprimer, sinon au moment où la Régie, en portant atteinte aux salaires ou aux primes, touchait au porte-monnaie. Nous étions quand même convaincus, dans la boîte, que tôt ou tard il y aurait une décompression. La seule question que nous nous posions était de savoir si nous pourrions, devant des réactions que nous estimions devoir être violentes, parce qu'il y avait trop de colère contenue, si nous pourrions canaliser cette colère pour l'exploiter positivement, afin que les travailleurs en retirent un certain nombre de bénéfices.

Depuis cinq ans, nous avons tenté plusieurs opérations pour faire prendre conscience, parce que rien n'avancait, que ce soit sur la réduction du temps de travail, que ce soit sur les salaires (où depuis dix ans les augmentations se faisaient au pourcentage), les conditions de travail, les cadences. Sur tous ces problèmes, à la Régie, malgré la quatrième semaine qui a été une opération pare-feu, rien n'était négocié, rien n'avancait. Alors nous avons à certains moments mené un certain nombre d'actions. Notamment, il avait fallu dans les ateliers faire grève pour que les femmes puissent aller aux W.C. tranquillement (vous voyez à quel point on en était !). Nous avons à plusieurs occasions essayé, à la C.F.D.T., de lancer des grèves d'une demi-journée ou d'une journée, mais la C.G.T. n'a jamais accepté ce type d'action, voulant se limiter à des grèves très courtes, qui d'ailleurs ne correspondaient à rien parce que l'heure de grève, les ouvriers savent très bien qu'elle est récupérée dans la journée ou dans les deux jours qui suivent. Nous avons par à-coups, surtout quand il y avait du travail le samedi, lancé des ordres de grève qui étaient très peu suivis, mais qui avaient le mérite de créer le trouble dans la tête des gens. Je me souviens de grèves, le samedi, où nous avons encadré toute l'entrée avec des panneaux portant toutes sortes de slogans, et les gens entrant la tête basse au boulot et nous disant la semaine suivante : « Au fond vous avez raison, mais on n'a pas le courage de le faire. » Pendant plusieurs années, ce travail a favorisé une prise de conscience.

Là-dessus, le mouvement étudiant est venu servir de détonateur, surtout la répression policière, car les travailleurs y sont sensibles. Le mercredi 16 mai, coup de fil de Cléon : grève illimitée. Les copains de la C.F.D.T. se sont réunis aussitôt ; ils ont convoqué la C.G.T. à une réunion en disant : « Cléon est en grève. Nous proposons un débrayage à 10 heures, pour demander aux travailleurs s'ils sont d'accord pour se lancer dans une grève illimitée sur les revendications qui n'ont pas abouti depuis dix ans. » La C.G.T. a été d'accord pour lancer un ordre de grève d'une heure pour demander au personnel ce qu'il en pensait. Et alors les délégués C.G.T. et C.F.D.T. se sont répartis les ateliers ; ils sont passés à deux dans chaque atelier en disant : « Grève immédiate. Cléon est en grève. Nous on se met en grève. Rassemblement, tous dehors. » Quand il y a eu cinq ou six cents travailleurs et travailleuses derrière une porte, ils ont défilé dans les ateliers et puis pratiquement toute l'usine est sortie. Ils ont décidé,

après les prises de parole, de se mettre en grève illimitée, avec occupation d'usine, constitution de piquets de grève... Ça a démarré comme ça.

La C.G.T. n'avait jamais été chaude pour déclencher une action. Elle n'était pas du tout sûre d'aller à une grève générale ; elle voulait une grève de deux ou trois heures. Elle a été poussée, tirée par nous ; d'ailleurs, ça fait cinq ans qu'on tire la C.G.T. Nous, on était pour la grève illimitée ; il fallait la proposer aux travailleurs. La C.G.T., d'elle-même, ne l'aurait peut-être pas proposée.

ESPRIT : Sur quels mots d'ordre avez-vous lancé la grève ?

YVES DUCOS : Dans ce climat-là, les mots d'ordre... Il y a tant de choses qui sont ressenties, et les gens connaissent les revendications qui ne sont pas satisfaites... Il y en a une, en particulier, qui a été la plus mobilisatrice. Nous avons essayé pendant des années d'expliquer à travers les faits comment la direction portait atteinte à la liberté à l'intérieur de la boîte, par des mutations, par des mises à pied ou des bons de sortie, quand un travailleur avait un peu trop de gueule ou quand il disait qu'il ne pouvait pas faire un travail ou qu'il n'arrivait pas à le faire. Les menaces d'un bon de sortie pour la fin de la journée étaient fréquentes.

ESPRIT : Qu'est-ce que c'est, un bon de sortie ?

YVES DUCOS : On vous donne un bon pour que vous quittiez l'usine ; vous arrêtez le travail ; on vous met dehors pour la journée.

Étaient aussi assez fréquentes les mutations, pour des délégués, les mises à pied. Par exemple, huit jours après la grève des soudeurs sur chaîne de novembre 1965, le copain qui avait été un peu le catalyseur, le porte-parole des soudeurs, a été muté dans un autre atelier pour dix-huit mois. On lui a gardé son salaire, mais on l'a mis dans un coin où il ne connaissait personne, où il fallait qu'il retisse un réseau de relations. Alors que, professionnellement, il était considéré comme un bon élément.

Il y avait des tas de faits comme celui-là, qui sont retraduits en un moment par la revendication du droit syndical. Et s'il y avait des revendications de salaires, de réduction du temps de travail, d'avancement de l'âge de la retraite, d'augmentation des bas salaires, de garanties d'emploi, du meilleur emploi surtout pour les jeunes, il y avait, plus ou moins formulée, mais en tout état de cause ressentie par les travailleurs, cette atteinte à leur liberté. Et pendant les trois semaines de piquets de grève, cela a été un des *leit-motive* les plus fréquents. Les derniers jours, une équipe de gars me disait même : « Après tout, sur les salaires, si on n'obtient pas grand-chose, c'est pas

grave. Même s'ils nous donnent beaucoup, ils pourront nous le repiquer [c'était des gens qui n'étaient pas syndiqués]. Ce qui est plus important, c'est qu'on ait la liberté de penser, de s'exprimer et de s'organiser comme on veut. » Il y a eu là une prise de conscience, surtout pour des gens venant de milieux ruraux, donc très loin de la mentalité collective, il y a eu là l'expression de ce qui était ressenti sans doute et accumulé pendant des années.

ESPRIT : Est-ce que tu crois que dans la Régie, du point de vue de cette oppression concrète et quotidienne, Flins était un cas particulier ?

YVES DUCOS : Flins était sans doute plus dur que Billancourt, plus dur que le Mans. Ça doit être à peu près du même gabarit que Cléon et du même gabarit que Sandouville, parce qu'on a trié la maîtrise.

MARCEL GONIN : C'est un aspect peu connu de la Régie.

ESPRIT : En lisant le bouquin de Mothé, *Militant chez Renault*, on n'a pas cette impression-là.

YVES DUCOS : Ce qu'il a écrit est juste, mais ce n'est pas vrai pour l'ensemble de la Régie, et d'autre part il est professionnel et non pas ouvrier spécialisé. Or, il y a, pour nous syndicalistes, en plus du problème de l'encadrement, celui des ouvriers spécialisés dans les industries où le travail est parcellisé. En particulier dans l'automobile, mais sans doute aussi dans la construction électrique, et notamment la fabrication des boîtes à musique, où la structure même du travail fait que les gens sont conditionnés d'une certaine manière. Il faut dire que jusqu'à présent, le syndicalisme est plutôt fait par des ouvriers professionnels, pensé par des professionnels ou des techniciens, que par des ouvriers spécialisés. Les événements vont peut-être nous permettre de construire un syndicalisme adapté au travail parcellisé.

YVES DUCOS : A Flins, c'était pareil : « Les accords de Grenelle, ça nous regarde pas, ça nous rapporte rien. »

ÉMILE LEVER : Ensuite, il y a eu la discussion au niveau de la Chambre patronale de la chimie. Encore une fois, pour les travailleurs de Rhône-Poulenc, je le précise bien, ça a été comme Grenelle, avec une intensité un peu plus grande parce que c'était la profession. Mais là non plus, ça ne semblait pas concerner l'action en cours.

YVES DUCOS : Pour Flins, je ne crois pas que c'était exactement ça : on avait intérêt à avoir des accords, des conventions globales, comprenant tout le monde, mais pas sur des queues de poires : le S.M.I.G. à 3 F de l'heure, c'est bien pour donner un coup de main à ceux qui en sont là, mais pour nous ça ne change rien. Ils refusaient les uns après les autres, en disant : « Ça ne vaut pas le coup. On continue. On remet ça, les gars. » Puis ils se frottaient les mains.

YVES DUCOS : Je trouve que dans le mouvement, il n'y a pas eu opposition entre organisations, militants et travailleurs qui ont participé activement. Il y a eu dans cette grève beaucoup d'hommes et de femmes qui se sont révélés actifs, souvent pas syndiqués du tout, en majorité des jeunes, mais pas seulement des jeunes (des types qui ont la quarantaine passée, avec toute leur maturité, ont apporté un élément d'équilibre, de réflexion), mais ils n'auraient pas pris d'initiatives individuelles pour faire quoi que ce soit. Ils venaient voir un délégué : « Qu'est-ce que tu en penses ? — Bien, on en parle cet après-midi. » Ils n'auraient pas pris d'initiatives en dehors de la conduite générale de la grève. C'est pour ça qu'il n'y a pas eu d'opposition organisations-militants, etc.

ESPRIT : Il y a aussi le problème de la masse, la masse des inorganisés.

Yves Ducos : A Flins, la direction a été convaincue depuis le début que la grève était menée par une minorité et que 80 % au moins du personnel étaient pour la reprise du travail. (Il y a un problème des cadres de la Régie, ou alors de leur reconversion.) Donc, partant de ce raisonnement-là, le directeur pensait : « J'organise un scrutin. 80 % du personnel veut reprendre le travail. Donc je gagne. » D'autre part, pour que la grève dure le moins longtemps possible à la Régie, il fallait casser un noyau, et ce noyau c'était Flins. Et à Flins, ce qu'il fallait casser, c'était la C.F.D.T. et dans la C.F.D.T. pas n'importe quel bonhomme : le secrétaire de la section syndicale. C'est idiot comme schéma, mais ils ne conçoivent de rapports que d'individu à individu ; ils ont personnalisé le problème. Ce qui fait qu'ils ont échoué dans toutes leurs tentatives.

La Régie, le mardi après la Pentecôte, le 4 juin, a essayé d'organiser un scrutin. Le 3 juin dans l'après-midi, elle a convoqué tous ses cadres et agents de maîtrise (il y avait peut-être une quinzaine, une vingtaine de mensuels qui faisaient grève) ; ils ont fabriqué sur le stade d'Élisabethville des urnes et des isolements. Et puis la direction a fait annoncer le scrutin. Le lundi matin, elle avait mis des cars à la disposition du personnel. Elle avait très bien monté son affaire, parce qu'elle avait organisé cela dans ce qu'on appelle l'aquarium, un bâtiment tout en verre qui est le hall d'accueil, à l'extérieur de l'usine. Ils avaient barré toutes les routes avec des barrières métalliques pour canaliser les arrivants. Vers 4 heures du matin, le piquet de grève a dit : « Eh bien maintenant, c'est à nous. » Alors ils ont pris la relève. Ils se sont affrontés aux gens qui faisaient ce travail et ils ont commencé par déplacer les barrières pour envoyer le personnel beaucoup plus à l'écart, et par placer un piquet de grève devant le bâtiment mixte, à l'extérieur de l'usine. Évidemment, le chef du personnel, tous les cadres étaient là, qui criaient : « Liberté du travail, liberté du travail ! » Discussions.

Explications. On s'est dit : « Bon, le scrutin n'aura pas lieu. » Il était convenu avec les travailleurs qu'il y aurait un scrutin quand il y aurait eu des négociations, pour que les gens se prononcent sous le contrôle des organisations syndicales sur les résultats. Les conditions n'étaient pas remplies, il n'y aurait pas de scrutin, on l'empêcherait. On a décidé de tenir vers 9 heures un meeting pour informer le personnel de la situation. La direction avait fait venir l'inspecteur du travail, le commissaire de police... L'inspecteur du travail a fait des démarches auprès des organisations syndicales pour savoir si elles acceptaient le scrutin. Nous avons répondu : « Non seulement nous sommes contre, mais nous empêcherons qu'il ait lieu. » Alors le commissaire de police a dit : « Il ne se passe rien de grave, moi je n'ai plus rien à faire ici. C'est calme. » Et à 8 heures moins le quart environ, la direction, se rendant compte que le scrutin ne pourrait pas avoir lieu, a renoncé à son projet. A ce moment-là le piquet de grève est entré dans le bâtiment. Quelques cadres essayèrent de s'y opposer. Puis ils sont partis. Et les copains ont découvert des bulletins dans les urnes. Traînée de poudre : les élections sont truquées. S'il y a 8 000 personnes sur un parking à qui vous dites que les élections sont truquées il est évident que ça chauffe. Sur le coup, nous l'avons cru nous aussi. En fait, nous nous sommes renseignés et nous nous sommes rendu compte (nous en avons à peu près la certitude) que ce sont des gens du deuxième collège qui avaient voté dans la nuit, mais sans contrôle, à notre connaissance.

Ces gens n'auraient-ils pu voter deux fois ? Quand on a vu ça, on a sorti les urnes et tout le matériel. On a mis ça sur la place devant le bâtiment. On y a mis le feu et les gars ont dansé la carmagnole autour. Cette opération de la direction a renforcé la volonté des gars.

Le lendemain, le mercredi, a été calme. Les gars ont continué à occuper l'usine. Pour la C.F.D.T., pratiquement, il y avait des réunions tous les jours, pour nos adhérents et pour les gars qui voulaient discuter. Et la nuit du mercredi au jeudi, à 3 heures du matin, les copains ont commencé à voir des lumières au loin, qui n'avançaient pas vite. C'était les C.R.S. qui arrivaient pour occuper l'usine.

ESPRIT : La suite de l'histoire est connue...

Après la grève, quels sont les changements dans la vie de l'usine et dans la mentalité des gens ? Quels sont les rapports avec les cadres ? Quelle est la situation de la section syndicale, comment marche-t-elle ? Où en est-on quant à la maîtrise ? La vie dans les ateliers a-t-elle changé ? Tu as dit tout à l'heure qu'il y avait à la source du mouvement une revendication de liberté concrète dans le travail ; quels progrès ont été faits sur ce terrain ?

Yves Ducos : Une parenthèse sur le droit syndical : si nous reconnaissons que les mandats auront davantage de possibilités, pour les travailleurs, sur le front syndical, il n'y a pas grand-chose de gagné, les travailleurs le sentent bien. D'ailleurs, c'était sur ce point-là que nous faisons des réserves, et non seulement sur la possibilité pour le personnel de se réunir et de continuer la discussion qui a été commencée pendant les événements pour une élaboration collective des revendications et des moyens d'action. Comme là on n'a rien obtenu, les travailleurs ont bien senti qu'il faudrait y revenir tôt ou tard. Pour les sections syndicales et les représentants, il y a un certain nombre de possibilités nouvelles, en temps et en moyens.

Tu posais le problème du comportement de la maîtrise. On constate que, dans tout ce qui s'est passé pendant les trois semaines, souvent les cadres étaient sur place, étant du deuxième collège. Et on ne reste pas trois semaines dans une usine en prenant la parole quasiment tous les jours sans faire un gros travail d'explication. A l'heure actuelle, si l'on en juge par le scrutin des organisations syndicales, parmi tout le deuxième collège, alors qu'il n'était pas en grève, il y a 23 % des gens qui se sont prononcés pour la continuation de la grève. Mais un certain nombre de cadres, de techniciens et d'agents de maîtrise sont traumatisés — le terme n'est pas trop fort. A la question : « Est-ce qu'ils se syndiqueront, est-ce qu'ils ne se syndiqueront pas ? », l'un d'eux a répondu : « Je n'en sais rien ; il y en a sans doute qui se syndiqueront, parce qu'ils ont fait une certaine avancée, mais il y en a beaucoup qui sont traumatisés. »

Dans les ateliers, la direction n'a pas été longue à se manifester, avec un certain nombre de « sbires » — parce que c'est comme ça qu'il faut les appeler — qui n'ont rien compris, eux, et qui sont restés des garde-chiourme. Surtout dans un travail comme la construction automobile, avec l'enchaînement qu'il y a, il est très facile de remettre des gens enchaînés. Ce n'est pas comme des professionnels. Dans un atelier, les professionnels discutent, s'ils le veulent, même si vous les engueulez. Or là, dès le lendemain de la reprise, se sont passées deux choses : d'une part, des contrats provisoires non renouvelés (une femme et un Yougoslave) et la découverte par les copains que d'autres contrats ne seraient pas renouvelés, alors qu'il y avait de l'embauche ; d'autre part, l'augmentation des cadences, une augmentation des cadences considérables : les gens n'arrivaient pas à suivre.

Alors, réaction d'un certain nombre de jeunes : « Il faut réagir tout de suite, sinon on est foutu ». On a rapidement pris contact avec la C.G.T., qui a dit : « Nous aussi, nous avons un gars syndiqué chez nous dont le contrat ne va pas être renouvelé, mais on attend Jacky cet après-midi. » (Jacky, c'est leur secrétaire de section.) Les gars leur ont dit : « Il ne faut pas attendre. » Finalement, ils sont arrivés à se mettre d'accord sur-le-champ, comme quand la grève avait démarré, pour appeler les gens à débrayer, passer dans les ateliers pour s'opposer tout de suite à cette reprise en main par la direction et les agents de

maîtrise. Il y a eu une réaction ; cela a été un peu la pagaille parce que les gens n'étaient pas informés, et informer 10 000 personnes sans moyens écrits ce n'est pas facile. Il y a quand même eu à peu près 30 % du personnel qui a arrêté de travailler pour s'opposer aux licenciements et aux cadences, avec, au besoin, occupation de l'usine.

Je suis arrivé sur les lieux à minuit et demi. Les copains étaient devant la porte ; un certain nombre étaient en haut, au premier étage de la cantine et les autres devant l'atelier, en train de discuter. On a vu arriver un groupe du fond de l'usine, directeur en tête, avec un nombre de cadres et d'agents de maîtrise ; ils avaient enrôlé également des travailleurs immigrés, le casque sur la tête, matraque en main. Ils avaient l'intention de venir matraquer les gars qui étaient en grève devant l'entreprise. C'est vous dire que même un certain nombre de gens du deuxième collège n'ont rien compris à ce qui s'était passé. Quelques gars étaient survoltés : « Avoir vu les C.R.S. et maintenant voir le directeur à la tête d'un groupe de gens casqués, matraque à la main, non, ça vraiment, c'est trop. Ça a assez duré, on y va. » On a fait tout ce qu'on a pu pour ne pas qu'il ait de casse, parce qu'on a dit : « Le directeur, c'est une chose, mais le matraquage entre travailleurs, c'est lui donner des atouts. Jusque-là il a été battu sur tous les plans, il faut le battre encore cette fois, même si on est très énervé et qu'on a envie de foncer dedans. » Finalement, on a réussi à tenir les gens. Le directeur s'est détaché du groupe et il est venu discuter avec les grévistes. Mais alors il n'a pas fait surface.

Parce que les gens lui ont sorti un certain nombre de faits qui se passent dans la boîte et qu'il ne connaît pas. Notamment, une femme lui disait : « Pour venir travailler chez vous dans cet atelier, il faut venir la culotte à la main. » Elle ne savait pas que c'était le directeur. Alors elle lui a sorti tout ce qu'elle avait sur le cœur. Quand ils ont appris que c'était le directeur, ils ont dit : « Après tout, tant mieux, parce que comme ça il le sait. » C'est vous dire le climat. C'est difficile de raconter l'ambiance d'une usine comme celle-là ; à travers de tels faits, on voit tout ce qui est en mouvement. Finalement, on a quitté les lieux vers 3 heures du matin. Tout était redevenu calme, les gardiens étaient à leur bureau, le directeur avait disparu.

Le matin, on a distribué un tract disant aux gens se qui s'était passé au sujet des cadences et demandant de prévenir si cela recommençait. Le jeudi, les cadences ont été normales. Il y a maintenant un potentiel de réaction : on ne se laissera pas embrigader.

Yves Ducos : Si dans les événements la C.F.D.T. a été capable de choisir sur-le-champ et de prendre ses responsabilités, si on en est là où on en est aujourd'hui, c'est parce que la C.F.D.T. avait changé avant. Si nos militants n'avaient pas été convaincus que la remise en cause de la société devait se traduire pour les travailleurs dans leur travail quotidien et pas seulement dans les idées, s'ils n'avaient pas été convaincus qu'il fallait aller vers le « socialisme » (entre guillemets, parce que chacun met derrière ce mot ce qu'il veut), les travailleurs ne se seraient pas battus pour le pouvoir syndical. On serait resté au premier stade de la lutte, celui des revendications d'ordre matériel, qui correspondent sans doute à une large part de la clientèle de la C.G.T. S'il n'y avait pas eu tout le travail fait auparavant, à l'intérieur de la C.F.D.T., pour la formation de ses militants, elle n'aurait pas tenu la route dans les événements qu'on a connus.

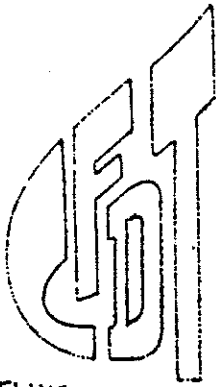
Yves Ducos : Le mouvement actuel nous a permis de mesurer où on en était. Il y avait presque une génération de militants qui n'avaient jamais pu exprimer ce qu'ils étaient, collectivement, et là ils ont pu le faire. Et on s'est aperçu de ce que cela donnait. Un certain nombre de copains s'inquiétaient et disaient : « Devant une grève générale, on n'a pas de structures pour tenir la route... » Après tout, l'opération vérité, autant la faire. Ne sous-estimons pas les capacités des militants, qu'on connaît peut-être mal. En fait, il s'est révélé que ce n'était pas mal.

Pour répondre à ta deuxième question, il m'est difficile de faire un schéma du passage possible au socialisme sous telle ou telle forme. D'une part parce que le syndicaliste est un homme d'action et qu'il saisit les événements, mais n'en est pas toujours totalement maître. Or si nous regardons, à l'heure actuelle, l'événement qui s'est produit au mois de mai, en fait, pour une bonne part, le mouvement de grève avait démarré pour des causes extérieures, ou qui peuvent paraître extérieures au mouvement ouvrier. S'il n'y avait pas eu le mouvement

étudiant, s'il n'y avait pas eu les idioties du gouvernement envoyant les C.R.S. dans la rue, il n'est pas sûr qu'on aurait pu démarrer un mouvement pareil. L'unité d'action avec la C.G.T. a au moins eu cet avantage qu'on a pu remobiliser la classe ouvrière. Tout n'est pas positif, loin de là, dans cet accord mais cela nous a permis de créer un climat. C'est mon sentiment, qui n'est pas partagé par tout le monde. On aurait pu organiser tout un projet pour arriver à la situation d'aujourd'hui. Il n'est pas du tout sûr que cela aurait correspondu à ce qui est arrivé, et en fait la situation nous a montré qu'on n'en était pas forcément maître au départ. Et on ne la téléguide pas, en tout cas. Mais on a fait croire, et on pourrait croire à l'avenir, que les décisions doivent partir d'en haut, alors qu'on s'aperçoit qu'il y a renversement de programme, et c'est peut-être un des éléments nouveaux dans la situation : le changement se produit beaucoup plus en partant du « ras du sol », parce qu'on a des hommes, des militants dans les boîtes, qui sont capables de faire partir un certain nombre de choses et ne sont pas téléguidés.







FLINS
24 X 71

PREMIERES REFLEXIONS SUR UN CONFLIT

Il a suffi que 80 Ouvriers Spécialisés de l'usine du Mans se mettent en grève pour que toute la Régie soit rapidement paralysée. Leur revendication était, apparemment, mineure.

Pourquoi au Mans, et pourquoi pour la troisième fois depuis Juin 68 ?

Le Personnel y est pourtant stable !

Et cette crise survient trois mois après la signature de l'accord : Il est vrai que la C F D T et F.O. avaient refusé de signer ! Nos craintes d'alors se trouvent justifiées d'autant plus que, depuis de nombreuses années, la C F D T - en particulier - a posé souvent et avec force, certains des problèmes impliqués dans le conflit du Mans, sans obtenir d'autre réponse que : "c'est complexe, on verra plus tard" !....

LE PROBLEME DE FOND

Au-delà de la revendications salariale (au départ : 16 centimes de l'Heure) il est, en fait, question de la condition de l'Ouvrier Spécialisé. En effet, au Mans, la stabilité du Personnel se traduit souvent par la seule perspective d'une "carrière d'Ouvrier Spécialisé" avec ses inévitables déclassements dûs au vieillissement de l'individu, avec ses mutations périodiques liées aux progrès technologiques ; On ne fait appel ni à son intelligence, ni à son expérience, ni à son désir légitime de progresser !...

Il n'est pas juste, il n'est pas sain pour l'entreprise, que des Ouvriers Spécialisés, par crainte pour leur salaire, soient amenés à redouter, à refuser, des améliorations de leur poste de Travail et à plus forte raison, la modernisation des moyens de production !

Sur le plan Humain comme sur celui de la gestion de l'entreprise : vouloir maintenir le lien direct "Homme/machine" mais aussi sur chaîne, le lien "Homme/opération" dans la détermination du salaire, est une erreur, voire une absurdité !

Est-il, par exemple, normal qu'un individu présentant un bon critère de robustesse, soit en classe 8 ou 9 dans une usine parcequ'il existe des postes qui requièrent cette aptitude alors que, dans une autre, il sera en classe 5 ou 6 parcequ'il n'y en a pas ?

C'est l'emploi et non la capacité qui impose le salaire !

Le problème se complique du fait de l'arrivée des jeunes dont le niveau de formation va croissant : cette tendance est irréversible (il y a, de plus en plus, à la Régie des Ouvriers Spécialisés ayant un C A P en poche).

A Billancourt et à Flins, l'EMPLOI MASSIF des Immigrés masque encore le problème... pour un temps ! Dès maintenant, de nombreux Immigrés sont réticents face au Travail sur chaîne. Trouvera-t-on encore des Ouvriers Spécialisés en 1980 ?

POUR UNE POLITIQUE DU PERSONNEL

Le bien-fondé des revendications des Ouvriers Spécialisés n'a-t-il pas été reconnu par Jacques de Montalais qui déclarait, dans "la Nation" (l'organe de l'U.D.R.) du 19 Mai :

".... on a l'impression très nette que certains Ouvriers Spécialisés étaient victimes d'une injustice, notamment au sujet du changement de poste."

Il a fallu une épreuve de force pour que la direction remette, elle-même partiellement, en cause le système car elle a accordé :

- ◊ Le passage au bout de trois ans d'ancienneté des Ouvriers Spécialisés des classes 4 et 5 dans la classe supérieure (elle a refusé le même processus pour la classe 6) ,
- ◊ La garantie de salaire en cas de changement de poste au bout de 8 ans d'ancienneté.

*Un premier pas a été fait mais...
rien n'est réglé pour autant !*

*Aussi, nous demandons à la direction
L'ENGAGEMENT D'ENTAMER, DES LA
REPRISE DU TRAVAIL, L'ANALYSE DE
FOND NECESSAIRE POUR ABOUTIR,
DES LA FIN 1971, A LA REFONTE DES
BASES SALARIALES DE CETTE CATE-
GORIE DE TRAVAILLEURS, DANS LE
CADRE DE LA POLITIQUE SYNDICALE
C F D T / C G T , RECLAMANT UNE
GRILLE UNIQUE, DU MANOEUVRE
A L'INGENIEUR !.....*

RENAULT. FLINS

Analyse de l'échec de la grève des Professionnels

LES DISCUSSIONS SUR LES CLASSIFICATIONS ENTRE LA REGIE RENAULT ET LES SYNDICATS

A la fin de la grève des Ouvriers spécialisés du MANS, la direction de la Régie RENAULT s'était engagée à ouvrir des discussions sur les classifications, c'est-à-dire sur les filières professionnelles et les coefficients hiérarchiques des différentes catégories du personnel. Ces discussions ont débuté en Mars 1972.

La Régie RENAULT en a d'ailleurs profité pour roder un style de négociation qui se répand de plus en plus : faire traîner les rencontres patron-Syndicat sur de longues périodes, en espaçant de plusieurs semaines les rencontres les unes des autres. Le but recherché est simple, empêcher une pression continue sur la direction car, à chaque fois qu'un mouvement revendicatif se déclenche sur les classifications, on peut le freiner, voire même l'arrêter en disant : "mais, attendez donc le résultat des discussions de la prochaine réunion, vous aurez alors une réponse !" et ainsi de suite.

Si les Organisations Syndicales ne refusent pas, rapidement, ce style de discussions permanentes qui visent, d'une part à les intégrer un peu plus, d'autre part à briser la combativité ouvrière, elles finiront par se couper de leur base.

Après quatre mois de palabres inutiles, la Régie RENAULT a abattu ses cartes :

- glissement et suppression des plus bas coefficients,
- création d'une catégorie de P 1F Professionnels de fabrication,
- augmentation des coefficients des régleurs, etc...

COMMENTONS BRIEVEMENT CES MESURES :

Contrairement à ce qu'une bonne partie de la presse s'est empressée d'annoncer, la condition des Ouvriers Spécialisés n'est guère modifiée. Certes, 10% d'entre eux vont passer Professionnels de fabrication mais sans que cela ne change, en aucune façon, le contenu de leur travail. Cette "promotion", ils la doivent aux luttes qu'ils ont menées ces derniers mois (caristes, retoucheurs, essayeurs, etc...) et à la volonté de la direction de diviser un peu plus les ouvriers par la création de nouvelles catégories intermédiaires.

Soit dit en passant, de tels Professionnels Fabrication existaient avant la mise en place de la cotation de postes dans les années 60 et chez CHRISLER France (SIMCA) belle référence, la dénomination de Professionnel est très répandue. Quelle belle hypocrisie chez les patrons qui croient s'en tirer à bon compte en rebaptisant Professionnel un Ouvrier spécialisé. Tant que l'ensemble de la division technique et sociale du Travail ne sera pas modifié lors d'un processus révolutionnaire, il est vain d'attendre un changement fondamental.

Globalement, plus de 80% des Ouvriers Spécialisés n'obtenaient rien si ce n'est la promesse qu'après... 8 ans passés dans une même classe de salaire, la Régie voudrait bien examiner leur cas.

L'échec des trois semaines de grève d'il y a un an, se confirmait.

Sur un point, la Régie RENAULT dévoilait nettement ses batteries, la création d'une filière Régleurs avec augmentation des coefficients. Auparavant, les régleurs étaient rémunérés dans la grille des Professionnels. On comprendra aisément le sens d'une telle mesure si l'on sait que la très grande majorité des régleurs a pour rôle de commander et diriger une vingtaine d'Ouvriers, en particulier sur chaîne. L'orientation idéologique de l'entreprise est claire : favoriser ses garde-chiourmes. Pour les Ouvriers Professionnels et les Techniciens, cela signifie une dévalorisation de leur Travail par rapport aux régleurs.

Le 13 Juin, date de la dernière rencontre Régie RENAULT - Syndicats, "la montagne accouchait donc d'une souris" ! Il n'y eut aucun constat de fin de discussion, malgré la bonne volonté de la CGT qui s'évertuait à démontrer que, quoique insuffisants, les résultats étaient positifs.

Au lieu de détendre l'atmosphère dans les usines, toutes ces dispositions fragmentaires allaient attirer le mécontentement parmi le personnel. Pour éviter des réactions trop vives, la Régie avait, pourtant, pris la précaution de terminer ces discussions à quelques semaines des vacances. Son calcul a bien failli se révéler inopérant.

Face à la mauvaise humeur générale, la Régie a tout de suite pris les devants pour isoler les Travailleurs. La radio, la télévision, la presse, se sont empressées de claironner : "il n'y a plus un salaire au-dessous de 1.500 F/mois * chez RENAULT "et ce, au beau milieu de la campagne "pas un salaire au-dessous de 1.000 F" histoire de laisser entendre à chacun qu'il ne faut pas soutenir des "privilegiés" lorsqu'ils râlent !

* 1.500 F par mois correspondent au revenu brut : Salaire + Prime, avant les divers retraits mais, les primes ne sont pas toutes garanties, car soumises à abattement, par exemple pour fait de grèves. Un Ouvrier touche, au minimum réellement dans la région parisienne, 1.250 F en fin de mois. De surcroît, ce n'est pas nouveau : les récentes mesures n'ont apporté que... 30 F supplémentaires.

LE DEROULEMENT DE LA GREVE DES PROFESSIONNELS A FLINS (VU PAR UN MILITANT C F D T)

Dès que l'augmentation des coefficients des régleurs fut connue le Mardi 13 Juin, les Professionnels manifestèrent leur intention de passer à l'action. La colère grondait. Depuis quelques jours, déjà, un petit groupe de Professionnels avait fait grève pour obtenir une prime dont ils ne bénéficiaient pas, contrairement à l'immense majorité de leurs Camarades.

Quelques débrayages spontanés éclatèrent, ici et là. Dans deux tracts, l'un distribué Jeudi, l'autre Vendredi, la CFDT parlait de l'action des Professionnels de RENAULT Cléon qui se battaient depuis près d'une semaine et elle invitait Ceux de Flins à suivre l'exemple.

Les Professionnels de l'équipe de nuit (80 gars à peu près) signaient une pétition à l'initiative des deux délégués CFDT et demandaient aux deux Organisations Syndicales de s'entendre, ils étaient prêts à partir en grève illimitée et faisaient une démonstration spectaculaire, avec pancartes aux portes de l'usine, lors de l'arrivée de l'équipe du matin à 6 H le Vendredi 16.

Une rencontre intersyndicale eut lieu Jeudi. La CGT se montra très soucieuse de préparer la campagne pour la journée nationale du 23 Juin, mais se montra peu empressée au sujet des Professionnels. Face à une proposition d'appel, commune CGT-CFDT pour le lendemain, les responsables CGT déclarèrent qu'ils préféraient attendre les réponses des départements aux revendications, comme si la solution pouvait venir de là, alors qu'il s'agit de problèmes dont la clé est entre les mains de la direction générale et non des départements. Les réponses de ces derniers étant évidemment négatives, les professionnels exigèrent des Syndicats un appel.

CFDT et CGT se mirent alors d'accord sur deux heures de grève le Lundi avec toute la liste des revendications propres aux O P. Dès que le tract fut distribué, il provoqua d'assez vives réactions. Une bonne partie des Professionnels demandait 4 heures de grève autour de la jonction des équipes et que ne soient retenues que deux revendications essentielles :

- le relèvement des coefficients des OP : 20 points pour chacun,
- l'intégration de la prime de zone au salaire pour que tous les O P en bénéficient.

Après bien des tergiversations, rien ne fut pourtant changé. L'appel pour Lundi restait tel quel.

LUNDI 19 JUIN À 8 H 30

Le débrayage fut quasi général. Du meeting il ne devait pas sortir de perspectives bien nettes de lutte. Chacun eut la possibilité de s'exprimer au micro mais, bien peu prirent la parole. Le caractère catégoriel du mouvement apparut au grand jour lorsqu'un Ouvrier Spécialisé qui était sorti avec les Professionnels le fit savoir. La CFDT intervint pour mettre les O P devant leurs responsabilités et ne pas renouveler à la légère, l'expérience désastreuse de 1969 : se déclarer en grève illimitée à l'unanimité pour flancher deux jours après !

Un premier problème se posait : fallait-il continuer le débrayage jusqu'au bout de la matinée ou s'en tenir aux 2 heures initiales ? Une légère majorité se prononça pour continuer mais, pour ne pas se diviser, il fut décidé de respecter les consignes antérieures. Le principe de recommencer deux heures à la jonction, le lendemain, fut voté.

Tous les Professionnels se rendirent, ensuite, devant le bâtiment de la direction, une délégation étant reçue par le chef du personnel. C'est la CGT qui avait proposé de se rendre à la direction.

Lundi après-midi, sur l'autre équipe, l'atmosphère est un peu plus chaude. Sur proposition CFDT les deux heures pour le lendemain sont retenues (mais beaucoup parlaient de 4 heures) ainsi que l'engagement de dépasser les 9 H de grève (il y a 20% d'abattement sur la prime par tranche de 9 heures de grève).

Après le meeting : rencontre intersyndicale. La CGT mettant en avant le peu de combativité présumé de son fief-l'outillage-ne veut pas lancer d'appel pour le Mardi tout en désirant maintenir un certain tonus. Finalement, on aboutit à un compromis : une heure de grève à la jonction avec meeting commun de toutes les équipes.

A noter que des contrôleurs qui sont des assimilés professionnels ont également débrayé ce Lundi, acceptés par les uns, rejetés par d'autres comme ne faisant pas partie de la famille.

MARDI 20 : MEETING HOULEUX

La CGT demande de retourner dans les ateliers pour que les Ouvriers Professionnels discutent entre eux et fassent le point, quitte à prendre une nouvelle décision dans les jours à venir.

La CFDT n'est pas d'accord avec une telle position "nous avons commencé, il faut développer la lutte !" soutient-elle. Les Délégués CGT sont assez vivement pris à parti par les plus combattifs mais c'est la confusion et l'on se quitte sans savoir où l'on va.

La CFDT décide, d'abord, de lancer seule un appel pour 4 H de grève à la jonction le lendemain. Puis, lors d'une rencontre inter-syndicale, le soir, la CGT propose une consultation à bulletin secret sur les lieux de Travail. La CFDT finit par l'accepter, tout en prévenant qu'elle sortira un tract expliquant sa position.

Ce tract affirmait, entr'autres, que la CFDT avait proposé 4 H mais que, devant le refus de la CGT et pour ne pas briser l'unité Syndicale voulue par les Travailleurs, elle avait accepté la consultation. Elle demandait aux Professionnels de se prononcer pour le renforcement et le développement immédiat de la lutte.

Les électriciens, notamment ceux de la R 5 et de la R 12 en Tôlerie, ne veulent pas d'une consultation qui risque de tout enterrer. Ils accueillent le tract CFDT d'une manière mitigée et affirment qu'ils débrayeront quatre heures avant la fin du travail et qu'ils iront chercher les autres. L'heure venue, ils hésitent, les Délégués CFDT Professionnels vont alors, dans les secteurs concernés, prendre la tête des gars et les faire démarrer.

Le défilé commence à travers les ateliers. La CGT demande de ne pas s'y joindre. Dans un coin, seul le Délégué CGT reste au Travail! Au total : 50 à 60% des O P ont suivi. Sur la pelouse, les bulletins de la consultation sont déchirés. Un tract appelant l'équipe d'après-midi à se joindre au débrayage est sorti par la CFDT.

A propos de la consultation, il faut noter que la CGT qui s'était engagée à ce que les bulletins soient distribués puis collectés par deux délégués, un de chaque Organisation par secteur, avait ventilé seule dès 6 H du matin, les papiers. Mauvais passage de consignes, erreur involontaire ou manoeuvre délibérée pour empêcher tout contrôle ?

Une partie de l'équipe d'après-midi débraye 4 heures et défile mais, le succès est moins franc que le matin : nombreux sont ceux que la division Syndicale rend hésitants. Certains outilleurs CGT, l'après-midi surtout, ont tout de même suivi indiquant nettement leur désaccord avec leur Syndicat. La poursuite de l'action semblait, pourtant, compromise. Pouvait-on s'appuyer, uniquement, sur les machinistes, les électriciens R 5 et R 12 et l'équipe de nuit ? Deux événements essentiels allaient tout faire basculer.

- D'une part, l'équipe de nuit décide de se mettre en grève toute la nuit et d'attendre l'équipe du matin avec un tract et des pancartes. Le tract est sorti par l'intermédiaire de la CFDT mais, non signé par elle. C'est un appel des Professionnels de nuit à leurs camarades.

- D'autre part, la radio a parlé, Mercredi soir et Jeudi matin, de la grève illimitée des O P de SANDOUVILLE, autre usine de RENAULT près du HAVRE. Certes, des nouvelles de ce qui se passait à SANDOUVILLE avaient été données lors des meetings mais cela n'avait pas eu un impact psychologique aussi important.

Une bonne partie des Professionnels de l'équipe du matin, puis de l'équipe en horaire normal, se joint à ceux de la nuit.

Il y a défilés dans les ateliers. Craignant d'être totalement débordée, la CGT change d'attitude et se rallie. La grève illimitée est donc votée à la quasi unanimité, lors du meeting.

Un tract attend l'équipe d'après-midi qui, à son tour, se prononce après le nouveau défilé. Tout le monde se donne rendez-vous pour le lendemain à 8 H. Sur 1.000 Professionnels présents dans l'usine, 800 sont en grève illimitée.

Vendredi matin, la direction reçoit une délégation et avance quelques propositions : garantie de passage d'un indice à un autre, déblocage des essais professionnels. Ces propositions sont jugées inacceptables pour arrêter le mouvement car il n'y a rien sur la revalorisation des coefficients. Dans une ambiance de fête, ce sont à nouveau les interminables défilés qui reprennent.

Il est bien connu que le cap du week-end est toujours difficile à passer, il va donc s'agir de reconduire la grève Lundi matin. La CFDT prépare deux tracts :

- l'un, destiné aux Professionnels pour resituer le conflit et lancer un appel nominal à tous les assimilés Professionnels, retoucheurs, contrôleurs, etc... afin qu'ils rejoignent leurs Camarades.
- l'autre, destiné aux intérimaires pour qu'ils ne brisent pas la grève.

La CGT refuse l'appel nominal et le remplace par une formule vague par laquelle il est dit que tous ceux qui sont payés dans la grille des Professionnels sont appelés dans l'action ! Or, les contrôleurs, retoucheurs, etc... demandaient qu'on les nomme car ils subissaient la pression de la maîtrise qui leur affirmait qu'ils ne sont pas des Professionnels donc, que cela ne les concernait pas.

La CFDT accepte le tract remanié mais, en prépare un autre signé par elle seule, qui ne sera pas distribué parceque, jugé inopportun à ce moment.

LUNDI 29 :

Le meeting a lieu mais, on ne ressent pas le dynamisme de la semaine passée. Le temps est lourd et orageux...

La CFDT propose :

- la mise en place, pour le lendemain, d'un comité de grève chaque secteur de Professionnels y désignant ses représentants,
- l'organisation de la solidarité,
- un appel aux contrôleurs, retoucheurs, etc... pour qu'ils se joignent à la grève,
- l'occupation de certains lieux de travail pour que d'autres ne remplacent pas les grévistes.

Les trois premières propositions sont acceptées sans problème, la quatrième n'enchant guère une bonne partie des gars et elle doit être abandonnée. ..

La CGT se contente de lire des télégrammes de soutien, provenant des entreprises de la région et du congrès de son Syndicat RENAULT Flins qui s'est tenu durant le week-end. Elle annonce, par ailleurs, qu'elle a déjà commencé les collectes de solidarité et qu'elle-même, a versé 600 F. Décidément la CGT, et le PC qui a également ramassé de l'argent lors d'une réunion publique d'un conseiller général, ne veulent pas être pris de vitesse par un Comité de soutien.

La grève illimitée continue donc. A nouveau, un défilé dans les ateliers a lieu mais, bientôt, chacun veut aller dans le coin où il travaille habituellement ; c'est la dispersion par petits groupes dans l'usine. La maîtrise et les cadres en profitent pour engager la discussion, essayant de convaincre que les propositions de la direction sont intéressantes. Ce sont de longs palabres inutiles mais inévitables car les gars affectionnent ce genre de conversation. Ensuite, ce sera la dispersion avec un nouveau rendez-vous pour le lendemain à 8 H.

Notons, en passant, que la direction veut éviter de heurter les Professionnels. Si, lors des premiers défilés les cadres les ont suivis, il n'en a plus été de même par la suite. Contre toute attente, les pancartes signalant la grève illimitée et ses motifs, ont pu rester des heures sur les grilles de l'usine sans être enlevées par les gardiens, et quand elles l'ont été, elles ont pu être récupérées sans difficulté. Le seul incident résida dans l'interdiction de pénétrer à l'intérieur de l'usine, interdiction intimée à des Professionnels et à des Délégués, la nuit.

L'après-midi, coup de théâtre : on apprend par la radio que SANDOUILLE a repris le travail. Inutile de se cacher que cela risque de porter un coup au moral des O P.

A la réunion intersyndicale, la CFDT propose comme prévu initialement, le tract d'appel aux contrôleurs, retoucheurs et assimilés professionnels, ainsi qu'un tract destiné à l'usine et à la région, pour expliquer la grève et faire jouer la solidarité. La CGT, qui a demandé que les Syndicats soient reçus par la direction, veut que les propositions du Vendredi précédent, soient précisées comme à SANDOUILLE.

Les deux Organisations sont reçues dans la soirée. La direction indique les modalités de passage d'un indice à l'autre, confirme qu'elle débloque les essais professionnels et annonce que la prime sera payée si le travail reprend durant la journée du Mardi. La CGT essaie d'obtenir que la journée entière du Mardi soit payée, quelle que soit l'heure de reprise. Il n'y a rien sur les revendications essentielles, sinon une promesse de révision de la grille pour dans 6 mois.

La réunion intersyndicale reprend. La CGT propose un tract exposant les propositions de la direction, et appelant à se prononcer. Ce tract revient à demander l'arrêt de la grève. La CFDT refuse mais, accepte un vote à bulletin secret bien que la CGT ne veuille pas mettre sur chaque bulletin "en participant à ce vote, je m'engage à respecter la décision de la majorité".

MARDI 27 JUILLET :

La reprise de SANDOUILLE est connue mais, le tract CGT est accueilli, malgré tout, comme un coup de poignard. Au meeting, la CGT amène, pour la première fois, une sono convenable. Les positions sont

tranchées : d'un côté la CGT demande d'accepter les propositions de la direction car Flins ne peut se battre seul, de l'autre la CFDT se prononce pour la poursuite de la grève jusqu'à ce que l'on puisse mesurer l'efficacité de la pression sur la production.

Des mouvements divers ponctuent les interventions de la CGT. On passe au vote sur 524 présents. 70% se prononcent pour la poursuite de la grève. Seulement les minoritaires ont reçu le feu-vert pour retourner au Travail et ils ne s'en cachent pas. C'est ce qu'ils feront en début d'après-midi, entraînant quelques autres avec eux.

Des adhérents connus de la CGT et du PC sont parmi les premiers à reprendre, surtout à l'outillage !

Le découragement s'empare des autres. Ils n'y croient plus. *La CFDT essaie bien de parler de la mise en place du comité de grève, de l'organisation de la Solidarité, elle ne rencontre pas tellement d'écho.* Même les nouvelles concernant le ralentissement de la production sont insuffisantes pour insuffler un nouvel élan. Déçue, la majorité de l'équipe de nuit reprend aussi le Travail le soir.

Mercredi matin, il y a encore 400 gars au meeting. La CFDT essaie de les mobiliser pour retourner dans les ateliers chercher les autres et leur demander de respecter la démocratie ouvrière mais, l'atmosphère n'y est plus. Une partie déclare que, de toute façon, c'est fini pour cette fois-ci.

Les responsables CFDT en tirent la conclusion qu'il vaut mieux arrêter si la direction paie normalement la prime sinon, ce sera la débandade. C'est ce qui sera obtenu.

Les plus combattifs ne veulent reprendre que le lendemain et c'est en chantant l'INTERNATIONALE que quelques-uns rejoindront leur atelier, le plus tard possible. De nombreux Professionnels ont déchiré leur carte CGT !...

La grève a cessé quelques heures avant que les premiers ateliers ne soient complètement arrêtés.

LA GREVE DES PROFESSIONNELS : UNE GREVE CATEGORIELLE ?

Face à la grève dont on vient de lire le récit, une première question se pose : a-t-elle un caractère catégoriel qui puisse la rendre antipathique, voire même dangereuse quant à ses conséquences sur les Ouvriers Spécialisés ?

La presse ne s'est, d'ailleurs, pas gênée pour affirmer que les O P de SANDOUILLE réagissaient, surtout, aux "promotions" attribuées aux Ouvriers spécialisés.

Quelques remarques s'imposent :

- D'abord à FLINS, c'est l'augmentation des coefficients des régleurs qui a tout déclenché et en ce sens, les Professionnels remettent en cause l'orientation idéologique des patrons qui privilégient les tâches de commandement.

- Ensuite, ce que les Professionnels contestent c'est l'ensemble de la grille de rémunération et son caractère arbitraire or, c'est une question qui concerne toutes les catégories de personnel.

Cependant, on ne peut nier qu'à partir du moment où les O P demandent des augmentations pour eux seuls, ils se coupent des autres Ouvriers. Tout le travail politique dans ce genre de conflit consiste donc à démontrer ce qu'il y a de commun dans les revendications et ce, pour aboutir à la prise de conscience que l'extension s'avère nécessaire si l'on veut établir un rapport de force favorable.

Deux éléments méritent, dans le cas spécifique de ce conflit, d'être examinés :

- L'attitude même des Professionnels en lutte,
- le contexte général dans les usines de la Régie.

L ' ATTITUDE DES PROFESSIONNELS :

Les Professionnels, surtout les Outilsseurs, se considèrent comme très différents des Ouvriers Spécialisés, en particulier des Immigrés. Le fait qu'ils possèdent une qualification justifiée, à leurs yeux, le droit de se sentir membres d'une aristocratie Ouvrière.

Chez les jeunes, ces sentiments sont bien moins prononcés ; ils ressentent, comme une injustice, le fait de débiter à un salaire très bas voisin de celui d'un Ouvrier Spécialisé et d'être bloqués durant des années.

Au début, la très grande majorité des Professionnels voulait se battre seuls. C'était leur conflit ! Les discours particulièrement malhabiles et dogmatiques de la CGT, qui plaqua toujours son refrain sur le grand capital et les profits, ne les intéressaient pas. Avant d'être en grève illimitée, ils avaient clairement dit qu'ils ne voulaient pas de mélange des revendications et donc, qu'ils ne bougeraient pas pour la journée nationale d'action, le 23 Juin.

Cette dernière attitude recelait, d'un côté des aspects positifs dans la mesure où les O P voyaient que la CGT les freinait pour porter un grand baroud d'honneur centré sur le 23, mais aussi des aspects négatifs dans la mesure où la nécessité de la fonction ne les effleurait pas.

Le mythe de la négociation avec la direction est très répandu. Beaucoup disaient au début "allons voir si on nous donne une réponse" ne voyant pas que, se présenter en permanence chez le patron est un aveu de faiblesse. La CGT utilise, d'ailleurs très habilement, cette volonté d'obtenir une réponse très rapidement ; bientôt, elle proposera, de jour et de nuit, une délégation qui pleurnichera dans le bureau du chef du personnel.

Au cours du conflit, l'attitude se modifia très sensiblement, l'extension aux assimilés professionnels, retoucheurs, contrôleurs, etc... fut acceptée sans histoire. A la fin, beaucoup parlaient, même, des Ouvriers Spécialisés en regrettant qu'ils ne bougent pas. La nécessité d'être le plus nombreux possible pour que la pression soit plus forte, avait fait son chemin. Mais en cas de lock-out, partiel ou total, les professionnels étaient-ils déjà prêts à assumer la jonction des luttes avec les Ouvriers Spécialisés ?

LE CONTEXTE GENERAL CHEZ "RENAULT" :

Les discussions sur les classifications, et leurs maigres résultats, avaient relevé au grand jour toutes les contradictions d'un échafaudage qui craque de toutes parts. La régie RENAULT est une entreprise où les espoirs de promotion sont très faibles.

Les Ouvriers Spécialisés du MANS, au lendemain des discussions, avaient l'impression d'avoir été dupés, les techniciens et agents de production d'être laissés, une fois de plus, sur la touche, etc...

A FLINS, pour la première fois de leur histoire, les agents de production débrayaient une heure, des pétitions circulaient un peu partout chez les Mensuels.

Le 14 Juin, les Ouvriers Spécialisés du MANS débrayaient plusieurs heures puis, les jours suivants, se contentaient d'assurer une production réduite de moitié. Des négociations se sont engagées au niveau des départements, et après 10 jours de ce manège, pratiquement tous ont obtenu une classe supplémentaire, ce qui avait été refusé l'an dernier. A aucun moment, les Organisations Syndicales CGT et CFDT n'ont lancé le moindre mot d'ordre même pour le 23, de peur que cela ne serve de détonateur.

A Billancourt, au lendemain de la campagne Radio sur les I.500 F minimum chez RENAULT, les Ouvriers Spécialisés travaillant sur les segments au 49, se mettent en grève illimitée réclamant I.500 F par mois. Pour le 23 Juin, la CGT refuse de lancer un appel général de 2 H sur l'usine, que lui propose la CFDT.

A Sandouville, les Professionnels se déclarent en grève illimitée.

A Cléon, ils iront jusqu'à 24 H de grève par des actions répétées mais, reprendront le Travail sur les propositions de la direction. La CFDT Cléon n'a soutenu que du bout des doigts, estimant que c'était une grève catégorielle.

Pouvait-il y avoir jonction de toutes ces LUTTES ?

L'ANALYSE DE LA SECTION SYNDICALE "CFDT" Flins :

Après les discussions sur les classifications, la situation était suffisamment explosive dans de nombreux secteurs, pour qu'il puisse y avoir épreuve de force avec la Régie pour la contraindre à changer tout son système de rémunération et de promotion.

La simultanéité des luttes pouvait, si la volonté politique existait, aboutir à leur jonction sur des objectifs communs.

A la différence de l'année dernière, les Ouvriers Spécialisés du MANS, s'ils avaient occupé leur usine, n'auraient pas été seuls, les Professionnels et certains mensuels se battant ailleurs. La présence des Ouvriers Spécialisés du MANS aurait permis, d'autant plus, de briser le caractère catégoriel de l'action des Professionnels, quand ce caractère prédominait.

A la différence de l'année dernière, la Régie RENAULT devait absolument sortir ses nouveaux modèles R 5 - R 15 - et R 17.

L'argument de la proximité des vacances (en Aout pour la Régie) ne tenait pas, sauf peut-être pour les Travailleurs immigrés qui ont besoin d'argent pour retourner chez eux.

La Section CFDT de Flins a essayé de faire prévaloir son point de vue auprès des autres Sections Syndicales CFDT, sans résultat!

LA CONDUITE DE L'ACTION A FLINS
PAR LA CFDT
ET LES ERREURS COMMISES

La CFDT, à Flins, a donc effectué un double choix :

- soutenir et mener, jusqu'au bout, la grève des Professionnels en essayant de l'élargir au fur et à mesure du conflit,
- informer l'usine de ce qui se passait dans les autres boîtes de la Régie pour créer un climat favorable à l'extension.

Ce deuxième objectif ne s'est, que très partiellement, traduit dans les faits :

- une affiche dans les panneaux syndicaux le Lundi 19 Juin,
- un tract général, le Jeudi 22 Juin, appelant à la généralisation des Luites ,
- un tract général, en trois langues, distribué un peu tard les Mardi 27 et Mercredi 28 Juin, appelant les Ouvriers Spécialisés à imiter ceux du Mans.

Par ailleurs, il était possible de bloquer l'usine de deux manières :

- en occupant la centrale où les Professionnels travaillent en 3 x 8 : l'usine, privée de fluides, s'arrêtait alors une demi-heure après l'occupation,

- en laissant les rouages se gripper les uns après les autres, faute d'un nombre suffisant de dépanneurs.

La CFDT a opté pour cette deuxième méthode, bien qu'il fallait près d'une semaine de grève illimitée pour parvenir à l'efficacité optimale. En effet, en occupant la Centrale, on courait deux risques :

- L'intervention des CRS, dont on ne pouvait prévoir les conséquences, et surtout l'incompréhension des Ouvriers Spécialisés d'un seul coup privés de Travail (il faut dire que l'une des 4 équipes de la centrale était totalement hostile à la grève, si bien que la direction aurait pu s'appuyer sur elle pour faire respecter... la Liberté du Travail).

L'arrêt, par étapes des ateliers, présentait un énorme avantage : les Ouvriers Spécialisés voyaient eux-mêmes leur charge de Travail diminuer et ils pouvaient être préparés à un lock-out.

Vu le déroulement des événements, la CFDT n'a pas préparé la riposte à d'éventuels lock-outs partiels.

Le récit même de la grève a montré les insuffisances et les erreurs de la CFDT à Flins. Dressons-en, tout de même, une liste :

- Il a été, beaucoup trop, tenu compte des impératifs de l'unité, d'où des retards considérables dans le développement de l'action. Les compromis successifs n'ont nullement permis de changer le dénouement. Une intervention autonome durant tout le conflit s'imposait (appel aux assimilés professionnels, contrôleurs, retoucheurs) refus des votes si certaines conditions n'étaient pas réunies, etc...

- Il fallait passer par-dessus les appareils syndicaux des autres usines, en particulier dès le Jeudi 22 Juin, une délégation aurait dû aller à Sandouville pour coordonner l'action avec Flins. C'était une condition indispensable pour que la CGT, très largement majoritaire à Sandouville, n'y fasse pas reprendre le Travail.

- L'animation de la grève a été inexistante. Après les défilés et les meetings, il ne restait plus aux Professionnels qu'à retourner chez eux alors qu'en liaison avec le service Loisirs du C.E. on pouvait organiser des débats à partir de films, de livres, de conférences, etc.

Les meetings eux-mêmes manquaient de chaleur : banderolles, musique même n'auraient pas été superflues (la CFDT avait prévu une discussion à partir d'un tract posant un certain nombre de questions aux O P mais, elle n'a pas eu le temps de le distribuer, compte-tenu de l'évolution du conflit.)

L'ATTITUDE DE LA C G T ET DU P C :

Elle reste d'une constance sans faille : ne pas provoquer

d'épreuve de force dans les entreprises entre la classe Ouvrière et la bourgeoisie. L'explication en devient, même, un lieu commun.

Engagés dans le processus unitaire de toutes les couches anti-monopolistes pour prendre le pouvoir par la voie électorale, le PC et la CGT ne veulent pas effrayer quiconque à la veille des élections législatives. Faire ressortir le mécontentement pour qu'il se concrétise par le bon bulletin de vote, voilà la stratégie employée.

Si la satisfaction des revendications doit passer par une grève, longue et dure, la CGT ne marche plus ; pourtant, ce sont bien dans de tels conflits que la conscience de la nature du capitalisme se développe.

De plus, à la Régie RENAULT, la CGT a un autre objectif : défendre l'entreprise nationalisée, si bien qu'elle ne tient pas à l'affaiblir face à ses concurrents directs. Malgré tous les beaux discours qu'elle tient sur les possibilités financières de la Régie, la CGT est plus que prudente lorsqu'il s'agit d'arrêter les chaînes !

Durant la grève des Professionnels, on a vu ce que fut son comportement. Illustrons le par deux autres exemples :

- Les Délégués CGT ont affirmé, aux Outilleurs durant tout le conflit, que les gars "les plus chauds" de l'entretien, étaient ceux qui partaient en vacances au mois de Juillet. Morale - leur disaient-ils - c'est vous qui allez tout supporter en Juillet si cela continue !

Quelle belle méthode pour diviser les Travailleurs et les démobiliser.

- Pour la journée nationale du 23 Juin, les Syndicats CGT de la plupart des usines RENAULT, avaient décidé de ne rien faire. A Flins, devant le déroulement des événements, la CFDT se refusait à centrer quoi que ce soit sur cette journée mais, appelait à entrer immédiatement dans l'action.

Vendredi matin, au dernier moment, la CGT de Flins balance un tract avec 2 H de débrayage, certainement pour redorer son blason. Ce mot d'ordre ne fut, pratiquement, pas suivi.

Un tract du PC a, évidemment, présenté la grève des Professionnels comme s'étant terminé sur une Victoire !

L'ATTITUDE DES TECHNICIENS, DE LA MAITRISE, DES INTERIMAIRES :

Il faut reconnaître que la lutte des Professionnels a rencontré un écho assez favorable chez les techniciens, et même dans la hiérarchie. Cela montre, tout de même, le caractère ambigu du mouvement car les Ouvriers Spécialisés n'ont pas droit à autant de sympathie.

Il n'en reste pas moins que de nombreux techniciens et agents de maîtrise n'ont pas accepté de gaieté de coeur d'aller remplacer les grévistes. Des incidents, des rappels à l'ordre, n'ont pas manqué.

Un agent de méthode auquel on avait déclaré qu'il pouvait prendre son compte s'il n'obéissait pas, a carrément mis knock-out un régleur qui lui demandait, ironiquement, s'il bricolait tout doucement (l'agent de méthode avait été envoyé sur une presse, en remplacement d'un outilleur) .

La plupart des intérimaires se montrèrent fort corrects. Les Professionnels d'une entreprise extérieure demandèrent, même, qu'on vienne les virer. Tous avaient décidé de verser d'assez fortes sommes pour la solidarité.

LES GROUPES REVOLUTIONNAIRES ET LA GREVE DES PROFESSIONNELS :

Les groupes révolutionnaires n'eurent, pratiquement, aucun rôle politique dans le conflit, malgré la présence parmi les Professionnels de quelques Militants ou Adhérents. Le Comité de lutte (ex gauche prolétarienne) se contenta de sortir un petit tract demi-format, invitant les ouvriers à occuper l'usine en cas de lock out.

Après le conflit, l' O C I sortit un tract au contenu assez mystificateur disant, entr'autres, qu'en exerçant une pression plus forte sur les Syndicats, les Professionnels auraient contraint ceux-ci à les soutenir jusqu'au bout. Aucun problème de fond n'y est posé. Il faut dire qu'une telle position unitaire ne le permet guère.

A noter que plusieurs jeunes électriciens sont membres de l'O C I, que leur Organisation vint à un meeting et que c'est l'une des premières fois qu'ils sortent un tract sur un conflit. Leur intervention sur l'usine est quasi nulle.

LUTTE OUVRIERE relata la grève, après coup, en tapant sur les Syndicats... qui n'ont pas informé l'usine et ont bradé, au plus vite, le mouvement.

Les Militants de REVOLUTION se sont contentés de collecter des informations.

Un tract, d'origine plus obscur, invitait à se rendre chez les paysans pour y chercher des patates !

De toutes façons, il semble bien qu'aucune Organisation révolutionnaire n'avait d'information sur ce qui se passait dans les usines de la Régie. Ceci démontre bien la faiblesse générale de leur implantation, et en conséquence, de leur capacité d'intervention.

LE SYNDICALISME EN QUESTION ?

Soyons nets, l'hétérogénéité des positions politiques et Syndicales, dans les diverses sections CFDT de la Régie Renault, n'a pas permis le développement des luttes d'une manière cohérente sur l'ensemble de l'entreprise.

Une telle constatation est grave, car les occasions de coordonner les actions sont plutôt rares.

L'Organisation Syndicale, telle qu'elle existe sans visée stratégique claire dans le combat anti-capitaliste, condamne-t-elle au morcellement des luttes et à l'échec ? On serait tenté de le penser !

La lourdeur de l'appareil Syndical, sa lenteur même à Flins, constituent aussi des freins non négligeables.

Est-ce à dire que le Syndicalisme est dans l'impasse, s'il n'existe pas un relais politique révolutionnaire ?

Constatons, pour terminer sur une note plus optimiste, que les Professionnels de Flins se sont très vite remis de cet échec et qu'ils en ont tiré des leçons ! Ils sont décidés à reprendre le flambeau d'ici peu mais, il ne faut pas nier que tous les problèmes qui sont apparus en Juin 1972, "reviendront sur le tapis"...

COMMENT SE RESOUDRONT-ILS ? ...

FLINS-SUR-SEINE

Pour le relèvement des coefficients dans le cadre d'une grille unique : 90 pour cent des ouvriers professionnels de l'usine Renault de Flins en grève illimitée.

Paris Normandie
NORMANDIE
VERMONTAIS

Depuis deux jours plus de 90 pour cent des ouvriers professionnels de l'usine Renault de Flins sont en grève illimitée. Corrélatives des usines de Douville, de Cléon et demandent le relèvement des coefficients dans le cadre d'une grille unique et l'attribution à tous et l'intégration de l'indemnité horaire dans le salaire. A Flins, comme dans les autres usines de la Rénée Renault, le mouvement de grève s'est déclenché peu après avoir été connus les résultats des discussions sur les classifications à la Bee.

UN PROFOND MECONTENTEMENT

Ces classifications étaient pour ce personnel des b... constituent un complexe étroit. Les modifications de cette classification dans de nombreux personnels un... ment l'augmentation des salaires à et qui fut déploré... tiffet, selon les n... les, les reuteurs

CHEZ RENAULT

Jusqu'à présent autant que certains professionnels, non pour leur qualification mais pour leur comportement.

C.F.D.T. qui appellent hier matin, dans un tract commun, à l'unité... on, à ce semble pas que l'on le double ou élargir le mouva... C'est pourquoi le même tract veut que les deux syndicats se concertent et agissent pour les actions soient décidées par

l'ensem... qualifié LES T Cette profond... seront... dégr... Dégreda... sentent les ouvi... nant ce

Par 354 contre 164 les ouvriers professionnels ont voté la poursuite de la grève

Mardi matin, les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine Renault de Flins appellent les ouvriers professionnels à se prononcer par vote pour ou contre la grève. 354 bulletins étaient relevés pour la poursuite immédiate de la grève sur les objectifs revendicatifs initiaux, contre 164 non et 8 blancs.

La révision des indices

Les ouvriers voteront donc de repousser les dernières propositions de la direction faites le lundi soir, principalement le glissement des indices pour tous les professionnels. Cette proposition inacceptable a priori, est inacceptable en fait, déclarant les ouvriers. En effet, après quinze jours en A, un ouvrier pourra passer en B, six mois de B en C, et neuf mois de C en D. Mais pour l'indice E, il ne pourra y avoir plus de 30 pour cent de l'ensemble de la catégorie or-



Les ouvriers attendent le résultat du vote

Le Monde 28 Mars 1973
**Quatre cents O.S. font grève
 aux usines Renault de Billancourt**
 Des négociations se poursuivent depuis quarante-huit heures

paris normandie 30 Mars
VERMIN-AMATEURS

**LE CONFLIT DES O.S. DE BILLANCOURT
 S'EST ÉTENDU A L'USINE DE FLINS**

paris normandie 31 Mars
VERMIN-AMATEURS

FLINS :

Pour la deuxième journée consécutive le hall des presses
 est demeuré inactif.

France-Soir
PARIS-PROSE

SAMEDI 31 MARS 1973

FRAN
 75080 P.

RENAULT: LA PARALYSIE S'INSTALLE

- Gabriel Farkas raconte l'évolution du conflit et ses conséquences pour la Régie : 1.000 voitures de moins par jour
- François Gault décrit le travail des O.S. : 1.500 fois par jour le même geste

paris normandie 3 Avril
VERMIN-AMATEURS

**Malgré une reprise partielle du travail au cours du week-end
 Les presses de Renault-Flins à nouveau immobilisées**

DIRECTIVES

MENSUEL

Prix 2 fr

MAI 1973

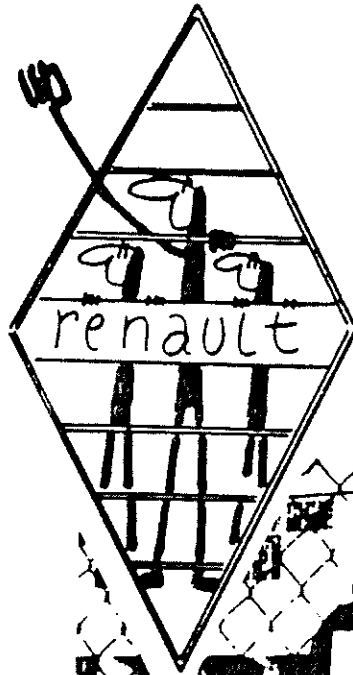
N°254
nouvelle série n°18



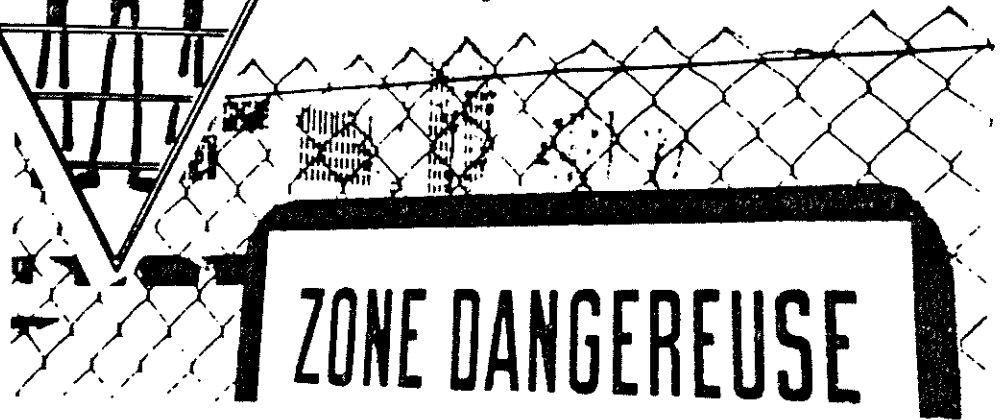
COURRIER DES ENTREPRISES



ACTION



REFLEXION



Avant-Propos

Dans les lignes qui vont suivre, nous nous bornerons à une analyse provisoire, nous serons aussi amenés à nous poser des questions. Ce sera aux Militants du Parti d'en débattre.

Signalons, aussi, que nous avons vécu les Luittes à la Régie RENAULT dans le cadre de l'usine de Flins. Ce sera donc cette usine qui nous servira, en grande partie, de toile de fond.

Les informations que nous possédons sur Billancourt, Sandouville, etc... mériteront certainement d'être complétées, voire modifiées car elles sont toujours de seconde main, sauf pour les tracts.

Pour plus de clarté encore, disons que l'auteur de ce texte est Militant C F D T à Flins ; son point de vue n'engageant évidemment pas celui de sa Section Syndicale.

Introduction

Si la bourgeoisie est sortie, en partie, affaiblie des récentes élections législatives, certaines de ses contradictions apparaissant alors au grand'jour, elle sort renforcée des différentes Luittes auxquelles elle vient d'être confrontée.

Elle a gagné la partie chez RENAULT, et d'une manière qui risque de laisser des traces !

Tout le problème est de savoir comment et pourquoi on a abouti à un tel résultat.

Bref Rappel de la Chronologie des événements

1.

Avant les élections législatives, en Février, les Ouvriers des Presses du département 38, se sont mis en grève illimitée pour obtenir le P 1 F (P 1 Fabrication)

La jonction avec les grosses Presses du département (Dépt) 12 ne se réalise pas en raison de l'attitude de la C G T !

Les Ouvriers des Presses du 38 reprennent le travail (après avoir obtenu la classe 9 maximum) par découragement, en refusant de passer au vote pour ne pas se diviser entre eux.

2.

Les Ouvriers du 34 "coton" à Billancourt, reprennent la même revendication (P 1 F) quelques jours plus tard.

3.

Les Ouvriers des Presses du Dépt 12 se mettent en grève pour le P 1 F maximum, le 21 Mars.

Ils refusent la proposition de la direction : classe 9 maximum-prime de risque (le 28 Mars).

Les Ouvriers des Presses de Flins et Sandouville se mettent en grève, le 29 Mars.

7.000 O.S. de Billancourt, ceux des chaînes de montage, sont lockoutés (le 30 Mars).

4.

La direction transforme la prime de risque en prime d'attente (3 Avril)

Les Ouvriers ayant, à nouveau, refusé ; la Régie RENAULT se décide alors à indiquer clairement que la prime est intégrée au salaire de base (9 Avril)

En conséquence :

◊ Les Ouvriers sur Presses, de Sandouville, arrêtent la grève,

◊ Ceux de l'équipe de nuit, à Flins, reprennent le Travail sous la pression de l'encadrement, dans la confusion et à la suite, les deux autres équipes,

◊ Ceux de Billancourt votent la reprise, à bulletin secret, après bien des hésitations, dans des conditions encore mal éclaircies, la moitié des grévistes n'étant pas présents !

5.

Les 7.000 Ouvriers lockoutés de Billancourt, refusent de reprendre le Travail tant que les heures perdues ne leur sont pas indemnisées à 100%,

6.

Le Mercredi après-midi 11 Avril, premiers débrayages importants en Sellerie à Flins ; dès le lendemain, c'est l'extension dans ce même secteur ; la R 5 Tôlerie part également en grève.

Rapidement, pratiquement toute l'usine est paralysée car les Ouvriers occupent leur atelier (manque d'approvisionnement en amont, engorgement en aval).

7.

L'usine de Flins est lockoutée, le Mardi 17 Avril ; les Professionnels de Sandouville se sont mis en grève illimitée,

8.

Les O.P. de Sandouville occupent la Centrale qui fournit les fluides à l'usine (vapeur, électricité, air comprimé, etc...)

Celle-ci est, à son tour, lockoutée (le 18 Avril) les O.P. quittent la Centrale, l'usine est réouverte. Les 2/3 des Ouvriers Spécialisés ne reprennent pas le Travail mais, il n'y a plus qu'un tiers de grévistes le Vendredi 20 Avril.

Les Syndicats appellent à la reprise du Travail ; Seuls les O.P. poursuivent la Lutte !

9.

La direction de l'usine de Flins licencie 26 Ouvriers (elle reviendra sur l'un des licenciements) pour "entrave à la liberté du Travail, injures, etc..."

Elle envoie, par ailleurs, des lettres de menace à ceux qui ont été les plus combattifs et ouvre l'usine (le 26 Avril).

La manoeuvre réussit, malgré l'opposition des Organisations Syndicales.

10.

La direction licencie 5 Ouvriers de Billancourt (elle reviendra sur 2 des licenciements) et convoque tous les Ouvriers, le Mercredi 2 Mai ; C'est la reprise !

Le Probleme des Objectifs de la Lutte :

L'Unification des Revendications

Les journaux, la radio, la télévision, de très nombreux Militants, ont dit que "les luttes à la Régie RENAULT posaient directement le problème des Ouvriers Spécialisés devant l'opinion publique ! "

Reste à savoir si, consciemment, les Travailleurs concernés remettent globalement en cause les mécanismes de leur exploitation (division du Travail - tâches parcellisées, système de rémunération, etc...)

A)

Pour la plupart des membres du Personnel de la Régie, les revendications portant sur le salaire, restent primordiales mais, contrairement à ce que l'on pourrait croire, il n'y a pas eu -depuis 1968- de Luites d'envergure avec comme thème revendicatif essentiel : une augmentation salariale directe...

... En particulier, les campagnes de la C F D T sur le slogan "150 F uniformes pour TOUS" sont restées sans effet !

Par contre, devant le refus de la Régie RENAULT d'accorder plus que la garantie habituelle de progression du pouvoir d'achat (2%) par rapport à l'évolution de l'indice officiel des prix, toutes les catégories de Travailleurs ont traduit leurs revendications salariales en termes de classification. Pourquoi ?

D'abord, parceque le système de classification en vigueur chez RENAULT - mais aussi plus généralement dans toute l'industrie - s'y prête particulièrement bien.

L'extrême division, le plus souvent anarchique, mise en place par le patronat, aboutit à ce que - pratiquement - tout groupe de travailleurs exerçant une même tâche traduira sa revendication salariale en demandant son passage à un, ou deux coefficients au-dessus du sien.

De surcroît, un tel groupe estime confusément la direction, pourra satisfaire d'autant plus la revendication, qu'elle ne touche pas tout le monde !

- Ces dernières années ont donc été surtout marquées, à la Régie RENAULT, par des conflits très sectoriels ou très catégoriels. Ainsi, des Ouvriers Spécialisés se sont mis en grève, dans pratiquement toutes les usines, poste après poste, à des moments très différents sans qu'il puisse y avoir unification de toutes ces Luites.

De même, les Professionnels, certaines catégories de mensuels et de techniciens, se sont aussi battus - parfois très durement - sur leurs revendications.

Notons, d'ailleurs, en passant, que généralement l'augmentation demandée par les Ouvriers Spécialisés par passage d'une classe de salaire à une autre, n'est pas considérable : entre 30 et 50 F par mois.

Certaines des grèves dont on a parlé plus haut, ont pris un caractère d'épreuve de force spectaculaire ; que l'on se souvienne de celles du Mans, particulièrement en Mai 1971 mais, jamais elles n'ont débouché sur un mouvement au contenu revendicatif unificateur.

B)

Nous venons d'affirmer que les revendications portant sur les classifications constituent une manière détournée de poser le problème de l'augmentation du salaire mais, ces revendications ne recouvrent-elles que cela ?

Certes non, il existe un deuxième niveau dont l'importance est capitale.

Pour les Ouvriers Spécialisés, il s'agit de la remise en cause de la cotation de postes par le fait qu'ils n'admettent pas d'être payés différemment :

- ◊ alors qu'ils effectuent des tâches voisines, ou même, identiques,
- ◊ alors qu'ils sont côte-à-côte, sur un même horizon de chaîne.

L'impossibilité d'obtenir rapidement une mutation pour un poste mieux rétribué rend encore plus difficilement acceptable le système des classes de salaire, pour un grand nombre d'entre eux.

Pour les Ouvriers Professionnels, les mensuels, les techniciens, il s'agit d'obtenir la reconnaissance de la qualification qui leur est demandée, la prise en considération des diplômes dont ils sont titulaires mais aussi, à quoi bon le cacher, de lutter contre l'écrasement de la hiérarchie dont ils s'estiment victimes !

C.

Une revendication égalitaire, au niveau des classifications des Ouvriers Spécialisés, contient - potentiellement - la remise en cause des conditions d'exécution, de la division et de l'organisation du Travail mais, cela n'apparaît pas spontanément aux Travailleurs concernés !

A aucun moment les grévistes de Sellerie ou des Presses n'ont discuté la nécessité de supprimer le Travail à la chaîne ou le bruit infernal des Presses !...

De la même manière, très peu de Luites se généralisent à partir des conditions de Travail ou de l'accroissement des cadences. Les travailleurs se contentent, sur ces points, de réagir épisodiquement, par petits Secteurs.

D.

Face à une telle situation au niveau des mots d'ordre revendicatifs, la réaction des Organisations Syndicales consiste à trouver des plate-formes unificatrices.

Nous avons déjà parlé de la revendication C F D T pour les salaires : augmentation de 150 F, uniforme.

Sur les classifications, la grille unique, du manoeuvre à l'ingénieur, constitue la réponse des Syndicats :

Mais, si les implications de la grille unique :

- ◊ Valeur unique du point,
- ◊ Diminution du nombre de coefficients,
- ◊ rétrécissement de l'éventail hiérarchique
- ◊ connaissance exacte du salaire de chacun,
- ◊ possibilité de promotion continue,

sont claires pour les responsables Syndicaux, elles ne le sont nullement pour les différentes catégories de Travailleurs.

Trop éloignée des préoccupations quotidiennes, trop intellectuelle dans la formulation, la grille unique recueille l'indifférence générale.

La grille unique peut constituer un thème de discussion "patronat/Syndicats" mais n'est pas, à l'heure actuelle, un thème mobilisateur.

E.

Le développement que nous venons de consacrer aux problèmes des objectifs revendicatifs n'est pas gratuit en ce sens qu'il va nous donner l'une des explications de l'échec des conflits RENAULT :

Revenons sur le conflit des Presses. Ce n'est pas un hasard si la revendication du P l F pour TOUS, au Dépt 38, n'est pas venue des Organisations Syndicales.

Celles-ci avaient bien averti la direction, l'an dernier, que la création de la catégorie du Professionnel Fabrication, serait génératrice de multiples conflits mais, elles n'ont pas pris la responsabilité de populariser un mot d'ordre clair et ce, pour des raisons d'équilibre entre les différentes catégories professionnelles.

Pourtant, la situation aux Presses se prêtait, parfaitement bien, à la mise en avant du P l F pour TOUS ; En effet, les nouveaux embauchés étaient en classe 7, les autres en 8 ou 9 et quelques conducteurs de Presse, qui avaient suivi un stage de retoucheur-contrôleur, étaient P l F ! tout le monde effectuant, évidemment, un travail pratiquement identique. C'est de là qu'est sorti le slogan :
" A Travail égal, salaire égal ! "

Lors de la grève du 38, la jonction avec les grosses Presses du Dépt 12, n'a pas été possible en raison de l'attitude de la C G T mais aussi, parceque les Ouvriers du 12 raisonnaient, à ce moment encore, à travers leur revendication traditionnelle : la classe 9 maximum, pour TOUS !...

Un mois plus tard, le P l F pour TOUS est devenu leur revendication parcequ'elle répondait réellement à la situation dans l'atelier et à la prise de conscience qu'ils en avaient. C'est ce qui explique leurs refus successifs d'accepter les propositions de la direction.

A Flins, le P l F - déjà mis en avant par la C F D T lors de la grève du 38 - ne s'est vraiment imposé qu'au cours de la Lutte !

A Sandouville, la classe 9 maximum pour TOUS, semble être restée la revendication prédominante ; il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que le travail ait d'abord repris là.

L'extension de la Lutte commencée à Billancourt (près de 400 grévistes) s'est réalisée à Flins (800 grévistes) et Sandouville (plus de 300 grévistes) mais pas aux Presses de l'usine du Mans !

On peut dire que les Ouvriers des Presses ont, en partie, gagné même s'ils ont, en définitive, accepté un compromis !

Par contre, la deuxième phase des Luttés à la Régie RENAULT, revêt des aspects déconcertants au niveau des objectifs revendicatifs.

Les 7.000 Ouvriers lockoutés de Billancourt, durant la grève des Presses, deviennent, à leur tour grévistes sur le paiement intégral de la période d'arrêt. A aucun moment, ils n'élargissent leur mouvement à des revendications plus fondamentales.

Les Ouvriers des chaînes Sellerie, de R 5 Tôlerie à Flins (soit entre 2.000 et 2.500 Ouvriers) se mettent en grève, prenant le relais de ceux des Presses, sur les classifications !...

... Mais, au départ, les revendications sont très diverses, les uns disant :

◊ "une classe de plus pour TOUS",

D'autres :

◊ "Le P l F pour TOUS",

D'autres :

◊ "nous voulons la même chose qu'aux Presses",

D'autres :

◊ "La classe 9, maximum, pour TOUS, le P l F pour les travaux les plus durs".

C'est cette dernière formulation que reprendra la C F D T, au quatrième jour de la grève, en remplaçant "travaux les plus durs" par "travaux plus difficiles et plus complexes".

Une relative unité se fera autour de cette revendication mais, auparavant, les Militants s'arracheront les cheveux devant le contenu des cahiers de revendications qui circulaient !...

A Sandouville, ce sont les Professionnels qui reprenaient l'action qu'ils avaient engagée en Juin 1972 pour la revalorisation de leurs coefficients.

Entraînés un moment dans la Lutte, les Ouvriers Spécialisés de Sandouville ne les suivent pas longtemps, d'autant plus qu'ils n'ont pas d'objectifs très précis !

Il est facile de comprendre, dans ces conditions, que l'établissement d'un rapport de force global au niveau de l'ensemble de la Régie, ait été voué à l'échec, chaque lutte devenant un cas particulier et par la même, plus vulnérable !

Le degré de prise de conscience étant très variable chez ceux qui se battent, l'isolement et la confusion générale, menacent !

La Régie Renault... patron de Combat

La Régie RENAULT est une entreprise nationalisée mais, est-ce pour cela que l'on doit attendre d'elle un comportement fondamentalement différent de celui du patronat ? Ne peut-on pas dire que les entreprises nationales sont, maintenant, en première ligne pour briser le mouvement Ouvrier ?

A)

L'équipe de technocrates qui dirige la Régie RENAULT devient, de moins en moins, "libérale" et ce, en raison même de l'autonomie relative que lui laisse l'Etat !

La logique du système capitaliste est, à cet égard, implacable. Prise dans l'économie de marché, la Régie RENAULT - pour faire face à la concurrence - veut assurer son développement dans sa capacité de production, le plus rapidement possible.

L'Etat, lui refusant une dotation en capital important, elle

doit donc recourir à l'autofinancement et aux prêts des banques.

La nécessité de dégager des capitaux pour ses investissements, la conduit à ne pas accepter tout ce qui peut entraver les plans prévus et notamment, à refuser la satisfaction des revendications qu'elle juge inconsidérées.

La Régie RENAULT essaie donc d'intégrer les Syndicats en leur proposant un échelonnement raisonnable des mesures sociales dans le temps, qui ne remette pas en cause les mécanismes de l'exploitation.

Elle veut planifier l'évolution de sa masse salariale donc, s'assurer qu'elle tire une plus-value suffisamment importante.

Désireux de montrer qu'ils sont capables d'être les plus efficaces, les cadres-dirigeants de la Régie ont donc tendance à se comporter en patrons de choc !

B.

Pour parvenir à ses fins, la Régie RENAULT va essayer de faire basculer, de son côté, toute une partie de son Personnel. Le moment venu, ceux qu'elle mobilise ainsi idéologiquement, peuvent s'opposer directement aux Travailleurs en Lutte.

Evidemment, la Régie RENAULT s'adresse, d'abord, à tout son Personnel d'encadrement, mais aussi aux administratifs, agents de méthode, techniciens, etc....

Certes, les tentatives "d'embrigadement" n'en sont pas partout au même point, Flins représentant un cas extrême, mais une démarche analogue apparaît dans les autres usines de la Régie.

Cette "fascisation" des esprits, dont on a pu déjà prendre la mesure lors du meurtre d'Overney, revêt un caractère particulièrement inquiétant.

Il est intéressant de prendre connaissance du style d'argumentation qui entraîne une partie non négligeable du Personnel à ser-
rer les rangs derrière la direction.

En voici quelques échantillons :

" La Régie RENAULT est l'une des entreprises les plus sociales du
" pays, les avantages y sont plus importants qu'ailleurs ; en deman-
" dant encore plus, on va la couler, face à la concurrence ! "

" C'est toujours la Régie RENAULT qui trinque, allez semer le désor-
" dre chez SIMCA, CHRYSLER, ou CITROEN après... on verra ! "

" La grande majorité du Personnel veut travailler tranquillement,
" seule une minorité veut faire grève en terrorisant les autres ! "

" Maintenant, on fait grève pour un OUI, pour un NON. Les grèves-
" bouchons ne sont pas normales, un atelier n'a pas le droit de priver
" les autres de leur gagne-pain ! "

" Les Immigrés, eux, ils s'en moquent s'ils créent des difficultés à l'entreprise car ils vont rentrer chez eux et c'est nous qui reculerons toutes les conséquences néfastes. "

" Toutes ces grèves ont un caractère politique, une poignée d'agitateurs exploite les Travailleurs, ils se moquent bien, en réalité, de leurs revendications "

etc....

> Toute cette argumentation n'est pas nouvelle mais, elle entraîne l'adhésion.

C.

A Flins, la direction de l'usine a une technique bien rodée : Chaque fois qu'éclate une grève, elle remplace une partie - ou la totalité - des grévistes, par des régleurs, des agents de maîtrise, etc... prélevés un peu partout !

Le but est simple : prouver que la grève ne sert à rien puisque tout continue à marcher normalement, ou presque !...

Evidemment, si le nombre des grévistes est très important, il est difficile de les remplacer tous mais, alors l'effort porte sur la recherche de la minorité hésitante qu'on essaie de convaincre, par tous les moyens de pression.

Lorsqu'il y a un défilé de grévistes, "un cordon sanitaire" essaie de les empêcher de rentrer en contact avec leurs Camarades qui travaillent.

Il est facile de prévoir les résultats d'une telle politique lorsque les Ouvriers ne sont pas décidés à laisser démolir leur grève ; bousculades, échanges de coups et d'injures, deviennent quotidiens.

Toutefois, les affrontements ne sont jamais allés très loin durant les grèves des Presses, de la Sellerie et de la Tôlerie R 5, pour la bonne raison que la direction a toujours arrêté à temps ses manoeuvres devant la détermination des Ouvriers.

Il n'en reste pas moins qu'à partir du climat ainsi créé, les agents de maîtrise, régleurs, certains techniciens, se sentent d'autant plus mobilisés qu'ils estiment que l'outil de travail risque d'être détérioré et qu'eux-mêmes sont menacés.

Les bagarres permettent de faire circuler les bruits les plus fantastiques : à un moment on annonçait... un mort par jet de boulons !

La direction de l'usine de Flins essayait, plusieurs fois par jour, de remettre en route les presses, les carrosseries ou les chaînes, provoquant à chaque fois des incidents que constataient soigneusement des huissiers, par elle amenés.

Aux Presses, il a même été distribué aux grévistes, sous forme de tracts et en trois langues, les articles de loi indiquant les peines encourues pour entrave à la liberté du Travail !...

Durant le conflit des Presses, l'encadrement avait été divisé en trois groupes, chacun étant présent dans une équipe de travail. Pour 150 à 200 grévistes présents, il y avait de 100 à 300 agents de maîtrise !

- * Des Immigrés d'un côté,
- * Des Français de l'autre

Le face-à-face prenant, de fait, un caractère "racial".

N'oublions pas qu'à Flins, existe un C.D.R. mais, il n'a même pas besoin d'intervenir en tant que tel !

◊ A Billancourt, sur une échelle beaucoup plus réduite, "la volante" (police intérieure de la Régie) s'est livrée à quelques provocations.

D)

Avant d'aborder la stratégie globale de la Régie, disons quelques mots sur la manière dont elle a mené les discussions avec les Organisations Syndicales lors du conflit des Presses.

La Régie RENAULT a cru, l'an dernier, régler le problème des Ouvriers Spécialisés par la création du Professionnel Fabrication (P l F coefficient 162). Dans les faits, cela revient à mettre en place une catégorie supplémentaire d'Ouvriers Spécialisés donc, à les diviser un peu plus sans la moindre modification, ni dans la nature du Travail, ni dans la qualification.

Contrairement à ce qu'affirme la C G T, le P l F n'entraîne nullement la reconnaissance par les patrons du fait que des Ouvriers Spécialisés effectuent un Travail de Professionnel !...

... Le P l F ne constituait qu'un colmatage supplémentaire des lézardes de la cotation de poste !

A tout prix, la Régie RENAULT voulait éviter la contagion : Pour elle, pas question de P l F pour un nombre important d'Ouvriers Spécialisés.

Durant la grève des Presses, elle a donc, d'abord, eu recours au vieil arsenal patronal : l'octroi d'une prime de risque Sécurité, perdue lorsque l'Ouvrier change d'atelier.

Ensuite, elle a transformé cette prime de nuisance en prime d'attente, proposition assortie d'un engagement alléchant de discuter, nuit et jour, durant une semaine s'il le fallait, sur les classifications !

Personne ne savait très bien si cette prime d'attente était intégrée au salaire de base ou non ; en fait, elle l'était mais, la Régie employait une formulation si ambiguë que tous les doutes restaient permis...

Ce n'est qu'à la troisième phase des discussions qu'elle a joué cartes sur table, donnant un taux horaire et un coefficient (coeff .160) précis.

Pratiquement, il n'y a que très peu de différence entre la prime d'attente et le compromis final. Il est vraisemblable que la Régie a d'abord mis en avant une proposition sous une forme peu claire aux yeux des Ouvriers pour que, le conflit menaçant de pourrir, ils finissent par l'accepter sous une autre présentation.

L'objectif était alors atteint : ne pas accorder le P l F (la Régie avait déjà employé une tactique similaire lors de la grève de l'Informatique).

E)

L'usine de Billancourt monte les R 4 et R 6. Celle de Flins, les R 5 - R 12 - et R 16. Celle de Sandouville, les R 16 - R 15 - et R 17.

Les R 4 et R 6 sont les voitures qui se vendent moins bien sur le marché, les stocks sont assez importants !

Les R 5 et R 12 étant les modèles qui ont le plus de succès actuellement, le fonctionnement de Flins est donc essentiel pour la Régie RENAULT !

Illustrons-le, par la manière dont la Régie s'est comportée, tout au long du conflit :

◊ Durant la grève des Presses, elle a - assez rapidement - lockouté les 7.000 Ouvriers des ateliers de montage à Billancourt. Par contre, à Flins, elle a tout fait pour retarder - au maximum - les échéances !

Elle y est parvenue :

◊ d'une part, des emboutis ont été fournis par CHAUSSON, chez qui des outils de presse avaient été envoyés,
 ◊ d'autre part, pendant la grève, plus de 500 antigrevistes - surtout des cadres, agents de maîtrise et réglés - sont venus deux week-ends consécutifs pour travailler dans l'usine.

Contre toute attente, celle-ci n'a pas été fermée à ce moment-là mais, la grève des Presses à Flins a certainement joué un rôle décisif dans la décision de la Régie, d'intégrer la prime de risque au salaire de base.

Lors de la deuxième phase du conflit, la Régie RENAULT va, carrément, ignorer les Ouvriers Spécialisés de Billancourt. A Flins, tout sera mis en oeuvre pour casser la grève de Sellerie et de tôlerie R 5 mais, cette fois-ci, l'usine est complètement bloquée. Il n'y a plus de voiture en amont sur les chaînes, et en aval c'est l'engorgement.

Durant quatre jours, pourtant, l'usine de Flins accueillera les Ouvriers sans qu'aucune voiture ne sorte. Peut-être, la direction espérait-elle briser la grève... peut-être voulait-elle se donner le temps de reconstituer ses stocks aux Presses ?....

Alors, commence la guerre psychologique ; la direction de l'usine de Flins propose d'organiser un vote de TOUT le Personnel pour savoir s'il veut faire grève, ou NON...

... Les Syndicats refusant cette ahurissante initiative (on n'a encore jamais vu l'ensemble du Personnel) se prononcer sur la grève de certains ateliers) l'usine est fermée !

La Régie sait que le lock-out constitue, pour elle, un atout ; une fois privés des cars qui les conduisent à l'usine, les Travailleurs vont devoir rester chez eux, isolés. N'oublions pas que le Personnel habite dans un rayon de 20 Kms !...

Une pluie de lettres va s'abattre sur chacun, à celles de M. DREYFUS, s'ajoutent celles du P.D.G. de Flins, M.GUIRIEC. Ce dernier veut faire croire :

◊ que la sécurité des biens et des personnes, n'était plus assurée,
 ◊ qu'une "minorité d'irresponsables" est source de malheur pour tous !
 ◊ que des sanctions sont nécessaires...

Effectivement, la direction de Flins licencie 26 Ouvriers contre lesquels elle porte plainte, envoie près de 200 lettres de menaces, qui constituent une véritable atteinte au droit de grève (voir annexe) puis, annonce l'ouverture de l'usine.

Parmi les licenciés, il y a quelques-uns des Ouvriers les plus combattifs dont des Militants C G T et C F D T et deux Militants du comité de lutte mais aussi, des Ouvriers pris au hasard.

Les licenciés se répartissent ainsi :

- * 20 sont originaires d'Afrique du Nord, surtout du Maroc,
- * 1, d'Afrique Noire,
- * 4 sont Français,
- * le dernier, est Portugais.

Dans chaque foyer de Travailleurs important, il y a au moins 1 Licencié !

Pour faire bonne mesure, un deuxième exemplaire des lettres de menaces - comme si la poste ne suffisait pas - est porté au domicile des destinataires par des agents de maîtrise ou des gardiens de l'usine et largement diffusé, dans les foyers.

Le jour de la réouverture de l'usine, la police vient chercher les licenciés chez eux, dès 5 heures le matin, pour les interroger.

La direction de la Régie veut intimider et créer un sentiment de crainte, par l'utilisation de la répression. Elle y réussit !

Pour bien montrer que la reprise du travail, à Flins, lui importe en premier lieu, elle annonce que les discussions sur les classifications reprendront le jour-même, dans le cas d'un "comportement positif" des Travailleurs de cette usine.

La Régie ne pose pas, comme condition supplémentaire, la nécessité de la reprise à Billancourt alors que, 15 jours auparavant, elle affirmait qu'elle ne discuterait pas tant qu'il y aurait des grèves !

L'objectif reste d'y laisser pourrir la situation ; quelques licenciements (5 au total) créant le climat propice à l'échec du mouvement.

Dès le début de la deuxième phase du conflit, la Régie RENAULT avait montré son intention de jouer l'épreuve de force en fixant la réunion suivante sur les classifications deux semaines plus tard. Cette épreuve de force, elle l'a gagnée en patron de choc !

Combativité Ouvrière et Deroulement des Lutttes

- L'Exemple de Flins

A. PHYSIONOMIE DES SECTEURS EN GREVE :

Les grévistes, aux Presses - à la R 5 Tôlerie - en Sellerie - sont des Ouvriers Spécialisés, essentiellement des Immigrés qui forment plus de 80% de l'effectif sur les chaînes mais aussi, des femmes et de jeunes Français.

Pour la plupart, ces Ouvriers Spécialisés participent à leur première Lutte !

Affirmer que, dans les secteurs en grève, l'unanimité est réalisée, serait déformer la réalité !

Si l'on devait donner des chiffres (qui n'ont qu'une valeur indicative) nous dirions que :

- ◇ 40% étaient décidés à aller jusqu'au bout,
- ◇ 40% restaient indécis, tout en suivant le mouvement,
- ◇ 20% désiraient travailler, surtout par peur de l'encadrement ou par espoir de promotion.

Nous fournissons ces indications parceque, dans le contexte de Flins, elles revêtent une grande importance, compte-tenu de l'attitude de la direction.

Dans toute grève, tous ceux qui sont concernés sont rarement exactement sur la même longueur d'onde mais, cela n'apparaît que si les circonstances s'y prêtent !

Si la direction de l'usine de Flins réussit à faire travailler la minorité qui le désire en y adjoignant des régleurs, agents de maîtrise, etc... l'efficacité de la grève est détruite et les indécis basculent.

Si les Travailleurs les plus combatifs montrent qu'ils sont capables de s'imposer, les indécis se joindront à eux d'autant plus que les affrontements provoqués par la direction ont pour résultat de les y pousser.

Toute l'énergie des Travailleurs en lutte va donc porter sur la défense de leur grève contre les tentatives de la direction.

Deux tactiques sont possibles :

- ◊ Défiler continuellement dans l'usine, pour essayer d'entraîner d'autres Ouvriers,
- ◊ Rester en place dans l'atelier, pour éviter qu'on ne remette en marche, au ralenti.

C'est la deuxième que les grévistes choisirent, sans pour autant, renoncer aux défilés...

Il faut, aussi, se rendre compte que la direction a intérêt à ce que les grévistes restent dans leur atelier, pour empêcher la généralisation.

Le face-à-face permanent "grévistes-maîtrise" a, en tous les cas s'il en était encore besoin, creusé le fossé entre les Ouvriers et l'entreprise.

Voici un exemple significatif :

◊ "Il ne faut pas croire les chefs, tout ce qu'ils racontent est faux... ne discutons pas avec eux !" disaient les Ouvriers des Presses et ils ont mis le feu aux notes d'information que la direction leur distribuait !

Pour les Immigrés, la grève fut l'occasion de se libérer par la prise de parole. Les appareils de sonorisation portatifs étaient très appréciés, et lorsqu'il n'y en avait pas à disposition, ils étaient réclamés à cor et à cri.

Essentiellement, chacun racontait comment il venait de vivre les provocations des chefs et parlait de la nécessité de continuer la Lutte en y répondant. Parfois, certains exposaient leur situation personnelle au Travail et mettaient en avant les brimades dont ils avaient été victimes !

Un tourne-disques ayant été mis à la disposition des grévistes des Presses, puis de Sellerie, beaucoup amenèrent leurs propres disques dans leur langue.

Chants et danses créaient, dans les moments de répit, une atmosphère de Fête !

Les films comiques muets (Buster Keaton, Charlot, etc...) furent très bien accueillis. Par contre, le film du CREPAC sur les Immigrés, reçut un accueil plus mitigé. Ces derniers eurent une réaction de dignité, affirmant "qu'il ne fallait pas leur montrer leur misère !..."

Les grévistes demandaient aux Militants Syndicalistes de les encadrer. Chaque fois que le nombre de Délégués n'était pas suffisant, ils le faisaient remarquer, menaçant même de tout laisser tomber !

Pourtant, ils n'accordaient pas - automatiquement - leur confiance aux Syndicats. Ils exigeaient d'eux qu'ils fassent leur preuve dans les situations concrètes :

DÉVELOPPEMENT DE L'ACTION C.G.T. DU OCCUPATION DES LOCAUX C.F.D.T.?

La majorité du personnel hésite entre l'attentisme et le soutien aux grévistes

paris **normandie** 6 Avril
VERMIN-MARITON

6 Avril

Le Monde

CONFLITS ET REVENDICATIONS

APRÈS L'ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS

La C.G.T. et la C.F.D.T. consultent les salariés de Renault sur « un puissant débrayage limité »

Les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. ont rejeté, lundi, les nouvelles propositions de la direction transformant la « prime de risque », accordée aux O.S. des presses, en « prime d'abandon » garantie.

Deux questions se posent désormais : quelle méthode d'action vont choisir les syndicats de tous les salariés de la Régie ? Quelle décision va prendre la direction, qui doit faire face à une

paris **normandie** 14 Avril
VERMIN-MARITON

APRÈS LA REPRISSE DU TRAVAIL A RENAULT Les problèmes des O.S. restent posés

LA GREVE DES O.S. : SUIVRE L'EXEMPLE DES PRESSES

A peine sortie d'une grève, l'usine de Renault-Flins rentre donc dans une autre et il semble bien qu'il s'agisse là du cri de l'O.S.

En fait, le mouvement social qui touche les usines Renault Converter pendant ce temps à Flins, en représailles que 2 000 ouvriers de Flins ont grévés, ont été à leur tour en grève. L'occupation des locaux du service...

paris **normandie** 15 Avril
VERMIN-MARITON

15 Avril

A RENAULT-FLINS

- Aucune voiture ne sort des chaînes depuis hier matin
- Les O.S. de la sellerie et de la tôlerie sont à leur tour en grève

paris normandie
LE FIGARO

17 Avril

A RENAULT-FLINS

LES ORGANISATIONS SYNDICALES ONT REFUSÉ LE RÉFÉRENDUM PROPOSÉ PAR LA DIRECTION

La fermeture de l'usine pourrait intervenir aujourd'hui

LE FIGARO 18 Avril

RENAULT: AGGRAVATION DE LA SITUATION

FERMETURE HIER DES USINES
DE FLINS ET DE SANDOUILLE

COMBAT

18 Avril

Renault : la crue

La décision de la direction de fermer les usines de Flins et de Sandouville va durcir et amplifier le mouvement et risque de paralyser l'activité de toute la Régie

(p. 3)

A Renault-Flins

L'USINE EST ARRÊTÉE DEPUIS MARDI SOIR

paris normandie
LE FIGARO
LEIN. MANTES

18 Avril



* Les Délégués ne devaient plus accepter de discuter avec l'encadrement - il fallait qu'ils soient en tête lors des affrontements - et il leur était même demandé de taper les premiers sur les chefs !...

B. "SE JOINDRE - ou - NE PAS SE JOINDRE... A LA GREVE"

a)

Durant la grève des Presses, des tentatives d'extension aux autres Ouvriers eurent bien lieu. Les grévistes défilèrent à la Tôlerie R 5 - en Mécanique - etc...

... Ils ne réussissent à emmener que de petits groupes qui ne continuent pas !

En Sellerie, également, quelques secteurs débrayent mais, sans suite !

Ce sont ces Ouvriers qui se sont joints, momentanément, à leurs Camarades des Presses, qui partiront ensuite en grève parmi les premiers, quelques jours plus tard.

La grande majorité attend passivement le lockout par rupture de stocks, aux Presses.

Dans la suite des événements, un incident va avoir un rôle important : Pendant que les Presses sont paralysées, une rixe éclate en Sellerie, entre un Ouvrier Marocain et un Magasinier Français ; ce dernier a l'arcade sourcillière fendue.

Le bruit court qu'il est à l'hôpital... un œil crevé !

Magasiniers et caristes (ceux qui conduisent les engins de manutention) de Sellerie exigent le licenciement du Marocain !

Dans un premier temps, le licenciement est signifié mais, les Travailleurs Immigrés des chaînes réagissent en bloc et débrayent, pour exiger la réintégration.

La sanction est transformée en "mise à pied".

Caristes et Magasiniers vont se mettre en grève, à leur tour. Ils défilent même aux cris de "Allez la France, les bouniols dehors !"

Un affrontement général est évité de justesse !...

Les Travailleurs Immigrés ont pris conscience que, s'ils quittent la chaîne, plus rien ne tourne

La grève des Presses et la propagande de la direction ne sont certainement pas étrangères à cette poussée de racisme !

b)

La grève des Presses est considérée comme victorieuse par TOUS LES TRAVAILLEURS de l'usine !

Dans les ateliers, les Ouvriers Spécialisés disent qu'ils vont devoir se mettre en grève s'ils veulent obtenir quelque chose !...

Assez curieusement, deux jours après la fin de la grève des Presses, ce sont 7 caristes de Sellerie, accompagnés de Délégués C G T et C F D T qui vont mettre "le feu aux poudres" en équipe du soir !

Ces caristes demandent à passer P l F immédiatement (il leur faut attendre deux ans d'ancienneté pour être promu). Ils défilent sur les chaînes et... c'est l'effet "boule de neige" !

En Sellerie, au départ, pratiquement TOUT LE MONDE est gréviste, y compris les retoucheurs, les contrôleurs, etc....

Le lendemain, une partie de la Mécanique se joint à la Sellerie mais, bientôt le nombre de grévistes diminue. En effet, chacun constate que l'usine est paralysée par l'action des seuls Ouvriers des chaînes Sellerie...

Alors, à quoi bon se déclarer "en grève" et perdre de l'argent puisque cela n'apporte rien de plus, se disent de nombreux Travailleurs !

Ainsi, caristes, retoucheurs, contrôleurs, ouvriers de Mécanique, Ouvrières, vont - en grande majorité - rejoindre leur poste sans, pour autant travailler puisqu'il n'y a rien à faire !...

Sans s'en rendre compte, ils affaiblissent le mouvement !

c)

Quels sont les sentiments qui prévalent dans l'usine, devant la grève de Sellerie et de Tôlerie R 5 ?

* Les Ouvriers Spécialisés des autres secteurs n'ont plus de Travail, ils attendent "si les autres obtiennent satisfaction après, ce sera notre tour !..." disent-ils !

* Les Ouvriers Français sont divisés. Nombreux sont ceux qui souhaitent la fermeture de l'usine pour... bénéficier d'un week-end de Pâques prolongé !

* Certains, parmi ceux qui assistent directement aux manoeuvres de la direction dans les secteurs en grève, les jugent inadmissibles et laissent percer leur sympathie pour les grévistes !

Ainsi, les outilleurs - les électriciens - les caristes - qui travaillent non loin des Presses, n'ont-ils pas réagi négativement ! Le dernier jour du conflit des Presses, les retoucheurs et contrôleurs de Tôlerie ont même débrayé une Heure, par Solidarité !

Par contre, tous ceux qui sont plus éloignés du théâtre de l'opération - et ce sont, de loin, les plus nombreux - se laissent facilement intoxiquer :

" L'usine va être bientôt à feu et à sang",

" Ce n'est pas une grève sauvage, c'est une grève de sauvages"

entend-on !

D'une manière générale, à Flins, les Travailleurs Français ne sont pas décidés à se battre, pour le moment !

Il ressort de nombreuses conversations, que beaucoup se bercent d'illusions : pour eux, il n'est pas possible que le gouvernement ne tienne pas compte du résultat des élections législatives alors... ils veulent voir venir !...

C. LES POINTS FAIBLES DES GREVISTES

Les Travailleurs Immigrés qui ont participé à la Lutte en étaient, pour l'immense majorité, à leur première expérience ; il en est résulté un certain nombre de conséquences néfastes pour l'établissement d'un rapport de force favorable !

Obnubilés par la défense de leur grève et par la peur de perdre, les Travailleurs Immigrés n'acceptaient pas qu'il y ait quoi que ce soit qui bouge dans l'atelier.

Pour eux, la grève cela signifie l'arrêt total. Un point, c'est tout !

Une anecdote illustre bien cette volonté !

◊ Un manoeuvre balaye, en Sellerie, les grévistes se jettent alors sur les balais et ils en cassent une cinquantaine !

Cet état d'esprit, bien connu de la direction, lui permet alors de monter toutes les provocations, toutes les opérations de diversion possibles...

D'un atelier à l'autre, d'une chaîne à l'autre, d'une machine à l'autre, c'est une course incessante pour bloquer des chaînes ou des machines qui tournent... à vide.

La moindre nouvelle - vraie ou fausse - remet immédiatement tout le monde en marche. On comprend, dans ces conditions, qu'il n'est pas facile de réunir un meeting qui dure bien longtemps donc, de faire le point !

Aux Presses et en Tôlerie R 5, les ateliers n'ayant pas une trop grande superficie, il était encore possible de s'opposer à toutes les initiatives de la direction donc, d'organiser les meetings une fois l'ordre revenu !

Mais, en Sellerie, on n'était pas loin de la quadrature du cercle, tellement les cavalcades succédaient aux cavalcades !

Illustrons, encore, ce manque de maturité des grévistes qu'on ne peut, d'un autre côté, leur reprocher :

◊ La direction connaissait - évidemment - la minorité des non-grévistes. Elle leur demandait de rester non loin de leur poste de Travail et souvent, ceux-ci jouaient aux cartes !

~ Certains grévistes ont fini par trouver intolérable une telle situation et ils ont décidé, aussi bien en Sellerie qu'à la R 5 Tôlerie, de déchirer les jeux de cartes d'où, des bagarres inutiles entre Travailleurs !...

◊ Lors des grèves des Presses, après les dernières discussions "direction/Syndicats" l'équipe de nuit arrive, comme tous les soirs. La direction de l'usine a mobilisé un nombre plus important que d'habitude, encore, de Personnel d'encadrement et s'appuyant sur la minorité qui accepte de travailler, elle remet en marche les Presses...

... Les Organisations Syndicales veulent faire le point avec les grévistes sur les acquis de la Lutte avant de décider quoi que ce soit !

Mais, pas question de réunir un meeting : Les grévistes se précipitent sur les Presses qui marchent ; le barrage des agents de maîtrise est trop important et ils ne peuvent le franchir !

Ils finissent par se décourager ! Tout d'un coup, ils reprennent TOUS le Travail, sans savoir où ils en sont, en affirmant : "les Syndicats nous ont lâché !"

(Les Militants C F D T n'ont pas voulu, ce soir-là, prendre la tête d'un affrontement dont l'utilité était fort douteuse car, pour eux, le conflit arrivait à son terme).

De même, il n'a jamais été possible de mobiliser les grévistes, à certains moments cruciaux !

◊ Aux Presses, la grande majorité avait promis, dans un vote, qu'elle viendrait dans l'atelier le Samedi, pour empêcher qu'on ne travaille le week-end. Seule... une petite minorité... a tenu parole !

◊ Le même phénomène s'est produit, le jour du lockout. Les grévistes devaient rester dans leurs ateliers... Il n'en a rien été !

◊ Durant le lockout, de nombreux Ouvriers habitant dans les foyers, avaient promis de venir devant les portes de l'usine, à un rendez-vous fixé par la C F D T... Bien peu se sont dérangés !

Dans une usine telle que Flins, il semble bien difficile d'obtenir une mobilisation permanente, le besoin de se sortir du cadre de "la boîte" l'emporte, parfois, sur la combativité !

Les propositions de mise en place d'un comité de grève n'ont rencontré, non plus, beaucoup d'échos !

Chacun comprendra mieux, maintenant, pourquoi les mesures répressives ont tellement marqué les Travailleurs Immigrés et pourquoi ils n'ont pas su trouver la cohésion nécessaire pour y répondre !

"Si mon voisin bouge... moi aussi je bouge !" furent les réponses le jour de la reprise !

Beaucoup sont démoralisés... "on s'est fait avoir par la direction !..."

La C G T dans le conflit "Renault"

A

En Février 1973, la C G T, appliquant une ligne politique bien définie, cassait la grève des Presses du Dépt 38. Il ne pouvait être question, la veille des élections législatives, de laisser se développer un conflit d'importance chez RENAULT !

De plus, le P l F POUR TOUS n'était pas une revendication C G T !

Les élections législatives se sont soldées par un échec pour l'Union de la Gauche. La nécessité de remonter le courant, auprès des Militants communistes un tant soit peu "secoués" explique la nouvelle ligne du P C donc, pour une grande part, le comportement de la C G T !

Il s'agit, pour le P C et la C G T, d'être, non seulement présents, mais si possible : en première ligne et à la tête sur tous les fronts de Lutte !

P C et C G T veulent se faire reconnaître comme les porte-paroles de tous ceux qui se battent contre la société capitaliste !

Cette volte-face "tactique et passagère" pour les uns, plus fondamentale pour d'autres ; est apparue de manière éclatante chez RENAULT !

Bien implantée aux Presses du Dépt 12, surtout dans l'une des équipes, la C G T est présente - dès le départ de la Lutte - avec ses Délégués. Toutefois, fidèle à son style, elle s'engage immédiatement dans une négociation "marathon", qui ne laisse aucune possibilité - tant que les discussions se poursuivent - d'étendre le mouvement aux autres usines donc, de se présenter dans un meilleur rapport de forces.

C'est d'ailleurs la C G T elle-même qui fera de la surenchère avec la direction, sur le taux de la prime de risque.

La C G T juge donc le compromis positif et sort son fameux

tract qui titre "GRANDE VICTOIRE" !

On sait que les Ouvriers ont rejeté le compromis, la C G T leur emboitant le pas !

Lors de la deuxième phase des négociations, celle de la prime d'attente, la C G T va encore proposer un nouveau compromis : la classe IO maximum mais, la direction échaudée, ne la suit plus !

Après trois semaines de grève, la C G T veut en terminer. Elle a d'ailleurs, entre-temps, laissé les 7.000 lockoutés rentrer chez eux !...

Bien que ne prenant pas officiellement position, la C G T pousse au vote-à bulletins secrets, sachant qu'il a de très fortes chances d'être positif !

Il est, d'autre part, difficile de nier que la C G T ait été pour quelque chose dans la grève des 7.000 lockoutés, puisque c'est elle qui a insisté - sans relâche - sur le paiement intégral des Heures perdues !

Par contre, elle n'a rien fait - ensuite - pour organiser cette grève (chaque jour, il n'y avait pas plus de 500 grévistes en même temps, à Billancourt).

Elle n'essaie pas, non plus, d'en élargir les revendications aux classifications, si ce n'est en parlant de la grille unique !

Les timides tentatives d'extension de la C G T et de la C F D T à d'autres catégories de Personnel, se soldant par des échecs, il est facile de saisir que l'issue du conflit ne pouvait être que négative, la C G T se gardant bien - à la fin - de prendre la moindre position !

Très bruyante vis-à-vis de l'opinion publique sur les problèmes des Ouvriers Spécialisés, la C G T - dans un contexte moins favorable qu'elle ne l'espérait - ne s'est pas donné les moyens pour que le rapport de forces évolue dans un autre sens !

Mais... peut-elle, vraiment, agir différemment ?...

B

Il y a, à notre avis, plus grave :

Certains responsables C G T ne peuvent plus, maintenant dans leur pratique, se départir d'une prudence qui infléchit automatiquement, le cours des événements.

Le cas de Flins est, à cet égard, symptomatique :

La C G T n'a pas joué le rôle de frein. Nombre de ses Militants se sont montrés très combatifs ; elle a accepté, sans problème, de se joindre à la C F D T pour déclencher la grève des Presses, bien qu'elle eut sorti - la veille - un tract analogue à

celui de Billancourt sur "LA GRANDE VICTOIRE" !...

De même, la C G T a pleinement participé aux grèves de Sellerie et R 5 Tôlerie mais, plusieurs de "ses initiatives" ont facilité la tâche de la direction !

La C G T est, d'abord, restée figée sur sa plate-forme revendicative : avec la grille unique, la suppression de la classe 6 et "pas un coefficient en-dessous de 150". A ce niveau, elle s'est d'ailleurs mise en porte-à-faux et n'a pas facilité l'unification des revendications.

◊ Elle a refusé l'extension du conflit des Presses à ses débuts. On a même vu un responsable C G T enlever le micro à l'un de ses Camarades parcequ'il lançait un appel à la généralisation après être venu rejoindre les Ouvriers des Presses avec un groupe de Sellerie !...

◊ Elle a dispersé, contre l'avis de la C F D T, les 60 Ouvriers des Presses qui étaient restés, pour empêcher que la direction ne fasse travailler durant le week-end.

◊ Le jour du lock-out, elle a renvoyé les Travailleurs chez eux, et pour qu'il n'y ait pas de velléité d'occuper l'usine, elle a imposé le meeting intersyndical à l'extérieur des portes (la C G T détenait la sonorisation).

◊ Si, après les licenciements de Flins, la C G T Flins a demandé de ne pas reprendre le Travail le jour de la réouverture de l'usine, c'est sur consigne de la Fédération de la Métallurgie car les Militants C G T parlaient, eux, "de modifier les formes de Lutte" !

C

Maintenant, la C G T essaie de présenter les résultats des discussions sur les classifications comme autant de victoires, du moins pour les Ouvriers Spécialisés et Professionnels !

Pour se faire approuver, elle se propose - même - de consulter séparément chaque catégorie de Personnel sur ces résultats. Or, tout le monde sait bien que de telles consultations n'ont pas la moindre signification !

Par ailleurs, la C G T est revenue à la bonne pratique des pétitions... elle y demande, entr'autres, la réintégration des licenciés mais, elle a refusé catégoriquement de poser cette réintégration en préalable aux discussions !

La C G T a-t-elle changé de comportement ?
Revient-elle déjà à sa pratique antérieure, après les récents échecs ?

Autant de questions !....

La C F D T dans le Conflit "Renault"

A

A Billancourt, la C F D T fut d'autant plus handicapée, au départ, qu'elle n'était pratiquement pas implantée parmi les Ouvriers des Presses.

Comme elle l'avait fait lors de la grève du Dépt 38, elle apporta son soutien au comité de grève.

Après la proposition de la prime de risque, tout en restant très prudente dans ses appréciations vis-à-vis de l'extérieur, elle démolit auprès des grévistes le compromis sur lequel les Syndicats n'étaient d'ailleurs pas mandatés.

Furieux de cette attitude, un responsable C G T est même allé jusqu'à frapper un Délégué C F D T !...

Par contre, la C F D T n'a pas prôné l'occupation, ni au moment où les 7.000 Ouvriers étaient lockoutés, ni lorsqu'ils se sont mis en grève ! Elle craignait que, de la même manière qu'en Mai 1971, cette occupation ne soit récupérée par la C G T qui la viderait de son contenu.

Poser le problème de l'occupation, uniquement sous l'angle précédent, revient à éluder toutes les questions relatives à la conduite d'une Lutte.

La C F D T a bien essayé, dans les meetings de moins en moins fréquentés par les grévistes, d'élargir le champ revendicatif en donnant des informations sur les Luites dans les autres usines, mais elle n'a guère rencontré d'échos !

Dans l'état actuel de ses forces Militantes, la C F D T RENAULT Billancourt peut soutenir la combativité des Travailleurs mais, elle n'est pas en mesure de prendre des initiatives déterminantes !

B

A flins, il n'est pas exagéré de dire que la C F D T a, en grande partie, encadré la grève des Presses. Par contre, lors du conflit de Sellerie, elle n'a pas été capable de jouer un rôle dirigeant.

Dès la grève des Presses du Dépt 38, la C F D T avait essayé de mobiliser les Ouvriers concernés sur le P l F.

Lorsqu'à leur tour les presses du l2 s'arrêtent, la C F D T joue, immédiatement, la carte de l'extension. Dans un premier temps, elle appelle - avec la C G T qui a donné son accord à un débrayage de durée limitée.

Les Délégués doivent se démener pour que ce débrayage soit une réussite, dans une équipe. Les deux autres équipes ne bougent pratiquement pas, d'autant plus que des "discussions Marathon" se déroulent à Billancourt. Chacun en attend les résultats !...

Simultanément, la C F D T et la C G T distribuent un tract commentant le premier compromis :

- * Celui de la C G T parle de la victoire obtenue aux Presses,
- * Celui de la C F D T titre "DES AVANTAGES FINANCIERS IMPORTANTS MAIS, SOUS UNE FORME INACCEPTABLE".

Le lendemain, la C F D T appelle seule les Travailleurs des Presses à rejoindre leurs Camarades de Billancourt dans la Lutte à la prise du Travail.

La C G T se rallie et ce sont les Délégués des deux Organisations qui vont réussir à convaincre les Ouvriers de se mettre en grève.

Le mouvement, une fois lancé, prend le caractère que nous avons déjà décrit...

La C F D T n'hésite pas un seul instant à défendre l'efficacité de la grève, à la tête des Travailleurs. Elle propose d'occuper les presses les week-ends pour empêcher la direction d'y faire travailler : les grévistes votent l'occupation dans l'enthousiasme mais... ne viennent pas, le moment voulu !

Elle joue la carte de l'extension aux autres ateliers et demande aux Travailleurs de rester dans l'usine en cas de lock-out.

Dans une série de tracts, elle pose aux Ouvriers des Presses, les problèmes relatifs à leurs conditions de Travail ceci, pour qu'un débat s'amorce !

A la R 5 Tôlerie, la C F D T définit, tout de suite avec les Travailleurs, leurs revendications :

- * La classe 9 maximum pour TOUS,
- * et le P 1 F pour les travaux les plus durs et les plus complexes.

Par contre, en Sellerie, elle n'y parvient qu'après plusieurs jours de grève !

Dans cette deuxième phase du conflit, les Délégués C F D T n'arrivent plus à intervenir de façon concertée donc, à organiser la grève !

Pour répondre aux lockouts prévisibles, la C F D T reprend ce qu'elle avait déjà développé durant la grève des Presses : "rester dans l'usine". Elle ne parle pas d'occupation car cette dernière impliquerait de mettre à la porte tout l'encadrement ; Or, dans le contexte de Flins, cela ne peut être envisagé sans une présence MASSIVE, en permanence, des Travailleurs.

Le jour de la fermeture de l'usine, le désaccord entre les deux Organisations Syndicales est flagrant. Les Travailleurs ne

restent pas et partent avec les cars !

Les Délégués C F D T sortiront de l'usine parmi les derniers, expulsés par l'encadrement !

Durant le lockout, la C F D T organise des réunions d'information dans les foyers, distribue des tracts sur les marchés, et dans les cités, colle des affiches !... le but étant de ramener les Travailleurs devant l'usine mais... elle échoue dans cette tentative !

Il s'agit, aussi, de préparer l'échéance de la réouverture si la Régie ne cède pas sur les revendications.

La C F-D T aura beau faire des réunions dans les foyers la veille de l'ouverture, licenciements et lettres de menace ont produit leur effet, la combativité est disparue !

L'appel C F D T - C G T pour ne pas reprendre le Travail, n'est pas entendu !

C

En réponse aux licenciements, la C F D T propose que les Organisations Syndicales posent, au préalable à toute discussion sur les classifications, la réintégration des Ouvriers mis à la porte de l'entreprise.

La C G T refuse...

La C F D T quitte, même, une séance de discussion mais, elle estime qu'elle ne sera pas comprise des Travailleurs si elle maintient - SEULE - son attitude.

Les Organisations Révolutionnaires et le Conflit "Renault"

Nous ne nous livrerons pas à une analyse du comportement et des positions des Organisations révolutionnaires qui sont intervenues dans le conflit car nous pensons que, globalement, elles n'ont, ni influencé le cours des événements, ni proposé de véritable alternative.

Le comité de Lutte de Billancourt va crier "victoire", comme la C G T, après l'octroi de la prime de risque, aux Presses !

A Flins, les Militants du comité de Lutte travaillaient surtout en Mécanique. Ils se sont joints à la grève de Sellerie sans avoir joué le moindre rôle dans son déclenchement puis, ils ont subi les événements comme les autres, tout en essayant de faire circuler des cahiers de revendications.

Il n'est, par contre, pas question pour nous de nier que certains acquis, tels que l'existence de comité de grève ou la présence de grévistes aux discussions avec la direction, doivent beaucoup aux Militants révolutionnaires !...

Ce que nous reprochons aux Organisations révolutionnaires, c'est de n'avoir jamais regardé l'ENSEMBLE de la situation ; il paraît douteux, dans ces conditions, qu'elles fassent autre chose que de chercher les responsables de l'échec parmi les Organisations Syndicales, alors que les problèmes méritent d'être posés au fond.

Le Resultat des Discussions sur les Classifications

Ne peut-on pas affirmer que l'échec de la grève est tempéré parce que la Régie est obligée de céder au niveau des classifications ?

Certes, la direction a été contrainte d'ouvrir, à nouveau, le dossier des Ouvriers Spécialisés alors qu'elle croyait bien avoir réglé - provisoirement - ces problèmes l'an dernier, avec la création du P 1 F !...

Le système de la cotation de poste disparaît, donc. Le nombre de catégories d'Ouvriers Spécialisés va diminuer, les coefficients sont légèrement revalorisés.

Si le résultat n'est pas négligeable, rien n'est fondamentalement changé !

De même, les coefficients des Ouvriers Professionnels sont augmentés mais, ce sont les P 3 qui en bénéficient le plus !

En fait, la Régie RENAULT s'est livrée à "un saupoudrage général" pour essayer de donner plus de cohérence à ses grilles de salaires et éliminer certaines sources de mécontentement.

Nous sommes loin de ce que les grévistes voulaient !....

Conclusions

Le mouvement Ouvrier chez RENAULT vient de payer très cher l'échec d'une série de grèves !

◊ 28 Travailleurs ont été licenciés, sans que leurs Camarades ne les défendent. La porte est grande ouverte pour l'intensification de la répression !

Bientôt, RENAULT n'aura rien à envier aux autres entreprises de l'industrie Automobile ; déjà, un tract C F D T s'adressant au Personnel de l'usine de Flins concrétise, un peu plus, la menace !...

Les Causes de l'échec sont Claires

◊ Incapacité de trouver une plate-forme revendicative unificatrice entre TOUS CEUX QUI SE BATAIENT, et du même coup, incapacité de

poser les problèmes de fond relatifs à l'exploitation quotidienne des Travailleurs.

La C F D T Flins en a fait l'expérience, en ne se donnant pas les moyens de remettre en cause le Travail à la chaîne, le travail répétitif, les conditions de Travail (dès le début du conflit Sellerie),

◊ Incapacité de trouver une riposte appropriée à toutes les initiatives d'un patron de combat qui finit par rester maître du terrain,

◊ Incapacité de transformer, rapidement, dans la Lutte, une combativité spontanée, désordonnée et hésitante en force consciente de ses objectifs, de sa puissance mais aussi, de ses limites !

La Régie RENAULT peut, aujourd'hui, se permettre de licencier des Travailleurs comme s'il s'agissait d'une suite logique et banale au conflit.

Nulle campagne nationale, nulle protestation collective d'envergure, ne vient troubler l'ordre bourgeois, comme si toutes les composantes du Mouvement Ouvrier - sans exception - avaient peur d'avouer une défaite en dénonçant la répression autrement que par des pétitions de principe.

Ne nous leurrions pas : Les Ouvriers de la Régie ne tireront pas spontanément de leçon profitable-pour les Luites futures-de ce qu'ils viennent de vivre... si les Militants révolutionnaires ne sont pas les premiers capables d'y parvenir au-delà des schémas préétablis !....

FLINS. SANDOUILLE. ILE SEGUIN...

Les trois usines d'assemblage de Renault sont fermées

Les événements se sont précipités, mardi 17 avril, à la régie Renault. A la paralysie de l'usine d'assemblage de l'île Seguin, à Boulogne-Billancourt, en sept mille O.S. ont réussi de reprendre le travail et mille cinq cents viennent d'être mis en chômage technique limité. C'est également celle des usines de Flins, puis de Sandouville.

Mardi, en fin d'après-midi, M. Colin, secrétaire général de la Régie, donnait des explications sur l'attitude de la direction : « Devant l'impossibilité d'assurer la fonctionnement des usines et devant les violations répétées de petits groupes d'irrespectueux, nous avons dû fermer deux établissements. »

Dans les autres entreprises de la Régie, notamment à Cléon et au Mans, le travail avait été calme, mais, comme les usines sont interdépendantes, certains interrogent sur l'éventuelle extension de chômage technique. De leur côté, les ouvriers s'efforcent à la fois de maintenir le contact et d'obtenir l'ouverture de négociations sur la réforme et la grille des salaires.

Le Monde
19 Avril

De la grève bouchon...

...à la grève commando

**RENAULT: les syndicats
ont réclamé au ministre
l'ouverture immédiate
de négociations**

L'HUMANITÉ
19 Avril

EFFECTIF : 20.558 PERSONNES.

DONT : 138 MANOEUVRES,
13.721 Ouvriers Spécialisés,
4.538 Professionnels (la moitié étant P l F)
2.014 Mensuels
147 cadres

PERSONNEL FEMININ : Près de 2.000

TRAVAILLEURS IMMIGRES : 8.662

DONT : 1.763 Portugais
206 Espagnols
151 Italiens
4.438 Marocains
687 Algériens
146 Tunisiens
965 Africains noirs
346 Yougoslaves

BAREME GENERAL DE REMUNERATION APPLICABLE AUX OUVRIERS NON PROFESSIONNELS
(horaires et A.P.R. à partir du 1er avril 1973)

I - TAUX HORAIRES ET APPOINTEMENTS - BASE 40 HEURES -

Classe	Catégorie Professionnelle	Coefficient Primes	MINI	MOYEN	MAXI
5	M.2.	141	7,473 1.300,474	7,636 1.328,840	7,747 1.348,156
5	O.S.2	141	7 473	-	-
6	"	145	7 669 1.334,582	7,838 1.363,992	7,946 1.382,787
7	"	149	7,868 1.369,213	8,035 1.398,275	8,141 1.416,721
8	"	153	8,065 1.403,495	8,239 1.433,775	8,355 1.453,962
9	"	157	8,263 1.437,952	8,448 1.470,146	8,562 1.489,985
10	"	161	8,468 1.473,627	8,658 1.506,691	8,785 1.528,792
11	"	165	8,692 1.512,608	8,896 1.548,109	9,021 1.569,861

Gr.	Catégorie Profes.	Coefficient Primes	A	B	C	D	E
1	P.1.F.	162	8.269 1.438.996	8.456 1.471.538	8.641 1.503.733	8.227 1.536.101	9.014 1.568.643
2	P.1. et assimilés (contrô.)	168	8.473 1.474.497	8.685 1.511.390	8.897 1.548.283	9.108 1.585.001	9.320 1.621.894
3	P.2. et assimilés (contrô.)	175	9.066 1.577.693	9.309 1.619.980	9.555 1.662.790	9.800 1.705.425	10.040 1.747.191
4	P.2. outillage	195	9.869 1.717.433	10.170 1.769.814	10.470 1.822.021	10.769 1.874.054	11.067 1.925.913
5	P.3. outillage	215	10.671 1.856.999	11.026 1.918.778	11.384 1.981.078	11.738 2.042.682	12.091 2.104.112
6	P.3. position supérieure	230	11.377 1.979.860	11.800 2.053.471	12.231 2.128.475	12.657 2.202.609	13.082 2.276.569

BARÈME DE REMUNERATION APPLICABLE AUX REGLEURS
CHARGES DE COORDINATION (Horaires et A.P.R.).

5 - TAUX HORAIRES ET APPOINTEMENTS - BASE 40 HEURES -

Gr.	Catégorie Profes.	Coefficient Primes	A	B	C	D	E
1	Régleur qualifié	185	9.468 1.647.650	9.823 1.709.428	10.178 1.771.206	10.533 1.832.984	10.890 1.895.110
2	Régleur cat. supérieure	205	10.270 1.787.216	10.654 1.854.041	11.042 1.921.562	11.424 1.988.039	11.812 2.055.560

BAREME GENERAL D'APPOINTEMENTS "COLLABORATEURS" - BASE 40 HEURES

Coefficient Primes	Catégorie Profes.	MINI	MOYEN	MAXI
140		1.220.98	1.373.58	1.526.21
150		1.303.09	1.465.96	1.628.89
160		1.335.51	1.502.46	1.669.41 dactylo-perf.
170		1.416.20	1.593.23	1.770.24 dactylo-perf.
185		1.541.14	1.733.82	1.926.44 Pointeaux
195		1.621.26	1.823.95	2.026.58
205		1.641.87	1.847.09	2.052.34
210		1.678.63	1.888.46	2.098.26
225		1.791.41	2.015.32	2.239.22
245		1.950.64	2.194.48	2.438.29 Chef d'équipe
270		2.149.69	2.418.37	2.687.14
290		2.308.96	2.597.53	2.886.17 Contremaître
315		2.508.00	2.821.46	3.134.97
340		2.707.01	3.045.38	3.383.75 Chef d'atelier.



Paris **normandie**
VIEUX-NORMANDIE

Espoir de dégel chez Renault ?

19 Avril

RENAULT : LA PANNE

Un salarié sur trois en chômage technique

A RENAULT-FLINS : JOURNÉE D'OBSERVATION DANS LE CONFLIT

Un seul département fonctionne en totalité

- BILLANCOURT : 7000 O.S. en grève depuis 6 jours, chaînes de montage stoppées
- FLINS : 20 000 ouvriers en grève, travail plus depuis hier
- SANDOUILLE : Usine entière à l'arrêt, travail terminé à 17 heures

Une seule des trois grilles donnant accès à l'usine de la région Renault à Flins était ouverte mercredi matin, à l'heure où l'équipe « normale » reprend habituellement le travail. Encore faut-il préciser que cette porte unique était gardée avec vigilance par les gardiens et une trentaine de civils, qui n'autoriseraient l'entrée dans l'entreprise qu'aux employés des bureaux, de certains ateliers non touchés par le lock-out, cadres et agents de maîtrise.

L'automobile remplace l'outocar

Ce sont aussi trois mille personnes environ selon le C.G.T. 1 500 selon la direction qui furent pénalisés dans l'entreprise. La plupart se rendent à leur travail en automobile. Près de plus d'une demi-heure, ces centaines d'automobiles forment un énorme embouteillage aux abords de l'usine. Nombreux seront ceux qui décideront d'abandonner leur véhicule à la limite du quartier d'Elisabethville, rejoignant le trajet à pied. « Ça sera plus facile pour repartir ce soir », disait l'un d'eux.



...tandis que la majorité du personnel écoute les délégués syndicaux

vendredi 20 avril 1973

PARIS-QUEST-RÉGION

LA GRÈVE A RENAULT-FLINS :

Les organisations syndicales veulent maintenir le contact avec les travailleurs et demandent la reprise des négociations

Paris **normandie**
VIEUX-NORMANDIE

RENAULT : reprise du dialogue sans résultat

Syndicats et Renault s'accrochent aux revendications posées...
Leurs deux représentants d'interlocution en faveur des travailleurs...
de l'entreprise s'efforcent de se rapprocher avec le CNAF...
Marchés de toute la région des ouvriers engagés dans cette...

REVOLUTION!
ce monde indique sans la poudre.

**Patrons de choc,
ouvriers en colère**



**le cœur de la classe ouvrière
est entré en lutte!**



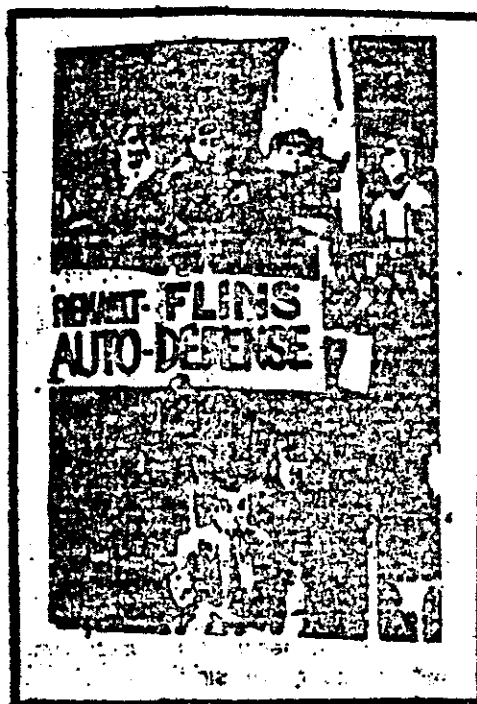
ANNEXE

APRES LES GREVES,

TIRER LE BILAN.

FLINS

mars avril 1973



L'usine occupée en mai 68

LA GRÈVE DES PRESSES

1° Le problème des revendications

Depuis plusieurs années, les travailleurs combattifs ont mis en avant les luttes des REVENDEICATIONS UNIFIANTES, pour essayer de briser la division entre ouvriers. Le plus souvent, ces revendications ont consisté à démander une somme d'argent supplémentaire, égale pour tous (ex: 150 F pour tous). Cela s'oppose aux revendications en pourcentage de la C.G.T., qui ont pour conséquence d'aggraver l'écart entre les salaires à chaque augmentation, et de renforcer ainsi la hiérarchie et la division dans l'usine. Par exemple, avec 5% d'augmentation, un O.S. qui gagne 1 000 F se retrouve avec 1 050, un O.P. qui gagne 2 000 F aura 2 100 F, et un cadre qui gagne 4 000 F aura 4 200...

Au contraire, si on se bat pour 150 F pour tous, la "rallonge" sera la même, même s'il y a des différences de base dans le salaire. Cela permet aux travailleurs d'avoir, dans la lutte, tous le même objectif, même si cela ne supprime pas les inégalités. Quand on parle de revendications unifiantes, c'est généralement de ce genre de revendications qu'il s'agit.

Aux presses, et dans les grèves qui ont suivi, les revendications unifiantes ont pris une forme qui allait plus loin du point de vue de l'unité. Et en particulier par rapport aux grèves qui se sont déroulées depuis deux ans à Flins.

DEPUIS LE LOCK-OUT DE MAI-JUIN 1971, qui a constitué une défaite importante pour les travailleurs, les luttes se sont déroulées pendant deux ans par ateliers. Vu qu'à la régie Renault les problèmes de salaires concernent près de 100 000 ouvriers, une lutte d'atelier ne peut pas prendre comme revendication une augmentation de salaire, ce qui impliquerait, pour vaincre, une lutte d'ensemble. Sauf exception, une lutte

.../...

d'atelier ne peut prendre qu'une revendication qui concerne les travailleurs en lutte à un moment donné. Aussi, à Flins, la forme de revendication unifiante mise en avant par les travailleurs combattifs a été UNE CLASSE DE PLUS POUR TOUS (passer de la classe à la classe 7, de la classe 7 à 8, etc.) (1).

Cela revenait, pour les travailleurs d'un ^{même} atelier ou effectuant un travail semblable, à demander une REEVALUATION DE LEUR POSTE DE TRAVAIL dans la grille des salaires, sans transformer cette grille elle-même. Cela permettait de donner un objectif commun, et sur lequel ils pouvaient gagner, à des ouvriers travaillant grosso modo dans les mêmes conditions ou dans un même coin de l'usine. Ce type de lutte a touché successivement de nombreux coins de l'usine, avec des victoires dans un certain nombre de cas. (Le plus exemplaire, de ce point de vue, a été la grève du C.K.D. en novembre dernier, où une quarantaine de grévistes de la mise en T.M. ont obtenu une classe de plus, mesure qui a été étendue à 300 travailleurs du C.K.D.)

LA GREVE DES PRESSES a démarré à Flins dans la foulée de celle de Billancourt, et sur les mêmes revendications: - le principe A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL ; - sa concrétisation aux presses: PLF (162 maxi) POUR TOUS.

La force et le caractère exemplaire de cette revendication reposaient sur deux éléments: a/ Vu le caractère complexe et dur du travail effectué aux presses, les travailleurs demandaient le maximum de ce que peut avoir un O.S.: le PLF (2).

b/ Ils demandaient ce maximum pour tous ceux qui travaillent aux presses. Cela démolissait l'utilisation faite par la direction du PLF (attribué à la tête du client après examen) et de la cotation de postes: prendre prétexte de petites différences entre le travail de chacun, ou des questions d'ancienneté, pour payer différemment des travailleurs qui font globalement le même boulot (et qui, comme aux presses travaillent dans les mêmes conditions pénibles).

Les gars des presses, qui étaient en classe 8 et 9, demandaient donc de la "rallonge" pour tous, mais surtout LA FIN DES DIVISIONS DANS LA PAYE, tout le monde devant se retrouver au même niveau dans la grille des salaires. La lutte des gars des presses, ce n'était plus une lutte dans l'unité pour obtenir chacun la même chose, mais une lutte pour imposer l'unité des travailleurs des presses, imposer la même paye pour le même travail. TOUS PAYES PAREIL, TOUS PAYES AU MAXIMUM !

Ce n'était pas une unité conjoncturelle sur un objectif commun limité (une classe de plus, par exemple), mais une bagarre pour l'unité, pour briser une des armes fondamentales des patrons: la division dans la paye.

2° La violence contre les provocations de la maîtrise

Presque toutes les grèves importantes qui se sont déroulées ces derniers temps à Flins butaient sur un écueil: l'utilisation systématique, rapide et efficace de la maîtrise pour remplacer les grévistes. Comme les grèves ne regroupaient que quelques dizaines d'ouvriers à chaque fois, c'était d'autant plus facile de les remplacer au pied levé. Ainsi, des

(1): Chez Renault, avant les récentes transformations de la grille des salaires, les O.S. étaient répartis en 6 CLASSES, de la classe 6 à la classe 11, la majorité étant dans les classes 6, 7, 8 et 9. Les classes, qui déterminent le salaire, sont attribuées à partir d'études de postes tenant compte de toute une série de critères soi-disant scientifiques: degré de technicité, fatigue, nombre de gestes, caractère répétitif...

(2): Le PLF est une qualification obtenue après un examen pratique, alors que pour être réellement professionnel, il faut passer en plus des examens écrits et touchant des matières de formation générale. En fait, le PLF est une qualification "maison", et un O.S. passé PLF ne peut pas espérer monter plus haut dans la grille des professionnels.

grèves de peinture, de mécanique, de sellerie ont été brisées par le fait que la production continuait comme si de rien n'était.

La détermination des grévistes des presses a donné un exemple important à toute l'usine : dès que les grévistes avaient le dos tourné (qu'ils soient à la cantine ou à un meeting syndical), la maîtrise refaisait tourner une ligne de presses; face à cela, les grévistes n'y ont pas été par quatre chemins, ils viraient les chefs aussitôt et les presses s'arrêtent.

Cet exemple sera réutilisé par les grèves de sellerie et R5 tôlerie. La brèche était ouverte dans la capacité systématique de la maîtrise à briser toute grève gênante.

3° Les presses de Flins : le détonateur

Pour la première fois, sur des revendications claires, sans hésitation quant à la réplique aux provocations de la maîtrise, une grève nombreuse (900 ouvriers) réussissait à obtenir satisfaction. Il aura fallu deux jours après la fin de la grève des presses pour que la sellerie démarre sur un seul thème : "Comme aux presses!" Depuis 1968, aucune grève importante n'avait vaincu de cette façon; les dernières victoires, aux T.M. du C.K.D. et aux aiguilleurs de trains, ne concernaient que des revendications limitées (une classe de plus) et des secteurs marginaux de l'usine. Il a fallu attendre 5 ans pour que Flins revive des heures chaudes, mais, on le verra plus loin, dans des conditions radicalement différentes.

1° Les faiblesses de la grève des presses à Flins : les mêmes pour toute l'usine

D'abord, l'utilisation de la maîtrise n'a pas été totalement inefficace. Elle a polarisé les grévistes autour d'un seul thème : pas de travail, pas de presse qui tourne, la chasse dans le hall des presses aux jaunes et aux chefs.

Dans la mesure où le rapport de forces est incertain, la grève ne peut pas progresser du point de vue de l'organisation, des revendications, des discussions. Dans une lutte où le rapport de forces grévistes/patron est stabilisé, comme les positions dans une guerre de tranchée, il est possible de polariser l'attention des grévistes sur des sujets plus passionnants et plus éducatifs que la guérilla continuelle contre les provocations de la maîtrise.

La maîtrise, avec sa pression incessante, a réussi à faire reprendre le travail aux presses sans aucun vote. En effet, les accords sur le coefficient 160 ont été conclus le lundi 9 avril dans l'après-midi. L'équipe de nuit (qui à Flins, à la différence de Billancourt, est formée de travailleurs volontaires, qui sont toujours de nuit et sont mieux payés), la moins combative, reprend le travail; des chefs font tourner les machines avec les non-grévistes; comme le résultat est obtenu, les gars hésitent à cogner encore devant les huissiers (qui font le pied de grue depuis le matin et notent sous la dictée des chefs). L'équipe du matin reprendra dans la foulée, et aucun vote ne sanctionnera cette reprise du travail. Petite victoire pour la maîtrise, grave pour le moral des grévistes.

Ensuite, la grève ne s'est pas organisée comme à Billancourt: pas de délégués de grève. A Billancourt, les délégués de grève ont été proposés dans les assemblées de grévistes des presses, avec comme idée essentielle: contrôler les syndicats et apporter dans les négociations le point de vue réellement représentatif de ceux qui travaillent et luttent aux presses. L'élargissement de la délégation de délégués du personnel à des inorganisés (délégués de grève), c'était un élargissement dû à la méfiance envers les syndicats. Qu'il n'y ait pas eu de délégués de grève à Flins ne veut pas dire pour autant que les syndicats "tenaient" la grève.

(Par exemple, le lundi 9 avril en début d'après-midi on attend encore la réponse de la direction et les syndicats organisent un meeting d'information dans le hall des presses. Pendant ce temps, les chefs font repartir une ligne de presses; le délégué C.G.T. a à peine commencé, un gars lance : "pas besoin de discours, on fonce." Et les grévistes partent tous pour virer les chefs.)

C'est la faible maturité des grévistes qui a entraîné leur inorganisation, et donc le fait qu'il n'y a eu ni délégués de grève, ni comité de grève ni organisation démocratique, consciente et réfléchie de la grève. L'inorganisation d'une grève ouvre la porte à la récupération, au manque de cohésion, à l'utilisation de la violence sans évaluation du rapport de forces...

La grève des presses a été gagnée à Billancourt. L'appui de Flins a été très important pour faire céder la Régie plus vite, surtout parce que R5 et R12 sont les modèles les plus vendus et que c'est Flins qui les produit. Mais c'est à Billancourt que le rapport de forces avec la direction a été maintenu grâce à l'organisation de la grève, à la maturité des grévistes du 12. Il est probable que si les négociations n'avaient pas abouti le 9 avril sur le coefficient 160 pour les presses, la grève à Flins aurait été cassée par la pression de plus en plus forte qu'exerçait la maîtrise.

+++++

SELLERIE . R5 TOLERIE

1° Une grève - bouchon, une grève qui fait mal à la Régie

La grève des presses n'a pas arrêté l'usine de Flins; pendant la dernière semaine, la cadence était réduite du quart à peu près sur les chaînes de montage. Par contre, la grève de sellerie a bloqué Flins en quelques heures. Dès que les trois chaînes de sellerie (R12, R5, R16-R12 TS) ont été arrêtées définitivement (vendredi 13 avril), la peinture ne pouvait plus stocker de caisses de voitures peintes, la place manque. En tôlerie R5 et R12, au montage de la caisse, c'est pareil; d'autant plus que la R5 tôlerie est en grève depuis la veille. Et la mécanique, atelier qui finit la voiture après la sellerie, n'ayant plus de voiture, sort la dernière dans l'après-midi du vendredi. Le travail à la chaîne, c'est rentable mais dangereux pour les patrons, surtout dans une usine comme celle de Flins qui utilise la grosse majorité de ses 22 000 travailleurs au montage.

Mais cette apparente facilité à arrêter l'usine va entraîner une erreur importante dans l'appréciation de la grève par ceux qui l'impulsent. On arrête l'usine, mais la grève est en sellerie (chaînes de montage et carrousels de fabrication des sièges essentiellement) et en R5 tôlerie. Il n'y a que quelques ouvriers très combattifs de mécanique qui ont rejoint la grève. Il n'y a pas grève en peinture, mécanique, NC, JKD, tôlerie R12, etc. Et pourtant, toute l'usine est arrêtée, sauf aux presses qui rattrapent le retard et au M.P.R. (magasin de pièces de rechange).

Cette confusion entre les grèves en sellerie et l'arrêt de l'usine va entraîner le fait que la grève ne s'organisera pas en tant que telle en sellerie; les défilés des grévistes de sellerie vont se succéder sans utilité dans les autres ateliers (tôlerie, peinture, mécanique). Il est impossible de faire partir en grève ceux qui n'ont déjà plus de travail, et pourtant on essaie en défilant sans arrêt. Au lieu de rester sur place et de discuter des revendications de façon sérieuse.

.../...

La C.G.T., elle, ne tient pas à ce qu'une discussion sérieuse s'organise; elle préfère, grâce à la confusion qui règne, essayer de situer le mouvement en cours dans le cadre de son mot d'ordre de "grille unique", revendication que personne ne comprend.

Avoir confondu une grève d'ateliers (sellerie et R5 tôlerie) avec une grève de toute l'usine était une erreur d'autant plus grave que la confusion régnait. Cette erreur d'appréciation sur le caractère de la grève aura les plus lourdes conséquences sur la suite du mouvement.

2° Les revendications

La confusion sur le caractère de la grève (grève de tout Flins ou grève d'ateliers) est aussi due au fait que les revendications mises en avant concernaient presque toute l'usine.

La grève de sellerie est partie sur le thème "comme aux presses". Comme aux presses on veut gagner. Toute la journée du vendredi, le cri de ralliement est "Woaaa!". Personne ne peut dire avec précision pour quelle revendication la sellerie est arrêtée! Seule la C.G.T. y retrouve son compte et plaque sur le mouvement "la grille unique de salaires de l'O.S. à l'ingénieur". Qu'est-ce que c'est? Seuls un ou deux pontes savent l'expliquer, personne d'autre n'arrive à se débrouiller pour rendre claire cette revendication. L'inorganisation de la grève ne va pas faciliter la mise en place des revendications.

Mais après des discussions entre grévistes, des revendications précises sont formulées; elles vont se répandre dans l'usine et vont apparaître comme étant les revendications de la grève et concernant tous les O.S. de Flins: CLASSE 9 MAXI POUR TOUS, PLF POUR LES POSTES DURS OU COMPLEXES.

La plupart des O.S. étant en classe 5, 7 ou 8, la classe 9 maxi représente à la fois une "rallonge" pour chacun et en même temps un objectif unitaire comme aux presses et suffisamment "réaliste" pour pouvoir recevoir l'adhésion de l'ensemble des O.S.

Quant à la revendication du PLF pour les postes durs ou complexes, elle exprime cette exigence des grévistes: "On fait tous à peu près le même boulot, mais il y a certains postes qui sont vraiment plus durs et plus complexes. Ceux-là, il faut qu'ils aient automatiquement le PLF." Et les grévistes discutaient eux-mêmes pour décider quel poste "méritait" le PLF.

Contrairement aux apparences, cette revendication avec 2 niveaux de salaire ne constitue pas une régression par rapport à la grève des presses qui fixait un objectif unique pour tous. En effet, elle ne concerne plus un atelier spécifique (où le travail est très pénible et complexe), mais toute l'usine où les travailleurs sont dans des conditions de travail moins unifiées.

Dans la revendication classe 9 maxi pour tous, il y a une grande poussée d'unité des travailleurs contre la division, dans le prolongement du combat des presses. Dans la revendication plf pour les postes durs ou complexes, la compréhension d'une REALITE: l'existence de certains points de travail beaucoup plus durs (certains travailleurs disent: "Même si on me paye plus, je n'irai pas à tel ou tel endroit.").

C'est ce que n'ont pas compris les camarades de Lutte Ouvrière, qui trouvaient plus "avancés" de réclamer le PLF pour tous, ce qui n'avait pas

.../...

TOUS EN GRÈVE

REFUSONS
LE LOCK-OUT

NOUS VOULONS

ACCORD TRAVAIL ÉGAL,
SALAIRE ÉGAL
CLASSE 9 MAXI POUR TOUS
PLF POUR LES POSTES DURS

Les grévistes

Reproduction d'un précieux manuscrit fait par les grévistes le jour du lock-out.

plus de réalité dans la grève que la "grille unique" de la C.G.T. Lutte Ouvrière pensait que le PIF était plus unifiant puisque tous seraient payés pareil. Mais ce mot d'ordre ne pouvait pas faire progresser l'unité des travailleurs, car il ne tenait compte ni du point de départ ni de la réalité du travail dans l'usine. C'était une unité en apparence. Seule l'unité la plus grande dans les revendications permet l'unité des travailleurs dans la lutte; aussi les révolutionnaires doivent-ils défendre et impulser les revendications les plus unifiantes possible. Mais en faisant attention à ce que ces revendications fassent progresser l'unité des travailleurs dans la réalité, dans la lutte, et pas seulement dans la tête des révolutionnaires.

Au contraire, les revendications des grévistes ont constitué un pas en avant décisif dans la voie de l'unité, car, pour la première fois à Flins, elles concernaient concrètement l'ensemble des O.S., tout en remettant complètement en cause la grille des salaires, la cotation de postes, la paye "à la tête du client"...

Seuls les révolutionnaires et la C.F.D.T. vont reprendre, soutenir et populariser ces revendications. La C.G.T. continuera à parler de la grille unique jusqu'au bout. Et la confusion qui continuera à régner dans l'organisation de la grève permettra à la C.G.T. de proposer autre chose dans les négociations après la grève, sans être inquiétée réellement. (La C.G.T. proposera: une classe pour les manoeuvres, deux classes d'O.S., plus le PIF.)

3° La violence contre les provocations de la maîtrise

L'exemple donné par les presses était à double tranchant : d'un côté, il donnait le courage aux ouvriers de s'opposer à la violence des chefs; d'un autre, il donnait l'idée de la violence contre les chefs, alors que ce n'est pas toujours nécessaire pour bloquer la production et que le rapport de forces ne permet pas chaque coup de se battre sans craindre la répression. Cela a été le cas en R5 tôlerie et en sellerie. L'exemple des presses a tout d'abord permis de donner aux ouvriers de sellerie (dernier atelier à se mettre en grève en 68) le courage de s'opposer aux chefs, de partir en grève. Ce n'était pas une mince victoire.

Quand plusieurs centaines d'ouvriers font grève sur un total de 1 500 à 2 000 personnes (chefs compris), comme aux chaînes en sellerie, il est impossible à la maîtrise de remplacer les grévistes et de faire tourner ne serait-ce qu'une chaîne (500 mètres de long, des centaines d'opérations différentes).

Ainsi, il n'était pas "nécessaire" de lancer des boulons sur les non-grévistes, de déchirer les jeux de cartes de ces non-grévistes qui restaient sur le côté de la chaîne sans travail, de casser les balais de ceux à qui les chefs avaient donné comme tâche de balayer pour faire quelque chose, etc. Seulement, il était difficile de refuser cette violence sans cautionner la façon dont des délégués refusaient cette violence au même moment, parce qu'ils sont contre toute violence, d'où qu'elle vienne.

Le lundi 16, à l'équipe du matin, les chefs ont essayé de mettre en route les chariots qui, en bout de chaîne de sellerie, servent à glisser les voitures de la chaîne vers les rouleaux de stocks ou vers la chaîne aérienne qui conduit en mécanique. Bloquer ces chariots, alors que la grève avait du mal à redémarrer, était par contre nécessaire; mais l'après-midi, alors que la maîtrise n'avait plus les moyens de remettre les chaînes en route, faire rouler les chariots était de la pure provocation de la part de la maîtrise, et s'y opposer était d'une utilité discutable. Mais tous ces aspects tactiques ne pouvaient être résolus dans une grève où l'inorganisation était celle qu'on a décrite plus haut...

.../...

+ La C.G.T. : égale à elle-même au sommet, elle était prête à proposer la reprise du travail le jeudi 26 avril, après le lock-out. Il a fallu que Halbeher, de la Fédération de la métallurgie, vienne à Flins pour se mettre d'accord avec la C.F.D.T. sur le refus de la reprise du travail. Pendant la grève, certains délégués, dépassés par les événements, invitaient les grévistes à rentrer chez eux. Par contre, en sellerie, des délégués de base, surtout immigrés, ont montré de quel côté ils étaient par le soutien actif qu'ils ont apporté aux grévistes, dans les défilés, par leurs prises de parole, par leur accord pour l'occupation le jour du lock-out. Mais jamais ils n'ont rendu public leur désaccord avec leur direction. Ils ont donc cautionné tous les détours de la C.G.T.

+ La C.F.D.T. : elle a pris des initiatives autonomes par rapport à la C.G.T., qui ont marqué son soutien clair aux grévistes. Elle a défendu dans la grève et par ses tracts les revendications (classe 9 maxi et PLF pour les postes durs et complexes); elle a proposé l'occupation le jour du lock-out. La C.F.D.T. Flins est donc nettement plus "gauche" que la C.F.D.T. Billancourt, tant au niveau central qu'à la base.

Pendant le lock-out, ses militants les plus actifs ont été dans les foyers de travailleurs immigrés et sur les marchés de la région. Mais, pendant la grève, ses militants n'ont pas mené la bataille pour l'organisation de la grève, ils n'ont même pas sérieusement posé le problème. La C.F.D.T. a accepté les meetings syndicaux à chaque fois que la C.G.T. en proposait, alors que dans ce genre d'assemblée il n'y a pas d'expression des grévistes face aux discours.

Une anecdote pour montrer les conséquences de l'attitude de chaque syndicat : pendant le lock-out, l'entrée de l'usine a été interdite à la C.F.D.T.; la C.G.T. seule a pu rentrer. Explication de la direction: "On ne laisse pas rentrer des irresponsables"

Après les grèves, les élections de délégués du personnel du 23 mai représentaient un test : quelle conséquence aurait, sur leurs résultats à ces élections, l'attitude différente des deux syndicats pendant la grève ?

Y compris de ce point de vue, la C.F.D.T. a gagné par rapport à la C.G.T.

En avril 1972, les résultats étaient :

C.F.D.T. : 38,8%

C.G.T. : 61,2%

En janvier 1973, aux élections pour le C.E.:

C.F.D.T. : 40%

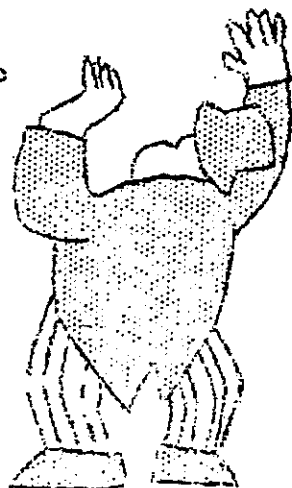
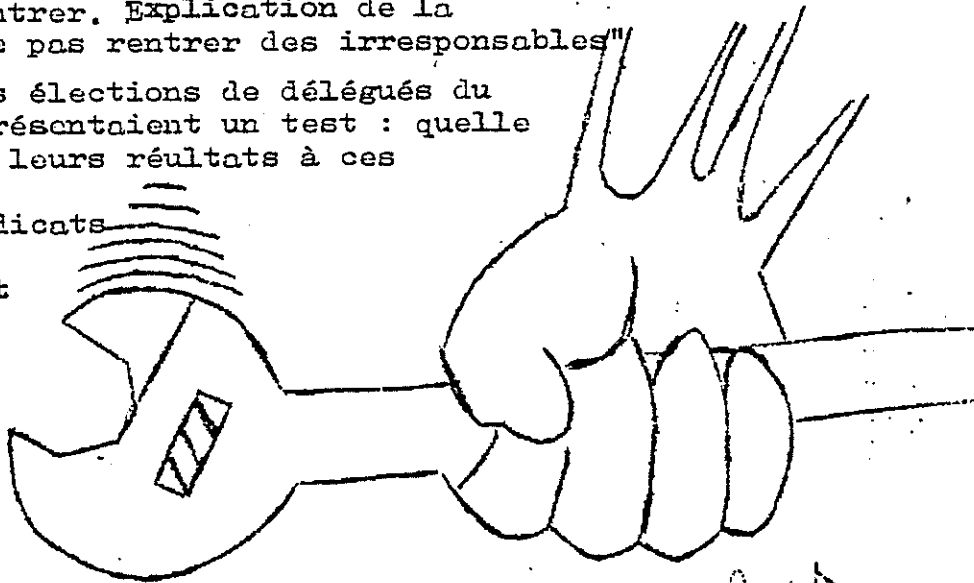
C.G.T. : 60%

Et aux dernières élections:

C.F.D.T. : 42,5%

C.G.T. : 57,5%

Une position plus dure de la C.F.D.T. a donc renforcé ses positions, notamment en sellerie.



*Pour Dreyfus
le printemps
a été chaud!*

LES LEÇONS DE LA GRÈVE

1° Organiser les grèves

Pour la plupart des grévistes des presses, de sellerie, de R5 tôlerie, c'était la première grève, parce que les immigrés sont là depuis deux ou trois ans seulement. C'est pourquoi l'idée de l'organisation de la grève, comme à Billancourt, n'a pu passer aussi bien, car, à l'usine de Flins, il n'y a pas les traditions de lutte de Billancourt. Notre tâche est donc, d'autant plus, de mettre en place à chaque grève des délégués de grève, des assemblées réelles de grévistes qui discutent des revendications et les votent, etc.

2° Faire face à la maîtrise

Face à la maîtrise, super-organisée, mobilisable en quelques minutes, et qui répond aux ordres sans rechigner, il faut savoir se préparer. Il faut non seulement oser s'y opposer violemment, mais aussi avoir une tactique plus fine contre ses provocations, ne pas tomber dans les pièges qu'elle nous tend, savoir utiliser notre violence avec intelligence.

La maîtrise de Flins est formée d'anciens ouvriers et réglers, pour la plupart sortis du rang pour leur qualité de soumission uniquement. Les capacités au travail ne rentrent quasiment pas dans la promotion de la maîtrise, sauf au sommet. Ainsi, les réglers, qui peuvent être remplacés par n'importe qui ayant un peu d'expérience, se soumettent encore plus pour être sûrs de garder leur place. Face à cette maîtrise, il faut s'organiser à chaque grève, et savoir aussi y semer la zizanie. En effet, parmi ceux qui ont entouré les grévistes le jour du lock-out, peu nombreux étaient ceux qui étaient vraiment prêts à se battre.

3° Flins 73: 80% d'immigrés sur les chaînes

L'usine a doublé ses effectifs depuis 68 par le passage en équipes 2x8 (en 68 il n'y avait que la normale), et l'embauche a été à 90% composée d'immigrés. Ce qui fait que les chaînes sont composées, aujourd'hui, à 90% d'immigrés, même s'ils représentent sur la totalité de l'usine moins de la moitié des effectifs; les grèves sur les chaînes, c'est le cœur de l'usine qui s'arrête.

Cela pose le problème du regroupement des immigrés par nationalités, de leur organisation, du poids que risquent de prendre dans les années à venir les organisations d'ambassades, ou simplement réformistes ou nationalistes. De ce point de vue, tout reste à faire.

Parler de Flins 73 comme de Flins 68, c'est une erreur: les Français combattifs de Flins 68 sont dispersés entre les équipes et en raison de l'extension géographique de l'usine, quand ils n'ont pas été aspirés par la promotion (réglers, chefs d'équipes, etc.).

Le racisme, soigneusement entretenu par la maîtrise, et par son aile fasciste en particulier, a de plus envahi et recouvert la combativité de beaucoup de grévistes de 68. Contrairement à ce qu'on aurait pu penser, les grévistes les plus actifs de 68 sont rarement devenus l'avant-garde des luttes de 73. C'est parmi le prolétariat immigré et les Français embauchés depuis 68 que l'on trouve aujourd'hui l'essentiel de l'avant-garde des luttes.

Le racisme qui s'est développé dans l'usine est l'un des problèmes les plus importants pour l'avenir des luttes à Flins. Le flot d'immigrés a été amené en 69 avec le passage en équipes. Ceux qui arrivaient formaient une classe ouvrière sans aucune tradition de lutte. Les Français disaient alors: "On ne peut plus rien faire, on ne peut plus

lutter efficacement, les bougnoules ne veulent pas se battre..."
 Maintenant que les immigrés sont à l'avant-garde des luttes; la réaction raciste la plus répandue est : "Ils vont bientôt nous commander si ça continue; et puis ils se conduisent comme des sauvages, ils cassent tout."

D'avant-garde qui attendait que les immigrés luttent, les Français sont devenus arrière-garde qui refuse de lutter sous des prétextes racistes. Ainsi, une des réactions spontanées à la nouvelle que presque tous les immigrés étaient écartés des postes de délégués du personnel parce qu'une minorité de C.D.R. avait systématiquement rayé les noms étrangers, était : "Tant mieux, c'est bien fait, on s'en fout, etc."

Face à toutes ces réactions racistes, le problème de l'unité entre Français et immigrés dans les luttes n'est pas prêt d'être résolu à Flins.

4° Le problème de l'occupation

Le jour du lock-out, seuls les révolutionnaires et la C.F.D.T. ont proposé d'occuper l'usine. (Les révolutionnaires proposaient d'occuper, la C.F.D.T. de rester dans l'usine). La C.G.T. refusait de rester à cause des possibilités de bagarre et proposait de revenir le lendemain devant l'usine (il y aura cinquante personnes le lendemain matin). Faut-il dire pour autant que c'est la C.G.T. qui a empêché l'occupation ? Non, il ne faut pas attribuer à la C.G.T. la force qu'elle n'a pas. La C.G.T. ne peut pas faire de miracles ; le problème de l'occupation à Flins est plus profond. Il y a d'abord l'absence de traditions du prolétariat de Flins.

Par exemple, le matin du lock-out, lorsque 200 à 300 ouvriers défilaient dans l'usine avant le changement d'équipe, le mot d'ordre d'occupation est difficilement passé. Pour des immigrés qui n'ont jamais lutté, qu'est-ce que c'est ? Occupation ou "au-cul-patron" ? Ce n'est pas parce que c'est nécessaire d'occuper que des ouvriers qui luttent pour la première fois vont comprendre les conséquences concrètes de ce mot d'ordre. D'autant plus que l'usine de Flins est à 6 km de la première cité ouvrière importante et que cet isolement permet toutes les facilités de manoeuvres pour la direction. Il faut se rendre à l'évidence et arrêter d'accuser la C.G.T. de tous les maux. La C.G.T. est ce qu'elle est, réformiste, révisionniste, bureaucratisée, mais ce n'est pas pour cela qu'elle fait la pluie et le beau temps, surtout à Flins.

Si on veut imposer et réaliser l'occupation à Flins, il faudra encore d'autres luttes pour que cette idée passe en profondeur et que 1000 à 2000 grévistes décident d'occuper et de rester dans l'usine, condition sine-qua-non pour que la maîtrise soit virée. (Le jour du lock-out, il y avait environ 1000 agents de maîtrise pour virer les quelques dizaines de grévistes qui voulaient occuper.)

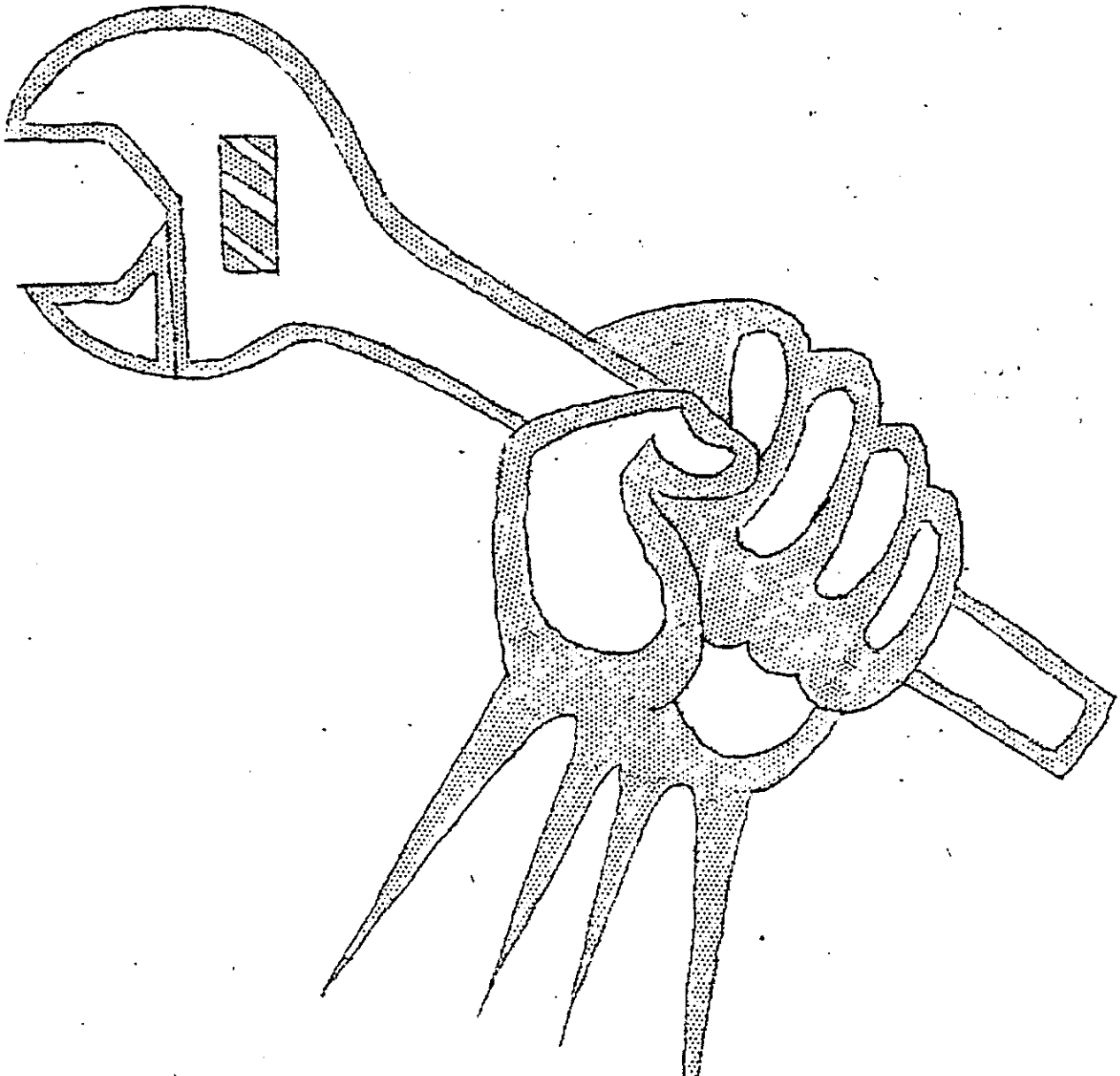
5° Les licenciements

A la suite de ces grèves 25 travailleurs ont été licenciés à Flins. Le fait que le jour de la reprise du travail après le lock-out, il n'y ait eu aucune réaction ne doit ni entraîner au catastrophisme ("la C.F.T. va bientôt s'implanter et après ça sera terminé", etc...) ni à l'oubli du problème des licenciements.

S'appitoyer sur le thème : "la C.F.T. va pouvoir s'implanter à Flins" ne sert à rien. Cette attitude a plutôt pour conséquence de paralyser les énergies. Il faut certes se préparer à cette éventualité. L'exemple du F.O. qui est réapparu depuis la grève à la porte de la boîte par un tract de F.O. Billancourt appelant à la reconstitution d'une section F.O. à Flins après 8 ans d'absence nous met en garde et nous oblige à être vigilant. En effet, le contenu du tract F.O. était très proche de celui que la C.F.T. avait distribué dans la région quelques semaines avant.

On ne doit pas non plus laisser le problème des licenciés aux oubliettes sous prétexte que la riposte aurait dû venir des ouvriers et qu'elle n'est pas venue. Ce qui s'est passé récemment dans d'autres usines montre que l'exemple de Renault va être suivi par les patrons pour briser les grèves : d'un côté, lâcher un peu sur les revendications et de l'autre, rester fermes sur les licenciements de soi-disants meneurs. Cette tactique a été employée à Caterpillar à Grenoble ; de même à Peugeot Saint-Etienne mais là, les grévistes ont réussi à empêcher les licenciements.

Face à ce nouvel aspect de l'offensive anti-ouvrière de la bourgeoisie française (l'utilisation de plus en plus fréquente des licenciements pour fait de grève) nous devons riposter le plus fermement possible. Gagner la bataille de la réintégration des licenciés de Renault c'est se donner les moyens d'envoyer une des armes de l'offensive patronnale contre les luttes.



le mouvement des o.s. de flins



29 MARS - 26 AVRIL 73

29 mars - 26 avril 1973

Ce dossier sur la grève de Renault-Flins en avril 1973 a été rédigé et réalisé par des camarades de la région de Flins, ouvriers et intellectuels. Certains ont milité à la « Base Ouvrière », d'autres militent actuellement à la C.F.D.T., d'autres encore ont eu des rapports avec le Comité de lutte, l'un d'entre eux a été licencié après la grève.

Il est diffusé principalement dans la région de Flins, à des travailleurs de la Régie, immigrés et français, à des travailleurs d'autres usines, à des jeunes des C.E.T. et lycées qui ont mené une lutte importante contre la loi Debré.

Nous espérons que ce texte aidera à discuter, à réfléchir sur le sens du mouvement, ses forces, ses faiblesses. On l'a vu pendant la grève, l'unité des travailleurs de Flins, l'unité du peuple dans la région ne se feront ni vite, ni spontanément ; il faut les préparer.

- I. — LES FAITS.
- II. — ESSAI D'INTERPRÉTATION ET DE BILAN.
- III. — DIRECTION PATRONALE, SYNDICATS ET GROUPES RÉVOLUTIONNAIRES.
- IV. — ANNEXES.
 - 1. Note sur la nouvelle grille des salaires.
 - 2. Note sur l'occupation de l'usine comme forme de lutte.
 - 3. Note sur la maîtrise de Flins.
 - 4. Note sur « à travail égal, salaire égal ».
- V. — DOCUMENTS.
 - 1. Comment raisonne le patron.
 - 2. Evolution des effectifs de l'usine Pierre Lefauchoux.
 - 3. Ancienne et nouvelle grille des salaires ouvriers.
 - 4. Extraits de tracts.

I. — LES FAITS

DES HOMMES QUI NE VEULENT PLUS DE « LEUR » CHAÎNE

Jedi 26 avril, les travailleurs de Flins retournaient à l'usine fermée depuis le mardi 17.

Dès 6 h 30, tout était joué. La direction avait gagné ce que tout le monde pensait être un incroyable pari : faire reprendre le travail sans satisfaire aucune revendication, sans jouer le jeu de la concertation avec les organisations syndicales en vue d'un accord, et en licenciant vingt-cinq ouvriers.

Que s'était-il passé ? L'isolement des grévistes ? La généralisation de la peur individuelle face à la répression ? La faiblesse des moyens mis en œuvre par les syndicats ?

Pour comprendre la « victoire patronale » lors de la réouverture de l'usine, il est bon de connaître la situation géographique et sociale de l'usine. Si la direction pouvait se permettre de parler de « reprise normale du travail à Flins », il n'en reste pas moins que cette « victoire » n'a pas été remportée à cause du découragement des ouvriers, mais grâce à une forte pression exercée sur les grévistes (les lettres de la direction, citées en annexe, sont assez éloquentes), et grâce à la passivité des autres ouvriers. La majorité silencieuse, cette fois-ci, ne fut pas entièrement un mythe.



THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS
1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS
1950

THE UNIVERSITY OF CHICAGO
CHICAGO, ILLINOIS
1950



Flins, c'est quoi ?

Une usine au milieu des champs ; 21 000 salariés, dont 14 000 ouvriers spécialisés ; ouverte en 1955 pour « donner du travail » surtout aux ouvriers du secteur agricole qui, du fait de la concentration des terres, de la disparition des petites exploi-

tations agricoles, connaissait à cette époque une crise de chômage assez forte. Les premiers ouvriers de Flins sont ceux que l'on appelle aujourd'hui les « betteraviers ».

Depuis son origine, l'usine a grandi. Au départ, l'ensemble de l'usine était représenté par le bâtiment sellerie, puis mécanique, et maintenant, c'est devenu ce dont on peut se faire une idée sur le plan en annexe. Très vite, du fait de l'expansion de l'usine, les travailleurs sur place n'ont pas suffi. Il fallait en chercher et en faire venir. On ira chercher les travailleurs surtout en Basse-Normandie, où les salaires offerts paraissent séduisants. On fera venir des travailleurs immigrés qu'on logera dans des foyers.

Chaque jour un service de ramassage est assuré par des cars de l'usine. Deux fois par jour, cent trente cars s'arrêtent dans près de quatre cents villes. Il y a bien sûr quelques concentrations ouvrières dans la région, mais dans cette usine, on se connaît bien peu et on se sent très isolé.

Comment peut-on se connaître ?

L'atelier et la cantine sont les seuls endroits où l'on pourrait se connaître, car les premiers cars du service de transports ramènent les ouvriers chez eux, vingt minutes après la fin de leur travail. Pas question de prendre une douche ou une bière avec les copains au café du coin.

Dans l'atelier, sur les chaînes ou les machines, les ouvriers sont remplacés les uns après les autres une fois avant manger, une fois après. Pas moyen de discuter tant soit peu collectivement. Il y a des endroits dans l'usine où les pauses sont collectives, c'est-à-dire que les machines ou les chaînes s'arrêtent, comme en sellerie, aux presses, au carrousel des sièges. Cela n'est peut-être pas étranger au fait que les grèves du dernier mouvement sont parties de ces endroits, les échanges collectifs y étant plus faciles.

Le seul moment où l'usine est presque arrêtée, c'est l'heure du repas, 11 heures le matin, 18 h 45 le soir, et ce pendant quarante minutes. Le temps de repas trop court, l'attente pour se faire servir, la queue, le trajet pour venir à la cantine (certains viennent du N.C. et du C.K.O. par un service de cars intérieur, pas le temps de flâner), réduisent le temps de repas lui-même à trente

minutes maximum. Là aussi, impossible de discuter du boulot avec des copains.

L'organisation (consciente) de la séparation des ouvriers entre eux est un obstacle à tout mouvement collectif.

La situation politique générale avant le mouvement des O.S.

Pendant les cinq mois qui ont précédé les élections législatives, toute la vie « politique » française était axée sur les 4 et 11 mars. Tout l'appareil de propagande et d'information, presse de tous bords, radio, télé ne parlait, dès décembre, que de ça. Débats sur débats, compte-rendus de réunions, élaboration et défense de programmes en tous genres et pour tous les goûts, du Programme Commun à celui de Provins, en passant par les Réformateurs. Dramatisation d'un côté, apaisements de l'autre, personne n'était oublié. L'échéance électorale était unanimement présentée comme l'événement.

A l'usine, le P.C.F. et sa courroie de transmission, la C.G.T., se posaient évidemment en défenseurs du Programme Commun, qui devait « changer la vie ».

En octobre 72, le P.C.F. publiait un tract, un « Appel aux travailleurs français » qui, vu la composition de la classe ouvrière de Flins, recueillait l'indifférence quasi générale. Ce n'est qu'après un battage ininterrompu où tracts, brochures, manifestes, pétitions, tant du P.C.F. que de la C.G.T., s'accumulent, que ça commencera à avoir de l'effet parmi les Français. Il était fréquent, dans les quinze jours qui ont précédé les élections, que lorsqu'on disait bonjour à un copain, en lui demandant si ça va, on s'entendait répondre : « Je te dirai ça après le 11 mars. »

La gêne pour tous ces politicards, c'est qu'ils avaient consciemment laissé de côté les jeunes et les immigrés (49 % des ouvriers, plus de 80 % sur les chaînes et les machines de montage). « Ça » ne votait pas, « ça » n'était pas intéressant.

La gauche défaite aux élections, comme c'était prévisible sans avoir besoin de lire dans le marc de café, la C.G.T. annonçait la couleur : « Nous allons accentuer la pression populaire, coordonner les luttes », disait-elle par la voix de son leader, Georges Séguy.

Effectivement, à l'usine, nous allons voir une C.G.T. « nou-



velle formule ». Si, dès le début du mouvement, elle sera discrète, ne cherchant absolument pas à développer les luttes, elle ne cherchera pas non plus à freiner la grève, ce qui sera nouveau à Flins.

L'attitude de la C.G.T. allait dans une certaine mesure aider au développement de l'action. Le verrou syndical avait sauté.

Et les grèves ?

Entre juin 72 et avril 73, il y a eu des grèves, que l'on appelle dures, tout au moins dans les formes qu'elles prenaient. « Grève illimitée », c'est-à-dire grève jusqu'à ce que le patron cède. Tour à tour, plusieurs secteurs de l'usine seront le « point chaud » :

— les professionnels qui, à Sandouville, se battront pour le relèvement des coefficients, pendant six jours ;

— les ouvriers de la mise en T.M., de l'atelier C.K.D., qui, pendant quatorze jours, exigeront une classe de plus ;

— les secteurs « Informatique », perfos, vérificateurs, qui, en même temps que Billancourt et Argenteuil, seront douze jours en grève ;

— les aiguilleurs-accrocheurs, et les conducteurs de loco, seize jours durant, demanderont deux classes de plus pour les aiguilleurs, et le P.I.F. pour les conducteurs.

Il y avait aussi eu de nombreuses grèves ou des débrayages illimités, mais depuis mai 71, aucun mouvement d'ensemble, sinon les journées nationales d'action qui seront toutes des fiascos.

La revendication qui revenait le plus était « une classe de plus », c'est-à-dire une augmentation de 25 à 30 F par mois. Il est compréhensible que, pour si peu, les travailleurs hésitent à se lancer dans un grand mouvement. La C.F.D.T., consciente du problème, lancera une campagne pour les « cent cinquante francs pour tous » et mènera un travail d'explication sur les augmentations uniformes, mais ce sera sans grand effet¹.

Les travailleurs prenaient comme référence leur travail effectué, justifiant leurs demandes par un accroissement de la charge de travail. Ils se battraient sur le terrain du patron, prenant comme référence à leurs exigences d'augmentation de salaire, et

1. La campagne menée par la C.F.D.T. avait plusieurs buts : 1) avancer une revendication unificatrice, 2) lutter pour quelque chose de réel — 12 % d'augmentation à peu près —, 3) se battre sur le terrain choisi par les travailleurs.

la grille des salaires de la Régie, avec sa hiérarchie, et la cotation par poste, que battaient en brèche les syndicats.

Il faudra la grève des O.S. des presses pour briser ce cercle vicieux.

Comment c'est parti.

Le 21 mars, les trois cent soixante-dix-sept ouvriers du département des presses de Billancourt (ateliers 12-50 et 12-61) décidaient de se mettre en grève illimitée pour faire aboutir leurs exigences : « Le P1F pour tous, suppression des sanctions et mutations de toutes sortes ».

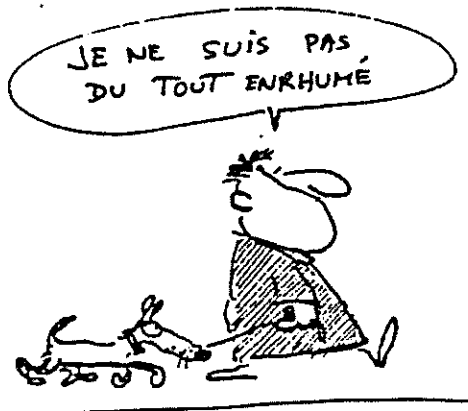
La revendication du P1F, appelée par dérision « pif » par les ouvriers, avait déjà été avancée par les travailleurs du 38, mais d'où venait-elle au juste ?

Brève histoire du P1 Fabrication :

En mai 71, la grève des O.S. du Mans a fait éclater publiquement ce qui couvait depuis de longs mois. Au-delà d'une simple augmentation de salaire, ce qui était en cause, c'était la situation quotidienne des O.S. dans le processus de production, le travail parcellisé et aliénant de la chaîne, la situation bloquée dans laquelle se trouvaient ces travailleurs.

Le scandale devenait trop énorme pour qu'on ne fasse rien et la Régie Renault se promettait de réfléchir sérieusement à ce problème. Rendez-vous était pris pour constituer un groupe de travail direction-syndicats sur le problème des classifications.

Un an plus tard, la pression des ouvriers est tombée. La direction négocie « à froid » et se sent la plus forte. En juin 1972, après de longues discussions ou plutôt semblants de discussions car la direction, tout au long des réunions, fera un monologue, l'enfant vient au monde. On l'appellera P1 Fabrication, P1F. Cette nouvelle catégorie sera réservée à quelques postes d'O.S., comme par hasard aux catégories qui ont mené des luttes peu avant : essayeurs, caristes, retoucheurs, peintres-laque, polisseurs etc. Cinq mille sur soixante mille ouvriers spécialisés « bénéficieront » de cette mesure, c'est-à-dire même pas 10 % des O.S. de la Régie. Cette mesure se révélait être une nouvelle



manœuvre de division et si elle apportait une petite augmentation de salaire, elle ne changeait en aucun cas le contenu du travail effectué. La lutte allait immédiatement s'engager contre le P1F, principalement au Mans, où les travailleurs se sentaient directement provoqués. Pendant plusieurs jours, quasiment tous les O.S. seront en grève à tour de rôle. Cette grève tournante obligera la direction à donner à trois mille ouvriers ce qu'elle avait refusé à quatre-vingt-deux en mai 1971. Le contexte économique pour la Régie était, il est vrai, différent, et elle ne s'engagera pas dans une épreuve de force.

La direction avait échoué dans son grand projet humaniste. Le P1F ne sera jamais considéré comme le premier échelon Professionnel, mais comme le dernier échelon O.S. Petit à petit, les O.S. allaient en venir à demander le P1F, soit par le coefficient (162²), soit par l'appellation.

Le démarrage à Flins.

La lutte battant son plein à Billancourt, il restait à la populariser à Flins, en s'efforçant à ce que les O.S. presses entrent à leur tour dans l'action. Les révolutionnaires à la porte et les syndicats dans l'usine allaient mener ce travail.

Le 23 mars, la C.F.D.T. sortait un tract aux presses, affiché aussi sur les panneaux syndicaux. La conclusion en était : « Tous les travailleurs de Flins sont concernés, car ils ont les mêmes revendications que les travailleurs de Billancourt. Pour contraindre la direction à céder, il faut que tous les travailleurs entrent dans la lutte. La C.F.D.T. appelle chacun à s'y préparer pour la semaine prochaine. » La C.F.D.T. s'efforcera de tenir ses engagements, ses délégués seront très actifs dans cette période, mais ses désirs resteront des vœux pieux, tout au moins en ce qui concerne l'ensemble de l'usine. Pour les presses, c'est une autre histoire.

Le lundi la C.G.T. sortait un tract pleurnichard : « Que cherche la direction ? », défendant le point de vue que s'il y

2. Le salaire chez Renault est fonction de trois critères : 1) Le taux horaire ; 2) la classe avec trois taux horaires, mini, moyen, maxi ; 3) le coefficient servant uniquement pour les primes. Par exemple, un O.S. en classe 7 maxi gagne 8,17 F de l'heure et est au coefficient 149. La nouvelle grille restreint le nombre de catégories, mais le principe reste le même. Voir tableau en annexe.



avait lutte, c'était la faute au patron. Il n'était pas question de la combativité des ouvriers de Billancourt. La C.G.T. refusait d'envisager un appel à la grève pour les O.S. presses de l'usine. Elle fuyait littéralement la C.F.D.T. qui voulait lancer un appel commun. Elle ne put s'esquiver longtemps et, le lendemain, un tract commun sortait aux presses, demandant aux ouvriers de débrayer une heure trente avant la fin du travail et de se rendre en délégation chez le chef de département pour demander satisfaction sur les revendications. Cela peut, à juste titre, paraître dérisoire, alors que les presses de Billancourt étaient arrêtées pour une période illimitée. Le débrayage avait quand même une fonction importante, celle d'unir les travailleurs de Flins sur la revendication de Billancourt, car, à Flins, la revendication déposée avant la grève était : la classe 9 pour tous. Il y avait quatre classes différentes : 6, 7, 8 et P1F, et il était important de clarifier les choses et de s'unir.

Ce débrayage sera bien suivi le matin. Le mot d'ordre était maintenu pour l'équipe du soir et celle de nuit. Les propositions de la direction de Billancourt allaient faire avorter ce projet.

Les propositions connues, la direction du département ne perd pas de temps. Elle fait passer le mot par la maîtrise que les travailleurs ont obtenu, sans lutter, plus que ce qu'ils demandaient deux jours plus tôt. Vraiment, la Régie est trop bonne !

Les délégués passent sur les presses pour suspendre le débrayage. La C.G.T. n'y va pas de main morte, elle dit : « C'est gagné, Billancourt va reprendre le travail. » Elle voyait avec appréhension le conflit de Flins et les propositions de la direction lui permettent de souffler un peu. La C.F.D.T., pour sa part, dit que rien n'est réglé, qu'il faut se tenir prêts et, en cas de refus de Billancourt de reprendre le travail, entrer immédiatement avec eux en lutte pour relancer l'action.

Ce mardi soir, à la sortie, les travailleurs pouvaient voir « Révolution » et le « Comité de Lutte » tenir un meeting commun sur le thème : « Les O.S. de Billancourt ont gagné. » Pour une fois, la C.G.T. et les révolutionnaires étaient d'accord (« Révolution » fera une autocritique de son attitude ce soir-là, dans un tract du 29-3. — Le Comité de Lutte ne dira rien.)

Ce soir-là donc, mêmes les « révolutionnaires » se situaient dans la logique des négociations : on demande 20 F pour que le patron propose 10 F, et on est content avec ça. Seulement, cette

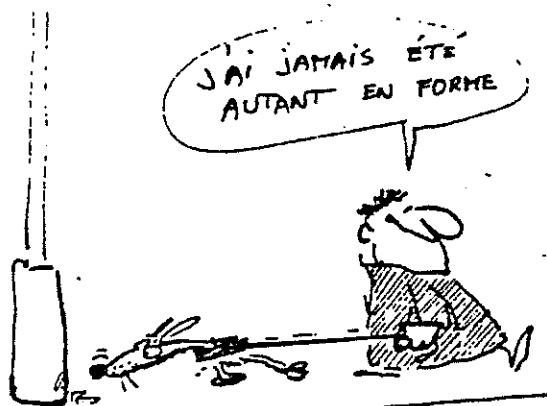
vieille forme de revendication est bien morte. D plus en plus, les ouvriers veulent obtenir ce qu'ils demandent, un point c'est tout.

Seule la C.F.D.T. émettait ce soir-là des réserves quant au résultat de la consultation de Billancourt et jugeait négative une reprise du travail éventuelle sur les propositions de la direction, expliquant que les primes ne changent rien.

La baffe.

Les travailleurs de Billancourt, par leur détermination, rejoindront l'analyse de la C.F.D.T. Ils rejettent les propositions patronales, refusant de tomber dans le piège d'une prime illusoire.

La détermination des O.S. de Billancourt a été une magistrale gifle politique pour tous ceux qui, en criant victoire la veille, les avaient déjà abandonnés. Malgré tout, la C.G.T. distribuait un tract de « grande victoire », espérant entretenir la confusion. La C.F.D.T. explicitait par écrit ses positions orales de la veille au soir : « Les travailleurs des presses obtiennent des avantages salariaux importants mais sous une forme inacceptable », et concluait : « Si les travailleurs de Billancourt continuent la grève, ceux de Flins doivent les rejoindre dès demain matin. » Le rendez-vous était pris, la C.G.T. avait beau accuser verbalement la C.F.D.T. de vouloir faire se battre les travailleurs « pour des questions de forme », elle devait tenir compte de l'évolution du conflit à Billancourt et de sa nécessaire extension à Flins. Elle était coincée. Ou elle assumait publiquement ce qu'elle avait envie de faire, c'est-à-dire rien ; ou elle se mentait à elle-même et aux travailleurs et appelait à la lutte, continuant d'entretenir les illusions que certains ouvriers continuent de se faire à son sujet.



Ça part.

Le jeudi 29, à Flins, la C.F.D.T. est seule à appeler les ouvriers des presses à se mettre en grève dès 6 heures. Ses militants attendent les ouvriers près d'un gigantesque panneau rempli de jetons. C'est là que tout le monde passe avant d'aller au travail, car c'est une sorte de pointage, mais ça indique aussi

le mouvement du personnel dans l'atelier, et à quel poste chacun doit aller. Autour du tract, les travailleurs discutent, certains demandent pourquoi la C.G.T. n'est pas là. A froid, ça paraît dur à partir, mais il y a une volonté de lutte. La grève semble avoir des difficultés à démarrer dès 6 heures. On se sépare au bout d'un petit moment en se donnant rendez-vous pour 8 heures lors de la pause.

A la pause, un groupe se forme avec les délégués C.F.D.T. et, sous leur impulsion, passe sur toutes les machines. Ce sera efficace. Les quelques hésitants sortent, quittent le tablier et les gants, rangent les outils et se joignent à leurs camarades. Rapidement, au grand désespoir de la maîtrise, la grève a gagné. Les grévistes, unanimement, décident la grève illimitée, comme à Billancourt, et ils décident aussi de rester dans l'atelier pour attendre l'équipe de l'après-midi.

Déconfité par la réussite de la grève, la C.G.T. décide de redresser la barre ; une nouvelle fois, pressée par l'événement, elle prend le train en marche. A l'approche des élections professionnelles qui devaient avoir lieu le 18 avril, de peur de perdre des voix, elle ne voulait pas avoir à faire face à un mouvement de grande ampleur. Sous la pression des travailleurs elle doit revoir sa stratégie.

A ce même moment, les travailleurs de Sandouville décident également d'entrer en grève illimitée. Les trois plus gros secteurs de presses de la Régie sont en grève.

A l'arrivée de l'équipe de l'après-midi, à Flins, un tract commun C.G.T.-C.F.D.T. est distribué aux presses. Rédigé en français et en arabe, il appelle : « TOUS EN GREVE ! Pour obtenir satisfaction sur leur revendication, coef. 162 (P1F), les travailleurs des presses sont en grève :

- « — Depuis une semaine à Billancourt,
- « — Depuis ce matin à Sandouville et Flins.

« Les travailleurs sur presses de l'équipe du matin ont montré leur volonté de lutte. Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. appellent les équipes d'après-midi et de nuit à se joindre à leurs camarades en grève. »

Texte court, mais quand il y a volonté de lutte, les grands discours ne servent à rien. Les travailleurs veulent se battre et ils savent pourquoi. La grève est immédiate pour l'équipe d'après-

midi. Plusieurs cadres et agents de maîtrise commencent à traîner leurs semelles dans l'atelier.

Première manœuvre de la maîtrise...

Après le repas du soir, ils tenteront une première provocation. Ils feront venir un nombre important de travailleurs d'autres secteurs de l'usine, mécanique, tôlerie, sellerie. Ce sont surtout des régleurs, rompus à ce rôle de briseurs de grève, et aussi des remplaçants. La plupart n'ont jamais fait tourner une presse de leur vie. Pourtant, les chefs les placeront sur les lignes de presses qu'ils vont essayer de faire tourner.

Devant cette intrusion d'éléments étrangers à l'atelier, la riposte est immédiate et violente. La maîtrise va se faire bousculer, les jaunes se feront insulter. La température monte très vite. La détermination des grévistes est telle que la direction est contrainte d'arrêter les machines. Les briseurs de grève, tout tremblants, sont invités par la maîtrise à retourner dans leurs ateliers, ce qu'ils feront tête basse et pas rassurés du tout. Les chefs se feront tout petits, jusqu'à l'arrivée de l'équipe de nuit.

Dans la tiédeur de la nuit.

C'est avec appréhension qu'était attendue l'équipe de nuit. Cette équipe est formée de volontaires qui veulent gagner plus d'argent que les autres. Les salaires sont majorés de 25 % par rapport aux équipes de jour. Ce n'est donc pas l'équipe la plus combative et rares sont les grèves ou les débrayages qui ont du succès dans cette équipe.

A 21 h 30, les premiers « noctambules » arrivent. Les presses se sont tues et, dans un silence inhabituel pour ce lieu, les travailleurs de l'après-midi distribuent eux-mêmes le tract d'appel à la grève.

Un groupe se forme, constitué principalement de Sénégalais, qui décide de passer sur les lignes. La grande majorité des ouvriers, si les presses ne tournent pas encore, est à son poste de travail. Pendant deux heures, tout le monde va jouer au chat et à la souris. Le défilé combatif des grévistes va sillonner l'atelier,

mais la majorité n'est pas pour la grève. Si personne ne travaille, c'est uniquement par peur des grévistes. On verra même deux délégués C.F.D.T., par leur seule présence, bloquer chacun une ligne de presses, les travailleurs ayant littéralement peur d'eux. Dans un tel climat, une grève ne peut tenir bien longtemps. La maîtrise s'étant ressaisie, elle coordonnera les non-grévistes et plusieurs presses commenceront à marcher. Vite débordés, les grévistes, 30 % environ des ouvriers, renoncent à essayer d'empêcher la reprise du travail. Ils se retrouveront, nullement découragés, dans le local C.F.D.T. Ils discutent entre eux, confectionnent des panneaux en trois langues pour accueillir l'équipe du matin et demander à leurs camarades de nuit de réagir et de rentrer dans l'action dès le lendemain, ce qu'ils feront effectivement.

Le plan de la Direction.

L'attitude de la direction, des cadres et d'une forte partie de la maîtrise sera au centre de tout le mouvement, que ce soit aux presses, en sellerie ou à la tolérerie R5.

Dès le premier jour de la grève des presses, il était évident que la direction ferait tout pour en empêcher la prolongation. Elle allait employer tous les moyens à sa disposition et, en premier lieu, elle allait lâcher son commando de choc contre les grévistes. Pourquoi faire à Flins ce qui ne sera fait ni à Billancourt, ni à Sandouville ?

Outre la philosophie particulière de la direction de l'usine, que nous exposons plus loin, il y avait le problème même de la production sortant à Flins.

La direction pouvait relativement se permettre de faire traîner un conflit à Billancourt qui sort les R4 et R6, les voitures qui se vendent le moins actuellement. Il y a plusieurs mois, les travailleurs de Billancourt avaient été mis en chômage trois jours à cause de la mévente de ces modèles. A Flins, il en allait tout autrement : les R5, R12, R16 qui y sont fabriquées, sont les modèles les plus vendus. Les carnets de commandes sont pleins. C'est une des raisons de l'attitude musclée de la direction.



Le mouvement se renforce.

Le second jour, les travailleurs s'installent dans la grève. La veille, les travailleurs de tôlerie R5 et de sellerie (planchers, pavillons) ont débrayé. Peu important en nombre à la R5, plus important à la sellerie, ce débrayage n'en était pas moins la préfiguration des luttes qui allaient se mener après la victoire des O.S. des presses.

Le Comité d'Établissement, sur proposition C.G.T., vote un repas gratuit par jour pour les grévistes des presses. Jusqu'à la fin du conflit ce seront des militants C.G.T. qui distribueront les bons. On récupère le mouvement comme on peut.

Vendredi, l'équipe de nuit fera grève entièrement. S'il y a quelques réticents, ils sont très minoritaires et aucune machines ne tournera.

Une étape apparaît comme essentielle à passer dans de bonnes conditions : le week-end. On sait que, dans toute l'usine, la maîtrise essaie de trouver des volontaires pour travailler aux presses samedi après-midi. Pour riposter, la C.F.D.T. décide de proposer aux travailleurs des trois équipes de rester dans l'usine le samedi après-midi pour empêcher les machines de tourner : la C.G.T. n'est pas du tout emballée par ce projet.

La proposition de cette action est faite aux grévistes lors des assemblées du vendredi. Un nombre important d'ouvriers donne son accord pour venir.

Le samedi matin, à part quelques provocations de la maîtrise — mais c'est devenu pratiquement la routine —, se passe sans problème, sauf que très peu de travailleurs sont présents. Viendront-ils pour l'après-midi ?

Une bataille gagnée pour la direction.

Malgré leur engagement de la veille, les grévistes ne viendront pas. A 12 heures, une armée de chefs fait irruption dans l'atelier, suivie d'un grand nombre d'ouvriers venus travailler en heures supplémentaires. Le principal délégué C.F.D.T. présent rédige une lettre, distribuée sous forme de tract : « A tous ceux qui agissent contre leurs intérêts en essayant de faire échec à la grève.

« Vous essayez de briser la grève ! Pourquoi ? Parce que la grève est illégale en France ? Non, alors pourquoi ? Attention au « fascisme » ! Parce que vous refusez aux O.S., ces parias de la société industrielle, le droit d'améliorer leur sort ? Attention au désespoir des opprimés, ça ne dure qu'un temps, jusqu'à la révolte. Avez-vous refusé les augmentations de salaires obtenues, la réduction du temps de travail, tous les avantages obtenus grâce à la lutte collective, à la grève ?

« Vous êtes comme les coucous qui profitent du travail des autres. Vous venez au secours du régime capitaliste qui broie les hommes si c'est nécessaire pour son profit...

« Je vous demande de laisser les grévistes tranquilles... Sinon, vous porterez la responsabilité des violences et des affrontements entre personnes. — P. ROUSSELIN. »

Ce tract sera, bien sûr, sans effet. La maîtrise, supérieure en nombre, se sent forte.

Plus tard, ce délégué, énervé par les mensonges du chef du département, lui mettra un coup de tête sur le nez, un mois plus tard il sera sanctionné de trois jours de mise à pied.

Au bout d'un moment, les derniers grévistes et les délégués C.F.D.T. seront proprement expulsés de l'atelier. La direction sera tranquille jusqu'au dimanche soir.

Travailler sur une presse n'est pas aussi simple que ça. Il faut avoir une certaine dextérité pour prendre les feuilles de tôle et les placer sous l'outil. Ce que les jaunes, pas habitués à ce travail, sortiront le samedi après-midi et le dimanche matin sera dérisoire. De plus, il y aura beaucoup de loupés.

Le coup de force de la direction n'avait pas seulement pour but de sortir une production indispensable. Il visait aussi à démolir les grévistes en leur faisant croire que leur grève était totalement inefficace. Sur ce point, elle échouera lamentablement.

Ça hésite, puis ça repart.

Une semaine sur deux, l'équipe de nuit travaille la nuit de dimanche à lundi. Cette semaine, les grévistes arrivent. Chacun sait que les machines ont été remises en route et que des pièces sont sorties. Ça discute fort. Un noyau d'une dizaine d'ouvriers, des Portugais, décide de reprendre le travail. La maîtrise saute

sur l'occasion et essaie d'utiliser ces travailleurs pour faire tourner les presses. Une fois de plus, la détermination des grévistes l'emportera. Après quelques brefs mais durs accrochages, la maîtrise battra une fois de plus en retraite.

Et le renforcement politique ?

La grève était repartie. Allait-on pouvoir la renforcer ?

A Billancourt, les grévistes avaient pris les moyens de contrôler en partie leur grève. Ils avaient désigné quatre de leurs camarades, responsables devant l'ensemble, pour assister aux négociations. A Flins il en allait tout autrement.

Les grévistes de Flins se reposaient entièrement sur les syndicats, y compris la C.G.T.. Ils demandaient aux syndicats d'être devant lorsqu'il y avait des frictions avec la maîtrise, appréciant qu'il y ait des délégués « courageux » pour faire le coup de poing à leurs côtés. Ils n'avaient aucune autonomie par rapport aux syndicats et n'avaient pas même le désir d'en acquérir une parcelle.

Toutes les propositions qui ont pu être faites pour l'organisation et le renforcement de la grève (comité de grève, assemblée générale quotidienne etc...) sont tombées comme une pierre au fond d'un lac.

A plusieurs reprises, la jonction s'est faite avec les travailleurs de tôlerie R5 ou de sellerie qui menaient des débrayages au même moment, mais aucune discussion réelle ne put avoir lieu. La passivité politique triomphait.



Les travailleurs restant en permanence et occupant leur atelier, il fut décidé d'animer quelque peu la grève : électrophone et disques le matin et l'après-midi ; projections de films le soir et la nuit. Ce fut une initiative de la C.F.D.T. visant à éviter de sombrer dans l'ennui. Les films projetés étaient tantôt de réflexion, tantôt de distraction. Les grévistes avaient tout arrêté, ils réfléchissaient, rigolaient, n'étaient pas tristes.

Tentative de généralisation.

Des problèmes plus terre à terre allaient se poser. Les chaînes tournaient au ralenti. Les bruits d'un lock-out prochain se précisaient de plus en plus.

Le transfert R5 s'arrêtait périodiquement faute de pièces. Les stocks du C.K.D.³ étaient épuisés et les ouvriers de cet atelier étaient dispersés dans toute l'usine. L'usine de Haren (Belgique) était fermée.

La direction essayait bien d'assurer ses besoins par d'autres moyens. Elle avait envoyé des outils de presse à Chausson de Gennevilliers (Chausson travaille régulièrement pour Renault). Devant cette manœuvre, contact sera pris, par l'intermédiaire de la fédération de la métallurgie C.F.D.T., avec les travailleurs de cette usine. Certains refuseront de décharger les outils des camions, qui le seront par d'autres. La solidarité ouvrière sera inexistante. Il fallait à tout prix éviter de voir se dérouler à nouveau le processus de mai 71.

La C.F.D.T. propose à la C.G.T. un appel sur l'ensemble de l'usine. Celle-ci, réticente au départ, acceptera, et un appel commun pour le jeudi 5 est lancé : « Une heure de débrayage à la jonction des équipes pour décider ensemble de la poursuite du mouvement et de son éventuelle extension sur l'usine ».

Cet appel fut un bide complet. A peu près deux cents grévistes le matin, un peu plus l'après-midi. A partir de ce moment, il est évident qu'il n'y aura aucun mouvement d'ensemble avant un éventuel lock-out. La direction ne tient pas du tout à fermer l'usine, mais réussira-t-elle à éviter une paralysie de la production? Le risque d'une fermeture reste entier et la C.F.D.T. sort un tract de sensibilisation : « SI LA DIRECTION LOCK-OUTE, ON RESTE DANS L'USINE », sans trop d'illusions, car, apparemment, chacun attend le lock-out comme une sorte d'avance sur les vacances.

La direction se sent rassurée devant l'échec de l'extension du mouvement. Elle continuera son petit jeu consistant à tâter la combativité des grévistes. A chaque provocation répond la déter-

3. Fabrication des pièces de tôlerie destinées aux usines de montage à l'étranger.

mination des travailleurs. La grève tient bon. Des affiches et des calicots ont fleuri un peu partout dans l'atelier.

Le samedi, le même scénario que la semaine précédente se déroulera. La maîtrise n'attendra même pas midi. Dès 11 h 20, les chefs occupent l'atelier. Toutefois, ce n'est pas dans l'intention de faire travailler. Ils se contenteront de retirer les banderoles, d'arracher les pancartes, s'efforçant de redonner un visage inhumain à l'atelier.

La conspiration du silence.

Cela fait plus d'une semaine que les neuf cents O.S. presses de Flins sont en grève illimitée. Ils mènent la grève la plus dure qu'on ait vue depuis bien longtemps. Pourtant, que l'on ouvre un journal, la radio ou la télé, nulle part il n'est question de Flins, ni de Sandouville. Il est bien question de la grève Renault mais on parle uniquement de Billancourt. Les communiqués de presses envoyés par les syndicats seront passés sous silence.

Les « révolutionnaires » organisés sont très discrets. N'ont-ils rien à dire ? En tous cas, ils ne se sentent apparemment aucune responsabilité par rapport au mouvement. Ce conflit aura mis en porte-à-faux l'activisme gauchiste, débordé encore plus que les syndicats lorsqu'un mouvement pose concrètement et pratiquement des problèmes auxquels ne sont pas habitués ses militants. L'organisation capitaliste du travail et comment en sortir, ce n'est pas une mince affaire, et le volontarisme ne suffit pas.

Le dernier jour des presses.

Le lundi, les discussions ont repris à Billancourt. A Flins, les chaînes sont de plus en plus ralenties. La direction, tout au long de la journée, mettra une ultime fois le paquet pour briser la grève. Les affrontements seront très durs. Un gréviste sera blessé par une bouteille jetée par les chefs.

La C.F.D.T. sortira un tract : « Changer nos conditions de travail aux presses », posant des jalons pour une modification réelle du travail au service des travailleurs, et non de la production.

La direction fait distribuer des tracts d'intimidation. Ils sont immédiatement mis en tas et partent en fumée. Les premiers huissiers font leur apparition et commencent à noter les noms des grévistes actifs que leur donnent les chefs.

Les travailleurs du contrôle et de la retouche R12 tôlerie débraient une heure, amenant un soutien non négligeable aux grévistes des presses.

L'équipe du matin part avant que les résultats des discussions soient connus. Dans la soirée, ils le sont. La direction, devant la détermination des grévistes des trois usines en lutte, est contrainte de faire une nouvelle proposition : création d'une catégorie spéciale pour les presses avec un taux horaire de 8,80 F, ce qui correspond à l'indice D du P1F. Mais ce n'est pas le P1F demandé. Cette proposition est reçue favorablement ; restent à définir les conditions de la reprise (paiement des jours de grève, prime de juillet). Les grévistes de l'après-midi décident de continuer jusqu'à la fin de la journée et de voir le lendemain.

La nuit, ça craquera. Les chefs, nombreux comme ils ne l'ont jamais été dans cette équipe, arriveront en deux heures à faire démarrer certaines presses, décourageant les grévistes qui se voient impuissants devant une manœuvre d'une telle envergure.

Le travail reprend dans une confusion totale.

La C.F.D.T. rédige un tract pour éviter le découragement que les grévistes les plus combattifs et déterminés pouvaient ressentir, faire comprendre qu'ils ne s'étaient pas battus pour rien, contrairement à ce que voulait faire croire la maîtrise, montrer qu'ils avaient mené et gagné une grande grève.

QUELQUES REFLEXIONS SUR LA GREVE DES PRESSES

En février 73, la direction et l'ensemble des syndicats signent un accord d'entreprise présenté comme important. Les travailleurs, s'ils ne le considéraient pas comme une grande avancée sociale, en trouvaient le contenu non négligeable. Retraite à 63 ans, pré-retraite à 62, mensualisation après un an d'ancienneté etc. Il n'y avait eu aucune lutte autour de cet accord. Il sera

considéré comme un « mieux que rien ». La direction proposait la création d'un groupe de travail « classifications » avec les syndicats, chargé de revoir l'ensemble des rémunérations et la grille des salaires de la Régie.

Dès la première discussion, la direction annonce la couleur : « Le C.N.P.F. bloque les discussions au niveau national, nous ne pouvons pas aller plus loin pour les O.S. que ce que nous avons accordé l'année dernière. » Les choses étaient claires, ces réunions ne serviraient à rien, sinon à faire croire à un paritarisme idyllique entre patrons et syndicats. La grève allait changer les choses.

Le mouvement des O.S. d'avril 73, contrairement à celui des O.S. du Mans en 71, ne remettra pas en question l'accord d'entreprise.

L'information.

La grève des presses se déroulera dans le silence extérieur le plus complet. Que ce soient la presse bourgeoise ou les publications révolutionnaires, il n'y aura pas un mot sur Flins. Seul *Paris-Normandie*, dans son édition locale, passera certains articles.

Pour l'opinion publique, Renault c'est Billancourt, un point c'est tout.

On verra les premiers journalistes arriver le jour du lock-out de l'usine, ce qui ne manquera pas de déclencher de vives réactions chez certains ouvriers. Il avait fallu attendre quinze jours depuis le début du mouvement pour que la presse se manifeste.

Les organisations révolutionnaires tombent également dans le panneau de la « forteresse ouvrière ». Personne, tout au long de la grève des presses, ne parviendra à briser ce mur du silence. Billancourt étouffera Flins, un peu de la même manière que Renault, dans une certaine mesure, étouffera Peugeot Saint-Étienne.

Il faudra bien un jour en finir avec cette identification. La grève de Flins n'avait rien d'une grève de solidarité avec Billancourt. Elle avait son expression propre.

Grève comment ?

Pendant dix jours, neuf cents ouvriers vont mener la grève la plus dure qu'on ait vue à Flins depuis 1961 : par ses exigences — pas de compromis boiteux — et par ses formes — affrontement permanent avec la maîtrise et les jaunes pour défendre la grève.

On a parlé de grève sauvage ; qu'en est-il ? La grève des presses n'avait rien d'une grève sauvage dont les caractéristiques sont : déclenchement surprise, débordement des syndicats, organisation en dehors de ceux-ci, comité d'occupation et de grève, assemblées générales etc. Ce ne sera pourtant pas une grève comme les autres. Ce sera une « grève de sauvages », au sens où les grévistes exprimaient pratiquement leur désir de gagner leur grève, cherchant plus à la défendre qu'à l'étayer politiquement. Ces « sauvages » se reconnaîtront pourtant une direction.

Qui dirige ?

On peut dire sans mystification que la grève des presses de Flins a été dirigée par la C.F.D.T.

Ce n'est pas nouveau à Flins, la C.F.D.T. a pris position pour des grèves dures, longues et massives, selon sa propre expression. Dès le début de la grève de Billancourt, elle a senti qu'il était possible de déclencher quelque chose à Flins. Depuis longtemps



et régulièrement, les conditions de travail aux presses étaient dénoncées. La C.F.D.T. ne s'est pas laissé paralyser par l'inertie de la C.G.T., obligeant continuellement celle-ci à se déterminer par rapport à l'action. Pendant le conflit, elle mènera une politique souple (respecter dans tous les cas les décisions des ouvriers), tout en s'assurant comme organisation dirigeante ayant quelque chose à dire, un point de vue global. Ce sera la fonction des tracts quotidiens, voire bi-quotidiens, le rôle de ses militants dans les meetings-assemblées ou la presse active dans l'atelier de délégués reconnus comme tels par les travailleurs.

Toutefois, la confusion existait. La différence entre les deux syndicats n'est pas bien comprise — surtout quand la C.G.T. se tait. C'est un phénomène très développé dans l'usine. Lorsque

les travailleurs décidaient une action, c'est à la C.F.D.T. qu'ils s'adressaient pour la mener à terme, mais ils ne la percevaient pas du tout comme organisation spécifique. Les grévistes parlaient des syndicats en général. La C.G.T. amènera un matériel de propagande considérable, journaux, écussons, chapeaux. La C.F.D.T. ne rentrera pas dans ce jeu publicitaire, sauf qu'à la demande des grévistes elle donnera quelques insignes.

L'animation.

La grève, animée par les affrontements constants, allait l'être d'une manière plus culturelle.

Pour la première fois, sous l'impulsion de la C.F.D.T., une grève allait être animée sur le lieu même de son déroulement, l'atelier. Pendant trois soirées, il allait y avoir du cinéma au sens propre du terme. Il y avait des films de réflexion comme *Etranges étrangers* de « Certifié Exact » sur les travailleurs immigrés en France, *Viva Zapata* sur la révolution mexicaine. La longueur des films a empêché tout débat. Il y avait aussi des films de « détente », westerns, comiques muets américains. Pendant les projections, des travailleurs d'autres secteurs venaient, et la maîtrise dut redoubler de surveillance pour bloquer les « fuyards ».

L'idée d'organiser un gala-fête avec chanteurs et musiciens était dans l'air. La fin de la grève mettra un terme à ce projet, mais ce n'est que partie remise.



Les compromis de la direction.

Avant le compromis final, la direction, à deux reprises, avait tâté la combativité des grévistes.

La première fois, le 27 mars, alors que les ouvriers des presses de Billancourt étaient seuls en grève. Les travailleurs d'une équipe, pressés par la C.G.T., voteront la reprise mais à condition que les deux autres équipes fassent de même, sinon ils se plieront à la majorité, ce qui sera le cas, et la grève sera relancée.

La seconde le 4 avril, à ce moment, les presses de Sandou-

ville et de Flins étaient en grève avec Billancourt. La proposition, qui n'était rien d'autre qu'une variante de la première, sera rejetée partout. Douai, nouvelle usine de montage du groupe Renault, a connu sa première grève et les deux presses de cette usine seront arrêtées un bon moment.

Jonction des luttes.

Un des manques du mouvement fut l'absence de jonction entre les travailleurs des différentes usines qui se battaient à ce moment. Jamais, à aucun moment, cette jonction ne fut faite.

Perception de la grève dans l'usine.

Ce qui se passait aux presses, notamment en ce qui concerne l'attitude de la direction, était reçu différemment selon que l'on travaillait plus ou moins loin, selon qu'on tirait ses informations de telle ou telle source.

Les professionnels, ceux qui travaillent aux presses, étaient écœurés par l'attitude de la direction et seront de cœur avec les grévistes, alors que chez les autres professionnels, la réaction anti-immigrés sera la plus forte.

Les contrôleurs et retoucheurs de la chaîne R12 tôlerie, en majorité des Français, cesseront le travail une heure contre l'attitude de la maîtrise.

Un jour, pendant le repas, la direction profite de l'absence d'une partie des grévistes pour tenter une remise en route des machines. Des ouvriers présents vont battre le rappel à la cantine et les grévistes, accompagnés de travailleurs d'autres ateliers, descendent en vitesse aux presses. Devant la présence de travailleurs d'autres ateliers, la maîtrise bat en retraite.



Le climat.

Tout au long de la grève des presses, il y aura des débrayages à la tôlerie R5 et en sellerie. La tension montait, elle devait atteindre son point culminant au cours d'un incident en sellerie.

Le 4 avril, pour une simple histoire de gêne dans le travail, comme il y en a des dizaines chaque jour du fait de l'organisation du travail, un O.S. marocain s'accroche avec un manutentionnaire français. L'incident dégénère et on en vient aux mains. Le Français prend un coup au visage et a l'arcade sourcilière ouverte. Le bruit se répand comme une trainée de poudre : « Un bougnoul a crevé l'œil d'un Français. » La maîtrise renvoie le Marocain chez lui et, selon le régime de sanction en vigueur, lui dit de venir prendre son compte le lendemain. Les travailleurs immigrés de l'atelier se mettent en grève et une délégation va au département. Le chef de département, par mesure de détente, transforme le licenciement en trois jours de mise à pied. Conseillés par la maîtrise, les Français se mettent en grève, réclamant le licenciement.

Les deux communautés sont face à face. La sanction n'est pas modifiée. Heureusement, la grève de sellerie, quelques jours plus tard, recréera une unité bien compromise. Un affrontement catastrophique a été évité de justesse cette fois-ci, mais en sera-t-il toujours de même ?

La direction ultra-réactionnaire, sinon fascisante, de Flins, en envoyant systématiquement la maîtrise (française) contre les grévistes (en majorité immigrés), suscite en permanence le racisme et d'une manière bi-latérale.

La reprise du travail.

La reprise du travail en queue de poisson mérite quelques éclaircissements. Les dernières propositions connues, il ne restait à négocier que les conditions de reprise. Les grévistes acceptaient les propositions mais décidaient d'attendre le lendemain.

La lassitude commençait à se faire sentir. A ce moment, il aurait fallu prendre ses responsabilités. C'est-à-dire qu'il aurait fallu réunir une assemblée de travailleurs pour décider collectivement la reprise.

Un doute subsistait : « Et si Billancourt continuait ? » C'était toutefois un faux problème, car il est évident que même si Billancourt avait continué la grève, le travail aurait repris à Flins.

En agissant ainsi, réunis en assemblée, les grévistes auraient gardé l'initiative, seraient restés maîtres de leurs décisions et

n'auraient pas offert à la maîtrise réjouie le spectacle de la division et de l'isolement temporaire des ouvriers les plus combattifs.

Le travail avait repris dans de mauvaises conditions. Mais la grève avait gagné et elle allait avoir valeur d'exemple dans toute l'usine.

L'exemple suivi.

Mardi 10, les travailleurs des presses de Flins ont repris le travail. Il restait à populariser le sens de leur lutte et de leur victoire, ce que fera la C.F.D.T. : « La grève des presses, un exemple pour tous les travailleurs », dit son tract.

La journée se passe, animée de discussions un peu partout. Les presses ont gagné, pourquoi pas nous, c'est le sentiment général, mais on attend pour voir d' « où ça va partir ». Le mercredi, toujours rien, mais il était évident que, vu l'ambiance dans l'usine, il allait y avoir des réactions. On pouvait, sans être devin, prévoir que ça allait commencer à la R5 ou en sellerie, secteurs qui avaient déjà débrayé plusieurs fois ces derniers jours.

C'est le mercredi soir que ça se déclenche, et ce sera en sellerie. Simultanément, sans concertation, les O.S. des carroussels-sièges au rez-de-chaussée et les caristes au premier étage débraieront pendant une heure trente en fin de journée. Les caristes, en défilant dans l'atelier, entraîneront un nombre important de travailleurs des chaînes et, au bout d'un moment, celles-ci seront arrêtées. A la fin de la journée, on se donne rendez-vous pour le lendemain. Ce débrayage, pour le carroussel tout au moins, n'était pas spontané. Ce sont deux délégués C.G.T. du secteur qui l'ont déclenché. Ils ne pensaient certainement pas que ça allait prendre de telles proportions.

Le jeudi matin, les ouvriers, avertis par les syndicats du débrayage de la veille, décident d'en faire autant. Ils cessent le travail à midi et attendent l'équipe d'après-midi. Les travailleurs veulent rompre avec les débrayages quotidiens limités à quelques heures.

A l'exemple des presses, ils décident la grève illimitée avec occupation du territoire de travail. Il y aura un défilé pour convaincre les indécis de sortir.



A la tôlerie R5, les travailleurs ont décidé des mêmes formes d'action.

Le jeudi soir, la grève était totale à la tôlerie R5 et en sellerie, sauf au deuxième étage (couture). Les chaînes de mécanique se vidaient. La peinture et la tôlerie commençaient à se bloquer du fait qu'aucune chaîne ne tournait en sellerie.

La revendication.

Une chose restait à éclaircir et non la moindre : sur quoi au juste allait-on se mettre tous d'accord ? Si l'idée principale était : « Comme aux presses », c'est-à-dire P1F, rien n'était vraiment clair. Dans les quelques cahiers qui ont circulé, on pouvait juger de la disparité des revendications. Fallait-il avancer une plateforme avec toutes les revendications ou bien, après discussions, avancer quelque chose unifiant tous les grévistes ?

Cette solution est bien plus efficace. Il faudra deux jours pour sortir la revendication. Ce sont les travailleurs de la tôlerie R5 qui avanceront : « Classe 9 maxi pour tous, P1F pour certains postes les plus durs ou les plus difficiles ». Les travailleurs de sellerie, après discussion, y adhèrent sans problème.

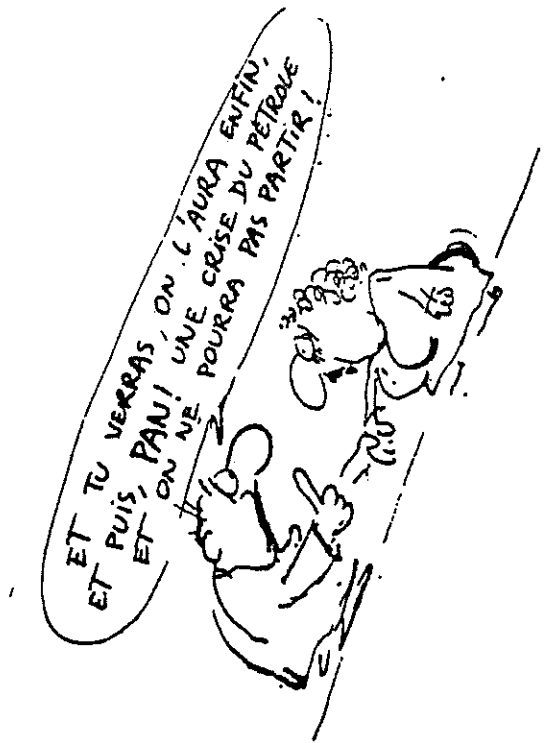
Libération de l'espace aliénant.

La grève est totale dans les deux secteurs le vendredi. La lutte collective a fait oublier l'incident de sellerie dont nous parlons plus haut. Des travailleurs qui étaient face à face dix jours plus tôt se trouvaient maintenant coude à coude contre le patron.

La présence, pour la première fois depuis 68, de nombreuses femmes était un des signes de la profondeur du mouvement. Au début de la grève, elles seront non seulement grévistes, mais encore très actives dans les défilés. Par la suite, elles disparaîtront de l'avant-scène, surtout à cause des affrontements avec les chefs. Elles ne reprendront pas toutes, loin de là, le travail, mais elles seront plus discrètes.

Ce vendredi, la grève, à travers les défilés, allait prendre une allure exceptionnelle.

La joie d'être en lutte se traduira par la confection de tam-



bours avec des caisses, trompettes avec des tubes, turbans multicolores avec des chiffons. Au son de « sa » musique, le défilé des grévistes passera, transmettant un courant de chaleur, de joie d'être ensemble, tout d'abord en sellerie, puis, à plusieurs reprises, en mécanique, pour entraîner les travailleurs de cet atelier, dans la grève. Après plusieurs passages, environ deux cents ouvriers quitteront les chaînes, achevant d'immobiliser l'atelier qui ne tournera, et pour la forme, que sur une chaîne au lieu de trois.

Le vendredi soir, l'usine était complètement arrêtée, sauf certains secteurs en dehors du processus de montage, comme les presses ou l'électrolyse. Plus une voiture ne sortait.

Pour les grévistes allait commencer la « chasse au travail ». Le principe, normal, des grévistes, était le suivant : « On est en grève, rien ne doit bouger dans l'atelier. » Le vendredi soir, la maîtrise, voyant qu'elle ne pouvait plus briser la grève, occupait les non-grévistes (soit les nouveaux embauchés, soit quelques irréductibles) à balayer. Voyant ça, les grévistes se précipiteront sur les balais, symboles de travail, et une vingtaine de balais seront brisés, mourant ainsi au champ d'honneur du travail.

L'expression autonome de certains ouvriers.

Le samedi, une assemblée des grévistes se tiendra en sellerie. Ce sera pratiquement la seule discussion collective des grévistes de sellerie durant tout le mouvement.

L'après-midi, à Mantes, se tient une réunion avec des grévistes de sellerie et de tôlerie R5, des non-grévistes d'autres secteurs. Ils décident, par un tract qui sera distribué le lundi (« A Flins, à Billancourt, la grève jusqu'au bout ! »), de s'adresser à l'ensemble des ouvriers de l'usine d'une manière autonome.

Le vendredi déjà, quelques ouvriers et intellectuels travaillant à l'usine, devant la démission ou le suivisme béat des groupes d'extrême-gauche, rédigent un tract : « Toute l'usine comme aux presses », amenant une parole un peu nouvelle et quelque peu radicale. Ce même groupe prendra l'initiative, le mardi, d'aller populariser à Sandouville, le jour même où les professionnels occupent la centrale, la lutte des O.S. de Flins.

Cette prise de parole autonome, nécessaire, restera limitée à

une poignée d'ouvriers, mais rompra avec le suivisme des gauchistes organisés. Le comité de lutte, par exemple, parlait d' « une classe de plus pour les gars du carrousel », refusant de voir le mouvement dans ce qu'il portait de radical et de subversif, de prometteur pour l'avenir.

Une situation gelée.

Le lundi, une nouvelle fois, le problème de l'extension de la grève se posait. Si, lors de la grève des presses, la direction avait évité le lock-out, il n'en était pas de même cette fois-ci. Depuis vendredi, aucune voiture ne sortait.

Les syndicats sortent un tract commun, appelant à la généralisation de la lutte, qui n'aura aucun effet. Ce qui faisait l'efficacité de la grève allait en partie se retourner contre elle.

Rien ne tournait, les ouvriers étaient à leurs postes, payés, sans avoir quoi que ce soit à faire. Aux grévistes qui passaient sur les chaînes, ils expliquaient : « Pour l'instant, on préfère jouer aux cartes et être payés plutôt que de nous mettre en grève. De toute façon rien ne tourne. Quand vous aurez satisfaction, alors, à notre tour, nous entrerons en grève. » Cette théorie de la grève-bouchon est très efficace à condition qu'il y ait une bonne préparation, ce qui était loin d'être le cas. Les ouvriers ne comprenaient pas que leur entrée dans l'action à ce moment était importante.

La maîtrise était toujours là et, le matin, elle allait lancer un dernier assaut pour tenter de briser la grève. En tôlerie R5, de sérieux accrochages auront lieu. En sellerie, les chefs pousseront un chariot de transfert contre les grévistes pour les disperser, ce qui entraînera un violent échange de coups de poing. Après ces nouveaux échecs, la maîtrise ne tentera plus rien de physique. La manœuvre de la direction prendra une autre forme.

La proposition délirante.

A 11 heures, la direction réunit le C.E. et lui fait sa proposition « légendaire » : ou le travail reprend, ou l'usine sera fermée le lendemain à partir de 17 heures, l'équipe du matin et de la normale venant normalement. Pour que le travail reprenne la direction propose un vote à bulletins secrets... sur toute l'usine. Ce qui signifiait en clair que vingt et un mille travailleurs devaient décider de l'action menée par deux mille ouvriers grévistes. Cette manœuvre, aux ficelles un peu grosses, sera immédiatement rejetée par les deux syndicats.

Dernières heures de grève.

Mardi matin les choses sont claires, les cars n'iront pas chercher les travailleurs de l'après-midi, il faut donc s'attendre à ce que très peu de travailleurs viennent. Un meeting syndical est décidé pour la sortie du matin.

En sellerie, des pancartes, des banderolles sont confectionnées. A 11 heures, les grévistes vont devant la cantine et appellent à la riposte face au lock-out. Ils formeront un défilé qui sillonnera toute l'usine en criant : « Occupation, occupation ! », retrouveront les grévistes de tôlerie, puis viendront à la porte.



Un meeting, mais où ?

Dehors la sono n'est toujours pas en place. La C.G.T. freine tant qu'elle peut et retarde au maximum ce projet qu'elle n'a pas osé refuser devant les grévistes. Le camion sono arrive et se place... sur le parking des cars, à deux cents mètres de la porte d'entrée. Le meeting était prévu dans l'usine. La C.F.D.T. furieuse va voir la C.G.T., et celle-ci acceptera de venir à la porte, mais à l'extérieur, pour éviter tout affrontement, dit-elle. C'est aussi pour cette raison que, dans le meeting, elle dira : « Le patron ferme l'usine, revenez demain », refusant un appel à l'occupation. Sur ce point, la direction de la C.G.T. sera en désaccord avec certains délégués de base qui, eux, sont pour l'occupation. La C.F.D.T., pour sa part, appellera à rester dans l'usine et présentera cette action comme seule capable de faire échec au patron.

Le baroud d'honneur.

Alors que les syndicats tiennent leur meeting dehors, les grévistes, revenus du défilé, s'efforcent à l'aide de petites sonos de convaincre leurs camarades présents de rentrer dans l'usine pour occuper. Face à la démobilisation de la C.G.T. et à l'indécision de la C.F.D.T., ils s'affirment alors comme force autonome. Les militants du comité de lutte, très actifs, jouent un rôle non négligeable. La C.F.D.T., après quelques hésitations, se ralliera aux grévistes.

Les premiers cars partent, la grande majorité des ouvriers part avec eux.

Seule une poignée de grévistes et la C.F.D.T. restent, occupant symboliquement la pelouse. Ils seront expulsés sans ménagement à 17 h 02, heure officielle de la fermeture de l'usine, par un millier de chefs qui, eux, occuperont l'usine.

La direction avait gagné. Le lock-out était effectif. La grève était terminée.

Le lock-out.

L'usine fermée, il était évident que pratiquement personne ne viendrait à l'usine. Nous avons encore le précédent de mai 71 à l'esprit.

Le mercredi une cinquantaine de curieux et de militants viennent devant la porte. La C.F.D.T. tient une réunion de ses militants pour mettre au point l'intervention pendant le lock-out.

Pendant les neuf jours du lock-out, elle sortira quatre tracts, qui seront distribués dans les foyers où elle tiendra également des réunions, sur les marchés de Mantes, Meulan et les Mureaux, dans les cités du Val-Fourré et de la Vigne-Blanche. Elle fera également une affiche en sérigraphie qui sera collée à Mantes et aux Mureaux.

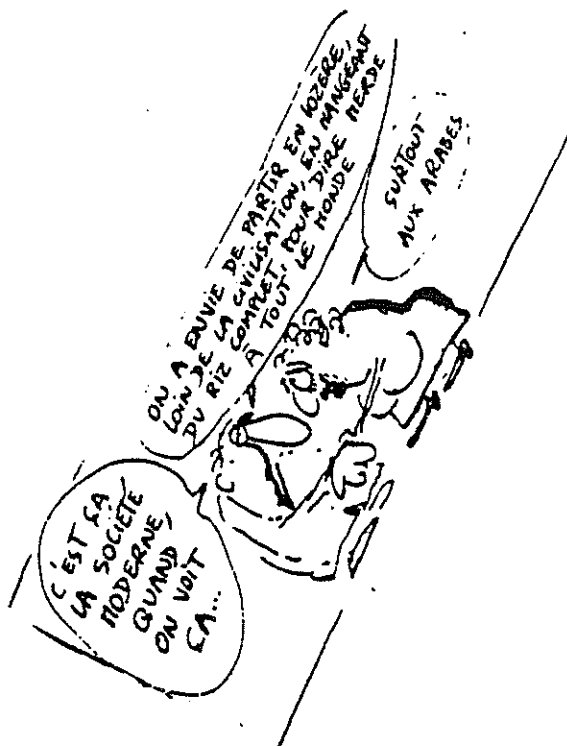
La C.G.T. ne fera rien du tout, sinon appeler les travailleurs à venir aux unions locales, ce que personne ne fera.

Le comité de lutte interviendra dans plusieurs foyers de la région et sur les marchés de Mantes.

Il était important de toucher les ouvriers là où ils étaient, afin

de préparer une réouverture offensive de l'usine, dans les meilleures conditions possibles, et aussi d'éviter l'isolement des plus combattifs.

La C.F.D.T. décidera d'appeler à un rassemblement devant l'usine pour le mardi 24. Une centaine de personnes y répondront. Chacun pourra prendre la parole. On se met d'accord pour riposter dès la réouverture. Les bruits de licenciements éventuels commencent à courir. Après les prises de parole, tout le monde se disperse.



Ce même mardi, en fin de matinée, après le meeting, la direction convoque les délégués syndicaux. Elle annonce la réouverture de l'usine pour jeudi et se dit « obligée de se séparer de vingt-six travailleurs ». Dans les vingt-six licenciés, il y a : un délégué C.F.D.T. de sellerie, trois candidats délégués sur la liste C.G.T. Ce sont quatre Français, un Africain noir, un Portugais, et vingt Marocains. Le lendemain, la direction annulera un licenciement, celui d'un candidat C.G.T. Il restera vingt-cinq otages.

Préparation à la riposte.

Le mercredi, la C.F.D.T. prend contact avec la C.G.T. pour préparer, si possible, une intervention commune lors de la réouverture. Le secrétariat de la C.G.T.-Flins et les délégués présents déclarent : « Il faut continuer l'action sous d'autres formes », ce qui est leur manière habituelle de dire qu'ils ne veulent rien faire. Albeher, secrétaire de la fédération de la métallurgie C.G.T., arrive, porteur des positions de l'organisation : « Pas question de reprendre le travail dans ces conditions », obligeant la C.G.T. de l'usine à faire volte-face. Pour la première fois depuis la fermeture de l'usine, la C.G.T. sort un tract qu'elle ira distribuer dans les foyers : « Il faut relever le défi, c'est une question d'honneur. » La C.F.D.T. fera la même chose.

Des licenciés et des militants du comité de lutte se mettent d'accord pour intervenir d'une manière autonome le lendemain. Un tract est rédigé : « Classe 9 maxi pour tous, P1F pour les postes complexes, pas un seul licenciement. »

Un tract commun C.G.T.-C.F.D.T. est préparé également. Personne ne savait très bien ce qui allait se passer, mais tout avait été fait pour que ce soit le plus efficace possible.

La reprise.

Jeudi à 5 h 30, tout est en place. Les deux grosses sonos, les diffuseurs de tracts, le tract syndical, celui des licenciés, de Révolution et même de Lutte Ouvrière.

Les premiers travailleurs arrivent, prennent les tracts, écoutant les prises de parole, puis rentrent dans l'usine. Pendant une demi-heure, les prises de parole en plusieurs langues seront ininterrompues. Rien n'y fera.

Les travailleurs dans l'usine, il est décidé d'aller en sellerie et en tôlerie R5 avec les licenciés. Dans ces secteurs, les ouvriers hésitent un peu, puis gagnent leurs postes de travail. La maîtrise ce jour-là est très discrète. Jusqu'à 8 heures les délégués et les licenciés passeront sur les chaînes voir les ouvriers. Ce sera sans effet. Chacun semble attendre que le voisin parte le premier, ce que personne ne fera. Personne ne se rendra compte qu'en fait, le voisin, c'est lui-même.

L'après-midi, l'équipe où il y avait la majorité des licenciés ne réagira pas davantage.

La peur triomphait de la combativité. La direction, il est vrai, avait mis de sérieux atouts dans son jeu : licenciements soigneusement éparpillés, presque chaque foyer d'immigrés avait un ou plusieurs licenciés. Pour que chacun sache que la direction « ne rigolait pas ». Environ deux cents lettres de menace envoyées un peu partout, également.

La direction pouvait annoncer « la reprise normale du travail à Flins et l'ouverture des négociations sur les classifications ».

Elle avait gagné ce que l'on disait être un « incroyable pari ». Le mouvement des O.S. de Flins était terminé.

Quelques réflexions.

Comment un mouvement, parti sur une grève victorieuse, les presses, a-t-il pu se terminer sur un échec ?

Les travailleurs des presses se battaient pour eux seuls, ceux de sellerie et de tôle R5 posaient une revendication pour tous les O.S. de l'usine. En restant localisé à deux ateliers, le mouvement s'asphyxiait.

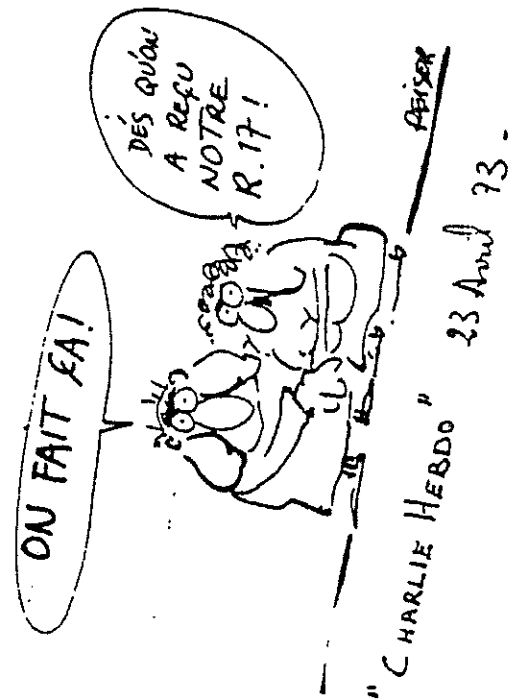
Les ouvriers des autres secteurs, en se situant individuellement (« pourquoi je ferais grève quand je suis payé à rien faire ») et non pas collectivement, ont pesé indirectement contre le mouvement. Dix mille passifs, ça n'a jamais renforcé une lutte.

La propagande de la direction sur la grève d'« irresponsables », et le fait que les travailleurs immigrés y soient en grande majorité, ont donné bonne conscience aux travailleurs français. Quand ils n'étaient pas hostiles à la grève, ils ne se posaient pas problème de s'y joindre. Nous connaissons un certain nombre de jeunes Français, très combattifs dans d'autres luttes passées, qui nous disaient : « Ils ont raison de se battre et de défendre leur grève. » Là encore, réaction individuelle face à un mouvement collectif.

A aucun moment le mouvement n'a exprimé pratiquement tout ce qu'il contenait de révolte. A l'extérieur, on parlait de suppression du travail à la chaîne, de remise en question du rôle de l'O.S. dans la société industrielle etc... Dans l'usine, rien de tout cela n'apparaîtra. Personne, sauf, en partie, la C.F.D.T. aux presses, ne mènera un travail d'explication dans ce sens. Le mouvement n'avait pas la compréhension de sa propre portée et ce que la conscience ne saisit pas lui retombe dessus.

Pour beaucoup de grévistes, c'était leur première grève. A cause de la forte rotation des ouvriers et de l'espacement des conflits d'ensemble — 68, 71, 73 —, parce qu'aussi à la fin de chaque grève il ne reste rien comme prise de conscience capitalisable dans les luttes à venir, on peut dire qu'à Flins, c'est toujours la première fois.

Cette fois-ci, reste-t-il quelque chose ? Personne ne peut vraiment le dire. Seul un prochain conflit et les formes qu'il prendra permettront éventuellement de répondre.



Conclusion.

Tout le monde met une extrême pudeur à reconnaître que ce mouvement dans son ensemble a été un échec.

Après avoir crié : « Chaud, chaud, chaud ! », personne ne veut admettre que la situation est gelée pour un temps.

Si on fait une fausse analyse, on aura forcément, dans l'avenir, une fausse pratique.

Chaque grève ne peut être une victoire et le mouvement ouvrier a connu plus d'un échec.

Il y aura encore des luttes, des échecs, de nouvelles luttes, de nouveaux échecs, et ce jusqu'à la victoire finale.

Les ouvriers de Flins ont perdu une importante bataille sociale, mais la guerre des classes, elle, continue.

1. - UN GRAND MOUVEMENT, UN GRAND ECHEC

Le jeudi 13 avril, le mouvement massif de grève qu'on espérait depuis des mois était lancé sur les chaînes de Flins, deux jours après la victoire et la reprise du travail des O.S. des presses. Les immigrés, ceux qui « ne sortent jamais », étaient sortis. Et, avec eux, des femmes, des jeunes Français et des caristes de sellerie. L'usine commençait à être bloquée. C'était parti et bien parti !

Quel objectif central allait se donner le mouvement, capable d'unir le cœur de l'usine, les chaînes de montage ? Allait-il se généraliser et mettre, enfin, face à face la masse ouvrière et l'ennemi commun, la direction ?

Il n'y a pas eu de généralisation :

— le C.K.D. et le M.P.R., loin des chaînes, sont restés passifs ;

— les chaînes de mécanique, peinture, tôlerie R12, bloquées par l'arrêt de la sellerie, sont restées sans travail et ont assisté à la grève ;

— la masse des travailleurs français, aussi, a regardé et

même les Français qui étaient sortis au début se sont peu à peu retirés ou sont devenus passifs ;

— enfin, dans les secteurs qui encadrent les chaînes (caristes, contrôleurs, retouche général) ni les immigrés ni les Français n'ont bougé.

Finalement, la grève, qui pendant cinq jours a arrêté toute l'usine, a été faite par les O.S. immigrés soumis à la cadence, dans les deux ateliers qui avaient démarré : la sellerie, la tôlerie R5. Sur les quinze mille O.S. de l'usine, il y a eu mille grévistes par équipe.

Et ce mouvement, bien commencé, se termine par un échec :

— vingt-cinq O.S. licenciés (dix-huit Marocains, quatre Français, deux Portugais, un Africain noir ; parmi eux, un délégué C.F.D.T., deux candidats C.G.T., deux militants animateurs du comité de lutte) ;

— la direction impose sa nouvelle grille de salaires, qui ne change presque rien pour les O.S. ;

— et dans l'usine, pour le moment, il y a du découragement.

Malgré cet échec, on va essayer, dans ce texte, de retenir tout l'aspect positif du mouvement, tout ce qui doit être gardé pour prévoir et préparer les luttes à venir. Et cet aspect positif, on va le voir, est très important.

2. LA SITUATION DES O.S. AVANT LA GREVE :
LA DIVISION... LA RESISTANCE*Les immigrés.*

Pour comprendre cette grève, il faut commencer par comprendre la division et l'oppression qui, avant la grève, (et encore maintenant) écrasaient les O.S., surtout les immigrés, et, plus encore, les immigrés soumis à la cadence.

Sur les 8 500 immigrés de l'usine, il y a 4 500 Marocains, 2 000 Portugais, 800 Africains noirs (surtout des Toucouleurs, Sénégalais et Mauritaniens, des Sarakolés et des Mandiagues) ; les autres sont Yougoslaves. de plus en plus nombreux. Alé-

riens, Espagnols, Italiens, Tunisiens... Dans plusieurs nationalités, il y a des différences importantes : Serbes et Croates, Arabes et Berbères, trois peuples parmi les Sénégalais.

Une grande contradiction sépare les immigrés en 2 groupes : ceux qui sont installés en France avec leurs familles (habitant pour la plupart des HLM), qui restent longtemps et s'intègrent en partie à la vie française ; et les autres, vivant ici en célibataires, tournés avant tout vers leur pays, ne restant que quelques années, habitant en foyers et en meublés.

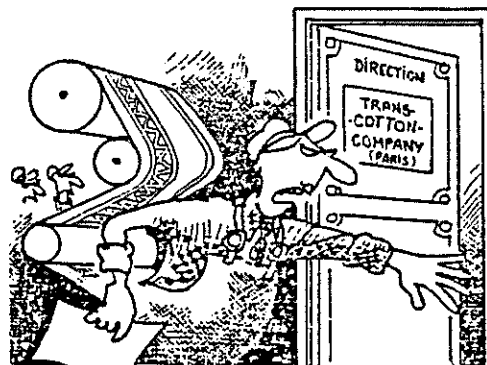
Bon nombre de « célibataires » désirent faire venir leur famille, surtout des Marocains et des Noirs. Ils se heurtent à des difficultés de plus en plus grandes : « Pour faire venir ta femme, il faut que tu aies un logement ; pour avoir un logement, il faut que ta femme soit déjà là. » Derrière cette réponse des mairies et des HLM, il y a la nouvelle politique des patrons et de l'Etat : réduire l'immigration de longue durée, permanente, augmenter la venue des hommes, sans leurs familles, pendant les quelques années où ils peuvent travailler le plus.

Ce sont surtout les « célibataires » qui ont été les plus actifs dans la grève. C'est chez eux que l'oppression est la plus grande, à l'usine et dehors, c'est eux qui sont le plus révoltés.

Il y a de grandes différences dans les origines sociales. Donnons l'exemple des ouvriers sénégalais :

- il y a le cadet d'une famille de paysans pauvres, venu pour aider les siens et son village à vivre ;
- le cadet d'une famille de paysans moyens, qui espère gagner de quoi agrandir le troupeau ou améliorer la maison ;
- le fils de commerçant de Dakar ou d'une petite ville du fleuve, qui veut gagner de l'argent pour agrandir le commerce ou connaître les avantages de la vie en métropole ;
- le fils d'un fonctionnaire qui a voulu voyager, découvrir l'Europe, apprendre un métier ;
- le lycéen de Dakar qui espère continuer ses études ;
- l'ancien militaire venu de Casamance, avec sa famille, naturalisé ou resté Français après l'indépendance.

Et il n'y a pas que l'origine sociale ; langues, croyances, coutumes, organisation sociale et familiale, cause de l'émigration, mode de vie en France, projets d'avenir : autant de différences, de contradictions, d'obstacles à la discussion, à la confiance, à la lutte en commun.



Finalement, côte à côte, sur une chaîne se retrouvent par exemple :

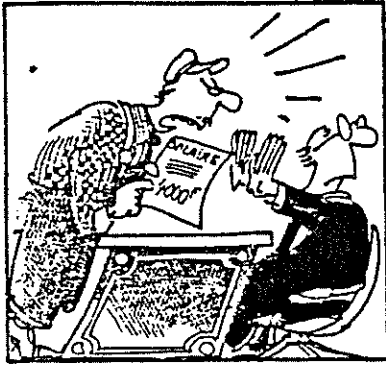
— un jeune Arabe venu d'une ville, qui cherche à échapper à la société musulmane, épris de liberté. Il a fait des études, écrit l'arabe, le français. Il veut voyager, avoir une formation professionnelle. Il a des amies françaises. Il envoie encore de l'argent à sa famille, mais il veut, le plus possible, vivre à sa guise ;

— un paysan berbère, profondément musulman. Habitant avec des compatriotes de la même région, il n'est là que pour faire vivre sa famille, dépensant le moins possible, et n'attend qu'une chose : avoir assez d'économies pour repartir et, peut-être, acheter un commerce ;

— un Toucouleur de la vallée du Sénégal, parlant le français, à la fois tourné vers les études, les voyages, la découverte du monde, et lié, dans son foyer, au mode de vie communautaire, à la hiérarchie familiale et sociale de chez lui ;

— un jeune Portugais, élevé en France, avec sa famille, proche par beaucoup d'aspects d'un jeune ouvrier français. Son but : amasser de l'argent, profiter de la vie, s'élever dans l'usine, s'en sortir ; ou bien, si ça ne colle pas avec les chefs, se révolter.

La chaîne.



Qu'ont-ils de commun ? la chaîne ? Même là, il y a une grande division :

D'un poste à l'autre, tout change. Chacun travaille seul. On connaît son atelier, pas le voisin, encore moins l'usine. Il faut 2 ou 3 ans pour commencer à se faire une idée d'ensemble de la production, du travail, de la politique de la maîtrise. Et le temps pour discuter, dans l'usine, est très faible.

Au sein même des O.S., il y a une hiérarchie qui divise :

— tout en bas de l'échelle, les manœuvres, balayeurs, ceux qui font le petit entretien de l'atelier, vont au magasin chercher les habits, fournitures. Ils sont en classe 6 et peu nombreux ;

— dans la couche moyenne, la grande masse, presque entièrement immigrée : les postes sur machines et sur chaînes, soumis à la cadence, à la discipline de fer. Ils sont en classe 6, 7 et, pour les postes les plus durs et les plus nocifs, 8 et 9 (soudure à gaz,

peinture, postes les plus durs des chaînes de mécanique et sellerie) ;

— dans la couche supérieure, nombreuse, variée, les remplaçants, retoucheurs, contrôleurs, caristes, magasiniers, aide-régulateurs, tous en classe 9 ou P1F (P1 Fabrication). Ceux-là échappent à la cadence, à la discipline de la chaîne, à la parcellisation extrême du travail. Ils sont pour la plupart Français, plus des immigrés « chanceux » que la maîtrise a poussés parce qu'il manquait du monde, pour montrer que, chez Renault, on n'est pas raciste, pour servir d'intermédiaire avec la masse immigrée : ça met de l'huile dans les rouages.

Et cette huile est bien utile, parce que les chaînes sont une gigantesque machine de grande précision, très bien réglée et très fragile, surtout à la cadence exigée. Le moindre conflit, la moindre lutte localisée risque de se répercuter partout, à la fois par contagion sur les ouvriers et par ses effets sur la production.

La division sociale et culturelle de l'immigration, la division technique et hiérarchique de la chaîne sont étroitement liées : elles donnent une arme décisive à la direction et à sa maîtrise pour que la cadence soit faite, pour que la production sorte. La production est sacrée, le pouvoir des chefs, petits et grands, doit être absolu ; le but est que l'ouvrier soit totalement isolé, seul face à sa machine qui le domine.

Le baratin du patron.

Pour parfaire la division et la soumission, il y a enfin les idées que la direction diffuse par tous les moyens (voir les tracts de Guiriec, directeur, pendant le mouvement). Les chefs répètent ces idées tout le temps et beaucoup d'ouvriers les ont dans la tête : ce sont les plus vieilles idées des patrons et de la bourgeoisie, adaptées à cette usine ultra-moderne :

— « quand l'usine marche, tout le monde en profite. Renault doit rester rentable, sinon Simca va en profiter » ;

— « celui qui fait bien son boulot, noir, jaune ou blanc, il peut monter ; ici, pas de racisme comme chez Simca. Regarde ce chef d'atelier, il a commencé O.S. ; regarde ce régleur, il est marocain » ;

— « chez Renault, la paye n'est pas, comme ailleurs, à la tête du client : ici, tu es payé suivant ton travail ».

La cotation de poste.

En effet, la direction ose dire que le système de cotation de poste permet de payer l'ouvrier selon la vraie valeur de son travail. Le salaire est « scientifiquement établi ». Il est juste. La réalité est toute autre : ce n'est rien d'autre qu'un moyen de plus pour soumettre l'ouvrier à sa machine (« la machine fixe le salaire ») et pour l'isoler (les O.S. sont répartis dans plus de 15 taux horaires différents et les différences de paye sont minimales). Cette invention dégueulasse des ingénieurs et cadres de la régie a quand même eu son efficacité : jusqu'au mois d'avril, les grèves sur les chaînes se faisaient « pour une classe de plus » et restaient limitées, dans un atelier, au petit nombre d'ouvriers qui faisaient des travaux voisins et qui, pour avoir de la rallonge, se laissaient prendre dans ce système en disant « nos postes sont mal cotés, le travail vaut plus ! »

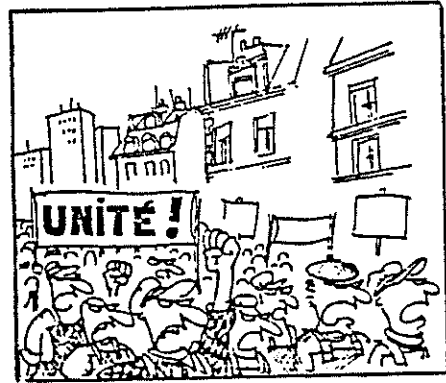
Ces grèves, la plupart du temps, ont échoué : le petit groupe de grévistes était vite remplacé par des régleurs et des jaunes et la production sortait normalement.

D'ailleurs, ces grèves pour une classe de plus, la direction s'en accomode... si elles ne s'élargissent pas. Ça permet de repérer les « éléments » qui ne courbent pas la tête. Et même, elle dit : « Ça nous permet d'améliorer l'atelier, de voir où ça accroche. Nous ne sommes pas parfaits, on peut se tromper sur la cotation de certains postes. Si ça ne va pas, vous avez raison de protester... mais vous feriez mieux d'en parler d'abord au chef d'atelier, vous perdez de l'argent. On va étudier ça. On vous répondra dans 15 jours... »

Certains jours, ces contradictions paraissent insurmontables ; on se dit que la maîtrise a beau jeu, que le patron peut dormir tranquille.

Résistance.

Mais les travailleurs immigrés, même s'ils subissent cette division, résistent.



Les diverses communautés ont très peu de rapports ; il y a de la méfiance entre Marocains et Portugais, entre Africains noirs et Arabes... Mais dans chaque communauté, la solidarité existe, plus ou moins profonde :

— Dans les foyers africains, comme Soundiata à Mantes, la communauté africaine est un bloc. Elle permet le soutien, la défense, l'échange de l'expérience que chacun a de l'usine, des informations. Malheureusement, cette connaissance collective, certainement supérieure à celle des syndicats et, encore plus, des groupes gauchistes, reste diffuse, souvent réduite à l'anecdote, à l'utilisation individuelle.

— Dans tous les foyers, le même réseau d'information existe, plus ou moins efficace.

— Dans l'usine même, la défense des immigrés est la plupart du temps individuelle. Mais il y a des éclairs de résistance collective : le dernier, c'est le débrayage massif, brutal, de tous les Nord-Africains des trois chaînes de sellerie, pour empêcher le licenciement d'un Marocain après une bagarre qui avait blessé, par malchance, un autre ouvrier français.

Et les chefs, même les plus racistes, font attention de ne pas aller trop loin, car la solidarité peut vite apparaître.

Il y a aussi les syndicats. A Flins, il apparaît bien que pour toutes sortes de raisons, avant tout à cause de leur orientation politique, les syndicats sont inadaptés à la défense de l'immigration, surtout la C.G.T. (voir pour préciser cela, la note sur les syndicats).

Cependant, pour la défense individuelle, et même pour une défense générale assez vague, beaucoup d'immigrés leur font confiance. Un nombre non négligeable d'immigrés combattifs, même militants, ont leur carte, parfois C.G.T., souvent C.F.D.T.

Surtout, il y a un certain nombre de délégués immigrés dans les deux syndicats, très actifs, ayant la confiance de leurs compatriotes, que les chefs rencontrent avec précaution. Leurs interventions, trop souvent individuelles, n'aboutissent pas toujours, mais elles évitent que la répression aille trop loin.

D'ailleurs, la direction ne s'y trompe pas : les C.D.R., aux

dernières élections du personnel, en mai, un mois après la grève, ont réussi à faire éliminer tous les candidats immigrés.

Tous immigrés !

Enfin, plus profondément, toutes les divisions ne suffisent pas à détruire, et même renforcent, surtout pour ceux qui vivent ici en célibataires, une unité qui grandit : c'est la condition d'immigré :

— A l'usine, pour la masse, c'est la cadence, la discipline, le mépris, le racisme plus ou moins apparent, toujours présent, l'impossibilité de progresser, d'apprendre quelque chose.

L'arrivée massive des immigrés sur les chaînes depuis 5 ans, surtout des Marocains, commence à faire sentir ses effets : en 1967, les Marocains étaient peu nombreux, en tout les immigrés représentaient 26 % des O.S. (2 000 sur 7 700).

Fin 1972, les Marocains étaient 4 300 (à eux seuls 27 % des O.S.) et, en tout, les immigrés étaient 7 500 : 47 % des 16 000 O.S. !

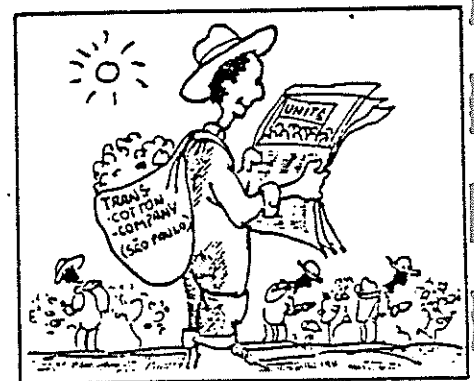
— Le travail fini, c'est l'isolement, le racisme larvé (« quand même, ils ne sont pas comme nous ») ou avoué, les conditions de logement, les difficultés pour le moindre papier, à la poste, à la Sécurité sociale, à la préfecture... ; les obstacles pour faire venir la famille ; les vacances trop courtes... de plus en plus, dans la ville, c'est le ghetto, loin de la famille, des enfants... ; c'est la répression sexuelle...

Il faut appeler les choses par leur nom : les travailleurs étrangers en France sont déportés.

Ils sont immigrés 24 heures sur 24.

3. LES IMMIGRES DES CHAINES ONT DIRIGE LA GREVE. C'ETAIT D'ABORD LEUR GREVE.

Immigrés, O.S. soumis à la cadence sur la chaîne : voilà ce qui, au-delà de toutes les divisions, des manœuvres de la direction a enfin poussé la masse à se lancer dans lutte. C'est cela qui a donné à la grève sa forme, sa revendication, son caractère entièrement nouveau.



1) *Une grève efficace et, pour une fois, imposer la loi des ouvriers, pas celle des chefs.*

Se lancer dans la grève illimitée, arrêter les chaînes, empêcher les jaunes ou les chefs de les faire tourner, ratisser les non grévistes et même casser les balais, c'était d'abord le bon moyen de faire une grève efficace. Mais il n'y a pas eu, en même temps, de véritable approfondissement de la revendication, d'unification sur elle, de tentative pour entraîner les non-grévistes à lutter aussi pour cette revendication qui les concernait autant. grève, c'est un mouvement de sauvages », mais aussi des immigrés, surtout portugais et quelques marocains, qui avaient du mal à rompre avec la soumission habituelle. Au total, il n'est pas sûr que cette chasse au travail ait été la plus payante. Mais l'important, c'est ce qu'elle voulait dire : on a raison de tout arrêter. Il fallait être capable d'aller plus loin et d'abord de définir clairement ce qu'on voulait obtenir.



2) *A la fois une revendication immédiate et le désir de tout changer.*

Quelle revendication ? pour comprendre ce que veulent les immigrés, pour se préparer aux prochaines luttes, cette question est décisive. On l'a étudiée en détail dans ce dossier. Rappelons ici le principal.

Les grévistes sont sortis et se sont mis en grève illimitée sans définir de revendication ! Ce n'était pas seulement une faiblesse,

En l'absence de ce travail d'approfondissement (à vrai dire rendu très difficile par la maîtrise qui multipliait les tentatives de faire marcher les machines), le but devint vite : tout arrêter. Des jeux de carte furent même déchirés !

Et cette chasse au non-gréviste prend un deuxième sens : c'est nous les maîtres de l'usine, pour une fois. Renversement total de la situation quand l'usine tourne et que les O.S. sont écrasés. Et même, plus précisément, quand nous les immigrés

arrêtons, plus rien ne peut bouger dans l'usine. Cela a été dit des centaines de fois. Cette vérité, on la perçoit quand on voit une chaîne qui marche : les immigrés la font marcher.

Mais les grévistes tenaient beaucoup à la rendre palpable en arrêtant tout. Ils visaient juste.

Il est tout à fait clair que cette méthode en a effrayé plus d'un ; beaucoup d'O.S. français, pour qui « ça ce n'est pas une le manque de préparation. Il était clair pour tous que si on sortait, enfin, c'était pour un grand changement. L'idée de départ, c'était « comme aux presses ».

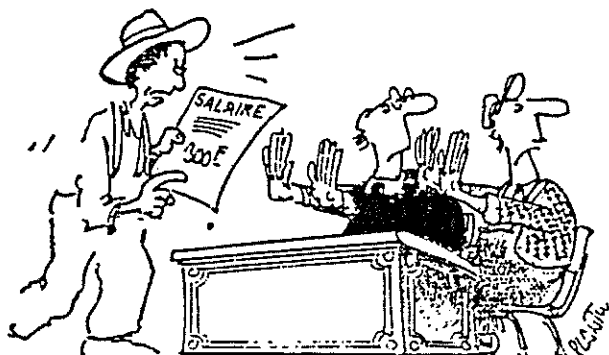
Le sens immédiat de la revendication finalement trouvée : « classe 9 maxi pour tous, PIF pour les travaux les plus difficiles », était clair :

- une grosse augmentation de salaire pour tous
- suppression des classes 6, 7, 8, 9 qui ne servent qu'à diviser.

Si on a maintenu dans la revendication 2 classes c'est un compromis. Compromis pour unir tous les ouvriers, car certains avaient encore les anciennes idées, « une classe de plus pour tous » ; compromis parce qu'il y a tellement de différences dans les places sur les chaînes qu'on ne se sentait pas capable d'imposer, d'un coup, l'égalité complète.

Il ne faut pas cacher que pour la plupart, le principal, c'était la grosse augmentation de salaire, mais la tendance la plus radicale, celle qui donne son sens profond au mouvement, c'était « on veut tous être payés pareil ».

La direction veut faire croire, pour diviser, qu'elle paye chacun selon son travail. C'est faux. Avec le salaire, elle achète la



Tous les O.S. sont des pions entre les mains de la direction, tous capables de faire toutes les places. Ils ont la même vie à l'usine et au-dehors. Ils sont tous prolétaires, ils sont prolétaires partout.

Les immigrés se battaient pour forcer la direction à reconnaître la vérité : on est tous pareils. En particulier, pour mettre fin à toutes les formes de cotation de poste qui ne servent qu'à une chose : cacher et détruire l'unité des ouvriers.

Imposer cette égalité, pour commencer, dans les salaires, cela créait la possibilité de luttes nouvelles et générales pour des salaires réellement meilleurs et pour s'attaquer à l'ennemi le plus fort, le plus important : l'organisation du travail, la cadence.

D'ailleurs, la direction ne s'y est pas trompée : en refusant de discuter, en répondant par la répression brutale. Ce qu'elle appelait grève d'irresponsables, revendications absurdes, c'était bien un début de remise en cause de son usine et de son pouvoir.

Mais la grève n'était pas encore, dans son ensemble une remise en question directe de l'organisation du travail. Pourtant, un certain nombre de grévistes en parlaient :

- refus des postes les plus insupportables, durs ou malsains, que la direction fait accepter, en donnant une classe de plus, au lieu de mettre 2 ouvriers ou de changer les machines et les conditions de travail ;

- refus d'être enchaîné plusieurs années à la même place monotone, sans intérêt ou de tourner sur des places équivalentes sans rien apprendre ;

- pour une rotation sur des places vraiment différentes : pas seulement production, mais aussi contrôle, retouche, réglage qui donnent une formation ;

- enfin refus des cadences trop élevées.

Ces idées, minoritaires mais déjà présentes dans le mouvement, indiquaient le sens des luttes à venir : luttes contre le travail parcellisé, contre le travail qui détruit l'ouvrier, contre la chaîne, contre l'existence du travail d'O.S.

Il faut maintenant analyser comment c'est en grande partie leur condition d'immigrés qui a poussé les grévistes à cette revendication radicale d'égalité, à ce premier refus de la chaîne et du travail d'O.S. Il faut voir ce que ce mouvement apporte de plus aux luttes de l'ensemble de l'immigration.

3) *Un mouvement de plus contre les conditions de vie et de travail des travailleurs immigrés en France.*

Depuis la victoire du peuple algérien, en 1962, contre l'impérialisme français, depuis que l'immigration s'est massivement développée en France, les immigrés luttent chaque jour davantage pour améliorer leurs conditions de vie et de travail.

Dans la région, des luttes ont été menées sur ce terrain depuis quelques années :

- contre la dictature des gérants dans les foyers Alti de Limay et Adef d'Ecquevilly ;

- contre la ségrégation et le déplacement forcé des ouvriers habitant au foyer Alti de Mantes-la-Jolie ; il y a eu à cette occasion plusieurs défilés des locataires, yougoslaves, portugais, marocains, dans le grand ensemble du Val-Fourré ;

- contre le déplacement forcé des locataires du foyer Soun-diata à Mantes-la-Jolie : la préfecture, la mairie, aidées par la Régie Renault, voulaient les forcer à aller dans le nouveau foyer Aftam des Mureaux, où on paye 210 F la chambre ;

- lutte contre le propriétaire du foyer de Rosny qui refuse de donner des quittances individuelles de loyer et escroque ses locataires dans son épicerie à domicile ;

- plusieurs Africains de l'usine participent aux grèves de loyers qui durent depuis des mois dans des foyers de la région

— enfin, dans l'usine elle-même, grèves pour une classe de plus, contre une chef particulièrement raciste...

Ces mouvements rejoignent ceux qui se mènent dans toute la France :

— contre les bidonvilles, foyers-taudis, loyers chers, foyers-casernes ;

— contre les conditions de travail dans les usines et les chantiers (Pennaroya...);

— contre le racisme et les assassinats (Lyon, Versailles, la Goutte d'Or...);

— enfin, les grèves de la faim et manifestations contre les circulaires Marcellin et Fontanet, qui veulent enchaîner chaque travailleur immigré à son patron, en liant carte de séjour, carte de travail et contrat de travail.

Pour beaucoup des grévistes de Flins, la lutte sur les chaînes a eu ce sens-là. Venu pour travailler et gagner de l'argent, ils voulaient que leur travail, dur, qu'ils acceptent, soit réellement mieux payé.

Avec le temps, ils ont constaté que le travail ne cesse d'augmenter, grâce aux cadences et aux trouvailles des chefs. Ils ont vu que les augmentations rituelles prévues par les accords annuels sont à peine sensibles. Mais que la fatigue croît, que la santé est menacée. Beaucoup, aussi, dans les dernières dévaluations, ont vu l'argent envoyé au pays perdre de sa valeur. Cette fois, espérant une vraie augmentation, ils se sont lancés dans la grève, sortant



de leur réserve habituelle face aux grèves syndicales de 2 heures qui coûtent et ne rapportent rien.

« Le travail est dur, d'accord, mais qu'il soit payé. »

Mais, pour beaucoup, en avril, la révolte allait bien plus loin...

4) *Un mouvement nouveau contre les besoins les plus modernes de l'impérialisme, contre ce qu'il offre de « mieux » : O.S. dans une usine de pointe.*

La Régie Renault pensait échapper à ces luttes des immigrés : les papiers sont en règle⁴ — les logements, HLM, foyers, sont chers mais ne sont pas des taudis (sauf Soundiata, à Mantes-la-Jolie) — la sécurité au travail est meilleure que sur les chantiers (encore que dans ces derniers mois, un ouvrier ait eu la main coupée aux presses et qu'un autre ait été tué par un car bondé qui emmenait les travailleurs du C.K.D. vers le parking de départ, à la fin du travail).

Et Dreyfus est fier des salaires qu'il donne, d'être « à la pointe du progrès social ». Quant au racisme, il est, d'après les chefs et la direction, inexistant.

Et, de fait, pour beaucoup d'O.S. immigrés, avec la stabilité de l'emploi, les primes, le respect des réglemens, avec le prestige de la première boîte de France, Renault, c'est mieux, c'est recherché.

Effectivement, Renault, c'est ce que l'impérialisme français offre de mieux aux immigrés. C'est une « usine-pilote ». Mais, très vite, les cadences, la fatigue qui use en profondeur, la dictature des chefs pour que la production sorte à tout prix et toujours plus vite, l'absence totale de promotion pour la masse, tout cela fait comprendre la réalité :

Renault, usine-pilote, pilote surtout dans l'exploitation scientifique et forcenée de la force de travail des O.S., à Flins, des O.S. immigrés avant tout. L'Africain délégué par ses camarades

4. Encore que la Régie ait profité, du moins jusqu'en 1971, du trafic de l'embauche, comme n'importe quel négrier. Des Marocains venant des mines du Nord, désirant travailler à Flins, devaient « changer de profession (des houillères à la métallurgie) » et donc changer de carte de travail. Il leur fallait payer jusqu'à 3 000 F à un intermédiaire pour se faire embaucher. Ce trafic fut reconnu publiquement après l'attaque, par des militants révolutionnaires, du bureau de la main-d'œuvre de Mantes. A-t-il cessé ?...

LA CRISE

pour discuter des revendications des presses de Billancourt disait, résumant la réalité : « On nous presse comme le citron et puis on nous jette. »

Le mouvement de Flins s'est emparé de cette constatation, l'a mise en pratique en arrêtant l'usine pendant 5 jours ; cela est nouveau. Les immigrés ne veulent même plus de ce très moderne travail forcé, de cette déportation. Evidemment, seul un petit nombre de grévistes avait conscience de la portée de la lutte, mais cela ne change rien à sa signification profonde.

Il est même plus sûr que certains d'entre eux allaient, et vont plus loin. Jeunes, en général, et instruits, ils ne saisissent pas seulement les effets de l'immigration mais aussi ses causes. Ils font un parallèle entre la France et le Sénégal ou le Maroc.

Au delà de l'usine, ils voient la misère, l'absence de développement de leur pays et « la richesse » du capitalisme français. Ils saisissent le lien entre cette richesse et cette pauvreté : la domination actuelle de la France sur ses anciennes colonies et même son entente avec les autres pays impérialistes pour piller les peuples dominés.

En particulier, le lien est très clair entre la présence des immigrés sur les chaînes et la richesse de la Régie Renault. La Régie n'a pas de trésor caché, dit Guiriec, directeur de Flins ! Elle a mieux que ça ! La Régie depuis 15 ans a construit de nombreuses usines de montage dans le monde entier, y compris dans les pays qui fournissent l'immigration, où elle profite en plus des salaires très faibles. Avec quel argent, sinon celui qu'elle a gagné sur le dos des travailleurs, en particulier des immigrés en France et de ceux de ces nouvelles usines.

Et beaucoup d'Africains de la Régie savent très bien d'où vient la tôle des voitures qu'ils fabriquent, marquée « Usinor » : elle vient de Mauritanie où Usinor va voler le minerai de fer.

Les immigrés sont sensibles au « progrès » que l'industrialisation de la France représente, aux libertés formelles, aux « garanties » démocratiques qui existent ici, par comparaison avec les dictatures des Hassan II, Senghor... Mais ils sont bien placés pour connaître aussi le revers de la médaille et la réalité profonde : la dictature des patrons, de la police, de l'administration, bref, la dictature du capital.

Et leur expérience de cette dictature n'est pas limitée à l'usine, au foyer. Souvent, grâce aux voyages, aux diverses régions et



pays où ils ont travaillé, grâce aux parents et amis installés dans d'autres pays, ils ont une connaissance pratique et globale de l'immigration, de l'unité des pays d'Europe à ce sujet : France, Belgique, Hollande, Allemagne et même Suède, ce sont les mêmes Africains, Portugais, Marocains, Espagnols et enfin Turcs qui sont déportés. Partout, la politique d'immigration s'étend ; et, avec elle, pour tenter de faire face aux luttes, le contrôle et l'enca-drement grandissent.

Cette prise de conscience politique globale, non limitée à l'usine, à la France, reliant richesse des pays capitalistes dominants et exploitation des pays dominés, était sans nul doute encore très faible mais néanmoins présente dans la révolte des O.S. de Flins.

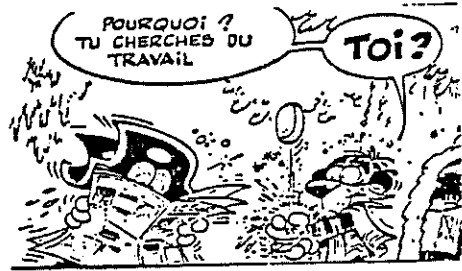
4) *Le mouvement de Flins créait des possibilités d'unité profonde entre tous les ouvriers, Français, immigrés : un mouvement internationaliste.*

C'est le troisième aspect général de cette lutte. Les immigrés ne se battaient pas seulement pour eux, mais pour tous les O.S. de l'usine.

Parler d'unité alors que les O.S. français se sont, pour la plupart, désolidarisés de la grève, peut paraître faux, idéaliste. Pourtant, en traduisant leur révolte contre l'immigration sur le terrain de l'usine, en luttant contre l'organisation capitaliste moderne des prolétaires les plus exploités, les O.S., c'est cette possibilité que les immigrés ont créée.

Il se peut que les formes de la grève, la revendication avancée, qui concernait surtout les O.S. soumis à la cadence, aient repoussé les Français. Mais tous les O.S. de l'usine avaient là, à leur portée, une lutte qui les concernait directement. D'ailleurs, on constate que dans d'autres usines, ce sont des O.S. français qui s'attaquent au même ennemi et sous des formes souvent voisines :

— femmes qui luttent contre les rendements, dans les usines de textile ou d'électronique ;



— jeunes, anciens paysans, eux aussi O.S., déracinés, soumis aux mêmes cadences, mêmes salaires, mêmes chefs.

Il faut donc essayer de comprendre la position face à la grève des différentes catégories de la classe ouvrière de Flins.

Est-ce que Guiriec a raison de dire « que les gens de Flins, hommes libres, ayant le sens de leurs intérêts bien compris, voulaient travailler dans le calme » ?

Les O.S. d'en haut.

1) La catégorie des O.S. la plus importante qui n'a pas participé à la grève, c'est la catégorie supérieure, les classes 9, 10, P1F (à peu près 1 500 P1F dans l'usine) : les remplaçants, retoucheurs, caristes (800), contrôleurs (en tout 950 dont beaucoup sont P1 assimilés), magasiniers. Ils sont pour la plupart français.

Dans leur masse, ils ont regardé la grève, étant payés sans travailler, assez décontractés devant cette grève « sauvage ». Pas hostiles, mais se sentant étrangers. Pourquoi ?

Leurs places sont souvent moins dures, mieux payées, moins monotones. Certains peuvent encore espérer monter dans l'usine (devenir P1 assimilé, ou P2, ou « responsable », équivalent de régleur).

Dans l'usine et après le travail, leur vie est complètement coupée de celle des immigrés. Il y a une solidarité d'ensemble des Français dans la région et une vie sociale qui les unit (logement, familles, sports, loisirs, copains...) Cette catégorie supérieure des O.S. y participe.

Il faut le dire clairement, ces O.S. « profitent » de la présence des immigrés sur les chaînes pour avoir un statut social supérieur.

En plus, leur place dans l'usine est moins stratégique. S'ils cessent le travail, ils ne bloquent pas la production. Pour se défendre, ils sont plus à l'aise dans des grèves syndicales ou des actions catégorielles (les caristes ont mené une lutte dure pour obtenir le P1F il y a un an, les contrôleurs aussi, surtout les jeunes, sont assez combatifs).

Beaucoup s'en tiennent même à la passivité, n'ayant aucune confiance dans l'action syndicale ; ils recherchent la promotion

individuelle et s'entendent avec les chefs qui favorisent les plus dociles.

On peut dire que beaucoup de ces O.S. sont intégrés à la hiérarchie de l'usine, à la vie sociale de la région. Ils ne pensent pas, pour l'instant, que la défense de leurs intérêts exige une lutte dure contre le patron et encore moins en commun avec les immigrés.

Leur vie est organisée, toute faite ; ils la subissent et ne croient pas possible de la changer profondément par la lutte.

Le racisme les aide à justifier les petits avantages qu'ils ont dans l'usine et les fait basculer dans le bloc « français ».

Leur passivité a certainement joué un rôle pour freiner ceux des O.S. français qui étaient prêts à sortir ; par exemple, les quelques caristes qui avaient débrayé au début de la grève de sellerie, à l'appel des délégués, sont vite rentrés dans le rang.



Remarque. Un certain nombre d'immigrés sont dans cette catégorie supérieure des O.S., surtout des caristes (marocains), quelques retoucheurs sur chaînes et remplaçants (portugais, antillais, réunionnais). Eux non plus ne sont pas sortis. Ils sont restés spectateurs. Pour la plupart, ils sont arrivés à ces places grâce à la « bienveillance » de la maîtrise ; et, en tout cas, ils ont le sentiment d'avoir une bonne place par rapport à la masse immigrée. Et même certains espèrent monter, peut-être devenir régleurs, comme des jeunes Portugais, très intégrés à la société française. Beaucoup vivent ici avec leurs familles, ne veulent pas avoir d'ennui avec la maîtrise, et ils se comportent surtout comme les Français de la même catégorie qu'eux.

Les anciens.

2) Il y a aussi parmi les O.S., autour des chaînes et même sur des postes à cadence, des anciens, ayant 12,15, 17 ans de boîte. Certains de ceux-là ont « gagné » une place plus facile, une « planque », par des années de chaîne : limeurs d'électrodes, petit entretien. Ils sont entre les mains des chefs, qu'ils connaissent bien pour avoir, dans le temps, travaillé avec eux ; ils sont tournés vers la retraite pour fuir l'usine. Mais d'autres sont encore à la cadence ou sont retoucheurs, soudeurs à gaz...

Un très petit nombre a conservé une forte conscience de classe traditionnelle, très dure. La propagande révolutionnaire ne les repousse pas. Plusieurs, qui sortent à toutes les grèves, ont suivi ce mouvement et les immigrés y ont été très sensibles. Mais ils n'étaient pas en mesure de jouer un rôle vraiment actif, car ils sont isolés des immigrés quand l'usine tourne et trop différents de la masse des Français.

Pourtant, ceux-là ont emmagasiné une profonde connaissance de l'usine, de l'exploitation, de la nature de la C.G.T. Ils sont sans illusion ; pour eux, la lutte de classe garde tout son sens et, pour la mener, dans cette usine, il faut tout reprendre à zéro. Mais ils ne voient pas de perspective, en particulier pour développer la lutte commune Français-immigrés. Cette grève doit permettre de leur redonner de l'espoir.

Les jeunes qui montent.

3) Il y a un certain nombre de jeunes Français sur les chaînes, venus de la campagne ou des villes voisines, sortis de l'école sans métier. Pour le plus grand nombre, ils arrivent avec un but : après quelques mois, ou un ou deux ans, monter. Soit en restant O.S., arriver à la couche supérieure, surtout cariste ou contrôleur. Soit même entrer dans la maîtrise et, d'abord, être régleur.

La direction est favorable à ces promotions. Elle en a besoin : il faut des Français pour encadrer les chaînes. Elle demande en échange aux jeunes Français de jouer le jeu : on tolère des mouvements d'humeur, même de révolte contre la chaîne (tout le monde sait bien que les postes en chaîne sont insupportables), mais ça ne doit pas aller trop loin.

Celui qui veut monter doit rester à l'écart des syndicats, entretenir des relations avec les chefs (poignées de main, discussions entre Français), ne pas faire la grève avec les immigrés, accepter les heures supplémentaires, bref, fayoter.

Bien entendu, ceux-là sont restés à l'écart de la lutte.

Mais il y a des jeunes Français qui refusent cette collaboration avec les chefs ou qui essaient, mais n'y arrivent pas. Ceux-là sont repérés très vite et restent en bas. Soit ils quittent l'usine, soit ils se révoltent de plus en plus. Ils ont participé à la grève en sellerie mais certains, après un ou deux jours, se sont mis à

l'écart ou sont retournés se faire pointer, déconcertés par cette grève d'Arabes.

Pour mieux comprendre ce comportement, il faut dire que les raisons immédiates de faire grève sont différentes pour eux et les immigrés :

— les immigrés veulent gagner plus, être moins divisés, changer réellement les conditions de travail ;

— ces jeunes Français veulent emmerder les chefs, lutter, sous différentes formes, contre le travail, dont ils n'attendent rien.

Pourtant, on a vu que, dans cette grève précisément, la révolte contre le travail à la chaîne était présente. Il y avait donc un début d'unité possible, encore insuffisant pour surmonter les habitudes, les préjugés, l'idée dominante diffusée par mille moyens : « Les immigrés et les Français n'ont pas les mêmes intérêts. »

Dans l'ensemble, cette division est restée la plus forte. Et le fait nouveau que, cette fois, les immigrés dirigeaient la lutte, les a surpris et ils n'ont pas su trouver des formes de lutte pour exprimer leur propre colère.

Les femmes.

4) Il est important de préciser la position des femmes (400 ouvrières à l'usine).

Certaines, en sellerie, ont fait la grève et même énergiquement. D'abord, d'anciennes ouvrières, travaillant sur machines. Elles ont eu devant cette grève un réflexe de classe, elles sont sorties. Payées en classe 6 ou 7, la revendication les concernait directement ; travaillant avec les immigrés, elles ne sont pas racistes. Dans l'usine, elles ont la même situation en bas de l'échelle.

Pourtant, elles ont peu à peu cessé de participer activement à la grève, se sentant trop isolées.

Il y a eu aussi des jeunes femmes des chaînes de sellerie qui ont eu la même attitude que les jeunes ouvriers français révoltés. Elles ont participé au début de la grève, pour lutter contre les chefs, contre l'usine.

Mais la plus grande partie des femmes se trouve à l'atelier de couture (260 femmes sur machines). De nombreux cortèges sont venus les inviter à sortir. Elles n'ont pas bougé.



Dans cet atelier, il est difficile de se faire embaucher et les moins dociles sont envoyées sur les chaînes. Beaucoup d'ouvrières ont leurs maris chefs ou ouvriers à la Régie. La moitié d'entre elles sont classe 9 ou P1F. Celles-là, surtout s'il y a deux salaires dans le ménage, ne sont pas prêtes à des actions dures. Les autres, classe 7 et 8, ont plus de motifs de mécontentement : les places sont plus dures et il y a le rendement, la fatigue nerveuse, la paye est très insuffisante et la vie est dure s'il n'y a pas un deuxième salaire et s'il y a des enfants.

Plusieurs étaient prêtes à sortir ; elles n'ont pas osé et quelques unes espéraient que les grévistes les pousseraient dans les allées.

Il n'y a pas eu beaucoup de lutte dans cet atelier auparavant. La peur des chefs, de se montrer est très grande. Il y avait aussi, pour certaines, l'hésitation à rejoindre les immigrés.

Ces ouvrières sont aussi exploitées et dominées que les immigrés, dans l'usine et au-dehors. Mais il y a trop de différences, en apparence, pour que l'unité se fasse rapidement dans la lutte.



Les O.P.

5) Les difficultés étaient plus grandes encore, pour unir la lutte des O.S. aux professionnels, surtout à Flins où les O.P. sont peu nombreux (1 000 à l'outillage et à l'entretien) et très isolés des O.S. (isolés socialement, pas géographiquement : les 660 O.P. de l'entretien travaillent sur les chaînes au moment des pannes).

Il y a dans l'ensemble, chez les O.P. de Flins, un grand sentiment de supériorité sur les O.S. immigrés et français.

Mais les revendications et le désir de lutter chez les O.P. de la Régie sont grands. Au moment de la grève de Billancourt et de Flins, les O.P. de Sandouville ont arrêté l'usine en bloquant la centrale d'énergie. En juin 1972, les O.P. de Flins s'étaient lancés dans une grève illimitée pour changer leur classifications (les régleurs venant d'être augmentés et menaçant de les dépasser).

Cette fois, ils n'ont pas bougé. Certains approuvaient la grève, surtout ceux de l'entretien, qui voient de près les conditions de travail sur les chaînes et la maîtrise en action. Mais beaucoup

disaient : vous vous battez pour vous, après, ce sera notre tour ; chacun dans son coin.

Il faut voir plus loin. Les professionnels de la Régie ne luttent pas seulement pour maintenir leur place dans la hiérarchie. Pour certains d'entre eux, les plus conscients, ce n'est même pas le principal.

Il y a d'autres revendications qui grandissent :

Alors que leurs connaissances sont sans cesse plus grandes, à l'entretien, pour réduire les temps de panne au minimum, la maîtrise spécialise les O.P. dans les mêmes réparations, chacun étant limité à réparer un type de machine.

De même, à l'outillage, la fabrication des pièces tend à être fractionnée en opérations simples, confiées à des ouvriers différents (c'est déjà systématique à la RMO, à Billancourt).

Les O.P. sont de plus en plus des professionnels spécialisés. Seul, un petit nombre accède à des places exigeant vraiment une qualification très élevée (que beaucoup possèdent, peuvent ou veulent acquérir).

Et cette tendance à la parcellisation du travail ne peut que s'accroître.

En même temps, la maîtrise devient plus répressive. Elle perd son ancien rôle (les O.P. les plus expérimentés qui conseillent les jeunes) pour avoir de plus en plus un rôle d'encadrement.

Parallèlement à cette évolution dans les conditions de travail, les O.P. sont de plus en plus conscients de l'inefficacité de la lutte syndicale traditionnelle. A Flins, en particulier, l'influence de la C.G.T. diminue. En juin 1972, les O.P. ont organisé et dirigé leur grève, soutenus par la C.F.D.T., et la C.G.T. a suivi.

Cette méfiance risque de renforcer la tendance à l'action corporative ; c'était le cas en juin 1972 : beaucoup de professionnels ne voulaient pas que les O.S. se mêlent de leur lutte.

Mais cela peut aussi aller dans le sens de luttes nouvelles, plus radicales, s'attaquant à l'ensemble de l'exploitation et de l'organisation du travail dans l'usine, dressant contre la Régie les professionnels et les O.S.

Déjà, d'ailleurs, certains O.P. le souhaitent, en particulier des militants de la C.F.D.T. Ils essayent de combattre l'idée que les O.S. qui n'ont pas poursuivi leurs études et qui n'ont pas de qualification, doivent être, dans tous les domaines, inférieurs aux O.P.

La grève qui vient d'avoir lieu sur les chaînes doit favoriser cette évolution en réduisant le mépris qu'avaient jusqu'ici beaucoup d'O.P. à l'égard des O.S.

Conclusion.

L'unité de la classe ouvrière, à Flins, n'est pas faite. Même parmi ceux qui ne courbent pas la tête, immigrés, jeunes Français révoltés, anciens O.S. restés révolutionnaires, jeunes professionnels combattifs, ouvrières exploitées à l'usine et chez elles, il y a de grandes contradictions.

Mais le mouvement des O.S. immigrés des chaînes, malgré son échec, a une grande portée.

Il luttait contre les conditions de travail et de salaire de l'immigration.

Il luttait contre les conditions de travail des O.S., écrasés par la cadence, usés à la chaîne, sans possibilité d'en sortir.

En rendant possible une lutte commune à tous les O.S., il s'est attaqué à la division et au racisme.

Pour ces trois raisons, le mouvement de Flins se dressait contre les besoins de l'impérialisme, cause de l'immigration :

— une main-d'œuvre bon marché, taillable et corvéable à merci ;

— la soif d'O.S. ;

— la division de la classe ouvrière.

C'est un premier pas dans la lutte de la classe ouvrière à Flins contre la domination de la France sur les pays qui fournissent l'immigration (en particulier ses anciennes colonies d'Afrique).

C'est un premier pas dans la lutte contre l'organisation du travail dans une usine de pointe des capitalistes français.

Ce mouvement avait un caractère anti-impérialiste et révolutionnaire.



III. — DIRECTION, SYNDICATS, ET GROUPES REVOLUTIONNAIRES

1. - L'ATTITUDE DE LA DIRECTION

La direction de la Régie Renault a depuis longtemps cherché la concertation permanente avec la C.G.T., sous la condition que celle-ci contrôle les travailleurs et, comme l'a dit Dreyfus à la radio, « sache faire un tri dans leurs revendications ». Elle s'est trouvée, avec cette grève, devant une situation nouvelle.

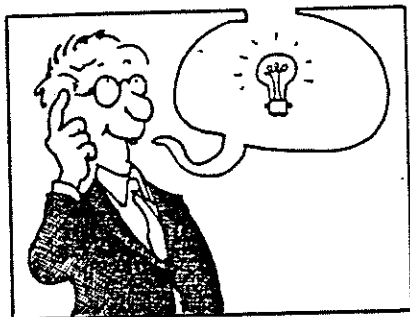
D'abord parce que les immigrés, par leur lutte radicale, ont été capables, à Billancourt (grève des presses) puis à Flins (grève de sellerie et tôlerie R5), d'arrêter les usines de montage.

Mais aussi parce que la C.G.T., depuis l'échec électoral de l'union de la gauche, a choisi de coller au mouvement, pour ne pas se couper des O.S. et, à Renault, pour utiliser leur mouvement de manière à faire aboutir ses projets (la grille unique).

Surtout, la direction constate que c'est la condition d'O.S. qui est remise en question, même par les immigrés. A long terme, elle cherche des remèdes : « enrichissement » du travail dans la nouvelle usine de Douai. Mais elle ne peut changer grand-chose à la condition réelle des O.S. dans les usines actuelles. Et elle a besoin de l'ordre pour poursuivre sa politique d'expansion très rapide sur le marché national et surtout international : la Régie exporte la moitié de sa production et elle est maintenant la première entreprise étrangère sur les marchés de l'automobile anglais, allemand, italien.

Il faut donc absolument empêcher la nouvelle offensive ouvrière de se développer. Et, en le faisant, la Régie défend non seulement ses intérêts mais aussi ceux de l'ensemble du patronat.

La direction a finalement dû accorder aux O.S. des presses une forte augmentation mettant fin à la division entre les ouvriers, garantie contre les mutations ; mais elle n'a pas cédé sur la « qualification » P1F (cette catégorie qu'elle avait créée en 1972 pour



diviser les O.S. en la réservant à une minorité, en particulier les Français).

Mais avec la lutte des 7 000 O.S. de l'île Seguin pour le paiement intégral du lock-out et la nouvelle grève-bouchon de Flins, cela ne pouvait pas durer, et elle a choisi l'épreuve de force.

Comme cela s'était déjà souvent produit à Flins, et en particulier pendant la grève des presses, il y a eu :

- les provocations permanentes des chefs qui tentaient de remettre en marche les machines pour démoraliser les grévistes, attirer les hésitants et surtout fixer les grévistes dans leurs ateliers ;

- la mobilisation militaire de la maîtrise (voir plus loin) pour chasser les grévistes des presses pendant le week-end et ceux qui tentaient d'occuper le jour du lock-out.

D'autres méthodes sont plus nouvelles (en France, car elles sont monnaie courante en Italie) :

- le recours systématique aux huissiers qui, pendant les bousculades, prenaient les noms que leur indiquaient les chefs ;

- le refus de négocier à chaud avec les syndicats des classifications des O.S. : le 13 avril, la direction annonce qu'elle discutera... le 26 avril et encore si grève s'arrête !

- le licenciement de 25 ouvriers de Flins pendant le lock-out, dont un délégué C.F.D.T. ; celui de 4 ouvriers à Billancourt ; une pluie d'avertissements à Flins ;

- la réouverture des usines de Sandouville, puis de Flins et de Billancourt avant qu'un accord ait été trouvé avec les syndicats.

— enfin, une multitude de lettres-tracts de la direction qui s'adresse à chaque ouvrier par-dessus la tête des syndicats (voir plus loin la note sur ces tracts).

La direction a voulu ainsi briser le mouvement, mais aussi donner un avertissement aux syndicats et, en particulier, à la C.G.T. Elle va plus loin : en mettant en place une nouvelle grille qui diminue un peu la division et accorde un peu de rallonge à tous, elle gagne du temps (le temps pour les O.S. de s'y retrouver dans la nouvelle grille) et elle double la C.G.T. et sa revendication de grille unique (voir plus loin la note sur la nouvelle grille).

La direction ne renonce pas à la politique contractuelle mais elle cherche à empêcher les grèves bouchons et à remettre au

pas les syndicats. L'évolution des rapports entre la Régie et la C.G.T. dépendra de la lutte future des ouvriers. En même temps, la régie prépare de nouveaux instruments anti-ouvriers :

— comme chez Peugeot et Berliet, création probable d'une section C.F.T. à Flins par les chefs C.D.R. (les Vaudron, Sauer, Pohey... sont du même genre que les chefs de Simca). La C.F.T. aurait une base de masse dans la petite maîtrise et parmi les professionnels et les Français racistes ;

— reprise de l'embauche d'immigrés sous contrats (800 Yougoslaves à Flins sous contrat d'un an) ;

— développement de l'intérim sur les chaînes, en particulier à Billancourt.

NOTE : LES TRACTS DE LA DIRECTION DE FLINS.

Tous les deux jours, en moyenne, pendant la grève, le lock-out et quelques jours après les travailleurs de Flins ont reçu des lettres-tracts de la direction générale, signés Dreyfus, et surtout de la direction de Flins, signés Guiriec. Même s'il est difficile d'en apprécier l'impact exact auprès des ouvriers, la littérature de la direction est significative de son orientation. Celle de Flins est beaucoup plus répressive que celle de Billancourt (politique différente ou adaptation de la politique de Renault aux différentes usines ?)

Menaces (traduites en arabe et portugais) :

« *article 414*

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et d'une amende de 500 à 10 800 F ou de l'une de ces peines seulement, quiconque, à l'aide de violences... aura tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail...

« *article 415*

« ... les coupables pourront être interdits de séjour pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus. »

(Tract non signé de la direction pendant la grève des presses, brûlé par les ouvriers et réapparu plus tard en tôlerie R5 et en sellerie.)

Mensonges :

« Depuis mercredi des désordres graves se sont produits dans notre usine. Des femmes ont même été molestées parce qu'elles refusaient de se joindre aux actions d'une minorité qui tente d'instaurer l'anarchie et le désordre permanents, sans se soucier des vrais problèmes intéressant le Personnel de toutes catégories. »

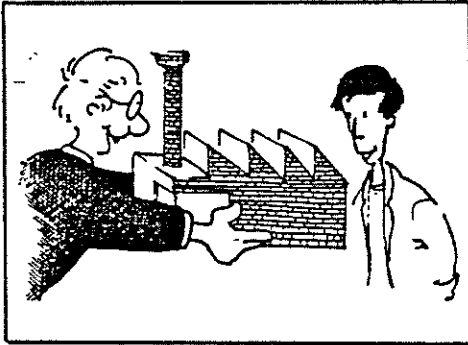
(La direction - 13 avril.)

Manœuvres :

« Devant cette situation de paralysie de l'activité de l'usine que je ne peux malheureusement que constater, et ayant l'impérieux devoir, à la suite des incidents qui se sont produits, d'éviter l'escalade de la violence dont les conséquences pourraient être incalculables, j'ai donc informé le comité que la seule issue était la fermeture de l'usine.

« Afin de faire l'impossible pour éviter cette situation catastrophique, j'ai toutefois fait au C.E. la suggestion d'organiser une consultation à bulletins secrets de l'ensemble du personnel, pour qu'il se prononce sur le fait qu'il serait d'accord ou non pour assurer normalement son travail dans le calme jusqu'à l'ouverture des négociations prévues... »

(Guiriec - 16 avril.)

**Appel à la « majorité silencieuse » :**

« Il apparaît que certains irresponsables aient décidé que la meilleure façon d'améliorer des dispositions qui ne seront connues qu'à la fin des discussions consiste à arrêter la production, donc les ventes et les recettes.

« La Régie Nationale aurait donc un trésor caché ! Nous sommes en pleine absurdité. Cette absurdité est tragique. Elle est le fait d'éléments irresponsables et plus ou moins incontrôlés ou dont la bonne foi a pu être surprise, qui paralysent la production en s'opposant par des moyens inadmissibles au travail de milliers de personnes qui savent bien qu'ils sont l'immense majorité, mais qui répugnent à employer les mêmes moyens pour affirmer leur volonté de travailler dans la tranquillité. »

(Guiriec - lettre du 16 avril, veille du lock-out.)

Hypocrisie :

« Il faut que chacun comprenne que dans l'intérêt général, il ne m'est pas possible d'imposer la présence d'un certain nombre de personnes à côté de celles qui ne demandaient qu'à travailler dans le calme et qui en ont été empêchées par la force. »

(Guiriec, 20 avril, annonce des licenciements.)

« Bien entendu, seuls les faits constatés et les délits commis ont été pris en considération, quelle que soit la nationalité de leurs auteurs. D'ailleurs, tout le monde connaît la position de la direction à ce sujet, et des exemples récents le montrent. Tous les membres du personnel travaillant à Flins, Français ou non, ont les mêmes droits et les mêmes devoirs. »

(Guiriec, 20 avril, même lettre.)

Terreur :

« Votre cas ne figure pas dans les 26 dossiers retenus. Il vous appartiendra donc de nous montrer à partir du jeudi 26 avril, en assurant normalement votre travail, qu'il nous est possible de ne pas donner suite à l'étude de votre dossier. »

(DePape, chef du personnel, 24 avril, lettre de menace adressée à plusieurs centaines d'ouvriers avant la réouverture.)

Et négation de la terreur :

« Notre usine de Flins a donc repris son activité normale le jeudi 26 avril. Sans drame. Cela n'a pas été du goût de quelques-uns qui vivent du sensationnel et du malheur : il a fallu que certaines radios se fassent l'écho de rumeurs suivant lesquelles le personnel aurait été terrorisé par la direction. Tout simplement ! Nous pourrions tous bien en rire si, au fond, il n'y avait pas, dans ces tristes bavardages un certain mépris pour tous ceux qui travaillent à Flins. Passons... »

(Guiriec, 4 mai.)

Ce qui frappe dans ces textes, c'est le paternalisme répressif. Guiriec, directeur de l'usine, ancien directeur des Relations Sociales de Simca, à Poissy, s'adresse à chacun des travailleurs pour lui faire comprendre qu'il n'a rien d'autre à faire que de se plier à sa volonté. La direction de la Régie ne parlerait pas comme cela aux ouvriers de Billancourt.

« Taisez-vous, travaillez, sinon... gare. » Sur les chaînes, les chefs disent plus brutalement : « Si tu n'es pas content, retourne dans ton pays... »

Guiriec joue sur la division de la classe ouvrière à Flins, sur son atomisation :

« Depuis bientôt dix ans que je travaille à vos côtés, je sais que « les gens de Flins » sont des hommes libres, qu'ils ont, comme on dit, « les pieds par terre » et un sens aigu de leurs intérêts bien compris. Si donc nous réussissons à remettre le grand navire à flots, alors nous pourrions, comme je l'ai dit précédemment, tenter de refaire ensemble le terrain perdu et reprendre notre route vers le progrès... »

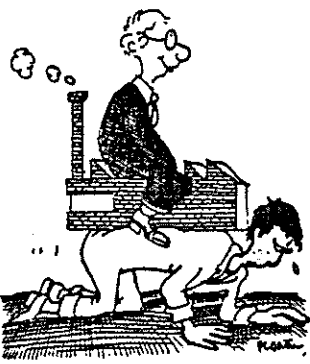
Bonne chance à chacun. Bonne chance à Flins. A Renault. »
(Guiriec, 23 avril, lettre pour la reprise.)

2. LES SYNDICATS

Depuis la création de l'usine, les syndicats sont faibles : 900 cartes à la C.G.T., 700 à la C.F.D.T. L'organisation syndicale effective, c'est la centaine de délégués élus par scrutin de liste sur toute l'usine et il faudrait même dire : les seuls délégués qui militent. Cette organisation est en décalage par rapport aux groupes d'ouvriers des différents ateliers.

La majorité des O.S. immigrés de l'usine pense que « le syndicat ne nous informe pas, ne s'occupe pas de nous », mais en même temps « qu'on ne peut rien faire sans eux ». Les immigrés ne reprennent ni les formes d'action (grève de 2 heures) ni les revendications (retraite, grille unique) chères à la C.G.T. Et si, pendant la grève des chaînes, ils se battent pour la rendre efficace et imposer leur loi, ils auront tendance à déléguer aux syndicats la conduite du mouvement et les négociations.

Pendant la grève, les 2 syndicats ont eu une attitude très différente :



La C.G.T.

Elle a une certaine liaison avec les ateliers d'O.S. par quelques délégués immigrés, par son influence diffuse (expérience des Marocains qui viennent des mines, expérience d'autres boîtes, en particulier Simca-Chrysler...) Dans la période précédente, elle s'est trouvée en contradiction avec les ouvriers dans la plupart des grèves qui ont eu lieu, ne faisant rien pour les préparer, les renforcer, les étendre. Mais depuis les élections, sa tactique a changé, elle va suivre le mouvement tout en essayant de tirer parti de l'absence d'organisation autonome des travailleurs immigrés. Ses délégués poussent parfois à l'action au début (caroussels, selle-rie), soutiennent le mouvement dans leurs déclarations, disparaissent dans les situations délicates, dénoncent fermement les licenciements...

Mais en même temps la C.G.T. cherche à détourner le mouvement sur ses propres objectifs, ne reprend pas les revendications égalitaires des grévistes mais réclame la grille unique qui permettrait de remettre de l'ordre dans la grille de la Régie et, dit-elle, d'assurer « la promotion continue de l'O.S. à l'ingénieur ».

La grille unique, les ouvriers ne savent pas en général ce que c'est : « je ne sais pas, je ne suis pas délégué », « la grille unique, c'est tout le monde pareil, classe 9 maxi pour tous »... Quand la C.G.T. s'explique, on constate que la grille unique, c'est une certaine réduction du nombre des classes, la suppression de la

classe 6, la promotion automatique à l'ancienneté. Elle veut ainsi faire croire que tous les salariés sont solidaires, les ouvriers et la maîtrise en particulier et elle fait croire à une promotion illusoire.

Mais si elle a changé de tactique, la C.G.T. n'a pas changé de stratégie : on le voit bien le jour du lock-out où elle fait tout pour empêcher l'occupation, ce qui aboutit à désarmer les ouvriers qui resteront dispersés dans les foyers et les cités.

La C.G.T. s'oppose à la direction de la Régie comme le P.C.F. au gouvernement mais ce n'est que l'opposition entre 2 manières de gérer la Régie nationale et d'organiser le capitalisme.

La C.F.D.T.

A Flins, elle a eu une attitude très différente de la C.G.T. :

— Elle a soutenu les différentes grèves qui ont eu lieu depuis mai 1971 (professionnels, caristes, perforatrices, mise en TM au CKD...) Ses délégués ont souvent été dans le coup. Ils

ont dirigé la grève des presses. Mais pendant le mouvement de sellerie et de tôlerie R5, ils ont été dépassés par les événements, comme toutes les organisations d'ailleurs.

— La C.F.D.T. a depuis longtemps dénoncé la condition d'O.S., la cotation par poste, essayé d'avancer l'idée d'augmentation uniforme (150 F pour tous). Quand le mouvement s'est déclenché, elle a soutenu la revendication égalitaire des grévistes, classe 9 maxi pour tous.

— Le jour du lock-out, elle a finalement rompu l'unité syndicale et rejoint le groupe d'ouvriers qui voulait occuper.

— Pendant le lock-out, ses délégués les plus actifs, comme les militants révolutionnaires, ont cherché à tenir les ouvriers informés par des réunions dans les foyers, des tracts sur les marchés, des affiches...

Elle a cependant été incapable de jouer un rôle d'organisation pendant la grève. Son organisation reste trop coupée de la masse des O.S. ; sur sa trentaine de délégués, une dizaine sont vraiment actifs. C'est une organisation qui vient « d'en haut » et non pas d'en bas, des différents ateliers où les ouvriers peuvent s'unir et lutter.

D'autre part, c'est une organisation hétérogène : certains délégués étaient actifs, d'autres n'ont rien compris au mouvement, quelques uns s'y sont même opposés. Certains de ses militants ont évolué de façon spectaculaire depuis mai 68, dans le sens de la lutte, mais d'autres en sont restés à la C.F.D.T. ancienne, encore marquée par la C.F.T.C.

Tout cela entraîne l'inertie, la lenteur à prendre des décisions, des réticences à agir de manière autonome par rapport à la C.G.T. Cela tient aussi au mode d'organisation : la C.G.T. est une machine bureaucratique où tout vient d'en haut ; la C.F.D.T., c'est plutôt la pagaille, c'est plus fraternel mais ce n'est pas une réelle démocratie.

Enfin, et c'est peut-être plus important, son point de vue reste généralement limité à l'usine ; or la prise de conscience des immigrés se fait par rapport à leur condition globale, usine-foyer-racisme-immigration..., elle est politique immédiatement, c'est un décalage de plus qui, dans cette grève surtout, était important.

3. LES REVOLUTIONNAIRES DE PACOTILLE

Deux constatations tout d'abord :

1) Toutes les organisations ont été débordées par le mouvement. Aucune (C.G.T.-C.F.D.T.-Comité de lutte) ne traduit la réalité profonde de cette grève. Souvent en contact avec les syndicats, parfois avec les gauchistes, les immigrés les plus actifs dans la lutte ont eu leur propre comportement, leur propre façon de voir l'action, différente de celle des organisations « françaises ».

Les motivations, la façon de lutter ne peuvent reproduire celle des Français. La grève a balayé cette illusion. Relèvent de cette illusion :

— la propagande gauchiste adressée de manière indifférenciée à tous les ouvriers, maîtrise exclue ;

— la volonté des groupes révolutionnaires français d'organiser les immigrés autour d'eux plutôt que de les aider à s'organiser eux-mêmes, à contrôler leurs luttes.

Quant au souci d'apparaître comme n'ayant pas été débordé, comme ayant dirigé la lutte, c'est contraire à la réalité et c'est tout simplement du néo-colonialisme politique par rapport aux immigrés.

2) Depuis des mois, les révolutionnaires appelaient à une action d'ensemble sur toute l'usine. Quand cette action arriva, ils furent dans l'ensemble démunis. Il est plus facile d'appeler à la lutte que d'être subversifs dans la lutte elle-même.

Le Comité de lutte n'a joué aucun rôle dans le déclenchement des grèves de sellerie et de tôlerie R5. Ses principaux militants se trouvaient dans un autre atelier, en mécanique. Par contre, ils ont été particulièrement actifs dans le groupe d'ouvriers qui voulait occuper le jour du lock-out.

Depuis les licenciements, ils ont été à l'origine d'un meeting des licenciés à la porte de l'usine mais dans le cadre de l'usine, ils sont assez désorientés.

Au niveau des revendications, le Comité de lutte avait longtemps défendu dans ses tracts : « une classe de plus pour tous », puisque c'était « ce que disent les gars », sans chercher à dépasser cette situation. Au cours du mouvement, il a centré toutes

ses explications, à l'usine et dans les foyers, sur « A travail égal, salaire égal ».

Au moment où il y avait hésitations, débat sur les revendications, il n'a pas cherché à approfondir le sentiment égalitaire, même entre travaux différents, à réclamer la suppression des postes durs. (Ce point est important car le principe « les postes durs existent, on n'y peut rien, il faut les payer plus », est à la base de la cotation par poste, de l'ancienne grille comme de la nouvelle.) Le comité de lutte n'a pas pris en considération les aspects profonds de la grève : refus de la condition d'O.S., le refus d'être des esclaves, des robots. Il a fait semblant de ne pas voir que cette grève était à 95 % une grève d'immigrés, que ceux-ci commençaient à remettre en question toute leur condition d'immigrés. Ce n'est pas en niant les contradictions entre Français et immigrés (pendant la grève, la plupart des ouvriers français se tenaient à l'écart) qu'on pourra vaincre la division de la classe ouvrière.

Tout au long de la grève, comme avant, les militants du Comité de lutte ont cherché à organiser les immigrés autour d'eux, plutôt que de les aider à s'organiser de manière autonome.

Le groupe *Révolution !* (« la clé à molette ») n'a joué qu'un rôle minime dans l'organisation de la lutte, comme dans les propositions politiques. Ses militants, présents dans la lutte, ont essayé que les grévistes, en sellerie, approfondissent les revendications, sans réussir à avoir un poids réel dans le cours du mouvement.

**1. - NOTE SUR LA NOUVELLE GRILLE DE SALAIRE
IMPOSEE PAR LA DIRECTION DE LA REGIE**

La direction a rendu publique sa nouvelle grille le 15 mai, trois semaines après la reprise à Flins (voir l'ancienne et la nouvelle grille). Pour la C.G.T., il s'agit d'un pas non négligeable vers la grille unique. Qu'y a-t-il de changé ?

Pas de changement important pour les O.S.

- Pour les O.S., nommés maintenant « agents de production (I) », au lieu des classes 6, 7, 8, 9, il y a les classes B, C, D, et, comme avant, dans chaque classe, les taux mini, moyen, maxi. La division par la paye ne sera donc que très légèrement modifiée. On est loin des revendications ouvrières : 9 maxi pour tous, P1F pour les travaux les plus difficiles, suppression des mini, moyens, maxi.

En principe la classe B est pour les travaux de préparation hors chaîne (ancienne classe 6 et une partie de la classe 7) ;

la classe C pour les travaux sur chaînes (ancienne classe 7 et une partie de la 8) ;

la classe C pour les travaux sur chaînes (ancienne classe 7 et une partie de la 8) ;

la classe D pour les postes les plus durs sur chaînes (ancienne classe 9 et une partie de la 8).

C'est, malgré les déclarations officielles, le maintien de la cotation par postes, selon « la qualification du travail » ! La même entreprise de division avec d'autres mots.

Au point de vue financier, les augmentations varient selon les classes, de quelques centimes à une vingtaine sur le salaire horaire, et une augmentation un peu plus forte sur les primes.

Autres « changements » :

— la régie maintient quelques manœuvres, auparavant en classe 5, dans la classe A ;

— les classes 10 et 11, devenues inutiles depuis la création du P1F, disparaissent ;

— les ouvriers des presses sont en D maxi et voient le P1F s'éloigner d'eux : après la victoire des presses, la direction prend sa revanche.

Deux P1.

Il y a toujours deux P1 : le P1F qui s'appelle maintenant P1A et reste la classification la plus élevée que puisse atteindre un O.S. ; le P1B pour ceux qui ont acquis une formation (CAP) par l'école ou le cours du soir.

Les écarts hiérarchiques augmentent.

Chez les professionnels, il n'y a plus que trois taux au lieu de cinq par catégories ; la direction paye ceux qui ne se sont pas battus et accroît les écarts des salaires : les P3 gagnent 25 points de prime, alors que les O.S. en gagnent entre 6 et 12. Certains P3 passent mensuel complet (pas seulement mensuel horaire comme les APR) et seront « agents techniques de production ».

Les chefs d'équipe, contremaîtres et chefs d'ateliers ont des augmentations très importantes : 240 F par mois pour un chef d'atelier, 45 F maximum pour un O.S. ! Les flics sont récompensés.

Enfin, chez les employés, il y a un léger resserrement de la hiérarchie.

On a tendance à expliquer des différentes tentatives d'occupation depuis 1971 par l'isolement de l'usine, située en dehors de toute zone urbaine. Mais est-ce bien la seule raison ? Si la direction peut interrompre le service de cars, il ne faut pas oublier que Mantes est à 15 minutes de train, les Mureaux à 5. Le potentiel des ouvriers de Renault dans ces villes serait largement suffisant pour occuper l'usine.

L'occupation, forme de lutte redécouverte par les étudiants et les travailleurs en 68, a connu plusieurs formes dans les masses.

En 1920, un très grand mouvement se développe en Italie, à Turin et d'autres villes, sous l'impulsion des anarchistes et de certains communistes. Les ouvriers s'organisent en Conseils et occupent l'usine les armes à la main.

En 1936, en France, le Front Populaire vainqueur, l'unité syndicale refaite, les ouvriers se lanceront dans un mouvement

de grève d'une puissance inconnue jusqu'alors. Une à une, les usines seront occupées. Là, les fusils seront remplacés par l'accordéon et chaque usine se transformera en un bal en puissance.

En mai-juin 68, les sommets atteints en 36, que l'on croyait indépassables, seront relégués loin derrière par la puissance du mouvement. La France allait connaître pendant un mois la première grève générale sauvage de l'histoire. Mai 68, ce n'est pas seulement l'occupation des lieux d'exploitation mais l'occupation totale de la vie sociale, du temps et de l'espace. La victoire de ce mouvement, c'est ce qu'il en reste, le désir chez des milliers de gens de changer leur vie, leurs rapports entre eux.

Depuis 68, il y a eu de nombreuses occupations ou tentatives. C'est actuellement la forme de lutte présentée comme la plus radicale. Mais toutes ces occupations, parce qu'elles étaient séparées du reste de la vie — on occupe l'usine et rien que l'usine — n'ont eu qu'un rôle minime dans le développement des mouvements qui les avaient suscitées. L'exemple du Joint Français est significatif. Certains grévistes décident d'occuper l'usine. Cette proposition ne fait pas l'unanimité, mais personne ne s'y oppose. Les CRS expulsent les occupants. La grève, n'étant plus enfermée dans le ghetto de l'usine, pourra s'éclater dans la cité, créant autour d'elle un mouvement d'une ampleur extraordinaire.

Quand ces occupations n'étaient pas formelles (ex. Le Mans en 1971, où il y avait des piquets de grève, mais qui laissaient rentrer les non-O.S.), les patrons feront intervenir les flics (Valloirec, où la riposte dans la ville fut très faible), empêcheront l'occupation (Flins en 1971 et 1973), ou s'abriteront derrière l'appareil judiciaire (jugements en référé, évacuation sans résistance des grévistes).

L'occupation de l'usine est trop souvent présentée par les éléments actifs d'une grève d'une manière complètement schématique et codée. C'est le plus souvent la traduction d'un désir de refaire ce que l'on a connu ou entendu dire dans le passé. Sur ce point, mai 68 pèse négativement.

L'usine est perçue comme un bagne, ce n'est un secret pour personne. N'y a-t-il pas contradiction à vouloir demander aux victimes de ces travaux forcés du monde moderne de rester dans l'usine, alors que dans leur lutte les ouvriers cherchent de plus en plus à échapper à l'environnement morbide de l'usine ?

Cette théorie du « entrons-y pour mieux en sortir » n'a aucune prise face au mouvement de contestation du travail qui se développe de plus en plus.



3. NOTE SUR LA MAÎTRISE DE FLINS

On a beaucoup parlé de la maîtrise dans le texte chronologique, mais d'une manière beaucoup trop vague et anonyme.

La direction de Flins, traumatisée par mai 68, s'est fait la promesse que ça ne recommencerait plus jamais comme ça à Flins.

Il faut distinguer la maîtrise en deux parties. D'abord, la grande majorité du personnel d'encadrement. Ils répondent présent au moindre appel de la direction, quel qu'il soit. Plusieurs de ces chefs ne sont pas forcément considérés comme des salauds par les ouvriers. La plupart n'a aucune idée politique préconçue, certains votent à gauche aux élections, pour la C.G.T. ou la C.F.D.T. aux élections professionnelles. Ils sont là pour appliquer les consignes d'en-haut, c'est tout.

Il y a d'autre part un petit noyau d'éléments politisés, fascistes en puissance, qui profitent de chaque mouvement pour faire avancer leur idéologie. En février 1972, lors de l'assassinat d'Overney, certains chefs et cadres distribueront un tract annonçant la constitution d'un C.D.R. Les plus connus, ceux qui se sont illustrés à différentes reprises dans la répression, sont Ledu, Vaudron, Barrus, Carrier, Pohey, Sauer. Ils font ouvertement l'apologie de la paix sociale chez Simca, Citroën, et de la C.F.T. en général. Au-dessus de tous, il y a le directeur de l'usine, Guiric, un ancien de Simca, c'est l'importateur à Flins de ces « méthodes nouvelles ».

On a vu cette équipe en action tout de suite après mai 68. La C.F.D.T. ayant proposé la réoccupation de l'usine, un commando sortit du Dt 66 (électrolyse), armé de matraques et casqué. La C.F.D.T. s'était prudemment retirée avec les grévistes. En juin 1969, ils se mobiliseront rapidement contre les militants de la « Gauche prolétarienne » venus célébrer l'anniversaire de la mort de Gilles Tautin. En mai 1971, ils riposteront à l'offensive ouvrière, empêchant l'occupation de l'usine, et l'occupant à leur

tour. Ils briseront le pare-brise de la voiture d'un ouvrier, le blessant à la main, ce qui sera un des motifs de la bagarre ouvriers contre maîtrise le 7 mai 1971.

En plus de ces faits d'éclat, on peut les voir dès qu'il y a une grève dans un secteur, un défilé de grévistes. Un certain nombre de casques et de matraques sont tenus en réserve dans un magasin.

Toute la maîtrise n'est pas C.D.R., pourtant, elle se mobilise tout entière quand il le faut. Quand la direction siffle, la maîtrise marche. Sur quoi se mobilise-t-elle ? Jusqu'au dernier conflit, c'était uniquement la défense de l'outil de travail. La maîtrise avait l'impression de protéger le patrimoine commun contre les vilains grévistes. Le pire, c'est qu'elle se prend facilement au jeu, et finit par y croire. Au cours du récent conflit, un nouveau thème de mobilisation est apparu, le racisme. Les grévistes, ce sont des bougnoules, des sauvages, ils vont tout foutre en l'air. Cette propagande a été efficace. La direction a réussi à mobiliser pratiquement toute la maîtrise, du chef d'atelier au chef d'équipe, en passant par un nombre important de régleurs.

Ils tiennent surtout les gens par le chantage à la promotion. Il y a quand même certains chefs, contremaîtres, agents de maîtrise qui, n'ayant pas l'intention ou les moyens d'aller plus haut dans la hiérarchie, refusent de se prêter à de telles méthodes. Ils sont très minoritaires, il est vrai. La peur, la docilité l'emportent le plus souvent.

Les cadres et agents de maîtrise se révolteront-ils un jour contre le rôle qu'on leur fait jouer. Rien n'est moins sûr. Ils sont coincés par les impératifs de production qu'ils doivent respecter, et les travailleurs ne peuvent percevoir le système d'encadrement que comme un appareil répressif, et les chefs comme des flics.

Une chose à laquelle nous devons réfléchir : au fur et à mesure des conflits, le potentiel de mobilisation et d'action de la direction devient de plus en plus grand. Il est certain qu'avec les méthodes choisies par la direction, les conflits à venir seront de plus en plus durs et violents.

4. NOTE SUR LE MOT D'ORDRE : « A TRAVAIL EGAL, SALAIRE EGAL »

Réfléchir sur les revendications, c'est important. Syndicats et groupes révolutionnaires italiens le font ; en France, on ne le fait guère, et cela nuit beaucoup au mouvement.

La grève des O.S. du Mans en 71 avait mis en avant un contenu de lutte nouveau : le refus de la cotation par postes qui paie la machine et non l'homme, et fait que les ouvriers, en particulier les anciens, subissent une perte de salaire et sont déclassés quand on les change de machines. Ce système a été appliqué par la Régie à partir de 1952. A l'époque, la C.G.T. s'y était opposée, sans avoir le soutien de la masse des ouvriers. Vingt ans après, ce sont les ouvriers eux-mêmes qui remettent en cause ce système.

La grève des presses de Billancourt, Flins et Sandouville, puis celle de tôlerie R5 et sellerie à Flins mettent en avant d'autres contenus.



La grève des presses.

Les travailleurs des presses sont dans des conditions spécifiques et relativement homogènes. Ils sont dans un atelier à part, particulièrement dur : bruit, risques permanents d'accident (deux accidents mortels à Flins en sept ans). Ils changent constamment de poste. Les presses en effet ne fonctionnent pas toutes en même temps, et les outils sont fréquemment changés. Au bout de quelques mois, chaque ouvrier a fait pratiquement tous les postes. Seule différence, sur une ligne de presses, l'un des ouvriers, le premier, détermine la cadence. C'est à ceux-là que la maîtrise

donnait le P1F, quand ils avaient fait monter la cadence pendant plusieurs mois.

La cotation par postes apparaît clairement aux yeux de tous comme parfaitement anti-scientifique, rien d'autre qu'une paye à la tête du client, un moyen d'accélérer les cadences. D'où l'idée de reprendre les arguments du patron (« vous êtes payés selon votre travail ») pour les retourner contre lui et sa politique de division : « A travail égal, salaire égal. »

La grève des chaînes : tôlerie RH5 et sellerie.

Si, aux presses, tous les ouvriers font effectivement le même travail, sur les chaînes et les carroussels, par contre, il y a beaucoup moins de rotation, et les postes sont généralement ressentis comme différents. Il y a les postes durs, d'où l'on sort épuisé, les postes complexes qui « font une tête grosse comme ça », les postes plus faciles. Les chefs d'ailleurs ne se privent pas de jouer sur ces différences pour punir, isoler, récompenser. Ainsi, ce qui dominait sur les chaînes avant le mouvement d'avril, c'était le sentiment de la différence. Ainsi les discussions sur « mon poste vaut plus », ainsi la revendication : « Une classe de plus ». Ici, l'argument de patron, « à travail différent, salaire différent » est beaucoup plus fort, car il s'appuie sur des différences réelles existant dans le travail. L'unité des ouvriers ne peut se faire s'ils restent, dans leurs revendications, dans le cadre du travail.

« Tous pareils ! »

Le mouvement d'avril représente une rupture importante par rapport à la situation antérieure. Les grévistes, au moins les plus avancés d'entre eux, ne réclamaient plus seulement une classe de plus, ils disaient : « Nous voulons être tous payés pareil », non parce que nous faisons tous le même travail, mais parce que nous sommes tous pareils. Nous sommes tous des O.S., des robots, des pions que la maîtrise déplace comme elle veut. Le traditionnel marchandage syndicaliste (je fais tel travail, donc je dois avoir tel salaire) passait à l'arrière-plan. Une autre idée prenait le dessus : la condition des ouvriers des chaînes est une, et tous la

subissent également. Il n'est pas étonnant alors que tant de grévistes, durant ces journées de lutte où les langues se déliaient un peu, aient évoqué et mis en cause non seulement leur vie au travail, mais aussi leur vie hors de l'usine, dans les foyers et dans la ville. Cette prise de conscience globale, seule sans doute une minorité l'a faite. C'est pourtant l'événement le plus important de la grève. Beaucoup s'y sont trompés, voulant à toute force appliquer à ce mouvement le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal » largement inadapté.

Les travaux les plus durs et les plus difficiles.

Une question épineuse restait pourtant posée. Il existe dans chaque atelier un certain nombre de postes qui, par leur complexité ou les efforts exceptionnels qu'ils demandent, tranchent nettement sur les autres. Ce sont des postes que personne ne veut faire, par exemple la pose des pare-brise, ou d'autres qui demandent beaucoup de dextérité et de compétence, par exemple la pose des pavillons. Pour les grévistes, ces postes particuliers réclamaient une revendication particulière.

Bien sûr, l'idéal aurait été de dire : les travaux les plus durs, il faut les supprimer, on n'en veut plus. Mais pour parvenir à cette revendication, il aurait fallu, chez les grévistes, un niveau de conscience plus élevé, et un rapport de force beaucoup plus favorable. Malgré tout, l'idée a été lancée, un jalon posé dans ce sens.

Finalement, les grévistes ont abouti à une revendication de compromis, « Classe 9 maxi pour tous, P1F pour les travaux les plus difficiles ».

Particulièrement significative est la façon dont la revendication a été élaborée en tôlerie R5. Les grévistes se retrouvent dans le local de la C.F.D.T. Les plus déterminés disent : « P1F pour tous », d'autres répondent : « Le P1F, on ne peut pas l'avoir, il faut demander la classe 9 maxi. » Certains déclarent : si dans cinq minutes une revendication n'est pas définie, nous reprenons le travail. Un camarade lance : 9 maxi pour tous, P1F pour les travaux les plus difficiles, et recueille l'unanimité.

Une revendication politique.

Le mot d'ordre « à travail égal, salaire égal », contrairement à ce que prétend le comité de lutte, ne pouvait exprimer le sens profond de ce mouvement des travailleurs sur chaîne. Ce mot d'ordre, vieille revendication du mouvement ouvrier contre la paie à la tête du client, veut dire au sens strict : même paie pour des travaux identiques. Il ne remet pas en cause le principe de la cotation par postes : à travaux différents, salaires différents. S'il a quelquefois été repris par les grévistes des chaînes, ils l'entendaient dans un sens large (au fond, tous les travaux d'O.S., sauf exception, sont semblables), et par référence à la grève des presses. Le sens profond du mouvement, c'est « tous pareils », revendication égalitaire, contre la politique de division.

Pour renforcer cette revendication, il aurait fallu l'approfondir, voir comment elle remet en cause, non pas théoriquement, mais pratiquement, l'organisation capitaliste du travail.

Un camarade marocain l'avait bien compris, qui disait : « Supposons que tous les ouvriers d'une chaîne ou d'un atelier soient tous payés pareil. Il n'y a plus de raison d'accélérer la cadence, de travailler plus que le voisin. Il n'y a plus de raison d'accepter les travaux les plus difficiles. Les ouvriers pourraient dire : il faut tant de gars en plus pour tenir ce poste particulièrement pénible. En somme, ce serait le socialisme ».

V. DOCUMENTS

1. COMMENT RAISONNE LE PATRON

Personnel et confidentiel.

U.P.L. S. 94.00.
Le 17 juillet 1969.

MEMO

L'attaque de l'usine, le 17 juin, par un groupe d'environ quatre-vingts jeunes gens appartenant à un groupe révolutionnaire extérieur, les alertes précédentes, l'incident du 20 juin constituent des faits qui ne doivent pas être pris à la légère. Ils auraient pu être considérés comme des incidents mineurs si nous n'avions eu treize blessés le 17 juin, et s'ils ne risquaient pas de se reproduire. Il aurait pu y avoir mort d'homme des deux côtés (l'un de nos mensuels y a perdu un œil) et de tels faits peuvent avoir des conséquences difficiles à prévoir mais dont on peut imaginer la gravité. De plus, cette situation provoque dans le personnel un sentiment d'insécurité et d'inquiétude et, pour la direction et l'encadrement, des soucis et des problèmes supplémentaires dont ils n'ont pas besoin, ainsi que des pertes de temps considérables.

En période de calme du point de vue économique et social, de tels incidents sont donc déjà très désagréables et peuvent être graves par leurs conséquences. Mais, relevant plus du fait divers, genre « hold up », et soulevant une réprobation quasi générale, il y a peu à craindre — hormis des actes de sabotage qui ne sont pas à exclure — qu'ils altèrent gravement le fonctionnement de l'usine. Par contre, si nous devons entrer, ce qui est possible, dans une période de tension sociale, les groupes qui mènent ces actions violentes risquent de jouer le rôle de détonateur. Si, par exemple, les syndicats décident de lancer des mots d'ordre de grève, même limitée, il est probable que ces groupes tenteront de déclencher des incidents du même genre afin de « créer l'ambiance » et de semer la confusion. Ils bénéficieront de l'appui d'une minorité très faible certes du personnel mais qui ne peut être négligée (si l'on applique au personnel de Flins le pourcentage de voix obtenu par le seul Krivine aux élections présidentielles, cela fait quand même environ trois cents personnes), et il est probable que nous assisterons à des tentatives de jonction entre les éléments intérieurs et extérieurs afin d'arrêter les chaînes par les moyens connus : défilés, hurlements, menaces envers le personnel, en bref le scénario de mai 1968. Et il est plus que probable que, comme l'an dernier, les syndicats, risquant d'être débordés, essaieront d'envelopper le mouvement pour le contrôler : la CFDT, notamment, qui ne fait pas mystère de ses sympathies pour les « étudiants », nous a prévenus il n'y a pas si longtemps qu'il fallait se préparer à une grève illimitée avec occupation de l'usine. Quant à la CGT, elle risque de se trouver prise dans l'engrenage de la surenchère.

2. EVOLUTION DES EFFECTIFS DE L'USINE

IMMIGRES	1962	1963	1964	1965	1966	1967	1968	1969	1970	1971	1972
Maroc							925	2 630	3 735	3 630	4 300
Portugal				215	430	530	950	1 140	1 810	1 940	1 800
Afrique noire	370	151	133	810	570	560	470	430	440	550	680
Algérie						45	290	390	580	460	540
Yougoslavie				18	20	230	280	260	490	450	350
Espagne				555	480	430	230	230	245	210	150
Italie	540	119	253	210	170	170	170	170	165	160	200
Tunisie				36	30	30	100	130	155	145	140
TOTAL	910	270	386	1 844	1 700	1 995	3 415	12 570	7 620	7 545	7 860
Total OS											
et man. 2	9 200	7 150	6 570	7 610		7 690	10 170	5 380	15 215	15 100	14 040
O.P.		350	819	816		620	1 100	1 230	1 980	2 000	4 090 ¹
Mensuels	1 030	1 050	1 029	1 080		1 120	1 080	1 270	1 550	1 760	2 000
Cadres	60	59	60	66		65	73	89	95	120	136
Total usine	10 290	9 109	8 468	9 572		9 695	12 423	15 159	18 840	18 980	20 276

1. En 1972, les P1F sont comptés dans les OP.

2. Total des OS français et immigrés.

3. ANCIENNE ET NOUVELLE GRILLE DES SALAIRES

SALAIRES DES O.S. AVANT LES GREVES

Classe	Catégorie	Coef.	Taux horaire		
			mini	moyen	maxi
5	manceuvre	141	7,47	7,63	7,74
	« 2 »	145	7,66	7,83	7,94
6	O.S. 2	149	7,86	8,03	8,14
7	»	153	8,06	8,23	8,35
8	»	157	8,26	8,44	8,56
9	»	161	8,46	8,65	8,78
10	»	165	8,69	8,89	9,02
11	»				

MAINTENANT

Niveau	Coef.	Taux horaire		
		mini	moyen	maxi
A	150	7,58	7,74	7,88
B	155	7,83	7,99	8,15
C	160	8,09	8,25	8,41
D	165	8,34	8,59	8,84

SALAIRES DES PROFESSIONNELS AVANT LES GREVES

Groupe	Catég.	Coef.	Taux horaire				
			A	B	C	D	E
1	P1F	162	8,26	8,45	8,64	8,82	9,01
2	P1 et assimilés	168	8,47	8,68	8,89	9,10	9,32
3	P2 et assimilés	175	9,06	9,30	9,55	9,80	10,04
4	P2						
	«O» «E»	195	9,86	10,17	10,47	10,76	11,06
	«B»						
5	P3	215	10,67	11,02	11,38	11,73	12,09
	«O» «E»						

MAINTENANT

Catégorie prof.	Coef.	Taux horaire			
		Taux d'embauche	C	D	E
A.P. 1 A	170	—	8,59	8,85	9,11
A.P. 1 B	180	8,25	9,10	9,37	9,64
A.P. 2	190	9,21	9,60	9,99	10,37
A.P. 3	210				
A.T.P.	235				
A.T.P. pos. sup.	255				

ces deux catégories passent « mensuelles » et n'ont plus de taux horaire. Ce sont les anciens P3.

4. EXTRAITS DE TRACTS

C.F.D.T. : 28-3-73, « *Les travailleurs des presses ont obtenu des avantages salariaux importants mais sous une forme inacceptable* ».

« ... La direction propose aux travailleurs des presses une prime de 24 centimes de l'heure, ce qui signifie que ceux qui voudront quitter les presses ou qui seront jugés indésirables perdront cette prime. Cette prime va donc constituer un moyen de pression considérable sur les ouvriers des presses. Ceux qui ne feront pas l'affaire, en n'acceptant pas les augmentations de cadences par exemple, seront mutés et auront du coup une perte de salaire importante. Cette prime est une prime de nuisance, si bien que la Régie Renault va maintenant s'abriter derrière elle pour ne plus entreprendre grand chose dans la lutte contre le bruit et les risques d'accident.

« ... Seule la revendication initiale (162 PIF) ne présente pas ces inconvénients. »

C.F.D.T. : 10-4-73 « *La grève aux presses : un exemple pour tous les travailleurs* ».

« ... La journée d'hier aux presses a été très agitée. Dès six heures du matin la direction avait mobilisé tous ses cadres et la maîtrise. Ils étaient environ quatre cents à faire pression sur les travailleurs de l'atelier et tenter de faire tourner les presses avec des personnes étrangères.

« ... Après cette nouvelle provocation la direction est passée aux menaces. Elle a même poussé le zèle jusqu'à faire venir quatre huissiers.

A quoi a servi cet huissier ? même pas à intimider les ouvriers !

— A-t-il constaté le bruit des presses qui condamne les travailleurs à une surdité partielle au bout de peu de temps ?

— A-t-il constaté que la direction n'a même pas installé des salles de repos insonorisées pour se détendre ?

— A-t-il constaté que nous n'avions même pas des pauses suffisantes pour échapper à l'ambiance de l'atelier ?

— A-t-il constaté que pour un même travail il y avait quatre classes de salaire différentes ?

NON, il ne l'a pas constaté et pourtant c'est aussi cela que les travailleurs des presses veulent changer !!

« ... Les cadres et la maîtrise toujours aussi nombreux ont réussi à exercer une pression sur les indécis et à leur faire reprendre le travail. C'était du même coup décourager les plus déterminés à continuer la grève. C'est dans la confusion la plus complète que les travailleurs de l'équipe de nuit ont décidé la reprise du travail.

La grève est un succès qui profitera à tous !

Voici ce qui a été obtenu :

Ancien salaire		Nouveau salaire	
149 Cl. 7.3	: 8,14	/	160 : 8,80
153 Cl. 8.3	: 8,35	/	160 : 8,80
157 Cl. 9.3	: 8,56	/	160 : 8,80

C'est un important recul de la direction..

La grève des travailleurs des presses est un exemple.

Elle prouve une fois de plus que seules les luttes dures et massives sont payantes.

C.F.D.T. : « *Changer nos conditions de travail aux presses* ».

Travailler aux presses c'est abrutissant, mais la Régie peut nous donner à tous d'autres possibilités.

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas à contrôler les pièces qui sortent des presses ? nous pourrions les contrôler à tour de rôle.

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas tous à aider les monteuses presses à monter les outils.

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas tous à faire de la retouche tôlerie sur les pièces mauvaises ?

La plupart des ouvriers aux presses sont des immigrés. Ils en ont assez de faire un travail abrutissant uniquement, ils veulent montrer qu'ils sont capables de faire quelque chose d'autre et que c'est pour eux une exigence.

Dans notre lutte exigeons de la Régie qu'elle nous donne les moyens de ne plus être de simples robots.

Des ouvriers de Renault et un groupe de soutien, 12-4-73 : « *Toute l'usine comme aux presses* ».

... Ce que nous voulons :

— Gagner mieux notre vie en obtenant une réelle augmentation de salaire (de 50 à 150 F par mois obtenus aux presses).

— L'unité de tous les O.S. Pour nous diviser, le patron nous fait croire que certains postes doivent être mieux payés que d'autres. Pourtant nous savons bien que tous les travaux des ouvriers même s'ils ne sont pas tous les mêmes, sont tous indispensables pour que les voitures sortent. Nous voulons le même salaire pour tous. Le prix du bifstek est le même pour tout le monde.

— Nous refusons que notre salaire dépende de la machine, du poste ou de la classe Ricard. Plus de promotion individuelle nous voulons nous en sortir tous ensemble.

— Nous ne voulons plus être obligés de serrer le même boulon ou de poser la même pièce pendant des années. Nous ne voulons plus être des robots astreints à des cadences monotones et abrutissantes. Nous ne voulons plus être des Ouvriers spécialisés.

C'est nous qui faisons marcher la Régie, quand on s'arrête, tout s'arrête. Cette fois c'est bien parti pour que ça change.

Grève illimitée jusqu'à la victoire.

Unissons les deux équipes, restons tous ensemble dans l'usine, c'est comme cela que ceux des presses ont gagné.

Tract élaboré par une assemblée ouvrière, 15-4-73 : « *A Flins, à Billancours, la grève jusqu'au bout* ».

... *En faisant grève, nous montrons que nous ne voulons plus être des esclaves soumis à une machine, aux caprices de la maîtrise.*

... Ce que nous voulons, c'est : « *A travail égal, salaire égal.* » Ça veut dire qu'on veut tous être payés pareil. Sur la chaîne, sur les machines, quand on travaille, c'est la même fatigue pour tous, le même effort qu'on fait.

Les classes 6, 7, 8, les minis, moyens, maxis, on n'en veut plus.

Y a pas de raison pour qu'on n'ait pas tous le même salaire.

C'est fait pour nous diviser.

Aujourd'hui, cette semaine, il faut organiser la grève pour qu'elle devienne plus forte.

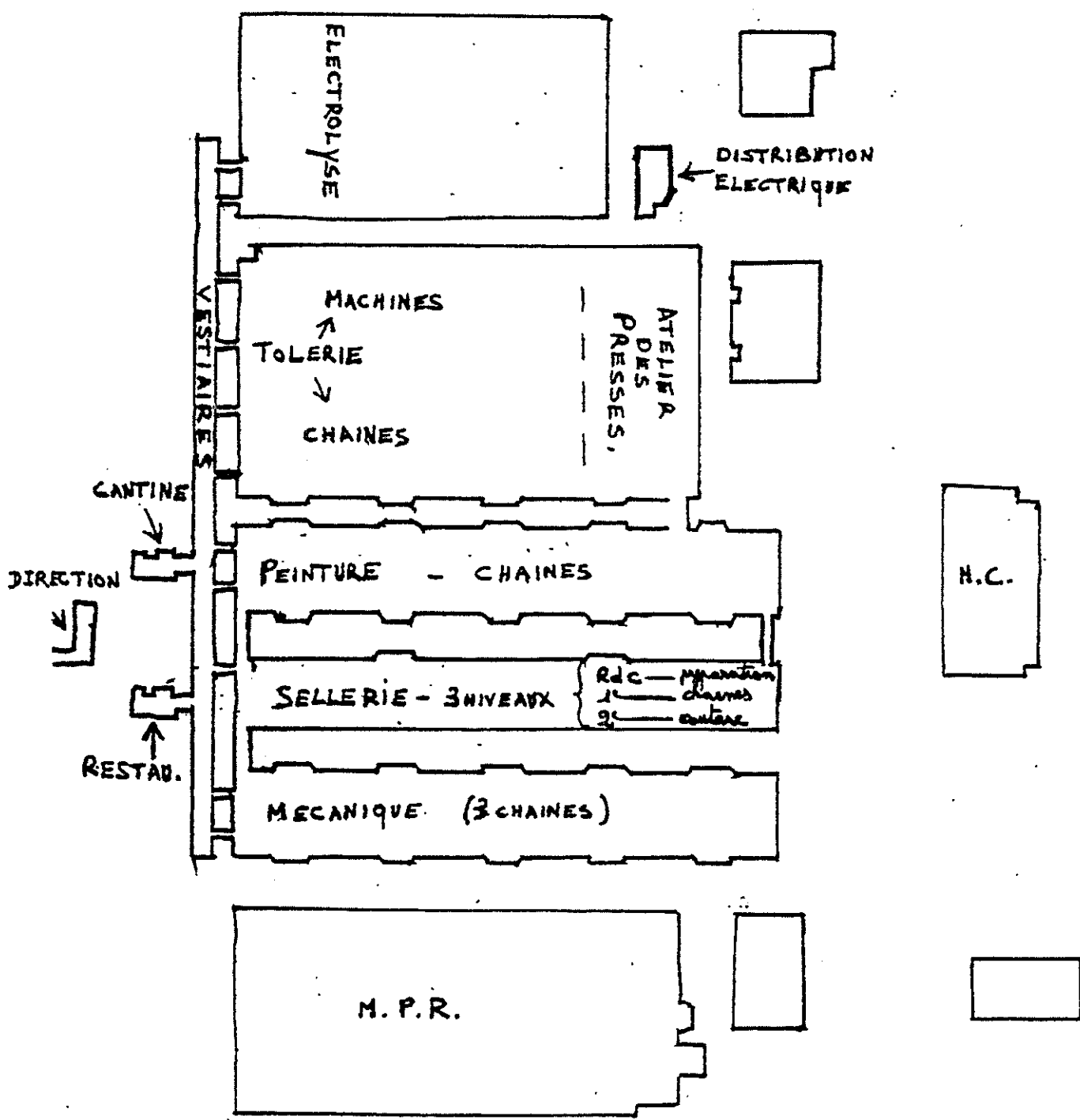
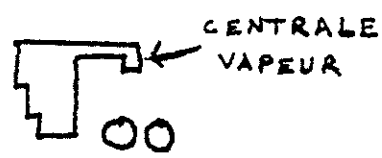
Pour gagner, il faut que *tout le monde s'y mette.* Nous devons tous entrer dans la lutte.

Aux presses, la lutte a payé

Ensemble, nous ferons céder Dreyfus. »

PLAN (SOMMAIRE) DE L'USINE DE FLINS.

C.K.D



mardi 24 avril 1973

VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

RENAULT FAIT LE BILAN DES GRÈVES: déjà 35 000 voitures perdues

paris  normandie
VIE NIN-LAMANTOIS

A RENAULT-FLINS: VINGT-DEUX OUVRIERS LICENCIÉS PAR LA DIRECTION

- Quatre délégués et militants syndicaux "mis à pied"
- Une centaine de personnes au meeting C. F. D. T.

25 Avril

Le gouvernement porte l'entière responsabilité du conflit

25 Avril

L'Humanité

A FLINS, 26 OUVRIERS
LICENCIÉS ET POUR-
SUIVIS

• REDUCTION D'HORAI-
RES AU MANS ET A
BILLANCOURT

M. Dreyfus : il faudra de longs efforts
pour combler le fossé qui s'est creusé
45 Mai

48 Mai

La nouvelle grille négociée chez Renault simplifie
les classifications et facilite les promotions
LE TERME D'O.S. EST DÉSORMAIS BANNI

Le Monde

SYNDICATISME

MAGAZINE CFDT N° 1446 JUIN 1973

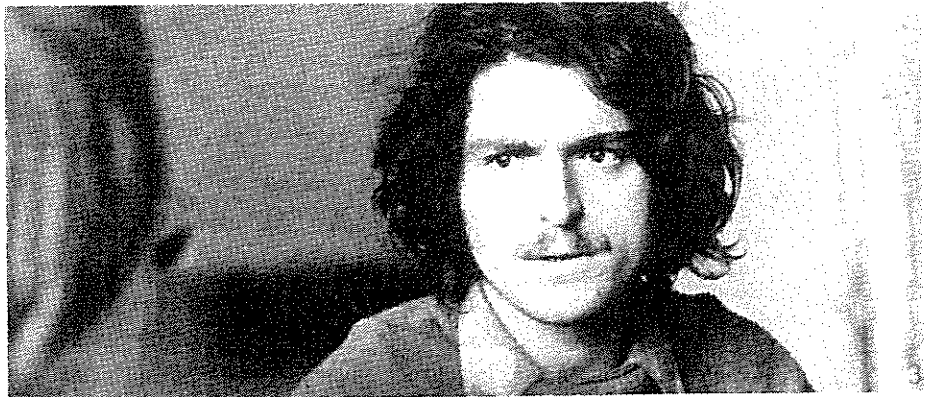
AUTOMOBILE

les syndicats dans le collimateur



CHEZ RENAULT A FLINS

1. PIERRE LEMOINE, P1 en sellerie. Délégué du personnel. Un des 26 licenciés.
2. LAHOSSINE ERRAKHOUMI, OS sur presse. Délégué du personnel.
3. MICHEL CHEMIN, O.S. sur chaîne. Délégué du personnel CFDT. Il est parmi les 200 qui, avant la réouverture de Flins, ont reçu la lettre suivante : « Les premiers



Photos Simonet



éléments de l'enquête semblent indiquer que vous pourriez avoir été mêlé à ces événements (violences et entraves à la liberté du travail). Votre cas ne figure pas dans les vingt-six dossiers retenus. Il vous appartient donc de nous montrer, à partir du jeudi 26 avril, en assurant normalement votre travail, qu'il nous est possible de ne pas donner de suite à l'étude de votre dossier. »

4. DANIEL RICHTER. Il était chef de laboratoire au traitement électrique. Il est maintenant seul dans un petit bureau, sans plus aucune responsabilité : il est délégué syndical CFDT.

5. PIERRE GUILLOT, OS aux presses. Les Français n'y restent habituellement que trois mois. Quand ils ne s'en vont pas avant, ils sont mutés. Mais lui est délégué CFDT. Et il est aux presses depuis 17 ans...



Renault - Billancourt

LA DIRECTION PRIVE DE TRAVAIL l'Humanité

3 000 OUVRIERS

et remet en cause ses propositions pour une partie des 400 grévistes

(Page 5, Louïette BLANQUART.)

45 Février 1975

RENAULT EN GREVE

LES CARISTES SE PRONONCENT LUNDI SUR LA POURSUITE DU MOUVEMENT

Ce que veulent les caristes concerne tous les travailleurs : ne plus être voué à rester toute la vie des « super-OS ».

45 Février
Libération

Billancourt et Flins: ce que veulent les caristes de Renault

Renault : décision lundi sur la reprise du travail

Les chaînes R4 et R6 temporairement arrêtées

Le grève des 150 caristes de l'île Seguin a entraîné, hier, la mise au chômage technique de 3.000 personnes à Billancourt et l'arrêt des chaînes de fabrication de la R4 et de la R6.

Des négociations ont abouti, hier soir, à un résultat jugé en partie positif par les syndicats.

En effet, les caristes classés « P 1 A » ont obtenu une prime horaire de 0,13 F à compter du 1er février. Au 1er mars tous les caristes auront le même salaire.

En ce qui concerne les O.S., ceux qui ont les salaires les plus bas passeront au salaire maxi-

mum dans un délai venant de un à trois mois. Cette dernière mesure n'a pas été acceptée par les syndicats, a déclaré M. Sylvain (C.G.T.). De toute manière, la direction a appelé le personnel de l'île Seguin à se présenter lundi matin à l'usine.

LE FIGARO

45 Février

Être "cariste" à Billancourt

Le Monde

45 Février

A BOULOGNE-BILLANCOURT

Une grève de « caristes » entraîne la mise en chômage technique de trois mille salariés de la régie Renault

Une nouvelle « grève-bouche » vient d'éclater sur ces usines Renault de Boulogne-Billancourt, où quelque deux cents « caristes » (sur trois cents), agents chargés des liaisons internes dans l'ensemble

Cette décision frappe les trois cents caristes, mais encore des ouvriers de chaînes de montage et des ateliers de ferrage. Divers mouvements revendicatifs se traduiront

Le Monde

CONFLITS ET REVENDEICATIONS

Renault: les débrayages s'étendent à l'usine du Mans

Rue Heinrich, à
mardi 25 février
sites syndicaux

Billancourt.
Les délé-
gués ne veulent

28 Février

rythme de sortie des tracts est or-
dinaire, ce n'est pas trop pour
animer ce monstre cloisonné et
exposent aussi leurs revendica-
tions et à leurs camarades qui ne
tarent pas. Ce qu'ils demandent
semble modeste: le coefficient



3 Mars

LA SITUATION A LA RÉGIE RENAULT

« Poursuite de la lutte sous sa forme actuelle »
décident l'ensemble des délégués C.G.T. des usines
de la Régie réunis samedi, au Mans

Depuis une quinzaine de jours s'est développée, on le sait et nous n'avons pas manqué d'en faire état
à maintes reprises en ces colonnes, une « action revendicative » dans l'ensemble des usines de la Régie

l'Humanité

6 3-3-1975 ★

**RENAULT: la lutte continue après
150 arrêts de travail en 3 semaines**

LE FIGARO

**RENAULT: réductions d'horaires décidées
à l'île Seguin et à Flins**

Meeting C.G.T.-C.F.D.T. ce matin à Billancourt

4 Mars

Le Monde

La polémique entre MM. Chirac et Marchais sur Renault

La C.G.T. et la C.F.D.T. répondent au premier ministre

En déclarant à la télévision (TF 1) que le conflit Renault a été déclenché par le parti communiste et que l'agitation sociale ne M. Marchais avait prêté la veille le flanc aux accusations du gou- vernement sur la politisation de l'action syndicale, en intervenant

6 Mars

6 6-3-1975 ★

l'Humanité

**RENAULT: horaires réduits au Mans
pour 8000 ouvriers. Deux jours chômés à Cléon**

L'austérité dans les familles ouvrières

6 Mars

LE FIGARO

un enlèvement qui pourrait devenir dangereux
Au Mans, l'issue paraît lointaine...

Renault-Le Mans : le cœur de l'action

« **AU MANS, ON COMMENCE
OS, ON FINIT...AU BALAI** »

Libération

6 Mars

6 8-3-1975 ★

l'Humanité

**RENAULT : 400 arrêts de travail
en quatre semaines**

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Au MANS : la grève « coulée » des ouvriers de Renault

Le Mans. — L'équipe de 13 h. 40 a repris le travail de nuit deux heures tardivement.

De notre envoyé spécial

qu'à l'extrême usure physique, puis mis au rebut », répète Mau-

Le Monde

9 Mars

Après 2 ans de négociations sur les conditions de travail

**LES O.S. AUX
OUBLIETTES**

Libération

11 Mars

RENAULT LE MANS

- Le débrayage général « unitaire » très largement suivi hier
- Entre les deux usines, un défilé très folklorique prouvant que « le moral n'est pas atteint »

ouest france 

13 Mars

(Photo Jean TEXIER.)

5.000 ouvriers rassemblés dans l'usine Renault du Mans. Combatif. le mouvement se développe dans toutes les usines.

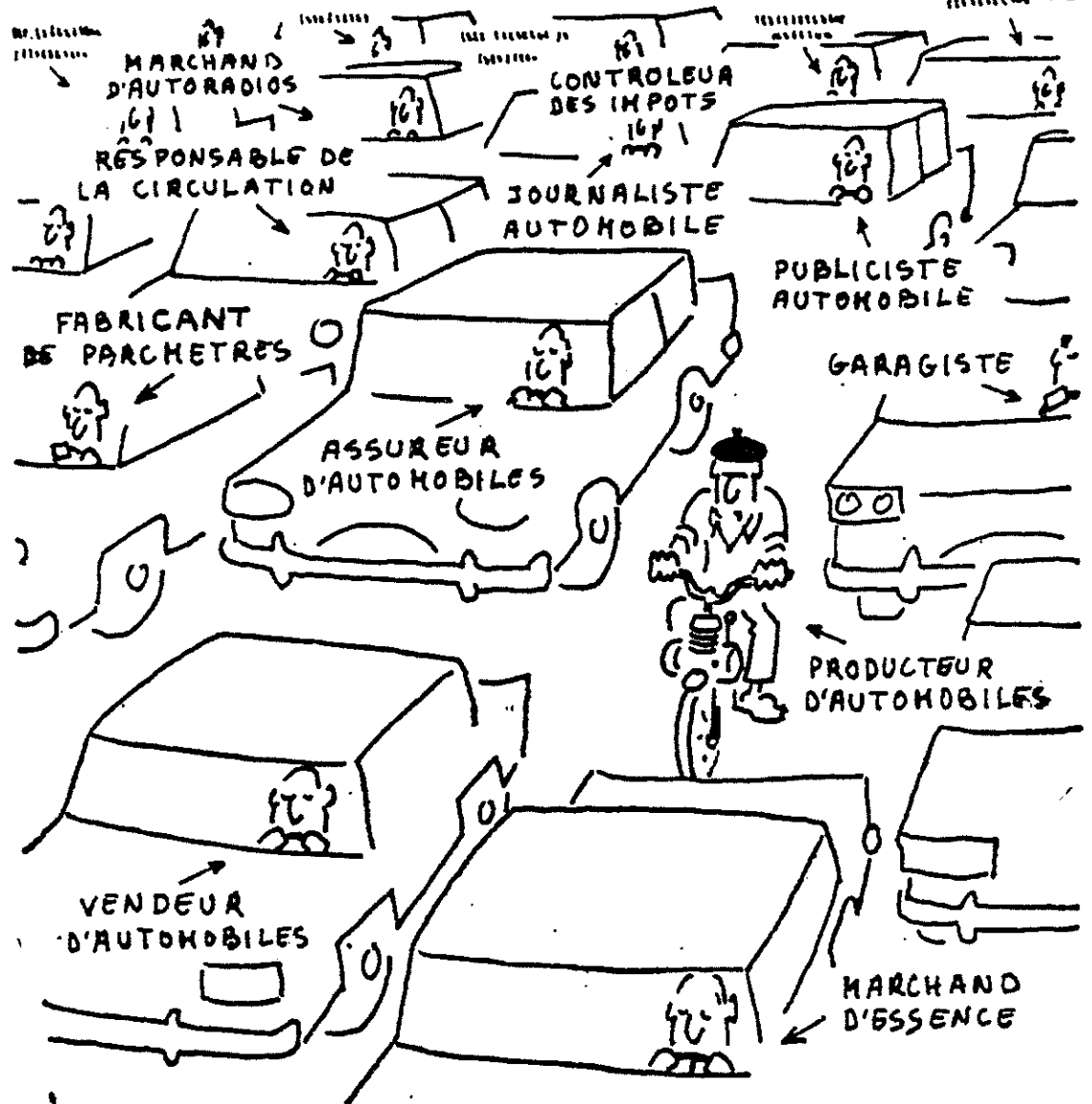


La direction veut licencier dix-sept de ces ouvriers. L'action se développe contre ces atteintes au droit de grève.

(Photo Jean Texier.)

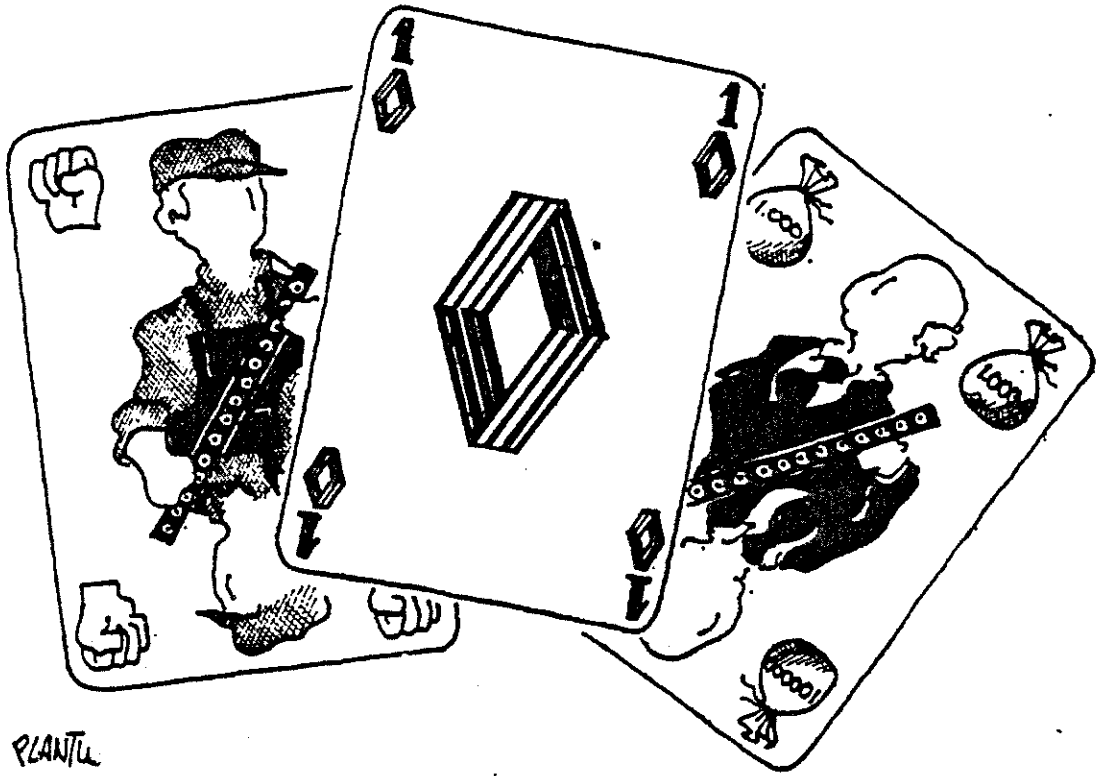
l'Humanité

Le Monde



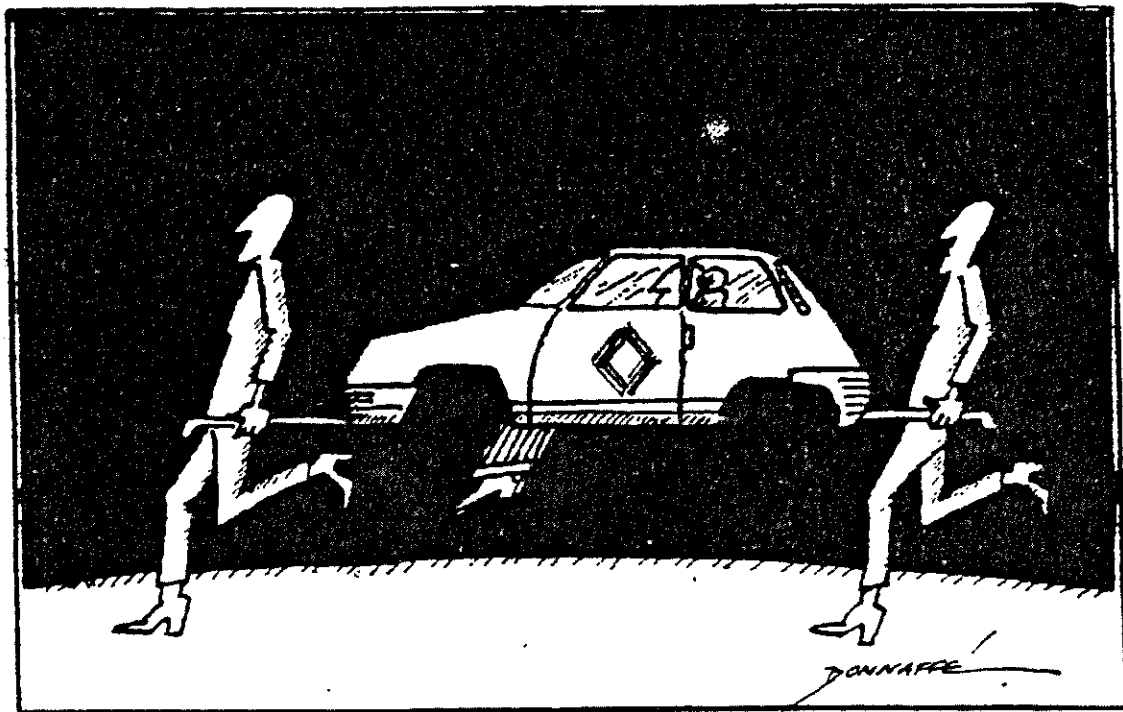
(Dessin de KONK.)





(Desstn de PLANTU.)

Le Monde



(Desstn de BONNAFFÉ.)

tribune



RENAULT

n° 1 MAI 1975

Supplément au n° 657 de TRIBUNE SOCIALISTE - 9 rue Borromée, 75015 PARIS - Prix : 1 F.



présentation :

Des adhérents du PSU appartenant à un certain nombre d'établissements de la Régie (Billancourt, Cléon, Flins, Rueil, Sandouville ...) prennent l'initiative d'éditer un bulletin de liaison, d'information et d'élaboration à l'intention des camarades qui, à un moment quelconque de leur vie militante, depuis 1968, ont défendu une **ORIENTATION SOCIALISTE AUTOGESTIONNAIRE**.

Les difficultés de l'UNION de la GAUCHE imposent une intervention accrue de notre part. Pendant un temps, l'attrait du Programme Commun et de l'Union de la Gauche, le score de F. Mitterand aux élections présidentielles ont MASQUE LE BESOIN D'UNE EXPRESSION PROPRE des héritiers du message autogestionnaire de Mai-Juin 1968.

La polémique entre le P.C.F. et le P.S. limitée à leurs états-majors, et la déception engendrée parmi ceux qui les avaient soutenus lors de cette période euphorique MONTRENT AUJOURD'HUI COMBIEN IL EST IMPERIEUX que les salariés, nos camarades de travail, puissent disposer d'UN TEL MOYEN D'EXPRESSION AUTONOME.

Cette aspiration correspond au besoin de ne pas être cantonné dans un rôle de force d'appoint électoraliste, mais aussi à la nécessité de pouvoir intervenir dans un débat INTERESSANT LES TRAVAILLEURS.

Notre rôle doit consister à aider les centaines de militants syndicalistes et politiques déçus par les calculs d'états-majors visant à rééquilibrer ou assurer la prééminence de l'un ou l'autre des associés de l'Union de la Gauche.

Notre organe doit donc contribuer à surmonter leur impuissance à faire prévaloir les véritables INTERETS des travailleurs.

A cet effet, notre bulletin compte d'abord sur ton intérêt à l'égard d'une telle entreprise et éventuellement, sur ton aide ou ta collaboration.

Dans une usine aussi diversifiée que la nôtre, mille événements se produisent journellement, mille interventions de partis, syndicats, ou groupes d'extrême gauche ont lieu dont la signification

n'apparaît pas clairement en raison de leur nature locale, ponctuelle ou activiste.

Nous restons fermement attachés aux grands principes : "L'EMANCIPATION des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes" ou "Le courage c'est de chercher la vérité et la dire" mais encore faut-il que nous puissions disposer de toute ton aide pour POUVOIR LE FAIRE.

Nous aurons besoin d'articles, de critiques de propositions, d'adresses pour constituer un fichier, d'informations de communications de tracts particulièrement significatifs.

Si nous pouvons combler ce vide nous aurons contribué à permettre l'épanouissement de cette volonté multipliée dans nos usines, de "se prendre en charge" sans laquelle il ne saurait être question de socialisme véritable.

ADRESSER LA CORRESPONDANCE A :

SECTION P.S.U. RENAULT

9, rue Borromée 75015 PARIS.

DANS NOTRE PROCHAIN BULLETIN NOUS CONTINUERONS A ANALYSER LE CONFLIT RENAULT

- l'Union de la Gauche et le Conflit
 - 1 - Le P.C.F
 - 2 - Le P.S.
- Coulage des cadences et contrôle ouvrier
- A travail égal, salaire égal - essai de clarification

ENSUITE NOUS ABORDERONS

- Renault firme multinationale
- Les immigrés dans l'industrie automobile
- Taylorisme et Fordisme : vers une remise en cause
- Quelle place pour la ~~votre~~ **votre** particulière ?
- Renault : bilan d'une nationalisation
- Syndicat et parti dans l'entreprise.

RENAULT

SOMMAIRE



- Des luttes offensives chez Renault. Pourquoi ?
- Quels objectifs de lutte ?
- Combativité ouvrière et forme de lutte
- La Régie Renault : l'Etat patron de combat
- Quand les organisations syndicales font de l'équilibrisme
 - Le refus de l'épreuve de force
 - Non-prise en compte des revendications unitaires
 - Quelle stratégie syndicale ?
 - Une C.F.D.T. sans marge de manoeuvre
- F.O., instrument du gouvernement
- Les résultats
 - Les salaires
 - L'indemnisation du chômage
 - Les classifications
 - Un passif lourd de conséquence
- Conclusions provisoires

- Annexes : I - Les établissements de la Régie Renault
 II - Le bilan Renault en 1974
 III - Chronologie des événements
 IV - Les salaires à la Régie avant et après le conflit

RENAULT : ANALYSE ET BILAN D'UN CONFLIT

Dix semaines de luttes — des résultats particulièrement controversés, nombreux sont les militants qui s'interrogent.

Nous proposons dans les pages qui suivent, autant que peut se faire avec un si faible recul, de dresser une première série de constats.

Des luttes offensives chez Renault. Pourquoi ?

L'opinion publique s'est étonnée au début du mois de février ; comment était-il donc possible que des ouvriers se mettent en grève dans un secteur aussi menacé par la recession que l'industrie automobile ?

M. Chirac n'a pas tardé à donner son explication en déclarant le 4 mars à TF.1 « Renault... Le P.C. cherche à redorer son blason qui tend à se faner ».

Cette vision « machiavélique » d'ailleurs, véhiculée sans relâche par la bourgeoisie, permet-elle de saisir la réalité ? Évidemment non.

Les travailleurs de la Régie savaient bien que, tant sur les marchés intérieurs qu'extérieurs la situation de leur entreprise est en fait nettement meilleure que celle des autres constructeurs automobiles européens. Certes, quatre jour-

nées avaient été chômées en fin d'année, mais leur sens était plus politique qu'économique : il s'agissait de créer les conditions psychologiques nécessaires à l'acceptation du rapprochement Peugeot-Citroën avec l'argent des contribuables.

En un an les effectifs de Renault n'ont diminué que de 800, alors que Citroën les réduisait de 9 000, Chrysler de 3 500 et Peugeot de 1 600.

Par ailleurs, les résultats obtenus rapidement lors des deux conflits qui ont servi de détonateur, celui des O.S. Presses du Mans et celui des caristes de Billancourt-Flins, ont confirmé les travailleurs dans leur opinion : la situation était bien moins noire que la direction ne la décrivait.

Quels objectifs de lutte ?

La direction de la Régie Renault n'a guère pu prétendre qu'elle a été surprise par le contenu des revendications mises en avant par les travailleurs, car depuis des années, ce sont les mêmes qui reviennent.

Notons d'abord que depuis 1968, l'immense majorité des conflits d'envergure à la Régie Renault porte sur les classifications.

Il semble qu'en matière d'augmentation de salaires les ouvriers jugent plus abordables les gains consécutifs au passage au coefficient supérieur. Les revendications sur les classifications apparaissent comme plus concrètes, plus palpables, plus proches du travailleur, et donc plus susceptibles d'être satisfaites.

Directement liée aux classifications se trouve une revendication très populaire, souvent formulée : « A travail égal, salaire égal ». Elle signifie le refus de la division instituée par la direction entre les ouvriers (O.S. ou O.P.) qui sont à un même coefficient.

En effet, il existait plusieurs taux — mini, moyen, maxi pour les O.S.- B.C.D.E. pour les O.P. — correspondant à un coefficient, l'attribution du maxi s'effectuant à la tête du client. Pour les professionnels, la direction a même décrété que le maxi ne pouvait être attribué à plus de 35 %... d'entre eux. Suivant le coefficient, les différences de salaires qui découlent de l'existence de ces taux variaient de 50 à 190 F par mois pour des travailleurs effectuant strictement la même tâche. Il est facile de comprendre dans ces conditions l'unanimité autour du mot d'ordre : « Le maxi pour tous ».

Les deux luttes qui ont été le point de départ du conflit Renault ont porté sur les classifications. Les O.S. Presses du Mans se sont battus comme leurs camarades de Billancourt-Flins-Sandouville en mars-avril 1973 pour l'obtention du P.1.A, tandis que les caristes ont exigé le « véritable P.1 » (P.1.B) comme en 1972. Rappelons que la Régie Renault en réponse aux grèves de 1972 et 1973 avait mis en place une nouvelle catégorie de P.1. appelée d'abord Professionnels fabrication, puis P.1.A, et une nouvelle catégorie d'O.S. baptisée pompeusement agents productifs qualifiés (A.P.Q.). Les caristes avaient obtenu le P.1.A, les O.S. Presse l'A.P.Q. Il s'agissait en fait de replâtrage puisque les revendications initiales n'avaient pas été satisfaites.

Pratiquement, toutes les grèves qui ont secoué, fin février, après l'action des caristes et des O.S. Presses du Mans, les usines de Billancourt, Flins et Sandouville, ont porté sur le maxi pour tous et les classifications : les uns voulaient le coefficient supérieur, d'autres le P.1.A, d'autres le P.1.B ou bien encore 15 ou 20 points de plus.

Ces objectifs très diversifiés quoiqu'en grande partie convergents posent le problème de l'unification des revendications. Il est bien évident que des luttes dispersées, même si elles se déroulent simultanément, pèsent d'un poids bien moindre sur le report des forces que des luttes coordonnées.

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que nombre de militants syndicalistes restent sceptiques quant à la possibilité d'une jonction des luttes sur les classifications, et en effet ils les considèrent comme des luttes purement catégorielles qui se juxtaposent sans se rejoindre. Pour un militant, il est effectivement peu tentant de demander aujourd'hui le P.1. pour une catégorie, demain le P.2. et après-demain le P.3 pour la même, c'est l'échelle sans fin qui camoufle les vrais problèmes.

Ce n'est donc pas l'un des moindres mérites de la grève de l'enthousiasme du Mans que d'avoir pris comme objectif : 250 F uniformes de plus par mois. Pour la première fois depuis des années à la Régie Renault l'immense majorité des membres du personnel pouvait se sentir concernée di-

rectement par une revendication sur laquelle des ouvriers se battaient.

La C.F.D.T. Renault voyait enfin se concrétiser dans l'usine du Mans la campagne qu'elle mène depuis longtemps sur les augmentations non hiérarchisées. La somme même mise en avant reprenait celle de sa plateforme revendicative.

Signalons que les ouvriers de deux autres petits secteurs de la Régie se sont battus, fin février, sur des augmentations uniformes ; il s'agit des professionnels du 77 à Billancourt et des ouvriers du C.K.D. (expédition des pièces à l'étranger) à Flins ; les uns et les autres exigeaient 300 F supplémentaires par mois.

Sans renoncer à leurs revendications sur les classifications, les 4 200 O.S. du Mans ont bien compris que le combat contre le plan d'austérité passait par l'unité sur une revendication salariale simple, claire et conséquente.

Les objectifs revendicatifs retenus par les travailleurs ont aussi une signification par rapport à ce qu'ils impliquent dans la remise en cause du capitalisme.

A cet égard, les revendications en terme de classification posent le problème de l'évolution professionnelle de chacun, non seulement au niveau du salaire, mais aussi au niveau de l'accession à des postes plus qualifiés. Plus fondamentalement, elles remettent en cause toute l'organisation et la division capitaliste du travail. Le refus du travail à la chaîne ne s'exprime pas encore en mots d'ordre, mais ils risquent bien d'apparaître d'ici quelque temps.

A cet égard, les revendications en terme d'augmentations uniformes posent les problèmes du mode de rémunération et de la hiérarchie.

Reste à savoir quelles conditions doit réunir un conflit pour que la prise de conscience de ce qui est implicitement contenu à l'état latent dans les revendications s'effectue. C'est toute la question du passage du revendicatif au politique.

Combativité ouvrière et forme de lutte

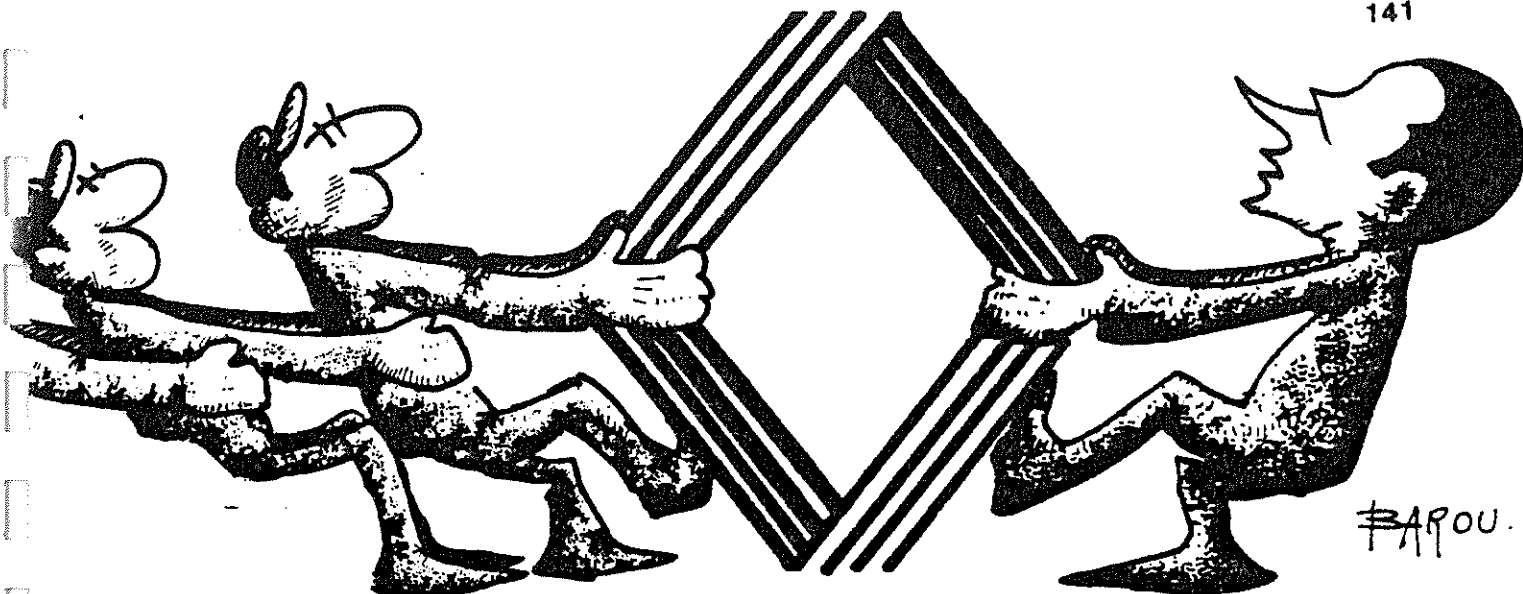
Le contraste entre ce qui s'est passé au Mans et dans les autres usines de la Régie Renault est flagrant. Certes, nous le verrons plus loin, la stratégie des organisations syndicales en porte une grande part de responsabilité, mais cela ne suffit pas à tout expliquer.

Pourquoi au Mans les organisations syndicales sont-elles vraiment le porte-parole des ouvriers, alors qu'il n'en est pas de même dans les autres usines ? Pourquoi les syndicats n'ont que très peu de marge de manoeuvre par rapport aux travailleurs dans la Sarthe, alors qu'ils en ont beaucoup plus ailleurs ?

Cela tient évidemment à la composition et à l'histoire de chacune des usines.

Il ne s'agit pas de caricaturer, il y a des différences notoires entre Flins-Billancourt où la proportion de travailleurs immigrés est très importante et Sandouville. Essayons tout de même d'énumérer quelques traits dont les conséquences peuvent produire des effets similaires :

- Ce sont des établissements d'implantation relativement récente, soit des établissements à forte rotation de personnel jusqu'à une date rapprochée :



• Il n'y a pas de véritables traditions de luttes, tout particulièrement parmi les ouvriers spécialisés. Souvent les actions partent sous l'emprise de coups de colère collective, puis retombent :

• L'implantation syndicale y est faible surtout parmi les O.S. ; le syndicat est considéré comme un « pouvoir » extérieur aux travailleurs, à la fois on se méfie de lui et on lui fait confiance.

L'entrecroisement de tous ces facteurs explique pourquoi les O.S. de Billancourt, Flins et de Sandouville ne parviennent pas à dégager une ligne de masse constante : jusqu'ici, la capitalisation des luttes antérieures ne s'est pas réalisée.

Bien sûr, il y a des exceptions, telle la grève des O.S. Presses du département 12 à Billancourt en 1973, mais elles restent minoritaires.

L'absence de riposte d'envergure aux journées de lock out décidées par la direction illustre de manière éclatante l'état d'interrogation et d'incertitude dans lequel se trouvent les O.S. Il y a bien eu quelques sursauts lors des annonces de fermetures d'usines, en particulier à Flins et Sandouville, mais sans suite : les travailleurs ne se sont pas présentés, même lorsque les syndicats le leur demandaient, à leur poste de travail les jours en question.

Les seules réactions notoires au lock out sont venues de Cléon : à deux reprises au moins des délégations importantes sont venues manifester à Billancourt. Ce n'est peut-être pas un hasard, car Cléon est l'usine dont la structure se rapproche le plus de celle du Mans.

Tout autres, donc, sont les caractéristiques de l'usine Renault Le Mans. Le personnel le plus souvent d'origine rurale, mais qui vit aujourd'hui à 70 % dans les cités HLM, y est particulièrement stable : pas de rotation de main d'oeuvre. Lorsqu'on entre chez Renault, on y reste car ailleurs les salaires sont bien plus bas. La proportion de travailleurs immigrés est infime. Les ouvriers spécialisés qui sont la majorité n'ont que très peu d'espoir de promotion sinon la perspective de demeurer O.S. toute leur vie.

Depuis 1968, c'est du Mans que sont parties plusieurs des grèves (1969-1970-1971) qui ont fait « découvrir le malaise O.S. ». Les ouvriers du Mans ont acquis dans la lutte une forte conscience de classe et ils retiennent les leçons du passé.

Les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. sont particulièrement bien implantées et le taux de syndicalisation est l'un des plus élevés de l'industrie automobile en France : un ouvrier sur deux est syndiqué.

Lorsqu'il y a par exemple un mot d'ordre national émanant des confédérations syndicales appelant à un débrayage sur l'abaissement de l'âge de la retraite, une grève suivie par 60 % des ouvriers sera considérée comme un échec dans la Sarthe, alors que dans les autres usines Renault un taux de participation de 30 % est considéré comme un succès.

Les ouvriers du Mans ne sont pas seulement disciplinés, ils savent être solidaires les uns des autres :

Début février, les O.S. Presses coulent les cadences pour obtenir le P.I.A, la direction cherche à les diviser, elle accepte d'être satisfaite la revendication pour 45 ouvriers sur 180. A l'unanimité ils refusent, ils exigent d'être tous logés à la même enseigne.

A la suite de l'atelier des presses, la grève de l'enthousiasme se généralisera dans toute l'usine. Lorsque les ouvriers décident collectivement, de surcroît sans mot d'ordre, de couler les cadences des journées durant, cela signifie vraiment qu'ils maîtrisent leur lutte. Les travailleurs italiens nous l'ont déjà montré.

Les O.S. du Mans ont imposé l'unité syndicale sur les 250 F et sur la forme de lutte, ils ont démontré une ténacité et une combativité peu communes, sachant reprendre un nouvel élan chaque fois que la Régie se faisait fort de les abattre.

Lorsque la direction réduit de 2, puis de 4 heures les horaires au Mans même, les ouvriers avec les syndicats refusent de tenir compte de ce lock out. Ils ne se contentent pas d'être présents dans l'usine, ils travaillent à peu près normalement durant les heures de « fermeture » et ne font presque rien durant les autres, histoire de narguer les diktats de la Régie.

Si une partie des P.I.A et des professionnels n'ont pas directement participé à « la grève de l'enthousiasme » : ils ont par contre massivement répondu aux mots d'ordre de débrayage conviant aux meetings et aux manifestations. La direction n'a jamais pu s'appuyer sur eux.

Un dernier aspect mérite d'être souligné, c'est l'atmosphère de fête avec un goût prononcé pour le spectaculaire. Ceux qui connaissent le tempérament bon-vivant des Sarthois imaginent sans peine l'ambiance. Les photos publiées dans la presse montrant l'enterrement de l'austérité giscardienne.

dienne ou la reprise du travail au son du clairon l'illustrent bien : on ne saurait oublier non plus les nombreuses délégations d'ouvriers particulièrement chahuteuses qui n'hésitent pas à marcher sur les pieds des interlocuteurs réticents : ce n'est pas pour rien que le protocole final prévoit qu'il n'y aura pas de sanctions au Mans pour faits de grève.

La Régie Renault : l'État patron de combat

Janvier 1975, les discussions s'engagent pour le renouvellement de l'Accord d'Entreprise. La Régie applique strictement les consignes gouvernementales au niveau salarial : elle se contente de proposer une évolution des salaires identique à celle de l'indice officiel des prix avec une garantie d'un minimum de 5% d'augmentation au cours du premier semestre.

La C.G.T. et la C.F.D.T. ne signent pas et mettent vivement l'accent sur la baisse du pouvoir d'achat des travailleurs.

Sur les classifications, sous la pression ouvrière, la Régie Renault a procédé ces dernières années par replâtrages successifs qui aboutissent à un édifice guère plus cohérent que le précédent. Les revendications n'ont été que partiellement satisfaites par la création de nouvelles catégories telles que le P.I.a.

Sur un autre plan, la réponse de l'entreprise nationalisée au « malaise des O.S. » n'offre que peu de satisfaction. Les expériences de restructuration et d'enrichissement des tâches, d'ailleurs très limitées, au Mans, Choisy et Douai, ont pour but évident d'augmenter la qualité et le rendement.

La création des « groupes autonomes » au Mans pour le



montage des trains AV s'est soldée à l'atelier 66 par une cadence supérieure de... 33% pour chaque individu. Sous un manteau humaniste se camoufle la volonté patronale de trouver une organisation du travail qui permette plus de profits.

Malgré la crise de l'industrie automobile, les conditions d'une explosion du mécontentement sont réunies. La Régie Renault s'y attend d'autant plus que pratiquement tous les deux ans elle se trouve face à un conflit d'envergure.

Son attitude va passer par trois phases successives en dix semaines :

- d'abord elle va vouloir sortir la production et désamorcer les revendications :
- ensuite casser la grève et faire plier les syndicats :
- enfin trouver un compromis.

Rentrons un peu plus dans les détails :

Début février, les O.S. Presses du Mans coulent les cadences durant une trentaine d'heures. La Régie Renault cède en leur accordant une prime « risque-santé » de 31 centimes de l'heure, et elle ne retient qu'une heure et demi de salaire sur leur feuille de paye. Les 31 centimes sont généralisés à tous les O.S. Presses de la régie.

Les caristes de Billancourt et Flins sont en grève durant trois jours, la direction accorde le maxi pour tous auquel s'ajoute une prime d'attente de 22,50 F par mois.

Dans la foulée des caristes, plusieurs secteurs d'O.S. entrent dans l'action : au bout de quelques jours de lutte, la direction étend les mesures concernant la manutention à tout le personnel.

Jusqu'au 18 février l'entreprise nationalisée vient de démontrer qu'elle tient à sortir des voitures et donc que la situation commerciale n'est pas mauvaise. « Si la Régie avait voulu fermer les usines pour excès de stock, elle en avait l'occasion », en déduisent les travailleurs.

La Régie Renault a donc cédé quelque chose, mais de façon si malhabile qu'à chaque fois elle relance d'autres conflits : les ouvriers professionnels des presses exigent les 31 centimes accordés aux O.S., les ouvriers spécialisés s'engouffrent dans la brèche ouverte par les caristes. Au Mans, les travailleurs ont pu constater que le coulage des cadences coûte vraiment peu financièrement.

La direction donne l'impression d'être sur la défensive, qu'elle a les moyens de satisfaire les revendications. Elle essaie bien de faire patienter en fixant pour le 18 mars l'ouverture de discussions sur les classifications à partir d'un hypothétique accord (qui ne verra jamais le jour) entre le patronat de la métallurgie (U.I.M.M.) et les syndicats, mais la dynamique revendicative ne s'arrête pas, alors c'est le changement de ton marqué par la « politisation » du conflit.

Le 19 février, Marc Ouin, secrétaire général de la Régie, déclare :

« Les syndicats ont été avertis que nous avons atteint l'extrême limite des concessions en allant même au-delà du raisonnable ».

Dans une lettre datée du 28 février, Dryfus met en garde le personnel :

« La situation de l'usine du Mans conduirait, si elle se prolongeait, à un arrêt total des usines ».

Quant au Premier ministre, Jacques Chirac, il agite

l'épouvantail :

« C'est le P.C. qui s'est mis en tête, pas la C.G.T. » (à TF. 1, le 4 mars).

« Renault, une affaire qui illustre le plan de bataille revendiqué ouvertement par le P.C. » (devant les parlementaires U.D.R. le 13 mars à St-Maxime).

Le gouvernement ne tient pas du tout à ce que les travailleurs de la Régie mettent en cause son plan d'austérité, les technocrates qui dirigent l'entreprise nationalisée espèrent pouvoir profiter de la crise automobile pour asseoir la position industrielle de Renault : à cette fin ils cherchent à limiter au maximum l'accroissement des coûts salariaux. Ainsi donc gouvernement et technocrates se retrouvent sans difficulté sur une même ligne intransigeante.

La Régie Renault va alors passer à l'offensive confortée qu'elle est par la certitude que les organisations syndicales ne désirent pas de heurt frontal et généralisé. — Au Mans même, pour bien montrer aux ouvriers qui coulent les cadences qu'ils ne toucheront pas leur paye intégralement, elle réduit d'abord de deux puis de quatre heures les horaires journaliers dans les ateliers concernés par la lutte. — Bien que les stocks-tampons sur les trains avant et arrière ne soient pas épuisés, elle réduit très vite les horaires dans toutes les autres usines de l'entreprise, puis procède par périodes successives de lock out. Il s'agit d'isoler les ouvriers du Mans et de mettre les organisations syndicales qui affirment ne pas vouloir l'arrêt des usines devant leur responsabilité. Elle annonce qu'il n'y aura pas d'indemnisation par la Régie des heures de chômage.

— A Billancourt, elle utilise l'arsenal classique de la répression : lettres de menaces et licenciements. 14 O.S. immigrés et 3 délégués français (2 C.G.T. et 1 C.F.D.T.) sont licenciés. La direction de Renault supporte de plus en plus mal les effets des grèves bouchons. Elle veut faire respecter ce qu'elle appelle « La liberté du travail ». Peu importe que par la suite une bonne partie des licenciements soient déclarés abusifs par les tribunaux, la Régie est prête à payer des indemnités. Seuls comptent les effets immédiats sur le rapport de forces. Les licenciés sont utilisés comme otages, leur existence modifie l'ordre de priorité des objectifs de lutte.

— La Régie Renault recourt à toutes les armes de la guerre psychologique, elle porte plainte contre le syndicat C.G.T. du Mans, lui demandant des indemnités fabuleuses pour le manque à gagner sur les voitures non fabriquées. Elle dramatise à outrance.

« Elle (la direction) a suffisamment le sens de ses devoirs à l'égard de l'entreprise et du personnel pour ne pas accepter de les mener à la ruine... » (lettre au personnel du 14 mars).

« Si la grève du Mans se poursuit, elle aura pour conséquence la ruine de la Régie » (déclaration de Marc Ouin le 18 mars).

Elle procède à des sondages réguliers parmi le personnel du Mans pour mesurer la température.

Mais le gouvernement et la direction Renault, un peu trop sûrs d'eux mêmes, vont commettre quelques erreurs monumentales. Ils ont pensé pouvoir remporter une victoire totale, sans laisser de porte de sortie ni aux syndicats ni aux travailleurs en lutte : ils ont voulu trop en faire pour précipiter la chute et ils ont réussi, au moins par trois fois, le



tour de force de relancer la combativité des O.S. du Mans, qui connaissait quelques signes d'affaiblissement.

En refusant d'engager les négociations sur les classifications le 18 mars, en se payant par M. Ouin interposé des déclarations fracassantes, arrogantes et hautaines, notamment après que les ouvriers du Mans eussent fait un premier pas en travaillant normalement 4 heures (27 mars), en formulant des propositions dérisoires du genre : une prime symbolique de 12 F par mois (3 avril) ou de 48 F par mois (8 avril), la Régie Renault a permis aux O.S. du Mans de trouver le second souffle dont ils avaient besoin pour tenir bon.

La Régie Renault a alors fait ses comptes : elle n'a pu briser les O.S. du Mans malgré leur isolement, elle a perdu plus de 70 000 voitures dans l'affaire avec le risque d'abandonner la première place sur le marché européen. Par ailleurs la C.G.T. lance enfin un mot d'ordre commun au personnel de Billancourt le 10 avril, le syndicat l'invite à utiliser la grève de l'enthousiasme, ce que plusieurs ateliers ont déjà mis en pratique dès l'annonce du nouveau lock out.

La nécessité d'un compromis qui ne fasse perdre la face à personne devient évidente, la Régie Renault en tire les conséquences.

Une question se pose. La Régie Renault a-t-elle adopté, durant ce conflit, une attitude nouvelle ?

G. Seguy a déclaré sur Antenne 2 :

« Ce n'est pas la première fois que la direction de la Régie se trouve confrontée à une situation semblable. Cette fois elle a adopté une attitude cassante, utilisant le chantage au chômage partiel et recourant à la répression qui donne l'impression qu'elle obéit à des injonctions supérieures, c'est-à-dire des impératifs de caractère politique sans considération pour les intérêts de la Régie et de ses travailleurs » (Humanité du 4.3.75).

Ces propos sont pour le moins surprenants car ils laissent à penser que ces dernières années la Régie Renault a eu un comportement différent de celui que nous venons de décrire. Or il n'en est rien.

Que ce soit sous de Gaulle, Pompidou ou Giscard, la continuité est manifeste.

Nul militant ne peut prétendre qu'il ne possédait pas les éléments permettant de prévoir les réactions de la Régie.

En mai-juin 1968, les garde-mobiles sont chargés d'assurer la reprise du travail à Flins ; ils délogent les travailleurs qui occupent l'usine. Une opération analogue, qui ne s'est pas déroulée, était prévue pour l'usine du Mans.

— En 1969, 1971, 1973 la Régie Renault répond aux grèves par le lock out.

— En mai 1971, la police garde l'usine de Flins durant pratiquement toute la période de fermeture. (4)

— En mars-avril 1973, 26 ouvriers dont 3 délégués du personnel sont licenciés à Flins pour entraves à la liberté du travail et incitations à la violence. 5 autres ouvriers sont licenciés à Billancourt pour les mêmes motifs.

Dès qu'une lutte devient efficace à la Régie, ce qui signifie qu'elle a vraiment des incidences sur la sortie de la production, que ce soit une grève bouchon, des grèves tournantes coordonnées ou le coulage des cadences, l'épreuve de force est inévitable.

Il faudrait que l'on se défasse de l'image traditionnelle suivant laquelle Renault est une entreprise nationalisée, sociale, qui a une ligne de conduite bien différente de celle des patrons du privé. N'oublions pas l'assassinat de P. Overney.

Il existe d'ailleurs à l'intérieur de la direction une tendance que d'aucun n'hésiterait pas à qualifier d'extrême droite sinon de fasciste.

Ce courant puissant à la direction des fabrications et, à l'usine de Flins, n'hésite pas à prôner les grands moyens.

Rappelons qu'à Flins, la maîtrise, les cadres et les techniciens sont chargés de remplacer les grévistes, d'empêcher toute occupation de l'usine, de former des commandos au minimum casqués et armés de matraques. Un C.D.R. (Comité de Défense Renault ou de la République !!!) y affirmait régulièrement sa présence (il est moins local depuis que Giscard a pris le pouvoir).

La volonté de s'attacher le personnel « collaborateur » est une constante de toute la direction. En mars-avril 75, pendant que les ouvriers étaient lockoutés, les agents de maîtrise, techniciens, employés et cadres directement liés à la production étaient, eux, invités à venir travailler, certainement pour « garder l'outil de travail ». Ainsi à Flins 3 000 personnes sur 19 000 ont été payées à ne rien faire, il en a été de même dans les autres usines touchées par le chômage.

La politique de la main de fer dans le gant de velours est plus que jamais de rigueur à la Régie Renault.

Le velours est destiné à tous ceux, syndicats et membres du personnel qui se montrent compréhensifs vis-à-vis des impératifs patronaux et gouvernementaux. La main de fer, c'est pour les autres.

Quand les organisations syndicales font de l'équilibrisme

Il est bien évident que lors d'un conflit, les positions que prennent les organisations syndicales jouent un rôle déterminant dans son développement. La conception qu'elles se font du rapport de force à instituer influence quotidiennement sur le comportement des travailleurs, tout le problème étant justement de savoir quelles relations existent entre les ouvriers et l'outil organisationnel syndical qu'ils ont à leur disposition.

Nous avons déjà vu que la situation est très différente suivant que l'on se situe au Mans ou dans les autres usines.

Nous examinerons d'abord ce que furent les positions syndicales au niveau central. Nous donnerons une place toute particulière à la C.G.T. car c'est, à la Régie Renault, l'organisation majoritaire sinon hégémonique.

Les leçons d'un passé récent laissent prévoir ce que serait l'attitude de l'entreprise nationalisée durant un conflit long et dur. Aucune organisation ne peut prétendre qu'elle a été prise au dépourvu. L'épreuve de force était inévitable.

Or si la C.G.T. a souvent parlé haut et fort, le moins que l'on puisse dire, c'est qu'elle n'a pas créé les conditions propices à une victoire indiscutable de l'ensemble des travailleurs de Renault.

• Le refus de l'épreuve de force

Aussi étonnant que cela soit, la C.G.T. fait semblant d'ignorer que toute forme d'action revendicative efficace va gêner à un moment ou à un autre la sortie de la production.

Ainsi elle écrit :

« Leur intention n'est pas de paralyser l'entreprise, les travailleurs déterminent la plupart du temps des formes d'actions limitées qui évitent de donner prétexte au lock out » (tract inter-usine du 3 mars).

Est-ce à dire que les actions prônées ne doivent être d'aucune conséquence pour les patrons ? Est-ce à dire qu'il ne faut pas prévoir les ripostes patronales ?

De même la C.G.T. n'a guère apprécié les grèves qui se sont déroulées au début du conflit, c'est du moins ce qu'elle laisse entendre :

« L'exemple des travailleurs caristes, des peintres, des O.S. Presses, de certains travailleurs de l'entretien est caractéristique de la maturité et de la lucidité des ouvriers en grève. En modifiant leur tactique de luttes, ils ont retiré à la direction le prétexte au lock out destiné à isoler et culpabiliser les travailleurs en grève.

Nous pensons que c'est ainsi que nous irons au succès. Nous déjouerons les pièges de l'adversaire et de ses alliés traditionnels : les groupes gauchistes et aventuriers qui n'ont d'autre but que de stopper le mouvement en tentant de le dévoyer » (tract inter-usine du 19 février).

Chacun notera la tirade habituelle (il n'y en aura cependant pas d'autres, contre le gauchisme. Mais ce n'est pas là que réside le côté le plus inquiétant de cette citation. En effet, les caristes et les peintres se sont lancés dans une grève illimitée, ils ont repris le travail lorsque la direction a lâché. En quoi ont-ils donc modifié leur tactique ? à moins que justement cette modification ne soit l'arrêt de la grève dont se félicite tant la C.G.T. Comme quoi savoir terminer une grève à temps est vraiment capital.

Nul ne s'étonnera alors du conseil suivant :

« Cette tactique de lutte doit... éviter les grèves illimitées et l'isolement des travailleurs dans l'action » (tract inter-usine du 19 mars).

(4) - En Février 1972 - Suite au meurtre de P. Overney par le gardien Tramoni, 7 ouvriers sont licenciés à Billancourt pour leur participation aux "accidents".

Appliquant une telle ligne de conduite, une partie des adhérents et militants C.G.T. du département 77 à Billancourt se sont opposés à la grève illimitée. Mis très largement en minorité par leurs camarades professionnels, quinze d'entre eux ont repris le travail deux jours avant la fin de la grève.

Il n'est évidemment pas question de présenter la grève illimitée comme une panacée : la C.G.T. a raison lorsqu'elle affirme que la lutte doit « coûter le moins cher possible aux travailleurs » (tract inter-usine du 19 mars), mais à condition de préparer les travailleurs aux suites logiques d'autres formes d'action.

Lorsque les ouvriers n'effectuent leur production qu'à

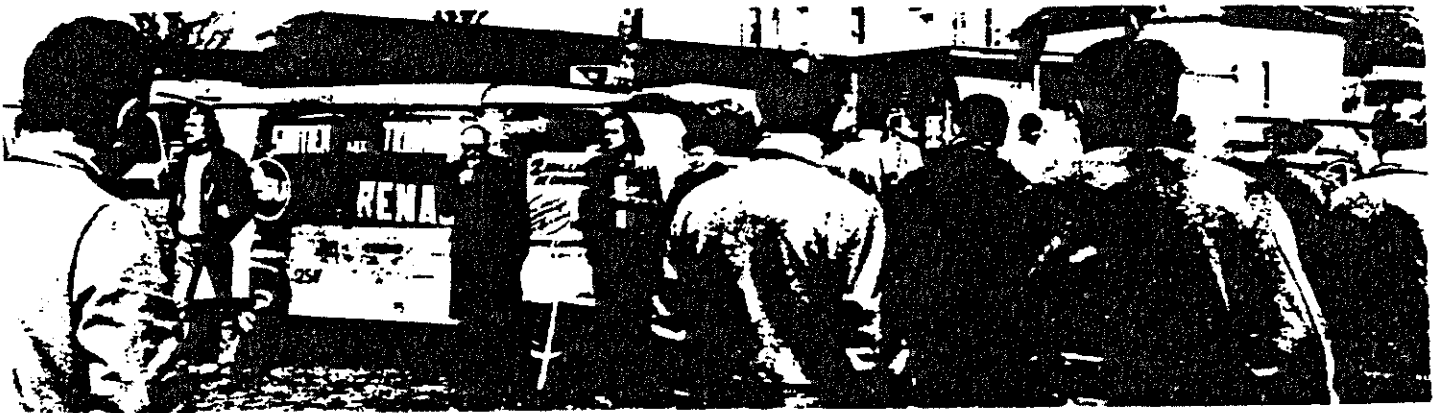
20 ou 50% de la normale, il est inévitable que dans un délai plus ou moins long les stocks s'épuisent. Or la C.G.T. a inécessairement qu'une telle éventualité puisse se présenter de par la lutte des O.S. sarthois.

« Au Mans, c'est la direction qui bloque la production et paralyse l'entreprise en réduisant les horaires de moitié » (tract inter-usine du 19 mars).

Nul doute que de telles explications n'aident pas à la clarification des événements.

La préparation à la nécessaire jonction des travailleurs de toutes les usines est escamotée.

La C.G.T. a une conception de la lutte qu'elle traduit par un vocabulaire d'autosatisfaction assez étonnant. Donnons-en quelques exemples (c'est nous qui soulignons) :



« Vous poursuivez avec *calme*, avec *détermination* la lutte engagée » (tract 11.3.75).

« Nous vaincrons par la *persévérance* dans l'action, par la *clairvoyance* » (tract 19.3.75)

« En fait le *sérieux*, l'*honnêteté*, mais aussi la fermeté est encore venue des travailleurs » (tract 26.3.75)

« Ainsi, grâce à une forme de lutte *souple*, efficace et *responsable* qui n'a jamais eu pour but de paralyser l'entreprise... » (tract 28.3.75)

« Depuis trois semaines avec *intelligence*, fermeté et *souplesse*... » (tract 4.3.75)

Si nous mettons bout à bout tous ces mots : sérieux, honnêteté, souple, responsable, détermination, intelligence, persévérance, clairvoyance... n'a-t-on pas la sensation qu'ils reproduisent l'idéologie d'un certain ordre établi qui recherche un sage équilibre plutôt que la tempête ?

La C.G.T. réussit un autre tour de passe-passe, celui de mettre sur le même plan toute « initiative ». Elle a publié au moins trois tracts sur quatre pages où s'alignaient côte à côte des pétitions, des délégations, des débrayages très limités, d'autres plus longs, etc.

Ces interminables listes où s'additionnent des événements d'importance fort divers, finissent par diluer l'essentiel. A force de comptabiliser des légumes avec des mammifères, nul ne sait plus très bien qui est quoi.

La grève de l'enthousiasme des O.S. du Mans est alors de même nature qu'une protestation du syndicat de cadres et techniciens C.G.T. (U.G.I.C.T.).

Et l'on aboutit à des aberrations du genre :

« Les ingénieurs et cadres qui se solidarisent de plus en plus nombreux de ce qu'ils considèrent comme une position injuste de leur direction, soutiennent de plus en plus la lutte des syndicats ouvriers et E.T.D.A. »

Or, non seulement le contenu de ce genre de prose est faux, mais en plus il est profondément démobilisateur, d'abord pour les cadres que ces félicitations sans motif confortent dans leur immobilisme, ensuite pour les ouvriers qui n'en croient pas un mot à juste titre.

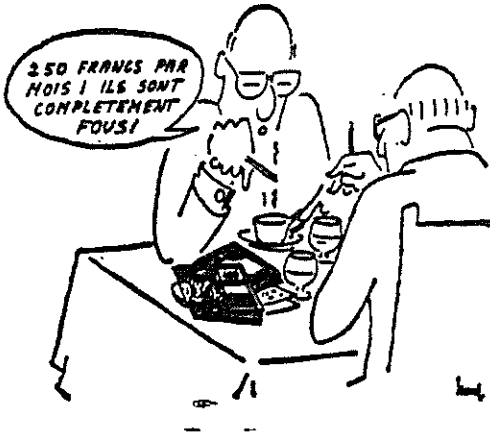
Qui sera surpris, après le tableau que nous venons de dresser, du fait que la C.G.T. ait refusé d'appeler avec des mots d'ordre précis les travailleurs à se battre contre les licenciements ?

Elle condamne elle-même sa faiblesse lorsqu'elle écrit, dans un tract du 11 mars, qu'il faut « être plus offensif contre les licenciements ».

Qui sera surpris de la non popularisation du coulage des cadences ? Ce n'est que le 10 avril que la C.G.T. invite le personnel de toutes les usines à utiliser la grève de l'enthousiasme.

Qui sera surpris de l'absence de réponse dynamique aux lock out successifs ?

Même quand l'urgence s'en fait sentir, il est bien difficile de mobiliser à nouveau lorsque l'on a fait reprendre le travail quelques semaines plus tôt après avoir affirmé que les 13 centimes de plus par heure constituaient une avancée importante.



● Non prise en compte des revendications unitaires

Visiblement, les 250 F uniformes n'inspiraient pas beaucoup la C.G.T. au niveau central. Aucun tract ne les a mis en avant.

Seul un tract inter-usine du 28 mars parle de : « l'exigence d'une augmentation uniforme des salaires », mais ceux qui suivent reprennent la formule « augmentation des salaires », sans plus de précision.

Plus éclairante encore est la polémique qui s'est instituée entre la Régie Renault et les syndicats sur le montant des revendications. Certes, le calcul effectué par M. Ouin n'est pas exempt de critique ; en particulier, il chiffre les dépenses sur un an au lieu de dix mois (les nouvelles dispositions n'étant applicables qu'au 1er mars), mais sa base de départ repose bien sur les 250 F.

Ainsi, en affirmant qu'« il en faut trois fois moins pour régler le conflit », la C.G.T. réduit considérablement la portée de la lutte des O.S. du Mans. Elle sème la confusion parmi les travailleurs, confusion qu'utilise évidemment la direction pour mettre le doigt sur les contradictions des syndicats.

La C.G.T. Flins est même très explicite :

« Personne ne peut soutenir que les 100 000 salariés de la Régie réclament 25 000 AF ou rien » (tract du 20.3.75).

En fait, le véritable mot d'ordre qui prime depuis le début, c'est « ouverture des négociations ».

Deux sociologues, MM. Durand et Dubois, viennent de publier un ouvrage sur la grève¹ qui analyse statistiquement un peu plus de 120 conflits de l'année 1971. Ils démontrent que lorsque les syndicats ont une attitude très négociatrice et cherchent en permanence l'ouverture de discussions, les résultats des grèves sont moins importants que lorsqu'ils sont moins pressés.

Lorsque travailleurs et syndicats se préoccupent plus de l'établissement du meilleur rapport de forces possible que de l'ouverture de négociations, le patron n'estime pas qu'ils sont en position de faiblesse, en général il cède plus et plus vite.

La C.G.T. Renault ne s'embarrasse pas de telles considérations.

● Quelle stratégie syndicale ?

« Il s'agit de créer chaque jour une pression permanente en évitant les formes de luttes trop coûteuses et celles qui donneraient prétextes à un lock out ou à la répression » (tract C.G.T. inter-usine du 24 février).

« Pression permanente », « harcèlement », ce sont des termes qui reviennent souvent. La C.G.T. préfère éviter les épreuves de forces dont l'issue lui paraît être porteuse de risques, elle essaie de pratiquer par grignotages successifs, à petits pas. Les actions diversifiées, nombreuses mais limitées lui sont indispensables pour maintenir un fond d'agitation continu qui permette de dénoncer le régime de Giscard. La combativité ouvrière sert alors de témoignage de mécontentement ; politiquement ce mécontentement a un débouché : le programme commun.

L'application d'une telle stratégie présente de nombreux avantages : verbalement il est facile de tenir le haut du pavé et d'apparaître comme l'avant-garde de la classe ouvrière.

Tout se passerait donc fort bien s'il n'y avait deux paramètres qui viennent singulièrement troubler ce scénario.

● la bourgeoisie ne se laisse pas manœuvrer et cherche à briser la classe ouvrière ;

● les travailleurs n'ont rien à faire d'une agitation continue qui n'aboutit pas. Ce qu'ils veulent, c'est la satisfaction de leurs revendications.

Ce dernier constat nous amène à poser la question : y-a-t-il eu, durant le conflit Renault, divergences entre la C.G.T. le Mans et la C.G.T. des autres usines ?

Au Mans, la C.G.T. a soutenu sans réserve revendications et formes de lutte. Le 10 mars elle rappelait que les 250 F restent le fond du conflit ; ses militants arboraient des macarons réclamant les 250 F.

Au Mans, les travailleurs sont tellement liés aux syndicats que la C.G.T. ne peut se permettre le moindre écart en fonction d'impératifs extérieurs. A la Saviem Blainville, dans un milieu un peu analogue, la C.G.T. a commis la lourde erreur, il n'y a pas si longtemps, de combattre les augmentations uniformes ; elle a perdu la majorité au profit de la C.F.D.T.

Divergences entre les cégétistes et les autres ? Les spéculations sur une C.G.T. déchirée entre Le Mans et Billancourt sont évidemment absurdes lorsqu'il s'agit d'orientation fondamentale. Mais il existe des différences de situation : une organisation de classe qui a vocation de diriger la classe ouvrière ne peut se couper d'elle quand les travailleurs savent ce qu'ils veulent.

● Une C.F.D.T. sans marge de manœuvre

Nous ne nous livrerons pas à de longs développements quant au rôle de la C.F.D.T. tout au long de ce conflit.

Si l'on excepte le Mans où elle se trouvait particulièrement à l'aise parmi les travailleurs en lutte, dans les autres usines elle n'a pas su ni pu se différencier clairement de la C.G.T.

Au début du conflit à Billancourt, la C.F.D.T. désirait également éviter le lock out, car elle a gardé un assez mauvais souvenir des précédents de 1971 et 1973.

1. La grève - Armand Colin



Ensuite, elle s'est bien rendu compte du décalage qui existait entre la lutte au Mans et l'action dans le reste de l'entreprise. A plusieurs reprises elle a formulé des propositions de débrayage sur l'ensemble de la Régie. Placée devant le refus de la C.G.T., elle n'a pas pris d'initiatives particulières, sauf à Flins. Pour manifester son désaccord avec la stratégie cégétiste elle a fini par s'abstenir de participer à certaines manifestations interprofessionnelles de soutien proposées par son partenaire ; ce retrait sans apparition compensatrice n'a guère été compris par les travailleurs.

A Flins, la C.F.D.T. a rompu avec la C.G.T. et lancé seule des appels à la grève, tant pour s'opposer au lock out que sur les 250 F uniformes. Son échec fut cinglant.

Lors de la polémique sur l'évaluation du montant des revendications, la C.F.D.T. a emboîté le pas, non sans hésitations, à la C.G.T.

Dans la plupart des usines de la Régie, la C.F.D.T. semble incapable (souvent elle n'en a pas non plus la volonté politique) de s'appuyer sur les ouvriers les plus combattifs pour contraindre la C.G.T. à suivre.

Une dernière remarque : on aurait pu s'attendre à ce que la C.F.D.T. laisse s'exprimer en priorité à la radio, à la télévision, devant la presse ses militants du Mans qui avaient le plus à apporter. Or elle a cédé aux habitudes du centralisme, ses principaux porte-paroles furent des militants de Billancourt. On peut le regretter, car la parole doit avant tout aller à ceux qui se battent.

F.O. instrument du gouvernement

Les citations qui vont suivre forment en elles-mêmes une démonstration suffisamment édifiante pour qu'il soit possible de se passer de commentaires.

Communiqué du 14 mars des syndicats F.O. de la Régie (celui-ci a été distribué dans un tract)

« ...l'agitation désordonnée et dispersée qui se prolonge actuellement ne peut que désorienter les travailleurs sans rien apporter de positif. C'est pourquoi les syndicats F.O. n'entendent, ni de près ni de loin s'engager dans les agitations incohérentes... Les pratiques auxquelles on assiste à l'heure actuelle, si elles devaient persister, aboutiraient à la démission du véritable syndicalisme, au profit d'irresponsables ».

Communiqué du 4 avril (distribué en tract)

« Les syndicats F.O. de la R.N.U.R. déclarent que les encouragements apportés autant par les dirigeants C.G.T. et C.F.D.T. à des méthodes d'action incohérentes n'ont abouti qu'à la division complète entre les travailleurs des différentes usines de la R.N.U.R. Ils conseillent aux travailleurs dont certains perdront plus de 50% de leurs ressources, de s'adresser lundi 7 avril aux responsables qui ont créé cette situation ».

Tract du 10 avril à Billancourt

« F.O. est donc en droit de poser la question : qui dirige la Régie ? Est-ce M. Dreyfus ? ou une minorité d'agitateurs qui n'ont que des ambitions politiques ?
...M. Dreyfus, est-il exact que la direction du Mans n'a pas su ou n'a pas pu tout mettre en oeuvre pour que LA LIBERTÉ DU TRAVAIL SOIT RESPECTÉE ? » (en majuscules dans le texte).

Tract du 17 avril inter-usine

F.O. considère que cette négociation a été une discussion de DUPES qui a abouti à un compromis « BIDON »
...F.O. estime que la liberté d'expression et la liberté tout court ont été bafouées à l'usine du Mans... » (souligné dans le texte).

Ajoutons à ce panorama déjà fort révélateur la relation d'un incident significatif à Flins :

Le 18 février, devant l'assemblée générale des pistoleurs en grève, un militant arabe de F.O. qui se présente par ailleurs comme un responsable de l'Amicale des Travailleurs marocains déclare, s'adressant à un délégué C.F.D.T. : « Si tu continues à soutenir qu'il faut continuer la grève, tu es foutu, je te ferai jeter en prison quand tu reviendras au Maroc cet été ».

De telles paroles ne sont pas à considérer à la légère si l'on sait que l'Amicale des Travailleurs marocains en question est une émanation directe du régime chérifien et que déjà trois militants arabes de la C.F.D.T. Flins ont été arrêtés l'an dernier, durant les vacances, pour des périodes de quelques jours à un mois.

Chez Simca Chrysler, l'Amicale travaille avec la C.F.T., à Renault Flins avec F.O., concluez.



Les résultats

Le journal « Libération » s'exprimait ainsi le 16 avril :
« Le travail a repris... sur un succès de façade dont personne ne sera vraiment dupe : à-côté des 17 licenciements et des pertes financières importantes subies par les travailleurs de la Régie, les 150 F pour tous « arrachés » après dix semaines de conflit sont bien dérisoires... Après la grève des P.T.T., Renault. Cela fait beaucoup... »

Ou encore le 17 avril :

« L'indécente danse du ventre des dirigeants de la Fédération des métaux C.G.T. n'aboutira qu'à nuancer d'amer-tume la lucidité des ouvriers qui leur ont sauvé la mise »

Doit-on partager ces points de vue ou faire chorus avec les chants victorieux entonnés du côté cégétiste ?
Ni l'un, ni l'autre dirons-nous.

Il serait d'abord faux de mettre strictement sur le même plan l'issue du conflit Renault avec celle du conflit des P.T.T.

La Régie Renault, le gouvernement se sont payés durant des semaines trop de déclarations définitives et péremptives pour que le compromis final ne soit pas pour eux un camouflet.

Lorsque l'on crie sur les toits avec persévérance : « Nous ne pourrons donner un centime de plus, sinon c'est la ruine » ; « Pas question de négocier avant la reprise normale du travail », et qu'en définitive on finit par céder, même partiellement, aussi bien sur le préalable qu'au niveau financier, l'on perd de sa crédibilité !

Incontestablement les O.S. du Mans ont tenu en échec le gouvernement et le patronat. L'intention était bien d'infliger une sévère défaite au mouvement ouvrier, elle n'a pas pu se concrétiser.

Examinons maintenant quelques-uns des résultats du conflit que nous qualifierons globalement d'intéressants et mitigés :

• Qu'en est-il des salaires ?

« Liaisons Sociales » titrait ironiquement dans sa revue des hebdomadaires du 22 avril : « RENAULT, VICTOIRE OU ÉCHEC ? ».
260 F, 140 F, 92 F ou 12 F ? A vous de comprendre et de conclure ».

Comme on le voit, il y a de quoi alimenter de belles polémiques.

Nous n'essaierons pas de donner notre solution à ce que « Le Monde » daté du 20 avril appelle « Le rebus des 140 F », mais d'apporter quelques éléments indiscutables.

Nous avons donné en annexe les salaires mensuels — base 40 heures par semaine — des O.S. et des O.P. avant et après le conflit.

Les propositions finales de la Régie concernant les salaires portent la marque d'un dosage assez révélateur : les augmentations hiérarchisées sont savamment mélangées aux augmentations uniformes, celles qui étaient de toute façon prévues en fonction de la hausse des prix sont introduites dans le plateau pour faire bonne mesure.

Incontestablement cependant la Régie Renault a dû changer son fusil d'épaule ; jusqu'ici elle ne voulait entendre parler que d'augmentation en pourcentage.

Or, pour un écart hiérarchique initial de 1 à 3, le gain consécutif au compromis du 14 avril varie de 140 à 230 F par mois.

En regard des augmentations uniformes, la lutte des O.S. du Mans a permis de franchir une étape importante sinon décisive.

Confirmation nous en est apportée par l'existence d'une partie non hiérarchisée conséquente dans le montant de la prime de vacances versée en juillet.

Pour en revenir à l'un des aspects controversés, il est vrai

que la Régie Renault avait très habilement gardé dans sa besace, les 3,5 % ainsi qu'une prime de 12 F environ prévus dans l'« Accord » d'entreprise pour le premier semestre. Elle se réservait ainsi une porte de sortie, se contentant d'en avancer la date d'application au 1er mars.

Cela a-t-il un sens de décomposer l'augmentation en récapitulatif, comme le font certains,

- 3,50 % proviennent de l'Accord
- 12 F également
- 32,50 F de la lutte des caristes,

d'où ils déduisent que les O.S. du Mans n'ont acquis en propre que 40 F environ ? Une telle démarche est erronée car la lutte des classes ne se découpe pas en tranches, ce sont bien les O.S. du Mans qui ont contraint la Régie à formuler une proposition non ridicule, alors que jusque-là n'existaient que des bribes incohérentes.

Plus préoccupant, par contre, est l'inexistence dans le protocole de toute clause intéressant l'avenir. J. Chirac sait peut-être de quoi il parle lorsqu'il affirme que les travailleurs de la Régie ne toucheront pas plus que tous ceux qui ont l'État pour patron. En effet, rien n'empêche Renault d'en rester là d'ici la fin de l'année si l'indice officiel des prix ne bouge pas trop.

• L'indemnisation du chômage

La Régie Renault a proposé 35 % du salaire, ce qui, ajouté à l'« aide publique » donne à peu près 54 %.

La direction générale a exclu de ces mesures les O.S. du Mans, mais assez curieusement ils les ont obtenues aussitôt au niveau local. La direction de l'usine sarthoise s'est permis ce « geste » pour que la reprise du travail soit votée sinon l'issue du scrutin devenait incertaine.

La longueur du conflit coûte donc fort cher aux ouvriers de la Régie si l'on songe que les jours et heures de lock out équivalent à une perte de salaire de près de deux semaines.

• Les classifications

C'est sans nul doute le point le plus positif. La Régie a été obligée de formuler des propositions, alors qu'au niveau national les discussions interminables entre l'U.I.M.M. (Patronat de la Métallurgie) et les syndicats ont échoué.

Les acquis ouvriers sont à ce niveau importants :

- Il n'y a plus qu'un seul taux d'emploi pour les O.S. « A égal salaire égal » se concrétise ;
- La catégorie manoeuvre disparaît ;
- Il n'y a plus qu'un seul P.1 ;
- Les coefficients des O.S. et des P.1.A s'accroissent de 10 points, ceux des O.P. de 5 points.

Les luttes futures porteront certainement sur la diminution du nombre de coefficients d'O.S. (il y en a encore trois) et sur la garantie d'une évolution professionnelle ; reste à savoir si en fin de compte elles déboucheront sur la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail.

• Un passif lourd de conséquence

Ce passif, nous le situons sur deux points : les licenciés et l'isolement des O.S. du Mans.

Il serait regrettable que les 17 licenciés passent dans les pertes et profits de la lutte. Les immigrés en gardent longtemps dans leur mémoire collective un souvenir amer et un sentiment d'impuissance. La peur des licenciements s'installe alors dans leur esprit. La seule vue des huissiers que la Régie fait venir pour constater les « infractions » en cas de grève, présente un caractère dissuasif.

A Flins, les 26 licenciements de 73 restent dans toutes les mémoires. Lors de la grève des caristes, il a suffi que les huissiers se montrent pour que les ouvriers retirent leurs engins de manutention qui bloquaient les accès.

Laisser passer les licenciements aujourd'hui a pour conséquence la diminution de l'efficacité dans les luttes de demain.

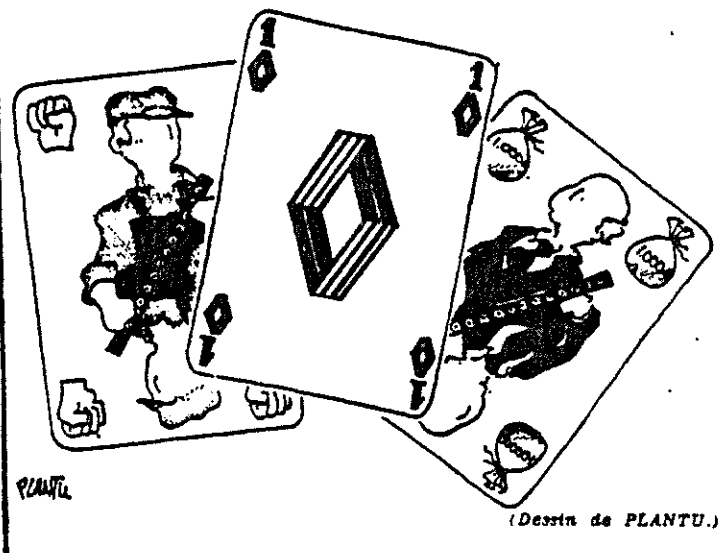
Pourtant les organisations syndicales ne se sont pas vraiment battues pour obtenir la réintégration, elles n'ont pas essayé de mobiliser les travailleurs comme si elles craignaient de développer involontairement la publicité sur la répression nationale.

Ce ne sont ni les pétitions, ni les manifestes de personnalités éminentes, ni les souhaits inscrits sur les bulletins de vote des O.S. du Mans lors de la consultation finale¹ qui moifient le rapport de forces.

La C.G.T. et la C.F.D.T. n'auraient-elles pas dû faire du cas des licenciés un préalable de toute solution ?

La participation aux réunions sur les classifications ne constitue-t-elle pas l'aveu de l'acceptation du fait accompli ?

Les ouvriers du Mans n'ont pas recherché l'isolement. Ils se sont retrouvés dans cette situation et eux seuls ont décidé par un vote de mettre fin au conflit. La stratégie cégétiste a au moins une conséquence : la direction sait que la forteresse ouvrière n'est plus à Billancourt, mais au Mans.



1. Texte du bulletin de vote : « J'approuve le bilan qui nous est soumis tout en considérant que les discussions sur les classifications devront évoluer rapidement et les licenciés de Billancourt devront être réintégrés en totalité ».

L'usine du Mans devient une cible toute désignée. Quelle place va-t-elle occuper dans la politique de développement industriel ? La Régie ne va-t-elle pas transférer ailleurs les projets qui la concernent ? Le bruit court que les fabrications destinées à Peugeot sont retirées de l'usine sarthoise.

Le député U.D.R. Le Theule ne vient-il pas de déclarer explicitement dans un rapport, « La Sarthe et plus particulièrement le Mans ont été sur le plan économique et social au premier plan de l'actualité. Il n'est pas certain que cette notoriété les serve, bien au contraire ». (Cité par « L'Humanité » du 5 mai).

Si le personnel du Mans ne veut pas que son usine périclite petit à petit, il devra faire preuve d'une vigilance de tous les instants. C'est déjà ce qu'exprime de manière offensive le titre d'un tract C.F.D.T. du 18 avril : « Développons notre outil de travail ! ».

Conclusions provisoires

De quel point de vue faut-il se placer pour apprécier le conflit Renault ?

- Offensive généralisée contre la politique du gouvernement
- Bataille pour l'application de nouvelles grilles de classifications dans la métallurgie
- Conflit localisé, visant à obtenir de facto un meilleur accord d'entreprise.

Tout au long de ces dix semaines de lutte, ces trois aspects s'imbriquent continuellement sans que l'on puisse dégager une perspective globale. Les ambiguïtés du conflit résident essentiellement dans cette absence de stratégie au niveau plus élevé politique et syndical.

Face à une direction offensive et provocante, pratiquant systématiquement le lock out depuis 1969 et les licenciements depuis 1972, l'épreuve de force est continuellement esquivée. L'intention se limite à l'exercice d'une pression, d'un harcèlement sans jamais aboutir au conflit ouvert.

En langage politique cela signifie que l'on en reste aux motions de censure parlementaire, à la propagande et à l'attente des prochaines échéances électorales.

En terme de stratégie syndicale cela aboutit au témoignage de mécontentement et au grappillage.

Nul doute que si la tactique « arrêts de travail limités, délégations, pétitions, assemblées, meetings » sans cesse préconisée par la C.G.T., n'avait progressivement résorbé la vague montante issue du succès des caristes, le déroulement du conflit aurait été tout autre.

Un rapport de force identique à celui du Mans, sur plusieurs usines de la Régie aurait contraint la direction à céder plus et plus vite.

Comme la tactique (les moyens) ne peut se dissocier de la stratégie (le but), nous sommes parfaitement en droit de mettre en cause l'une et l'autre.

Pouvons-nous nous montrer aussi optimistes qu'Henri Krasucki qui affirmait le 20 avril au congrès de l'U.D. C.G.T. des Alpes-Maritimes :

« ...elle (la victoire des travailleurs de chez Renault) marque un tournant dans la lutte pour la défense du niveau de vie, face à l'agression gouvernementale et patronale » ?

Il nous semble que le conflit Renault laisse planer trop d'incertitudes parmi les travailleurs pour qu'il serve d'exemple et de tremplin.

Encore faudrait-il également, pour qu'il en soit ainsi, que les confédérations syndicales reprennent à leur compte et popularisent dès maintenant les acquis de Renault. Or,

ni les 250 F uniformes, revendication non catégorielle et unifiante

ni « A travail égal, salaire égal »

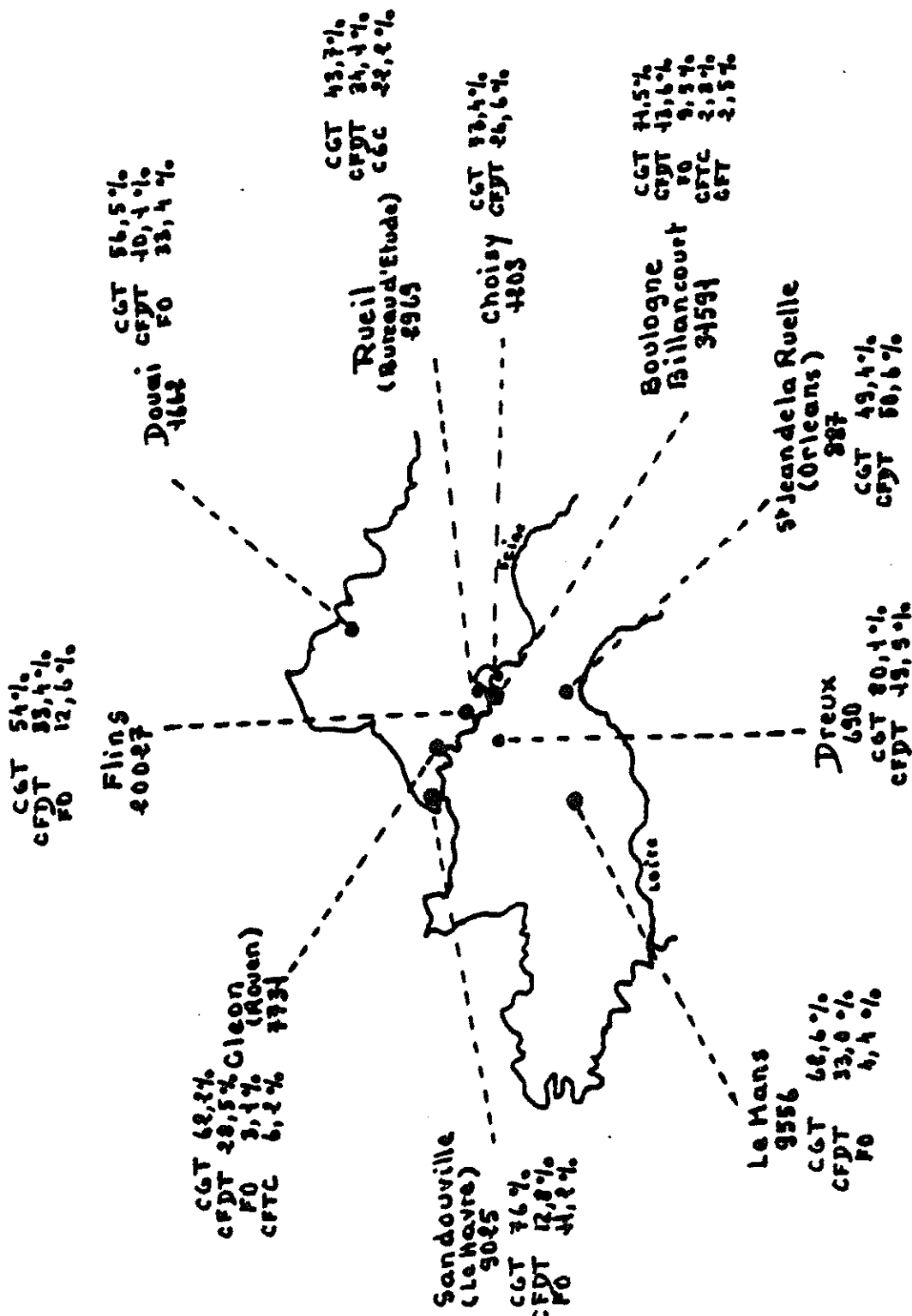
ni l'aptitude des travailleurs à fixer leur cadence ne sont pris en compte par les campagnes confédérales C.G.T. - C.F.D.T. actuelles.

Le conflit Renault laissera des traces, mais quelles traces ?

Paris, le 4 mai 1975



ANNEXE I



Principaux établissements de la Regie Renault avec - leurs effectifs au 31 Decembre 1974

- le pourcentage de voix obtenues par chaque organisation syndicale aux elections de delegues du personnel dans le college le plus representatif de l'usine. (annee 1974)

ANNEXE II

Le Bilan de Renault en 1974*

Production voiture particulière	1.355.799	+ 4,9 %
Part du marché français	36 %	+ 6,0 %
Immatriculation en France	547.942	+ 4,3 %
Exportation	801.360	+ 4,1 %
Chiffre d'affaires toutes taxes	18,5 milliards	+ 15,0 %
Investissements	1.180 millions	+ 28,9 %
Effectifs au 31.12.1974	96.507	- 0,8 %
Frais de personnel	4,6 milliards	+ 15,3 %
Hausse des prix entre le 1.1.1974 et le 1.3.1975	R 4L	+ 32,89 %
	R 5TL	+ 33,25 %
	R 12L	+ 31,10 %
	R 16L	+ 29,73 %

Quelques éléments de comparaison :

- Immatriculation toute marque en France	- 13 %
- Production voiture particulière :	
- américaine	- 25 %
- japonaise	- 18 %
- allemande	- 23 %
- italienne	- 8,3 %
- anglaise	- 12 %
- Production voiture particulière :	
- Chrysler France	- 21,6 %
- Peugeot	- 7,2 %
- Citroën	- 9,0 %

* Les comparaisons sont effectuées par rapport à l'année 1973.

En 1973, la Régie Renault a annoncé une perte de 60 000 véhicules, conséquence des grèves de mars-avril, mais personne ne peut chiffrer ce qu'elle a ensuite essayé de rattraper, notamment par le biais de l'accroissement des cadences et de la productivité.

P.s.u. documentation**N° DISPONIBLES :**

N° 22.23 Sur le Mouvement Politique de Masse	200
N° 24.25 La Police dans la Lutte de Classes	200
N° 26 Rosa Luxembourg	100
N° 27.28 La crise du Système Monétaire International	200
N° 42.43.44 Le Mouvement Révolutionnaire et l'Université	300
N° 52.53.54 Quand les patrons vont à l'École	300
N° 67.68.69 Capitalisme & Consommation	400
N° 70.71.72 COOPERATION ou NEO COLONIALISME	400
N° 73.74 Animation de la réunion de Section	300
N° 75.76.77 Le P.S.U. Dossier d'Accueil	400
N° 78.79 Sur la Question Agricole	300
N° 80.81.82.83.84 PORTUGAL en lutte	600
N° 85 Le PSU analyse le rapport Sudreau	200

Abonnement : 20 N° F. 30 00

A adresser à EDITIONS SYROS - 9 Rue Borromée 75015 PARIS
C.C.P. 19 706 28 PARIS

ANNEXE III

Chronologie des événements

28 janvier : la CGT annonce qu'elle ne signera pas l'Accord Renault.

30 janvier : début du coulage des cadences des OS Presses du Mans.

3 février : la CFDT annonce qu'elle ne signera pas l'Accord Renault.

6 février : signature de l'Accord Renault par CFTC - CGC - FO

– les OS Presses du Mans obtiennent une prime horaire « risque santé » de 34 centimes.

7 février : à Flins les délégués CFDT préparent une grève des caristes au CKD et en sellerie.

10 février : début du coulage des cadences dans certains ateliers du Mans.

11 février : les caristes du 98 à Billancourt se mettent en grève.

12 février : débrayage des caristes de Flins.

13 février (V) : la Régie Renault lockoute une partie des ateliers de l'Île Seguin à Billancourt. Elle engage des discussions sur les revendications des caristes.

17 février (L) : – les caristes de Billancourt votent la reprise du travail sur les propositions de la direction (le maxi + 13 centimes de l'heure).

– les OP des ateliers des presses de Sandouville se mettent en grève pour obtenir les 31 centimes de prime « risque santé ».

18 février : – à Billancourt : les pistoleurs et les soudeurs du 38 sont en grève sur les classifications. Les OP du 77 sont en grève pour 300 F uniforme par mois.

– à Flins : les OP des presses se mettent en grève sur les 31 centimes. Les pistoleurs et les soudeurs débrayent sur les classifications.

– la Régie Renault généralise à tout le personnel ce qu'elle a accordé aux caristes.

19 février : – les débrayages et les grèves bouchons persistent à Billancourt et Flins.

– la Régie Renault, par l'intermédiaire de M. Ouin, déclare qu'« elle est déjà allée au-delà du raisonnable ».

– les pistoleurs de Billancourt et Flins reprennent le travail sur la promesse du coefficient 180.

– la CFDT déclare appuyer les grèves en cours et demande l'ouverture immédiate des discussions prévues pour le 18 mars sur les classifications.

20 février : – les grèves continuent à Billancourt et Flins.

– meeting à l'appel des syndicats à Billancourt (2 à 3 000 ouvriers).

– la CGT demande l'ouverture immédiate des discussions sur les classifications.

21 février : – M. Ouin déclare à RTL : « Si cela continue, nous allons mettre la clé sous la porte »

– M. Walheber (CGT) affirme que le conflit est entièrement « géré » par les organisations syndicales.

– M. Benlezar (CFDT) déclare : « La direction cherche des meneurs, des agitateurs, elle n'en trouve pas ».

– Les mouvements de reprise du travail s'amorcent à Billancourt et Flins.

24 février (L) : – tract CGT à terusine : titre « élargissons sous des formes efficaces et responsables l'action revendicative ».

– les OP des presses à Flins reprennent le travail après avoir obtenu 31 centimes de l'heure.

25 février : – les OP du 77 qui avaient élu un « collectif », reprennent le travail à Billancourt.

– au Mans le coulage des cadences s'est généralisé.

26 février : – à Sandouville : débrayages limités dans les ateliers de peinture, sellerie, etc. (500 ouvriers sont concernés).

– au Mans : deux débrayages d'1 h 30 à l'appel de la CGT et de la CFDT, participation de plus de 90 % du personnel horaire selon syndicats, de 53 % du personnel selon la direction.

– à Billancourt : reprise des soudeurs du département 38.

28 février : lettre de M. Dreyfus au personnel : « la situation de l'usine du Mans conduirait, si elle se prolongeait, à un arrêt total des usines ».

– Billancourt : 14 travailleurs immigrés sont convoqués à la direction le lundi 3 mai en vue de leur licenciement pour avoir bloqué les chaînes : 3 délégués (2 CGT - 1 CFDT) sont également menacés par la même sanction.

– Cléon : journée chômée.

1er mars : – Billancourt : le travail prévu est reporté à une date ultérieure.

3 mars : – la direction annonce des réductions d'horaires : 2 heures par jour à Billancourt, 1h 1/4 à Flins.

– Billancourt : débrayages limités pour la levée des sanctions à l'appel de la CGT et de la CFDT.

– la réunion du CE de Billancourt prévue pour le 5 mars au sujet du licenciement des 3 délégués est reportée au 10 mars.

4 mars : – 35 000 ouvriers de la Régie touchés par les réductions d'horaires.

– une délégation CGT-CFDT Renault reçue par un collaborateur de M. Chirac ; le gouvernement se refuse à intervenir auprès de la Régie.

– Billancourt : débrayage de deux heures avec meeting des professionnels à l'appel de la CGT-CFDT (2 000 participants).

– M. Chirac met en cause le P.C. à TF.1. Une déclaration commune CGT-CFDT proteste contre « la diversion anti-communiste du Premier ministre ».

5 mars : – le Mans : la direction réduit les horaires de 2 heures par jour dans les ateliers concernés par le coulage des cadences.

– à l'appel de la CGT, les 800 professionnels de l'usine de St-Ouen effectuent des débrayages limités.

6 mars : le Mans : débrayage d'1h 30 suivi à 90 %, meeting avec 5 000 travailleurs le matin. G. Seguy : « Si la direction, agissant sur l'ordre du gouvernement prétend briser l'action des travailleurs, nous ne la laisserons pas

faire ».

7 mars : — Billancourt : journée d'action du PC (campagne de signatures)

— le Mans : la direction réduit les horaires de deux nouvelles heures (4 au total) à partir du lundi 10 mars.

— débrayages à Flins et à Sandouville à l'annonce du lock-out pour le lundi 10 mars.

— Chirac à RTL : « la situation est extrêmement dangereuse, parce que le PC s'est mis au premier rang de l'action revendicative ».

— Cléon : journée chômée.

10 mars : — Billancourt : le CE refuse le licenciement des trois délégués ; l'inspecteur du travail doit se prononcer. « Journée d'animation permanente » avec stand. La CGT a refusé une proposition CFDT d'un débrayage général sur Billancourt.

— le Mans : les ouvriers ne tiennent pas compte des réductions d'horaires

— journée chômée à Cléon, Flins et Sandouville.

11 mars : — la direction de la Régie réaffirme : « Aucune discussion ne s'ouvrira tant que les débrayages se poursuivent »

— la CFDT propose à la CGT une journée d'action sur l'ensemble des usines Renault après avoir constaté un décalage « entre le niveau de l'action revendicative menée à l'usine du Mans et celui des autres établissements ».

— tract CGT inter-usine (titre) « Il faut poursuivre, nous sommes sur le bon chemin ».

12 mars : — le Mans : débrayage de deux heures et meeting à l'appel de la CGT et de la CFDT.

— M. Ouin : « ...on nous présente une addition d'une cinquantaine de milliards d'A.F., sans compter les classifications... il est évidemment exclu qu'une négociation puisse s'engager sur cette base ».

13 mars : — délégation CGT-CFDT au siège social des Champs-Élysées : sans résultat.

— la fourchette sur laquelle les syndicats proposent de négocier ne représente que le tiers de 500 millions de francs, chiffres cités par M. Ouin, déclare la CGT.

14 mars : — débrayages à Flins et à Sandouville à l'annonce du lock out pour le lundi suivant

— la CGT appelle les ouvriers lockoutés de Billancourt à se rassembler lundi

— la CFDT propose à la CGT un débrayage de 2 à 4 heures sur toutes les usines pour la semaine suivante.

— journée chômée à St-Jean de la Ruelle.

— lettre de mise en garde de la direction au personnel.

17 mars : — la direction refuse d'ouvrir les discussions sur les classifications le 18.

— journée chômée à Flins, Sandouville, St-Jean de la Ruelle et Billancourt.

— les 600 lockoutés de Cléon se rendent à leur poste de travail.

— meeting CGT-CFDT aux heures de repas à Billancourt (1 000 personnes).

— un conseiller de M. Durafour confirme à une délégation CGT que le gouvernement n'interviendra pas pour trouver une solution au conflit.

18 mars : — la CGT et la CFDT venues négocier ne sont pas reçues.

— important débrayage à Cléon sur toute l'usine. 200 lock-

outés viennent en délégation à Billancourt.

19 mars : Billancourt : débrayage de deux heures à l'appel de la CGT et de la CFDT, suivi par environ 2 000 travailleurs et manifestation interprofessionnelle (10 000 participants selon la CGT).

— le Mans : débrayage d'1h 15 avec meeting. La direction estime que la participation fléchit (de 64 % à 55 % du personnel)

— Cléon : débrayage d'1h 30 pour protester contre le chômage d'un atelier.

— F.O. dénonce la dégradation de la situation consécutive au « mouvement minoritaire du Mans ».

20 mars : — le Mans : CGT et CFDT demandent l'intervention du préfet en vue de l'ouverture de négociations. La direction affirme qu'elle n'ouvrira de négociations que « lorsque la grève perlée... aura cessé à l'usine du Mans »

— Cléon : débrayages de deux heures et défilés. Participation : 6 000 selon les syndicats, 1 800 selon la direction.

21 mars : — journée chômée à Billancourt, Flins et Cléon — la direction attaque en dommages et intérêts la CGT du Mans devant les tribunaux. Elle demande 6 millions de francs.

— Cléon : manifestation dans Elbeuf (2 000 participants).

22 mars : délégation d'ouvriers du Mans reçue à Matignon sans résultat.

24 mars : — journée chômée à Flins, Billancourt, Sandouville, Cléon, Choisy, Douai.

— lettre de la CGT et de la CFDT Le Mans à Dreyfus.

— le Mans : meeting des O.S.

— le CE de Billancourt porte plainte contre la direction pour non respect de la loi au sujet des décisions de lock out.

25 mars : — journée chômée à Flins, Billancourt, Sandouville, Cléon, Choisy, Douai.

— le Mans : la direction invite les ouvriers qui le désirent à reprendre une activité normale.

26 mars : — journée chômée à Sandouville

— Billancourt : meeting de solidarité à l'échelon interprofessionnel parisien, à l'appel de la seule CGT. La CFDT ne s'y est pas jointe du fait de l'absence de tout mot d'ordre de grève sur Renault. Participation : 30 000 suivant la CGT.

— le Mans : les O.S. votent à 85 % une proposition des syndicats consistant en une reprise normale du travail durant 4 heures à condition que les négociations s'engagent. La direction qui parle de ce vote comme d'« une contribution positive à la recherche d'une solution » propose un calendrier peu acceptable par les O.S. du Mans :

— le 27, cessation de la grève perlée

— le 28, rétablissement de l'horaire total avec travail normal et rencontre exploratoire pour fixer les dates des discussions.

— la première rencontre direction-syndicats depuis le début du conflit est d'ailleurs interrompue après les déclarations de M. Ouin à Antenne 2. Celui-ci ayant rappelé que les discussions ne peuvent porter sur autre chose que les classifications.

27 mars : — le Mans : poursuite du coulage des cadences après les déclarations de M. Ouin.

— CGT : « Les déclarations de M. Ouin témoignent de la volonté du pouvoir de faire subir aux ouvriers de la Régie une défaite cuisante ». M. Durafour : « La direction de la Régie est seule en mesure d'apprécier les conséquences des

revendications sur la vie et l'avenir de l'entreprise ».

28 mars : - journée chômée à Billancourt, Choisy, Orléans

- débrayages à Douai.
- le Mans : proposition des syndicats CGT-CFDT d'accomplir « une journée de travail à 100 % pendant 4 heures »
- la Fédération CGT des Métaux (FTM) organise pour le 3 avril une journée d'action et de solidarité.
- réunion exploratoire direction-syndicats à Billancourt sans résultat.

1er avril : - journée chômée à Billancourt, Choisy, Orléans, Flins, Sandouville, Cléon et Douai.

- le Mans : les O.S. acceptent de travailler 4 heures à 100 % pour une seule journée (le 2 avril).
- l'Union Syndicale CFDT Renault (USR) se joint à la journée du 3 avril en appelant à l'organisation de débrayages.

2 avril : - journée chômée à Billancourt, Choisy, Orléans, Flins, Sandouville, Cléon et Douai.

- P. Dreyfus : « Ce qui s'est passé au Mans constitue un pas important » : il annonce :

le rétablissement au Mans de l'horaire normal à partir du 3 avril,

l'ouverture de discussions jeudi 4 avril sans préalable particulier. « Dans un premier temps, il sera bon d'entendre tout ce que les syndicats ont à dire ».

- le Mans : les O.S. travaillent normalement durant quatre heures.

3 avril : journée chômée à Flins, Sandouville, Cléon et Douai.

- Billancourt : négociations : la Régie propose une augmentation mensuelle de 12 francs, 2,10 francs de l'heure pour l'indemnisation du chômage. Jugement défavorable des syndicats.

- le Mans : meeting, débrayage des O.S. pris sur les 4 heures de temps de travail.

- journée nationale d'action et de solidarité des métallurgistes : résultats très divers.

4 avril : - appel de personnalités pour la réintégration des licenciés.

- Douai : coulage des cadences dans certains ateliers.

- le Mans : la production sort à 50-60 %.

- E. Maire (CFDT) s'inquiète de « divergences » à l'intérieur de la CGT Renault. Réponse de J. Breteau, secrétaire général de la FTM CGT « Les prétendues divergences entre syndicats CGT relèvent de l'affabulation ».

7 avril : - journée de paye dans plusieurs usines : pas de réactions notoires sur les retraits pour chômage.

- le Mans : meeting. Selon la direction, il y aurait fléchissement du coulage.

- Sandouville : meeting au changement d'équipes.

7 avril : entrevue CGT-CFDT au niveau confédéral, difficultés aplanies. Communiqué commun de soutien aux travailleurs de Renault.

8 avril : négociations : propositions de la direction : prime mensuelle 36 F + 12 F. CFDT le Mans : « l'écart entre 48 F et 250 F n'est pas de nature à débloquent la situation.

9 avril : - Billancourt : débrayages dans plusieurs ateliers, notamment aux fonderies, à l'annonce d'un nouveau lock out.

- Cléon : meeting, défilé à l'annonce du lock out.

10 avril : journée chômée à Sandouville, Flins, Billancourt, Douai, Cléon, Orléans.

la direction annule la réunion sur les classifications et convoque les syndicats pour leur demander des explications sur les revendications salariales.

le Mans : meeting, débrayages très suivis.

- Cléon : 350 ouvriers viennent en délégation au Pub Renault aux Champs-Élysées.

- Billancourt : a. nonce de l'extension du lock out à l'Île Seguin : coulage des cadences aux presses, vives réactions aux départements 38 et 49. La CGT invite le personnel à utiliser la « grève de l'enthousiasme ».

- la CGT et la CFDT démentent les informations de FO suivant lesquelles des travailleurs non-grévistes ont été agressés au Mans.

- les Fédérations de la Métallurgie CGT et CFDT prévoient une journée d'action pour le 16 avril.

11 avril : journée chômée à Sandouville, Flins, Billancourt, Douai, Cléon, Orléans.

- journée d'explications dans les gares parisiennes à l'initiative de la CGT.

- suite à des « incidents » survenus la veille au soir au Mans et aux « désordres » qui règnent dans cette usine dans la matinée, la direction annule une réunion prévue avec les syndicats. Elle la rétablit une fois que le « calme » est revenu. La direction annonce qu'elle est susceptible de convoquer les syndicats durant le week-end.

Nuit 13-14 avril : discussions qui aboutissent aux nouvelles propositions de la direction. La presse et la radio les présentent en parlant de 140 F de plus par mois pour un O.S.

14 avril : journée chômée à Sandouville, Flins, Billancourt, Douai, Cléon, Orléans.

15 avril : - le Mans : vote sur la proposition de la direction :

Votants :	3.621	
Favorables :	2.789	76,8 %
contre :	747	20,6 %
Blancs et nuls :	95	

- CGT : « Un recul important de la direction et du pouvoir »

- CFDT : « Une première avancée »

- FO : « Une victoire à la Pyrrhus »

- J. Chirac : « Les travailleurs de Renault ont une situation qui est identique à celle qu'ils auraient eue s'ils avaient accepté la signature des contrats tels que ceux signés dans la plupart des entreprises publiques »

- Journée chômée à Flins et Sandouville

- CGT et CFDT demandent la réintégration des ouvriers licenciés.

16 avril : - H. Krasucki, secrétaire de la CGT « Une victoire pour tous » (article dans « L'Humanité »)

- La Fédération de la Métallurgie CGT (FTM) dénonce la « campagne accreditant l'idée d'un échec » chez Renault.

18 avril : journée chômée à Sandouville.

22 avril : élections des délégués du personnel au Mans - premier collège (ouvriers-employés)

	1974		1975	
Inscrits :	8.254		7.986	
Abstentions :	639		794	
Blancs :	224		563	
C.G.T. :	4.627	62,60 %	3.928	59,23 %
C.F.D.T. :	2.437	32,99 %	2.356	35,52 %
F.O. :	324	4,38 %	348	5,24 %

Le recul de la CGT et l'augmentation des bulletins blancs s'expliquent par :

– l'attitude différente de la CGT au Mans et sur l'ensemble des usines ;

– le sentiment que les résultats du conflit auraient pu être meilleurs si le Mans n'était pas resté isolé.

23 avril : l'Inspection du travail refuse le licenciement des trois délégués de Billancourt. La Régie Renault refuse de s'incliner et saisit, comme elle en a le droit, le ministère du Travail.

24 avril : début des discussions sur les classifications.

28 avril : Rétablissement des horaires normaux à Flins et Billancourt où ils avaient été diminués respectivement de 1h 15 et 2h par jour.

30 avril : journée d'action en faveur des licenciés. Très peu d'initiatives de la CGT qui avait mis sur pied, seule, cette journée. Aucune mobilisation des travailleurs.

Annexe IV

Salaire des OS et des OP

chez RENAULT

Avant et Après le conflit

Avant : 1er Février

Après : Appliqué rétroactivement
au 1er Mars.

Nous donnons les salaires mensuels base 40 heures.

Nous ne fournissons pour les OS que les taux moyen et maxi au 1er Février et le taux d'emploi au 1er Mars.

Pour les OP que les taux D. & E.

Grille des OS

Catégorie	1er Février			1er Mars	
	Coef:	Moyen:	Maxi	Coef.	Taux d'emploi.
APA M2	150	1759	1793	165	1975
APB OS2	155	1818	1853	170	2035
APC OS2	160	1876	1913	175	2135
APQ OS2	165	1954	2011		

Grille des OP

Catégorie	1er Février			1er Mars		
	Coef:	D.	E.	Coef.	D.	E.
P1A	170	2013	2072	180 P1	2136	2196
P1	180	2132	2194	provisoire avant passage P2.	2257	2320
P2	190	2272	2359	195 P2	2401	2494
P3	210	2511	2608	215 P3	2648	2748

Le taux d'emploi pour les OS est applicable 3 mois après l'embauche

LE FIGARO
13 Mars
Renault : la direction de la Régie hausse le ton
« Les syndicats se font les « complices objectifs » de nos concurrents »

ouest france
48 Mars

RENAULT LE MANS
Aucune illusion hier sur une éventuelle ouverture des négociations aujourd'hui
Les O.S. s'adressent, dans une lettre, au Premier ministre

Le Monde

CONFLITS ET REVENDICATIONS
ALORS QUE VINGT MILLE OUVRIERS DE LA RÉGIE SONT EN CHOMAGE TECHNIQUE
La direction de Renault envoie au personnel une sérieuse mise en garde
48 Mars

Renault: négociations annulées

L'Humanité
6 18-3-1975

Libération
48 Mars

RENAULT : le gouvernement empêche la négociation

C.G.T. et C.F.D.T. des Hauts-de-Seine appellent à manifester demain

Le Monde
Une interview du secrétaire général de la régie Renault
Si nous acceptons les revendications syndicales nous ne pourrions plus maintenir l'emploi
LE MONDE 21.3.75
NOUS DÉCLARE M. QUIN
Le situation est toujours incertaine à la régie Renault. Au Mans, une très faible reprise semble l'appel, une manifestation à Rambouillet, la... quelques milliers de personnes.
24 Mars

Libération
LES O.S. DU MANS CONTINUENT
25 Mars

Renault : septième semaine de conflit

Au Mans, poursuite de l'action et maintien des revendications

25 Mars

LE FIGARO

P.C. et C.G.T. ont les mêmes objectifs

Pourquoi le nier ?

RENAULT LE MANS

A-t-on laissé passer la chance de débloquent le conflit hier ?



27 Mars

l'Humanité

28 Mars

RENAULT : Aux propositions de négociation la direction répond par des journées chômées



2 Avril

RENAULT LE MANS

- Une nouvelle tentative syndicale pour l'ouverture en ce début de la septième semaine du conflit
- Les O. S. travailleront à 100 % durant 4 heures aujourd'hui

RENAULT : A « l'ouverture » des ouvriers du Mans la direction répondait hier par le silence



2 Avril

CONFLITS ET REVENDICATIONS



5 Avril

LES NÉGOCIATIONS S'ENGAGENT DIFFICILEMENT La situation reste tendue à la régie Renault

Les négociations engagées jeudi 2 avril à la régie Renault s'avèrent devoir être violemment des chaînes de montage est si silencieuse que trente-cinq mille ouvriers cette journée - est pratiquement passée inaperçue.

RENAULT-LE MANS : On entre dans la huitième semaine de grève

Ce matin, l'intersyndicale appelle l'ensemble du personnel à un meeting d'information



7 Avril

7 Avril

LE FIGARO

Renault : la poursuite du conflit accentue les divergences syndicales

Avant les négociations

MAIRE ET SEGUY : ACCORD PARFAIT

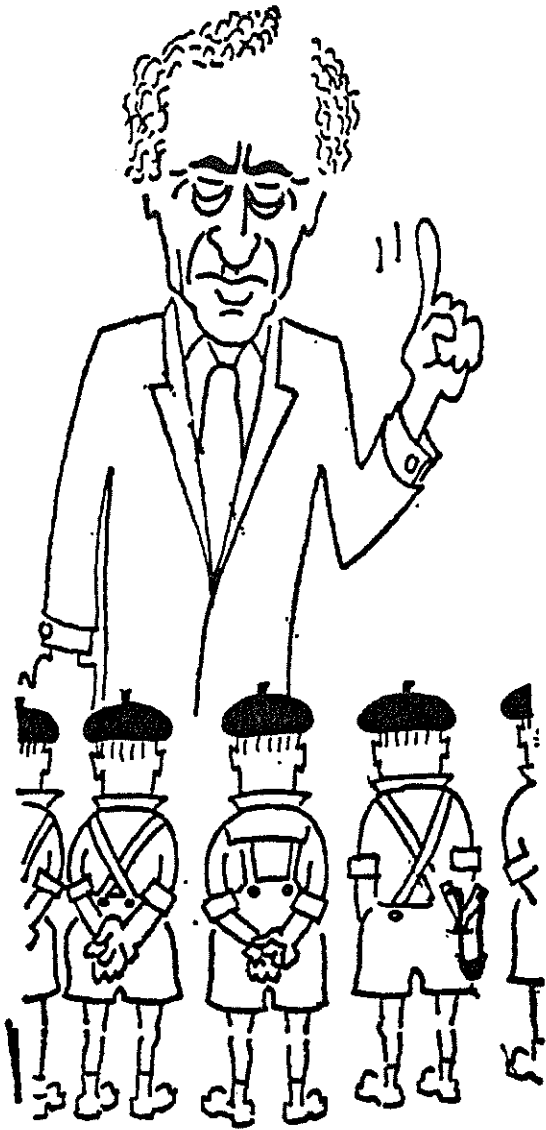


8 Avril

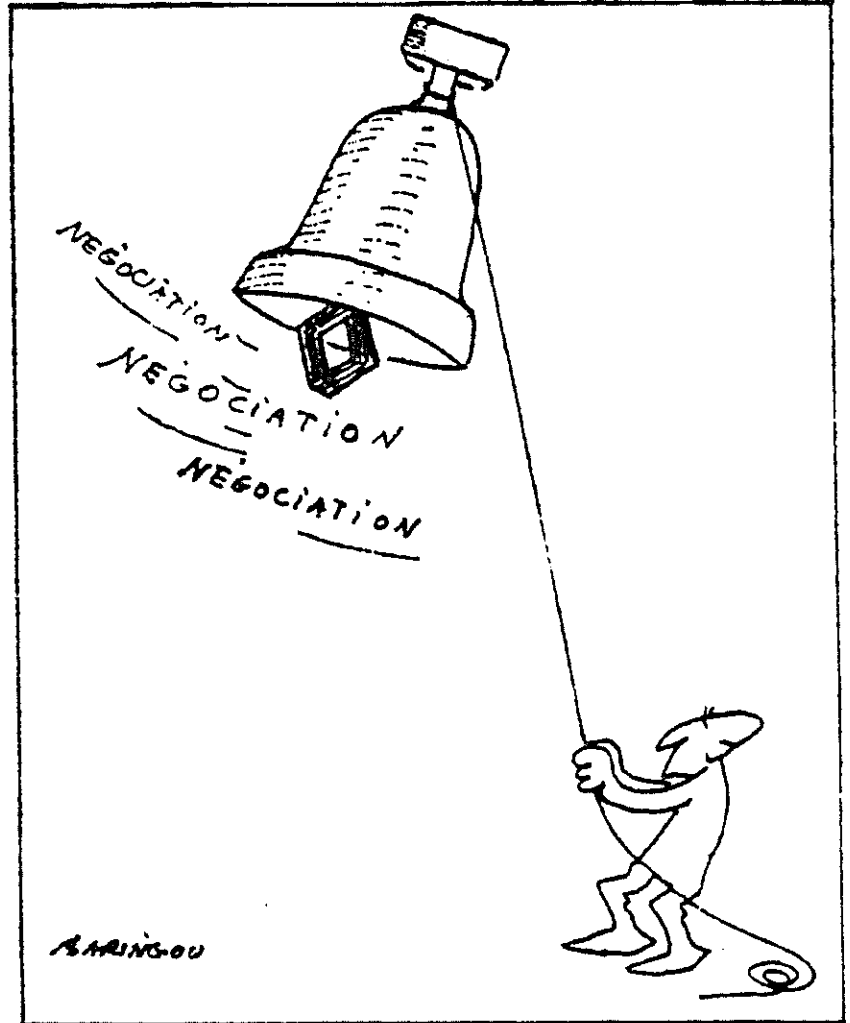
UN CONFLIT QUI N'EN FINIT PAS DE FINIR

Le Monde

ouest
france 

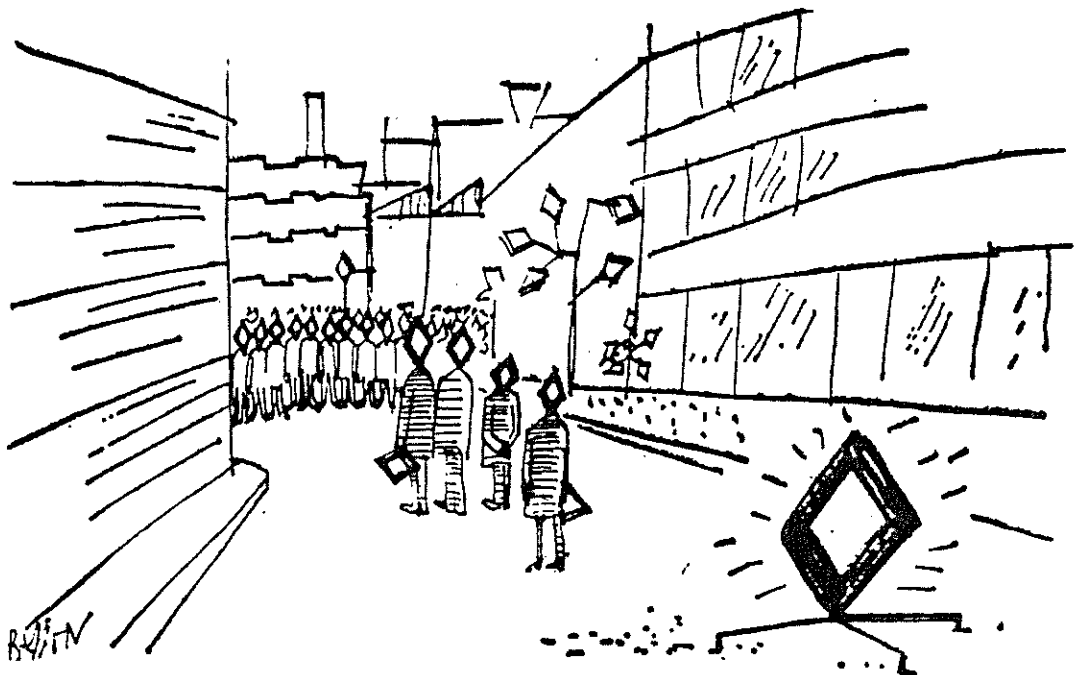


(Dessin de KONK.)



BARINGOU

LE FIGARO



BRETON

l'Humanité

8 Avril

RENAULT : le pouvoir compromet l'équilibre de l'entreprise nationalisée

déclarent la CGT et la CFDT

Renault

Libération

10 Avril

LA GREVE DE L'ENTHOUSIASME « S'ENLISE »

LE FIGARO — JEUDI 10 AVRIL 1975

SOCIAL

Renault : nouvelle tension

Pas de discussion aujourd'hui sur les classifications
Encore du chômage technique et des débrayages...

LE FIGARO

15 Avril

RENAULT : la réponse définitive ce matin

Le protocole d'accord bien accueilli au Mans



RENAULT : La fin du plus long conflit

LE MANS. — Renault-Le Mans, c'est fini. Le plus long grève qu'on jamais connue le Régie, le plus déroulé aussi sous cette forme de « l'enthousiasme » qui par le freinage de la production

16 Avril

RENAULT :

LA VICTOIRE

l'Humanité

16 Avril

CONFLITS ET REVENDICATIONS

La C.G.T. dénonce « la campagne accreditant l'idée d'un échec » des O.S. de Renault

18 Avril



24 Avril

LA SITUATION A LA RÉGIE RENAULT

L'inspection du travail refuse le licenciement des trois délégués de Billancourt

CONFLITS ET REVENDICATIONS LA PRIME OBTENUE PAR LES SALARIÉS DE RENAULT

20 Avril

Le rébus des 140 francs

CFDT RENAULT FLINS

CONFLIT DU

CENTRE LIVREUR

JUIN 1976

ANALYSE

POINTS DE REPÈREQuelques éléments complémentaires

- Le Centre Livreur de Flins (bâtiment NH) reçoit les voitures fabriquées dans les usines Renault en France, mais aussi de l'étranger (Espagne). Il les stocke, puis les expédie sur l'ensemble du réseau français et étranger. Les opérations sont en gros de deux sortes :

- Chargement et déchargement de wagons de chemin de fer, de barges, de camions.
- Chaîne de finition des voitures avec opération de placage (plaque ovale etc).

Le Centre Livreur est une unité indépendante de l'usine de montage, elle est vitale pour la Régie Renault (écoulement des voitures sur le réseau). Le Centre Livreur ne dépend pas de l'autorité de la direction de l'usine de Flins, mais de celle de la direction commerciale.

- Au niveau syndical le Centre Livreur dont une partie provient d'une ancienne filiale de la Régie Renault : la CAT, est un fief C.G.T. P.O tient sa force (dans une équipe surtout) de militants qui ont quitté la C.G.T.

Aux élections de Mai 1976, la C.F.D.T vient de faire élire pour la première fois un délégué du personnel au Centre Livreur.

- Le Centre Livreur travaille en deux équipes matin-soir qui alternent d'une semaine sur l'autre, ceux qui étaient du matin passant l'après midi et vice-versa.
- Les travailleurs du Centre Livreur ont attendu la mise en place des nouveaux délégués du personnel élus en Mai 1976 et dont le mandat commence en juin pour déclencher la lutte.
- La L'arragance du chef du département qui renvoie à plus tard toute discussion sur les revendications sert de détonateur à la grève illimitée.
- Il y a environ 25% d'immigrés et 10% de femmes parmi le personnel ouvrier du Centre Livreur, ils se retrouvent dans cette proportion parmi les grévistes. Un nombre non négligeable d'ouvriers non grévistes se fait porter en maladie. Les ouvriers vont bloquer la chaîne de placage et essayer d'empêcher les mouvements de voitures.

- La direction va employer tous les moyens pour briser la grève :
 - . Présence d'un huissier pour constater les entraves à la "liberté du travail"
 - . Présence de briseurs de grève : agents de maîtrise, réglers et cadres qui proviennent de l'usine et remplacent les grévistes. Le placage est effectué sur les parets.
 - . Travail en heures supplémentaires le week-end toujours avec des briseurs de grève.
 - . Détournement des voitures provenant des autres usines vers d'autres lieux de stockage.

Plusieurs incidents ont lieu d'abord avec l'huissier qui est incapable au départ de décliner son identité, ensuite avec les briseurs de grève.

- Les ouvriers se sentaient forts (les militants C.F.D.T de l'usine étaient par contre plus conscients de la réalité) parce qu'ils savaient que le secteur est névralgique. Mais à 100 ou 150 grévistes et délégués suivant les moments et les équipes de travail, il était impensable de bloquer les briseurs de grève compte tenu de l'énorme superficie du Centre Livreur (on peut y stecker jusqu'à 30.000 voitures.)

Les militants C.F.D.T ont bien pensé avec les travailleurs à bloquer les terminaux d'ordinateurs qui fournissent les cartes pour effectuer le placage, mais cela n'aurait rien changé, d'autres terminaux auraient été mis en place ailleurs.

Cette action aurait été plus dangereuse qu'efficace.

Selon la C.F.D.T l'établissement d'un rapport de force favorable passait par l'extension du conflit à l'usine.

- Le contexte inter syndical n'était pas des meilleurs.

La C.G.T venait de subir un échec retentissant aux élections de délégués du personnel sur l'usine de Flins, la C.F.D.T progressant fortement +12%. Au Centre Livreur c'est F.O qui faisait reculer la C.G.T aux élections.

Durant le mois de juin la C.G.T lance une campagne sur les restaurants d'entreprise, campagne qui est dirigée, entre autres, contre les positions C.F.D.T sur cette question, d'où évidemment une polémique publique par tracts.

Quelques jours avant le début de la grève illimitée au Centre Livreur, des délégués de FO ont été briseurs de grève lors d'une grève des chauffeurs menée par la C.F.D.T.

De plus, la C.F.D.T et la C.G.T reprochent aux militants marecains de FO d'être des membres de l'amicale des travailleurs et commerçants marecains organisation étroitement liée au régime de Hassan II et qui s'illustre aussi comme briseuse de grève.

La C.F.D.T vient d'avoir un élu au Centre Livreur c'est un militant très dynamique, impulsif mais novice.

Très minoritaire depuis toujours dans ce secteur, la C.F.D.T va prendre la décision d'y assurer une présence permanente durant tout le conflit. Les militants de l'usine vont à leur rôle au Centre Livreur pratiquement tout le secrétariat de la section syndicale C.F.D.T Renault Flins se mobilise.

Les délégués C.F.D.T prennent des risques et n'hésitent pas à affronter l'huissier et les briseurs de grève.

Les menaces de sanction pleuvent sur les délégués C.F.D.T.

Le délégué C.F.D.T du Centre Livreur est particulièrement près pour cibler par la direction, elle essaiera de lui infliger après le conflit, 3 jours de mise à pied, mais elle échouera du fait de la réaction des travailleurs.

F.O veut se rapprocher de la C.F.D.T du fait de l'approche des élections au CE (février 77) où la C.G.T a de fortes chances de perdre la majorité. F.O va donc soutenir la grève du Centre Livreur d'une part en raison de son implantation réelle, d'autre part par calcul politique.

Compte tenu du passé très récent, la C.F.D.T reste très méfiante vis à vis de FO. Il y a des contacts au niveau du Centre Livreur, mais la C.F.D.T refuse au niveau de l'usine.

La C.G.T majoritaire au Centre Livreur a de nombreux militants et adhérents. Elle cherche à se mettre en valeur par l'intermédiaire du CE (repas gratuits aux grévistes, collis etc.....) Elle est très prudente sur les affrontements et incidents avec l'huissier et les briseurs de grève. Les adhérents C.G.T assument, mais une partie des militants restent à l'écart dans ces moments-là.

La C.G.T refuse l'organisation d'une collecte commune proposée par la C.F.D.T et l'extension du conflit.

L'appel de la C.F.D.T, rejointe par FO, à un débrayage sur toute l'usine se solde par un échec compte tenu de toutes les divisions et du contexte décrit plus haut.

L'huissier porte plainte à l'issue du conflit contre le délégué du personnel C.F.D.T du Centre Livreur. La C.F.D.T porte plainte à son tour contre l'huissier et compte utiliser ces faits pour créer une jurisprudence permettant d'arrêter l'utilisation des huissiers par les entreprises dans les grèves.

Le nombre d'adhérents C.F.D.T augmente malgré l'échec du conflit. Aux élections du CE de janvier 1977 la C.F.D.T progresse nettement au Centre Livreur.

La plainte de l'huissier finit tout de même par toucher le délégué C.F.D.T sa femme refuse de le laisser se représenter aux élections de délégués de Mai 1977.

La conséquence est immédiate pour la C.F.D.T, une bonne part de ceux qui lui ont fait confiance s'abstiennent ou votent blanc. Momentanément la répression indirecte a marqué un point, et les acquis fragiles de la C.F.D.T lors du conflit de juin 1977 sont remis en cause.

Pour comprendre l'image de la C.F.D.T auprès du personnel du Centre Livreur il faut savoir :

- que le délégué du personnel (militant français) élu en mai 1976 ne couvrait qu'une seule des deux équipes
- qu'il y avait depuis deux ans, antérieurement au conflit, un délégué hygiène sécurité C.F.D.T marocain ancien adhérent C.G.T, garçon intelligent mais souvent "dans les vaps", c'est à dire qu'il n'avait guère les pieds sur terre. Il a fallu que la C.F.D.T le secoue pour qu'il se mette en grève. Par ailleurs il a très vite fait savoir qu'il était favorable à la reprise du travail. La C.F.D.T lui a donc retiré son mandat après le conflit. Il a été remplacé dans la deuxième équipe par un adhérent français d'origine sénégalaise, actif dans le conflit, mais qui ne s'entendait ni avec les travailleurs de son secteur, ni avec son camarade délégué du personnel.

Par ailleurs il s'occupait surtout des Africains Noirs sur l'ensemble de l'usine sans tenir compte de la réalité du Centre Livreur. Il s'est donc trouvé à son tour contesté, et son mandat CHS lui a été retiré en avril 1977 par la C.F.D.T.

Comme quoi la personnalité des militants d'atelier d'une organisation syndicale a une importance primordiale.

OBJECTIFS REVENDICATIFS DU CONFLIT -

L'un des objectifs au moins, a posé problème à la C.F.D.T :
" la prime d'intempérie".

Cette revendication ne se trouve pas dans le tract C.F.D.T du 4.6.76. La C.F.D.T par principe n'accepte pas que l'en achète les mauvaises conditions de travail par des primes. Après de longues discussions, la C.F.D.T usine a du se rallier car les travailleurs y tenaient.

Une deuxième revendication présentait un caractère ambigu, celle relative au "PI taux dérogé", revendication sur les classifications.

En effet ce PI taux dérogé ne devait pas exister, c'est la direction de la Régie Renault qui l'a mis en place en 1975 à titre provisoire pour les contrôleurs. Les "PI taux dérogé" devaient en principe passer au PR suivant les modalités à définir.

En juin 1976 il y avait donc deux types de PI : les "normaux" et les "dérogés" payés plus, bien qu'au même coefficient. Le provisoire dure toujours.

Au Centre Livreur il n'y avait pas de PI au taux dérogé.

La C.F.D.T était embarrassée par la revendication, car dans d'autres secteurs de l'usine nous demandions la suppression du taux dérogé. Finalement nous avons admis que le taux dérogé devrait devenir le taux normal, les dérogés passant PR. Il s'agissait d'un problème de cohérence des revendications sur l'ensemble de l'usine.

Il est d'ailleurs à noter qu'en début de conflit le "PI taux dérogé" était prédominant parmi les revendications, et qu'il s'est transformé en la "classification supérieure pour tous" par la suite, formule à la fois plus vague et plus unitaire, car elle englobait tous les ouvriers du Centre Livreur et permettait d'être plus facilement comprise par les travailleurs de l'usine.

DEBOULEMENT DU CONFLIT -

La grève a été plus suivie dans une équipe que dans l'autre. Les 2/3 des grévistes proviennent de l'équipe où travaille le délégué du personnel C.F.D.T. 1/3 de l'autre équipe. C'est dans cette dernière que FO est implantée. La C.G.T a des militants sur les deux équipes, le secrétaire adjoint CGT du CE travaille au Centre Livreur. Les agents de maîtrise CGT du Centre Livreur ont en partie refusé de venir en heures supplémentaires le samedi. Ils sont en majorité CGT, 1 y a parmi eux un ancien délégué du personnel CGT 2ème collège. Les militants C.F.D.T du 2ème collège ont proposé aux travailleurs du 2ème collège du secteur un texte de tract pour faire ressortir le malaise des agents de maîtrise et leurs revendications. Le texte a circulé, mais finalement l'accord n'a pas été donné pour qu'il sorte.

CENTRE LIVREUR : résultats d'élections

1er collège titulaire

	<u>DP mai 73</u>	<u>DP Oct 73</u>	<u>DP mai 74</u>	<u>CE févr 75</u>	<u>DP mai 75</u>	<u>DP mai 76</u>
Inscrits	373	383	370	372	364	357
Votants	305	291	296	290	256	261
Abst + malades	68	92	74	82	108	96
Blancs + nuls	31	37	19	29	15	18
Exprimés	274	254	277	261	241	243
C.F.D.T	59 21,6%	43 16,93%	60 21,66%	50 19,2%	55 22,8%	46 18,9%
C.G.T	215 78,4%	185 72,83	197 71,12	180 68,0%	167 69,2	136 55,9%
F.O		26 10,24	20 7,22	31 11,9	19 7,9	61 25,1%

	<u>CE Févr. 1977</u>	<u>DP MAI 1977</u>
Inscrits	394	393
Votants	262	252
Abst + malades	132	141
Blancs + nuls	20	36
Exprimés	242	216
C.F.D.T	67 27,7%	42 19,4%
C.G.T	123 50,8%	121 56,0%
F.O	52 21,5%	53 24,5%

2ème collège titulaire

	<u>DP Mai 74</u>	<u>DP Mai 77</u>
Inscrits	41	51
Votants	38	33
Abstentions	3	18
Blancs et nuls	1	1
exprimés	37	32
C.F.D.T	1 2,7%	2 6,25%
C.G.T	23 62,1%	19 59,37%
F.O	3 8,1%	2 6,25%
C.G.C	10 27,0%	9 28,12%

IMPORTANCE DU CONFLIT DU NH
DANS LES TRACTS
 (période du 4.6.76 au 9.7.76)

Organisation.	tracts sur l'usine entière sans mention du NH	tracts sur l'usine avec mention partielle du NH	tracts sur l'usine entière consacré en totalité au NH	tracts de secteur sans mention du NH	tracts de secteur avec mention partielle du NH	tracts au NH	total tracts avec mention du NH	total tracts
C.G.T	7	5	2	8	2	2	41	26
C.F.D.T	4	5	4	6		2	41	21
CGT-CFDT				3		5	5	8
F.O.			1			2	3	3
P.C.	6	1		1		2	3	10
L.O.	2	3		2	1		4	8
Revolution	3						-	3
Totaux	22	44	7	20	3	43	37	79

- Les tracts généraux CGT et CFDT ont pour sujets essentiels

- les salaires - rencontres avec la direction générale
- les restaurants
- les congés sans solde pour les travailleurs immigrés
- la chaleur avec ses conséquences sur les conditions de travail.
- un accident de trajet concernant un car qui transportait des ouvriers de l'usine

Les tracts communs CGT - CFDT de secteurs (3) portent sur la chaleur et ses conséquences sur le travail.
 Il y a eu 5 tracts communs CGT - CFDT au Centre. L'un d'eux est un "mise en garde aux briseurs de grève" a été distribué aux trava

TRACTS CONTENANTS DES ELEMENTS POLEMQUES
ENTRE LA CGT et LA CFDT

(période du 4.6.76 au 9.7.76)

	tracts généraux sur toute l'usine	tracts de secteur	tracts au NH	total tracts à éléments polémiques	Total tracts sortis
tracts CGT mettant en cause la CFDT	5	2	2	9	26
tracts CFDT mettant en cause la CGT	3	2	1	6	21

THEMES DES POLEMQUES (4)

	congés sans solde (2)	restaurants (3)	NH (Centre Livreur)	Politique salariale
nombre de fois dans les tracts CGT (1)	2	5	4	1
nombre de fois dans les tracts CFDT	2	3	4	1

1) il peut être abordé plusieurs thèmes polémiques dans un même tract. Chaque thème est décompté une fois par tract même s'il revient plusieurs fois dans le tract.

2) un important conflit sur les congés sans solde des immigrés a été mené par les africains noirs avec le soutien de la seule CFDT en Avril 1976.

3) La gestion des restaurants par le CE à majorité CGT fait l'objet d'importantes divergences. La CFDT est favorable à la gestion des restaurants par la direction. La gestion des restaurants est très fortement déficitaire (4 milliard 400 millions d'AF au 31.12.76).

Militer à Renault-Flins

Rouge, n° 649, jeudi 18 mai 1978.

« L'usine des betteraviers », c'est ainsi qu'on a longtemps désigné, dans le jargon maison, l'usine Renault-Flins construite en 1951 dans la campagne des Yvelines qui sépare (encore) Mantes de Paris. L'usine prendra presque en retard le train de Mai 1968. Quand la grève générale y est décidée, le 16, il y a déjà trois jours que le drapeau rouge flotte sur l'usine Sud-Aviation de Nantes.

Le 4 juin, la direction organise un vote pour la reprise du travail. Les syndicats appellent à boycotter ce vote et les urnes seront subtilisées en fin de journée par les grévistes qui feront un feu de joie avec les bulletins. Les forces de l'ordre prendront prétexte de ce vote pour prendre, le 6 juin, position aux abords de l'usine et protéger la poignée de jaunes et de cadres qui veulent reprendre le travail.

Le lendemain matin, un meeting de protestation à l'usine est attaqué par les CRS. Commencés à 10 h 45, les affrontements, très violents, entre CRS et ouvriers vont se prolonger jusqu'à 20 h.

De nouveaux affrontements auront lieu le 10 juin au cours desquels un lycéen maoïste, Gilles Tautin, sera tué.

En 1969, l'usine passe en équipes 2x8. En trois ans, des milliers de travailleurs sont embauchés. Ils seront en 1972 21 000 dont 8 500 ouvriers à suer leur vie sur les chaînes de Flins. Cette transformation de l'usine brise l'acquis fragile de 1968, disperse les copains entre les équipes, implante le racisme à une grande échelle, absorbe une partie des anciens de 1968 dans la maîtrise.

Pourtant, les luttes de 1971 et 1973, où les travailleurs se battent pour une classification unique pour les OS apparaîtront comme la suite de 1968 et contribueront à faire de Renault-Flins le symbole d'une classe ouvrière faiblement organisée, mais prompte à se révolter. Tous les groupes de l'extrême gauche essayeront, avec des succès divers, d'y développer leur implantation.

Fabienne Lauret et Nicolas Dubost adhèrent à la JCR en 1968, puis à la Ligue communiste qu'ils quittent en 1971 pour participer à la fondation du groupe Révolution! (devenu maintenant l'Organisation communiste des travailleurs après la fusion avec la Gauche ouvrière et paysanne). Ils interviennent depuis dix ans sur Renault-Flins et sa région. Embauchés en 1972, ils font partie maintenant de l'équipe qui anime la section CFDT de l'usine. Aux législatives de mars 1978, Fabienne a été candidate de l'OCT, dans le cadre des listes « Pour le socialisme, le pouvoir aux travailleurs » dans la circonscription des Mureaux-Poissy-Confians, où Rocard a été élu.

Ils ont bien voulu témoigner pour « Rouge » de ces dix dernières années. Leur expérience est significative de celle de centaines de militants révolutionnaires venus sur les entreprises découvrir la réalité du militantisme dans les conditions de l'après-Mai 1968. A ce titre, leur histoire est aussi la nôtre : celle du développement et de l'implantation de l'extrême gauche dans les entreprises.



Flins, le 10 juin 1968, jour de la mort de Gilles Tautin. (Photo Rey/Gamma.)

LES TROIS PHASES MAOS

« (...) Flins » été pendant 6 ans (de 1967 à 1973), une usine marquée par la présence des militants maoïstes. Première phase : Jean-Michel, établi de l'UJCMML en 1967, construit, au MPR de Flins, une « tendance prolétarienne » dans la CGT, a un rôle actif et positif dans la grève générale de Mai 68, où il influence déjà la prise de conscience « lutte de classes » de travailleurs et de délégués CGT comme CFDT. En septembre 1968, désorienté par l'éclatement de l'UJCMML, dénoncé comme établi par le PC, il prend son compte.

« Deuxième phase, la Gauche prolétarienne débarque au printemps 1969, refait le tour des contacts de Jean-Michel, le fait passer pour un traître (« (...) sans aucune vergogne, il a quitté le terrain des travailleurs (...) », dira un de leurs tracts daté du 12 juin 1969), établit de nouveaux militants à l'usine.

Nous étions alors un groupe de militants de la Ligue communiste, animant la « Lutte continue » depuis juillet 1968, regroupement d'ouvriers de Flins et de la région, distribuant une feuille aux portes de l'usine. Ils nous ont trouvé sur leur chemin, certains anciens de la « tendance prolétarienne » dans la CGT étant en contact avec nous ; l'absence de militant de la Ligue à l'intérieur de l'usine, notre faiblesse politique... (nous ne savions opposer à leur antisindicalisme forcené, leur volonté de casser du réviso, que des citations maledrates de « la Maladie infantile du communisme » de Lénine), ceci a fait que la Gauche prolétarienne a pu nous exclure du Comité d'action révolutionnaire qu'on a animé ensemble quelques semaines. On a essayé de maintenir les restes de la « Lutte continue », pendant qu'eux allaient se fabriquer un mythe gros comme ça, celui de Flins où il ne manque plus que l'étincelle pour mettre le feu à la plaine. Pour eux, en effet, comme les ouvriers ont brûlé les urnes lors d'un vote de reprise organisé en juin 1968 par

la direction, comme ils ont affronté les flics en juin 1968, il ne manquait plus que l'étincelle pour que Flins entre en grève, et que la France entière emboîte le pas, pour que la révolution éclate. Je ne caricature pas, c'est comme ça qu'ils disaient à l'époque, tel quel. C'est au nom de cette logique qu'ils sont venus produire l'étincelle sur le parvis de l'usine le 17 juin 1969 pour « venger » Gilles Tautin. En fait de grève, ils ne feront que déclencher une habile manœuvre de la direction qui, prévenue du coup, refuse d'utiliser les flics, et en profite pour opposer à ce commando de gauchos la maîtrise armée en commando elle aussi, et ainsi dans la foulée un Comité de défense de la régie (CDR). On paye encore aujourd'hui à chaque grève les fruits amers de cette épopée quand la maîtrise et les cadres sont mobilisés en un clin d'œil pour venir provoquer les défilés, influencer les ouvriers à ne pas débrayer, vider manu militari les tentatives d'occupation de l'usine comme en 1971 et 1973. Inutile de dire que cette équipe n'a pas fait long feu à l'usine !

« La troisième phase est alors celle du comité de lutte qui, sur la même ligne antisindical, anima de multiples luttes, organisa de nombreux travailleurs immigrés à partir d'un travail dans les foyers. Mais tout cela était très fragile, et dans la charrette des 25 licenciés à la fin de la grève de 1973, la direction n'oublia pas les deux établis de cette « troisième époque », et sans eux rien ne restera de leur travail, pourtant déjà moins délirant.

« Un peu à part il a eut Vive la révolution de 1969 à 1971, VLR a joué un rôle non négligeable à cette époque comme révélateur et force d'imagination dans l'extrême gauche, ce sont eux qui développeront le thème « changer la vie », ce sont les femmes de VLR qui, les premières dans l'extrême gauche, se réunirent entre elles et animèrent la création du MLF, etc. Et à Flins, c'est la plus importante expérience ou-

vière de VLR qui s'est développée à travers la « Base ouvrière ». En juillet 1969, à peine relevés de la claque infligée par la GP et l'expérience du CAR on remet ça avec VLR.

Mais là, les rapports furent nettement plus fraternels. VLR établit des ouvriers, gagnés ailleurs, notamment Jean-Marie Konczyk (qui a raconté son passage à « Libération », qui raconte son expérience militante dans la revue « Autrement » n° 12, où il crache sur la classe ouvrière de Flins dans une manière insupportable...). VLR amène dans la région une équipe externe assez solide ; à l'époque nous étions membres de la minorité de la Ligue, nous voulions construire des comités de base. Eux aussi. Nous avons constitué ensemble la Base ouvrière de Flins. Cela a duré de septembre 1969 à décembre 1969. Cette expérience commune a été interrompue lorsque nous avons été mis en demeure par la direction de la Ligue de choisir entre sa continuation et notre appartenance à la Ligue. Décidant alors de rester à la Ligue, nous, avons autodissous la cellule de Flins en décembre 1969 et avons continué d'intervenir dans la région autour des cimenteries de Gargenville, près de Mantec-la-Jolie. La Base ouvrière est devenue au fil des mois une puissante force militante à l'usine. Dénonçant le trafic de l'embauche à Flins par l'attache spectaculaire du bureau de la main-d'œuvre à Meulan, par exemple. La Base ouvrière a culminé... et s'est brisée dans les grèves de 1971. Bien que parmi les animateurs de la grève, ils n'ont pas, eux non plus, résolu la question syndicale. Ne comprenant pas quel rôle précis jouaient CFDT et CGT à Flins, et développant des analyses ultra-gauches sur les capacités des travailleurs à lutter en dehors des syndicats. (...)

N.B.

J'ai été embauché à Flins au printemps 1972. La ligne de Révolution 1 à l'époque, un peu anti-syndicale, préconisait la construction de comités de base. On s'est syndiqué à la CFDT et on a cherché au bout d'un an à devenir délégués. Il n'y avait pas de traditions établies sur ce sujet dans notre organisation, Révolution 1. On cherchait plus alors à se servir des avantages de la délégation que de vraiment construire et développer le syndicat. Ceux qui, dans la section, étaient opposés à notre présentation comme délégués ont changé d'avis après la grève de 1973. Nous avons alors été très actifs et Fabienne avait été la seule gréviste de son atelier.

Les 25 licenciements de 1973

Le passage en équipes, la rotation rapide du personnel dans une usine d'OS, la présence massive d'immigrés ont créé des conditions particulières de la lutte à Flins. Le paradoxe de Flins, c'est la multitude de grèves qui se déclenchent atelier par atelier. Peut-être parce que les ouvriers ont l'impression de mieux maîtriser une lutte au niveau de leur atelier qu'un rapport de forces sur les salaires dans une entreprise (Renault) de 110 000 travailleurs, dans une usine comme Flins. C'est un paradoxe, car ces grèves sont efficaces (la grève-bouchon d'un atelier peut bloquer la production), et, en même temps, isolées devant les manœuvres de la direction.

Les travailleurs immigrés

Il y a 8500 travailleurs immigrés à Flins. Les Marocains (plus de la moitié des immigrés de Flins) n'ont pas les traditions de luttes et d'organisation des Algériens. Pourtant, un des acquis de la grève de 1973 est le nombre important de délégués immigrés. C'est très important car 40 % des travailleurs de Flins sont immigrés, presque tous OS ou P1 de fabrication.

Les immigrés qui vivent seuls en France se mobilisent difficilement pour une réduction du temps de travail. Ça tient à leur vie ici. Une fois quitté l'usine, ils n'ont que le café ou les foyers ; entassés dans l'un et méprisés, sinon agressés, dans les autres. Au moins à l'usine, il y a les copains.

Il reste un problème que jusqu'ici ni les organisations syndicales ni les organisations révolutionnaires ne sont parvenues à résoudre. Au moment d'une prise de parole, de la rédaction d'un tract ou d'une affiche, c'est « naturellement » un militant français qui se lance. Cela crée une situation de dépendance que nous ne sommes pas parvenus à dépasser.

Il ne s'agit pas de rendre les travailleurs immigrés responsables de cette situation, mais de constater que personne n'a su s'attaquer à ce problème, ni même combler partiellement le fossé culturel qui nous sépare. On s'est moqué parfois dans l'extrême gauche de ceux qui faisaient de l'alphabétisation. Peut-être que leur projet politique n'était pas clair, mais leur action était importante. Il faut aussi inventer des solutions nouvelles. Nous faisons des tracts en français et en arabe ; ce n'est pas suffisant car un nombre très grand de travailleurs ne lisent ni l'un ni l'autre. La propagande orale reste très importante.

Notre première grève importante

Michel L., un militant de Lutte ouvrière avait réalisé un travail très important au CKD, l'atelier où sont

emballées les pièces détachées destinées à l'étranger. Il y avait monté une section CGT. Des réunions fréquentes rassemblaient les syndiqués et les travailleurs, dans l'unité CGT-CFDT. Le résultat de ce travail a été, en 1974, une lutte pour le refus du travail le samedi en équipe du matin. Le mot d'ordre des travailleurs était « 40 heures en 5 jours ». La grève a démarré au CKD et nous avons travaillé à son extension dans l'usine.

Le conflit concernait les ouvriers en 2x8 et l'essentiel des dirigeants de la CGT et de la CFDT travaillaient alors en normale. C'est donc Michel, pour la CGT, et moi, pour la CFDT, qui animions les cortèges dans l'usine, les prises de parole. La grève a été un succès relatif car les accords Renault de 1975 ont consacré l'arrêt du travail le samedi.

Michel L. nous a appris deux choses : qu'il était possible et important pour les militants révolutionnaires d'être à la CGT ; ensuite que si nous étions avant tout des délégués dans nos ateliers, nous n'avions pas l'habitude d'organiser des réunions régulières des syndiqués.

Pour la première fois, une grève animée par des militants d'extrême gauche était ressentie comme une victoire par les travailleurs. Il aura fallu 6 ans après 1968 pour que les



révolutionnaires dans l'usine soient à la fois des leaders syndicaux et des leaders de masse. Ces 6 ans sont aussi une défaite. Ils sont peut-être dus aux erreurs de la ligne de Révolution I, mais surtout aux difficultés générales de l'implantation des militants révolutionnaires dans les entreprises, au BA BA du militantisme qu'il nous avait fallu apprendre.

La réalité du travail de masse

Dans la CFDT, nous avons appris essentiellement la différence entre les désirs des révolutionnaires et la réalité du travail de masse quotidien, la réalité du rapport de forces avec la direction de la régie. La réalité tout simplement qui transformait notre vision de la classe ouvrière. Pas en moins enthousiasmant : à la place de la phrase gauchiste, la vie des ouvriers, leurs luttes telles qu'elles sont.

On a appris de Michel L., on a appris de la CFDT, on a appris de VLR, mais on a aussi apporté des choses à la lutte dans l'usine, sans se vanter. Tout un courant révolutionnaire se reconnaît aujourd'hui dans notre activité : des délégués, des ouvriers, des femmes. On a

apporté du sang nouveau à la CFDT et à la CGT. On a été les premiers gauchistes à devenir délégués CFDT, à le rester et à construire le syndicat réellement. A la CGT, notre place a été relativisée par le poids de LO (qui n'a plus aujourd'hui de rapport de forces), mais, là aussi, on représente un courant du syndicat dont le PC doit tenir compte.

Là où on a été le plus efficace, c'est dans les grèves. Pour essayer de développer la démocratie ouvrière, le pouvoir de discussion et de décision des grévistes sur les revendications, la durée des grèves, pour organiser des défilés, pour faire des meetings pendant les grèves ; pour faire que la grève soit un moment d'unité, d'organisation et de conscience pour les ouvriers.

Ce n'est pas évident dans une usine comme Flins. Il ne suffit pas de vouloir construire un syndicalisme de lutte de classe, et construire une organisation révolutionnaire implantée dans la classe ouvrière, il faut trouver les médiations concrètes, comme on fait, par où on commence. Par exemple mener dans les syndicats la lutte contre le style de travail des délégués, contre la délégation de pouvoir, les délégués-avocats. Le contre-pouvoir des délégués, c'est positif, mais c'est aussi un pouvoir qui possède un individu et donc cela le coupe des ouvriers et la direction l'entretient et le développe. Il y a comme ça plein de petites batailles qui sont essentielles pour avancer.

Certaines même sont la base de la révolution. Ça fait grandiloquent, mais je le pense. Il n'y aura pas de socialisme sans remise en cause massive de la délégation de pouvoir avant la révolution. Sinon, on prépare le lit de Staline, Hua Kuo-feng ou autres. Et ça, c'est valable d'abord dans les rapports avec les masses. Car bien des révolutionnaires organisés sont dans les masses des petits chefs adorés des travailleurs. J'ai trop vécu ce rôle pour ne pas en connaître les dangers : « Vas-y Nicolas, on a confiance en toi. » Et si je veux remettre en cause cette confiance, cette délégation de pouvoir, les ouvriers m'engueulent et croient que je veux les laisser tomber. C'est très dur.



Défilé à Flins, le 9 mai 1978, grève de soutien aux grévistes des sièges.

Nicolas Dubost

« Quand un type attrape ma main au lieu du tract que je lui tends... »

« En 1973 le cortège des grévistes des chaînes sellerie est venu faire débrayer la couture. Je me suis levée et au micro de l'atelier, j'ai demandé aux filles de cesser le travail. J'ai été la seule à sortir. Même pour une révolutionnaire, c'était très dur : quitter sa machine sous le regard du chef et aller « rejoindre les hommes ». Des copines, pourtant sensibilisées à la lutte n'ont pas osé.

A la couture, on fait les housses qui recouvriront les sièges des voi-

tures : un grand atelier avec des dizaines de machines à coudre où travaillent plus de 500 filles en deux équipes et la normale. J'étais connue comme la femme de Nicolas, on a donc adhéré au même syndicat, la CFDT, bien que mon atelier soit en majorité CGT.

Au début ; je manquais de souplesse, je voulais convaincre à tout prix. Sur les revendications au travail ou sur les problèmes de l'avortement, je me suis mis à dos pas mal d'ouvrières.

sexuel. Je ne pouvais plus le supporter, et j'ai prévenu la section syndicale que je ne militerai plus sur les chaînes pour me consacrer à mon atelier et à mes tâches de déléguée au comité d'entreprise.

« Quand un type attrape ma main au lieu du tract que je lui tend, j'ai envie de lui mettre une baffa. C'est un travailleur, un immigré peut-être, je peux lui trouver 1000 excuses, mais je ne supporte pas. C'est dur d'être délégués dans une usine où beaucoup de femmes ne vont pas à la cantine le midi « pour être tranquilles ». Dans la CFDT même, j'ai dû remettre en place des militants qui me disaient « voilà un balai » ou « tu es mignonne aujourd'hui ». J'y ai gagné une réputation de mégère, mais j'ai amené des militants à réfléchir sur leur attitude.

« Dans mon atelier, j'ai changé ma façon de militer. Je suis moins agressive, et je ne suis plus rejetée. Pourtant il y a encore des problèmes. Je suis très isolée sur le problème du racisme, c'est mal vu de parler à un Arabe. Des copines qui étaient venues aux groupes femmes des Mureaux l'ont abandonné : toujours les maris qui n'appréciaient pas de se faire contester. Le CE va lancer bientôt une campagne sur le planning familial. On a beaucoup discuté de de la pilule, de l'avortement, ça devrait marcher. »

Fabienne Lauret

Faire grève pour une femme

Il est très dur de lancer une grève dans cet atelier. Les journées de grève nationale sont en général peu suivies. Les femmes réagissent plus quand leur vie est directement touchée. Par exemple, un jour, la direction a voulu nous imposer la récupération, un samedi, d'une journée chômée à cause d'une grève de l'EDF. Travailler un samedi foutait leur vie en l'air : le samedi, c'est le jour des courses, du ménage, des gosses. Elles se sont mises en colère : Tout l'atelier a fait grève : A deux heures, on était à la porte pour accueillir l'équipe de l'après-midi. C'était comme un piquet de grève. Les filles étaient heureuses, étonnées de se voir toutes en lutte. Par contre les maris (beaucoup de femmes ont leur mari qui travaille à l'usine) faisaient la gueule ! Faire grève pour une femme, ce n'est pas la même chose que pour un homme. Il y a des barrières plus difficiles à fran-

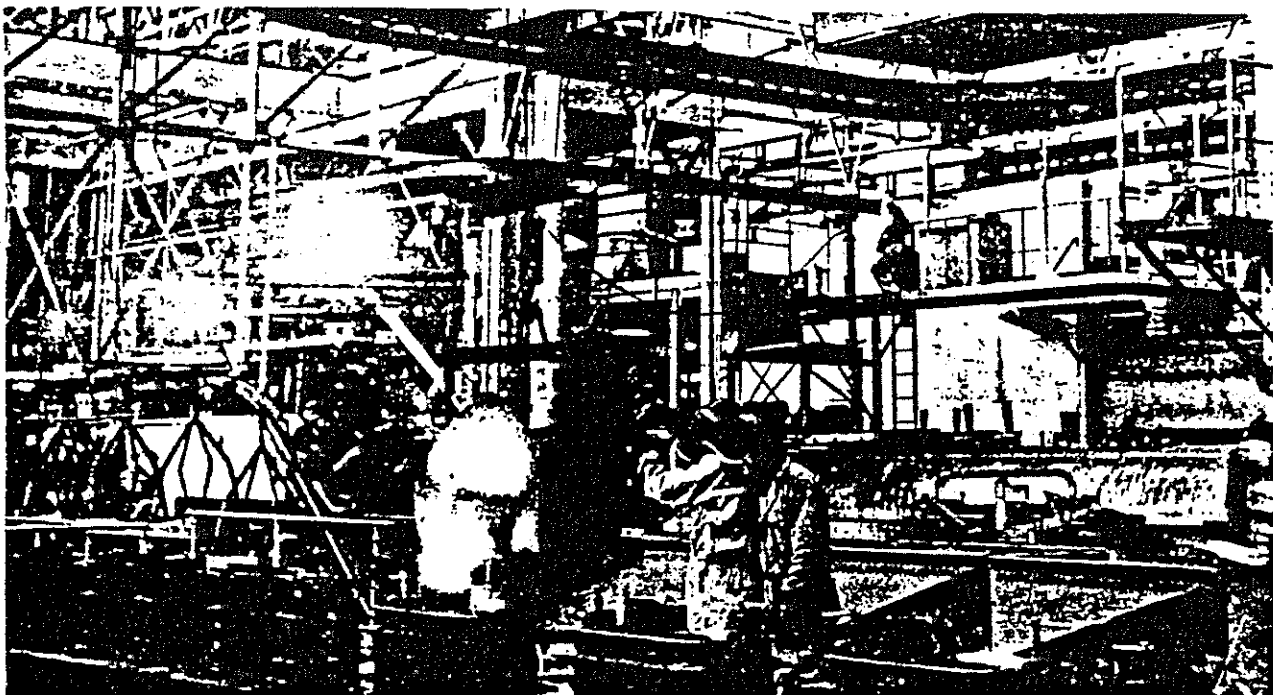
chir. La direction a réussi à diviser notre lutte en proposant aux ouvrières de prendre ce samedi-là, un jour d'ancienneté, ou leur « journée des mères ». Beaucoup d'ouvrière se sont rappelées pendant longtemps cette fin amère ; pourtant la direction n'a plus jamais proposé de récupérer le samedi.

Il y a eu d'autres conflits dans mon atelier : pour l'obtention du niveau P1 pour celles qui travaillent à la préparation, pour l'embauche des intérimaires, pour l'amélioration des conditions de travail pendant l'été très chaud de l'année 1976. Chaque fois, bien qu'on ne bloque pas la production, on a eu plus ou moins satisfaction, comme si la direction avait peur d'une grève de femmes. Maintenant après les élections, c'est plus dur de mobiliser. Pourtant, pour le lancement de la R18, la charge de travail a augmenté.

J'étais vécue comme un objet sexuel

Je suis, depuis des années, la seule déléguée de CFDT. Au début, j'allais sur les chaînes, com-

me un délégué. Des types croyaient que je venais pour draguer. J'étais vécue comme un objet



Renault-Flins : Chronique d'une grève... suivie d'effets

La C.F.D.T. anime la grève des carrousels... mais perd des voix aux élections. Alors ?

Mai 1968 a fait de Renault-Flins un symbole. Qu'en est-il dix ans plus tard ? Une grève qui vient de s'y dérouler fournit quelques éléments de réponse sur la conscience des travailleurs et la politique patronale.

C'est à Flins qu'est montée la nouvelle voiture lancée par Renault, la R 18. L'entreprise nationalisée profite du démarrage de ce véhicule pour imposer de nouveaux temps de gamme qui se traduisent par une augmentation de la charge de travail ou des cadences. Le mécontentement est grand dans les ateliers, mais il reste à l'état latent. Dans la deuxième quinzaine d'avril les ouvriers des carrousels-sièges (montage des sièges) vont réagir à l'initiative des délégués C.F. D.T. du secteur, particulièrement dynamiques. Pour éviter l'aggravation de leurs conditions de travail, les ouvriers décident d'abord le coulage des cadences. Très rapidement la direction répond par des menaces et des sanctions. Fin avril, 140 ouvriers des carrousels-sièges ripostent par la grève illimitée; ils n'ont pas d'autre choix s'ils veulent être efficaces.

Un conflit gênant pour leur R 18

Les revendications avancées sont pourtant simples et claires : annulation de toutes les sanctions; 2 ouvriers supplémentaires par groupe de 14; la qualification de P1 pour les

ouvriers spécialisés. Cette dernière revendication, déposée depuis des années, a déjà suscité plusieurs mouvements de grève; elle correspond à la volonté des ouvriers spécialisés de connaître une évolution professionnelle.

Le mouvement des carrousels-sièges ne constitue pas à proprement parler une grève bouchon puisque, les voitures peuvent être sorties des chaînes, mais elles doivent être stockées sans sièges sur les parcs. Par ailleurs, l'opération de montage des sièges après coup n'est pas très commode à réaliser. Dans l'usine, la pagaille la plus totale règne; jour après jour des milliers de voitures incomplètes ne peuvent être ventilées sur le réseau. Très gênée, la direction de Flins formule des propositions : suppression des sanctions; un ouvrier supplémentaire durant la période de montée en cadence de la R 18.

L'assemblée générale des grévistes refuse de reprendre le travail sur de telles bases. Il est clair que la Régie Renault ne cédera jamais le P1 devant la grève d'un seul atelier, car si elle lâche, elle sait bien que tous les O.S. s'engouffreront dans la brèche ainsi ouverte. La direction met donc tout en œuvre pour briser la grève même si cela doit lui coûter très cher : travail le samedi, le dimanche, les jours de fête avec des briseurs de grève; mise en place d'ateliers de remplacement en dehors du territoire de Flins avec du personnel Renault. Des ouvriers, des techniciens « volontai-

res » ou non provenant de toutes les usines sont mobilisés. La Régie Renault s'appuie sur un avenant au contrat de travail qu'elle fait signer à tout le personnel, avenant qui permet d'expédier chacun en mission où l'entreprise le désire.

De plus, des provocations diverses sont montées pour éprouver la solidité des travailleurs en lutte. Enfin la direction généralise l'utilisation de tous les lieux de sous-traitance possibles, en France et à l'étranger.

La C.F.D.T. isolée

La C.F.D.T. Renault-Flins, animatrice de la grève, sait très bien qu'un rapport de forces favorable ne se crée pas au niveau d'un seul atelier. Les appels aux entreprises sous-traitantes, pour qu'elles ne fabriquent pas de sièges pour Renault ont peu de chances d'être entendus en période de difficultés économiques ; ils seront cependant lancés. Il est donc proposé aux grévistes d'élargir le conflit à tous les travailleurs de Flins ; ils acceptent. Durant plusieurs jours est menée une campagne de popularisation avec meetings et tracts sur les revendications non satisfaites, sur la nécessité d'une action d'ensemble. Elle fait ressortir que la période est particulièrement propice puis que la Régie Renault a absolument besoin de la R18.

Un appel commun C.G.T.-C.F.D.T. à un débrayage de 2 h 30 est lancé : pour le mardi 9 mai. La C.G.T. suit

sans plus, en traînant des pieds ; elle ne peut refuser à quelques jours des élections de délégués du personnel. Le débrayage est un échec cuisant, quelques centaines de travailleurs sur 20 000 défilent dans les ateliers.

Pour amortir le choc, et compte tenu de la mauvaise volonté de son partenaire syndical, la C.F.D.T. lance seule dans les ateliers une collecte avec bons de souscription pour soutenir les grévistes des carrousels-sièges. En deux jours, un million deux cent mille anciens francs sont rassemblés : une somme assez exceptionnelle pour Flins.

Le moral des grévistes est provisoirement remonté ; cependant, il n'est pas question de laisser pourrir le conflit avec toutes les conséquences qui en découleraient pour l'avenir. De son côté, la direction de Flins, empêtrée dans ses voitures incomplètes, connaît aussi des déboires avec les sièges qui viennent de sous-traitants ; elle veut en finir au plus vite. Un compromis se dessine. Les sanctions sont retirées, l'ouvrier supplémentaire pour 14 est garanti définitivement, trois jours de grève correspondant à la durée des négociations sont payés.

Après 17 jours de grève, les ouvriers des carrousels-sièges suspendent leur action. Ils ne sont ni déçus ni découragés. C'est la première fois depuis trois ans qu'un conflit de ce genre, chez Renault, ne s'achève pas sur une « déconfiture soignée ».

Les 18 et 19 mai se déroulent à Flins les élections de délégués du personnel. Elles vont être pour la C.F.D.T. à l'image de l'extension du conflit des carrousels. Dans le premier collège (ouvriers-employés) la C.F.D.T. passe de 42,8 % à 37,8 %, dans le deuxième collège de 30,5 à 26 %. Chez les ouvriers la C.G.T. progresse de 44,9 % à 49,4 %, pratiquement sans gagner de voix. Il en est de même pour la C.G.C. (de 37,7 % à 41,1). Dans le deuxième collège, F.O., marquée par l'étroitesse de ses relations avec le R.P.R.-A.O.P. ne bouge pas. Les abstentions se sont accrues dans une proportion considérable.

Dans le premier collège, tout s'est passé comme si un électeur C.F.D.T. sur 5 avait changé de vote : 80 % des voix choisissent l'abstention ou le vote blanc, 20 % se reportent sur la C.G.T. Dans le deuxième collège, un électeur C.F.D.T. sur 5 a choisi l'abstention. Unique compensation pour la C.F.D.T. Renault-Flins : elle a progressé de 50 à 62 % des voix au bureau de vote des grévistes des carrousels-sièges.

Comment expliquer une telle variation entre 1977 et 1978 ? Notons d'abord que dans une usine où le syndicalisme est faible (10 % de syndiqués au total) les évolutions sont très marquées et fréquentes.

Des circonstances locales interviennent évidemment : durant le conflit des carrousels, la C.F.D.T. a seule dé-

noncé le rôle de briseur de grève d'un dirigeant de l'Amicale des travailleurs et commerçants marocains. En mesure de rétorsion, celle-ci n'a pas caché qu'elle ferait campagne contre la C.F.D.T. Le racisme de certains travailleurs français pèse lourd à Flins ; la C.F.D.T. présentait une liste avec 60 % d'immigrés dans le collège ouvriers (il y a 50 % de Français, 50 % d'immigrés dans ce collège. Les autres organisations syndicales sont loin de consentir un tel effort vers les plus exploités !).

Des travailleurs ont été déçus par le fait que la C.F.D.T. n'a pu changer la situation au comité d'établissement. La C.F.D.T. n'a occupé le secrétariat du comité d'entreprise en 1977 que durant quelques mois de crise. Mise en minorité sur la gestion des restaurants qu'elle voulait céder à la direction, elle a démissionné. Depuis, elle se trouve dans l'opposition face à une étrange coalition C.G.T. - C.G.C. - F.O.

Mais ces circonstances locales ne recouvrent pas l'essentiel. Durant un an, la C.F.D.T. Renault-Flins a été comme paralysée par le contexte électoral national ; ayant acquis son audience dans les luttes, elle s'est retrouvée inactive, se contentant d'une campagne sur le contrôle ouvrier assez en porte-à-faux dans l'usine. Ne se mêlant pas de la polémique à gauche, ses militants ont été démobilisés.

Fruits amers

Après l'échec des législatives, le discours de la C.F.D.T. Renault-Flins — *« les négociations à froid n'apportent que des miettes, elles ne sont là que pour permettre aux patrons de gagner du temps, créons d'abord le rapport de forces nécessaires — heurte de plein fouet des travailleurs encore sous le coup de la défaite (un processus de négociations a été engagé par la Régie Renault). Sans compter qu'un tel langage contredit celui d'autres instances syndicales C.F.D.T. : au lendemain des élections de délégués du personnel, la C.G.T. Flins déclare avec complaisance : « l'aventurisme, qui trouvait un terrain trop longtemps fécond, est battu. »*

Dans une période d'une forte résistance patronale, dans une période de recul de la classe ouvrière, l'échec de l'extension de la grève des carrousels-sièges et le résultat des élections de délégués du personnel à Flins fournissent quelques éléments de réflexion aux militants révolutionnaires.

Entre l'opportunisme « réaliste » et la dénonciation incantatoire, aussi inutile que vaine, des appareils tant politiques que syndicaux, la voie reste étroite. Mais n'est-ce pas justement l'attentisme, le manque de critique du pouvoir et l'absence d'initiatives des organisations ouvrières qui nous ont menés là ?

Daniel JUGE ■

Renault :

La révolte des O.S.

Cléon, Flins : les grèves bouchons des O.S. de chez Renault - aux origines très différentes -, expriment le même ras le bol.

Le 19 mai 78, les ouvriers des presses de l'équipe 2 se mettent en grève pour exiger le retrait d'une sanction infligée à l'un de leurs camarades : un avertissement de deux jours de mise à pied pour retards successifs. Les ouvriers des presses ont des rapports tendus avec l'encadrement depuis quelques mois. La direction a en effet décidé de resserrer la discipline, souvent de manière absurde.

La sanction sert de détonateur. Très vite les ouvriers des presses de l'équipe 2 mettent en avant la revendication qui leur tient à cœur : la classification de P1 pour tous. En mars 1973 la Régie Renault avait déjà été secouée par une longue grève des ouvriers des presses de Billancourt, Flins et Sandouville sur cette même revendication. Cette grève s'était terminée sur une « ouverture » de la Régie Renault : tous ceux qui suivraient un stage de retoucheur et de contrôleur, pourraient accéder au « P1 ».

Or il n'en a rien été. L'espoir de tous de devenir P1 a été brisé. La Régie Renault s'est contentée de ne promouvoir des P1 qu'en fonction du nombre de retoucheurs dont elle a besoin. A Flins, il y a environ 150 P1 et 600 ouvriers spécialisés, pour la plupart immigrés, dans l'atelier des presses. De surcroît, seuls les ouvriers les plus dociles sont choisis pour accéder au P1.

Pour les O.S. presses, une méfiance accrue vis-à-vis de la direction s'est installée. S'ajoute à ces griefs la façon dont a été mis en route, il y a quelques mois, un « chantier » expérimental d'« enrichissement des tâches » sur une ligne de presses. Un nombre non-négligeable de jeunes Français récemment embauchés a été retenu pour cette expérience, tandis que de nombreux immigrés ayant, 8, 10 ans (ou plus) d'ancienneté ont été écartés.

Que recouvre cette revendication du P1 ? Evidemment la volonté d'obtenir une augmentation de salaire (80 F par mois) à travers une évolution professionnelle. Mais elle recèle également une illusion au niveau de l'appréciation du rapport de forces. En

effet les travailleurs d'un atelier se rabattent sur ce type de revendication (passer au niveau supérieur dans l'échelle des classifications), car ils croient que l'entreprise pourra d'autant plus la satisfaire qu'ils ne sont qu'un petit nombre, au regard de tous ceux qui chez Renault la réclament.

Pour sa part, la Régie Renault raisonne tout différemment. Pour elle, il n'est pas question de toucher à une pierre de son édifice de classification ; sinon il s'effondre complètement. Accorder le P1 aux presses, cela entraînerait pour la direction la nécessité de le donner à tous les ouvriers spécialisés. Elle oppose donc un refus opiniâtre. Derrière cet affrontement entre les O.S. presses et la Régie Renault, se trouve posé tout le problème des grèves d'atelier se transformant en grèves bouchon.

Deux logiques

Les ouvriers des presses sont répartis en trois équipes. Deux d'entre elles travaillent de jour en alternance le matin et le soir. La troisième est une équipe de nuit permanente. L'extension n'a été possible que grâce à une prise en charge très volontariste par les organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. (débrayages partiels et une semaine de discussion entre délégués et ouvriers).

Très vite le conflit se durcit car deux logiques résolument opposées se font face. D'une part la Régie Renault n'est pas décidée à laisser bloquer le fonctionnement de toute l'usine par quelques centaines d'ouvriers. Pour assurer la production, elle mobilise donc des agents de maîtrise, régisseurs, techniciens, cadres, qui sont chargés de remplacer les grévistes ou de protéger les briseurs de grève. D'autre part les O.S. presses refusent de voir brisée l'efficacité de leur lutte. Ils sont donc déterminés à empêcher tout fonctionnement de l'atelier. Ces oppositions débouchent inévitablement sur

des affrontements physiques, sans trop de gravité cependant; parfois des bouteilles ou des boulons volent. A chaque fois, la direction fait constater ce qu'elle appelle « entraves à la liberté du travail » par des huissiers. Puis elle demande aux agents de maîtrise de décrocher.

Le vendredi 26 mai la grève est totale dans les trois équipes. L'atelier ne tourne plus du tout. Cependant l'occupation de l'atelier, le samedi matin, échoue. La direction en profite pour déménager de nombreux outils vers la sous-traitance ou d'autres usines automobiles. Mais elle ne peut déplacer, pour des raisons techniques, l'outil correspondant aux côtés de caisse gauche de la R 18. Cette circonstance particulière va renforcer l'efficacité de la grève car la Régie a absolument besoin de ces côtés de caisse.

Durant toute la semaine suivante la direction essaie de remettre l'atelier en marche. Elle échoue à chaque fois. Tôt ou tard le lock-out devient inévitable. Les affrontements avec la maîtrise solidarisent de plus en plus les grévistes. Ils prennent conscience de leur force et de leur unité. Ils vont réussir l'occupation de l'atelier des presses après l'annonce du lock-out, le vendredi 2 juin.

Mais le dispositif répressif mis en place par Renault se déclenche. Les constats d'huissier servent de base à un référé contre les grévistes. La direction veut profiter des jours de fermeture de l'usine pour faire évacuer l'atelier des presses et y travailler afin de reconstituer ses stocks. Le jugement de référé et une ordonnance sur requête n'exigent pas l'évacuation de l'atelier. Ils autorisent cependant la Régie Renault à faire appel aux forces de l'ordre si la liberté du travail n'est pas respectée. La direction se sert de cette appréciation pour faire évacuer les presses par les C.R.S. le 6 juin.

L'atelier fonctionne deux jours avec des régleurs et agents de maîtrise sous la protection de la police. Mais le jeudi 8 juin, la grève reprend dès la réouverture de l'usine. La direction va alors engager plusieurs dizaines de procédures de licenciement contre des ouvriers des presses, toujours à partir de constats d'huissier. Malgré ces menaces, malgré cette prise d'otages, la grève se poursuit le lundi 12 juin.

L'extension de la lutte à Flins

Les conflits d'atelier, les grèves bouchons, même très majoritaires dans le secteur où elles éclatent, sont pour la plupart voués à l'échec (partiel ou total), si les autres travailleurs ne rejoignent pas leurs camarades dans l'action. L'extension fut tentée à Flins à partir du jeudi 1^{er} juin. Mais elle échouera, les mouvements de grève s'effritant et devenant très faibles le lundi 12 juin. Les premiers jours,

2.000 travailleurs avaient défilé dans l'usine à l'appel des organisations syndicales C.G.T. et C.F.D.T. La revendication principale était 300 F de plus pour tous par mois.

Mais la stratégie à adopter n'est pas simple. D'un côté, une grande masse de travailleurs (il y a 20.000 personnes à Renault Flins) reste attentiste. Les vacances sont proches. Comment les entraîner? De l'autre côté, une partie de ceux qui débrayent, optent pour des grèves de durée limitée répétée chaque jour. Enfin, une minorité de quelques centaines, surtout des jeunes Français, est décidée à aller jusqu'au bout. Elle veut bloquer les chaînes, voire occuper l'usine comme à Cléon. Cette minorité désire être efficace tout de suite sans trop se préoccuper des autres travailleurs. Elle estime qu'ils suivront.

Il devient très difficile, dans ces conditions, de créer une dynamique. Les contradictions entre les uns et les autres éclatent à chaque instant. Les compromis intersyndicaux sur les horaires de grève finissent par lasser les travailleurs les plus combattifs.

Vers quel rapport de forces ?

Au moment où nous écrivons, les O.S. presses sont isolés dans l'usine de Flins et menacés par les procédures de licenciement. La désignation d'un médiateur par le tribunal de Versailles, suite à un référé introduit par la C.F.D.T., n'arrange pas la Régie Renault, puisqu'elle a fait immédiatement appel. Cependant la détermination des O.S. presses peut-elle, seule, créer le rapport de forces permettant d'aboutir à un compromis acceptable pour les travailleurs? Cette question posée par ce conflit, comme par celui de Renault Cléon, éclaire.

les problèmes qui se posent aux organisations ouvrières.

La résistance patronale et gouvernementale se transforme très vite en offensive répressive. La volonté de négociations n'existe que dans la mesure où celles-ci se déroulent sur les bases voulues par le C.N.P.F. et le gouvernement (donc éloignées des revendications).

Dans des usines où le syndicalisme est faible (c'est le cas pour Renault Flins et même Renault Cléon) éclatent des mouvements de révolte. Même pris en charge par les organisations syndicales dès le départ, ils ne permettent que difficilement, faute

d'une préparation collective conséquente et suffisante, une jonction entre les minorités combattives et la masse des travailleurs. Cette constatation mérite réflexion.

Dans cet article, pour mieux faire ressortir quelques points fondamentaux, nous avons volontairement passé sous silence les stratégies syndicales qui ont tout de même pesé sur le déroulement du conflit tant à Flins que sur l'ensemble de Renault. Il faut constater qu'elles n'ont pas pu répondre à l'isolement des grévistes. Le voulaient-elles ? Nous y consacrerons un prochain article.

Daniel JUGE ■



Renault : Quelle stratégie syndicale ?

Le conflit à Flins pose des questions fondamentales à la classe ouvrière et aux organisations.

Le dernier acte du conflit Renault est en train de se jouer après la réouverture complète de l'usine de Flins. Tout le problème est de savoir si les ouvriers spécialisés des presses vont rester isolés, ou bien si leurs camarades des chaînes, « lockoutés » durant près d'une semaine sans aucune contrepartie au niveau du salaire, vont se joindre à eux.

Mardi 20 juin, la Régie Renault avait renvoyé chez eux la moitié des travailleurs de l'usine. Les travailleurs immigrés, dans leur grande majorité, ont été les plus touchés par cette mesure. Habile manœuvre de division. Puis les forces de police sont intervenues pour évacuer une deuxième fois en 15 jours l'atelier des presses occupé. Les C.R.S. et les gardes mobiles sont ensuite restés dans l'usine, visibles de tous. Ils ceinturent entre autres l'atelier des presses transformé en véritable blockhaus. La plupart des délégués comme les O.S. presses ne peuvent y pénétrer.

« Ne pas travailler avec la police dans l'usine, avec les fusils dans le dos », c'était le mot d'ordre lancé par la C.F.D.T. et la C.G.T. aux 10 000 travailleurs (sur 20 000) convoqués par la direction. Seuls quelques centaines d'ouvriers professionnels y ont répondu mais pas pour longtemps. Les outilleurs ont repris le travail au bout d'une journée, l'entretien au bout de deux. Triste constatation : des milliers de travailleurs, français pour la plupart, acceptent sans broncher les forces de l'ordre dans leur usine — comme s'il s'agissait d'un phénomène normal.

L'a priori de la C.F.D.T.

L'enjeu de la grève des presses est énorme : un échec signifie des dizaines de licenciements d'ouvriers et de délégués et peut-être la fermeture de l'atelier durant des mois. Or, sans extension, la grève des presses est maintenant inefficace car durant le lock-out la Régie Renault a d'une part démonté des outils, d'autre part fabriqué, pour se couvrir durant tout le mois de juillet, les pièces qui lui manquent

Comment a-t-on pu en arriver là ? Quelles responsabilités pèsent sur les organisations syndicales ? Comment se fait-il qu'il ait été impossible de mobiliser les 110 000 métallos de Renault pour créer un véritable rapport de forces à l'échelle de l'entreprise ? Les divergences syndicales, dont toute la presse se fait l'écho, ont-elles empêché une mobilisation importante ?

L'union syndicale Renault C.F.D.T. et la Fédération de la métallurgie C.F.D.T. ont considéré, pratiquement dès le départ, que les conditions d'une offensive générale des travailleurs n'étaient pas réunies : proximité immédiate des vacances qui rend prudente la grande masse des travailleurs, occupation très minoritaire de l'usine de Cléon et grève d'un seul atelier à Flins. La C.F.D.T. Renault et la F.G.M. ont donc basé leurs propositions sur une stratégie à moyen et long terme. La C.F.D.T. met en avant un objectif : la négociation d'une convention collective de tous les métallurgistes. Pour y parvenir, elle propose quatre heures de grève par semaine dans toute la métallurgie (ces quatre heures de grève sont à utiliser suivant les conditions spécifiques de chaque entreprise). En outre, la C.F.D.T. accuse la C.G.T. de préférer les accords d'entreprise.

Les propositions de la C.F.D.T. sont, dans leur énoncé, séduisantes. La convention collective nationale signifierait la fin des disparités dans la métallurgie, l'égalité entre les travailleurs. Les quatre heures de grève par semaine permettraient une lutte d'ensemble coordonnée, réfléchie, sans qu'il en coûte trop aux métallos. Une pression constante de masse s'exercerait sur le patronat. Mais où le bât blesse-t-il ?

D'abord il n'est pas facile de faire prendre en compte l'objectif de la convention collective nationale aux travailleurs des grandes entreprises. En effet, ceux-ci ont du mal à croire que son contenu sera supérieur aux « avantages » dont ils disposent déjà. Pour eux, la barre du compromis se situera entre les plus favorisés et les moins favorisés. À partir de là ils se sentent difficilement concernés.

Ensuite, la forme de lutte (les 4 heures par semaine) ne correspond pas à l'état d'esprit actuel des travailleurs les plus combattifs. Ceux-ci recherchent l'efficacité immédiate, quitte à se couper des autres. Ils prônent la lutte frontale et l'épreuve de force avec le patronat.

France-Italie

La F.G.M.-C.F.D.T. se base sur l'exemple italien. Mais, ce faisant, elle renverse l'ordre des facteurs. Il a fallu le « mai rampant » italien qui fut une lame de fond analogue à mai 1968 en France pour imposer un contenu à la convention collective des métallos italiens. Nul n'a profité de mai 68 en France pour l'imposer au patronat. Depuis, les métallos italiens, forts de leurs acquis, de leur prise de conscience, peuvent mener des actions à long terme, coordonnées, plusieurs mois avant le renouvellement de la convention tous les deux ans.

Imiter le modèle italien, sans réunir les conditions préalables, peut conduire à l'immobilisme, à la paralysie. Une convention collective nationale des métallos, au contenu réellement favorable, ne pourra être obtenue en France que dans la foulée d'un vaste mouvement, la mobilisation s'effectuant sur des objectifs simples et clairs : salaire minimum de X... francs (1), augmentation égale pour tous sur le salaire de base, les 35 heures.

Pourtant se pose le problème de savoir pourquoi cette lutte ne serait pas générale et pourquoi se replier sur une politique par branche (métallurgie, chimie, textile...) qui divise les travailleurs.

Dans le conflit Renault, constatons que la stratégie de la C.F.D.T. ne répond pas du tout à la situation immédiate. Pour l'heure, elle laisse le champ libre aux discussions avec le patronat sur les terrains choisis par ce dernier. La C.F.D.T. Renault s'est convaincue qu'il était pratiquement inutile de tenter une extension des conflits en cours.

La C.G.T. Renault et la Fédération des travailleurs de la métallurgie C.G.T. ont tenu un langage dur en apparence. Ils mettent en question la possibilité d'aboutir à des accords avec le patronat. Ils dénoncent l'attitude de la C.F.D.T. qui, à vrai dire, leur a facilité la tâche. Mais dans la pratique, sur le terrain, la C.G.T. n'a rien à proposer, elle colle au mouvement sans savoir ce qu'elle fera le lendemain. Elle n'a pris aucune initiative concrète permettant une réelle extension de la lutte chez Renault.

Le conflit Renault semble l'occasion d'une vaste opération publicitaire devant la presse et le pays, doublée d'un bluff constant sur la mobilisation réelle des travailleurs. La C.G.T. annonce en permanence des chiffres pharamineux de travailleurs en lutte dans les usines ; chiffres gonflés.

Pour mieux situer l'attitude de la C.G.T., donnons quelques exemples sur

Flins. La C.F.D.T. Renault Flins propose l'extension du conflit des presses à l'ensemble de l'usine dès le 25 mai : la C.G.T. fait trainer jusqu'au 1^{er} juin. La C.F.D.T. Renault Flins demande à la C.G.T. de préparer les travailleurs à un éventuel lock-out prévisible pour le vendredi 2 juin : la C.G.T. refuse, estimant qu'il est improbable. Résultat : le tract commun des organisations syndicales est totalement inadapté à la situation du lock-out annoncé par la direction. Après la première ordonnance du juge de référé, la C.G.T. sort un tract en criant victoire. La police n'évacuera pas les grévistes des presses et elle critique, devant les journalistes, la C.F.D.T. qui démoraliserait les travailleurs en affirmant que le jugement n'est pas tellement favorable.

On pourrait ainsi multiplier les exemples. A en croire la C.G.T., la direction est isolée et le rapport des forces favorable. Où mènent de telles mystifications ?

Il ressort de ce qui précède que les positions de la C.F.D.T. Renault Flins ne sont pas exactement celles de l'union syndicale Renault ou de la F.G.M. Mais il est indéniable que ce ne sont ni les positions fédérales, ni les difficultés de l'unité syndicale qui sont la cause de l'échec de l'extension du conflit à Flins même. Il faut savoir d'abord balayer devant sa propre porte avant de dénoncer unilatéralement les autres.

En effet, le conflit Renault pose une série de questions fondamentales. face à un patronat campant solidement sur ses positions : où en est l'unité concrète de la classe ouvrière sur le terrain de la lutte des classes ? Pourquoi cette séparation entre minorité combattive et grande majorité attentiste ? Les réponses s'appuyant sur des schémas simplistes n'avancent à rien. Nous n'échapperons pas à une analyse de la réalité de la classe ouvrière.

Daniel JUGE ■

(1) Nous n'avons pas voulu ici fixer une somme.

Renault-Flins : l'échec

Après plus de cinq semaines de grève, les ouvriers des presses à Flins ont dû constater leur isolement et prendre acte de leur échec.

Dans la nuit du 27 au 28 juin, la maîtrise secondée par des travailleurs a expulsé par la force le noyau dur, le dernier carré, qui voulait encore maintenir une occupation bien chancelante. Seule la jonction entre les 9 000 lockoutés et les OS presses pouvait encore modifier le rapport des forces et limiter les dégâts.

Mardi 27 juin, jour de la réouverture complète de l'usine, les organisations syndicales se sont présentées en ordre dispersé. La CGT appelait tous les travailleurs à un débrayage de 2 h 30, la CFDT lançait un appel pour quatre heures minimum avec prise de décision sur les suites de l'action. Quelques centaines d'ouvriers ont répondu à l'appel ; dans les défilés pas de banderoles CGT, uniquement celles de la CFDT. Toutes ces remarques en disent long sur la volonté de la CGT.

Les ouvriers des presses ne s'avouaient pourtant pas battus. Ils se sont réfugiés dans des opérations minoritaires sans issue : d'abord en employant la violence pour arrêter une ligne de presses remise en marche avec des travailleurs de l'atelier, ensuite en bloquant quelques heures durant la sortie des chaînes mécaniques.

A ce stade du conflit, ce n'était plus que des actes de désespoir, des actes de kamikaze. Certains parlaient de « mourir sur place

plutôt que de céder ». De toutes façons, il ne s'agissait que d'un maigre sursis.

La direction vient d'annoncer que près de 40 ouvriers sur les 85 menacés de licenciement sont privés de leur emploi. Par ailleurs, six nouvelles procédures sont engagées à l'encontre d'OS presses. Quant aux cinq délégués (trois CFDT, deux CGT) qui figurent dans la charette, ils attendent le cours du processus légal qui statuera sur leur sort.

Cette grève des OS presses a montré les failles qui existent dans la conscience collective des travailleurs de la Régie Renault. Elle laisse le goût amer de la défaite à tous ceux qui l'ont animée. La réouverture des négociations avec la direction de la Régie montrera dans quelle mesure l'entreprise nationalisée aura tenu compte des conflits de Flins et Cléon, mais les illusions ne sont pas de mise.

Daniel JUGE ■



La grève des O.S. à Flins :
pourquoi cette cassure entre minorité combative
et majorité attentiste ?

Le mythe Renault

• Interview de Daniel Richter responsable CFDT de Flins

Daniel Richter est responsable de la section CFDT de Renault-Flins. Lors d'un contact téléphonique, après la seconde évacuation par les flics de l'atelier des presses, il a critiqué la façon dont « Rouge » donnait les informations. Nous en avons discuté entre une réunion et une distribution de tracts, un sandwich à la main.

ROUGE 26.6.78.

— Je pense que « Rouge » n'a pas fait assez apparaître toutes les contradictions qui existent au niveau de l'usine, en particulier l'ensemble des problèmes posés par une grève d'atelier et les difficultés de l'extension à toute l'usine.

A un autre niveau, ce n'est pas tant le contenu qui nous a choqué que les titres : on avait l'impression qu'il y avait une véritable riposte, que la riposte ouvrière était à la mesure de l'accroissement de l'épreuve de forces.

• Peux-tu expliquer brièvement quelles sont ces contradictions ?

— Cela tient à la nature d'un certain type d'usines d'automobiles. Il existe un mythe Renault, on en parle dès qu'il y a une grève. Mais, il faut analyser quelle classe ouvrière travaille dans ces usines pour expliquer la relative facilité avec laquelle la CFT s'est implantée dans certaines usines automobiles. Ça se peut s'expliquer par l'origine du prolétariat, qui n'a pas de passé et les grandes boîtes ont pour effet d'empêcher une véritable mémoire collective, un véritable contact entre les travailleurs, des liens. La syndicalisation est donc faible.

Le problème fondamental de l'usine de Flins, c'est comment passer de la révolte à la lutte organisée, pensée, réfléchie collectivement.

Par exemple, à l'atelier des presses, ce n'était pas évident de se lancer dans une grève maintenant. La façon dont elle a démarré et dont elle se déroule est révélatrice. L'étincelle a été une mise à pied pour un retard, ensuite la révolte. Un groupe se solidarise d'autant plus que la stratégie de la régie aboutit à un affrontement. Mais dans la logique de cet affrontement, les grévistes se coupent sans s'en apercevoir de l'extérieur, des autres travailleurs qui ne vivent pas cet affrontement. Ce conflit, de même que celui de 1973 est typique de l'impassé au niveau des travailleurs de Flins. En mars 1973 aussi, l'atelier des presses s'est lancé dans la grève.

Quand le conflit s'est terminé sur une demi-victoire, la grève a démarré en sellerie et en R.5 tôlerie. Une victoire partielle avait fait effet de boule de neige.

Mais Les autres travailleurs se sont croisés les bras car ils n'avaient plus rien à faire. Il n'y a pas eu de jonction. Ils attendaient, un peu en spectateurs, les résultats.

Dans une période d'expansion économique, des luttes de ce type ont pu aboutir à une victoire.

• Les divergences syndicales ne semblent pas avoir pesé dans le déroulement du conflit.

— Les divergences fondamentales entre nous et la CGT, les positions nationales de la CFDT n'ont en rien changé le déroulement des événements. Notre problème, c'était l'extension sur Flins. Les facteurs de blocage sont ailleurs, pas au niveau des appareils même si les divergences aboutissent à précipiter les événements : le fait de lancer deux heures de débrayage (le 1^{er} et le 2 juin, puis le 8 et le 9 juin) aboutissait à démobiliser la minorité combative, à accélérer le phénomène de découragement et la division entre les travailleurs.

Mais si on avait pris en compte cette minorité combative qui voulait bloquer les chaînes de la mécanique ou de la sellerie, la direction aurait prononcé le lock-out plus tôt, la situation aurait été identique à celle de Cléon, mais avec beaucoup moins de travailleurs mobilisés.

De plus cette minorité combative recherchait avant tout l'efficacité. Son problème était d'agir vite et frapper le plus fort possible pour bloquer la production mais sans se soucier d'associer le plus grand nombre de travailleurs. La situation aurait été la suivante : la grève des presses et l'occupation de l'usine par une minorité.

Dans ces conditions, il est très difficile d'établir un rapport de force vraiment favorable.

CRS HORS DES PRESSES



CFDT. RENAULT. FLINS

ROUGE 26.6.78.

• Dans « Rouge », on annonçait plus ou moins que les travailleurs refuseraient de travailler en présence des CRS.

— Vous avez dit aussi que les ouvriers professionnels (OP) se sont mis « spontanément » en grève tout en expliquant par ailleurs que les organisations syndicales appelaient à la grève. Dans un premier temps, on pensait que cette espèce de solidarité effective entre les OS et les OP due à la présence des flics allait empêcher la production effectuée par la maîtrise durant la période de lock-out dans l'atelier des presses, mais les outilleurs et l'entretien ont repris le travail. Ils ont lâché le principe de ne pas travailler avec un fusil dans le dos.

Maintenant, au niveau de la CFDT, nous croyons que l'échéance essentielle est le retour après la levée du lock-out, des travailleurs mis en chômage technique. La régie a annoncé qu'elle ne les paierait pas.

La CFDT compte appeler à la grève pour le maintien du salaire.

• Le comité de grève de l'atelier des presses fonctionne-t-il toujours ?

— La création de ce comité de grève était un peu volontariste de la part de la CFDT. Les délégués à ce comité se réunissent difficilement spontanément, il faut les y pousser. Il n'y a pas de véritables discussions collectives pour comprendre et analyser la situation. Il n'y a pas de traditions de réflexion en commun. Les grévistes n'ont pas l'habitude de voter. Par exemple, aujourd'hui (le 23 juin), la CGT leur a exposé la position de compromis qu'elle a adoptée (le P1 à l'ancienneté). Les grévistes ont acquiescé en réunion, mais à la sortie, certains émettaient des réserves. Ce qui prime, c'est l'activisme et la réflexion à court terme comme, par exemple, d'empêcher d'entrer les gars de l'atelier des presses qui voudraient reprendre le travail.

Il est important de comprendre la nature de ce type d'usines pour arriver à modifier le rapport de forces.

Les maoïstes ont véhiculé un espèce de mythe sur la spontanéité créatrice et prétendu que les organisations syndicales bloquaient le développement de cette spontanéité. Ils se sont complètement fourvoyés. Le problème essentiel, c'est la nature du rapport que les travailleurs entretiennent avec toute organisation collective. Ils perçoivent les syndicats comme un contre-pouvoir face au patron mais un contre-pouvoir extérieur à eux, qui va les défendre quand ils ont des problèmes. Ce n'est pas eux qui ont conquis ces droits et ils ne les perçoivent pas comme des droits qui leur appartiennent.

• Beaucoup de ceux-ci sont remis en cause actuellement par la régie Renault, outre bien entendu la présence des flics à l'intérieur de l'usine.

— La régie mène sur le plan juridique une bataille destinée à donner des armes à l'ensemble du patronat pour créer une jurisprudence. Elle est sortie du cadre classique de la « défense de la propriété privée » et se place sur le terrain de la « liberté du travail ». Tous les délégués, tous les grévistes dont l'huissier a constaté qu'ils « entravaient la liberté du travail » sont interdits d'entrer à l'atelier des presses. D'après la direction, le jugement d'expulsion signifie qu'ils ne doivent plus y mettre les pieds jusqu'à la fin du conflit. Cela revient à bloquer tout le fonctionnement de l'organisation syndicale. La direction de la régie en est arrivée à demander que les syndicats nomment de nouveaux délégués à comité d'hygiène et sécurité car

les délégués actuels sont sur la liste noire. Elle voulait que l'on soumette à son agrément une liste de noms ! Bientôt, elle demandera à nommer elle-même les délégués syndicaux...

Il n'en reste pas moins que cette grève est une grève exemplaire qui concerne tous les ouvriers spécialisés (OS), car elle pose au fond les problèmes de l'évolution professionnelle des OS et donc porte en elle la remise en cause de l'organisation capitaliste du travail basée sur le taylorisme.

La ténacité et la détermination des OS des presses montre bien le malaise qu'ils ressentent (ce qu'on appelle le ras-le-bol) et leur volonté de changer cette situation.

Propos recueillis
par Simone Hamelin
Flins, le 23 juin 1978

L'Étincelle : Depuis quand y-a-t-il des mouvements à Renault-Flins ?

R : En fait, une grève a déjà eu lieu dans la première quinzaine de mai, aux carroussels de sièges (fabrication des sièges de R5, R18). Cette grève s'était déclenchée contre les cadences imposées par la direction à l'occasion du lancement de la R18. A Flins, on fait R5 et R18, les deux voitures les plus vendues à présent par Renault.

Les gars des sièges ont fait 15 jours de grève, après avoir coulé les cadences pendant une semaine. Ils demandaient du personnel en plus et le P1. Ils n'ont obtenu qu'une partie de leurs revendications, mais l'ambiance a changé dans l'atelier. Après la reprise du travail, avec l'unité et la volonté de lutte, les chefs ne faisaient plus ce qu'ils voulaient.

Cette grève nous a montré à ce moment là que la combativité était en hausse. Un conflit aussi long on n'en avait pas vu depuis juin 76 à Flins.

L'Étincelle : Et le conflit actuel ?

R : Il a démarré le 19 mai par une grève aux presses. Un gars a reçu un avertissement et deux jours de mise à pied. Une grève a été déclenchée aussitôt, c'était le ras le bol des sanctions. Il faut dire qu'aux presses ils ne sont pas avarés pour la répression quotidienne : brimades, sanctions, racisme...

La grève s'est étendue à l'autre équipe au bout de quelques jours, puis à l'équipe de nuit. Ça n'a pas été simple : il y avait au départ confusion sur les revendications, certains voulaient demander les 3 X 8 (les presses tournent en 2 X 8 plus une équipe de nuit, ceux de nuit gagnent 1000 F de plus par mois, et parmi ceux en 2 X 8 il y a des travailleurs qui voudraient être en nuit pour gagner autant). Après débat, cette revendication a été abandonnée, et c'est le P1 qui a été réclamé. Comme à la grève des presses de 73.

La grève n'a pas démarré toute seule, certains gars étaient sceptiques sur l'utilité de la grève, après des échecs nombreux pendant la période 73/78. Redonner confiance aux travailleurs dans leur force collective, c'est un objectif important, c'est la tâche actuelle. Ceux qui hésitaient à débrayer, étaient ensuite les plus déterminés dans la grève, ce qui montre bien le sens de leur hésitation : lutter, oui, mais par une grève qui soit efficace.

La grève a été marquée par des affrontements physiques avec la maîtrise. La maîtrise provoquait continuellement en essayant de remettre en route les presses pour y faire travailler les jaunes. Cela énervait les grévistes, la maîtrise le savait bien ; ça bousculait, et ça cognait autour des presses. Puis les gars ont décidé d'occuper la nuit, car c'est à ce moment là que la direction essayait le plus de remettre en route.

L'Étincelle : Le conflit est-il resté localisé aux presses ?

R : Le jeudi 1^{er} Juin, une grève a été lancée par la CFDT et la CGT. Au moment de la

grève des carroussels de sièges une grève sur l'ensemble de l'usine avait été lancée le 9 mai, mais cela n'avait rien donné, 200 par équipe. Les revendications étant le 9 mai et le 1^{er} juin : 300 F pour tous, 3000 F minimum. Pour les presses, le 1^{er} juin, la combativité était plus forte que le 9 mai. La grève a bien marché : le matin, 1500 à 2000 grévistes (regroupant équipe du matin et normale) ont défilé dans l'usine. La grève a dépassé les 2 HEURES 30 prévues, sur proposition de la CFDT. Un nombre aussi important de grévistes n'avait pas été vu à Flins depuis les grèves de 71. C'est encore minoritaire, mais ça prouve bien que la classe ouvrière de Flins est encore prête à lutter.

L'Étincelle : Justement, comment expliquer cette remontée de la combativité, cette lutte à Flins, à Cléon ?

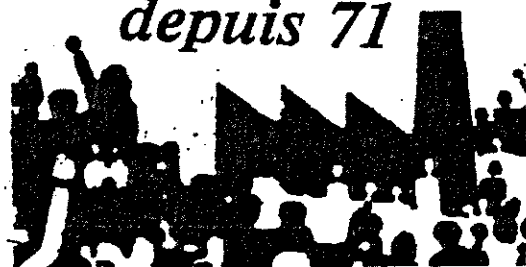
R : Difficile à dire pour Cléon, l'OCT n'y est pas. Alors qu'à Flins des militants de l'OCT font partie de la direction du mouvement. Mais c'est pourtant assez clair que les raisons sont les mêmes, globalement.

Ces luttes dures, cette révolte est celle des OS. Jeunes français à Cléon, immigrés et jeunes français à Flins. Quand je dis OS, je comprends dedans les P1 de fabrication qui sont sans véritable qualification (caristes, contrôleurs, retoucheurs, etc ...)

Pourquoi cette révolte a-t-elle lieu maintenant ? Parce que la période 74/78 de préparation des élections est passé. Ces travailleurs avaient eux aussi attendu que le succès de la gauche leur apporte le changement. La gauche a perdu : il reste la lutte, la révolte. Tout ce qu'on accumule de rancœur, de rancune, d'oppression, de ras le bol, explose régulièrement à Flins.

RENAULT FLINS :

*Le plus fort
mouvement
depuis 71*



Régulièrement, c'est la révolte. Pour nous c'est d'ailleurs bien un problème : une révolte est merveilleuse de spontanéité, de combativité, de violence de classe. Mais cela a aussi de très graves revers : une révolte est parfois éphémère, elle est toujours désorganisée.

Discuter d'une tactique de lutte, à Flins c'est impossible. Aucune démocratie de masse. Pas à cause du PC ou des délégués anti-démocratiques, non, on défile jusqu'à épuisement des forces. Dans l'usine il n'y a pas d'organisation réelle des syndicats. CGT et CFDT ont une influence, mais les ouvriers ne sont pas organisés entre eux. Notre tâche est donc très difficile. Parce que en face, la direction réfléchit sa tactique. A Flins les ouvriers n'ont pas de mémoire, la direction, elle, sait tirer le bilan du passé.

C'est pour ça que l'on rigole quand on entend parler de débordement des syndicats. C'est une image d'Epinal du gauchisme qui à Flins, est caduque. Pendant des mois les syndicats peuvent appeler à la lutte, sans résultat, et puis un jour ça pète. Ce qu'il faut changer, à Flins, c'est d'abord la forme d'existence des syndicats qui sont des organisations de délégués-avocats, en dehors des conflits. Et dans les luttes collectives, c'est la débandade.

Il faut que les délégués eux-mêmes deviennent des organisateurs de la classe ouvrière et quittent leur rôle "d'assistance sociale". C'est dans ce sens qu'on milite à la CFDT et à la CGT, et cela donne quelques résultats.

Dans la CGT, le PC est hégémonique et ne trouve non plus le moyen d'organiser derrière lui la masse. Dans la bataille pour la construction du syndicat, on se heurte aux

lignes réformistes PC, PS, syndicalistes de défense individuelle, et LO.

L'Étincelle : Et comment en est-on arrivé à l'intervention des CRS ?

R : Mercredi 2 juin, il y a encore eu un débrayage de 2 h qui a duré 6 h, toujours le matin. L'équipe d'après midi a peu suivi, le jeudi et le vendredi. Toujours des défilés à 1500 dans l'usine.

Aux presses, l'occupation continuait. La Régie n'avait plus de côté de caisse R18. Une pièce qui est fabriquée sur une ligne de presses de 6 machines. Les outils sont trop délicats à déplacer ailleurs et il faut de très grosses presses. Face à ce manque de pièces, c'est le lock-out, annoncé vendredi 2 juin, en fin de matinée.

Alors le mot d'ordre a été à ce moment là : il faut occuper les presses, malgré la fermeture de l'usine. Le vendredi précédent, seulement une trentaine était restée pour occuper le week-end, ils avaient été virés le samedi matin par la maîtrise.

Là, avec le durcissement du conflit, ce sont 200 à 300 gars qui occupent. Par roulement. Très déterminés. Prêts à se coltiner la maîtrise. La direction installe 1500 agents de maîtrise, techniciens, et autres jaunes, en 3 X 8 pour "occuper" l'usine, sauf les presses. Ils veulent "séquestrer" les occupants des presses, les couper de l'extérieur. Ceux qui veulent entrer et sortir le font en sautant les grilles.

Et pendant trois jours, samedi, dimanche, lundi, c'est le rodéo. C'est le passage de la ligne de démarcation, la maîtrise est là, les huissiers qui essaient d'identifier ceux qui vont et viennent. Mais il n'y a pas d'affrontements, la direction a peur que ça dégénère, et puis chez les sbires de la direction, peu sont vraiment déterminés à se battre.

C'est pour cela qu'il a fallu les CRS. Pour les gars, c'est presque une victoire que la direction ait été obligée d'utiliser les CRS. En 71, 73, c'est la maîtrise, organisée en commandos, qui a fait régner l'ordre au moment des conflits. Là, pour la première fois, on a tenu plusieurs jours en occupant les ateliers. En 73, et la semaine précédente, on s'était fait vider des presses quand on avait voulu occuper.

L'Étincelle : Et maintenant ?

R : A la reprise du travail, il faut que la grève des presses continue, et aussi les mouvements d'ensemble sur l'usine. C'est pas gagné d'avance, parce que le lock-out, ça démobilise.

La situation dans les autres usines Renault jouera aussi. On ne sait pas encore. on fera tout pour que ça marche !

Les casqués attaquent

D'abord, on s'attendait à l'intervention policière, car le jugement du référé stipulait qu'il fallait « Laisser la libre circulation des personnes et des véhicules dans l'usine, ce qui signifiait, selon la direction « ne pas entraver la liberté du travail » et laisser la maîtrise travailler sur les presses.

Lundi, 13 h 30, le chef du personnel est venu avec l'huissier lire le jugement et ils ont essayé de faire travailler quelques dizaines d'agents de maîtrise et autres jaunes. Mais les gars s'y sont opposés. Cela suffisait à la direction pour faire appel aux flics.

A 5 h 15 mardi matin, un délégué s'est rendu compte qu'ils avaient ouvert la grande porte et a réveillé tout le monde. Les flics sont arrivés. Ils ont dit de sortir. On a demandé le temps de plier bagage, (matériel, banderoles, télé) et de réveiller les autres du sous-sol.

Les CRS n'ont pas fait de violence physique. Mais leur présence elle-même

en était une. Les grévistes (une petite centaine) sont sortis en chantant « on va gagner ! » et en scandant des mots d'ordres sur les revendications.

Ils nous ont raccompagnés jusqu'à la porte. Nous sommes allés au CE et on a commencé à leur envoyer des vannes derrière la grille.

A 8 h la maîtrise travaillait aux presses.

C'est la première fois depuis 68 que les flics virent les grévistes et occupent l'usine.

Mais pour la majorité des grévistes, cela n'avait pas entamé leur combativité. Au contraire, pour eux, cela montre l'efficacité de leur grève, et qu'ils ont fait peur à la Régie qui a du recourir aux flics, alors que d'habitude c'est la maîtrise qui s'en charge. (comme en 72)

Une manifestation de riposte a eu lieu mardi soir à Mantas. Elle était appelée par la CGT et la CFDT.



Les organisations politiques dans la grève

LE PARTI COMMUNISTE

Pour le PC, la grève a été l'occasion d'une grande campagne publicitaire. Par exemple au milieu du défilé du jeudi 1^{er} juin au matin, qui rassemblait 1500 grévistes de l'ensemble de l'usine, ils ont fait intervenir un sénateur communiste et des maires. C'était leur grève : affichage, vente de l'Huma, tracts nombreux, etc... Ils ont cherché à la monopoliser.

Et des militants non PC, qu'ils soient à la CGT, à la CFDT, ou non-syndiqués ont ressentis le sectarisme.

Ceci dit, si au niveau technique, par le CE qu'ils tiennent, ils ont apporté une aide réelle (cantine, couchage, etc...), au niveau politique, le moins qu'on puisse dire, c'est que ce n'était pas ça. Par exemple, le jeudi soir, plusieurs de leurs militants ne croyaient pas au lock-out qui eu lieu le vendredi à 2 h. Le mardi matin, jour de l'expulsion par les flics, ils ont distribué leur tract, « *L'Echo Renault* » où il était écrit : « *la direction qui avait demandé au tribunal de se prononcer pour l'évacuation des travailleurs des presses a échoué* »

« *les forces de police ne seront pas utilisées. Alors il faut maintenant négocier* » sans commentaire ...

En fait, il semble que le PC voulait gagner aux presses, mais refusait de voir quel rapport de force il fallait pour cela d'où une tactique au jour le jour. Par exemple, le refus de discuter de problèmes tels que l'occupation avant le lock-out, puis, de faire face aux flics en cas d'intervention durant l'occupation. La faiblesse politique du PC (liée à celle de l'ensemble des travailleurs de l'usine), leur politique au jour le jour était visible dans l'activité de chaque militant.

Des militants du PC, ouverts, discutant, déterminés, y compris dans les affrontements physiques, cottoyaient d'autres militants ultra-sectaires, droitiers par exemple. Et même, au niveau des cadres du PC, on a vu des militants balancer de l'attitude ultra-gauche (blo-

quer à tout prix la production par l'affrontement, le sabotage, etc...) à des attitudes qui freinent ouvertement la lutte (calme, dignité, responsabilité, attentisme, passivité...)

LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIERE

L'attitude des militants de LO a été dicté uniquement par un souci de renforcer leur organisation.

Dès le début de la grève, on les a vu apparaître avec des tracts quasi quotidiens, leur journal lisible et affiché reprochait aux syndicats « *leur attentisme* » et pinaillait sur des brouillies : par exemple, dans les défilés, la banderolle sur les 300 f de la CFDT avait disparu, ils ont accusé la CFDT de mettre sous la table cette revendication et de ne mettre en avant que le mot d'ordre « *Français-Immigrés tous unis* » des cortèges Bastille-République !

Le jeudi, jour du grand débrayage ils ont amené une grosse sono plus forte que celle des syndicats, mais il n'y avait que le matériel... mais pas de contenu politique, ni de perspective à donner aux travailleurs.

Mais le plus grave, c'est leur attitude face à l'occupation après l'annonce du lock-out : ils ont carrément déserté l'usine le vendredi après-midi, estimant que le mouvement était minoritaire et qu'il était « *kamikaze* » d'occuper à 200 les presses.

De plus, pour eux, ce mouvement était dirigé par les syndicats, donc les révolutionnaires ne pouvaient que « *cautionner les réformistes* »

Cette attitude a été d'autant plus nuisible qu'elle donne l'occasion aux réformistes de taper sur TOUS les révolutionnaires sans distinction, et d'affaiblir le rapport de force de la gauche ouvrière dans les syndicats.

Donc, absents le week-end décisif, absents le jour de l'évacuation par les flics, absents lors de la mobilisation pour la riposte, les militants de Lutte Ouvrière ont clairement abandonnés les travailleurs de Fiins en lutte.

« La régie retrouvera les OS
en-travers de sa gorge »

Interview de Jean-Pierre, délégué, militant OCT un des animateurs de la grève des Presses

RENAULT-FLINS : La grève des Presses s'est terminée le 28 juin. La Régie a eu raison de la détermination des O.S. des Presses. Pour essayer de rayer cette formidable lutte de l'histoire de l'usine, elle s'acharne sur les plus combattifs .
Le conflit a été plus long et plus dur qu'en 73. La direction veut réprimer à la mesure du conflit. En 73 il a eu 26 licenciés. Aujourd'hui on en compte déjà 37, au moment où nous écrivons, plus 5 délégués (3 CFDT et 2 CGT, tous immigrés...).

Dans les articles qui suivent, les militants OCT à Renault-Flins essayent de faire un premier bilan. S'ils insistent sur les difficultés de la lutte, c'est parce qu'ils pensent que c'est sur ces difficultés que devra porter leur activité dans les mois à venir, pour préparer de nouvelles luttes. Car malgré la répression, les ouvriers de Flins ne sont pas écrasés. La Régie retrouvera encore les O.S. en travers de sa gorge...

La place nous a manqué pour développer sur l'attitude respective de la CGT et de la CFDT, mais on en reparlera.

12 — Etincelle n° 85

L'Etincelle : La grève des Presses a duré près d'un mois et demi, est-ce que les conflits d'atelier sont toujours aussi longs à Flins ?

Réponse : Depuis 73, il n'y a eu que très rarement des conflits d'ateliers longs. En juin 76, un conflit d'atelier a duré près de trois semaines, celui du centre livreur de Flins.

Plusieurs faits positifs caractérisent le conflit de l'atelier des Presses qui vient de s'écouler. Le fait que cela a été un conflit long, simplement parce que les travailleurs savent que, dans la période actuelle, il faut lutter longtemps pour obtenir quelque chose.

Depuis 73, les grèves à Flins ont toujours duré que peu de temps, un ou deux jours maximum. Le conflit des sièges, juste avant celui des Presses, avait déjà montré la remontée de la combativité.

Un autre point positif dans le conflit des Presses a été celui de la réussite de l'occupation. Au début, d'ailleurs, cela n'a pas marché, le premier week-end, les travailleurs se sont retrouvés très peu nombreux (une trentaine) et la maîtrise a pu les mettre dehors. Dans une usine comme Flins, l'occupation est un problème difficile, le fait que les Presses tournent en 3 équipes a facilité celle-ci.

Il y a eu pourtant souvent des problèmes,

à plusieurs reprises les travailleurs étaient lassés par la longueur du conflit ; il faut dire que rester plus d'un mois dans un atelier comme les Presses n'est pas des plus réjouissant !

L'activité durant l'occupation est restée tout de même assez limitée. La télévision le soir, puis quelques fois un film. Les principales activités ont eu lieu la nuit, car, pendant la journée il régnait une certaine tension à cause des tentatives de remise en route des Presses par la maîtrise, qui était plus nombreuse le jour que la nuit.

Quelques moments forts, par exemple à l'occasion du passage de « Remparts d'argile », où il y a une scène de grévistes aux prises avec l'armée. Pendant ce moment, les cris CRS=SS, salauds, etc., ont mis une certaine animation. L'organisation des repas par le CE a été utile, surtout la nuit, et puis c'est chouette de voir la vie quotidienne se dérouler dans un atelier plutôt que des presses « avaler » des flancs de tôle...

On parle souvent de l'unité Français-Immigrés, mais très rarement des problèmes relatifs à l'unité entre ethnies. Au début du conflit, le noyau combatif était formé par les travailleurs d'Afrique Noire, ils étaient très unis entre eux, mais relativement seuls. Il y avait aussi des travailleurs des pays du Maghreb et quelques Portugais, et quand on connaît les problèmes qui existent, surtout entre Africains et Maghrebins, on ne peut que se réjouir du rapprochement entre ces deux ethnies qui s'est fait durant la grève, et grâce à la grève.

L'Étincelle : Et la combativité des travailleurs ?

Réponse : Ce conflit, comme tous les conflits qui se déroulent aux Presses, a été marqué par une détermination très forte des grévistes.

Il faut bien comprendre que, lorsqu'à Flins il y a une grève d'atelier, les travailleurs sont conscients, même un minimum, de la fragilité du rapport de force. Ce qu'ils recherchent au maximum, c'est l'efficacité de leur lutte.

Aux Presses, cette efficacité est venue très vite à cause de la nouvelle voiture R 18 très peu de temps avant le début du conflit. R 18 dont on ne pouvait pas déménager les outils, de par leur fragilité.

Les travailleurs ont très vite senti et constaté qu'ils gênaient la production, que leur grève bloquerait l'usine rapidement. C'est pour cela qu'ils n'ont pas accepté que les presses tournent avec la maîtrise ou avec le peu de non-grévistes ; il y a eu des affrontements entre grévistes et agents de maîtrise.

Mais il faut voir que, sans arrêt, celle-ci provoquait les grévistes en essayant de remettre en route ; les travailleurs, à ces moments, ont refusé de voir leur grève brisée, et puis il fallait voir la rage de certains agents de maîtrise, qui ne supportaient pas que des ouvriers « vivent » dans l'atelier. qu'ils dansent, chantent...

Cette violence est justifiée aussi par la violence quotidienne que vivent les travailleurs des Presses, la dureté du travail, le bruit, la lassitude, etc.

L'Étincelle : Qu'est-ce qui a manqué à la grève des Presses pour gagner ?

Réponse : On s'est souvent fixé uniquement sur le fait qu'il fallait que les grèves soient efficaces, qu'elles bloquent la production, et donc que les grèves-bouchon étaient pas si mal que cela.

Mais les grèves-bouchon isolent les travailleurs du reste de l'usine. En 73, il y a eu la grève des Presses à Billancourt puis à Flins ; durant tout le conflit, les autres travailleurs regardaient, et lorsque le conflit s'est terminé par une demi-victoire, cela a été au tour d'autres ateliers de lutter. Il faut sortir de ce cercle vicieux où l'on attend de voir si d'autres vont gagner pour se mettre en lutte.

Aujourd'hui, lorsqu'il y a une grève d'atelier qui pose des revendications qui concernent l'ensemble des travailleurs de l'usine, et qui bloque le fonctionnement de l'usine, les autres travailleurs restent attentistes. Il est clair que si une grève d'atelier, sur des revendications générales, reste isolée, elle est vouée à l'échec.

Les travailleurs des Presses sont conscients que l'échec de leur grève est du, en partie, à l'échec de l'extension.

Plusieurs problèmes se sont posés au cours de la grève. Aux Presses comme dans les débrayages généraux. Sur la démocratie, les formes de lutte ; là où ça se complique, c'est que sur ces questions il y avait des désaccords entre les militants de l'OCT et des ouvriers qui étaient parmi les plus durs et les plus déterminés. Et on se retrouve pris entre deux feux : la direction du PC et de la CGT tire d'un côté, les gars les plus durs de l'autre.

La démocratie

Les dirigeants CGT ne sont pas des fans de la démocratie directe dans les grèves. Les A.G. sont pour eux un meeting. Le problème, c'est que parmi les ouvriers combattifs la plupart agissent pareil : il y en a un qui prend le micro, il crie dedans « on va bloquer les chaînes en Mécanique » et il part avec la sono, qui m'aime me suivre. Pas de débat en A.G. sur ce qu'il faut faire, faut y aller. C'est ce qui est arrivé le 1^{er} juin, lors du débrayage général le matin, nous avons proposé une A.G. pour débattre de la suite du mouvement, ceci après avoir défilé pendant deux bonnes heures dans l'usine. A cause d'un groupe qui voulait partir bloquer la Mécanique sans discuter, il n'y a pas eu d'A.G., on s'est engueulés autour du micro pendant une heure.

Résultat concret, le soir, ce sont les directions syndicales CGT et CFTD qui décident seules de la suite à donner au mouvement. Que leur décision soit bonne ou mauvaise, c'est elle qui fait alors force de loi. Tout au long de la grève, nous avons lutté pour la démocratie directe, avec assez peu de succès il faut bien le dire. Mais, comme dit l'autre, c'est une idée qui fait son chemin...

La grève, c'est compliqué

Les formes de lutte

Faire des piquets de grève, bloquer la production, cela fait partie de la panoplie du gréviste combattif. Seulement, pour nous, il n'y a pas de forme de lutte juste à tout moment. Ça serait si simple ! Le problème s'est justement posé le 1^{er} juin : les grévistes du matin et de la normale attendent l'arrivée de l'équipe d'après midi à partir de 13h15, le but est de montrer à ceux qui arrivent la force du débrayage du matin, pour les encourager à rejoindre le mouvement. Parmi les ouvriers combattifs, il y en a qui proposent alors de bloquer les portes et qui passent aussitôt à l'action.

Mais quand des ouvriers font un piquet de grève, c'est pour s'opposer à ce que les chefs et les jaunes entrent dans l'usine. Là, il s'agissait de 7 000 ouvriers qui arrivaient, qui ne savaient pas encore ce qu'il s'était passé, qui n'avaient pas été «chauffés» par le défilé du matin qui avait regroupé environ 1 200 ouvriers (sur environ 8 400 présents, matin + normale). Au lieu d'encourager les ouvriers de l'après midi à la grève, ces piquets de grève, qui les empêchaient d'entrer, les ont braqués. L'après midi, il y a eu bien moins de grévistes que le matin. Ce que nous avons proposé alors était de faire des «piquets de discussion», pas de dissuasion.

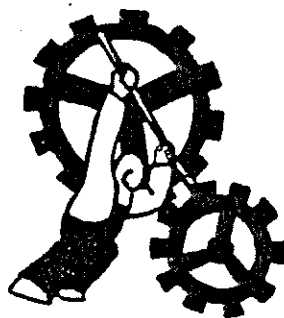
Autre problème : le 27 juin, les grévistes des Presses emmènent le défilé des 500 grévistes (matin + normale) pour bloquer les chaînes en Mécanique. Là, c'est efficace, c'est sûr ! Plus aucune voiture ne sort. Mais quand on est 500 sur 8 400 présents à faire grève, finalement, en bloquant les chaînes on rend service à ceux qui n'ont pas débrayé : leur chaîne est arrêtée, ils n'ont qu'à se tourner les pouces sur le côté de la chaîne, ils ne risquent pas de nous rejoindre.

Pour bloquer les chaînes en Mécanique, il n'y a pas besoin d'être très nombreux, une centaine suffit. Mais si il s'agissait de se mettre à occuper la boîte, alors cette poignée de grévistes serait balayée par la maîtrise. Car si on bloque les chaînes, la direction lock-out la boîte. Et si on veut l'empêcher, il faut occuper. Pour réussir à occuper Flins, il faudrait être plusieurs milliers.

Voilà quelques uns des problèmes auxquels nous avons été confrontés pendant les grèves à Flins ; il y en aurait beaucoup plus à dire, mais on va pas faire un roman.

Si chaque jour, dans les petits conflits d'atelier, les militants impulsent la démocratie directe et la réflexion sur la tactique à suivre dans une lutte, alors, au moment des conflits importants on pourra aussi la réaliser. Cela implique une transformation de la pratique des délégués qui font de la défense individuelle toute l'année et qui sont désarmés quand une lutte importante explose. Cela implique l'organisation des ouvriers les plus combattifs entre eux dans l'atelier, à l'intérieur des syndicats, pour en faire de véritables outils de lutte. Que les ouvriers combattifs interviennent dans la vie du syndicat, comme ils l'ont fait, une seule fois, pendant la grève : quand ils ont mis le tract syndical à la poubelle parce que la CGT ne voulait pas changer l'heure d'appel pour l'équipe d'après midi, le 9 juin.

Cela implique aussi la coordination des ouvriers révolutionnaires, pour avancer ensemble.



Un mythe à dépasser

Renault-Flins Mai 68-mai 78. Deux forts mouvements de grève. Mais en dix ans, ce n'est plus la même grève et la réalité de l'usine est totalement différente.

Renault a fait la "une" des journaux, mais il y a encore un mythe de Flins qu'il est grand temps de dépasser. On le voit bien quand on essaye d'analyser le déroulement des débrayages généraux. Les différents appels syndicaux étaient au départ pour un temps limité (entre 2 et 4 heures). En tout il y a eu entre 30 et 40 heures de grève sans compter les 4 jours entiers pour ceux qui ont refusé de travailler avec les flics. Si l'on a vu un nombre de grévistes supérieur à l'ordinaire depuis des années, jamais on n'a atteint plus de 2000 grévistes sur 18000 ouvriers (20500 salariés à Flins). Et la participation s'est affaiblie au fur et à mesure. Parallèlement il y avait un renouvellement des secteurs qui débrayaient autour d'un noyau permanent. Alors pourquoi cet échec de l'extension du mouvement ?

Il serait trop facile d'y voir la raison uniquement dans le fait que les débrayages étaient limités dans le temps, ou bien dans la division syndicale (apparue au bout d'une semaine). Même avec des revendications unifiantes qui concernaient tout le monde (300 fcs de plus), avec une unité syndicale au début, le problème restait de savoir quel moyen se donner pour faire entrer encore plus de monde dans la lutte.

En général les débrayages se poursuivaient jusqu'à la fin de la journée, par un accord tacite et voté formellement en meeting-rassemblement au bout des 2 ou 3 h de grève prévues. Mais il faut dire qu'il y avait deux courants chez les grévistes ceux qui voulaient des débrayages limités et répétés (les professionnels de l'outillage par exemple) et ceux qui voulaient la grève illimitée et dure (une minorité combattive de jeunes français et aussi d'immigrés).

Alors ? ... Aller jusqu'au bout ? O.K. mais à combien et comment élargir le mouvement, comment se tourner vers ceux qui n'avaient pas encore débrayé ? Voilà le problème que l'on a pas réussi à résoudre.

D'abord il faut expliquer comment se passe un débrayage à Flins. Appel syndical à une heure précise, ceux qui sortent spontanément, tournant un peu dans l'atelier ou rejoignent directement le point de rendez-vous sur la pelouse.

Après une intervention des dirigeants syndicaux, départ en défilé dans les ateliers, chacun veut aller dans son atelier chercher ses camarades de travail hésitants, et l'usine est grande !

Le défilé est alors vécu comme un spectacle par ceux qui ne débrayent pas, d'autant plus que la tactique actuelle de la direction est d'arrêter les chaînes, ce qui leur fait du repos et ne les incite pas à sortir. C'est ce rituel qu'il faut changer. On s'est rendu compte qu'il est bien plus efficace que les grévistes de chaque atelier défilent avant le rassemblement, eux-mêmes, dans leur propre atelier. Ils arrivent mieux à discuter, à convaincre leurs copains de boulot qu'ils connaissent et ce n'est plus un spectacle. Bien sûr le défilé de l'ensemble des grévistes est utile, mais après ce travail d'explication, pour montrer la force du mouvement.

Comment faire sortir de l'attitude de spectateurs les autres travailleurs, souvent sympathisants de la grève, mais passifs et attentistes. Le problème est amplifié avec une grève bouchon comme celle des presses.

On comprend ainsi un peu mieux pourquoi la majorité des travailleurs ont subi, accepté pas mal de choses : le premier lock-out, les flics dans l'usine (aux presses), le deuxième lock-out non payé avec la division entre ceux qui travaillaient et ceux qui étaient chez eux (la moitié de l'usine), les licenciements des gars des presses... comme si c'était une autre usine à 1000 kms de là qui était en grève...

En fait, par exemple sur le refus de "travailler avec un fusil dans le dos", on demandait une position morale aux travailleurs puisqu'ils n'étaient pas directement concernés par la présence des flics.

Mais aujourd'hui, après cet échec de nombreux travailleurs tirent le bilan et se rendent compte de l'enjeu qu'il y avait. Beaucoup de ceux qui n'ont pas débrayé comprennent qu'ils sont en partie responsables de la situation pour n'avoir pas débrayé à temps et massivement. C'est le sentiment qu'il faut développer pour briser l'isolement de la minorité combattive.

Certains ouvriers très combattifs théorisent la situation de Flins, en pensant qu'un mouvement majoritaire à Flins est impossible et que ce sera toujours une minorité qui se battra.

Petite chronologie Mai-Juin 1978

MAI : Le vendredi 19, un ouvrier des Presses arrive en retard, deux jours de mise à pied. Boum ! Grève à 11h dans l'équipe du matin. 22, 23, 24, extension aux deux autres équipes et mise en avant du P1. Affrontements avec la maîtrise qui veut remettre en route les presses. Samedi 27, une trentaine de grévistes sont restés pour occuper les Presses, ils ne font pas le poids face à la maîtrise, ils s'en vont. Mardi 30, l'occupation est effective jour et nuit aux Presses.

JUIN : Jeudi 1^{er}, grève générale sur Flins, appelée par CGT et CFDT, soutien aux Presses et 300 F. Vendredi 2, nouveau débrayage général. La direction décide le lock-out pour les 5, 6, 7. Référé à Versailles pour faire évacuer les Presses. Les 3, 4, 5, occupation des Presses par 200 à 300 grévistes. Lundi 5, le tribunal permet l'évacuation. Mardi 6, 5h15 intervention des flics. Le soir, à Mantes, manif de riposte CGT-CFDT.

Jeudi 8, Flins rouvre, Presses réoccupées, nouveau débrayage général. Vendredi 9, ça continue pareil, mais le mouvement général s'effrite, la division syndicale CGT-CFDT apparaît au grand jour. De son côté, la direction lance une pétition contre les grévistes par le biais de la maîtrise, il y aura 3 200 signatures. Week-end 10 et 11, l'occupation aux Presses cesse le samedi soir, faute d'occupants. Les lettres d'entretien pré-

alable avant licenciement arrivent depuis vendredi chez des dizaines de grévistes. Lundi 12, les Presses réoccupées. Débrayage général : 150 grévistes. Jeudi 15, ultime tentative de débrayage général, encore moins de grévistes que le lundi.

Vendredi 16, le tribunal, qui a nommé un médiateur le 12, permet à la Régie d'évacuer par les flics, à condition d'ouvrir d'abord des négociations. Samedi 17, simulacre de négociations pour respecter la décision du tribunal.

Lundi 19, annonce d'un lock-out visant les 9 000 ouvriers des chaînes, non payé et à durée indéterminée, à partir du 20 à 14h. Débrayages de riposte, le soir, en Peinture et Mécanique. Mardi 20, 2 heures de débrayage le matin contre le lock-out. Mercredi 21, à 3h30, seconde intervention des flics. Tous les professionnels des Presses en grève, ailleurs, très peu de grévistes. Jeudi 22, même appel, seule la moitié des professionnels des Presses continue la grève. Vendredi 23, il n'y a plus que les délégués et quelques ouvriers qui refusent de travailler avec les CRS dans l'usine. Mardi 27, à 5h, les CRS rentrent à la maison. L'usine rouvre, les Presses sont réoccupées, mais le lock-out a permis de faire un stock jusqu'à fin juillet. Appel à la grève (CGT : 3h, CFDT : 4h minimum) pour paiement du lock-out et soutien aux Presses. 500 grévistes le matin. Blocage des chaînes Mécanique. Très peu de grévistes l'après midi. Mercredi 28, à 0h30, 200 chefs et ouvriers virent à coups de matraques les 20 grévistes des Presses qui occupaient encore.

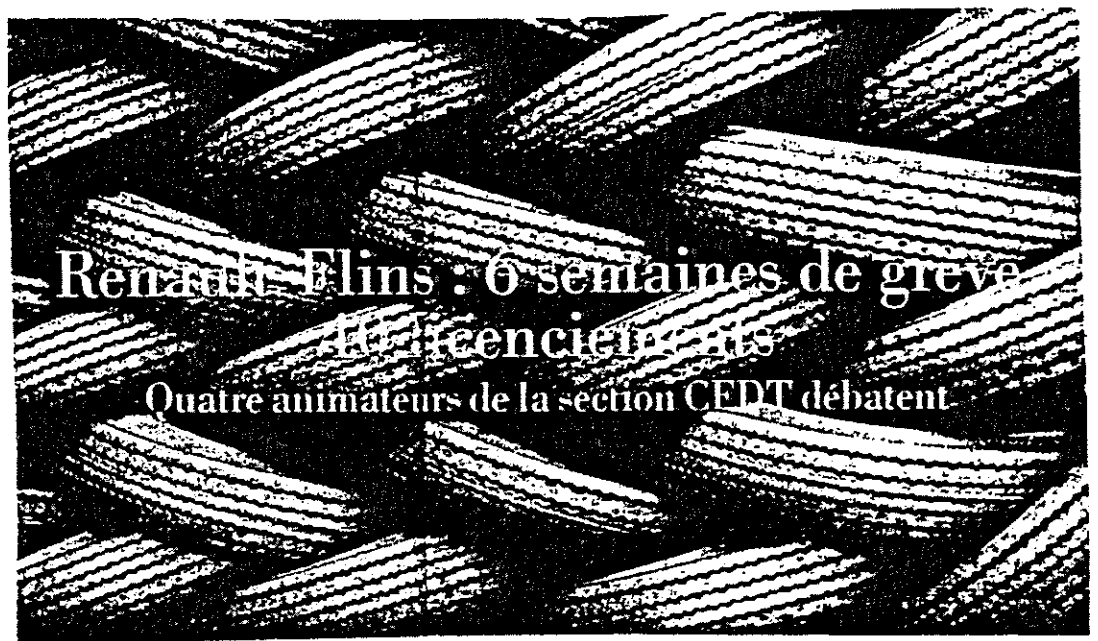
les doigts dans la tête

LUTTES OUVRIERES

La grève des OS des presses de Renault-Flins a commencé le 19 mai par une révolte contre une mise à pied pour deux minutes de retard. Elle s'est terminée 6 semaines après par un échec d'autant plus grave qu'il s'accompagne de 40 licenciements ; tous les licenciés sauf trois sont des travailleurs immigrés. Cet échec, outre la politique ouvertement anti-ouvrière de la direction de la Régie Renault et l'application casquée du troisième plan Barre, a aussi pour origine la faible mobilisation de l'ensemble des travailleurs de Flins due à de multiples facteurs tels que la tradition ouvrière existant dans cette usine, la façon dont s'est déclenché le conflit (les problèmes posés par une grève d'atelier), les difficultés d'implantation syndicale, les différents niveaux de conscience des ouvriers, etc. Des animateurs de la section CFDT ont bien voulu participer avec « Rouge » à une table ronde pour discuter de tous ces aspects. Quand cette table ronde s'est déroulé, la section CFDT n'avait pas encore fait le bilan. C'est donc en leur nom personnel que les militants s'expriment. Plusieurs d'entre eux sont membres d'organisations d'extrême gauche.

S. H.

Rouge n°705, lundi 24 juillet 1978.



Renault-Flins : 6 semaines de grève

et licenciements

Quatre animateurs de la section CFDT débattent

• Vous venez de connaître un conflit long, dur, dans lequel vous avez été confrontés à deux lock-out, deux expulsions par les CRS. Face à cela, la réaction de l'ensemble des travailleurs de la Régie n'a pas été à la mesure des espoirs qu'on pouvait en avoir. Quel bilan tirez-vous de cette grève ?

Daniel. — En préalable, je voudrais dire que l'échec des travailleurs et des 40 licenciements se situent à un moment particulièrement inopportun pour les travailleurs immigrés. Cela coïncide totalement avec l'offensive généralisée qui est lancée par Stoléru contre eux. Il faut faire en sorte que cela n'ait pas d'effet de cumul.

Fabienne. — Pour comprendre l'histoire de la grève, il faut la placer dans son cadre : une usine de 20 000 personnes dont 8 000 immigrés, au milieu de la campagne, avec ses propres traditions qui sont différentes par exemple de celle de Cléon même si c'est aussi la Régie.

D'autre part, le démarrage de la grève a fortement marqué son déroulement. Elle a démarré sur une équipe et a été élargie au forçage par les militants CFDT et CGT dans les deux autres équipes. Les gars ont été un peu sortis par force, avec même une certaine violence.

Jean-Pierre. — Les militants du syndicat n'ont pas sorti de force les gars, mais il y avait une volonté d'essayer absolument de généraliser la grève à tout l'atelier des presses.

Daniel. — Je crois que le problème de fond qui est posé ici est celui de comment franchir le pas. Il y a un certain nombre d'obstacles à la prise de conscience collective sur la façon d'imposer un rapport de forces. Les travailleurs de cette usine subissent des contraintes énormes et vivent dans la crainte et la peur. Les travailleurs les plus combattifs à un moment donné savent bien quels sont les mécanismes qui bloquent leurs camarades de travail. Il s'agit pour eux de leur faire dépasser ce stade-là, de créer quelque chose de plus fort que cette peur mais dont le mécanisme est le même pour les faire basculer de l'autre côté. Ce qui n'empêche pas qu'à partir du moment où ils basculent les gars peuvent se retrouver parmi les plus combattifs.

Dépasser le stade de la peur de la maîtrise

Plusieurs sont restés totalement passifs jusqu'au moment où les au-

tres les ont entraînés, parfois d'une façon violente, dans la grève. Une fois le pas franchi, ils étaient parmi les éléments les plus combattifs. Ce problème est celui du rapport qu'on les travailleurs à une espèce de terrorisme latent qu'exerce la direction à travers l'exploitation de tous les jours et qui fige une grande partie d'entre eux dans l'attentisme, en spectateurs de ce qui se passe autour d'eux.

• Est-ce un phénomène rencontré dans toutes les grèves de Flins ?

Daniel. — Cette réticence à se lancer dans la lutte est un phénomène qu'on retrouve très souvent, surtout quand on se pose le problème de l'extension car il existe un grand nombre d'obstacles, de handicaps de départ. Dans une usine de cette dimension, on pourrait croire que le très grand nombre de travailleurs, la possibilité de contacts, favorise l'éclosion d'une conscience collective beaucoup plus importante. Il s'avère que ce n'est pas du tout exact. Les groupes humains relativement restreints se soudent facilement. La conscience s'élabore au niveau du petit groupe, de l'atelier, voire même au niveau de l'équipe. La nature de la division du travail dans l'entreprise qui existe dans beaucoup d'autres entreprises mais qui ici est démultipliée donne le sentiment aux travailleurs qu'il y a l'usine dans l'usine. Ceci explique les grèves d'atelier et les difficultés de l'extension.

Jean-Pierre. — Cette perception est d'ailleurs tout à fait inconsciente : les travailleurs se définissent par rapport à leur atelier, la peinture, la mécanique, la tôlerie, les presses, etc.

Fabienne. — A quoi il faut rajouter les différentes catégories professionnelles.

Daniel. — Par exemple, en peinture, les pistoleurs ou les peintres en cabine ont une conscience particulière parce qu'ils occupent une certaine place dans le processus de travail.

Le deuxième phénomène qui a toujours favorisé les grèves d'atelier, et c'est le problème de la mémoire collective qui est posé derrière ça, c'est une appréciation fautive des rapports de forces. Les travailleurs pensent que la Régie Renault va céder plus facilement si une revendication correspond à un nombre plus restreint de travailleurs. Qu'est-ce que ça coûterait à la Régie se sont dit les grévistes que 600 gars passent P.1. Bien sûr, cela ne les gênerait pas que les autres passent P.1 mais, ils ne se posent que pour eux, il ne se rendent pas compte que, pour la Régie, céder à un endroit, signifie

un effet de boule de neige général. Ils disent : « Nous faisons un travail qui se différencie de celui des autres ».

• Les difficultés rencontrées dans la lutte seraient donc dues avant tout à des facteurs objectifs liés à la division du travail.

Daniel. — Pas uniquement. La peur et la crainte de la maîtrise sont des facteurs qui tiennent à la nature de l'encadrement et à l'origine des travailleurs. Ce sont des travailleurs qui, dans l'ensemble, ont relativement peu de passé industriel, de passé de lutte et qui par conséquent subissent les contraintes beaucoup plus que d'autres. Les travailleurs immigrés sont là pour gagner le maximum d'argent pour faire vivre leur famille, mais, quand ils luttent, ils explosent.

Fabienne. — La peur joue sur certaines catégories, les immigrés, les femmes. Par exemple, à la couture, les filles demandent qu'on aille défilier. Celles qui veulent faire grève demandent qu'on les oblige à sortir. Elles disent : « Toutes seules, on ne peut pas ».

José. — Ça, c'est un phénomène qui touche toute l'usine.

Jean-Pierre. — Les travailleurs luttent par atelier à cause aussi d'un autre facteur, celui de la classification. Leur lutte, comme on l'a vu à propos de la revendication du P.1, est une lutte pour la qualification supérieure. Ils se placent systématiquement dans le cadre de ce qu'ils connaissent en l'occurrence la grille des salaires. Ils ne réfléchissent pas aux revendications permettant d'établir un rapport de forces suffisant et concernant le plus grand nombre de travailleurs.

La lutte sur la classification une appréciation fautive des rapports de forces

Daniel. — Ils pensent que la lutte et l'unité sur l'ensemble de l'usine sont illusoire et impossibles. Ils essaient donc de se replier

sur la petite entité qu'ils ont autour d'eux, se mettent d'accord sur des revendications localisées, dans le cadre du système. Cela débouche sur une impasse syndicale totale car, réclamer le P.1 aujourd'hui, le P.2 demain, puis le P.3, dans la mesure où la dynamique serait enclenchée et que la Régie Renault céderait n'a pas de sens. Cela ne résout pas le problème de la nature du travail et de l'organisation du travail. C'est une façon détournée de poser le problème du salaire.

Bien sûr, l'évolution professionnelle est abordée mais, cela ne permet pas une prise de conscience claire. Demander de grimper en permanence dans l'échelle des classifications en faisant le même boulot revient encore à l'appréciation du rapport de forces.

Fabienne. — Les travailleurs ont cette réaction parce que le syndicat n'est pas assez implanté pour impulser le débat. Par exemple, lors de la grève du Mans en 1975, les travailleurs demandaient l'augmentation uniforme. Ils ont réfléchi à la promotion même s'ils ont fait des propositions discutables sur la promotion à l'ancienneté.

Jean-Pierre. — Ça a évolué quand même. Aux presses, un certain nombre de gars ont bien compris que revendiquer 300 F était mettre un pas en avant vers une possible extension à toute l'usine.

● Comment expliquer que l'extension n'ait pas eu lieu ?

Daniel. — Il faut regarder la réalité de l'industrie automobile. L'usine de Flins ressemble à tous les endroits où le patronat a implanté la CFT. Nous bénéficions de la situation de la Régie Renault, c'est pour cette raison que la CFT n'existe pas ici mais elle pourrait avoir la même influence que chez Citroën, Chrysler ou à certains endroits chez Peugeot. Le prolétariat dans l'automobile est une réalité objective à part quelques exceptions comme Renault-le-Mans, Saviem-Blainville, Berliet-Vénisieux et quelques autres dans lesquelles la situation est un peu différente. Billancourt maintenant à une situation générale assez similaire à celle d'ici. Dans les boîtes de cette dimension, le patronat a une marge de manœuvre. Il suffit qu'il trouve dedans 1 500 ou 2 000 gars capables de devenir des hommes de main pour faire basculer un rapport de forces.

● Cette situation n'est peut-être pas fatale. A Peugeot-Montbéliard, la situation est proche de celle que vous décrivez ici, mais, 10 ans de dégradation de l'intervention syndicale n'y sont pas pour rien.

Daniel. — Souvent, c'est un peu facile de traduire les problèmes en terme de trahison ou de division des organisations syndicales. Il existe quand même des facteurs objectifs. La section CFDT a mené des batailles fondamentales que peu de sections assumeront. Après la grève de 1973, nous avons fait annuler les élections de délégués du personnel parce qu'il y avait eu 500 rayures rabistes.

Cela a entraîné l'implantation de FO et nous avons dégringolé de 12 % en 3 mois. Beaucoup pensent qu'assumer ce type de positions est abhorrant vu l'état du syndicalisme dans cette usine. Nous ne le regrettons pas mais nous n'avons pas fait avancer fondamentalement les choses sauf sur les augmentations uniformes, mais il reste le problème de la mobilisation et les rapports entre les

travailleurs et l'organisation syndicale.

● La division syndicale doit quand même peser en ce qui concerne la mobilisation

Daniel. — Pendant la grève, les divergences syndicales recouvraient souvent des appréciations différentes, chez les travailleurs, des rapports de forces. C'est vrai aussi que les travailleurs aspirent à l'unité syndicale mais en termes extérieurs.

Faites l'unité reprenez ensuite

Par exemple, à chaque fois que les contradictions éclataient entre les deux organisations syndicales parmi les gars des presses, ceux-ci nous disaient : « D'abord, ne vous engagez pas devant nous, allez discuter ailleurs et revenez une fois que vous vous êtes mis d'accord. » Nous leur disions que c'était pour eux qui pouvaient faire l'unité, qu'ils devaient discuter de l'ensemble des échéances mais ils n'ont pas repris cette démarche. C'est ce qui nous a amenés à mettre en place avec énormément de mal le comité de grève mais cela n'a jamais été une réalité au niveau du fonctionnement.

Jean-Pierre. — Au niveau de la conduite de la lutte, ils s'en remettaient chaque fois au syndicat.

Daniel. — Par contre, ils étaient profondément déçus quand les contradictions apparaissaient.

C'était vraiment la catastrophe. Ils disaient : « Vous allez nous tuer ». *José.* — Les OP qui ont débrayé se sont rendus compte très vite de la division des syndicats, ce qui peut expliquer leur désaffection au fur et à mesure que les jours passaient.

● Quel était le fonctionnement du comité de grève ?

Daniel. — Il n'a pas été réellement élu même si les plus combattifs s'y retrouvaient. Nous avions décidé qu'aucun délégué n'y participerait.

Par contre, il y avait des adhérents. Nous voulions qu'ils se réunissent entre eux et après avec les organisations syndicales. Au départ, je préconisais que les grévistes élisent des délégués et que deux délégués syndicaux s'y adjoignent. On pouvait envisager un tas de structures mixtes mais, cela n'aurait rien changé. Dans ce genre de conflit, les gars recherchent l'efficacité immédiate sans chercher à comprendre le contexte dans lequel évolue la lutte. C'est assez déroutant. Par exemple, si on aborde le problème de la

violence, les gars se sont rendus compte que, si les syndicats ont couvert le fait d'arrêter toutes les tentatives de remise en marche des presses, les responsables français n'assumaient pas « militairement » l'affrontement. Ils étaient là mais ils n'organisaient pas la bousculade générale.

Notre rapport à la violence

Ça créait un rapport ambigu entre les grévistes et les organisations syndicales. Quelque chose n'était pas pris en charge. Or, le problème était bien posé. C'était celui de notre rapport à la violence. Nous n'avons pas eu de réflexion sur la stratégie car il était possible de bloquer les remises en marche sans que les gars se fassent repérer. Il fallait prendre en charge cet aspect-là. Mais, nous avions des hésitations : cela ne nous aurait pas fait gagner, nous nous posions des questions sur l'évolution des événements même si nous avons légitimé l'intervention des gars parce que c'était dans la logique du conflit d'atelier et que sans cela, la grève n'existait plus.

Nous avons aussi hésité car cela pouvait décapiter complètement l'organisation syndicale.

La grève d'atelier et l'extension

● La revendication mise en avant par les grévistes était le P 1 pour tous les OS des presses. La CFDT et la CGT ont ensuite appelé à l'extension sur des revendications unifiantes : 300 F pour tous, 2 500 F minimum. Comment en expliquez-vous l'échec ?

José. — On a peut-être trop insisté sur le P 1 par rapport aux 300 F ce qui était nuisible pour l'extension.

Daniel. — Non, nous avons parlé des 300 F dès le début. Il faut étudier la manière dont se déclenche un conflit. A ce niveau-là, le conflit de Flins et celui de Cléon sont analogues. Les gars sont partis sur une espèce de ras-le-bol sans mesurer le coût exact. Pourtant, une fois franchi le pas, ils ne peuvent plus revenir en arrière car cela signifie s'arrêter. Ceux auxquels on demande de se joindre à la lutte commencent eux à compter combien cela va coûter et, implicitement, ils calculent qu'il va falloir se mettre en grève au moins un mois pour faire bouger la Régie. Une bonne partie préfère alors rester septentrionale.

L'extension est à mon avis une stratégie fautive qui était la nôtre mais dont on voit le résultat aujourd'hui. La logique du noyau dur au départ, dans un atelier, qui essaie de créer un rapport de forces en étendant le conflit a pour résultat les 40 licenciés des presses, les 26 de la grève de 1973, les 19 de Billancourt de 1975.

Ce qu'il faut, c'est un mouvement d'ensemble dès le départ, avec le maximum de gars. Si un mouvement se déclençait dans un atelier, je proposerais maintenant à la section de dire clairement aux travailleurs : plus question de se battre, au niveau de l'atelier sur des revendications qui nous mèneraient à la catastrophe.

• Vous vous opposerez donc aux grèves d'ateliers ?

Fabienna. — Non, si elles concernent par exemple les conditions de travail. Les grévistes des presses auraient certainement gagné s'ils s'en étaient tenus à la levée de la sanction qui était le point de départ de la grève. Nous nous y opposerons si elles concernent des revendications générales.

Daniel. — On ne peut pas se permettre de continuer ainsi. Pendant la grève, la direction a fait circuler une pétition (réclamant entre autres la liberté du travail et signée par un nombre non négligeable de travailleurs, NDLR) dans des conditions dégueulasses mais la conception de la liberté du travail est ancrée chez beaucoup de travailleurs. Comme ils assistent en spectateurs à ce type de conflit, si nous soutenons cette logique, nous risquons de jouer le jeu d'un certain fascisme populaire, de cristalliser une opposition ouvrière aux autres travailleurs. Quand on s'est fait virer la nuit, des dizaines de travailleurs qui en avaient ras le bol nous poursuivaient avec des barres de fer. Alors, c'est vrai que beaucoup de travailleurs culpabilisent. Ils reconnaissent qu'ils sont en partie responsables de la situation parce qu'ils ne sont pas entrés dans la lutte. Mais, de l'autre côté, un nombre assez important n'admet pas ces formes de lutte.

Fabienna. — Les travailleurs sont

entièrement d'accord lorsqu'il s'agit pour les grévistes d'empêcher la maîtrise de faire tourner les presses mais, ils n'admettent pas qu'on les empêche de travailler dans les autres ateliers.

• Vous expliquez que l'extension n'est pas possible à partir d'une grève d'atelier et que les conditions ne sont pas réunies pour un mouvement d'ensemble sur toute l'usine. Quelle solution voyez-vous à cette contradiction ?

Daniel. — Cela dépend de l'évolution de la situation économique, des contraintes que subissent les travailleurs et qui peuvent provoquer une prise de conscience beaucoup plus rapide de la nécessité de se battre. Mais cela dépend aussi du travail à long terme que nous serons capables de mener et de notre pratique syndicale. L'institutionnalisation du délégué du personnel, la perception de l'organisation syndicale comme intermédiaire de la direction fait que nombre de travailleurs qui n'ont pas de passé de lutte et qui n'ont pas acquis le droit syndical, le syndicat est une espèce de contre-pouvoir auquel ils s'adressent pour résoudre des problèmes individuels.

Fabienna. — Nous sommes conscients que changer les rapports entre les syndicats et les travailleurs est un travail qui prendra des années.

Des militants ou des avocats ?

Il faut transformer la pratique syndicale, la pratique des militants.

Il faut voir qu'il n'y a pas beaucoup de délégués, 100 pour 20 000, perçus un peu comme des individus spéciaux. Ceux-ci, qu'ils soient CFDT ou CGT, sont avant tout des avocats. Ils passent leur temps à défendre les travailleurs individuellement, dans le bureau des chefs, etc. Comme ils ne sont pas nombreux, ils ne sont pas souvent dans leur atelier, ils papillonnent d'un atelier à l'autre et n'ont pas le temps d'organiser des discussions

dans leur atelier. La plupart du temps, ils ne pensent pas à organiser des ripostes collectives. Ils n'ont pas le réflexe de dire, quand un gars vient les voir : comment pourrions-nous créer un rapport de forces pour, par exemple, annuler la sanction. Il faut que l'organisation syndicale et les militants fassent des choix au niveau de leur pratique. Il faut faire des réunions dans l'atelier où sont les militants et là où il n'y a personne, eh bien tant pis, il faut avoir des objectifs limités. J'ai réussi à faire des réunions sur les cadences dans l'atelier de couture alors qu'il n'est pas combatif. C'est possible dans de nombreux ateliers si les militants y sont et font un travail suivi. C'est seulement de cette façon qu'on construira quelque chose de solide et le syndicat ne sera pas uniquement les délégués. Evidemment, il y a des divergences sur cette pratique dans la section. Certains délégués estiment qu'ils doivent répondre à toutes les demandes. Ils ne construisent pas le syndicat, ils sont les avocats des travailleurs.

• A l'issue de la table ronde, Daniel s'est livré à quelques réflexions et interrogations.

Daniel. — Nous mettons en valeur tous les éléments novateurs dans les conflits mais nous ne sommes pas capables de prendre en compte les blocages existants dans la classe ouvrière.

Du côté de l'extrême gauche, en particulier, le problème s'est posé en terme de volonté d'un débouché politique relativement rapide ou en témoignage permanent de la stratégie du PS, PC, des réformistes. On en arrive, avec cette alternative, à ne plus très bien comprendre la réalité de la classe ouvrière, quelles sont ses divisions, ses contradictions, de partir d'elles pour l'amener à certaines formes de luttes, d'objectifs revendicatifs. Regardons les tracts de notre section syndicale depuis quelques années : on dit au travailleur qu'il faut lutter, qu'il n'y a qu'une chose qui compte, c'est de se battre, de se mettre en grève, conflit long, dur... alors que, finalement, il est là pour gagner sa vie.



Jean-Pierre : les grévistes s'en remettaient à chaque fois au syndicat pour la conduite de la lutte.

Ce discours incantatoire qui rejoint celui de l'extrême gauche et qui s'apparente au rouleau compresseur pose problème car il n'a plus aucune influence sur les travailleurs, il ne répond pas à leurs blocages. A la limite, quand on argumente devant un travailleur, il est parfaitement d'accord, d'ailleurs, il ne répond plus rien. Quand on dit « tous ensemble, on sera plus efficace », le gars qui est en face dit « oui, oui » personne ne dit non, en plus il le pense, seulement, lui, n'est pas prêt à y aller. Au niveau de son efficacité, notre raisonnement est irréfutable, mais il faut comprendre ce qui arrête les travailleurs et non pas mettre toujours en avant la dynamique de notre propre conscience. D'ailleurs, c'est peut-être par retour de bâton mais, il y a une certaine tendance à l'heure actuelle à un syndicalisme à l'allemande (en particulier en ce qui concerne la CFDT) voire même

à l'italienne, qui est un syndicalisme rythmé par le renouvellement des conventions collectives, un syndicalisme relativement différent de celui qui existe depuis quelques années en France. Cela correspond peut-être à une certaine lassitude des travailleurs par rapport à un certain style d'intervention. D'autre part, il est vrai qu'à chaque fois qu'il y a des luttes dans l'usine, la CFDT regagne en influence. Le cas typique ce sont les élections tout de suite après la grève des carrousels. Nous avons reculé de 5 % sur l'ensemble de l'usine mais, aux carrousels, nous sommes passés de 50 % à 62 % des voix. C'est symptomatique et cela ne résout rien.

(Propos recueillis par Simone Hamelin et Jean-Yves Touvais. Les intertitres sont de la rédaction.)

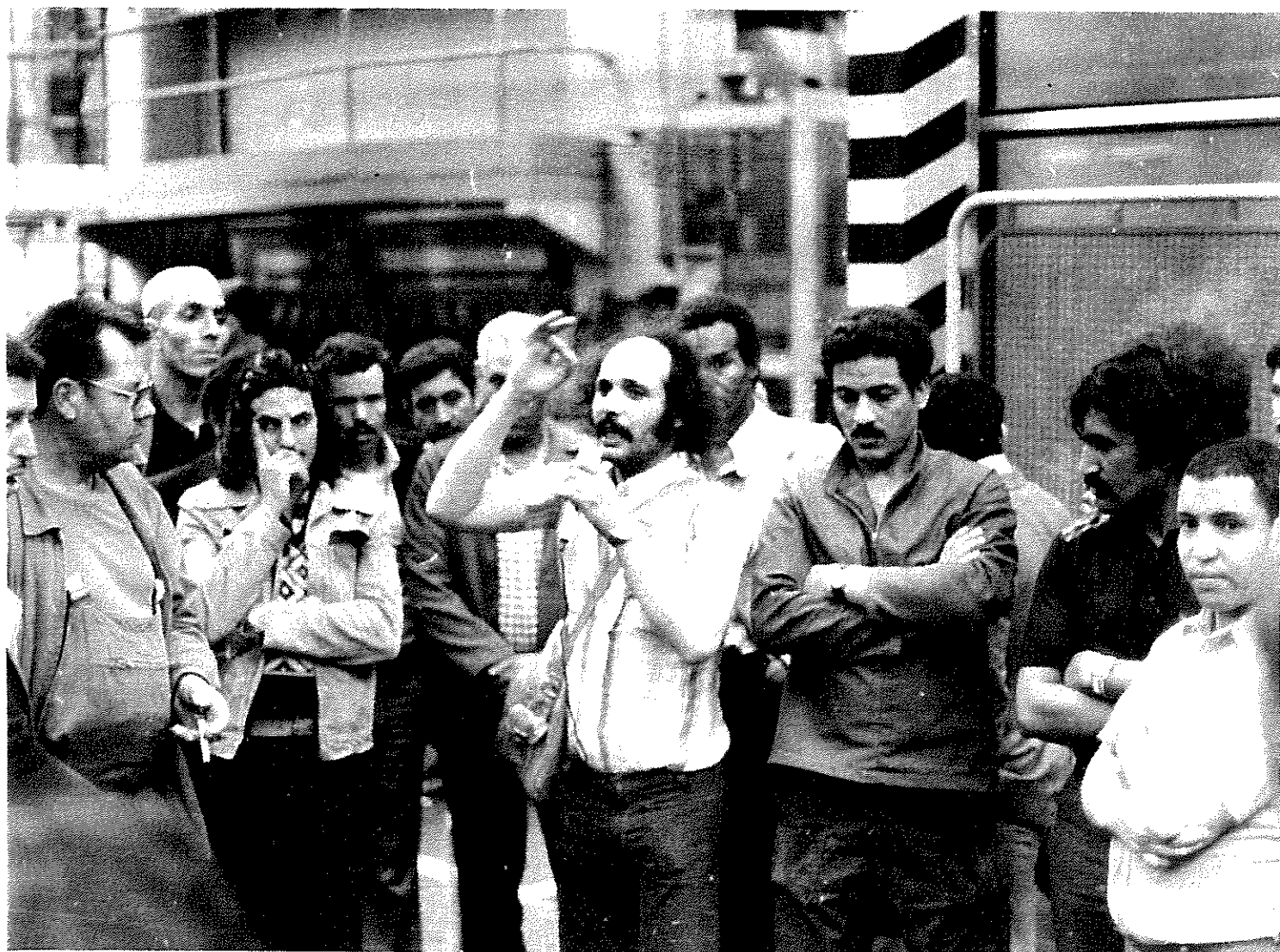


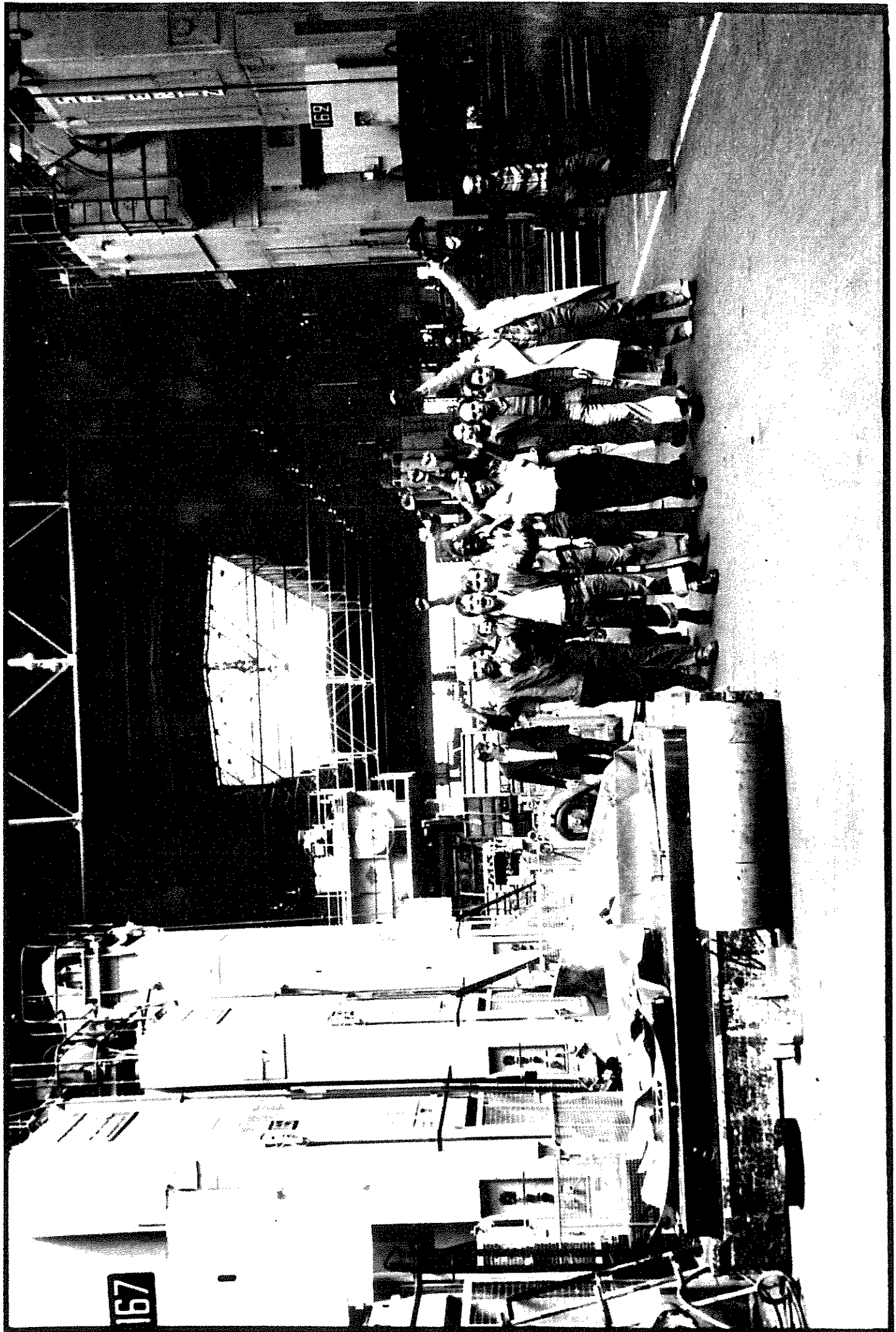
Fabienne : les délégués ne doivent pas être uniquement les avocats des travailleurs. On ne construit pas ainsi le syndicat.

cfdt

- Renault Flins -

A PROPOS DE LA GREVE DES PRESSES

**DOSSIER ETABLI PAR D. RICHTER**Juillet 1978



Libération

CHAINES
Les O.S. à l'assaut
des classifications
avant de monter
la R18

Renault-Flins: les boulons volent

Bagarres lundi autour des presses à
emboutissage de la R18 à Renault-Flins.
A nouveau, les OS Renault à l'assaut du
P1 pour faire craquer les classifications
salariales ?

30 Mai 1978

l'Humanité

O.S. à vie? Plus question!

14^e jour de grève à l'atelier des presses
de Renault-Flins
4. Juin.

Le Monde

Des grévistes occupent l'usine Renault à Cléon et l'atelier des grosses presses à Flins

3 Juin

GREVES A RENAULT

Flins

les presses toujours occupées,
débrayage général jeudi.

Cléon

grève de 24 heures
reconductible

Dieppe

15^e jour
d'occupation
d'un atelier

le quotidien
du peuple
2 Juin

RENAULT: LOCK-OUT A FLINS

La direction de la Régie a décidé de suspendre les
négociations et de fermer l'usine de Flins, lundi,
mardi et mercredi. A Cléon, plusieurs centaines
d'ouvriers bloquent l'entrée des ateliers

LE MATIN

4-5. Juin

RENAULT

Un coup de force a imposé la grève!

France-Soir

4-5 Juin

4-5 Juin
**Ni lock-out ni chômage technique
une nouvelle tactique
de la direction de la Régie**

Le Monde

Libération

RAL-BOL
Grévistes malgré le soleil et le «mondial»

**Les «séquestrés»
de Renault-Flins**
4-5 Juin

Deux décisions des tribunaux
dans les conflits chez Renault
6.6.78
• CLÉON : l'évacuation est ordonnée
• FLINS : la police pourra intervenir
6 Juin

rouge

**CLEON, FLINS :
L'OCCUPATION CONTINUE**

• Des mouvements continuent dans diverses usines du groupe, mais les syndicats ne font toujours rien pour mobiliser l'ensemble de la Régie
6 Juin

l'Humanité

**L'ouverture
sociale
casquée**

Interventions policières, hier
à Renault-Flins et à l'hôpital Sainte-Anne
Riposte, aujourd'hui
dans toutes les usines de la Régie
7 Juin

7 Juin
**RENAULT :
LE CONFLIT
S'ETEND**

• Après l'évacuation de l'usine de Flins par la police, des débrayages sont prévus aujourd'hui à Billancourt, au Mans et sans doute à Sandouville
• Les syndicats, qui ont manifesté hier soir à Mantes-la-Jolie (Yvelines), font une analyse différente de la tactique à suivre pour l'avenir

LE MATIN

LE CONFLIT A LA REGIE-RENAULT
**Comment négocier
le ras-le-bol ?**
par Jacques Chêrèque*
7 Juin



CHRONOLOGIE



Date	Evènements	Equipe I	Equipe 2	E. nuit	Usine
Vendredi 19 Mai	Premier débrayage pour le retrait de la sanction infligée (avertissement-jours de mise à pied) à un travailleur malien arrivé en retard.		30		
Lundi 22 Mai	tracts CGT et CFDT séparés parlaht des autres revendications de l'atelier des presses. L'équipe 2 continue en grève illimitée.		49		
Mardi 23 Mai	tract CFDT convoque les travailleurs de l'équipe I à une assemblée.		83		
Mercredi 24 Mai	Appel dans un tract commun (CGT-CFDT) pour un débrayage de l'équipe I à partir de 8 Heures. Plusieurs militants CFDT essayent sans succès de faire débrayer l'équipe de nuit.	43	124		
Jeudi 25 Mai	Des grévistes de l'équipe 2 restent en équipe de nuit. Tract CFDT "Etablir un rapport de forces favorable"	37	106	75	
Vendredi 26 Mai	Vifs incidents en équipe I, lorsque la direction veut faire tourner les presses. Un délégué CFDT Diallo Hamady est victime d'une provocation : il est accusé d'avoir frappé un régleur avec une barre alors que c'est le contremaître qui a demandé à ce dernier de tomber. Meetings pour demander aux grévistes de rester samedi matin				
Samedi 27 Mai	Seulement une trentaine de grévistes sont réstés le matin, ils doivent partir compte tenu de la mobilisation coté direction. Les presses tournent avec des régleurs et agents de maîtrise.	109	128	225	

Date	Evènements	Equipe I	Equipe 2	Eq nuit	Usine
Lundi 29 Mai	<p>Vifs incidents en équipe 2 lors des tentatives de mise en route (-bousculades, jets de boulons, sono CFDT endommagée) Direction demande à faire tourner quelques lignes avec dy personnel des presses uniquement, des discussions s'ouvriront simultanément.</p> <p>CGT accepte d'abord, grévistes refusent. C'est une trêve sans travail qui est obtenue durant les discussions avec le département (MM. Dubreuil, Pujol) qui enregistrent les revendications. Reconnaissance PI minimum si chantier AB6 réussit. Grévistes ne laissent pas les presses fonctionner, sauf en équipe de nuit A Billancourt lors des discussions avec les syndicats la direction générale s'étonne des bruits qui parviennent des usines.</p>	220	I23	I42	
Mardi 30 Mai	<p>Débrayage de solidarité du personnel d'entretien des presses à l'appel de la CGT et de la CFDT (initiative CFDT)</p> <p>Discussions avec le département sont rompues, les grévistes quittent la salle. Un tract commun CGT-CFDT distribué à 22h25 annonce la grève de Cléon. Les grévistes des équipes I et 2 restent en équipe de nuit.</p>	218	I49	202	
Mercredi 31 Mai	<p>Un tract commun annonce l'appel général sur l'usine pour le lendemain, la CFDT avait proposé cet appel pour dès le début de la semaine.</p> <p>Le Maire communiste des Mureaux, M. le Touleec vient dans l'atelier. Une rencontre exploratoire avec la direction de l'usine (MM. Richard-Lambert) ne donne rien. Les grévistes sont très durs sur leurs positions. En séance de CE ordinaire la direction envisage une fermeture de l'usine.</p>	202	I35	225	
Jeudi 1er Juin	<p>Appel commun sur l'usine : 8h-10h30-15h30-18h. Défilé en R5, au Bât.P, en mécanique, sellerie. Difficultés pour réunir meeting, décision est prise de continuer jusqu'en fin de travail. Au retour du repas des divergences apparaissent publiquement entre ceux qui veulent bloquer la mécanique et ceux qui veulent attendre l'autre équipe aux portes. Nouvelles difficultés pour prise de décision. Tract commun appelle équipe I à 4 H. de grève dès l'entrée. Tentatives de blocage des portes par les grévistes assez mal reçues.</p>	I83	I49	233	Eq2 : 342 Eq1 : 313 nuit : I2 Nor : I85

Date	Evènements	Equipe I	Equipe 2	Eq nuit	Usine
Heddi 1 ^{er} juin	<p>Pas de meeting à 18h en fin de débrayage. Une minorité continue et tente de bloquer à quelques dizaines les chaînes sel-lerie et mécanique. CFDT parvient à éviter que ces actions ne durent trop longtemps. Découragement évident.</p> <p>Rencontre intersyndicale: CGT refuse de mentionner un éventuel lock-out dans l'appel du lendemain. Dès le meeting de départ le matin la CFDT avait parlé d'occupation en cas de fermeture (A ce même meeting vers 8h30 aux presses avait pris la parole le sénateur maire communiste de Trappes.)</p>	181	140	228	
Vendredi 2 Juin	<p>Appel commun 8h30-10h45-20h à la fin. Défilés, mêmes difficultés que la veille.</p> <p>Annnonce en fin de matinée du report des séances de travail les 3 premiers jours de la semaine suivante. Tract du matin inadap- té non distribué, meeting sans sono (en panne) à l'arrivée de l'équipe I.</p> <p>Nouveau tract commun pour débrayage à 19h25 dans atelier et aux restaurants.</p> <p>Direction Générale suspend les discussions à Billancourt.</p> <p>Assignment d'heure à heure intentée par la RNUR contre plusieurs délégués et travailleurs devant le juge de référé.</p> <p>L'audience a lieu à Versailles, plusieurs délégués n'ont pas reçu leur convocation.</p> <p>Préparation de l'occupation de l'atelier des presses : CGT assure que les restaurants fonctionneront.</p> <p>Nomination d'Ahmed Agharbi comme délégué syndical CFDT.</p>				
Samedi 3 Juin	<p>Plus de 100 grévistes restent dans l'atelier, la direction doit renoncer à mettre en route. Les ETAM sont mobilisés en 3 équipes pour garder l'usine. En cours de journée allées et venues des délégués et grévistes avec l'extérieur sont interdites. Direction ne laisse plus entrer; mouvements établis pour les seuls délégués.</p> <p>L'après midi les grévistes ne sont plus qu'une quarantaine.</p> <p>Pour rentrer dans l'usine grévistes sautent par-dessus les grilles.</p> <p>CGT refuse un tract commun sur les marchés, donc tracts séparés.</p>				

Date	Evènements	Equipe1	Equipe2	Eq nuit	Usine
Dimanche 4 juin	<p>CFDT appelle seule par tract et par sono sur les marchés et dans les agglomérations les travailleurs à venir à l'usine lundi pour 9 heures.</p> <p>Difficultés pour obtenir une rencontre intersyndicale, la CGT attend dimanche soir : c'est trop tard pour retenir des cars qui auraient été chercher les travailleurs dans les foyers. Les militants de Lutte Ouvrière (délégués CGT ou non) ne sont pas restés pour occuper l'atelier. Ce sont eux qui avaient introduit une banderolle 300Fr pour tous aux Presses, revendication reprise par de nombreux grévistes.</p>				
Lundi 5 Juin	<p>CFDT se rend seule dans les foyers avec des estafettes pour ramener environ 80 travailleurs qui vont, en sautant les grilles, renforcer l'occupation des presses.</p> <p>Très peu de monde devant les portes de l'usine à 9 h.</p> <p>Jugement de référé : ordonne à Dia Nalla de ne plus porter entrave à la liberté du travail, possibilité pour la RNUR d'avoir recours à la force publique. Une ordonnance sur requête déposée par la Régie étend le jugement contre Dia à tous les autres travailleurs.</p> <p>Mauvaise interprétation du jugement accueilli dans la joie par les grévistes. CGT déclare que les CRS n'interviendront pas. Jugement de référé pour Cléon : évacuation sous 48 h.</p> <p>En fin d'après midi constat d'huissier d'entrave à la liberté du travail. Dia Nalla nommé délégué syndical CFDT.</p>				
Mardi 6 juin	<p>CRS et gardes mobiles évacuent l'atelier vers 5h30 du matin. Défilés avec banderoles et slogans vers la sortie (environ 80 travailleurs). L'atelier des presses fonctionne avec des régisseurs et agents de maîtrise, l'usine est gardée par la police.</p> <p>Manifestation à Mantes la Jolie l'après midi. Appel commun-cars dans les foyers. 1.000 à 2.000 participants selon les sources.</p> <p>Un secrétaire CFDT de Cléon propose aux occupants de cette usine les 4 h. de débrayage par semaine (position de l'USR CFDT pour un développement de luttes d'ensemble sur la convention collective de la métallurgie.)</p>				

Date	Evénements	Equippe1	Equippe2	Eq nuit	Usine
Mardi 6 juin	Rencontro cartel CGT-U.S.R.-CFDT ne donne rien. CGT propose un débrayage limité sur l'ensemble des usines.				
Morcredi 7 Juin	Les presses tournent avec l'usine gardée par la police. Assignation à jour fixe intentée par la CFDT contre la Régie Renault devant le tribunal de Versailles.				
Jeudi 8 juin	Les forces de l'ordre se sont retirées. Réouverture de l'usine Appel par tract commun : reprise immédiate de la grève aux Presses sur l'usine 9h-12h-17h-20 h. Le tract du PC est distribué à l'arrivée de l'équipe du matin par une pleiade d'élus communistes eh écharpe. L'atelier des presses est réoccupé : constats d'huissior toute la journée lors des tentatives de remise en marche. M. Dubreuil coupe le cordon de la sono CFDT. Grève sur l'usine, défilés, mêmes problèmes que les 1 et 2 juin sur les suites de l'action Suppression des restaurants sans annonce préalable. CFDT désapprouve mais se tait. Démission de la CGC du bureau du CE. Nomination de Mustapha Lafhel délégué CHS CGT. Rencontro intersyndicale : CGT refuso plus de 2 H. pour le lendemain, et s'on tient en fin de poste pour le soir.	214	140	219	Eq1 : 285 Eq2 : 365 Nor : 165
Vendredi 9 juin	Appel commun : 8h30-10h30; 20h25-22h25. CFDT propose à l'équipe du matin lors du meeting, de modifier les heures de débrayage l'après midi pour les fixer plus près du début de poste. Proposition adoptée par les grévistes. CGT refuse d'appliquer Meeting CFDT pour appeler l'équipe d'après midi dès l'entrée. Tract commun distribué par la seule CGT. Des grévistes s'enparent des tracts et les jettent. Confusion générale. Les quelques grévistes rejoignent l'atelier des Presses. Tract initial redistribué aux restaurants. Pétition dans l'usine contre les grévistes et le C.R. Storn, le secrétaire du cartel CGT parle "d'autres formes de luttes pour les presses". Envoi de 77 procédures de licenciement par la RNUR sur la base des constats d'huissier du 8 juin. Audience de référé sur demande de rétractation engagée par la C.F.M.T.	198	167	221	Eq1 : 187 Eq2 : 205 Nuit : 1 Nor : 136

Date	Evénements	Equipe I	Equipe 2	Eq nuit	Usine
Samedi 10 juin	<p>Evacuation de Cléon par les forces de l'ordre. Vers 6 heures du matin la plupart des africains noirs quittent l'atelier des Presses. Il ne reste plus qu'une vingtaine de grévistes. Petit à petit le nombre diminue. Discussions pour savoir s'il faut rester ou non même symboliquement. Dans la soirée, après départ du dernier gréviste les militants CFDT s'en vont. La CGT réussit à ramener 3 grévistes vers 23h position de la CGT : "il faut rester pour qu'on ne sabote pas l'atelier en nous faisant endosser la responsabilité." Le matin la CGT était plutôt favorable au départ.</p> <p>Tract CGT sur les marchés.</p> <p>Présence CFDT à la fête du P.S.U. Stand commun sur la grève avec Cléon.</p>	I38	I43	270	Eq2 : 83 Eq1 : 34 Nor : 70
Dimanche 11 juin	<p>CGT quitte l'atelier des Presses avec les trois grévistes le matin. Militants CFDT ramènent banderoles CFDT dans l'atelier. Banderolles CGT et CFDT disparaîtront dans l'après midi.</p> <p>Prise de parole d'Ahmed Bourba au podium central de la fête du P.S.U.</p> <p>Direction fait tourner les Presses avec régulateurs et maîtrise dans la nuit du 11 au 12 juin. Trop peu de grévistes (une quinzaine) sont revenus pour l'empêcher.</p>				
Lundi 12 juin	<p>Atelier des Presses réoccupé. Décision de ne pas se rendre aux entretiens préalables suite aux procédures de licenciement si la direction refuse de recevoir collectivement. Ce qu'elle refuse. (7 travailleurs se présenteront sur 77 à ces entretiens) M.Thorain coupe le fil de la sono. Sur l'usine appel commun : grève 8h30-10h30- 16h-18h.</p> <p>Jugement sur référé en rétractation introduit par la CFDT. "RNUR a reconnu l'esprit des ordonnances du 5 juin"</p> <p>"Poursuite de la mission des huissiers sur constats pour atteinte à la liberté du travail."</p> <p>" Nomination d'un expert M.Thouvenot "</p>				

Date	Evénements	Equipe I	Equipe 2	Eq nuit	Usine
Mardi 13 juin	<p>Tract CGT déclare "direction a fait nommer un médiateur" et annonce une demi journée d'action pour jeudi. Début mission de l'expert, s'entretient avec direction et CFDT, se rend dans l'atelier pour y rencontrer des travailleurs Accueil houleux préparé par CGT, s'entretient avec des grévistes, accepte la CGT aux réunions, mais pas de délégation de grévistes. CGT ne se rend pas à la réunion après la visite dans l'atelier en raison du refus de recevoir grévistes. L'expert propose une nouvelle réunion le lendemain. Convocation d'un CE extraordinaire pour le 16.</p>	I80	I53	218	
Mercredi 14 Juin	<p>Tract CGT annonce qu'elle se rend à la réunion du médiateur et un débrayage de 3h pour jeudi avec manifestation l'après midi aux Mureaux. Cette manifestation est départementale, à ce niveau la CFDT refuse car mise devant le fait accompli au dernier moment. Réunion expert-direction (MM. Lambert-Dubreuil) - CFDT-CGT ainsi que les avocats des uns et des autres à Paris. L'expert formule des propositions précises. La Régie répond par écrit aux questions posées par l'expert la veille sur les revendications. Mise en place (laborieuse) d'un comité de grève.</p>	I80	I60	218	Eq1 : 55 Eq2 : 66 Nor : 62
Jeudi 15 juin	<p>Appel à la grève séparé de la CFDT 9h-12h - 17h-20h après entente avec CGT sur les heures. CFDT refuse d'aller aux Mureaux et s'en explique. Pas de tract CGT - échec de la manifestation départementale aux Mureaux (200 personnes). Audience de la Cour d'Appel à Versailles : la RNUR puis la CFDT ont fait appel des ordonnances de référé. Audition de l'expert qui rend compte de sa mission. Les parties ont donné leur accord pour cette audition. Réunion du comité de grève avec la CGT et la CFDT. La CGT parle de la nécessité d'un geste de bonne volonté, par exemple laisser travailler 2 heures par jour aux Presses.</p>	I71	I57	217	Eq1 : 55 Eq2 : 66 Nor : 62

Date	Evénements	Equipe1	Equipe2	Eq nuit	Usine
Vendredi 16 Juin	<p>Dans la nuit la CGT demande à des grévistes de se mettre en tenue et d'aller à coté de leur poste de travail. Intervention des militants CFDT et d'une partie des grévistes. Cette initiative est interprétée comme une tentative de faire reprendre le travail.</p> <p>Le matin réunion entre le comité de grève la CGT et la CFDT. La CGT et la CFDT proposent 2 H de trêve durant...lesquelles la direction pourrait faire tourner les presses. Ces deux heures de 9 h à 11h correspondraient au moment de l'audience du tribunal de Versailles. Le comité de grève dans sa majorité accepte à condition que ce ne soit que des agents de maîtrise des presses à l'exclusion de toutes autres personnes qui travaillent.</p> <p>Séance extraordinaire du CE, la trêve est annoncée. La direction indique qu'elle inventorie les pièces, l'arrêt probable de la moitié de l'usine sera en début de semaine suivante. Elle déclare qu'elle ne compte pas utiliser le geste de bon-volonté car cela ne correspond pas aux besoins/</p> <p>Dans l'atelier des presses une bonne partie des grévistes acceptent très mal la perspective des 2 h. de travail. Les militants des organisations syndicales doivent expliquer que ce geste peut éviter une nouvelle intervention de la police. Audience du tribunal à Versailles. Compte rendu de l'expertise Le juge demande à la Régie d'engager des négociations dans les 48 h. Il prolonge la mission de l'expert qui remettra son rapport pour le 22 juin. Il ordonne l'évacuation sous les 48 heures si la liberté du travail n'est pas assurée.</p> <p>La CGT et une partie du comité de grève transfèrent les 2 heures de 13 à 19 heures.</p> <p>Compte tenu du jugement de référé plusieurs militants CFDT interviennent dans des meetings en début d'après midi pour affirmer que les 2 heures n'ont plus lieu d'être. En milieu d'après midi un vote est proposé par la CFDT sur ce sujet. Les grévistes refusent de voter pour ne pas se diviser. Rencontre avec MM. Richard-Lambert CGT-CFDT-grévistes pour fixer réunion le lendemain.</p>	183	154	212	

Date	Evénements	Equipe I	Equipe 2	Eq. Nuit	Usino
Samedi 17 juin	<p>Occupation continue</p> <p>Négociation entre la direction MM Richard-Lambert, les syndicats CGT-CFDT, une délégation de grévistes de 11 à 14h.</p> <p>Direction enregistre les demandes. Dans l'après midi elle annonce que les discussions reprendront lundi.</p> <p>Huste après la réunion vive bousculade dans l'atelier des presses lors d'une tentative de remise en route d'une "découpe". Blessés légers de part et d'autre. M. Dubreuil désigne un militant CFDT Baslouche Larbi pour un autre : Ahmed Agharbi à l'huissier.</p>				
Dimanche 18 Juin	<p>Occupation continue avec une trentaine d'ouvriers. CGT très peu présente, la responsabilité de la restauration est même donnée aux militants CFDT.</p> <p>Importante mobilisation de la direction pour l'arrivée de l'équipe de nuit mais il n'y a pas de reprise du travail malgré les tentatives.</p> <p>Communiqué direction Générale repris par les organes d'information "pas de négociations possibles avec continuation de l'occupation."</p>			207	
Lundi 19 juin	<p>En fin de matinée échec des négociations qui ont repris.</p> <p>Propositions de la direction (2 chantiers d'enrichissement des tâches supplémentaires) jugées très insuffisantes.</p> <p>CE: extraordinaire : annonce du lock out de la moitié de l'usine, chaînes surtout, pour le mardi 14h05.</p> <p>Appels séparés par tract "à venir à l'usine". Tract CFDT mentionne que les 2 organisations syndicales sont d'accord pour des débrayages le mardi de 12 à 14 h et de 15 à 17 h.</p> <p>A l'annonce du lock out débrayages en soirée, surtout en peinture et mécanique (300 grévistes environ). 70 ouvriers veulent bloquer les portes à la sortie de l'équipe du soir.</p> <p>Vers 23h00 des grévistes des presses "cassent la gueule" à des ouvriers portugais des presses qui sont allés travailler dans l'atelier de la R5 tôlerie.</p>	182	164	197	

Date	Evènements	Equipe1	Equipe2	Eq.Nuit	Usine
Mardi 20 juin	<p>Débrayage-défilés en équipe du matin- meeting à l'arrivée de l'équipe d'après midi. Peu de lock outés se présentent à l'usine comme le demandaient les syndicats.</p> <p>Rencontre expert-CFDT-Direction, la CGT arrive en cours de réunion. L'expert demande à la Régie d'aller plus loin sur la mise en route des chantiers, et aux grévistes de montrer plus de souplesse sur la liberté du travail. Une nouvelle réunion syndicats-direction (sans l'expert) est prévue pour le lendemain.</p> <p>Dans l'après midi retour en force de la CGT dans l'atelier des presses, discours très durs sur la continuation de la lutte et la satisfaction des revendications. CGT affirme "nous irons jusqu'au bout."</p> <p>Jugement de la cour d'appel qui confirme la mission de l'expert et déboute la R.N.U.R.</p> <p>Envoi de 15 procédures supplémentaires de licenciement.</p>	184	166	219	Eq1: 383 Eq2: 13 Nor: 45
Mercredi 21 Juin	<p>Nouvelle intervention des forces de police vers 3h30. longue sortie-défilé : plus d'une heure pour parcourir 500 mètres.</p> <p>Tracts CGT-et CFDT séparés préparés à l'avance suite à des indiscrétions-appellent à ne pas travailler avec les CRS dans l'usine. Grévistes évacués bloquent les cars de l'équipe du matin qui arrivent. Les travailleurs indisposés entrent à pied à l'usine.</p> <p>L'atelier de tôlerie-ensemble du bâtiment est gardé par la police, la plupart des portes sont cadenassées, soudées. Les issues sur les vestiaires fermées. Contrôle très strict sur les portes ouvertes. La plupart des délégués sont interdits de séjour dans le bâtiment tôlerie.</p> <p>Grève des ouvriers professionnels surtout dans l'atelier des presses, au RA défilés. Dans l'après midi une partie du défilé pénètre par surprise dans l'atelier des presses après avoir fait sauter le verrouillage d'une porte.</p> <p>Remise en route d'une partie des presses avec les régleurs et agents de maîtrise. Début du démantèlement massif des outils.</p>	186	164	182	

Date	Evénements	Equipe1	Equipe2	Eq. nuit	Usine
Mercredi 21 juin	<p>CFDT favorable au boycott de la réunion avec la direction à 16 h. s'y rend pour ne laisser qu'un Observateur si la direction ne demande pas à la police de se retirer. CGT veut entendre ce que la direction propose. Représentants des grévistes divisés, certains quitteront la réunion avec la CFDT. Direction annonce qu'elle mettra en route un nouveau chantier chaque fois qu'un sera "terminé". Rupture syndicats-grévistes avec Direction. CFDT propose une manifestation à Aubergenville, CGT la refuse. U.S.R CFDT décide le boycott du C.C.E - militants CFDT du CCE se rendent malgré tout pour leur majorité à la visite de la succursale de Bordeaux prévue dans le cadre du CCE. Militants de Flins n'y vont pas.</p>	I74	I60	I66	
Jeudi 22 juin	<p>Tract CGT ambigu, ce n'est plus un appel ferme à la grève pour les 11.000 travailleurs, qui sont dans l'usine avec les forcés de l'ordre. Tract CFDT maintient l'appel à la grève. Affiche CFDT " CRS hors des presses" sera collée sur toute la région. Outils reprennent le travail. Envoi de lettres à 68 ouvriers rendant leur licenciement effectif à partir du 23 juin, mais avec planche de rappel (entretien) jusqu'au 30. Envoi des lettres d'entretien, préalable en vue de licenciement à 5 délégués (3 CFDT- 2 CGT) CFDT ne siège pas au CCE. A ce même CCE. CGT fait adopter des motions par FO et la CGC sur la situation à Flins. A l'arrivée de l'équipe de nuit vers 22h, incidents, comme la veille des grévistes viennent empêcher des OS presses de reprendre le travail.</p>	I66	I45	I28	
Vendredi 23 JUIN	<p>Electriciens des presses reprennent le travail. CGT convoque seule une réunion des grévistes des presses à 10 h. elle envoie des cars les chercher dans les foyers. Une quarantaine sont présents. CFDT décide d'assister à la réunion et fait une intervention très applaudie sur la poursuite de la lutte. CGT fait adopter par les grévistes une nouvelle formulation des revendications. (PI à l'ancien avec calendrier).</p>				

Date	Evènements	Equipe I	Equipe 2	Eq. nuit	Usine
Vendredi 23 Juin	<p>La CFDT très réservée sur les revendications avancées par la CGT (Elles ne sont pas plus acceptables par la direction) se tait devant les grévistes. L'après midi nouvelle réunion commune cette fois avec d'autres grévistes venus avec les "cars de la Régie".</p> <p>CGT fait circuler parmi les ETAM la motion CCE pour la faire signer.</p>				
Samedi 24 Juin	<p>Tournéo séparée des militants des deux organisations syndicales dans les foyers.</p>				
Dimanche 25 Juin	<p>Tracts séparés sur les marchés.</p> <p>Conseils syndicaux CFDT sur la conduite à tenir le jour du retour des lock outés. Trois positions.</p> <ol style="list-style-type: none"> 1.- Grève dès l'entrée pour tout le monde 2.- Grève pour les presses dès le départ et plus tard pour les autres 3.- Grève dès l'entrée pour les presses et ceux qui le veulent, appel à une autre heure pour les autres <p>Une majorité relative se dégage sur la deuxième position</p> <p>Pour toute l'usine CFDT proposera "4h minimum" et décide d'organiser avec la CGT une réunion avec les grévistes lundi pour éviter actions minoritaires.</p> <p>Décision d'une affiche : accent sur le paiement des jours de lock out.</p>				
Lundi 26 Juin	<p>Réunion CGT-CFDT-grévistes. Difficultés sur actions minoritaires telle que l'éventualité du blocage des chaînes mécaniques par les grévistes des presses. Discussions difficiles également sur la grève dès l'entrée ou non.</p> <p>CGT annonce lors de la réunion et dans un tract que le cartel CGT organise une manifestation d'explications à "l'Opéra" le lendemain. Echec du débrayage à l'appel commun de la CGT et de la CFDT pour protester contre le licenciement d'un travailleur du MPR dans le cadre du conflit des presses (environ 12 grévistes)</p> <p>Réunion intersyndicale : divergences sur l'appel pour le 27 jour de la reprise. Tracts et mots d'ordre séparés, seules les heures de début de grève sont identiques.</p>	I45	I40	9I	

Date	Evènements	Equipe I	Equipe 2	Eq. nuit	Usine
Mardi 27 Juin	<p>Police a quitté l'usine dans la nuit</p> <p>Double meeting à l'entrée. Prise de parole préenregistrée pour la CGT. Appel CGT : 8h30-11h-15h-17h30.</p> <p>Appel CFDT 4 heures minimum 8h30-15heures.</p> <p>Ouvriers des presses se rendent dans leur atelier. Flottement-charge de cavalerie des grévistes sur une travée remise en route : plusieurs blessés dont des ouvriers qui avaient repris le travail.</p> <p>Débrayage sur l'usine, défilés. absence de banderoles CGT- Nombre important de grévistes en peinture et au bâtiment P.</p> <p>Grévistes des presses bloquent (avec les autres) le bout des chaînes mécaniques durant plusieurs heures le matin.</p> <p>Echec de la même manœuvre l'après midi-peu de grévistes en dehors des presses. Forte mobilisation de la maîtrise sur la mécanique. Conférence de presse bilan par la CFDT dès 11 h. "derniers soubressauts de la grève."</p> <p>Echec parmi les travailleurs de Flins de la mobilisation pour la manifestation CGT à Paris (quartier Opéra), ce, malgré des cars sur les foyers.</p>	I86	II0		Eq2 : 346 Eq1 : 63 Nor : 40
Mercredi 28 Juin	<p>Vers 0h30 nouvelle tentative de remise en marche d'une ligne de presse. Quelques grévistes des équipes 1 et 2 tentent de s'y opposer- agents de maîtrise, régisseurs, ouvriers mobilisés en grand nombre depuis quelques heures chassent par la force le dernier noyau dur des grévistes et les délégués. Une estafette du CE est endommagée, la sono de la CFDT détruite.</p> <p>L'équipe de nuit reprend le travail.</p> <p>Le matin Ahmed Agharbi, délégué syndical CFDT est chassé de l'atelier des presses et blessé par des cadres et agents de maîtrise. Début de l'audition-entretien-des ouvriers menacés de licenciement. Nouveaux incidents avec les commandos direction qui menacent les ouvriers licenciés qui se rendent aux entretiens.</p> <p>Discussions difficiles le matin et l'après midi avec les grévistes et licenciés pour qu'ils ne cherchent pas à se venger.</p> <p>Travailleurs des presses sont dispersés dans tous les ateliers de l'usine.</p>				

Date	Evènements
Vendredi 30 Juin	CGT annonce par tract qu'elle organise une collecte pour les grévistes des presses. Elle a refusé les propositions CFDT pour l'organiser en commun. Six nouvelles procédures de licenciement sont engagées par la RNUR. CFDT décide de ne pas appeler à la grève les samedis de récupération car les travailleurs n'ayant pas répondu aux "mots d'ordre" durant le conflit des presses la CFDT ne veut pas donner de "bons de sortie". Sur ce problème la CGT aura une attitude variable au coup par coup et suivant les secteurs.
Lundi 3 juillet	La direction annonce 37 licenciements et 50 mises à pied de 3 jours. Rencontre de militants de Cléon et Flins avec la FGM CFDT, objet : gestion de l'après grève. Rencontre avec le service juridique confédéral CFDT. Reprise des discussions à Billancourt avec la direction générale. Ni la CFDT ni la CGT (c'est ce que la direction attendait) ne veulent quitter la séance compte tenu des licenciements. (position CFDT Flins)
Mardi 4 Juillet	CGT annonce par tract une pétition dans l'usine. Bilan des luttes sur la région parisienne à l'U.P.S.M.-C.F.D.T
Mercredi 5 Juillet	CFDT refuse de se rendre à une réunion convoquée par la direction de l'U.P.L sur l'application de ce qu'elle a proposé aux presses; motif invoqué "nous ne discutons pas pendant les procédures de licenciement des délégués." Direction annule la réunion.
Jeudi 6 Juillet	CFDT annonce par tract qu'elle lance une collecte souscription pour les grévistes des presses dans l'usine.
Vendredi 7 Juillet	Le CE réuni en séance extraordinaire refuse par 8 contre, 3 pour, 1 ne prend pas part au vote, les licenciements d'Ahmed Agharbi, Dia Nalla, Diallo Hamady, Dos Santos. Le cas de Mustapha Lafhel en congé, sera examiné en septembre.
Lundi 10 Juillet	Tract CFDT Renault Flins sur les discussions avec la direction générale. CFDT Flins indique par les questions qu'elle pose, qu'elle n'est pas favorable à une signature des textes proposés. Nouvelle proposition par la direction de l'UPL d'une réunion sur les presses, nouveau refus CFDT, nouvelle annulation. Audience du tribunal correctionnel à Versailles : citation directe de Dia Nalla pour entrave à la liberté du travail etc....et citation directe de la RNUR (engagée par la CFDT) pour entrave à la liberté syndicale. Régie Renault demande à Dia une provision. Renvoi en octobre.
Mardi 11 Juillet	Conseil syndical CFDT Renault Flins décide à 75% : -de ne pas signer l'accord Renault, les avenants etc..... -de ne pas participer aux réunions sur les presses pour mise en place des nouveaux chantiers. Une lettre sera envoyée à la direction. Réunion des licenciés avec l'avocat de la CFDT. Dossiers sont déposés séparément par la CFDT et la CGT au tribunal d'Instance de Meulan.

Date	Evènements
Mercredi 12 Juillet	U.S.R CFDT décide dans sa majorité de signer la plupart, sauf celui sur les Unités Pratique d'Atelier, des textes proposés par la Régie Renault. La CGT ne signe pas. CGT Flins fait signer sa pétition aux portes de l'usine.
Jeudi 13 Juillet	CFDT Renault Flins distribue avec quelques modifications le tract USR sur la signature. Jusqu'aux vacances CGT ne s'exprimera pas dans un tract général sur les "accords."
Mercredi 19 Juillet	Vote en séance sociale du CE du principe de bons d'achat pour les grévistes des presses et les licenciés. Direction se réserve de donner toutes suites utiles devant les tribunaux.
Vendredi 21 Juillet	L'inspecteur du travail refuse les licenciements d'Ahmed Agharbi, Diallo Hamady et Dos Santos, accepte par contre celui de Dia Nalla.
Lundi 24 juillet	Tract CGT aux presses "quel rôle joue la C.F.D.T" Maîtrise et régleurs des presses refusent de réintégrer Diallo Hamady à son poste. Direction de l'usine ennuyée, indique qu'elle paye Diallo même s'il ne travaille pas. CFDT accepte qu'il soit muté dans un autre atelier, comme la plupart de ses camarades, jusqu'en septembre.
Mardi 25 juillet	CGT envoie seule une lettre aux licenciés pour leur payer le montant de la collecte qu'elle a organisée. Collectes pour les grévistes seront versées aux licenciés. CFDT enverra également une lettre. Bureau du syndicat CGT s'adresse dans une lettre de 4 pages aux responsables CFDT. Tract CFDT aux presses "Mise au point" Diallo Hamady est réintégré dans l'atelier des presses.
Mercredi 26 Juillet	Motion CFDT en séance du CE sur la solidarité avec les grévistes. Motion votée par la CGT.
Lundi 31 Juillet	Rencontre du P.D.G de la RNUR avec les cadres de Flins. Nombreuses questions très hostiles aux grévistes, au CE, aux Immigrés, de la part des cadres de l'U.P.L.
Mardi 1 ^{er} août	Distribution des collectes aux ouvriers licenciés (200Fr par la CGT, 200Fr par la CFDT pour chacun).
Mercredi 2 Août	Réponse C.F.D.T au bureau du syndicat C.G.T.

Flins
ATELIER DES PRESSES :
« ON GAGNERA ENCORE ! »
 Reportage de Pierre CHÂTEL

**le quotidien
 du peuple**

7 Juin

France-Soir
 9 Juin

**Renault : la CGT
 et la CFDT ne
 sont pas d'accord**

Le Monde

LES CONFLITS DANS L'INDUSTRIE AUTOMOBILE
RENAULT : la grève a repris à Flins dès la réouverture de l'usine
 Poursuite de l'occupation à Cléon
 9 Juin

rouge
 La grève de Renault
L'usine de Flins réoccupée
 9 Juin

Libération
Les grèves d'OS de Renault
 Les grèves se circonscrivent à Flins, Cléon, et Sandouville

Les paradoxes du ras'l'bol
 9 Juin

l'Humanité
 10 Juin

Renault :
qu'attend la direction ?
 Le mouvement pour obtenir l'ouverture des négociations
 s'est encore renforcé hier

l'Humanité

**Renault :
les C.R.S.
ont repris
le travail**

Le pouvoir expulse les grévistes - Cléon
évacué samedi à 3 h 15 - Cinq jours après
l'intervention policière à Flins - La CGT
appelle à la riposte dans chaque entreprise

12 Juin

le quotidien
du peuple

15 Juin

**LES DIRECTIONS SYNDICALES
VIVEMENT CRITIQUÉES
PAR LES TRAVAILLEURS**

• Les débrayages de mardi peu suivis • Flins : l'atelier des
presses toujours occupé • Douai : un délégué mis à pied

La grève aux Presses continue

**Flins : entre le lock-out
et l'intervention policière**

rouge

17-18 Juin

le quotidien
du peuple

19 Juin

**RENAULT-Flins
LES OS DES PRESSES
ELISENT
LEUR COMITE DE GREVE**

*Impasse
chez Renault*

France-Soir

20 Juin

**Libération
Cléon: évacuation
sans western**

12 Juin

**Le Monde
Happening à Flins**

15 Juin



LES TRACTS



ELEMENTS D'ANALYSE A PARTIR
DES TRACTS

Le conflit des presses et ses suites ont marqué la vie de l'usine de Flins c'est une évidence. Pour la période du 19.5.78 au 3.8.78 132 tracts sur un total de 152 mentionnent pour partie ou dans leur totalité le conflit. Cela représente 86,8% des tracts.

Si l'on compare avec un autre conflit d'atelier, celui du centre livreur pour la période du 4.6.78 au 9.7.76, nous constatons que 37 tracts sur 79 soit 46,8% mentionnent ce conflit.

Organisation	CONFLIT DES PRESSES		CONFLIT DU CENTRE LIVREUR	
	tracts mention conflit	totalité tracts sur l'usine	tracts mention le conflit	totalité tracts sur l'usine
C.G.T	47 35,6%	55 36,1%	11 29,7%	26 32,9%
C.F.D.T	27 20,5%	30 19,7%	11 29,7%	21 26,6%
CGT-CFDT	16 12,1%	18 11,8%	5 13,5%	8 10,1%
F.D	/	2 1,3%	3 8,1%	3 3,8%
C.G.C.	3 2,3%	3 2,0%		
P.C	19 14,4%	22 14,5%	3 8,1%	10 12,6%
L.O	13 9,8%	14 9,2%	4 10,8%	8 10,1%
O.C.T	1 0,8%	2 1,3%		3 3,8%
autres	6	6		
total :	132	152	37	79

Pour le conflit des presses l'expression CGT propre a été beaucoup plus forte que celle de la CFDT, presque le double.

La CGT s'est adressée relativement souvent au 2^ocollège, alors que la CFDT s'est presque tue (à l'exception d'un tract au début du conflit qui venait d'ailleurs plus comme une suite à la grève des carrousels). Cette expression vis à vis des ETAM de la part de la CGT mérite d'être notée, car la CGT s'adresse à eux moins souvent que la CFDT; elle est devancée par la CFDT aux élections 2^ocollège et elle a moins de militants dans ce secteur (3 contre 7 à la CFDT). Il est par contre douteux que cette volonté de la CGT ait été payante, l'immense majorité des ETAM a signé la pétition "CGC-Direction).

Coté CFDT son "silence" vis à vis des ETAM peut s'expliquer de deux façons : soit elle estimait que son expression générale suffisait sans éprouver le besoin d'une expression spécifique, soit elle était embarrassée parce que ses militants, compte tenu le déroulement du conflit ne pouvaient pas dire vraiment ce qu'ils pensaient. Si nous penchons vers la deuxième hypothèse, "le silence" traduirait un malaise.

La CGT a eu le souci de s'exprimer vis à vis de ses militants et adhérents.

A ce niveau le conflit n'aura pas été l'occasion pour la C.F.D.T de combler ses lacunes de fonctionnement vieilles de plusieurs années.

Par contre la C.F.D.T traduit beaucoup plus ses tracts en arabe que la C.G.T (voir tableau). Les traductions des tracts communs ont pour la quasi totalité été effectuées par des militants C.F.D.T.

Que trahit à certains moments le pilonnage C.G.T en tracts ?

- désir de publicité, de se mettre en valeur ?
- désarroi intérieur devant une situation que l'on ne maîtrise pas ou plus ?

FORCE OUVRIERE (AOP-RPR) s'est tue durant tout le conflit

Le P.C a assuré une forte présence en papiers distribués, de même que L.O. Par contre, l'OCT, dont les militants ont été actifs dans les syndicats s'est très peu exprimée (1 tract, 1 affiche).

Notons l'apparition (très timide) du PS à Flins, ainsi que celle de l'extérieur de trois organisations maoïstes jusqu'ici absentes de l'usine.

Nous avons subdivisé en trois périodes

- la première va du début du conflit au dernier tract commun le 12 juin, jour qui correspond aussi à l'échec définitif de l'extension. C'est la période de l'unité, dans les papiers au moins (car la réalité est assez différente.)
- La deuxième se déroule entre le 13 Juin et la fin du conflit.
- La troisième est celle qui suit la reprise du travail.

Les tableaux traduisent bien les différences.

Brèves remarques sur les titres des tracts.

Absence presque totale des revendications dans les titres, on les trouve plutôt dans le contenu des tracts syndicaux (encore serait-ce à vérifier sur l'ensemble.) Font exception un tract commun où les 300Fr apparaissent dans le titre, et le tract C.F.D.T du 27.6.78. (par contre des banderolles CGT et CFDT porteront en permanence dans les défilés et les presses ces revendications.)

La plupart des tracts communs CGT-CFDT sont des tracts d'appel à la grève ou de préparation à un appel.

La CGT préfère le mot "action", la C.F.D.T le mot "lutte." Durant toute la deuxième période définie plus haut, la CGT ordonne ou implore (tout dépend comment on se place) des négociations.

Le P.C parle de "lutte" et de "négociations".

Le contenu des titres de L.O traduit mal l'impasse dans laquelle se sont enfermés ses militants. Attitude aventuriste et putschiste au début. refus d'occuper l'atelier des presses ensuite, pour que finalement certains d'entre eux acceptent de travailler avec les CRS dans l'usine.

Une analyse du vocabulaire de chaque organisation est à entreprendre.

TRACTS PERIODE DU 19.5.78 au 3.8.1978

Origine des tracts	tracts usine sans référ. au conflit	tract usine avec référ. partielle au conflit	tract usine portant sur le conflit	tract de sect. sans référ au conflit	tract avec référ conflit	tract secteur presses	tract ETAM sur conflit	bulletin aux milit et adhérents	TOTAL
C.G.T	1	5	25	3	8	8	5	5	60
C.F.D.T	2	2	17	1	2	5	1	1	31
CGT- C.F.D.T			12	2	1	3			18
F.O	2								
C.G.C			3						
P.C	3	6	11			2			22
P.S			1						1
L.O	1	9	3						14
O.C.T	1		1						2
U.C.F.M.L			2						2
P.C.R			1						1
P.C.M.L.F			1						1
AMF Mantes			1						1

TRACTS Période du 13.6.78 au 28.6.78

Origine des tracts	tract usine sans référ. au conflit	tract usine partiel. consacré au conflit	tract usine portant sur conflit	tract sect. sans référ au conflit	tract sect. avec référ. au conflit	tract sect. presses	tract ETAM sur conflit	bullet milit. adhé.	T O T A L
C.G.T			18		I	I	I	I	22
C.F.D.T			II		I				12
C.G.T- CFDT					I				I
F.O									
C.E.C			I						I
P.C		I	3			I			5
P.S			I						I
L.O			I						3
O.C.T		2							
U.C.F.M.L									
P.C.R									
P.C.M.LFF									
AMF Nantes			I						I

TRACTS Période du 19.5.78 au 3.8.78

Origine des tracts	tracts traduits en arabe	total tracts Général usine + tracts secteur presses	% de tracts, traduits
C.G.T	I	39	2,6%
C.F.D.T	I3	26	50,0%
C.G.T - C.F.D.T	6	15	40,0%

Origine des tracts	Tracts en 1/2 format	Total tracts général usine + tracts secteur presses	% tracts 1/2 format
C.G.T	7	39	17,9%
C.F.D.T	I	26	3,8%
C.G.T-C.F.D.T	4	15	26,6%

Demi-format
indique une
volonté
d'informations
courtes et rapides

Tracts avec éléments de mise au point vis à vis du "partenaire syndical"

Tract CFDT du 15.6.78 sur l'ensemble de l'usine
6.7.78 sur l'ensemble de l'usine
25.7.78 aux presses

Tract CGT du 7.7.78 sur l'ensemble de l'usine
24.7.78 aux presses
25.7.78 dans le secteur outillage
bulletin aux adhérents CFDT (et CGT) du 2.8.78
des 10.6.78 -II.7.78 -25.7.78

Les bulletins aux adhérents et militants CGT

PERIODE DU 19.5.78 au 12.6.78

Date	TITRE DES TRACTS C.G.T	TITRE DES TRACTS C.F.D.T	TITRE DES TRACTS CGT- CFDT
19 Mai	Grève aux presses		
22 Mai	La direction par son attitude irresponsable bloque la situation.	Contre les sanctions luttons ensemble	
23 Mai	Les travailleurs de Flins se sont reconnus dans les candidats CGT-46 sont élus - 3395 salariés ont dit dans leur vote à la direction "négociier rapidement sur nos revendications contenues dans la plate-forme CGT "	Contre les sanctions luttons ensemble	
24			Face à l'attitude intransigente de la direction renforçons notre mouvement.
25	Discussions de Billancourt. Les propos de la direction sont sans équivoque. Une seule piste...l'action et le renforcement de l'union. Appel du syndicat CGT à tous les travailleurs des presses	Rencontre avec la Direction.... A quoi faut-il s'attendre ?	Vos syndicats saluent l'entrée de la nuit dans l'action.
26		Etablir un rapport de forces favorables. Les travailleurs des presses doivent gagner leur grève La CFDT appelle tous les travailleurs qui seraient désignés ou sollicités pour travailler samedi ou dimanche à cause de la grève des presses, à refuser et à se déclarer grévistes.	

PERIODE DU 19.5.78 au 12.6.78			TITRE DES TRACTS CGT.CFDT
Date	TITRE DES TRACTS C.G.T	TITRE DES TRACTS CFDT	TITRE DES TRACTS CGT.CFDT
26 Mai 29	Coup d'accélérateur de l'action à Flins. Le PDG Vernier-Paillez doit tenir compte de ce courant revendicatif dans les discussions qui reprennent à Billancourt aujourd'hui. A tous les agents de maîtrise seulement votre carrière personnelle ou l'avenir et l'emploi de tous ?	Les "bonnes à tout faire" (2 ^e épisode) Entrons en lutte avec nos camarades des presses	
30 Mai			<ul style="list-style-type: none"> . Les travailleurs veulent du concret pas des paroles. CGT.CFDT proposent un débrayage jeudi. . L'usine de Cléon est en grève . L'action des travailleurs des Presses est un exemple pour les revendications pour négocier à Billancourt Partout dans toutes les usines comme à Cléon, l'action doit se développer . Tous en grève aujourd'hui sur nos revendications 300Fr immédiat pour tous. . Débrayage immédiat dès la rentrée de 14h à 18h.
31 Mai			
1 ^{er} Juin			

PERIODE DU 19.5.78 au 12.6.78

Date	TITRE DES TRACTS C.G.T	TITRE DES TRACTS CFDT	TITRE DES TRACTS CGT-CFDT
2 Juin	CGT Renault Flins communique		<p>Continuons la lutte aujourd'hui La direction nous met à la porte, réagissons massivement.</p>
4 Juin	Des revendications justes. Une action calme et résolue	Travailleurs de Renault-Flins tous à l'usine lundi.	
5 Juin	Premier succès : les forces de police ne peuvent pas être utilisées par la direction.		<p>Les syndicats CGT-CFDT exigent Refusons l'occupation de Renault Flins par les CRS. La Régie doit négocier.</p>
6 Juin	CGT et DA pas d'opposition aux grévistes des presses pourquoi ?		
7 Juin	La direction encore plus isolée occupe l'usine avec 500 CRS	La lutte continue, les CRS partent, nos revendications restent. Notre détermination fera céder la direction car tous unis dans la lutte nous sommes les plus forts.	
8 Juin	ETAM. Non à l'intervention policière, oui aux négociations pour les revendications de toutes les catégories de l'OS à l'ingénieur.		<p>Volonté plus forte encore - 70.000 travailleurs débrayer hier dans les usines du groupe. Pour nos revendications débrayons aujourd'hui.</p>
9 Juin			<p>Par la lutte aux presses, par la lutte dans l'usine, par la lutte dans tout Flins imposons nos revendications.</p>
10 Juin	Où sont les irresponsables? 2 jours de mise à pied = 3 jours de lock-out 500 CRS plus de 6000 voitures perdues		
12 Juin			<p>Non à la répression, oui aux revendications dans l'unité aujourd'hui agissons.</p>

PERIODE DU 13.6.78 AU 28.6.78

Date	TITRE DES TRACTS C.G.T	TITRE DES TRACTS C.F.D.T
13 Juin	.Il faut négocier.Grossière attaque de la Direction qui reprend la politique des otages.	.La grève continue aux presses solide et calme.
14 Juin	.Négoçions ! une exigence de tous. La direction doit le comprendre.	.Soutenir et élargir la grève des presses
15 Juin	.Négoçions une exigence de tous,même de la justice.	.Une manoeuvre écoeurante
16	.La direction au pied du mur	.Refusons le lock-out
19	.Les grévistes et leurs organisations ont tout fait pour cela,on peut négocier sur de bonnes bases pour régler le conflit.	.Non au chantage
20	. Non au lock-out- Négociez	.Non à la division ! ripostons au lock out
21	.Contre le lock-out et la division,pour les négociations :ripôstez	.Refusons de travailler avec les flics dans l'usine.
22	.Une nouvelle fois les forces de police sont dans l'usine.Camarades une seule répon se : la grève.	.Les flics doivent partir,la direction doit négocier,la lutte doit donc continuer.
23	.Après le nouveau coup de force,la maîtrise peut jouer un rôle important au coté des travailleurs pour obtenir de véritables négociations.	.Obligeons la Régie Renault à céder
24	.Renforcer partout l'union pour de vraies négociations.	.Tous en grève aujourd'hui.Pas de licenciement.
25	.L'ouverture sociale par les CRS,l'usine de Flins toujours occupée par les forces de l'ordre.	. Paiement des jours perdus à 100%.Satisfaction des revendications des presses.
26	.Propositions soumises aux travailleurs des presses	. La répression ne résoudra rien.
27	.2 jours de présence des CRS à Flins n'ont rien réglé et ne régleront rien, la production est nulle	
28	.Devant la tension créée par la direction de Flins, réprobation de tous les Renault.	
29	.La CGT s'adresse à vous pour rétablir la vérité.	
30	.Mf. Vernier-Palliez la balle est dans votre camp.	
31	Alors qu'attendez-vous ?	
32	.Les travailleurs ce matin ont encore dit : non aux provocations, oui aux négociations.	
33	. Direction : négociez	
34	. Pas de violence - Négociez.	

PERIODE DU 29.6.78 au 3.8.1978		TITRE DES TRACTS C.F.D.T.
Date	TITRE DES TRACTS C.G.T	
30 Juin	. Il faut négocier - oui c'est possible !	
4 Juillet	. Ce verdict de la honte que les travailleurs refusent!	
5	. Reprise des discussions, malgré un effort de tous les syndicats pour avancer la direction négative.	
6	. Discussions : la CGT fait des propositions précises pour relancer la négociation. La direction les rejette et rompt les discussions.	. Non à la répression
7	. L'indispensable union pour la satisfaction des revendications et contre les licenciements.	. Bilan des réunions avec la direction Générale.
10		. Décisions de l'Union Syndicale Renault CFDT après les discussions avec la direction Générale.
13		. Mise au point.
24	. Quel rôle joue la C.F.D.T ?	. Logement des travailleurs immigrés
25		Après l'APL.....l'ATL.
26		
		<p>Ont été pris en compte les tracts ensemble usine, atelier des presses et 2^e collège qui ont un titre apparent.</p>

PERIODE DU 19.5.78 AU 3.8.78

Date	TITRE DES TRACTS DU P.C	Date	TITRE DES TRACTS DE L.O
23 Mai	2 jours de fêtes	22 Mai	Hors d'Afrique les troupes françaises
26	Face à la politique d'austérité et à l'autoritarisme patronal la lutte se développe, des reculs sont imposés.	24	Les paras français hors du Zaïre. Monsieur la blouse blanche
31	Ripostons avec fermeté	29	Presses
2 Juin	Rien ne justifie le refus de la direction	30	De l'Argentine au Zaïre le gouvernement soutient les dictatures. Une revendication : les salaires. Un moyen : la grève
5	La direction n'échappera pas aux revendic.	31	Les presses en grève, Cléon en grève c'est le moment pour les 300R.
6	Avec vous dans la lutte	8 Juin	C'est par la lutte que nous aurons satisfaction. Ce n'est pas avec les flics qu'on fait tourner une usine !
7	Négoiations! les CRS hors de l'usine	14	La seule voie c'est la grève
8	"l'Echo Renault des Travailleurs" Négociez! Seule la lutte.....	20	Nous ne devons pas tout supporter. Bravo les OS des presses. Lock-out ou grève. Négociier quoi!
12	Ce soir mercredi 7 juin 78 à 20h30 salle SRV aux Mureaux meeting	27	Boussac symbole de la Sté Française. L'épreuve de force est engagée il faut la gagner. Pas de licenciements. Les CRS toujours contre les travailleurs jamais contre les patrons.
15	Négoiations pour nos revendications.	4 Juillet	Le baratin de la direction.
19	Débrayage ce matin à l'appel des organisations syndicales CGT et CFDT.	II	Face à l'arrogance du patronat et du gouvernement la détermination des travailleurs. La grève est finie mais rien n'est changé. Il faut appeler un chat un chat. Après les flics, les nerfs
23	Non à l'escalade de la répression. Préservons l'unité pour faire céder la direction.	18	Les plages assassinnées. Pourquoi l'échec? Non aux licenciements pour faits de grève. Carnaval est terminé
27	"l'Echo des Presses" Assez d'atteintes aux libertés. Négociez.	25	Les catastrophes sont la rançon du profit pas du progrès. Des imbéciles à la mémoire courte. A bas le travail du samedi.
29	MM. les Irresponsables ça suffit! Négociez.	I ^e Août	Accord bidon dans la métallurgie, il faut prévenir la rentrée. Elle paiera.
5 Juillet	La direction s'isole.		Le scandale de l'Acierie de Neuves-Maisons, tant que les capitalistes peuvent fermer leur usine comme leur tabatière.
7	Agir pour-mettre en échec la politique d'austérité-conquérir de nouveaux droits (Fédération des Yvelines)		Ils n'empêcheront pas d'autres grèves.
20	Ne tolérons pas		
28	Ils parlent! Mais les revendications posées devront être satisfaites.		
	Sanctionnons ces méthodes		
	Journal action de Mai 1978 salaire, emploi, libertés, plus que jamais la lutte.		
	"l'Echo Renault des Travailleurs"		
	Désenchaînés pour un mois		
	Journal action de juin 1978		
	Cà compte aussi les vacances.		

SYNDICAT C.G.T.
RENAULT - FLINS

25.7.78

LE BUREAU DU SYNDICAT C G T

S'ADRESSE AUX RESPONSABLES C F D T RENAULT FLINS

Chers Camarades,

Notre syndicat qui se fait l'écho d'une grande partie, des travailleurs de Flins, n'est pas sans inquiétude devant les déclarations, et les attitudes prises par votre organisation dans cette période succédant au conflit des presses, et du groupe Renault en Juin.

Il ne s'agit pas de nous mêler de vos prises de décisions internes à votre organisation.

Il s'agit de prendre, votre intervention sur une base unitaire, tenant compte que vous vous trouvez toujours être nos alliés privilégiés, tenant compte que l'unité est aussi une bataille.

Or l'union à laquelle nous aspirons tous ne peut être efficace pour les travailleurs de l'usine que si elle se place sur des bases claires.

Nous relevons à plusieurs reprises dans vos bulletins distribués aux portes des phrases qui posent questions:

Par exemple dans celui intitulé "NON à LA REPRESSION" distribué il y a une quinzaine de jours on lit entre autre:

" LA C.F.D.T. à DIT ET REPETE DEPUIS DES ANNEES QUE LES GREVES D'ATELIERS SONT CONDAMNEES À L'ÉCHEC LORSQU'ELLES PORTENT SUR DES REVENDICATIONS GENERALES, SI LES AUTRES TRAVAILLEURS NE REJOignent PAS LEURS CAMARADES!"

Alors que dans celui du 16 MAI 1978 concernant la grève de la sellerie où vous vous êtes érigés comme ceux conduisant cette grève, alors que deux autres mouvement de secteur avaient eu lieu, on lit:

" LES TRAVAILLEURS DES SIEGES, SOUTENUS DURANT TOUT LE CONFLIT PAR LA SECTION C.F.D.T., VIENNENT DE NOUS DONNER UNE LEÇON DE COURAGE, D'UNITE ET DE PERSEVERENCE. ILS MONTRENT DE QUELLE FAÇON IL FAUT SE BATTRE FACE A UNE DIRECTION ANTI-SOCIALE"

Voilà un volte face en un mois qui nous fait réfléchir. En Sellerie c'est la voie à suivre, et aux Presses c'est l'échec, alors qu'en réalité, vous ne pouvez donner aucun exemple depuis que Flins existe, d'une action comme celle des Presses, qui a rencontré autant de soutien de la part de toutes les catégories de personnel, y compris sur le plan national, qui n'a été entourée d'autant d'actions répétées dans l'usine.

A ce sujet, nous relevons pour Juin, huit mots d'ordre et une manifestation à Mantes, (vous n'aviez pas voulu vous associer à celle des Mureaux) et deux appels à ne pas prendre le travail, avec la présence des CRS.

Cela en un mois et avec votre accord, puisque ces appels étaient communs et que vous poussiez dans les réunions communes, à porter à quatre heures minimum la durée des débrayages, voire les prolonger, en appelant en fin de meeting, à poursuivre jusqu'au bout, avec 3 ou 400 personnes sur la pelouse, alors que les autres travailleurs avaient regagné leur poste.

Première question :

Si aujourd'hui c'est un soi-disant échec, pourquoi avez-vous tiré à fond à ce moment là, c. appelant à poursuivre à tous crins le mouvement AVEC SI PEU DE PARTICIPANTS ?

Pourquoi parliez-vous de "blocage de l'usine", "je ne pas reprendre le travail, sans le PI aux Presses pour tous", et "d'aller coute que coute jusqu'au bout" pour dire aujourd'hui que c'est "l'échec" ?

Vos propos actuels laissent nettement sous-entendre que les travailleurs ne savent pas se battre. Est-ce que ce sont des propos à tenir de la part de syndicalistes responsables, alors que la pression n'a jamais été aussi forte ?

Oubliez-vous que Sandouville a connu l'atelier des Presses en grève 10 jours ? Que Douai a vu les Presses agir de la même manière ? Qu'en une journée 70.000 travailleurs de Renault, avec les Succursales débrayèrent ensemble ? Que Cléon, avait fait grève 12 jours et que vos leaders sous les sifflets demandèrent aux milliers de grévistes d'arrêter le mouvement et l'occupation ?

Oubliez-vous l'immense majorité de la maîtrise et des techniciens qui ont refusé de jouer "les jaunes" aux Presses, dont nous saluons le courage?... Et les professionnels des Presses qui débrayèrent, enfermés dans l'atelier, sous la contrainte policière ?

Oubliez-vous que la collecte effectuée est encore une demande d'argent supplémentaire à ceux qui subissent une retenue de salaire importante, du fait des grèves de Juin ?

Allez-vous rayer cela d'un coup de crayon, y compris les défilés successifs des grévistes des Presses, encadrés par les CRS, banderolles en tête, qui avec dignité et un cran montrant leur farouche détermination, sortirent de l'usine ?

Nous vous le redemandons, avez-vous déjà connu un tel degré de combativité dans cette entreprise ? Et vous demandez après cela :

" LA DIRECTION EST BATTUE SUR QUOI ? "

Rappelez-vous, fin 1974. Les postiers firent un mouvement exemplaire. Ils avaient montré que face au pouvoir, on pouvait se battre. En Février 1975, encouragés par les postiers, les Renault entraient dans l'action et démontraient qu'on pouvait gagner, au regard des résultats obtenus à l'époque (au fait qu'a fait la CFDT à Flins, en 1975?...)

Ne sommes-nous pas dans une situation identique aujourd'hui ?
En quoi trompons-nous les travailleurs comme vous l'aviez écrit ?

Aujourd'hui par contre, nous sommes seuls à continuer et vos regrets à ne pas nous voir à vos côtés pour la collecte des Presses, a bien du mal à camoufler vos deux retraits successifs lors des ébauches de négociations à Flins, sur l'évolution professionnelles des C.S.

En effet, la direction qui était prête à nous recevoir pour commencer à discuter de ce sujet, a pris prétexte de votre absence au cours de ces séances pour purement et simplement les annuler.

Vous dites : " LA C.G.T PASSE SON TEMPS À CRIER SUR TOUS LES TOITS ET NE SE DONNE JAMAIS LES MOYENS; ELLE TROMPE LES TRAVAILLEURS."

Nous vous rappelons que le fameux médiateur qui devait être la pancée, venu à Flins sur votre demande, n'a été qu'un feu de paille. Qui ce moment là a trompé les travailleurs ?

Et pourquoi donc vos absences répétées de ces réunions citées plus haut, qui devaient avoir lieu en Juillet à la direction de Flins ? Qui trompe encore les travailleurs ?

S'attribuer les plumes du paon et se donner le beau rôle à chaque occasion, a atteint ses limites le 19 Mai. Il semble que vous devriez méditer sur votre ligne directrice associée aux résultats des dernières élections.

D'autre part, nous lisons à la fin de votre tract du 25 Mai 1978, faisant état d'une discussion à la direction générale et rappelant vos positions :

" LA C.F.D.T INFORMERA SES ADHÉRENTS ET LES TRAVAILLEURS DE L'ÉVOLUTION DES DISCUSSIONS. ELLE NE PRENDRA DE DÉCISIONS QU'EN FONCTION DE L'AVIS DE SES ADHÉRENTS ET DES TRAVAILLEURS" (SIC)

Vous devez probablement posséder des moyens extrêmement rapides de consultation auprès de vos adhérents et des travailleurs. En trois jours nous constatons que leur avis devait être favorable à la signature des résultats de fin de discussion, puisque le Mercredi 12 Juillet, avec F. la C.G.C, la C.F.T vous déposiez, par la personne du Camarade CHATEAU, votre signature sous les avenants.

Certes, l'U.P.A est de côté pour l'instant; certes... mais pendant combien de temps ?

Deuxième question :

Quand avez-vous consulté les travailleurs sur le constat de fin de discussion ?

Est-ce la couardise que ceux-ci semblent vous inspirer, qui vous fait dire :

" SI LA RÉGIE CONSTATE QUE DES TRAVAILLEURS DÉTERMINES RESTENT SE ALORS ELLE LES FRAPPE, POUR DONNER UNE LEÇON À TOUS "

... UNE LEÇON À TOUS ... Voilà maintenant que les patrons donnent UNE LEÇON À TOUS !... A vous y compris alors ?

Ce n'est pas possible d'écrire des choses pareilles à des pauvres malheureux qui en savent, comme ils en savent dans cette usine et qui ont fait preuve d'un rare courage, devant les provocations de tous poils, les C.R.S, et l'obstination de la direction et du pouvoir, qui consistait et consiste encore à refuser de négocier.

Non ce n'est pas possible, alors que vous courriez quelques jours après, avec une poignée de stylos à la main, signer des avenants de " NÉGOCIATIONS À FROID QUI N'APPORTENT QUE DES MIETTES AUX TRAVAILLEURS" (tract+ CFDT du 20 Avril 1978)

Mais les VRAIES QUESTIONS concernant les salaires, les conditions de travail, la retraite, la réduction du temps de travail, la 5ème semaine de congés, les deux ponts, les 35 Heures pour les équipes, et bien d'autres points, qu'est-ce que ça devient ?

Voilà bien un patronat tranquille, moins écorché dans vos écrits que ces travailleurs qui " NE SAVENT MEME PAS CREER LE RAPPORT DE FORCE NECESSAIRE, POUR FAIRE CEDER LE PATRON".

Comme on retrouve bien là toute l'idéologie des bulletins de LUTTE OUVRIERE, qui avec vous et dans les mêmes termes, s'envolent vers " L'ECHEC ET LE DESARROI ".

Nous savons qu'il y a chez vous des militants honnêtes, qui ne cautionnent pas ces prises de position.

Nous savons que ceux qui ont participé dans l'union, avec nos militants, dans le conflit des Presses, disent : " NON ! L'AFFAIRE DES PRESSES CE N'EST PAS FINI ".

Nous savons que l'admirable lutte à Flins et dans les autres usines du groupe et du pays, ont sérieusement inquiété le pouvoir.

Nous savons que ce qui vient de se passer là, est bel et bien l'ouverture vers d'autres luttes pour demain.

Nous savons que ce n'est pas un échec, mais un grand espoir d'en finir avec la misère et l'autoritarisme, pour les plus défavorisés, les plus pauvres, ces milliers d'O.S exploités d'une façon éhontée.

Nous savons que cela changera un jour, mais qu'il faudra se battre avec acharnement, vous comme nous, vous AVEC nous; sinon, vous AVEC nous et par conséquent AVEC les travailleurs, nous pourrions en subir de graves conséquences.

Nous souhaitons que le contenu de cette lettre, que nous diffusons à nos syndiqués, fasse l'objet d'un large débat dans la C.G.T, comme elle peut être, si vous le jugez utile, l'objet d'un large débat dans la C.F.D.T.

Veuillez agréer, Chers Camarades nos salutations syndicalistes.

CFDT Renault Flins aux adhérents CFDT & CGT

Les dirigeants de la C.G.T Renault Flins veulent ouvrir une discussion sur les récentes grèves à Flins, et bien, soit, nous relevons la balle au bond.

Deux documents de la C.G.T; un tract aux presses daté du 24-7-78 et une "adresse aux responsables C.F.D.T Renault Flins" nous mettent très vivement en cause.

Dans les lignes qui suivent nous nous proposons de répondre plus particulièrement à "l'adresse aux responsables C.F.D.T" puisqu'elle a été distribuée, en principe, aux syndiqués C.G.T.

Une première remarque préliminaire.

Dans son texte, le bureau du syndicat C.G.T utilise de nombreuses citations tirées de tracts C.F.D.T. Or ces citations sont, le plus souvent, parachutées, sans lien avec tout ce qui précède ou suit.

A une phrase isolée, on peut faire dire ce que l'on veut, même le contraire de ce qu'elle signifie.

Ce genre de procédé est d'une malhonnêteté évidente, on aurait pu croire que ces méthodes, dignes de l'époque stalinienne, avaient disparu des pratiques du mouvement ouvrier, nous constatons qu'il n'en est rien. Nous ne nous attarderons pas à les démonter, nous l'avons fait dans notre réponse au tract des presses.

Avant de poser nous-même quelques questions à la C.G.T Renault Flins examinons les arguments qu'elle avance.

PREMIER ARGUMENT : Selon la C.G.T

En l'espace de quelques semaines, la C.F.D.T aurait changé de position entre la grève des presses et la grève des carrousels.

Pour prouver ce qu'elle avance, la C.G.T sort une phrase d'un tract C.F.D.T du 16-5-78 et une autre d'un tract du 6-7-78.

Le problème est le suivant: Oui ou non la CFDT a-t-elle dit et répété depuis des années que les grèves d'ateliers n'aboutissent pas si les autres travailleurs ne les rejoignent pas dans une lutte d'ensemble.

Or personne ne peut nier que la CFDT a défendu avec opiniâtreté cette position.

Dans le tract du 16 Mai 78 qui est un bilan de la grève des carrousels sièges, la CFDT écrivait également

" Certes pour le P1, la direction n'a pas cédé, à l'issue de cette grève de 2 "
" semaines. Mais si le débrayage général de mardi dernier, à l'initiative de la "
" CFDT, avait été mieux suivi à Flins, le rapport des forces aurait été certai- "
" nement meilleur. "

Il n'y a donc aucune modification dans la ligne de conduite C.F.D.T entre les deux grèves. Par contre une réalité bien attristante s'impose à nous, si la grève des carrousels ne s'est pas mal terminée, celle des presses s'est achevée sur 41 licenciements et des dizaines de sanctions.

DEUXIEME ARGUMENT : Selon la C.G.T

La C.F.D.T a tort de présenter la grève des presses comme un échec, puisqu'il y a eu à Flins, comme sur l'ensemble de la régie, une mobilisation sans précédent.

Décidément plus personne n'ose appeler un chat : un chat. Des licenciements à Flins, mais aussi à Sandouville, des sanctions, des revendications non satisfaites après des semaines de grève, tout cela n'est rien, comme si la répression était devenue un phénomène banal, secondaire, sans conséquence.

La C.G.T Renault Flins ne manque d'audace. Renault, l'entreprise nationalisée pilote peut se permettre de priver de leur emploi des dizaines de travailleurs pour fait de grève, et nous ne devrions pas parler d'échec, de grave revers pour nous tous. Les patrons du privé doivent se frotter les mains devant un exemple si éloquent.

Mais revenons sur la mobilisation des travailleurs de Renault, la C.G.T ne s'est jamais donnée les moyens pour la réaliser concrètement, par contre elle s'est lancée dans un bluff mystificateur permanent au niveau des chiffres annoncés.

Donnons un exemple de ces calculs fantaisistes. Pour la seule journée du 7 Juin 78, la C.G.T et l'Humanité annoncent 70 000 travailleurs du groupe dans l'action.

Or si l'on regarde le détail on s'aperçoit:

- qu'à Flins les 20 000 travailleurs étaient lockoutés, la participation à la manifestation de Mantes, pour protester contre l'évacuation par les C.R.S, était de 2 000 personnes (chiffre de l'Humanité)
- qu'à Billancourt, usine de 30 000 travailleurs, l'Humanité indique 4 000 personnes au meeting intersyndical alors que l'on sait que ces meetings rassemblent plus de la moitié de ceux qui ont débrayé dans la journée.
- qu'au Mans, c'est la moitié des ouvriers (c'est à dire 4 000), toujours selon l'Humanité, qui a fait grève.
- etc...

Comment dans ces conditions parvenir à un cumul de 70 000 sur 105 000 travailleurs de Renault, alors que pour Billancourt-Le Mans-Flins dont l'effectif avoisine 60 000 il y a eu au maximum 10 000 travailleurs dans l'action.

—— Pourquoi par ailleurs affirmer que l'immense majorité de la maîtrise et des techniciens ont refusé de jouer "les jaunes" aux presses, alors que malheureusement la majorité des ETAM a soutenu volontairement ou non les positions de la direction.

—— Combien d'agents de maîtrise, de techniciens n'ont pas signé la pétition sur la liberté du travail contre les grévistes ? UNE PETITE MINORITE SEULEMENT.

—— A partir du 23 Juin la C.G.T a demandé aux ETAM et cadres de signer le texte de la motion votée en Comité central d'entreprise. Combien parmi le personnel concerné, se sont reconnus dans cette pétition, nous serions curieux d'en connaître les résultats. Nul doute que si la C.G.T ne s'en est pas vantée ce ne soit pas brillant.

—— Pourquoi magnifier la grève des outilleurs et des O.P de l'entretien lorsque la police est intervenue la deuxième fois ? Certes la réaction n'est pas négligeable, il n'empêche qu'elle a été bien éphémère.

Pour empêcher, avec quelques chances de succès, la direction de fabriquer des pièces sous la "protection" des forces de l'ordre, il fallait que les O.P d'entretien, les outilleurs, les monteurs refusent complètement de travailler avec les C.R.S et les Gardes mobiles dans le dos.

Or les outilleurs (Secteur où la C.G.T est majoritaire) ont repris le travail au bout d'une journée. Sursaut de dignité certes, mais bien insuffisant pour que la direction ne brise pas l'efficacité de la grève des presses.

—— Pourquoi claironner qu'il y a eu 10 jours de grève aux presses de Sandouville, alors que c'est faux. (A Sandouville il y a eu des débrayages sur l'ensemble de l'usine)

La C.F.D.T n'a jamais dit qu'il ne s'est rien passé en Mai-Juin 78 à la Régie Renault, mais nous soutenons que la mobilisation n'a jamais été à la hauteur de

l'enjeu aux presses et nous affirmons que la C.G.T n'y est pas non plus pour rien. 3

UN BIEN MAUVAIS ARGUMENT POLEMIQUE

Dans une belle envolée la C.G.T Renault Flins demande dans son document: "Au fait qu'a fait la CFDT à Flins, en 1975 ?"

Décidément il y a des gens qui ne manquent pas d'humour et qui ont la mémoire courte.

Durant les 9 semaines de lutte des O.S du Mans en 1975 qui a refusé d'organiser la riposte aux lockout successifs ? Qui a refusé de populariser et de reprendre la revendication des ouvriers du Mans: 250F uniforme pour tous et par mois ?

Ce n'est pas la C.F.D.T, mais la C.G.T, les collections de tracts sont là pour le prouver.

TROISIEME ARGUMENT : Selon la C.G.T

La CFDT se dérobe à ses responsabilités en ne voulant pas discuter de l'évolution professionnelle des O.S presses après la grève, alors qu'auparavant elle avait trompé les travailleurs avec le médiateur désigné par le tribunal.

Nous ne répondrons pas longuement à ces assertions car nous y avons consacré un tract aux presses (ci-joint).

Répetons que la C.F.D.T ne veut pas cautionner après ce qui s'est passé, la politique de la direction.

Il y a d'ailleurs une contradiction dans le raisonnement des dirigeants C.G.T. En effet ils veulent discuter des propositions de la direction qui s'inspirent en les réduisant de celles du médiateur.

Alors pourquoi taper à ce point sur ce médiateur que soit dit en passant la C.F.D.T n'a pas demandé. Il a été nommé par le juge suite à une plainte de la C.F.D.T contre la Régie Renault.

La direction n'a, en tout cas, pas tellement apprécié cette nomination puisqu'elle a tenté d'obtenir son annulation.

QUATRIEME ARGUMENT : Selon la C.G.T

La C.F.D.T a signé les accords Renault sans consulter les travailleurs comme si elle avait peur de leur jugement.

Sur ce point nous allons faire une confidence, la C.F.D.T Renault Flins était pour sa part opposée à la signature des récents accords car nous estimons qu'ils n'apportent rien de fondamental et que les revendications essentielles ne sont pas satisfaites.

De surcroît signer après des licenciements nous apparaissait comme une erreur politique.

Mais la C.F.D.T Renault Flins a été mise en minorité au niveau de l'ensemble de la Régie Renault. Nous respectons les décisions de la majorité, c'est une règle démocratique élémentaire.

Signalons que des consultations ont eu lieu dans d'autres usines sur les accords en particulier à Renault Le Mans.

La position de la C.F.D.T Renault Flins, que la C.G.T connaît, devrait rapprocher les deux syndicats si la C.G.T est si opposée à une signature. Constatons qu'il n'en est rien.

Une question à la C.G.T sur les récents accords.

→ Comment se fait-il que depuis leur signature, il n'y a pas eu un tract C.G.T pour expliquer sa position aux portes de l'usine ? N'est-ce pas parceque la C.G.T est bien embarrassée ?

CINQUIEME ARGUMENT : Selon la C.G.T

La C.F.D.T ne peut avoir raison, la preuve en est les travailleurs l'ont désavouée lors des dernières élections de délégués puisque la C.G.T a progressé de 5%

Là encore la C.G.T a la mémoire bien courte. Pratiquement à chaque fois qu'il y a eu des luttes importantes dans l'usine la C.F.D.T a progressé, en période de "calme" elle recule. Tirer des conclusions définitives d'une élection ne tient pas debout dans une usine comme Flins.

Aux carrousels sièges la C.F.D.T est passée, après la grève, de 50% à 62% des voix.

Il y a en tout cas un argument qui ne tient pas :

Une C.G.T plus forte cela améliore le sort des travailleurs !

En 1973, 23 licenciements, en 1978, 41 licenciements et ce durant des périodes où la C.G.T a eu plus de voix aux élections.

C'est vrai qu'un syndicalisme fort est nécessaire, mais tout dépend si cette force est au service des luttes des travailleurs.

La LUTTE des O.S PRESSES est-elle le début de LUTTES de GRANDES ENVERGURES chez Renault ?

La C.G.T affirme que les grèves de Mai-Juin à la Régie sont l'amorce d'un processus plus grand, plus vaste.

Une comparaison est donnée avec l'effet d'entraînement de la grève des postiers en 1975.

Nul n'est prophète, mais il y a tout de même une grande différence, la lutte des postiers ne s'est pas soldée par des dizaines de licenciements.

Tout se passe aujourd'hui comme si la C/G/T utilisait les grèves comme témoignage de mécontentement, de combativité, tout en se moquant du résultat.

Tout devient affaire de publicité à grand spectacle. Par contre à aucun moment la C.G.T ne se donne les moyens de créer les conditions pour gagner.

QUE FALLAIT-IL FAIRE POUR QUE LA GREVE DES PRESSES SOIT VICTORIEUSE ? ? ?

Nous attendons que la C.G.T réponde à cette question, or elle se dérobe.

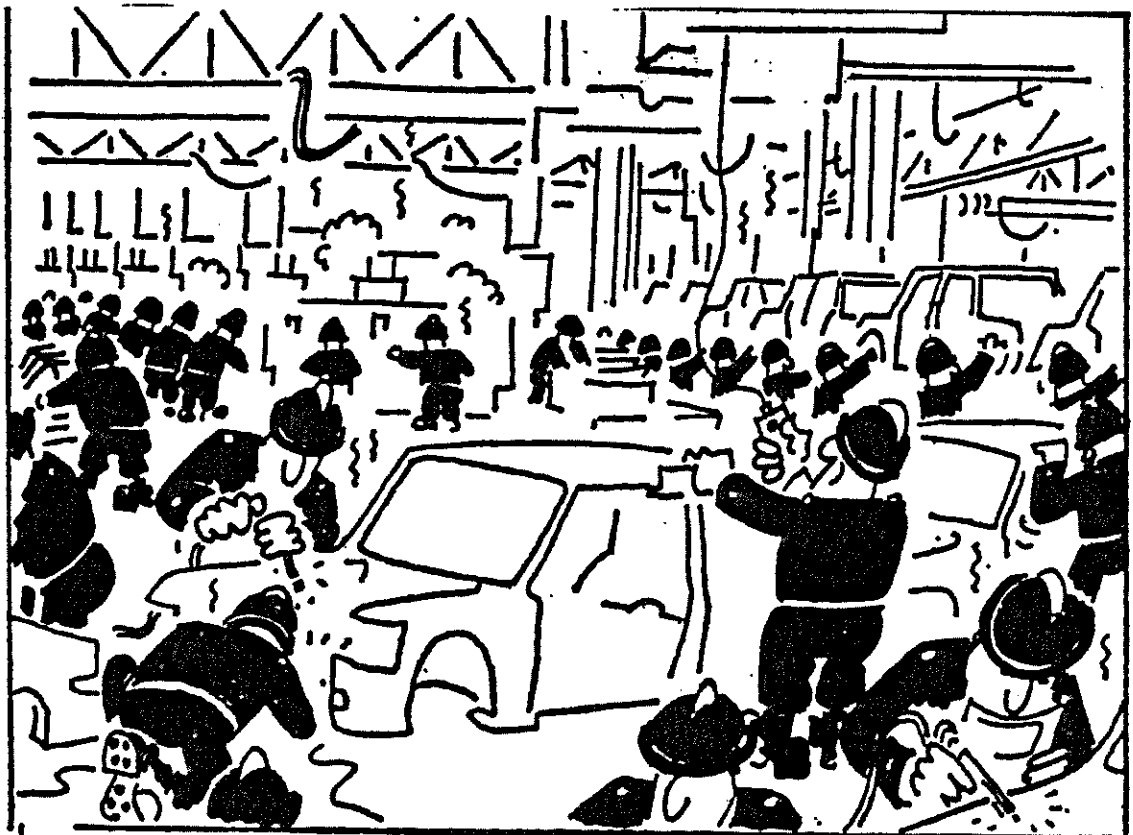
Pire même, sur le terrain, la C.G.T a été un frein objectif et constant à l'extension de la grève des presses. Démontrons-le sur des exemples concrets.

----- La C.F.D.T Renault Flins propose l'extention de la grève des presses à toute l'usine dès le 25 Mai., la C.G.T n'accepte le premier débrayage général que le 1er Juin.

----- Dès que la nouvelle de l'occupation de l'usine de Cléon est annoncée le 30 Mai, la C.F.D.T veut l'indiquer dans un tract aux travailleurs, la C.G.T ne veut parler, au départ, que de grève à Cléon mais pas d'occupation.

- La C.F.D.T met en avant des mots d'ordre de 4 heures de grève minimum sur l'ensemble de l'usine, permettant une jonction entre les équipes, la C.G.T les refuse pour se contenter de 2 heures de grève souvent placées en fin de poste le soir.
- Le 1er Juin au soir, la C.F.D.T propose que le tract commun du lendemain prépare les travailleurs au lockout probable. La C.G.T ne veut rien entendre.
- Lors du week-end des 3-4 Juin, la C.G.T refuse un tract commun sur les marchés, tout cela pour dresser des lauriers au Maire communiste des Mureaux dans son propre tract. (Le Maire était venu dans l'atelier des presses)
- La C.F.D.T a été la seule à demander dans des tracts et par sonos dans les villes, aux travailleurs de Flins de se rendre à l'usine fermée le lundi 5 Juin.
- La C.G.T n'a rien fait concrètement malgré ses promesses.
- Lors du premier jugement de référé le 5 Juin, la C.G.T a sorti un tract triomphant suivant lequel la police n'interviendrait pas, elle a même accusé la C.F.D.T devant des journalistes, de démoraliser les grévistes parcequ'elle affirmait que les forces de l'ordre pourraient fort bien être utilisées.
- Après la deuxième intervention des C.R.S, la C.G.T a refusé une manifestation à Aubergenville.
- Il a été impossible d'obtenir un comité d'organisation commun sur tous les problèmes matériels de la grève (restaurants, animation, etc) La C.G.T voulait bien des militants C.F.D.T comme main d'oeuvre volontaire, mais pas de discussion sur la manière de procéder.
- D'un seul coup, avant la deuxième intervention des C.R.S, la C.G.T a proposé, sans consulter personne, aux grévistes de se mettre en tenue devant leur presse. Cette initiative a été la source d'une très grande division parmi les grévistes.

Et nous pouvons ainsi allonger la liste des divergences qui sont apparues, ces divergences recouvrant deux stratégies différentes.



KONK

Le Monde

(Dessin de KONK.)

CONCLUSION

PROVISOIRE

La C.G.T Renault Flins met en opposition les discours de la C.F.D.T pendant et après le conflit

Elle note comme une contradiction, entre d'une part ce qu'elle sous entend être de l'activisme jusqu'au-boutiste irresponsable durant la grève et d'autre part le défaitisme de la C.F.D.T la lutte terminée.

En réalité la C.F.D.T a eu une attitude conséquente. En effet, durant la grève des presses, nous avons essayé de répondre à la question Que faut-il faire pour être victorieux ?

Il n'y avait qu'une seule solution: élargir le conflit à l'ensemble des travailleurs de Flins pour établir un autre rapport de forces.

Les lockouts, les interventions de la police, les tentatives pour remettre en route les machines, les sanctions ne sont pas des armes nouvelles entre les mains de la direction. Elle a maintes et maintes fois utilisé ces méthodes, nous savions dès le départ quelle serait son attitude. Il appartenait aux organisations syndicales, compte tenu de ces éléments connus, de modifier le cours des événements d'une grève qui reste cantonnée sur un atelier.

La C.F.D.T a tenté, la C.G.T a mis les batons dans les roues précipitant les échéances.

Après la grève, la C.F.D.T a décidé d'en tirer les leçons. Il n'est pas possible de continuer à perpétuer les mêmes erreurs, car elles coutent trop chères aux travailleurs combattifs et aux syndicats.

En 1973, 23 licenciements à Flins; en 1975, 15 licenciements à Billancourt; en 1978, 41 licenciements à Flins et 6 à Sandouville. Allons-nous continuer ainsi longtemps, allons-nous recommencer tous les 5 ans les mêmes scénarios pour aboutir à des additions de plus en plus lourdes ?

Si on ne peut étendre les grèves d'atelier, alors il faut dès le départ des luttes d'ensemble sur des revendications unitaires qui concernent tous les travailleurs.

L'un des rôles de l'organisation syndicale c'est d'être une mémoire collective pour les travailleurs, nous devons tirer les leçons des victoires comme des défaites.

Certes les grévistes des presses ont montré une tenacité, un courage exemplaire, mais se contenter de les magnifier ne nous permet pas de préparer les luttes à venir.

Nous terminerons par quelques remarques sur la polémique entre les organisations syndicales C.G.T et C.F.D.T .

Les travailleurs comme les adhérents détestent les affrontements entre syndicats. Beaucoup disent: Mettez vous d'abord d'accord !

La C.F.D.T Renault Flins n'aime pas les invectives, les insultes, les coups bas. L'unité est nécessaire et souhaitée, mais elle doit être imposée par les travailleurs sur des bases claires.

Nous ne pouvons nous taire lorsqu'on emmène la classe ouvrière vers une impasse, impasse que l'on veut présenter comme l'amorce du paradis.

La polémique stérile est néfaste, cependant il y a des vérités qui ne peuvent être camouflées dans l'intérêt de tous.

CFDT

FRESSES

25 7 78

CFDT

MISE AU POINT

La C.G.T a distribué hier aux presses un tract intitulé "QUEL ROLE JOUE LA C.F.D.T" Ce papier est d'une telle malhonnêteté qu'il nous oblige à une réplique immédiate. La polémique entre organisations syndicales n'est jamais agréable, mais nous devons mettre les points sur les "i".

La C.G.T prend une phrase d'une lettre que la C.F.D.T a envoyé à la direction (lettre dont une copie a été remise à la C.G.T, comme quoi la C.F.D.T n'a rien à cacher. La C.G.T enlève cette phrase de son contexte et en tire les conclusions exactement inverses à celles que la C.F.D.T donne. Ce genre de manipulation est écoeurant.

I) LA POSITION DE LA C.F.D.T SUR LES REUNIONS AVEC LA DIRECTION.

Voici le texte intégral que la C.F.D.T a envoyé à la direction:

" La direction de l'UPL a manifesté son intention de mettre en application les pro- " positions qu'elle a formulé lors du conflit des presses. "

" A cet effet elle a convoqué les organisations syndicales. La C.F.D.T ne " s'est pas rendue aux réunions prévues car elle estimait ne pouvoir discuter durant " les procédures de licenciements de délégués en cours. "

" Par la présente lettre la C.F.D.T Renault Flins tient à vous informer de sa " position de fond. "

" Il nous est impossible de gommer l'issue du conflit des presses. Les sanc- " tions sont d'une ampleur telle que nous ne saurions discuter avec la direction du " processus d'enrichissement des tâches comme si de rien n'était. Il y a des conten- " tieux qui ne s'effacent pas du jour au lendemain. "

" La direction de l'usine a privé de leur emploi des travailleurs dont nous " considérons la présence comme un atout à la réussite de l'extension des chantiers " L'élimination d'ouvriers capables, intelligents, ayant la confiance de leurs cama- " rades pesera lourd pendant une longue période. "

" Par ailleurs nous avons acquis la conviction que les organisations syndi- " cales ne contrôlerons pas grand chose dans les circonstances actuelles; sur le " terrain les agents de maîtrise ferons ce qu'ils voudrons, comme ils le font depuis " la reprise du travail en marquant chaque jour leur volonté de revanche au moyen de " menaces et brimades incessantes. "

" Dans ces conditions la C.F.D.T Renault Flins refuse de cautionner quoique " ce soit concernant la mise en place des chantiers, elle ne participera pas aux " réunions éventuelles que vous seriez susceptible de provoquer sur ce sujet, elle " n'assistera qu'à titre d'observateur aux réunions de la commission formation pro- " fessionnelle qui porteront sur le même sujet. "

" Après le conflit des presses, nous laissons à la direction l'entière res- " ponsabilité de ses initiatives, mais nous resterons vigilants pour la défense des " intérêts des travailleurs concernés. "

La C.G.T s'est donc permis de prendre la première partie de la dernière phrase en enlevant la fin.

En réalité LA CFDT REFUSE DE CAUTIONNER LA POLITIQUE DE LA DIRECTION,

LA CGT L'ACCEPTERAIT-ELLE POUR SA PART ?

Après le conflit des presses de 1973 il n'a pas été possible d'obtenir l'application du P1 pour tous, comment pourrions-nous le réaliser aujourd'hui dans des

conditions bien pires ?

La preuve que la maîtrise veut faire comme bon lui semble, nous l'avons eue hier. Diallo Hamady, délégué C.F.D.T des presses n'a pas été accepté par les agents de maîtrise dans l'atelier, bien que son licenciement ait été refusé par l'inspection du travail.

II) L'AIDE SOCIALE DU COMITE D'ETABLISSEMENT AUX GREVISTES

Sur ce sujet la C.G.T nous cherche une bien mauvaise querelle. Disons d'abord que c'est la C.F.D.T qui, la première, en commission d'organisation du C.E a proposé cette aide.

Ensuite en séance du Comité un élément nouveau est intervenu, la direction a annoncé qu'elle porterait plainte devant les tribunaux si l'aide était votée. La C.F.D.T a alors réservé son vote pour consulter son service juridique tout en donnant son accord de principe. Dans l'après-midi même la réponse positive de la C.F.D.T intervenait par lettre. Paul Rousselin, militant C.F.D.T, intervenait auprès d'un secrétaire C.G.T, Lucien Gonnin, pour mise en application et expliquer notre position.

La C.G.T a fait semblant de ne pas comprendre et il a fallu une deuxième lettre pour clarification. Cela n'empêche pas que les BONS D'ACHATS ne sont toujours pas prêts.

La C.F.D.T compte présenter une motion pour l'aide sous forme de bons d'achats dépende aussi de la situation de famille, comme cela s'est déjà fait lors des grèves de Mai-Juin 1968

Alors pourquoi toutes ces transformations de la réalité ?

P O U R Q U O I ?

En fait la C.G.T cherche à échapper à une question essentielle.

Comment fallait-il s'y prendre pour que la grève des presses soit victorieuse, comment pouvait-on éviter les sanctions et les licenciements ?

La C.G.T ne répond pas à ces questions parcequ'elle n'a jamais voulu prendre les moyens d'étendre la grève des presses à toute l'usine, seule façon d'établir un rapport de force favorable.

La direction de la C.G.T a trompé les travailleurs, elle a précipité l'échec, voilà la vérité, même si elle n'est pas agréable.

La C.G.T s'est beaucoup vantée des 5% qu'elle a gagné aux récentes élections. Constatons une chose - puisque la C.G.T aime bien ce genre d'arguments polémiques idiots - lorsque la C.F.D.T était plus forte, la grève des carrousels sièges d'Avril-Mai 78 s'est terminée convenablement. Par contre après les gains C.G.T aux élections, il y a eu 41 licenciements suite au conflit des presses. BELLE PREUVE DE L'EFFICACITE DE LA C.G.T

LA C.F.D.T ACCEPTE QUE LES COLLECTES SOIENT VERSEES EN COMMUN
AUX TRAVAILLEURS LICENCIES

Le châtiment de Flins

l'Humanité

Libération

Renault-Flins: nouvelle menace d'expulsion

La grève des presses tient toujours
24 Juin

le quotidien du peuple

LES PRESSES CONTINUENT

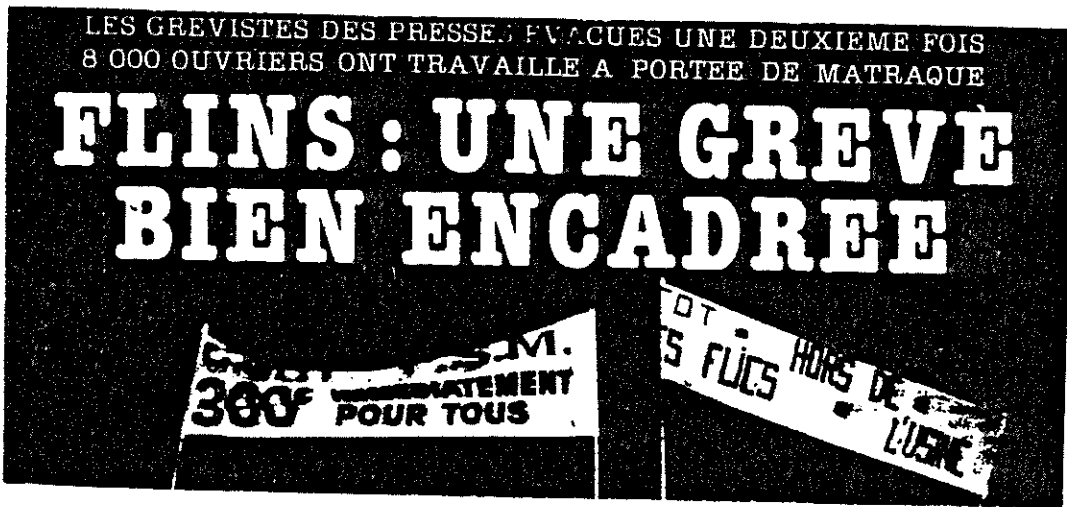
Flins : nouvelle agression policière

22 Juin

9.000 ouvriers des chaînes renvoyés de l'usine pour une "durée indéterminée"
La direction refuse de négocier avec les grévistes des presses. Les syndicats CGT appellent à une réaction puissante dans toutes les usines

20 Juin

Libération



22 Juin

Le Monde

RENAULT :

échec de la mission de l'expert
23 Juin

LE MATIN

RENAULT : L'EPREUVE DE FORCE
La Régie licencie et évacue les matrices des presses

27 Juin

Bagarres entre ouvriers à Flins
4 non-grévistes blessés

France-Soir

28 Juin

28 Juin
Les O.S. à l'Opéra
Délégations de toutes les usines Renault
Le mouvement continue aux presses de Flins.
L'Humanité

28 Juin
Libération

SYMBOLES
La police évacue les ateliers.
Les OS des presses continuent leur grève

**Renault-Flins:
la solitude
des grévistes de fond**

28 Juin
RENAULT-FLINS Pour
LES O.S. DES PRESSES la 2^e fois
REOCCUPENT

**le quotidien
du peuple**

Dernière minute : 11 h , l'usine totalement bloquée
- Pas une voiture ne sort

Le Monde

« Normalisation » à l'usine Renault de Flins

Les négociations devraient reprendre incessamment

Vingt mille voitures perdues
du fait de la grève

29 Juin

Renault-Flins

**LES GREVISTES DES PRESSES
AGRESSÉS PAR DES NERVIS**

**le quotidien
du peuple**

29 Juin

rouge

29 Juin

Renault :
grévistes licenciés

Des O.S. de Flins et de Sandouville
sanctionnés. La direction refuse de négocier

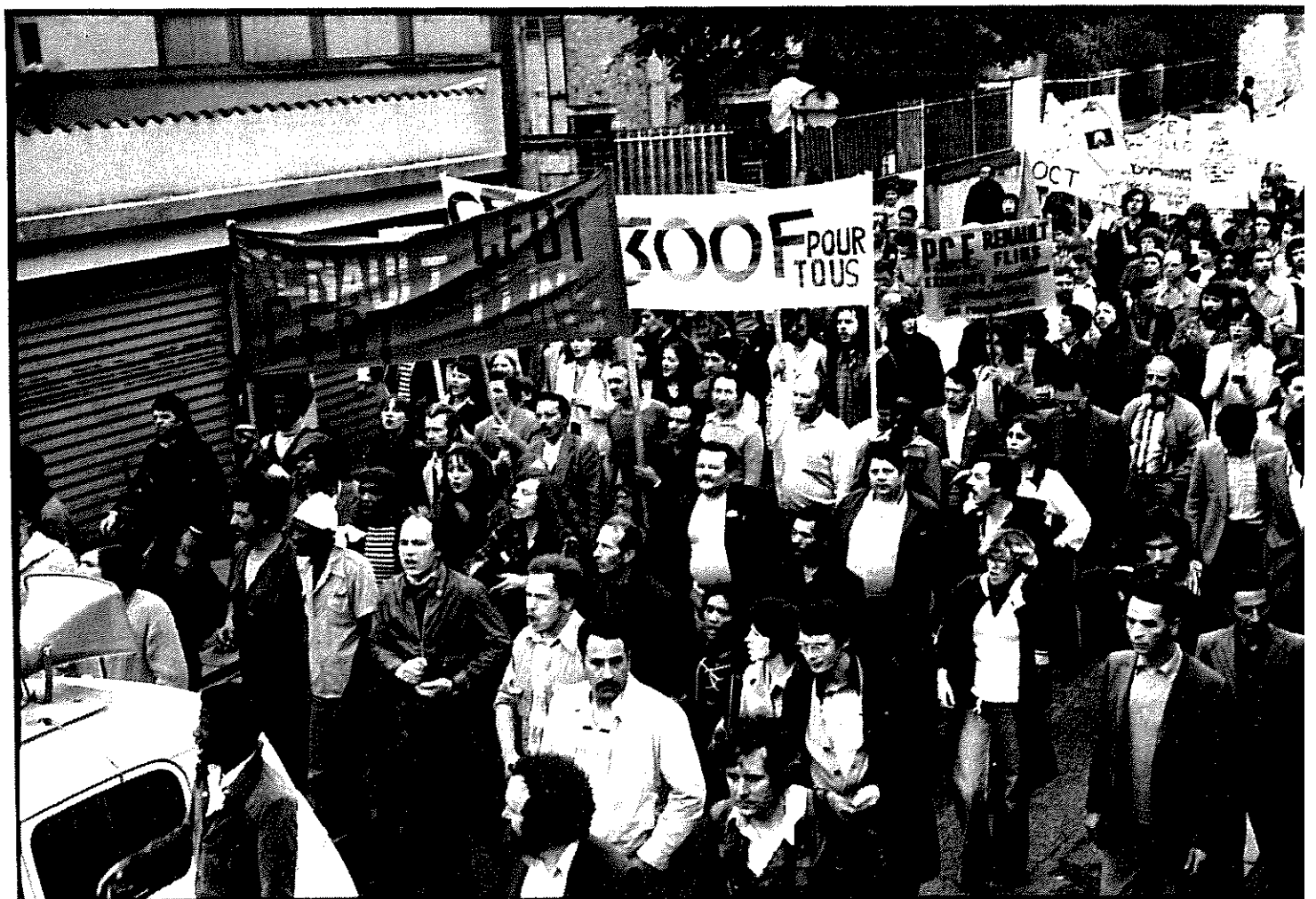
Renault-Flins
**Le coup de force de
la direction**

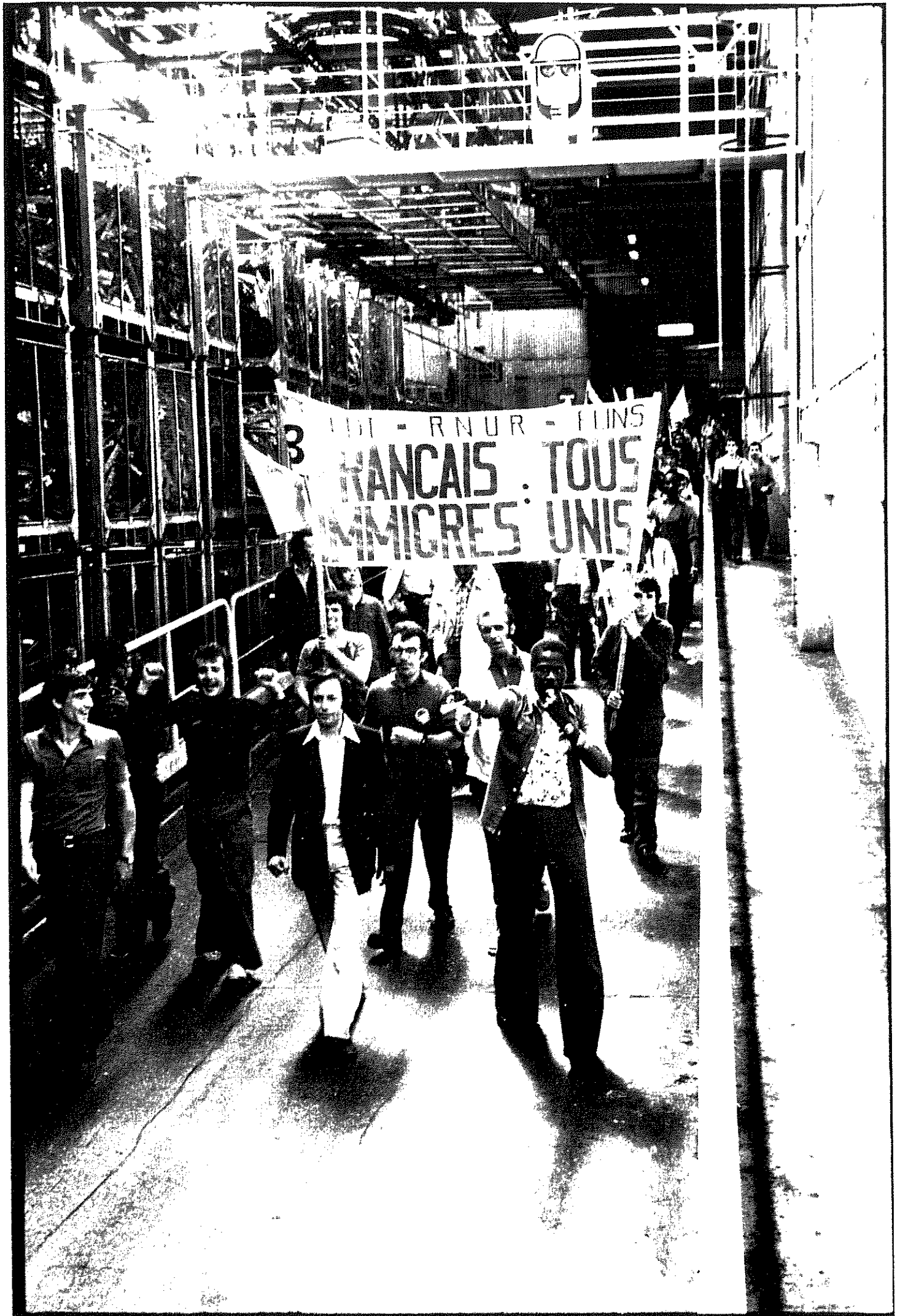
L'Humanité

5 Juillet



L'AIDE DU C.E.





RESTAURANTS

NOMBRE DE REPAS SERVIS AUX GREVISTES :	4669
Cout des denrées correspondantes	4669 x 8 F = 37352 F
Cout en denrées diverses	11105 F
TOTAL dépenses en denrées	48457 F

NOMBRE DE REPAS GRATUITS PAR JOUR OUVRABLE

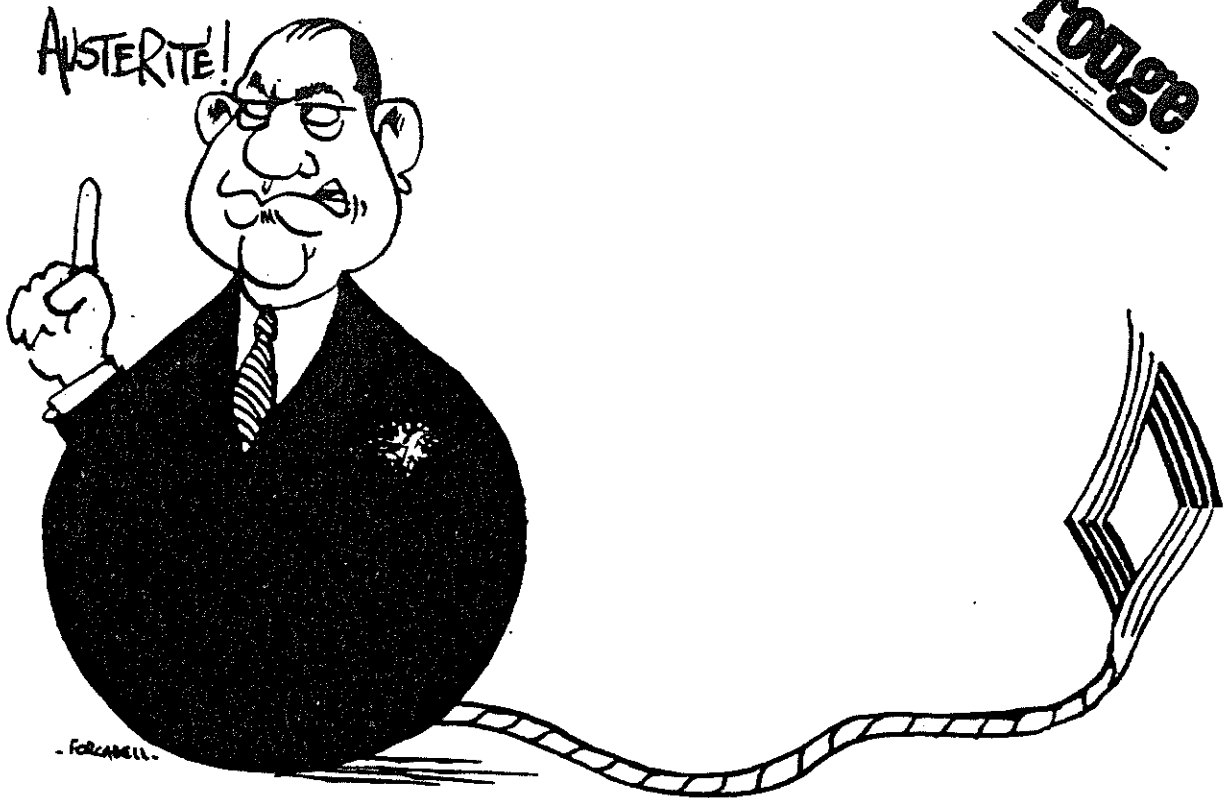
24 Mai	109	2 Juin	196	19 Juin	205
25	170	9	281	20	248
26	198	12	280	27	172
29	266	13	291	28	28
30	248	14	237	29	24
31	210	15	205	30	9
1 Juin	212	16	248		

AIDE SOCIALE

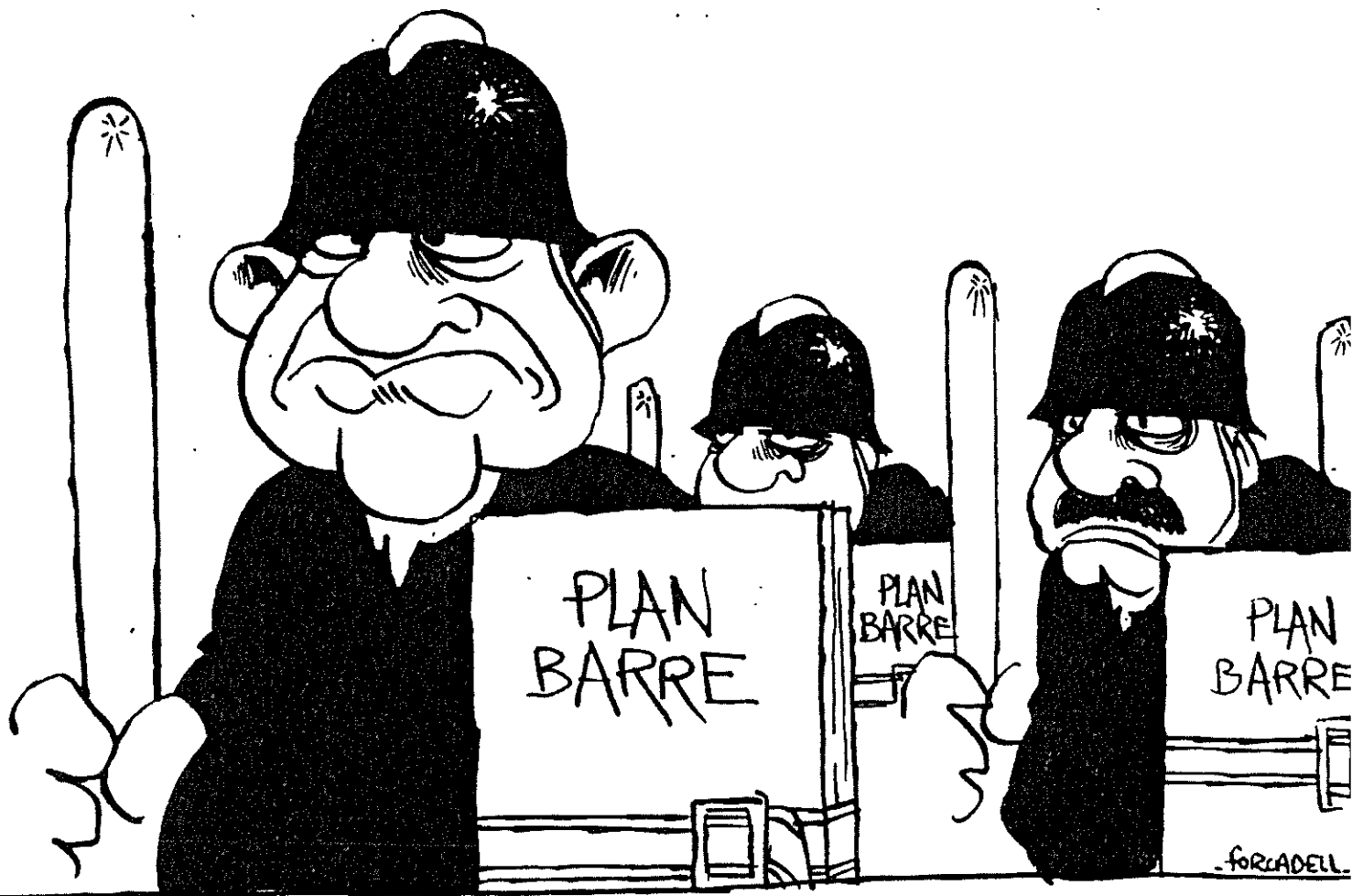
AU 25 . 09. 1978

DUREE DE LA GREVE	MONTANT DU BON	NOMBRE DE GREVISTES	SOMME
de 10 à 15 jours	200 F	53	10600 F
de 16 à 20 jours	300 F	117	35100 F
de 20 à 25 jours	400 F	205	82000 F
plus de 25 jours	500 F	34	17000 F
ouvriers sanctionnés	600 F + 500 F	81*	61600 F
TOTAL		490	206300 F

* il y a 43 ouvriers licenciés dont deux délégués.

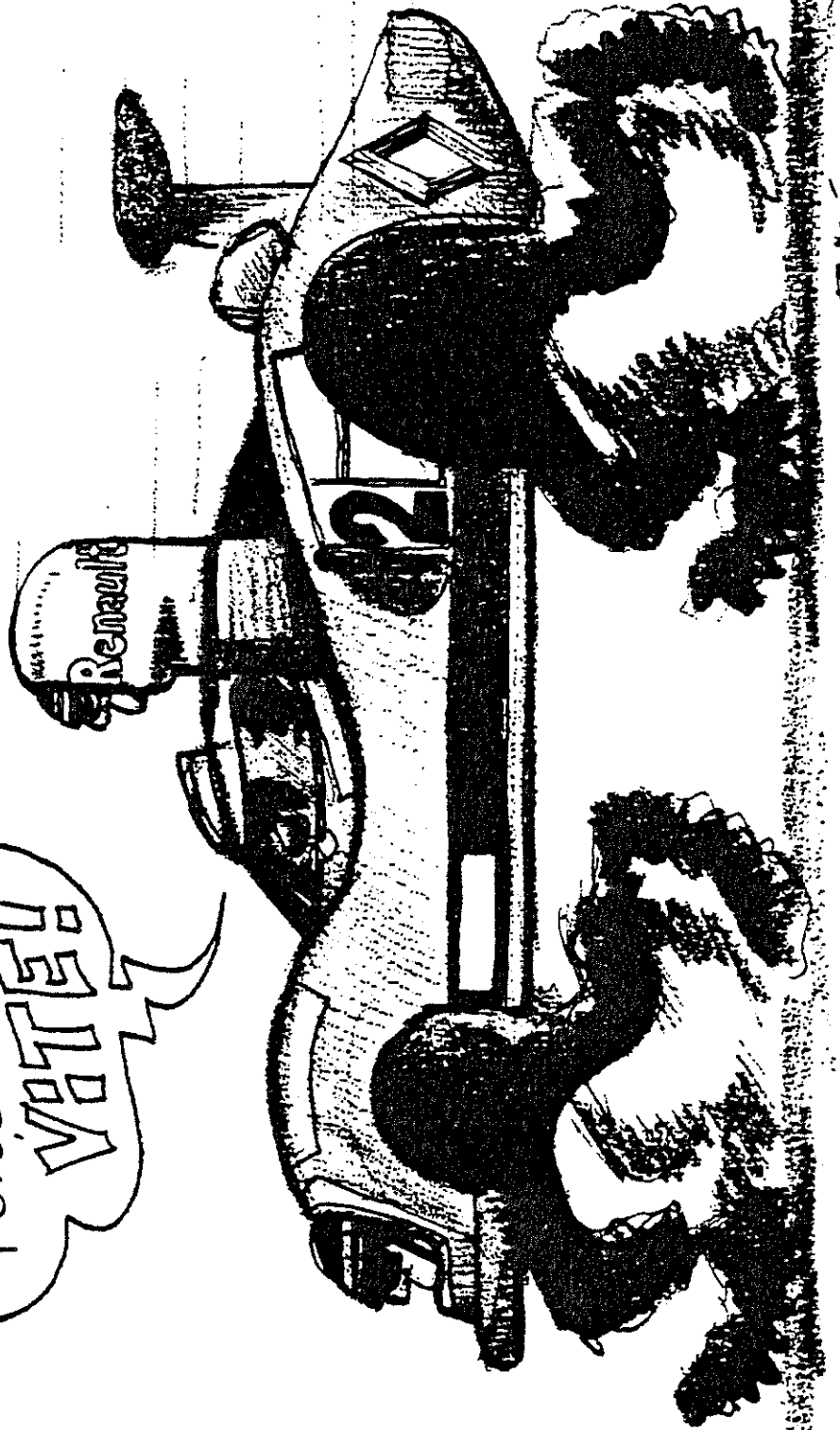


BANCHE TON BAN
EST TOUT
LES FICS
SONT DANS
LA RUE...



rouge. 13.6.78.

CHAUFFEUR,
À CLÉON
VOTÉ!



TALLE



POSITIONS DES CADRES ET DU P D G





LUNDI 31 JUILLET 1978 8 h 30

RENCONTRE ENTRE LE P.D.G DE LA RNUR M.VERNIER PALLIEZ
ET LES CADRES DE L'U.P.L.

REPONSES DU PDG AUX QUESTIONS CONCERNANT LES CONFLITS

Question : le dernier conflit de Flins aura-t-il des conséquences sur le plan de modernisation et les investissements ?

Réponse : Vous voulez certainement faire allusion à des conséquences identiques à celles qui ont suivi le conflit de 1975. Le coût des récents conflits sociaux est d'environ 120 millions de francs. Aujourd'hui on ne sait pas l'étendue des conséquences, tout dépend des rattrapages d'ici la fin de l'année. A première vue, j'ai l'espérance de limiter les dégâts.

Question : La Régie Renault a eu raison de faire preuve de fermeté dans les récents conflits sociaux. Compte-t-elle poursuivre cette politique dans l'avenir ?

Réponse : Renault n'a pas le choix. Nous l'avons dit aux organisations syndicales lorsque nous les avons rencontrées. Notre personnel ouvrier est payé à un taux de 18% plus élevé que celui de peugeot-citroën . Cela représente 1 milliard 100 millions de francs d'écart pour l'année 77. En ce qui concerne les ETAM et cadres les situations sont comparables avec peugeot-citroën .

Les raisons de cet écart proviennent des grèves bouchon; à la suite de celles-ci étaient accordées des classifications qui ne correspondaient pas au travail. Après 1968 il y a eu de cette manière là un dérapage de 3-4% par an de la masse salariale.

Tout se passe comme si on vous demande "préférez-vous mourir d'un cancer ou d'une crise cardiaque " évidemment on ne veut pas mourir, mais à tout prendre on choisit la crise cardiaque.

Ce qui est regrettable, c'est que la Régie est pénalisée de sa politique où elle joue le jeu avec les organisations syndicales.

Nous ne recherchons pas l'épreuve de force. Nous cherchons des changements de classifications à partir de l'enrichissement des tâches sinon ce seront des classifications bidon. L'enrichissement des tâches demande des investissements, de l'imagination, de l'adaptation d'où sa complexité. Beaucoup de choses se passent dès la conception du véhicule, exemple des sous-ensemble de montage sellerie.

Les raisons profondes des conflits doivent se désamorcer au niveau de l'atelier.

Si on nous impose une épreuve de force, nous la gagnerons.

Question : La Régie ne s'est pas défendue devant les Mass Média durant la grève, elle a souvent été présentée comme un enfer. Pourquoi y-a-t-il eu un manque de publicité, par exemple sur la fin du conflit où les non grévistes ont chassé les grévistes ?

Réponse : Bien sûr je ne m'attends pas à trouver l'objectivité dans l'Humanité ou Libération. Mais dans l'ensemble la presse a été moins partielle qu'à certaines périodes. Nos positions ont été reprises, bien sûr cela dépend des journaux. De toute façon nous devons éviter de dramatiser les choses, il ne faut pas perdre son calme, ce n'est pas bon sur le plan commercial. Une des vertus en France c'est le bon sens, les arguments excessifs ne passent pas.

Question : N'y-a-t-il pas un risque après le conflit que l'expérience d'enrichissement des tâches ne reste pas une expérience et se généralise en particulier vers d'autres centres d'aboutissement ?

Réponse : Il n'y a pas de risque, l'enrichissement des tâches n'est qu'une confirmation de notre politique.

Question : Où en est-on de la politique de francisation des postes car il y a eu des problèmes ethniques dans cette grève ?

Réponse : La politique de francisation a été commencée dès que l'occasion se présente. C'est un problème Flins et Billancourt seulement. Pour accueillir les jeunes français il faut une rémunération correcte. Là nous sommes bien placés, et l'enrichissement des tâches.

Question : Quelles sont les conséquences du conflit sur la RI8, sur les marchés, sur notre image de marque ?

Réponse : Nous ne souhaitons pas avoir l'image de British Leyland. Pour ce qui est de la RI8 nous avons du reculer d'un mois sa commercialisation dans les pays européens, ce qui est gênant. En France la RI8 a connu en juin une petite chute temporaire des demandes. Si la deuxième partie de 1978 et la première de 1979 se déroulent sans incidents il n'y aura pas de conséquences à long terme. Un constructeur est très vulnérable au moment du démarrage d'un véhicule. Le démarrage de la RI8, difficile pour Flins, a été techniquement un des meilleurs qui ait eu lieu.

Question : Le conflit ne démontre-t-il pas la vulnérabilité des grosses unités de production ?

Réponse : Ce n'est pas seulement le récent conflit qui le démontre. Flins était prévu pour 6.000 personnes. Nous ne referons plus d'unités semblables. De toute façon il n'y aura pas d'occasion car dans les 10 ans à venir nos capacités de production n'augmenteront pas en France, nos usines alimentant les marchés européens.
Une question se pose : faut-il l'emboutissage à côté du montage ? HAREN 4.500 personnes n'a pas d'emboutissage et est plus facile à manager.

Question : De quels moyens dispose-t-on pour s'opposer à un CE, au personnel de ce CE qui soutient les grévistes ?

Réponse : Il y a très peu de jurisprudence en la matière. Pour le personnel du CE on peut mener des actions cas par cas en justice. Devant le tribunal c'est la validité du dossier qui compte.

Question : Nous sommes démunis devant l'intervention de personnel extérieur à l'usine tel que celui du CE, personnel parfois plus nombreux que les grévistes et qui fait masse.

Réponse : Il est impossible de contrôler les entrées-sorties dans une usine aussi grande. Parfois nous devons recourir à des entreprises extérieures. Dans la deuxième phase du conflit nous y avons réussi avec difficultés.

Question : Y-a-t-il eu des démarches auprès des ambassades correspondant aux nationalités des grévistes ?

Réponse : Des contacts ont été pris, nous n'en savons pas les résultats.

Question : L'objectif de la réduction des encours ne nous rend-t-il pas vulnérable en cas de conflit ? Où en est-on de la diversification des sources d'approvisionnement ?

Réponse : La réduction comme la diversification sont commencés. Stocks intermédiaires : choix entre le coût de couverture et le coût du sinistre possible. Chaque fois agir au coup par coup.

Compte tenu de l'importance du centre d'emboutissage de Flins il y a des choses à revoir.

Question :

Pourquoi y-a-t-il un élargissement des droits syndicaux dans le nouvel accord ? Quelles contre parties sont-elles demandées aux syndicats ?

Réponse :

Il n'y a pas de choses vraiment nouvelles, il y a surtout une régularisation des situations pour certaines usines.

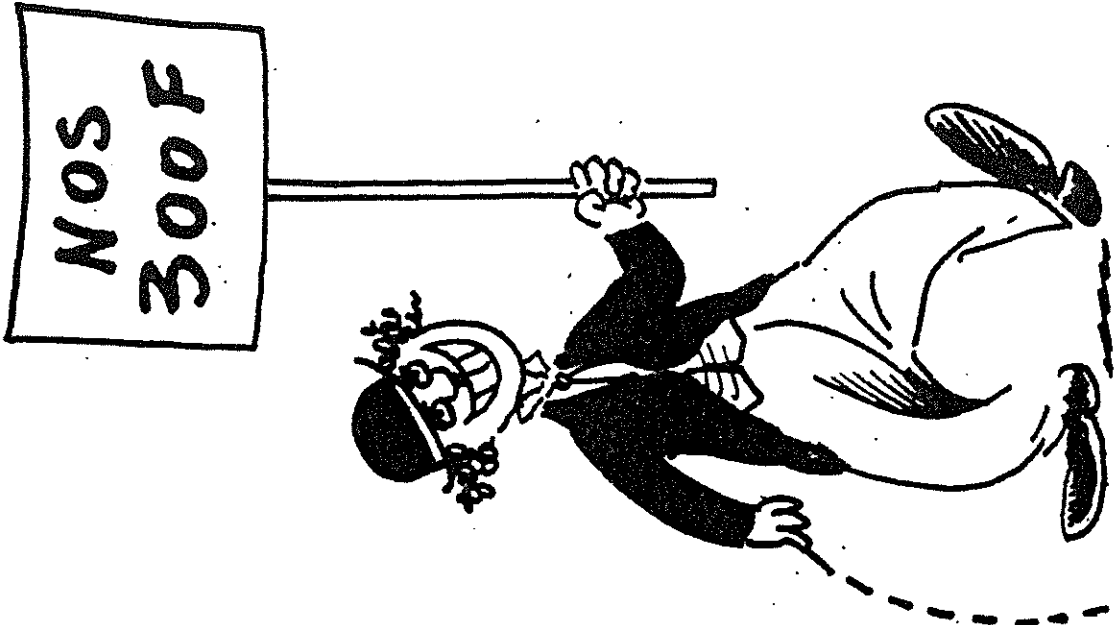
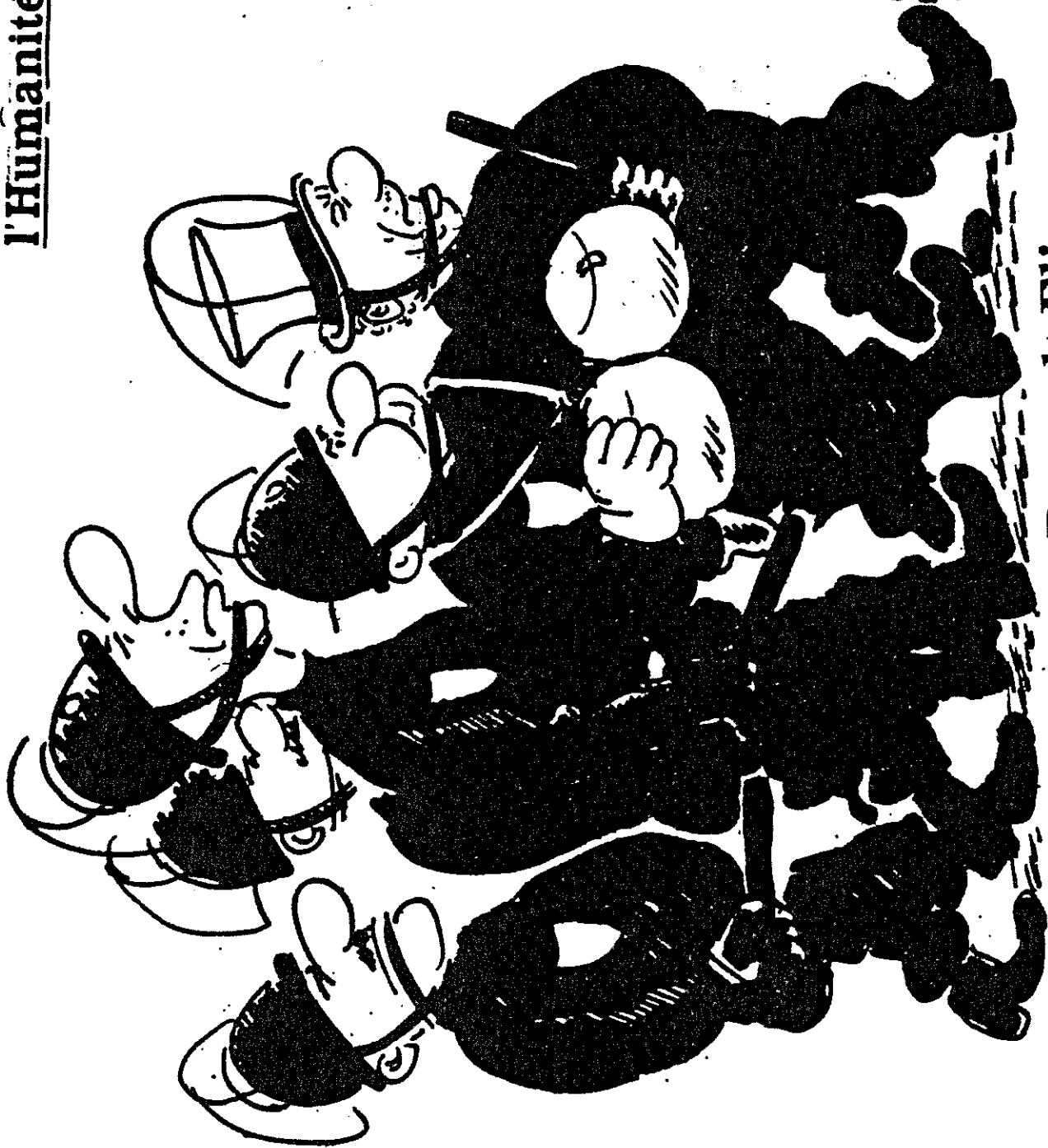
Nous n'avons pas l'intention d'aller au-delà.

Pas de politique de donnant-donnant. Certaines organisations syndicales ont tendance à utiliser ce terrain comme champ de manoeuvre, mais petit à petit elles comprendront qu'elles n'ont pas intérêt à scier la branche sur laquelle elles sont assises.

Dans sa conclusion, le PDG de la RNUR s'est affirmé très conscient de l'effort consenti par l'usine de Flins que ce soit pour le démarrage de la RIS ou le conflit social.

"Flins n'a pas failli à sa tradition, je demande que vous transmettiez mes remerciements à ceux qui sont sous vos ordres."

l'Humanité 22 Juin



WOLINSKA

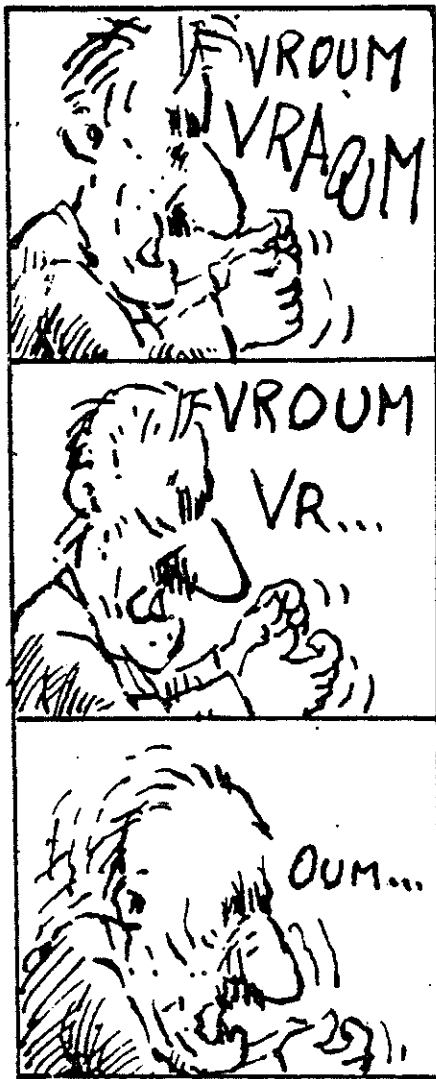
Renault-Flins occupée par les CRS

Libération

MARCHANDAGES

Renault-Flins: queue de grève

30 Juin.





GRÈVE
AUX PRESSES

QUELQUES TRACTS
DE
1973

CFDT FLINS le 28/3/93 CFDT
 LES TRAVAILLEURS des PRESSES
 OBTIENNENT des AVANTAGES
 SALARIAUX IMPORTANTS MAIS
 SOUS une FORME INACCEPTABLE

Depuis le 21 Mars les travailleurs sur presses du Département I2 à Billancourt sont en grève.

Ils réclament A TRAVAIL EGAL SALAIRE EGAL ce qu'ils ont traduit par le coefficient I62 (P I F) pour tous.

Tous les ouvriers spécialisés sont concernés par cette revendication, car il s'agit de mettre fin à l'arbitraire de la cotation de poste et des classes de salaire.

En débrayant hier à l'appel des deux organisations syndicales CFDT et CGT, sur l'initiative de la CFDT, les travailleurs des presses à Flins ont bien montré que leurs revendications sont les mêmes qu'à Billancourt.

Après plus de 30 heures de discussion la direction a du nettement reculer.

Elle accorde la classe 9 maxi ainsi qu'une prime de risque de 24 centimes par heure.

Globalement cela fait pour ceux qui étaient en 8-3 une augmentation de 44 centimes par heure soit près de 80 F de plus par mois.

La direction a donc reculé mais elle a trouvé une porte de sortie pour s'en tirer à bon compte.

En effet la direction propose aux travailleurs des presses une prime de 24 centimes par heure, ce qui signifie que ceux qui voudront quitter les presses ou qui seront jugés indésirables perdront cette prime.

(Pour que la prime soit intégrée au salaire de base il faudra avoir 7 ans d'ancienneté aux presses.)

Cette prime va donc constituer un moyen de pression considérable de la direction sur les ouvriers des presses. Ceux qui ne feront pas l'affaire en n'acceptant pas les augmentations de cadence par exemple, seront mutés et du coup ils auront une perte de salaire importante.

Cette prime est une prime de nuisance, si bien que la Régie Rensult va maintenant s'abriter derrière elle pour ne plus entreprendre grand chose dans la lutte contre le bruit et même les risques d'accident.

En effet la Régie va dire " Si je diminue le bruit aux presses, j'enlève la prime".

Or chacun sait que le bruit aux presses entraîne faci-
-lement la surdité au bout de quelques années.

SEULE LA REVENDICATION INITIALE (LE COEFFICIENT I62)
NE PRESENTE PAS CES INCONVENIENTS

La CFDT regrette donc que la direction ait pu avec
l'appui d'un certain nombre d'organisations syndicales la CGT, FO
et la CGC, virer si facilement sur un compromis boiteux.

Tout s'est passé comme si certaines organisations
syndicales ne voulaient absolument pas que les ouvriers et mem-
-bres du personnel posent globalement leurs problèmes à la di-
-rection.

Or c'était possible déjà à Billancourt les 7000
ouvriers lock outés chaque jour durant plusieurs heures mani-
-festaient leur mécontentement, déjà dans les autres usines la
lutte pouvait s'étendre.

Pour ETABLIR LE MEILLEUR RAPPORT DE FORCE
POSSIBLE IL FAUT LAISSER LE TEMPS A UNE GREVE DE
S'ORGANISER ET DE SE DEVELOPPER.

La Regie RENAULT était décidée d'obtenir la re-
-prise du travail hier soir, en plus des augmentations de salaires
elle paye 80 % de la prime et 2 jours de Grève.

Les ouvriers de l'équipe de nuit ainsi que ceux
de l'équipe du matin ne veulent pas voter les propositions de
la direction.

ILS NE VEULENT PAS DE PRIME ET
REVIENNENT SUR LEUR REVENDICATION INITIALE (COEF I62 P.I.F)

LES PROPOSITIONS DE LA
DIRECTION NE RESOLVENT RIEN
CAR ON NE RESOUD RIEN
AVEC DES PRIMES.

LES LUTTES DURES et MASSIVES
DOIVENT DES MAINTENANT
SE DEVELOPPER.

C.G.T

AGISSONS POUR NOS REVENDICATIONS ET POUR LE SOUTIEN AUX TRAVAILLEURS EN LUTTE

Depuis plusieurs mois, votre syndicat C.G.T, comme ceux des autres usines Renault, a développé son activité pour montrer la nécessité de l'action, afin d'imposer une refonte complète du système de rémunération, par l'établissement d'une grille unique de l'O.S à l'ingénieur.

Notre syndicat combat avec force l'aggravation des conditions de travail pour imposer, avec les travailleurs, des temps de repos plus longs et plus de remplaçants sur les chaînes.

C'est ainsi que des actions ont eu lieu dans certains secteurs de l'usine.

Ces objectifs, ces actions sont impulsés par la C.G.T qui ont pour but :

- La grille unique des salaires en opposition avec le système actuel de la direction destiné à diviser au maximum, les travailleurs de la Régie.
- L'amélioration des conditions de travail.

LA DIRECTION A DU-RECULER AUX PRESSES.

Les travailleurs des presses, par leur action ont fait reculer la direction.

Ils ne sous-estiment pas le succès obtenu, puisque la direction a été amenée en étant contrainte d'accorder la classe 9 et une prime donnant l'équivalent du P.I.F pour l'ensemble des usines.

Ce qui a d'ailleurs été confirmé hier matin par la direction de FLINS, suite à une démarche de la C.G.T.

Mais la direction qui a tout fait pour éviter, par principe, d'accorder officiellement le P.I.F, aux O.S des presses s'est heurtée à la ferme volonté des travailleurs.

Ceux-ci estiment à juste titre que leur travail et leurs responsabilités doivent être sanctionnés par une reconnaissance d'un coefficient hiérarchique plus élevé.

C'est pourquoi ils ont estimé nécessaire de continuer à faire pression sur la direction.

.../...

Par conséquent, cette exigence rejoint pleinement la revendication générale au groupe RENAULT, pour la refonte des classifications à toutes les catégories.

UNE ETAPE NOUVELLE POUR LE DEVELOPPEMENT DES LUTTES

Le soutien des travailleurs des usines Renault, à la lutte des travailleurs des presses, a permis d'éviter le lock-out que la direction entrevoyait.

Le succès obtenu aux presses est donc le succès de tous.

L'action se développera avec plus de confiance partout, pour

- Que les travailleurs des presses aient satisfaction,
- Qu'il n'y ait pas de lock-out à BILLANCOURT,
- Les revendications et la grille unique.

C'est ce que craignent le pouvoir et la direction. Il n'y a qu'à écouter la radio, la télé, les journaux pro-gouvernementaux qui falsifient la réalité, en laissant croire d'un côté que la C.G.T est condamnée par les grévistes et d'un autre qu'elle tente de créer le désordre.

Il en est de même avec les groupes gauchistes qui apportent leur contribution à cette opération anti-cécétiste.

C'est d'ailleurs pourquoi les travailleurs en grève ont voté une motion, dans laquelle ils condamnent les groupes gauchistes qu'insultent les militants C.G.T défenseurs des revendications

Dès ce matin, nous appelons les militants C.G.T, les travailleurs à discuter dans les ateliers, à se rassembler pour développer l'action pour les revendications, à soutenir les travailleurs en grève.

La C.G.T prendra toute ses responsabilités afin de renforcer l'unité pour le développement de l'action responsable, et ceci en accord avec les travailleurs concernés.

Les informations, les bruits les plus contradictoires circulent et cela n'est pas pour nous étonner.

Nous appelons les travailleurs à s'en méfier, cela fait partie des manoeuvres de la direction, et de tous ceux qui tentent de briser l'unité des travailleurs.

Flins le 29 Mars 1973.

CFDT

9 AVRIL 1973

CFDT

CONTINUER LA GREVE POUR LE P.I.F
 ET CHANGER NOS CONDITIONS DE
 TRAVAIL AUX PRESSES

Nous réclanons le P.I.F car il n'est pas normal qu'il y en ait quelques-uns seulement parmi nous qui puissent le devenir.

Il n'est pas normal que quelques-uns qui ont pu suivre un stage à la retouche tôlerie viennent effectuer un travail identique au nôtre tout en ayant une qualification supérieure, celle de P.I.F

D'autre part nous subissons le bruit des presses, ce qui nous condamne à une surdité partielle. La Régie Renault n'a même pas installé des salles de repos insonorisées où nous pourrions nous rendre. Elle ne nous donne même pas des temps de pause suffisants pour échapper à l'ambiance de l'atelier.

Travailler aux presses c'est abrutissant, mais la Régie peut nous donner à tous d'autres possibilités.

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas tous à aider les monteurs presses à monter les outils ?

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas à contrôler les pièces qui sortent des presses ? nous pourrions alors les contrôler à tour de rôle.

Pourquoi ne nous apprend-t-on pas à tous à faire de la retouche tôlerie sur les pièces mauvaises ?

La plupart des ouvriers sur presses sont des travailleurs immigrés. Ils en ont assez de faire un travail abrutissant uniquement, ils veulent aussi montrer qu'ils sont capables de faire autre chose et que c'est pour eux une exigence.

Nous voulons mieux gagner notre vie, mais nous voulons aussi d'autres conditions de travail et d'autres perspectives.

DANS NOTRE LUTTE
 EXIGEONS DE LA REGIE
 QUELLE NOUS DONNE LE
 MOYEN DE NE PLUS ETRE
 DE SIMPLES ROBOTS

CE MATIN LA DIRECTION DE L'USINE A MOBILISE SES CADRES ET LA MAITRISE POUR INTIMIDER LES GREVISTES.

IL S'AGISSAIT DE PROVOQUER UNE REPRISE DU TRAVAIL MAIS IL N'EN A RIEN ETE.

POUR LA DIRECTION FAIRE RESPECTER LA LIBERTE DU TRAVAIL CELA SIGNIFIE FAIRE TRAVAILLER DES PERSONNES ETRANGERES A L'ATELIER SUR LES PRESSES.

LES GREVISTES ONT BIEN RAISON DE NE PAS ACCEPTER TOUTES LES TENTATIVES POUR BRISER L'EFFICACITE DE LEUR LUTTE.

LES CONTROLEURS ET RETOUCHEURS QUI ONT DEBRAYE AVEC EUX CE MATIN ONT MONTRE QUE L'UNITE DES TRAVAILLEURS N'EST PAS UN VAIN MOT.

MAINTENANT LA DIRECTION A RECOURS A LA MENACE, ELLE FAIT VENIR DES HUISSIERS MAIS ELLE COMMET UNE NOUVELLE ERREUR. S'IL Y A DES BOUSCULADES LA FAUTE EN INCOMBE A LA REGIE.

CE MATIN UN GREVISTE A RECU UNE BOUTEILLE SUR LA TETE ET APRES ON NOUS DIT QUE LA VIOLENCE VIENT DES OUVRIERS.

CET APRES MIDI LA DIRECTION A ESSAYE ENCORE UNE FOIS DE METTRE LES PRESSES EN MARCHE MAIS SANS SUCCES.

LES NOUVELLES PROPOSITIONS DE LA DIRECTION

- Sur le salaire : taux horaire 8,827F (taux de l'indice D du PI F)
- Sur le coefficient : coefficient 160 (la classe IO est à 161
le P.I.F est à 162)

CES PROPOSITIONS CONSTITUENT UN NOUVEAU REcul DE LA DIRECTION APRES AVOIR PRIS CONNAISSANCE DE CES PROPOSITIONS LES GREVISTES ONT MANDATE LES DELEGUES CGT ET CFDT A BILLANCOURT, POUR DISCUTER A NOUVEAU AVEC LA DIRECTION A PARTIR DES PROPOSITIONS ENONCEES PLUS HAUT.

LES CONDITIONS DE REPRISE PROPOSEES A BILLANCOURT SONT LES SUIVANTES :

- A LA PLACE DE LA PRIME EXCEPTIONNELLE UN VERSEMENT FORFAITAIRE UNIFORME DE 300F
- POUR 19 JOURS DE GREVE A BILLANCOURT 300F NON RECUPERABLES ET 100F RECUPERABLES.

CETTE DERNIERE PROPOSITION SUR LE PAIEMENT DES JOURS PERDUS EST INSUFFISANTE CAR ELLE NE REPRESENTE QUE 40% DU SALAIRE PERDU.

LA GRÈVE AUX PRESSES

UN EXEMPLE POUR TOUS LES TRAVAILLEURS !

La journée d'hier aux presses a été très agitée. Dès 6 heures du matin la direction avait mobilisé tous ses cadres et la maîtrise. Ils étaient environ 400 à faire pression sur les travailleurs et tenter de faire tourner les presses avec des personnes étrangères à l'atelier.

Comme aux jours précédents, la direction en a été pour ses frais, et les grévistes par leur volonté et leur détermination ont déjoué les grossières manœuvres de la direction.

Après quelques bousculades (un gréviste a été blessé par une bouteille jetée des rangs des cadres) les presses étaient de nouveau arrêtées.

Des contrôleurs et retoucheurs de tôlerie ont débrayé pendant une heure pour soutenir leurs camarades grévistes des presses. Ils ont montré que l'unité et la solidarité ouvrières n'étaient pas de vains mots.

Après cette nouvelle provocation la direction est passée aux menaces. Elle a même poussé le zèle jusqu'à faire venir 4 huissiers. A quoi a servi cet huissier ? même pas à intimider les ouvriers !

- A-t-il constaté le bruit des presses qui condamne les travailleurs à une surdité partielle au bout de peu de temps ?
- A-t-il constaté que la direction n'a même pas installé des salles de repos insonorisées pour se détendre ?
- A-t-il constaté que nous n'avons même pas des temps de pause suffisants pour échapper à l'ambiance de l'atelier ?
- A-t-il constaté que pour un même travail il y avait quatre classes de salaire différentes ? (classes 7, 8, 9 et PIF)

NON, il ne l'a pas constaté et pourtant c'est aussi cela que les travailleurs des presses veulent changer!!

Rien en fin d'après midi la direction générale a reçu les organisations syndicales à Billancourt et les discussions devaient durer jusqu'à 21h30. En attendant, les cadres qui avaient tenté de mettre des presses en route ont essuyé un nouvel échec à Flins. Des assemblées étaient tenues au fur et à mesure que les négociations avançaient. Ce que la direction n'avait pas réussi à faire ni le matin ni l'après midi, elle l'a fait pour l'équipe de nuit. Les cadres et la maîtrise toujours aussi nombreux ont réussi à exercer une pression sur les plus indécis et à leur faire reprendre le travail. C'était du même coup décourager les plus déterminés à continuer la grève. C'est dans la confusion la plus complète que les travailleurs de l'équipe de nuit ont décidé la reprise du travail.

LE TRAVAIL A REPRIS CETTE NUIT MAIS LA GREVE EST UN SUCCES
ET QUI PROFITERA A TOUS !

VOICI CE QUI A ETE OBTENU :

ANCIEN SALAIRE			NOUVEAU SALAIRE		
COEFFIC.	S.HORAIRE	S.MENSUEL BASE 40 H.	COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE M. BASE 40 H.
I49 Cl.7.3	8,141	1416,72	160	8,807	1536,10
I53 Cl.8.3	8,355	1453,96	160	8,807	1536,10
I57 Cl.9.3	8,562	1489,98	160	8,807	1536,10

Tous ceux qui sont en classe 7,8 et 9 passent au coefficient 160 avec un salaire horaire de 8,80.

D'autres propositions faites à Billancourt doivent l'être aussi à Flins.

- Prime exceptionnelle de juillet presque entièrement payée et remplacée par un versement forfaitaire de 300 fr uniforme.
- Une partie du salaire perdu dans la grève payée à raison de 20fr par jour.

C'EST UN REcul TRES IMPORTANT DE LA DIRECTION

L'entrée de Flins dans la lutte et la volonté des travailleurs des presses a pesé lourd dans la balance pour faire fléchir une nouvelle fois la direction. Bien sûr, ce n'est pas le P.I.F demandé mais il y a pour cette question un moyen de déboucher sur une solution.

Il y a en ce moment quelques P.I.F aux presses, alors pourquoi la direction ne permet-elle pas à tous les travailleurs de suivre des stages de formation au contrôle, à la retouche, au montage d'outils ? Ce système permettrait aux travailleurs d'avoir une véritable qualification. La C.F.D.T agira pour obtenir cette formation et cette qualification.

Ce matin les travailleurs des presses ont repris à leur tour le travail la tête haute sachant qu'ils viennent de livrer un dur combat mais qu'il a été payant.

A la demande des organisations syndicales, une réunion a eu lieu ce matin à 8 h 45 avec la direction de Flins. Celle-ci a communiqué que les conditions de reprise étaient les mêmes à Flins qu'à Billancourt à savoir :

- une indemnité de 300fr pour compenser la prime de juillet
- 20fr par jour de grève payée

LA GREVE DES TRAVAILLEURS DES PRESSES EST UN EXEMPLE.

ELLE PROUVE UNE FOIS DE PLUS QUE SEULES LES LUTTES DURES ET MASSIVES SONT PAYANTES.

CFDT

EMPLOYES
TECHNICIENS
AGENTS DE MAITRISE
MENSUELS
CADRES

REPONSES A QUELQUES QUESTIONS

SUR LA GREVE DES OUVRIERS DES PRESSES

Les appréciations les plus contradictoires ont circulé sur la grève des ouvriers sur presses. Dans les lignes qui vont suivre le C.F.D.T tient à fournir quelques éléments de réponses aux multiples questions posées car, comme d'habitude, la direction ne se gêne pas pour déformer les faits.

- LES OUVRIERS SPECIALISES DES PRESSES N'ONT-ILS PAS EXAGERE EN DEMANDANT LE COEFFICIENT I62 (PIF), CAR LEUR TRAVAIL NE PRESENTE PAS LES CRITERES DE QUALIFICATION NECESSAIRES ?

En fait c'est la direction elle-même qui est à l'origine de cette revendication, aussi extraordinaire que cela puisse paraître. Il y a sur presses des ouvriers en classes 7,8 et 9 ainsi que quelques autres qui sont PIF, ces derniers sont très minoritaires, ils ont en particulier suivi un stage de retoucheur tôlerie et sont "chef de presses" c'est à dire qu'ils sont en tête d'une ligne de presses et fixent la cadence.

Les ouvriers des presses n'acceptent plus ces différences ils veulent que tous soient au même niveau d'où en partie la nature de leur revendication.

- LA REGIE N'A-T-ELLE PAS DONNE DU POINT DE VUE FINANCIER SATISFACTION (à peu de chose près) AUX GREVISTES, ALORS N'EST-CE PAS LES SYNDICATS QUI POUR DES RAISONS POLITIQUES LES ONT PUSSES A CONTINUER ?

La Régie Renault a commis comme beaucoup de monde une erreur de jugement en croyant que ce qui intéresse uniquement les travailleurs immigrés c'est l'argent qui entre immédiatement dans leur poche.

Dans un premier temps elle a donc proposé la classe 9 plus une prime financière perdue si l'ouvrier quittait les presses, dans un deuxième temps une prime d'attente à valoir sur des décisions à venir.

Cette dernière formulation prêtait largement à confusion de par le type même de langage employé. Beaucoup n'y ont vu qu'une manière différente d'appeler la même chose car une prime intégrée au salaire cela paraît bizarre.

Le même problème s'était posé lors de la conclusion du conflit du personnel de l'informatique, les solutions provisoires d'attente à valoir sur des mesures à venir n'ont pas bonne presse.

(Notons en passant que les perforeuses devaient connaître leurs nouveaux coefficients dès le début février d'après les promesses de la direction, elles attendent toujours.)

Les grévistes ont donc refusé ce qu'on leur proposait car les intentions de la Régie ne leur paraissaient pas claires par rapport à leur revendication.

Pourquoi la Régie n'a-t-elle pas mis directement sur le papier le taux horaire proposé et le coefficient provisoire ?

La C.F.D.T a clairement dit durant tout le conflit qu'elle voulait amener tous les travailleurs à poser le problème des classifications à la Régie.

Voir dans tout cela de grandes manœuvres de stratégie politique c'est ne rien comprendre à l'ensemble des problèmes sociaux qui se posent et se réserver de bien amères surprises.

- POURQUOI NE RESPECTE-T-ON PAS LA LIBERTÉ DU TRAVAIL COMME ON DOIT RESPECTER LE DROIT DE GREVE ?

Sur ce point nous serons net, car il y a une belle hypocrisie qui se camoufle derrière les appels à la liberté du travail.

En effet le droit de grève pour beaucoup, cela signifie ne pas exercer son travail et puis c'est tout, comme si le droit de grève était indépendant de l'efficacité de la grève elle-même par la pression qu'elle exerce sur l'entreprise.

Or, dans une usine comme la nôtre, la direction d'une part recherche la minorité qui désire ne pas faire grève, d'autre part remplace systématiquement les grévistes par des régleurs etc...

Dans ces conditions, compte tenu de toutes les pressions exercées la grève ne sert à rien. Il est alors facile de comprendre pourquoi les travailleurs ne sont pas décidés à se laisser faire.

De la même manière on reproche aux syndicats le fait de ne pas avoir mis en place un vote à bulletin secret.

La C.F.D.T aurait dit d'accord si la direction avait consenti à ce que la minorité se plie à la majorité, mais telle n'était pas l'intention de la direction. Il s'agissait uniquement de dégager cette minorité pour la faire travailler un point c'est tout.

Qu'on ne nous dise pas d'autre part que seule une minorité voulait faire la grève, car compte tenu du degré de mobilisation de l'encadrement et des mensuels face à un nombre de délégués beaucoup plus faible, s'il y avait une majorité favorable à la reprise la grève n'aurait pas tenue.

Il y a eu quelques bousculades aux presses, mais personne n'a touché aux machines elles-mêmes.

Par contre la C.F.D.T note que des extrémistes qui se camouflent sous l'étiquette CDR eux ne se gênent pas : un ouvrier gréviste a reçu une bouteille sur la tête et la sono de la C.F.D.T a été sabotée.

Quant à la direction de l'usine de Flins elle a bien montré qu'elle n'entendait que la pression et l'intimidation comme moyens de persuasion. Après les dernières discussions à Billancourt la direction générale avait accordé 4 heures de franchise payées pour que les ouvriers des presses puissent prendre une décision sur ces dernière propositions, mais malgré tout à Flins tout a été mis en oeuvre pour que l'équipe de nuit reprenne le travail sans avoir délibéré et décidé.

4214173

3

On a beaucoup pleuré sur le sort de notre usine ces derniers jours, pourtant des pièces étaient faites à l'extérieur et les presses ont tourné les week-ends.

On peut difficilement prétendre que ce n'est pas l'usine qui avait de nombreux atouts dans son jeu.

- MAIS QUELLES SOLUTIONS PEUT-ON ENVISAGER AUX PROBLEMES DES OUVRIERS SPECIALISES ?

Beaucoup se disent : s'il n'y avait pas les immigrés tout irait mieux. Nous ne répondrons pas en quelques mots à une telle affirmation, mais nous attirons l'attention sur un fait :

Nombreux ont été ceux qui ont obtenu une promotion lors du passage de l'usine en équipes. Demandons nous seulement comment un tel passage aurait pu se réaliser sans l'apport des immigrés.

Deux problèmes à la fois liés et différents s'entremêlent :

celui des salaires,
celui des classifications.

Le niveau trop bas des salaires et l'absence d'augmentation générale satisfaisante font que de nombreux travailleurs se rabattent sur les classifications.

Mais il y a aussi autre chose dont tout le monde parle aujourd'hui : il s'agit de la remise en cause de la nature du travail effectué.

Pour les presses en particulier, ne peut-on envisager :

- de mettre en place des salles de repos insonorisées
- de donner à tous une formation pour que chacun puisse contrôler à tour de rôle les pièces, aider les monteurs presses, retoucher les pièces.

Combien faudra-t-il encore de conflits comme celui des presses pour définir et une politique salariale et une autre organisation du travail, tenant compte de ce que les hommes quels qu'ils soient ne sont pas des robots ?



STATISTIQUES





LES FILLES FLIES

HOMME DE ZUJIN

RENAULT FLINS

GT ANTES - FA - JOLIE 78

UNION

CREDIT

PAS DE CRISI
NEGOCIATIONS

GT

POUR TOUS

PRESSES

ATTEMEN

SOCIÉTÉ

SYNDICATS CGT FSY

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

GT

ELEMENTS SUR L'ATELIER D'EMBOUTISSAGE
de l'U.P.L

Au I.I.1976

	Gros emboutissage	Petit emboutissage	Total
Effectif	1048	45	1093
O.S	736	38	774
Ø.P	286	7	293
ETAM	26		26
IMMIGRES	745	15	760
FEMMES		20	20

au 19.4.78 Personnel de production

Total	Français	Immigrés	Marocains	Portugais	Algériens	Autres
1101	304	797 72,39%	339 30,79%	140 12,72%	37 3,36%	281 25,52

Autres pour l'immense majorité des Africains noirs.

Remarque : les chiffres fournis par l'avocate de la direction sont très imprécis et certainement faux. Ils concerneraient une équipe. Elle donne 288 O.S, 31 OP pour la retouche, 21 ETAM, 1 cadre.

Or le chef du département M.DUBREUIL nous a donné le chiffre total de 145 retoucheurs PI.

Date	secteur	Durée	Participation
19.05.78	presses	12h45 à 14 h 05	30
22.05.78	"	14 h 05 à 22 h 25	de 33 à 49
23.05.78	"	14 h 05 à 22 h 25	de 48 à 83
24.05.78	"	8 h 30 à 14 h 05	de 35 à 43
	"	14 h 05 à 22 h 25	de 100 à 124
25.05.78	"	5 h 45 à 14 h 05	37
	"	14 h 05 à 22 h 25	106
	"	22 h 25 à 5 h 45	75
26.05.78	"	5 h 45 à 14 h 05	de 89 à 109
	"	14 h 05 à 22 h 25	128
	"	22 h 25 à 5 h 45	225
29.05.78	"	5 h 45 à 14 h 05	de 120 à 123
	"	14 h 05 à 22 h 25	220
	"	22 h 25 à 5 h 45	142
30.05.78	"	5 h 45 à 14 h 05	149
	"	14 h 05 à 22 h 25	218
	"	22 h 25 à 5 h 45	202
31.05.78	"	5 h 45 à 14 h 05	135
	"	14 h 05 à 22 h 25	185
	"	22 h 25 à 5 h 45	225
1.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	149
	"	14 H 05 à 22 H 25	183
	"	22 H 25 à 5 h 45	233
	<u>USINE</u>	8 h 00 à 10 H 30	342
		8 h 00 à 10 h 30	185
		15 H 30 à 18 H 00	313
		3 H 15 à 5 h 45	12

2.6. 78	Presses	5 h 45 à 14 H 05	I40
	"	14 H 05 à 22 H 25	I8I
	"	22 H 25 à 5 H 45	228
8.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	2I4
	"	14 H 05 à 22 H 25	I40
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I9
	<u>USINE</u>	9 H 00 à 12 H 00	285
		9 H 00 à 12 H 00	I65
		17 H 00 à 20 H 00	365
		2 H 45 à 5 H 45	0
9.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I98
	"	14 H 05 à 22 H 25	I67
	"	22 H 25 à 5 H 45	22I
	<u>USINE</u>	8 H 30 à 10 H 30	I87
		8 H 30 à 10 H 30	I36
		20 H 25 à 22 H 25	205
		3 H 45 à 5 H 45	I
I2.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I43
	"	14 H 05 à 22 H 25	I38
	"	22 H 25 à 5 H 45	270
	<u>USINE</u>	8 H 30 à 10 H 30	83
		8 H 30 à 10 H 30	70
		16 H 00 à 18 H 00	34
		3 H 45 à 5 H 45	0
I3.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I53
	"	14 H 05 à 22 H 25	I80
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I8
I4.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I60
	"	14 H 05 à 22 H 25	I80
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I8
I5.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	I57
	"	14 H 05 à 22 H 35	I7I
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I7

	<u>USINE</u>	9 H 00 à 12 H 00	66
		9 H 00 à 12 H 00	62
		17 H 00 à 20 H 00	55
		2 H 45 à 5 H 45	0
16.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I54
	"	14 H 05 à 22 H 25	I83
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I2
Nuit du 18 au 19.06.78	Presses	22 H 25 à 5 H 45	207
19.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I82
	"	14 H 05 à 22 H 25	W64
	"	22 H 25 à 5 H 45	I97
20.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	I84
	"	14 H 05 à 22 H 25	I66
	"	22 H 25 à 5 H 45	2I9
	<u>USINE</u>	12 H 00 à 14 H 00	383
		12 H 00 à 14 H 00	45
		15 H 00 à 17 H 00	I3
21.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I86
	"	14 H 05 à 22 H 25	I64
	"	22 H 25 à 5 H 45	I82
	Monteurs	5 H 45 à 14 H 05	8
	Outilleurs	"	67
	658I/95/96/97	"	I3
	Monteurs	7 H 45 à 16 H 55	I
	Outilleurs	"	64
	M.P.R	"	22
22.06.78	Presses	5 H 45 à 14 H 05	I74
	"	14 H 05 à 22 H 25	I60
	"	22 H 25 à 5 H 45	I66
23.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	I66
	"	14 H 05 à 22 H 25	I45
	"	22 H 25 à 5 H 45	I28
26.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	I40
	"	14 H 05 à 22 H 25	I45
	"	22 H 25 à 5 H 45	9I
27.06.78	"	5 H 45 à 14 H 05	II0
	"	14 H 05 à 22 H 25	I86
	USINE	8 H 30 à 11 H 00	346
		8 H 30 à 11 H 00	40
		15 H 00 à 17 H 30	63
		3 H 35 à 5 H 45	0

Date	Equipe I	Eq. Normale	Equipe 2	Eq. Normale	Total
1 ^{er} Juin	313	185	342	I2	852
2 Juin					
8 Juin	285	165	365		815
9 Juin	187	136	205	I	529
12 Juin	34	70	83		187
15 Juin	55	62	66		183
19 Juin			300 ⁺		
20 Juin	383	45	13 ^(I)		
21 Juin					
27 Juin	63	40	346		449

NOMBRE DE GREVISTES SUR L'USINE AU
MOMENT DU DEBUT DES MOTS D'ORDRE
AVANT LES DEFILES.

en rouge : l'équipe du matin

+ chiffre donné par les militants débrayages après l'annonce
du lock-out

(I) une bonne partie de l'équipe 2 est lock-outée

REPONSES EN SEANCE DE CE (26.7.78)
à des questions concernant le conflit des presses.

EVOLUTION DU NOMBRE DES ABSENTS AUX PRESSES

date	nombre d'absents	effectifs concernés	date	nombre d'absents	effectifs ⁺ concernés
19 Mai	152	1122	15 Juin	188	1047
22 Mai	152		19	183	1050
23 "	142		20	168	1053
24 "	154		21	173	1062
25 "	186		22	182	1070
26 "	206		23	178	1071
1 ^{er} Juin	244	1108	28	184	1072
2 Juin	256	1095			

+ effectifs concernés total intérimaires + détachés + inscrits

INTERIMAIRES AUX PRESSES

Semaine 19	(avant conflit)	81
24		20
28	(après conflit)	1

SANCTIONS

Nationalité	avertis mise pied	licenc.	Nationalité	avertis. mise à pied	licenc.
Marocains	18	14	tunisien	0	1
Algériens	2	3	Yougoslave	0	1
Maliens	6	6	Dahoméen	0	1
Sénégalais	19	7	Mauritaniens	6	3
Français	1	5	Portugais	1	1

Equipe	Avertis. mise à pied	Licenc.
1	32	20
2	14	18
Normale	0	2
Nuit	6	2

ENVIRON 120 TRAVAILLEURS
ONT EU DES ABATTEMENTS SUR
PRIME POUR GREVE NON LICITE

GAMME D'OUTILLAGE SOUS TRAITEE DURANT LE CONFLIT

R.5 = totalité R.12 = totalité R.18 = 72 GAMMES SUR 265
soit : 27%.

RETOUR DES GAMMES D'OUTILLAGE

R.12 reste à Douai et un peu Sandouville
R.5 2 gammes restent à Douai, 5 à Sandouville
R.18 3 gammes restent à Sandouville

Diminution d'activité à Flins : 14%.



NEGOCIATIONS





" N E G O C I A T I O N S "

DURANT LE CONFLIT DES PRESSES

Date	Participants	Contenu
29 Mai	CGT CFDT grévistes MM. Dubreuil - Pujol	Direction indique : "PI minimum au bout de l'expérience du chantier d'élargissement des tâches "
30 Mai	CGT CFDT grévistes MM. Dubreuil - Pujol	Direction indique : <ul style="list-style-type: none"> • Possibilité 20 retoucheurs PI supplémentaires • PI au bout de l'expérience du chantier • Possibilité de 2 nouveaux chantiers dès que possible Rupture.
31 Mai	CGT CFDT Grévistes MM. Richard Lambert	Devant détermination des grévistes, direction n'avance rien. Rupture.
13 Juin	CFDT MM. Dubreuil Lambert l'expert M. Thouvenot	L'expert pose des questions à la R.NUR
14 Juin	CFDT CGT MM. Dubreuil Lambert l'expert M. Thouvenot	Réponse écrite de la RNUR aux questions de l'expert Plan précis de l'expert avec calendrier.
17 Juin	CGT - CFDT grévistes MM. Richard Lambert	Grévistes modulent revendication des 300Fr en primes diverses aux presses
19 Juin	CGT- C.F.D.T grévistes MM. Richard Lambert	Réponse direction aux revendications : ouverture de 2 chantiers supplémentaires d'élargissement des tâches. Rupture.

Date	Participants	Contenu
20 Juin	C.F.D.T - C.G.T (en retard) MM. Lambert-Dubreuil l'expert M. Thouvenot	L'expert demande à la RNUR d'autres engagements sur les chantiers.
21 Juin	C.G.T - C.F.D.T (observateur) grévistes. M. Lambert	La question de la présence de la police est devenue première. La RNUR s'engage à ouvrir un nouveau chantier chaque fois que l'un sera terminé Rupture.

A la réunion de délégués du personnel de juin la direction indique que les retraits sur les paies seront effectués pour les grévistes des presses sur quatre mois.

C.F.D.T Renault Flins refuse de participer en juillet aux réunions que la direction convoque sur la mise en place de l'élargissement des tâches et des processus de formation.
La Direction annule les réunions.

PLATEFORME REVENDICATIVE INITIALE

présentée par la C.G.T à la
Direction du département le
29.5.78 lors de la première
réunion de négociation

PI (coefficient 180) pour tous les OS Presses
 10 minutes supplémentaires pour les repas
 Embauche des intérimaires qui le désirent
 Congés sans solde pour tous ceux qui le demandent
 Construction d'un réfectoire aux Presses
 Mise en place de chauffe-ganelles
 Actions pour mettre fin aux nuisances (bruit, fuite d'huile,
 encombrement)
 Arrêt des brimades et sanctions pour non respect des cadences.
 Cours de recyclage pour les travailleurs devenus inaptes
 aux Presses
 Arrêt des écarts verbaux racistes par le personnel d'encadrement
 Remboursement des retenues sur paye consécutives au départ
 en vacances de 1977.
 Retrait de la sanction pour retard à N'Dyaye
 Paiement intégral des heures de grève.

A ces revendications s'ajoutent très rapidement
 300 francs pour tous par mois.

D.E le 14 Juin 1978

FLINS - REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'EXPERT1^o) - TESTS

La direction est d'accord, dès que les circonstances le permettront, pour mettre en oeuvre les tests appropriés et les faire passer au personnel volontaire de l'atelier d'emboutissage.

Ces tests doivent permettre d'évaluer les aptitudes du personnel en vue de suivre une formation ultérieure et plus particulièrement de constituer des chantiers expérimentaux.

Des crédits d'investissement vont être débloqués permettant le développement de cette politique.

2^o- CONGES SANS SOLDE

La direction de FLINS s'affirme décidée à persévérer dans la politique des congés sans solde qu'elle pratique depuis de nombreuses années et de la développer dans toute la mesure du possible.

3^o- 300 FRANCS

La direction n'envisage pas de répondre favorablement à cette demande. Elle a eu l'occasion d'explicitier les raisons de cette position à maintes reprises.

Il faut par contre signaler qu'une augmentation générale des salaires de 1.5% vient d'être accordée à dater du 1.6.1978 et qu'un versement uniforme de Frs.160 est prévu pour le 2 août 1978.

4^o- SANCTIONS

Dans les conditions actuelles, alors que cette nuit encore des grévistes ont pourchassé des ouvriers des presses non grévistes travaillant dans d'autres ateliers, nous ne pouvons que préciser qu'une procédure conforme à la loi est actuellement engagée vis à vis d'un certain nombre de personnes.

Cette procédure prévoit un entretien individuel préalable à la décision.

Les cas respectifs des personnes qui se sont présentées à l'entretien seront examinés avec le maximum d'attention.

Les personnes qui ne se sont pas présentées à l'entretien s'exposent aux conséquences prévues par la loi.

<p>P.I immédiatement pour les OS Presses</p>	<p>Mise en place de moyens pour inventorier les aptitudes et connaissances de tout le personnel des presses. Mise en place de vérification et contrôle dans le cadre de la commission formation professionnelle. Possibilité de formation complémentaire pour se présenter à nouveau. Processus commencera par le personnel le plus ancien. Critères de choix définis dans la commission formation professionnelle.</p> <p>NIVEAU DE QUALIFICATION PI AU BOUT DE L'EXPERIENCE</p> <p>Mise en place de 2 chantiers supplémentaires.</p> <p>Définition des critères : 2 mois suivant le retour à la normale.</p> <p>Formation : six mois maximum</p>
<p>300 FRS par mois sous forme de primes diverses (zone,huile....</p>	<p>Pas de prime spéciale pour les presses</p>
<p>Congés sans solde pour tous ceux qui le demandent</p>	<p>Examen très favorable des cas sous réserve d'un retour à la normale. Personnel désireux de voir son cas étudié pourra s'adresser soit à la maîtrise, soit aux administratifs.</p>
<p>Retrait des sanctions</p>	<p>Pas question d'aborder cette question avant d'arriver à la phase finale.</p>
<p>Paiement des heures de grève</p>	<p>Non. Les temps de discussions ne seront pas neutralisés et les primes seront minorées.</p>
<p>REVENDEICATIONS exposées le 17 juin.</p>	<p>REPONSES le 19 Juin</p>

" LA JUSTICE SUIV SON COURS "

Date	Procédures
2 Juin	Audience à Versailles
5 Juin	Jugement contre Dia
9 Juin	Audience à Versailles
12 Juin	Jugement
15 Juin	Audience Cour d'Appel
16 Juin	Audience et Jugement
20 Juin	Jugement Cour d'Appel
10 Juillet	Audience tribunal correctionnel

Assignation d'heure à heure par la RNUR de délégués

Possibilité d'utilisation de la force publique si liberté du travail non assurée. Ordonnance sur requête généralise

Référé en rétractation introduit par la C.F.D.T

"RNUR a méconnu l'esprit des ordonnances du 5 juin" nomination d'un expert - compte rendu le 16 juin. Poursuite de la mission des huissiers.

Appel à jour fixe de la RNUR puis de la CFDT sur les jugement antérieurs - Audition de l'expert.

Premier rapport de l'expert, prolongation de sa mission - négociation sous 48 heures - évacuation de l'atelier des presses sous 48 heures.

Mission de l'expert confirmée

Citativa Dia Nalla par la RNUR

Citation de la RNUR par la CFDT pour entraves au droit syndical.

Interview de T. Grumbach

Patrons, travailleurs et justice

Il est trop tôt pour tirer un bilan général des luttes de ces derniers mois. En particulier, parce que ce n'est souvent qu'à la rentrée les travailleurs eux-mêmes pourront faire le point, juger plus concrètement du rapport de force et de son évolution, du maintien de la combativité, de l'expérience acquise au cours des derniers mois. Mais des éléments de bilan sont d'ores et déjà présents, qu'il ne sera jamais trop tôt pour verser au débat. Dans son dernier numéro *La Pastille de Mantes*, journal local de contre-information (région Mantes-Flins, les Mureaux, dans les Yvelines) publie une interview de l'avocat Tiennot Grumbach que nous reproduisons ici, avec leur accord: Le rôle joué par la justice, son utilisation lors des grèves de juin, en fait un apport essentiel à notre avis, à la réflexion.

Question : comme avocat des travailleurs en lutte, vous avez été confrontés aux principaux conflits de la région ?

Tiennot Grumbach : *Il faut se garder d'une vision simpliste dans un sens ou dans l'autre. Mais depuis dix ans, les travailleurs se sont emparés souvent avec efficacité de la lutte sur ce terrain, et avec des résultats. D'abord parce que le droit n'est plus ce qu'il était.*

Autrefois, la justice assurait avant tout la défense du droit de propriété, et secondairement du droit au travail des salariés (et de son complément le droit de grève).

Ce droit au travail s'est considérablement développé comme le droit de défendre son travail (contre les licenciements, mais aussi pour une juste rémunération) ; comme une chose légitime nécessitant par exemple l'obligation d'informer les travailleurs de la situation de l'entreprise (dans les CE)...

Ces différents aspects ont été imposés aux yeux mêmes de la justice comme légitimes et devant être préservés en cas de conflit. Face à cela au contraire, le droit de propriété capitaliste s'est de plus en plus distingué du droit de propriété individuel. La propriété capitaliste (les usines) est devenue à l'évidence de plus en plus sociale. Au patron de droit divin succède le manager. Et puis propriété de qui ? des actionnaires ? sur quoi ? les machines ? les travailleurs ?

Dans une occupation d'usine par exemple il devenait beaucoup plus difficile de trancher entre un droit de propriété atteint idéologiquement, et le droit légitime de défendre son travail.

Face à cela, les magistrats ont eu tendance à résoudre cette contradiction par des moyens extra-judiciaires. Ainsi le juge des référés, créé pour résoudre les conflits d'urgence, choisissait plutôt la temporisation (médiateur...), et donnait un délai pour favoriser les négociations. La portée du droit de propriété était réduite, cela renforçait la position des travailleurs, qui voulaient négocier tout en occupant l'usine (ce que les patrons refusent presque toujours...

au nom du droit de propriété justement).

Question : qu'est-ce qui est en train de changer ?

T.G. : *on le voit clairement dans la région depuis deux mois. Contre une occupation d'usine, les employeurs ne saisissent plus la justice au nom du droit de propriété, mais déplacent le terrain de lutte vers la défense de la liberté et de la sécurité (qui sont les deux thèmes idéologiques majeurs de la société libérale avancée). C'est une volonté de prendre l'avantage en saisissant la justice sur un terrain plus favorable. Ils se placent ainsi eux aussi sur le terrain du droit au travail, de la liberté pour certains (les cadres, les chefs...) de ne pas faire grève, et de la sécurité des personnes, des machines et des locaux.*

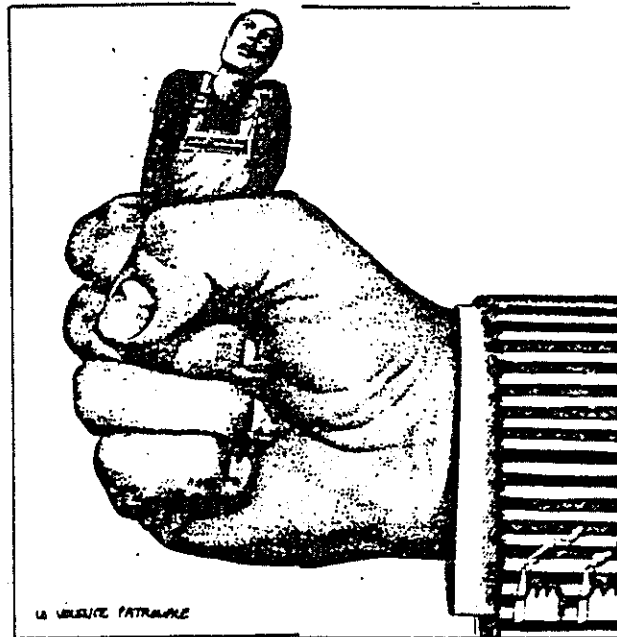
Question : ne s'agit-il pas en fait d'une attaque au droit de grève ?

T.G. : *oui, et une attaque d'autant plus décisive qu'elle s'appuie sur les transformations du procès de production, du caractère de plus en plus intégré du travail, de plus en plus moderne des machines.*

On vous dit : vous avez le droit de faire grève, bien sûr, mais la machine, elle, elle a des impératifs ; pas politiques, non, techniques. Elle ne peut pas s'arrêter. Ce n'est pas prévu, ni possible techniquement. Une grève de trois heures obligerait à deux jours d'arrêt complet. Donc, votre droit de grève doit s'adapter à la machine. Cette machine-là voyez-vous, s'arrête pendant le week-end pour le nettoyage ; alors vous ne pouvez techniquement faire grève que le vendredi soir ou le lundi matin. Sinon, c'est du sabotage, de l'entrave à la liberté du travail, donc on saisit les tribunaux.

Cela permet aussi d'attaquer toutes les formes de piquet de grève. C'est-à-dire un moyen de lutte conquis en France au prix de milliers de morts, et qui permet de renforcer la grève en s'attaquant au droit de propriété du patron, en particulier la libre disposition des machines.

Aujourd'hui, les patrons ne réclament plus d'abord l'évacuation des locaux, mais



la reconnaissance qu'une fraction du personnel (les chefs, la hiérarchie, les employés de bureau) a le droit d'être dans l'entreprise et d'y faire ce qu'elle veut, librement, pendant la grève. Bref, ce qui était un conflit entre capital et le travail est aujourd'hui présenté comme un conflit au sein du monde du travail lui-même ; et dont l'enjeu serait non pas le droit du capitaliste de continuer à faire des profits, mais la défense de la liberté et de la sécurité de certains travailleurs (non-grévistes, majorité silencieuse) menacées par d'autres travailleurs (grévistes, meneurs, totalitaires...).

Question : quelles conséquences cela a-t-il ?

T.G. : sur le terrain de la remise en cause de la propriété capitaliste, on était fort . Sur le terrain de la liberté on n'est pas prêt idéologiquement. Bien sûr, on peut toujours dénoncer le mensonge grossier d'une telle utilisation, car liberté pour qui ? pour quoi ? comment ? Car comme dit l'autre, "liberté, liberté, que de crimes a-t-on commis en ton nom". (...)

Mais les conséquences les plus immédiates sont sur les conditions de l'unité ouvrière. Sur la tactique employée dans les luttes, sur les conditions d'un rapport de force massif sur le terrain. Là aussi, si les travailleurs et leurs organisations veulent reprendre l'initiative, il faudra être capable de montrer à tous de quel côté est réellement la liberté du travail (y compris pour les salaires et les classifications). Il faudra arriver à un rapport majoritaire qui fasse que la liberté collective des salariés en lutte l'emporte sur la liberté patronale du travail. Ce n'est pas gagné d'avance !

Nul doute qu'une telle attitude renforcerait la position que nous défendrions sur le plan judiciaire. Notre position n'étant que le prolongement des libertés collectives sur le terrain des luttes, on ne pourra avancer à nouveau sur le front judiciaire que lorsque le mouvement ouvrier aura résolu les nouveaux problèmes que posent les luttes. »

Dans la Pastille de Mantes N° 10

L'ÉTINCELLE N° 93
Vendredi 23.03.1979.

Après le procès des licenciés de Renault-Flins

« LA LUTTE JURIDIQUE NE REMPLACE PAS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS »

Nous avons fait dans le n° 86 de l'Étincelle un premier compte-rendu des procès qui se sont déroulés à Versailles et à Meulan, à la suite du conflit des presses de Renault-Flins en juin 1978.

Nous publions une interview de Tiennot Grumbach, avocat des travailleurs licenciés et de la CFDT.

L'Étincelle : *Quels sont les enjeux de ce procès ?*

Tiennot Grumbach : *Les enjeux juridiques d'un tel procès sont liés aux enjeux de la lutte. Il n'y a pas d'enjeux juridiques qui y soient étrangers, pas plus qu'aux formes qu'elle a prises.*

Il n'est pas tout à fait sûr que la Régie ait eu, au départ, une conscience stratégique de ce qu'elle mettait en place sur le plan juridique ; c'est au fur et à mesure de l'évolution du conflit qu'elle s'est adaptée aux enjeux du conflit lui-même.

Faisons un petit retour en arrière pour comprendre pourquoi les patrons ont été amenés à utiliser l'article 414 du Code Pénal sur la liberté du travail. Ce n'est pas à travers l'article 414 qu'a commencé l'offensive patronale. Ce qui a posé le plus de problèmes aux travailleurs, ce sont les tentatives d'expulsion des grévistes par « ordonnance sur requête ». Or, depuis 68, les travailleurs ont pris l'habitude d'occuper leur usine ; cela fait partie intégrante de la grève. Dans certains types de conflits, les travailleurs considèrent même qu'il n'y a pas de grève effective sans occupation des locaux.

L'Étincelle : *N'est-ce pas une réponse aux transformations de l'organisation du travail ?*

T.Grumbach : *Effectivement, tant que le processus de travail n'était pas « intégré » (chaînes, grosses machines, automatisation, etc.), il y avait un rapport direct entre le nombre d'ouvriers au travail et la quantité produite. Donc aussi entre le nombre de grévistes, le nombre de machines arrêtées et la perte de production correspondante. Avec l'intégration du processus de production, cette proportionnalité n'existe plus. Par exemple, il suffit de 120 grévistes comme durant le conflit des thermiques du Mans, pour arrêter 100 000 personnes. Et cela parce que la grève se déroule à un endroit stratégique du processus de production.*

Mais il faut comprendre que cette situation est parfaitement symétrique du point de vue des salariés et du point de vue des employeurs. D'un côté, un petit nombre de travailleurs peut bloquer toute la production. Mais, de l'autre, l'employeur peut sans difficulté remplacer un petit nombre d'O.S. non qualifiés par autant d'O.S. pris dans d'autres secteurs de la production et parfaitement interchangeables. On voit alors que les processus technologiques mis en place par les patrons sont susceptibles de rendre la grève complètement inefficace.

L'Étincelle : *Dans un premier temps face à l'occupation des locaux, les patrons opposaient le droit de propriété ; maintenant ils invoquent la liberté du travail. Comment est-on passé de l'un à l'autre ?*

T.Grumbach : *Au départ l'employeur saisissait le juge des référés, en demandant l'évacuation des locaux, dans la mesure où, par cette occupation, les travailleurs mettaient en péril son droit de propriété. Seulement en 1979, on croit de moins en moins, qu'une usine soit une propriété privée comme une autre. Dans la conscience collective, autant on peut dire qu'un pavillon de banlieue est une propriété privée, et aller jusqu'à justifier la légitime défense dans le Parisien libéré, autant on aura du mal à admettre que l'usine est une propriété de même nature.*

Les syndicalistes et leurs avocats argumentaient sur le fait que l'usine est une propriété sociale ; d'ailleurs (à travers les comités d'entreprise), les travailleurs ont des droits de contrôle sur la marche de cette propriété. Les juges traduisaient bien cette conscience collective et admettaient de moins en moins de faire évacuer les locaux simplement au nom de la propriété privée. Souvent, avant d'ordonner l'expulsion, ils faisaient appel à un médiateur pour aller voir sur place ce qui se passait. Et les employeurs voyaient d'un mauvais œil que soit ainsi remise en cause la sacro-sainte théorie de l'employeur seul juge de l'organisation générale et de la marche de son entreprise. Il leur fallait trouver une parade : d'où l'invocation de la théorie de la liberté du travail pour ces non-grévistes supposés représentés par l'employeur lui-même.

Les patrons s'appuient alors sur la défense de la liberté individuelle des non-grévistes pour mettre en cause la liberté collective de la grève. Ils isolent les « meneurs » syndicalistes ou non, qu'ils assignent en référé en demandant leur évacuation et celle de tous ceux occupant de leur fait. On voit alors surgir la notion de responsabilité collective des meneurs, l'abus du droit de grève dont ils se rendraient responsables, l'invocation de leur responsabilité pénale au titre de l'article 414 du Code Pénal. Les employeurs ont trouvé là un terrain idéologique mieux perçu par les magistrats. Comment ceux-ci comprendraient la démocratie ouvrière et ses implications alors que toute leur formation les a habitués à ne connaître que le respect formel des libertés individuelles ? Il suffit alors aux employeurs d'invoquer l'impossibilité d'une minorité de travailler pour que le piquet de grève, les quolibets à l'encontre des non-grévistes, le refus de laisser libre l'accès à l'entreprise, ouvre sur la possibilité d'une pénalisation de la grève pour la majorité. Bref, nous nous retrouvons avant 1865. Qui plus est, lorsque la « raideur » patronale ou des provocations de la maîtrise ou des non-grévistes ont entraîné des réactions de violences pour défendre le rapport de force constitué par l'occupation

C'est dans cette situation nouvelle que les employeurs se sont mis à utiliser une technique procédurale qui leur a été conseillée par la chambre sociale de la cour de cassation : l'ordonnance sur requête. Contrairement au référé, cette procédure permet au juge de prendre une décision d'urgence, sans débat contradictoire, sans donc que les travailleurs puissent faire valoir leur point de vue. Dans une telle procédure, il y a peu de chances que la notion de liberté de la grève et de sa légitimité puisse être prise en compte face aux multiples constats d'huissiers dressés à la demande de l'employeur. L'objectif du patron n'est plus forcément l'évacuation des locaux, mais « que ceux qui veulent travailler puissent le faire, sans entrave ».

On en voit bien les conséquences, vu ce que l'on a dit plus haut sur l'évolution technologique du processus de production. Dans le conflit de Flins, c'est ce qu'ont ressenti les travailleurs des presses : vous nous avez donné le droit de grève, mais c'est un droit inutile dans ces conditions.

L'Étincelle : Quel enseignement en tires-tu ?

T.Grumbach : En réalité la grève des presses est une révolte ouvrière contre la forme moderne de la production et de l'organisation du travail. Et c'est une grève qui porte un message politique sur la signification du droit de grève.

Mais on a pu y voir aussi la volonté patronale de « manager » la grève : la grève n'est plus le droit de porter préjudice au patron, c'est à la rigueur le droit de se compter. Ce qui peut s'exprimer, c'est la forme parlementaire de la grève : elle ne peut s'appliquer que

dans le cadre des institutions, telles que le pouvoir les a définies. Si le pouvoir a défini l'établissement comme ayant 20 000 personnes, le droit de grève ne pourrait s'appliquer que si 10 001 salariés en exprimaient la volonté au travers d'un isoloir.

L'Étincelle : Peux-tu nous dire pourquoi la Régie a-t-elle engagé un procès pour délit d'entrave à l'encontre d'un seul délégué syndical bruni ?

T.Grumbach : D'abord, il faut dire que les patrons ont besoin d'avoir en face d'eux des chefs. Ils voudraient bien d'un syndicalisme caporaliste, type anglo-saxon ; mais en France, il n'y a pas qu'un seul syndicat. C'est la grande chance de la démocratie. Le débat existe au sein même de la classe ouvrière.

L'Étincelle : Il y a eu des « violences » pendant le conflit des presses, peux-tu nous dire ce que tu en penses ?

T.Grumbach : Je dois dire que d'abord je suis de plus en plus contre la violence, et de plus en plus pour la démocratie. Dans le conflit des presses, il y a eu une nécessité première pour les travailleurs grévistes : protéger leur grève. Si les grévistes des presses avaient laissé travailler les cadres, agents de maîtrise ou les non-grévistes, il n'y avait plus de grève. A quoi sert la grève si la production sort presque normalement ? La nécessité de cette protection est inscrite dans le processus technologique. Il est incompréhensible pour les travailleurs de faire grève majoritairement dans l'atelier et que pourtant le travail se fasse normalement. C'est l'aspect principal du conflit, et qui explique les « violences ».

L'Étincelle : Quel constat provisoire fais-tu ?

T.Grumbach : Pour l'instant je suis assez pessimiste, je pense que l'utilisation du juridique n'a pas été efficace. Mais l'utilisation de la justice ne peut remplacer le rapport de force, l'échec du conflit n'est pas juridique. Si le conflit avait eu un autre rapport de force, le problème pouvait se poser différemment, en particulier pour l'évacuation des locaux.

L'action juridique ne s'inscrit efficacement que dans le prolongement d'un rapport de force défendu démocratiquement et en masse par les travailleurs eux-mêmes. C'est dans ce processus que l'on peut utiliser ce droit comme un prolongement de la lutte et faire émerger dans le conflit des libertés qui s'y manifestent des contradictions utilisables pour renforcer le rapport de force et élargir les libertés des travailleurs dans l'entreprise.



DOCUMENT

L'EMPLOYEUR, LE JUGE ET LE GREVISTE

par Tiénot Grumbach*

Cet article est un extrait du rapport introductif au Colloque du SAF (Syndicat des avocats de France) du 15 décembre 1979. Nous réfléchissons alors, dans un autre contexte politique, sur le thème « L'employeur le juge et le gréviste ». Il s'agissait d'approfondir la réflexion sur la « liberté de la grève » face aux offensives patronales.

Depuis cette date il y a eu le « changement » politique que l'on connaît et certaines transformations importantes du droit du travail. Il nous faut malheureusement constater que ces transformations n'ont pas été significatives en matière de grève et que les pratiques de mise en cause de la liberté de la grève se sont encore approfondies.

En particulier différentes décisions judiciaires ont reconnu la responsabilité civile des organisations syndicales dans le cadre de conflits considérés comme illicites et, de ce fait, ont accordé des dommages-intérêts aux employeurs.

De même les employeurs tentent-ils, en différentes occasions, de limiter le droit à l'expression des militants par la multiplication de procédures en diffamation.

Enfin les pratiques répressives à l'encontre des grévistes n'ont pas cessé en mai 1981. Les conflits de Citroën et de Flins en ont apporté l'illustration. Les travailleurs une fois de plus ont trouvé face à eux la coalition des intérêts de l'entreprise et de l'Etat. Le Ministre du travail d'alors s'est illustré par des propos qu'aucun de ces prédécesseurs d'ancien régime n'avaient osé employer vis-à-vis de salariés en luttés.

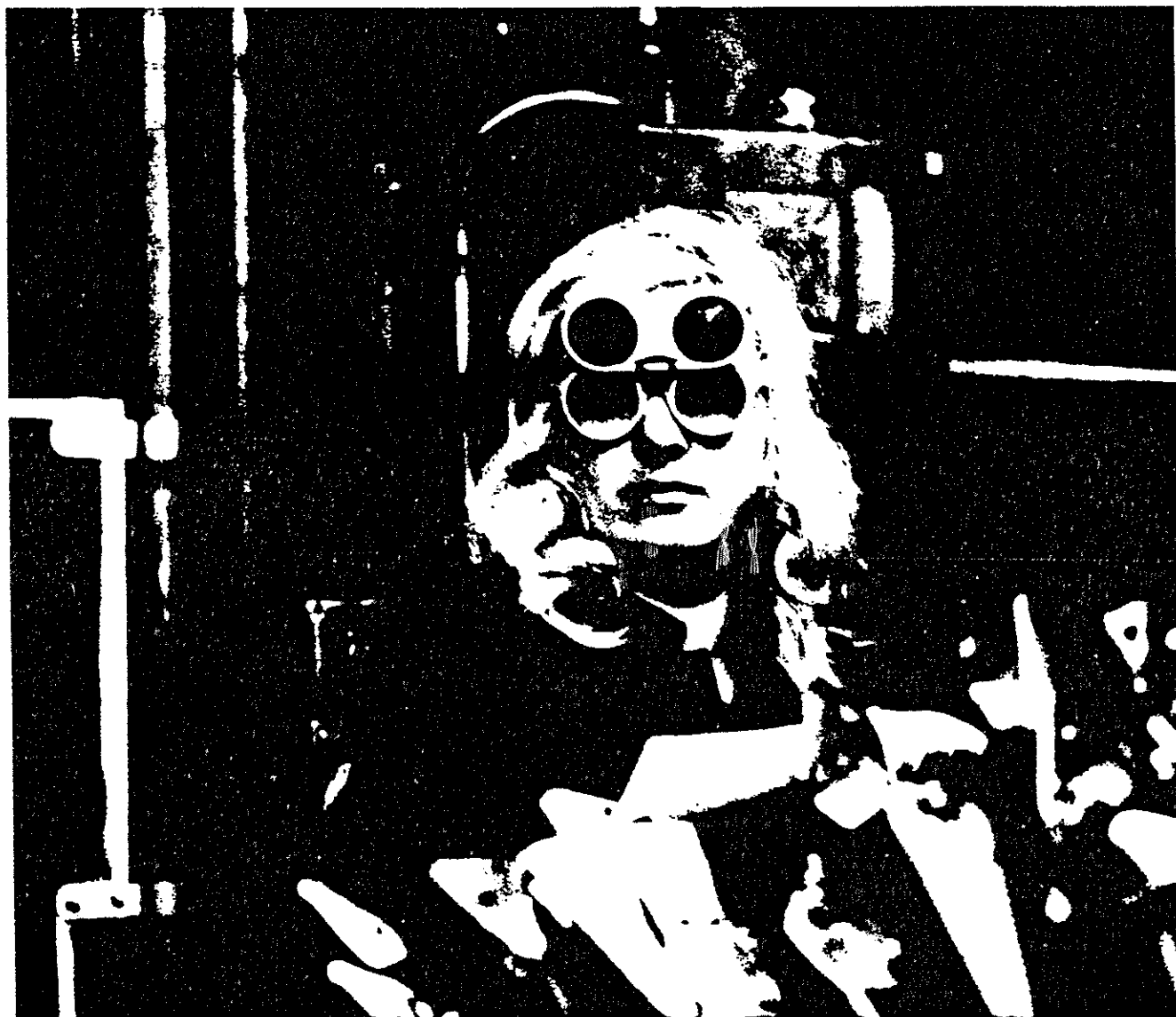
Bref la liberté de la grève mérite bien l'attention soutenue que nous lui accordons depuis des années. Dans ce domaine aussi le changement ne peut venir par le haut. Qui l'a cru ?

D

DES dizaines de milliers de travailleurs ont été licenciés dans ce pays pour que la grève ne soit plus considérée comme un délit et devienne une authentique liberté.

Il était devenu d'usage d'écrire que, depuis 1864, la grève constitue un droit puisqu'elle n'est plus, en soi,

* Avocat de la CGT à Talbot et de la CFDT à Flins.



R. Schelen/Gamma

Fiat Miratori

un délit. On passe généralement sous silence que depuis cette même date, le Code pénal réprime sévèrement toute atteinte à la liberté individuelle du travail et que, pendant plusieurs décennies, les employeurs et les parquets se sont abondamment servis de cette disposition pour limiter le droit de grève. Depuis 1964 les travailleurs n'ont cessé de se battre pour étendre le droit de grève et légitimer les pratiques du piquet, de la grève sur le tas, et plus récemment de certaines formes d'occupation partielle ou totale parfois considérées comme un « accessoire » de la grève. Parallèlement le délit d'entrave à la liberté du travail défini par l'article 414 du Code pénal (2) tombait en désuétude. Le dernier arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation réprimant une telle entrave semble avoir

été rendu le 10 mars 1939. Certes, quelques cours d'appel isolées ont encore condamné des travailleurs sur cette base jusque vers les années cinquante, mais toute la doctrine s'accordait pour dire que cette « entrave » à la liberté de la grève n'avait plus lieu d'être et qu'elle se heurtait à la légitimité du principe constitutionnel reconnu depuis 1964.

Mais « le monde et les temps changent ». Il nous faudra revenir sur cette idée reçue. Les employeurs semblent décidés à ré-investir le terrain de la pénalisation des conflits du travail afin de favoriser un strict encadrement des actions revendicatives et d'empêcher toutes les manifestations du rapport de forces qui s'exprimeraient à la lisière de la légalité. Pour les employeurs, l'entrave à la liberté du travail redevient

ainsi le critère déterminant de la licéité de la grève.

Dès la moindre alerte ils usent de tout un arsenal judiciaire qui ne vise à rien d'autre qu'à la remise en cause du droit de grève lui-même. En réalité ils considèrent désormais la grève comme un luxe, incompatible avec les formes modernes de l'organisation intégrée du travail et des échanges. Si quelques dizaines de travailleurs peuvent bloquer tout un établissement industriel ou commercial, si quelques centaines de grévistes peuvent paralyser une entreprises de la taille de la Régie Renault, il y a, du point de vue patronal, disproportion entre le principe du droit de grève qu'ils prétendent vouloir respecter, et les effets induits par la cessation du travail de chaque gréviste sur la production d'ensemble. Bref, l'organisation taylorienne du travail provoquerait, en cas de conflit, l'apparition d'un coefficient multiplicateur de « dé-productivité-par-gréviste » devenu intolérable. Aussi est-il essentiel de pouvoir remplacer les grévistes par des membres du personnel non grévistes, voire des cadres, des techniciens, des agents de maîtrise capables de faire fonctionner les outils situés aux « lieux » stratégiques des lignes de production.

De ce point de vue, toute incitation fermée à suivre les grévistes, tout piquet solide, toute entrave à la liberté de circulation et de communication, tout défilé d'atelier à atelier pour entraîner les non-grévistes à rejoindre la lutte, toute occupation partielle ou totale devient pour l'employeur un trouble manifestement illicite qu'il convient de faire cesser par la saisie d'urgence de l'instance judiciaire et par la menace de l'action pénale à l'encontre des grévistes.

L'employeur sent confusément que le terrain de la défense de la propriété privée est fragile aux yeux de magistrats pour qui les usines et les bureaux sont perçus comme des espaces de propriété sociale et ne se confondent pas avec la défense des seuls intérêts du capital. Il préfère désormais intervenir sur un terrain plus solide, celui de la liberté du travail et de l'industrie, il ressuscite l'archaïque article 414 du Code pénal (2), ou, à tout le moins, il exalte, sur le plan civil, les principes de la liberté individuelle du travail et de l'industrie tels que consacrés en 1968 par l'article L 412.1 du Code du Travail (3).

Ces nouvelles orientations du patronat s'articulent sur un constat : il n'existe pas en France un droit de grève, mais une jurisprudence de l'échec de la grève. Les conflits du travail ne viennent devant les tribunaux et ne donnent lieu à des arrêts de Cour que dans la mesure où ils n'ont pas abouti. Autrement, le rapport de forces aura probablement permis la conclusion d'un protocole d'accord de fin de conflit : les procédures judiciaires en cours auront été abandonnées, l'employeur se sera engagé à ce qu'il n'y ait pas de sanction pour fait de grève. si le conflit aboutit à un procès, c'est que le rapport de forces n'aura pas permis de l'empêcher.

En invoquant la défense de la liberté du travail et de l'industrie, la technique juridique et judiciaire des

employeurs est toute simple. Elle se déroule en deux moments distincts. L'un, qui a pour objet de briser le rapport de forces constitué par le piquet de grève ou par l'occupation, l'autre qui a pour fonction d'« expulser » de l'entreprise les travailleurs les plus combatifs et d'interdire, par des licenciements, ou par la répression, d'autres conflits analogues. C'est la politique de l'exemplarité par la répression, dans toute son absurde logique.

Le conflit de l'atelier des presses de l'établissement de Flins de la Régie Renault est un « modèle » du genre. Pendant ce conflit (19 mai-27 juin 1979), l'ensemble de l'arsenal fut utilisé : multiplication des constats d'huissiers, invocation de l'entrave à la liberté du travail, expulsion des grévistes par voie de référé ; puis mise en cause des libertés syndicales, citation directe d'un délégué devant le tribunal correctionnel, demande de dommages et intérêts pour préjudice subi du fait de la grève, licenciements de 44 ouvriers dont trois délégués pour entrave à la liberté du travail et non-exécution d'une décision de justice.

Il convient d'indiquer que, depuis cette grève, beaucoup d'employeurs ont utilisé dans des secteurs divers les mêmes procédés disciplinaires et judiciaires.

L' **appareil** judiciaire dans le conflit

Au cours du mois de mai 1979, les ouvriers des presses de Flins se mettent en grève, dans les trois équipes, sur différentes revendications, dont le P1 pour les OS de l'atelier, et « 300 francs d'augmentation pour tous ». L'extension du conflit aux trois équipes — deux équipes de jour alternées et une équipe permanente de nuit — conduisait à l'occupation totale de cet atelier qui rassemble environ 900 salariés sur un peu plus de 20 000 dans l'usine ; cette occupation allait entraîner le blocage partiel de la production des R 18, au moment de la sortie de ce modèle et poser à la Régie de difficiles problèmes d'approvisionnement.

Pourtant, la direction s'oppose à toute ouverture sérieuse de négociation pour ne pas mettre en cause sa grille de classification.

Dès le 22 mai 1979, la Régie entamait le processus de « juridicisation » du conflit. Un premier constat était dressé par une étude d'huissiers.

A partir de ce jour, deux de ceux-ci « camperont » en permanence dans l'usine et se relayeront pour enregistrer toutes les transgressions invoquées par la direc-

tion ou par ses cadres à l'encontre des grévistes. C'est la grève sous surveillance permanente d'auxiliaires de justice requis par la direction et rémunérés par elle. Vingt-six constats, dont certains de plusieurs pages, s'étendant sur deux ou trois jours d'observations, sont dressés. Chacun d'entre eux constitue un véritable acte d'accusation qui met en cause des dizaines de grévistes occupants. Evidemment les huissiers ne peuvent connaître les noms de ceux qu'ils désignent. Ils se les font indiquer par des cadres et des agents de maîtrise qui deviennent de véritables dénonciateurs professionnels. Ces 26 constats constituent une sorte d'album photographique de la grève. Mais leur analyse montre que le photographe n'a déclenché l'appareil qu'à des moments précis avec des objectifs déformants qui grossissent certains détails en créant un « flou artistique » sur l'ensemble du décor ; comme si le reporter avait travaillé pour *Détective*.

En réalité, les deux huissiers ne « constatent » que ce que la direction leur demande de « constater », car le plus souvent ils ne sont pas des témoins directs des faits, ils enregistrent seulement les doléances des cadres, de la maîtrise et de quelques non-grévistes isolés qui déclarent être empêchés de travailler. Certains de ces constats témoignent par ailleurs de l'adhésion de l'officier ministériel « constatant » à une terminologie ouvertement anti-ouvrière et parfois proche du racisme : « un Africain d'allure louche ». D'autres sont contestés par les travailleurs : un ouvrier yougoslave est supposé avoir fait une déclaration spontanée contre les grévistes dans une langue parfaite : il s'avèrera qu'il ne parler pas français, etc.

Les premiers constats sont vite suffisants pour permettre à la Régie d'engager une procédure d'expulsion en invoquant l'entrave à la liberté du travail. Mais la RNUR attendra la fin de semaine pour assigner un groupe de « meneurs », en espérant une décision qui, combinée avec le chômage technique qu'elle avait décrété, lui donnait cinq jours de reprise en main avec ses cadres.

Ici, on applique la procédure ultra rapide de l'assignation d'heure à heure. On demande au juge des référés d'appliquer aux non assignés la jurisprudence Ferodo qui permet que ceux des grévistes qui occuperaient « du fait » des dirigeants, agitateurs, militants... soient expulsés en même temps qu'eux sans avoir été représentés de façon contradictoire aux débats judiciaires. En invoquant l'existence d'un « groupe créé de fait, sous la direction de « meneurs », on ne fait rien moins que d'appliquer à la grève la technique de la responsabilité collective introduite dans notre droit par la loi anti-casseurs. D'un tour d'illusionisme judiciaire, la Chambre sociale de la Cour de cassation a autorisé, par l'arrêt Ferodo, que l'assignation en référé d'un petit nombre de grévistes puisse se transformer en ordonnance sur requête vis-à-vis de l'ensemble des grévistes non assignés. On comprend que les employeurs se soient engouffrés dans la brèche ainsi ouverte : l'entorse au

principe « nul ne plaide par procureur », qui implique le caractère contradictoire des débats vis-à-vis de toute personne à l'égard de qui peut être prise une décision judiciaire.

Dès l'intervention des huissiers, les employeurs essaient d'obtenir une décision de justice qui puisse être opposable aux grévistes, une décision qui puisse légitimer sa répression, une décision qui puisse être « signifiée » afin que les grévistes récalcitrants se mettent en faute vis-à-vis du pouvoir disciplinaire de l'employeur et, bien mieux, s'opposent ouvertement — les huissiers sont là pour les dénommer — à l'exécution d'une décision de justice.

S'ils décident de continuer délibérément d'entraver la liberté du travail des non-grévistes (par le piquet de grève) ou la liberté de circulation des marchandises, des approvisionnements, des entreprises extérieures, etc. (par l'occupation), les grévistes, à qui l'ordonnance d'expulsion aura été lue — ou prétendument lue — se mettent en situation défavorable par rapport à l'institution judiciaire. L'huissier ne dressera constat qu'après avoir marmonné les termes de l'ordonnance en indiquant que les grévistes ont manifesté leur intention de ne pas obtempérer aux injonctions du tribu-

Conflit à Citroën - Aulnay le 21 février 1981



C. Simon/Gamma

nal. Le chantage patronal peut alors commencer : « Si vous ne cédez pas, vous commettez non seulement une faute professionnelle lourde qui me permet de vous licencier, mais encore vous vous rendez complice du délit d'entrave à la liberté du travail ». Les constats se multiplient pour isoler les militants, si l'évacuation n'a pu encore être obtenue et ce jusqu'à satisfaction de la revendication... patronale.

Tout le système judiciaire se trouve alors subordonné à l'initiative des chefs d'entreprise qui impriment leur logique aux décisions rendues. Ce sont eux qui décident de la date à laquelle est introduite la demande en référé et ils la choisissent en fonction des impératifs de production ou pour des raisons tactiques par rapport à leur stratégie du conflit ; ce sont eux encore qui détiennent « en portefeuille » une série impressionnante de constats d'huissiers dont ils ne déposeront à la procédure que ceux-là seuls qui permettent la dramatisation de la situation et présentent l'entreprise comme soumise à un électrochoc provoqué par les menaces, les violences, les déprédations diverses occasionnées par des grévistes. Bref, le chaos est décrit au magistrat des référés alors que la réalité n'est souvent faite que des « cris d'oiseaux » et des bousculades qui sont le quotidien des grévés. Pour les besoins de la cause, seuls ces « moments » se trouveront isolés par les constats pour faire croire à un trouble considérable.

Combien d'ordonnances d'expulsion sont rendues sur des renseignements partiels ou partiels ! Il est fréquent que les huissiers interpellent les grévistes pour leur faire savoir qu'ils se trouvent en position d'illégalité et que leur attitude les rends passibles de peine de prison en vertu de l'article 414 du Code pénal si le trouble ne cesse pas. Une telle menace est particulièrement ressentie dans les conflits où les travailleurs migrants sont nombreux.

Le judiciaire au service des employeurs

Il n'y a pas de droit de grève, mais une jurisprudence de l'échec de la grève. Certes, il faut insister sur l'importance du principe reconnu par le préambule de la Constitution de 1946 auquel renvoie la Constitution du 4 octobre 1958 : « le droit de grève s'exerce dans le cadre des lois qui le réglementent ». On sait qu'il faut élargir les rares brèches d'application du principe, notamment l'article L. 521.1 dans sa nouvelle version

de la loi du 17 juillet 1978 qui indique : « La grève ne rompt pas le contrat de travail, sauf faute lourde imputable au salarié. Son exercice ne saurait donner lieu de la part de l'employeur à des mesures discriminatoires en matière de rémunération et d'avantages sociaux ». Mais, actuellement, il faut surtout prendre conscience de l'évolution d'une jurisprudence de plus en plus favorable aux chefs d'entreprises pour ce qui concerne les « abus du droit de grève ».

A lire les arrêts des cours d'appel et de la Chambre sociale de la Cour de cassation, il apparaît que le droit de grève court un grave danger. Pire, c'est le principe même de la cessation concertée et collective du travail en vue d'aboutir à la satisfaction des revendications qui est parfois mis en cause pour des raisons qui s'inscrivent dans la logique même de l'entreprise (préjudice démesuré, caractère minoritaire, organisation hiérarchique, contraintes technologiques, etc.). En fait, cette multiplication de décisions défavorables aux intérêts des travailleurs n'est que le reflet de la nature de l'institution judiciaire et de son inadaptation à traduire le conflit des logiques qui traverse le droit du travail lui-même. Ainsi peut-on mieux comprendre la question du « droit de l'échec de la grève ». Quand le rapport de forces le permet, les contradictions avec l'employeur sont circonscrites à l'entreprise, et la grève se termine sans solution judiciaire : s'il y a eu intervention du juge, c'est le plus souvent dans le cadre des référés et cela a pu se traduire par la désignation d'un consultant qui jouera le rôle de médiateur. Là encore, le rapport de forces dira si le droit à négociation l'emporte sur l'autorité de l'employeur. En ce cas, les juridictions du second degré ne seront pas saisies et la « doctrine » n'en parlera pas. La multitude des décisions de référés qui forment la trame de la confrontation judiciaire entre travailleurs et employeurs en cas de conflit constitue un « no man's land » de « non-droit ».

Par contre, dès que le rapport de forces se détériore, les employeurs veulent s'exonérer des dispositions de la loi sur la suspension du contrat de travail en cas de grève, pour engager une politique de licenciements exemplaires. Normalement, la suspension signifie que, pendant la durée de la grève, le salarié gréviste n'est plus soumis à l'autorité disciplinaire du chef d'entreprise, sauf en cas de faute lourde. L'employeur va suivre cette voie, en invoquant l'abus du droit de grève pour rompre les contrats de travail des « syndiqués », des militants, des « meneurs ». Il va utiliser l'ensemble des constats d'huissiers « dénonçant » les travailleurs les plus actifs dans la grève. Ces constats ponctualisent les moments où ces travailleurs ont manifesté ouvertement leur volonté de maintenir le rapport de forces, par la mise en place du piquet de grèves ou l'organisation de l'occupation des locaux, que le langage judiciaire traduit par « entrave à la liberté du travail ».

Si cette volonté s'est poursuivie postérieurement à l'ordonnance d'expulsion, l'employeur disposera



Flins (Yvelines) le 21 février 1983

d'un motif-supplémentaire : « non exécution d'une décision de justice ».

Les juristes d'entreprises ont découvert tout l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de la combinaison des techniques de procédures judiciaires pour obtenir l'évacuation des locaux avec la mise en place d'une politique disciplinaire qui s'appuie sur la notion d'entrave à la liberté du travail. Ils mettent en œuvre ces techniques dès que le rapport de forces leur est particulièrement favorable, aux fins de :

- tenter de limiter les droits des représentants du personnel pendant le conflit en prétendant qu'ils sont « hors la loi » ;
- permettre le licenciement des dirigeants naturels de la lutte qui se sont révélés pendant le conflit et qui ont la confiance de leurs camarades : pour Flins, 41 licenciés, dont les 13 membres du comité de grève ;
- invoquer la faute lourde à l'encontre de certains délégués, en s'appuyant sur le non-respect des décisions de justice et sur les constats d'huissiers pour obtenir plus facilement l'agrément du ministre du Travail ainsi légitimé dans sa tendance naturelle ;
- renforcer le climat de répression sur la pénalisation

du conflit en agissant par voie de citation directe. C'est ce que n'a pas hésité à faire la Régie Renault à l'encontre de Dia Nalla, délégué syndical CFDT. On comprend mieux, à cette énumération, tout l'avantage que peuvent tirer les employeurs de la présence des huissiers sur les lieux du conflit. On le comprend mieux encore à la lecture d'une lettre de convocation pour l'entretien préalable en vue du licenciement « causé » par la grève.

« Pli recommandé avec accusé de réception, le 9 juin 1978. Monsieur, le jeudi 8 juin, il a été constaté par acte d'huissier que vous participiez à des actions empêchant tout fonctionnement des presses de l'atelier 65-50 auquel vous appartenez. Vous ne pouvez ignorer le caractère illicite d'un tel acte, qui est constitutif du délit d'entrave à la liberté du travail réprimé par l'article 414 du Code pénal. D'autre part, je vous informe que l'ordonnance de référé rendue le 5 juin 1978 par le tribunal de grande instance de Versailles a statué que la liberté du travail devait être assurée dans cet atelier. Il vient d'être constaté par acte d'huissier qu'elle ne l'est pas, en particulier de votre fait. En conséquence, en application des dispositions des arti-

cles L. 122-14 et R. 122-2 du Code de travail, vous voudrez bien vous présenter le douze juin 1978 à 9 heures au responsable administratif de votre département, en vue d'un entretien relatif à une éventuelle décision de licenciement vous concernant. Nous vous rappelons que vous avez la possibilité lors de cet entretien de vous faire accompagner d'un membre du personnel de la Régie, usine de Flins, délégué du personnel ou non, de votre choix. Veuillez agréer, Monsieur, nos salutations distinguées. La Direction de l'Usine Pierre Lefauchoux. Signé Max Richard. »

« P.S. : Afin d'être sûr de vous joindre en temps utile, nous vous adressons l'original de la présente lettre en recommandé avec accusé de réception et, compte tenu des aléas de ce mode d'acheminement nous en faisons délivrer un double par le ministère de Maître ... Huissier de Justice à.. »

Lui déclarant que la présente notification lui est faite à telles fins que de droit et afin qu'il n'en ignore. Sous toutes réserves.

Il est temps de réfléchir aux conséquences de la présence de ces huissiers : l'ensemble des ouvriers licenciés l'ont été sur la base de leur « dénonciation » alors que le tribunal les a autorisés à relever les noms des récalcitrants ou à se les faire désigner par tout membre de la maîtrise.

Une telle présence constante d'officiers ministériels ne constitue-t-elle pas une véritable limitation du droit de grève ?

C omment lutter

Le patronat a désormais une stratégie judiciaire des conflits. Pendant que se poursuivait la grève des presses, les cent ouvriers grévistes de Coignet à Rosny, usine du secteur du bâtiment située à une vingtaine de kilomètres de Flins, recevait en guise d'avertissement et par voie d'huissiers la même lettre, à quelques virgules près, que les OS de Flins. Comme les mauvaises herbes, les méthodes de répression patronale poussent vite.

En réalité, après une période d'hésitation, les employeurs reprennent confiance dans l'institution judiciaire. Des arrêts récents rendus par la Cour de cassation, tant en Chambre sociale qu'en Chambre criminelle, les y invitent.

Nous-mêmes, nous devons tirer les leçons de cette utilisation de l'institution judiciaire pour faire échec au principe du droit de grève.

La première et la plus importante, c'est que le terrain du tribunal ne doit jamais se substituer au rapport de forces. Par conséquent, l'action en justice ne peut avoir pour objectif de prolonger les conflits. Tout au plus, l'intervention judiciaire peut-elle essayer de ne pas les raccourcir.

Il s'agit alors de permettre à la lutte collective de s'exprimer, au sein de l'usine ou des bureaux, en empêchant que l'employeur ait trop rapidement à sa disposition l'appui de la force publique pour expulser les grévistes et organiser la répression en utilisant la décision de justice.

La seconde leçon trouve sa limite dans la compréhension du principe affirmé par la première. Il est nécessaire de continuer à se battre sur le terrain judiciaire chaque fois qu'il est imposé par l'employeur. La pratique des ordonnances sur requête doit être évidemment combattue parce qu'elle prive les travailleurs de leur expression devant le tribunal et qu'elle permet à l'employeur d'exposer son seul point de vue en s'appuyant sur les constats d'huissiers dont le caractère unilatéral est patent. De ce point de vue, il est toujours possible de saisir le juge des référés pour désigner un huissier constatant au nom du tribunal. Mais ces extensions judiciaires ne devraient être envisagées que si les travailleurs et le syndicat en ressentent le besoin pour améliorer ou maintenir le rapport de forces.

Le troisième enseignement concerne les procédures de médiation qui sont devenues monnaie courante dans les grèves. Les magistrats inclinent à renvoyer les parties dos à dos en cas de grève avec occupation. Les salariés doivent respecter la liberté du travail, les employeurs doivent respecter le droit à la négociation. La désignation d'un médiateur dans le même moment où on ordonne la liberté du travail ou bien l'expulsion des grévistes permet au juge de croire qu'il maintient égaux les plateaux de la balance. En tout cas, cette opportunité de négocier ne peut être méprisée d'autant que les médiateurs obtiennent parfois des employeurs des renseignements que ceux-ci avaient toujours refusés aux institutions représentatives. Mais attention à ne pas s'enfermer dans la procédure de médiation sans y associer les grévistes ! Le médiateur n'est pas un personnage neutre, il représente le tribunal dans une procédure conduite à l'initiative de l'employeur sur un terrain qui est le sien et dans le cadre de règles qui ne peuvent permettre aux grévistes d'exprimer véritablement leurs aspirations. ■

(1) Rapport introductif au 4^e colloque organisé par la Commission de Droit social du Syndicat des Avocats de France et titré :

« Insécurité judiciaire pour les grévistes ou la grève comme exercice des libertés publiques ».

(2) Art. 414 : Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 500 à 10 800 francs quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires et de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

LES EXPERTS JUDICIAIRES AU SERVICE DE LA PAIX SOCIALE

par Monsieur S. Thouvenot*

Déjà lors du conflit de 1978 à Renault-Flins, un expert judiciaire avait été nommé pour examiner les causes du conflit et faire des propositions de règlement.

Le rapport d'expertise que présenta alors M. S. Thouvenot se passe de commentaires. Nous le publions intégralement comme une pièce à verser au dossier sur le rôle controversé du médiateur.

Monsieur le Premier Vice-Président,

Vous m'avez chargé, le 12 juin dernier, d'une mission qui était définie de la manière suivante : « Ordonnons une consultation ; « Désignons pour y procéder M. Stéphane Thouvenot, 74, rue Raynouard à Paris (288.01.12), lequel, les parties dûment appelées, fera toutes investigations, avec mission de donner son avis sur : « a) les causes et l'évolution du conflit du travail qui se poursuit dans les ateliers de presses de l'usine Lefauchaux à Flins ; « b) la possibilité d'une solution négociée ; « Disons que, si les parties viennent à se concilier, le consultant constatera que sa mission est devenue sans objet et nous en fera rapport écrit ; « Disons que, dans le cas contraire, un pré-rapport nous sera adressé pour notre audience du vendredi 16 juin 1978, à 10 heures. »

Je vais vous rendre compte de la mission que vous m'avez confiée, en articulant mon compte-rendu autour de deux grandes divisions :

— d'une part, l'exécution proprement dite de la mission (diligences)

— d'autre part, les faits que j'ai constatés et, de façon complémentaire, le point d'évolution où se trouve actuellement le conflit.

I — En ce qui concerne mes diligences, vous m'avez désigné le lundi 12 juin 1978 et, dès le 13 juin, une réunion contradictoire des parties a été organisée le mardi 13 juin à 13 h 15 à Flins.

Compte-rendu de la réunion du 13 juin.

J'ai trouvé en face de moi M^e Courdil Bouthinon assistée de trois personnes de la direction des usines Renault, d'une part M. Dubreuil qui a la responsabilité de l'atelier où le mouvement s'est déclaré, d'autre part, M. Lambert, directeur du personnel de l'usine de Flins, enfin, Melle Pondaven, du Service Juridique de la Régie Renault.

De l'autre côté, M^e Grumbach était présent, accompagné de deux personnes : MM. P. Rousselin et D. Richter qui, l'un et l'autre, ont une responsabilité syndicale pour la CFDT à l'intérieur de l'usine.

J'ai donc ouvert le 13 juin à 13 h 15 une réunion contradictoire des parties et j'ai entendu, avec beaucoup d'attention, les exposés faits par M^e Grumbach, M^e Courdil Bouthinon et les personnes qui les accompagnaient.

Cette première audition s'est présentée de la manière suivante :

M. Rousselin a particulièrement analysé, du point de vue de la CFDT, les causes immédiates et lointaines du conflit. M. Richter a surtout évoqué le problème posé par la liberté du travail à l'intérieur de l'atelier des presses.

Du côté de la Direction, M. Dubreuil a aussi indiqué les causes directes des mouvements qui ont conduit au conflit actuel. M. Lambert, quant à lui, a principalement évoqué sur le plan de l'entreprise, les perspectives d'évolution du personnel de l'atelier des presses.



Manifestation CSL.

* Expert agréé par la Cour de cassation, président d'honneur de la Fédération nationale des compagnies d'experts judiciaires.

DOCUMENT

Après avoir entendu les deux parties exposer leur points de vue, nous avons décidé de nous transporter dans l'atelier pour voir quelle était réellement la situation au moment où nos opérations venaient de commencer, et aussi pour entendre comme « sachants » quelques grévistes.

Dans l'atelier où je me suis rendu, il y avait une certaine effervescence et, naturellement, notre arrivée a été très vite ressentie par l'ensemble du personnel comme un élément nouveau, lui donnant la possibilité de s'exprimer.

J'ai demandé qu'en nombre limité quelques personnes viennent parler directement avec moi ; finalement les grévistes se sont mis d'accord pour que huit d'entre eux soient entendus. Ces huit personnes comprenaient : deux marocains, un malien, deux sénégalais, un algérien, un portugais et un français.

J'ai rencontré ces personnes tout à fait librement, c'est-à-dire sans pression de l'extérieur, seul avec elles dans un bureau de l'atelier, sans contact ni avec la foule des grévistes de l'atelier, ni avec les personnes non grévistes qui y circulaient aussi, ni avec aucun représentant des organisations syndicales ou de la direction.

J'avais demandé aux parties, pour respecter le principe de contradiction qui doit régler tous les actes de procédure civile, si je pouvais les entendre hors leur présence : cela a été accepté sans aucune difficulté.

Après mes contacts avec les grévistes, j'ai proposé au représentant de la CGT d'assister à la suite de mes opérations. Il avait été entendu que les représentants de la CGT viendraient dans le bureau où j'avais déjà entendu les parties. Ils sont venus, mais accompagnés par une délégation de grévistes, en particulier certains que j'avais déjà reçus. Pour appliquer scrupuleusement les règles de procédures auxquelles je suis astreint, je n'ai pas voulu rencontrer de nouveau les grévistes puisque je les avais déjà entendus comme sachants. Je leur ai donc indiqué que je ne pouvais pas les recevoir à nouveau.

La CGT a alors préféré se retirer. Aussi bien, j'ai continué mes opérations précédemment commencées avec la direction de la CFDT.

Cette réunion a été fructueuse car pendant son déroulement, (et compte tenu des informations que les parties elles-mêmes avaient données au cours de la réunion contradictoire initiale et aussi des informations que j'avais recueillies séparément dans l'atelier de la bouche des grévistes), j'ai pu dresser la liste des sujets de désaccord à surmonter qui se trouvent profondément liés à l'actuelle situation.

Il m'a paru aussitôt nécessaire de considérer que ces sujets devaient faire l'objet d'un examen minutieux pour que la paix sociale soit établie dans l'atelier des presses.

On a pu ainsi, non seulement établir la liste des points à discuter, mais aussi faire apparaître le caractère prioritaire de la question de la promotion sociale des OS par une évolution des qualifications indivi-

duelles tendant à les faire passer du niveau d'ouvrier spécialisé à celui de professionnel P1.

Je terminerai ce compte-rendu de la journée du 13 juin en indiquant que, si on avait défini les objectifs à atteindre, les parties avaient aussi mesuré la marge de désaccord qui les séparait et je les ai invitées à se réunir avec moi, dans le cadre de la mission que vous m'avez confiée, dès le lendemain 14 à partir de 13 heures et je leur ai donné jusqu'au 14 à 12 heures pour me donner réponse. La réunion du 14 avait été prévue pour devoir se tenir dans un local mis à notre disposition par une société filiale de la Régie Renault, Quai Louis Blériot à Paris.

Compte-rendu de la journée du 14 juin 1978.

J'ai reçu une réponse favorable de la part des deux parties mais j'ai appris que la CGT alertée par la CFDT devait être présente. La CGT a été représentée effectivement par M^e Ducros dont le Cabinet est à Boulogne Billancourt, et il était accompagné de MM. Sadorge, Butter et Lemaire.

Les parties étaient représentées par les mêmes personnes qui étaient venues à la réunion du 13, plus une personne complémentaire, qui était un travailleur immigré, M. Bourba, délégué CFDT, et qui accompagnait MM. Rousselin et Richter.

Nous avons alors abordé la question de savoir si des possibilités de solutions existaient pour les sujets qui avaient été envisagés la veille. La direction m'a remis une note définissant ses propres positions (cf annexe 1) et nous avons exploré avec beaucoup d'attention et sous leurs différents aspects les problèmes qui se posaient. Il m'est apparu que des concordances très sérieuses existaient sur un certain nombre de points qui pouvaient déjà être considérés comme essentiels, et qu'il convenait de prendre l'initiative de faire des suggestions sur ceux qui, tout en étant appréciés diversement par les deux parties, n'avaient pas, à l'occasion des échanges déjà tenus en ma présence, permis d'aboutir encore à un rapprochement suffisant.

Compte-rendu de la réunion du 15 juin 1978.

Le 15 juin, comme vous le savez, la cour de Versailles m'a demandé de faire un exposé oral ayant le caractère d'un témoignage sur ce que j'avais vu le 13 et 14, sur la situation dans l'atelier, et sur les travaux auxquels j'avais participé avec les parties ; ceci a été fait le 15 juin au matin. L'après-midi, je n'ai eu aucun contact avec les parties.

Je dois d'abord vous dire avant d'aborder les sujets pour lesquels j'ai une réponse à vous donner, Monsieur le Premier Vice-Président, que j'ai aperçu une certaine ambiguïté concernant ma position telle qu'elle a été « ressentie » par l'ensemble des parties au conflit social. Pour certains, j'apparaissais comme un consultant désigné par vous-même et ayant comme rôle de vous fournir des éléments sur des questions de fait destinés à vous permettre de prendre une décision

judiciaire. Pour d'autres, au contraire, j'apparaissais comme un médiateur ayant comme fonction essentielle de permettre réellement l'ouverture d'une négociation entre les parties.

Sur le plan de la procédure elle-même, je vous rends compte que je me suis très scrupuleusement astreint à ce que le principe de contradiction soit respecté.

Par contre, j'ai été amené à franchir les limites des règles fixées par le nouveau Code de procédure civile qui ont été énoncées pour le cas de mesures techniques d'instruction. Dans le cas présent, il s'agissait en effet d'une mission (que j'avais acceptée) qui répondait à une approche prétorienne du Juge des Référé en face d'une situation très particulière, et la mission qui m'avait été confiée ne pouvait être considérée comme une simple mesure technique d'instruction. Dès lors, ceci m'a conduit à ne pas jouer strictement le rôle d'un « consultant » mais à faciliter la réflexion des parties concernées sur leurs points principaux de désaccord sans toutefois ouvrir entre elles une véritable négociation. J'ai donc été amené à conduire des conversations de caractère exploratoire entre les parties dont l'objet était de définir avec elles la liste des sujets qu'il faudrait ultérieurement traiter et, de « débroussailler » les difficultés qui ne manqueraient pas d'apparaître lors des discussions futures à entreprendre.

II — La première partie de mon rapport étant ainsi exposée, je vais aborder la seconde qui est d'une autre nature et vous rendre compte de ce que j'ai relevé concernant la situation née du conflit social et de son évolution.

D'abord, il faut définir ce qu'est l'atelier où le mouvement a pris naissance : il comprend un effectif de 900 personnes qui sont réparties en trois groupes de 300, l'atelier de presses faisant les 3 x 8.

Chacun des groupes de 300 se trouve encadré par : un cadre, un chef d'équipe et 6 contremaîtres.

Ce personnel travaille sur 150 presses qui sont réparties en six travées de 25 lignes chacune.

Les 900 personnes de l'atelier des presses comprennent 97% de travailleurs immigrés et sur les 900 personnes, il y a 150 P1 et 750 OS.

La grève a commencé le 16 mai et s'est raidie dans les jours qui ont suivi. L'occupation de l'atelier et, plus tard, les perturbations qui se sont manifestées et qui ont touché toute la production de cet atelier, remontent à la date du 25 mai.

En ce qui concerne le nombre de grévistes, il semble qu'aux assemblées générales appelées de temps à autre à faire connaître leur point de vue collectif, il y ait eu de 300 à 350 personnes. Mais, au moment où je suis allé dans l'atelier, en observant rapidement les groupes de personnes devant qui je suis passé, j'évalue à une centaine de personnes ceux qui manifestaient activement et sur les 100 environ il y en avait 1/3 qui faisaient montre d'une effervescence plus importante que les autres.

Concernant le déroulement de la grève, un évé-

ment s'est produit au cours de celle-ci qui a été générateur de nouvelles difficultés. Des lettres ont été envoyées par la direction invitant leurs destinataires à un échange de vues préalable à une sanction éventuelle. D'après les déclarations qui ont été faites, 86 personnes auraient reçu un courrier de cette nature.

Aucune machine ne fonctionnait le 13 dans l'après-midi. Dans l'atelier, il y avait des non-grévistes qui circulaient. Je n'ai pas constaté de bagarres, les hauts parleurs diffusaient des slogans, les gens criaient et se déplaçaient d'un point à un autre, mais je n'ai pas constaté de violences. Il y avait un certain nombre de personnes qui étaient dans les ateliers et qui circulaient sans qu'aucun travail effectif ait lieu.

Je dois dire que dans la mesure où je pouvais l'observer, il m'a semblé que des gens de même ethnie étaient ça et là groupés, mais je ne pense pas qu'on ait à en tirer une conclusion particulière car c'était peut-être une question de curiosité dûe à ma présence chez Renault.

J'en reviens aux raisons de la grève. Il faut en distinguer plusieurs : une cause accidentelle et des causes profondes qui préexistaient au moment du déclenchement de la grève et qui sont apparues quand l'étincelle initiale s'est produite.

La cause accidentelle est la suivante :

— Un travailleur a été sanctionné parce qu'il est revenu en retard, soit après la pause, soit à la reprise du travail. Il n'en était pas à une première défaillance de cette nature. Ce travailleur s'appelle M. N'Diaye. Cela a aussitôt provoqué un mouvement de solidarité et de soutien qui a été suivi par environ 25 personnes, à la suite de quoi une sanction collective a été prise contre les personnes qui avaient ainsi manifesté leur solidarité.

Il s'agit là d'un incident comme il en arrive fréquemment à l'intérieur d'une entreprise et dont l'importance à lui attribuer est hors de proportion avec les événements qui se sont produits à Flins.

Les causes profondes sont les suivantes :

— Il y a d'abord une cause très réelle, très générale, qui a joué un rôle important : c'est le désir qu'ont les travailleurs immigrés d'atteindre une meilleure qualification professionnelle.

Dans le passé et pour accéder à ce passage d'OS à P1, un mouvement de grève avait déjà eu lieu en 1973. Ultérieurement et dans des mesures certes limitées mais réelles, la direction comprenant les aspirations des travailleurs avait mis en place un dispositif destiné à favoriser les promotions individuelles, sous forme d'un atelier expérimental dit d'enrichissement des tâches. Mais cette expérience était considérée comme insuffisante par les ouvriers qui souhaitaient le passage général de tous les OS au niveau P1.

Quoi qu'il en soit, il y a bien eu alors un effort de la direction en faveur d'une promotion ouvrière des OS de presses, mais le temps mis à la création d'un seul atelier d'enrichissement des tâches a créé un sentiment de frustration dans le personnel et le fait que le pre-

mier atelier expérimental ait rassemblé un nombre de français proportionnellement beaucoup plus élevé que celui qui résulte du rapport entre français et travailleurs immigrés dans l'ensemble de l'atelier des presses, a créé un sentiment confus de ségrégation raciale.

Il faut dire, à la décharge de la direction sur ce plan que, s'agissant d'une expérience à tenter, elle a voulu avant de l'étendre, bien mesurer les difficultés liées à cette entreprise et lui donner le maximum de chances de réussir. C'est ce qui a fait que la Direction a mis en route ce premier atelier d'enrichissement des tâches en prenant ceux qui étaient à la fois les plus aptes à recevoir cette formation et les plus capables d'utiliser la langue française comme langue véhiculaire.

— Le passage d'OS à P1 se traduit par une élévation modérée de rémunérations caractérisée par le passage du niveau 175 à 180, mais cette amélioration n'était pas considérée comme suffisante par les travailleurs en grève, ceux-ci demandent une augmentation forfaitaire et générale des rémunérations individuelles (de 300 F).

— Il y a enfin un autre élément concernant la situation actuelle de caractère incident cette fois mais qui a été évoqué à plusieurs reprises au cours de ma mission, il s'agit de la liberté du travail qui n'a pas été ressentie de la même manière par les différents partenaires, c'est-à-dire la direction des usines Renault, les organisations syndicales et surtout, la base elle-même. D'un côté se posait en effet une notion de liberté du travail conçue comme limitée à la possibilité de laisser les travailleurs non-grévistes de l'atelier y travailler. De l'autre, c'est la libre utilisation du matériel qui était exigée.

En filigrane, et derrière ces différences, l'opinion se profilait de façon confuse, chez les grévistes et pour les syndicats d'un conflit entre le droit de grève et le principe du rétablissement de la liberté du travail, conflit qui serait propre au cas des entreprises de grande taille comme Renault où la direction dispose d'une importante main d'œuvre mobilisable d'un atelier à un autre.

La direction de son côté est restée de l'opinion que la liberté du travail c'était celle de faire travailler qui elle veut sur les machines de l'atelier des presses, non grévistes ou personnel venant d'autres ateliers.

C'est ce qui a conduit la direction à dire : « Je ne veux pas engager de négociations quelles qu'elles soient tant que la liberté du travail n'est pas intégralement assurée au sens invoqué ci-dessus, c'est-à-dire la liberté par la direction d'utiliser comme elle l'entend, le potentiel de production dont elle dispose. »

Comme je l'ai déjà mentionné, je me suis rendu dans l'atelier des presses le 13 et j'y ai rencontré seul à seuls, huit représentant des grévistes.

Comment se présentent leurs revendications ? Elles sont exprimées dans leur forme maximale par les ouvriers grévistes de la manière suivante :

- « 1) Nous voulons tous passer P1
- 2) Nous voulons pouvoir bénéficier des congés sans

solde quand nous nous rendons dans notre pays d'origine

3) Nous voulons une augmentation de 300 F pour tous les travailleurs

4) Nous voulons que toutes les sanctions soient levées et que les lettres qui ont été adressées aux 86 personnes soient annulées. »

Ce sont les quatre points que j'ai relevés comme essentiels.

Ayant constaté moi-même que la liberté du travail n'était pas de fait assurée puisqu'il n'y a pas eu de reprise du travail dans l'atelier des presses, j'ai attiré l'attention des grévistes sur les conséquences que pourrait entraîner la prolongation d'une telle situation. A l'occasion des réunions avec la direction et les organisations syndicales qui ont suivi mon transport dans l'atelier, j'ai dit à ces dernières qu'une flexibilité plus grande de leur part et de ceux qui leur sont affiliés était désirable pour qu'une évolution se produise dans le sens d'une liberté du travail réelle (au demeurant ordonnée par le juge des référés).

Simultanément, j'ai dit à la direction qu'elle aurait de son côté à tenir compte de ce que les lettres de convocation à entretien ont été envoyées à 86 membres du personnel pendant la grève, à l'occasion de faits qui sont liés à la situation résultant de la grève actuelle en cours.

En résumé, tant sur le dernier des points indiqués par les grévistes que sur le rétablissement de la liberté du travail considéré par la direction comme une condition préalable à la formalisation de tout accord, j'ai recommandé une position de souplesse d'un côté comme de l'autre.

En ce qui concerne la question des conditions de congés sans solde pour les travailleurs immigrés, il ne semble pas qu'il y ait de problème et la Direction est prête à la résoudre (cf 2° ci-dessus).

Pour l'augmentation uniforme de 300 F, demandée (cf 3° ci-dessus), il ne s'agit pas d'un problème particulier au seul atelier des presses, mais bien d'une revendication beaucoup plus générale qui se situe au niveau de la politique salariale de toute l'usine.

Ces orientations ayant été discernées, j'ai déclaré aux parties que ce qui me paraissait primordial, c'était le problème de la promotion sociale (cf 1° ci-dessus) c'est-à-dire le passage de la qualification d'OS à celle de P1. Sur ce point, un malentendu existe : les grévistes ont dit « tous P1 » et la Direction dit « Je ne peux faire passer P1 des ouvriers OS que dans la mesure où j'ai moi-même la possibilité sans charger mes prix de revient d'offrir un travail de professionnel rémunéré comme tel aux nouveaux P1 ».

Il convient d'analyser davantage cette différence d'approche.

Il est évident que tout P1 doit, pour être promu, être en mesure de justifier réellement d'une formation technique minima appropriée et les 900 personnes n'ont pas simultanément la même aptitude à pouvoir y prétendre. Dès lors, on est conduit à interpréter le

désir de progression sociale exprimé par les grévistes, non pas sous la forme de « tous P1 », mais bien sous la forme que le maximum des personnes ait le maximum de chances de pouvoir passer de OS à P1.

C'est dans ce sens que j'ai engagé les parties à réfléchir. En prenant le problème sous cette forme et en orientant la solution vers une ouverture très générale offerte au personnel, il m'est ensuite apparu qu'il était ainsi possible d'éviter toute impression de ségrégation raciale. Il suffisait pour cela que tout OS ait la possibilité de parvenir au niveau P1, pourvu qu'il démontre, à l'occasion de tests *ouverts à tous*, qu'il est apte à suivre un stage de formation complémentaire et qu'il acquiert ensuite avec succès l'enseignement distribué lors de ce stage. Il y a donc un contenu et des modalités d'exécution des tests, de même qu'il y a un contenu et des modalités de formation complémentaire à définir (en principe sous forme d'admission dans un atelier d'enrichissement des tâches analogue à celui qui donne lieu à l'expérience en cours).

Comme il s'agit presque exclusivement d'OS immigrés qui, très souvent proviennent de cultures extrêmement différentes et qui n'ont pas de ce fait nécessairement les mêmes aptitudes à réagir de la même manière devant les mêmes données, j'ai suggéré que les programmes des tests et des formations complémentaires soient mis au point en accord avec les organisations syndicales et que soient définies, pour ceux qui auraient échoué, des possibilités de repêchage, soit au niveau des tests, soit au niveau de la formation.

Dès la fin de la journée du 13 où je me suis rencontré avec les parties, trois voies à explorer s'étaient dessinées pour la promotion sociale : tests, formation et repêchage, et j'ai invité les personnes à réfléchir sur ces sujets avant la reprise des négociations du lendemain 14 juin.

A cette réunion du 14 assistaient les personnes qui s'étaient présentées le 13 devant moi et des représentants de la CGT assistés par M^e Ducros, avocat à Boulogne sur Seine.

A cette occasion M^e Ducros a remis une note ayant le caractère d'une déclaration (cf annexe II) qui a été lue par l'un des représentants de la CGT, M. Sadorge et verbalement ensuite il a vigoureusement insisté pour que tout travailleur ayant une ancienneté suffisante puisse obtenir *automatiquement* la qualification de P1.

Je n'ai pas cru devoir retenir ce dernier point de vue. Par contre, j'ai insisté pour que tout OS, qu'il soit très ancien ou non, puisse également subir les tests projetés, qu'il n'y ait aucune restriction à l'ouverture offerte de pouvoir subir ces tests au personnel, et qu'il n'y ait par conséquent aucune exclusive, ni du fait de l'ancienneté, ni pour toute autre raison.

La direction a déclaré que pour elle ces tests devaient être « passés » par tous les « volontaires » mais, sur la demande de précisions qui lui a été formulée, elle a admis qu'elle serait accessible à tous ceux qui

désiraient s'y soumettre. Il n'y a donc pas à cet égard de difficultés à prévoir.

Arrivé à ce point, on pouvait déjà penser que si des négociations s'ouvraient, elles auraient une chance de réussir, mais comme je vous l'ai dit tout à l'heure, Monsieur le président, il faudrait pour cela que des négociations s'ouvrent et commencent réellement. Or, elles n'ont pas en fait commencé jusqu'ici du fait de la situation dans l'atelier que n'admet pas la direction.

Cependant, pour progresser, j'ai proposé aux parties de se placer dans l'hypothèse où elles auraient pu déjà commencer leurs négociations et aboutir à un protocole d'accord, cela permettant d'esquisser une chronologie du déroulement des opérations précédemment envisagées : tests, formation, repêchage.

J'ai suggéré dans cet esprit que les tests soient définis dans un délai de deux mois et que tous ceux qui demanderaient à les subir les passent dans le délai de six mois subséquent.

Tous ceux pour lesquels le test est favorable pourraient alors entrer dans les ateliers dits d'enrichissement des tâches, en vue d'une formation complémentaire qui serait sanctionnée, le moment venu pour ceux qui y auraient participé avec succès, par le passage d'OS à P1.

Mais il y a une contrainte de temps dont on n'est pas maître : c'est la durée nécessaire pour que des conclusions significatives soient tirées du fonctionnement d'un atelier de formation. Celle-ci sera variable d'un atelier à un autre et ne peut être fixée à l'avance, tant à cause des qualités différentes de ceux qui en font partie, que de la cohérence de l'équipe qui sera constituée. Il n'est donc pas possible à l'avance de dire quand un ouvrier sera considéré comme apte à passer P1 ou ayant échoué pour cette qualification.

Par contre, il doit être possible, et ceci est très important, de définir un délai pour préciser quelle sera la formation complémentaire que les travailleurs devront recevoir au sein de ces ateliers d'enrichissement des tâches et, à cet égard, j'ai suggéré que dès le jour où un protocole d'accord pourrait être établi, les organisations syndicales et la direction se donnent trois mois pour le programme de formation complémentaire dans ces ateliers soit mis au point et que ce programme soit étudié en tenant compte de la première expérience déjà faite par la direction (et qui comme cela a été souligné l'a été avec plus de Français d'origine qu'il n'y en aura dans les nouveaux ateliers qui seront créés) mais qui sera révélatrice des principales difficultés à attendre.

J'ai d'autre part beaucoup insisté pour que de temps à autre et par exemple tous les six mois, il y ait un réexamen des situations individuelles en vue de repêchage éventuels et que, pour préparer les candidats à un repêchage apparaissant comme possible une formation appropriée soit donnée aux intéressés. En résumé, si la voie proposée aux futurs négociateurs devait aboutir à un accord, il en résulterait pour les travailleurs quatre avantages substantiels. ►

DOCUMENT

— le premier, c'est que tout le monde aura une chance à saisir pour passer d'OS à P1,
 — le second, c'est que ceux qui ne pourront pas le faire du premier coup auront une chance de pouvoir ultérieurement être repêché,
 — le troisième, c'est qu'aucune ségrégation d'aucune nature n'est à redouter,
 — le dernier enfin, c'est, en fixant une chronologie de principe d'éviter ce que lors des événements de 1973 le personnel et les organisations professionnelles avaient ressenti de façon aiguë à savoir que les effets des accords obtenus se diluent avec le temps, provoquant ainsi impatience et mécontentement.

Les idées que je viens de développer devant vous ont été bien accueillies comme sujets de réflexion par ceux qui se sont présentés devant moi et la chronologie que j'ai esquissée a paru raisonnable à tous.

Voilà donc, Monsieur le Président, le point où nous en sommes au moment où je vous rends compte à votre audience des travaux que vous avez bien voulu me confier.

Il me reste à vous donner un avis sur les possibilités d'aller au-delà.

J'ai constaté, tant de la part de la direction de Renault que de celle des organisations syndicales, beaucoup de bonne volonté pour faciliter ma tâche. J'ai pu ainsi déblayer partiellement la route parsemée de difficultés où elles ont à s'engager tout en restant dans les limites de la mission que vous m'avez confiée. Un rapprochement entre les parties me paraît possible si celles-ci décidaient d'ouvrir entre elles officiellement des négociations sans préalable ni réserve.

De façon concrète, j'ai la conviction que si les parties se mettent en face l'une de l'autre et font preuve d'un esprit objectif, il devrait être facile de donner une réponse à l'aspiration manifestée par les travailleurs concernant le passage de la qualification d'OS à celle de P1, et cette revendication dépassée, il doit alors être possible d'aborder les autres sujets qui ont été précédemment signalés.

Je m'aperçois que, lorsque j'ai évoqué ce problème de passage d'OS à P1, j'ai oublié d'expliquer pourquoi il y a ce désir profond de progression des travailleurs. Il faut le dire, par son caractère répétitif, le travail d'OS aux presses n'est ni exaltant, ni enrichissant et l'on comprend très bien tant sur le plan du perfectionnement professionnel que sur celui de la dignité individuelle, qu'un homme qui fait journellement ce métier très lancinant et très automatique de « presse-bouton » (expression consacrée pour l'usage), surtout s'il fait ce métier depuis plusieurs années veuille faire quelque chose d'autre et de plus intéressant. On comprend aussi qu'il ait le désir de remplir avec le temps d'autres tâches dans l'atelier faisant davantage appel à ses qualités d'homme.

Il y a parallèlement une autre aspiration. Sans doute, les travailleurs immigrés qui viennent en France y arrivent avec le désir de gagner de l'argent et d'y faire des économies, mais ils veulent un jour ren-

trer chez eux avec des connaissances qui leur permettent d'y exercer un métier. Cette promotion professionnelle, l'exercice constant de tâches au niveau d'un OS dans l'atelier de presses ne peut le leur donner.

Or, il y a chez Renault à Flins des gens — j'en ai vus — qui depuis 1965 font toujours un travail d'OS et devant qui d'autres sont passés de l'échelon d'OS à P1. Ceux-là, même si leur aptitude à passer P1 n'est pas toujours certaine, pensent entre eux qu'ils sont victimes d'une situation qui leur échappe entièrement et qui leur paraît sans espoir. Si les perspectives qui ont été ci-dessus évoquées prenaient corps, tout OS serait éligible à participer à des épreuves (tests, formation) lui permettant d'avoir une chance de progression.

Pour conclure, Monsieur le Président, je pense très sincèrement que si les conditions d'établissement d'un dialogue intervenaient rapidement, que si cette question de la promotion sociale y était objectivement examinée de part et d'autre, que si la liberté du travail est rétablie, que si le personnel acceptait de se rendre compte que tous les OS ne peuvent simultanément passer P1, si enfin la question des sanctions disciplinaires était discutée sereinement, bref que si ces différents points déjà relevés comme « à retenir » étaient considérés sans parti pris et que les efforts de chacun pour arriver à un compromis raisonnable étaient compris, il y aurait une possibilité sérieuse de conversations fructueuses entre la direction et ses partenaires.

Il y a cependant une difficulté qui demeure et qui n'est à minimiser. S'il y a accord entre la direction et les organisations syndicales, il faut que celles-ci puissent faire passer leur message à la base, c'est-à-dire à tous les travailleurs immigrés, ce qui est une tâche peut-être exaltante mais difficile. Il y a en effet quelques-uns parmi ces derniers qui estiment n'avoir rien à perdre à maintenir une position « dure ».

Tel est le compte-rendu, Monsieur le Président, que je vous présente sous forme de pré-rapport et que j'arrête au Palais de Justice de Versailles, à la date du 16 juin 1978 à 12 h.

ANNEXE n° 1

FLINS — REPONSES AUX QUESTIONS POSEES PAR L'EXPERT

1°) — TESTS

La direction est d'accord, dès que les circonstances le permettront pour mettre en œuvre les tests appropriés et les faire passer à tout le personnel volontaire de l'atelier d'emboûtissage.

Ces tests doivent permettre d'évaluer les aptitudes du personnel en vue de suivre une formation ultérieure et plus particulièrement de constituer des chantiers expérimentaux.

Des crédits d'investissement vont être débloqués permettant le développement de cette politique.

2°) — CONGES SANS SOLDE

La direction de Flins s'affirme décidée à persévérer dans

la politique des congés sans solde que'elle pratique depuis de nombreuses années et de la développer dans toute la mesure du possible.

3°) — 300 FRANCS

La direction n'envisage pas de répondre favorablement à cette demande. Elle a eu l'occasion d'expliquer les raisons de cette position à maintes reprises.

Il faut par contre signaler qu'une augmentation générale des salaires de 1,5% vient d'être accordée à dater du 1.6.1978 et qu'un versement uniforme de F 160 est prévu pour le 2 août 1978.

4°) — SANCTIONS

Dans les conditions actuelles, alors que cette nuit encore des grévistes ont pourchassé des ouvriers des presses non grévistes travaillant dans d'autres ateliers, nous ne pouvons que préciser qu'une procédure conforme à la loi est actuellement engagée vis-à-vis d'un certain nombre de personnes.

Cette procédure prévoit un entretien individuel préalable à la décision.

Les cas respectifs des personnes qui se sont présentées à l'entretien seront examinés avec le maximum d'attention.

Les personnes qui ne se sont pas présentées à l'entretien s'exposent aux conséquences prévues par la loi.

ANNEXE II

14.6.78 — DECLARATION DU SYNDICAT CGT RENAULT FLINS

Nous sommes dans la 4^e semaine du conflit des presses de Renault Flins.

Pourquoi ce conflit, sa durée et la détermination des grévistes reconnue par tous ?

Il faut d'abord revenir à 1973 et se rappeler qu'à la fin du conflit, la direction avait admis qu'à terme il faudrait régler la situation professionnelle des travailleurs des presses.

Cela a connu un commencement d'application, puisque 147 OS presses sont devenus P1 par une polyvalence dans leur travail, mais sur 600 OS, cette avancée a été beaucoup trop timide, les critères contestables, pour amener à ce que les travailleurs puissent penser que la direction suivait leur situation avec le sérieux nécessaire.

S'ajoutent à cela, de nombreuses atteintes à leur dignité d'homme, dont celle du mois de septembre qui fut très grave ; en effet dans ce seul secteur de l'usine, on a infligé une sanction d'un avertissement avec 1/2 heure de retrait sur leur paie pour départ avant l'heure du poste de travail le jour du départ en vacances.

Malgré des actions et de nombreuses interventions de leurs délégués, l'intransigeance du chef de département a été totale.

Nous n'allons pas énumérer les nombreuses brimades et sanctions, augmentations de cadences, et. qui ont été le lot quotidien des travailleurs des presses pendant ces dernières années, toujours couvertes par un chef de département particulièrement intransigeant et inhumain, qui a toujours le mot réglementation à la bouche avec son adjoint administratif expert en la matière. Leur dernière trouvaille était la sanction de N'daye qui fut la goutte qui a fait déborder le vase : 250 F de sanction sur la paie pour 3 minutes de retard, cela ne peut passer.

Au début de l'année 1978, la direction a mis en place un



« chantier » expérimental d'une nouvelle organisation du travail avec formation professionnelle en AB 6, la CGT a rencontré les responsables et demandé un débat en CE sur cette initiative.

Sans remettre en cause le principe de celle-ci, nous avons fait part à la direction de certaines réserves (maladresses dans les critères de sélection, dans le contexte de la discipline des presses, sur la formation, sur la rémunération). Il semble que nos remarques n'aient pas été entendues.

Fin mai

Nous avons eu dans une première phase des négociations à Flins au niveau du département avec de la part de la direction, les propositions suivantes :

- passage de 18 nouveaux P1,
- annonce que dans le cadre de l'élargissement éventuel des chantiers expérimentaux aux presses, que la qualification minimum serait le P1.

Ensuite, le 31 mai, suite au CE Technique, où la direction a pu écouter des travailleurs, il y a eu deux autres rencontres où l'on a reparlé de l'expérience et de ce qui était possible dans ce domaine.

Malheureusement, la direction a choisi unilatéralement la rupture brutale le 1^{er} juin pour s'engager sur une série d'initiatives pour essayer de faire échouer la grève des OS des presses.

La direction porte aujourd'hui la totale responsabilité de ce fait, de la situation que nous connaissons aujourd'hui, il faut qu'elle comprenne qu'on peut en sortir et qu'elle en manifeste la volonté.

Pour la CGT, voici aujourd'hui ce que veulent les travailleurs des presses :

- la reconnaissance de leur dignité d'hommes, de leurs compétences et une formation professionnelle qui leur permettra de mieux appréhender leur activité professionnelle prenant en compte :
 - la complexité et la responsabilité de leur travail quotidien.

La direction porte la responsabilité de leur situation actuelle en n'ayant pas fait ce qu'il fallait, partant des orientations et engagements dégagés à la fin des conflits précédents et qui aurait permis d'éviter d'en arriver à cette situation de blocage.

Il n'est pas surprenant qu'aujourd'hui, les travailleurs des presses exigent une solution immédiate et des engagements précis.

C'est sur cet ensemble de données que la CGT demande l'ouverture de négociations permettant une solution immédiate au conflit : par des engagements précis et concrets.

Par l'établissement de propositions acceptables ouvrant des perspectives réelles aux aspirations que les travailleurs des presses expriment.

RAPPORT COMPLEMENTAIRE

A la suite du pré-rapport présenté oralement devant le Juge des Référés de Versailles le 16 juin 1978, ce dernier a pris le même 16 juin une ordonnance complémentaire ordonnant l'expulsion de Dianalla et des grévistes qui occupaient les ateliers de presses de l'usine de Flins, et, d'autre part, invitant la direction de la Régie Nationale des usines Renault à engager avec les grévistes des négociations portant obligatoirement, mais non exclusivement, sur les quatre points litigieux définis dans mon pré-rapport antérieur, la

mission de consultation qui m'avait été confiée se poursuivant en vue de constater la mise en route de ces négociations conformément aux orientations données dans mon pré-rapport.

Dès le 16 juin au soir, la direction des usines Renault s'est réunie avec les organisations syndicales et une délégation de grévistes pour commencer les négociations et en fixer la date d'ouverture au samedi 17 juin à 11 h. L'ordre du jour, à la suite des suggestions contenues dans mon pré-rapport, a été respecté, mais la réunion du 17 juin n'a été consacrée qu'à l'exposé des précisions demandées par la direction des usines Renault aux représentants du personnel, pour bien cerner le contour des revendications présentées. La Régie Renault n'a pas pris parti, sur aucun des points qui ont été évoqués mais a promis de donner réponse lundi 19 juin.

Une nouvelle réunion s'est donc tenu le lundi 19 qui a donné lieu de la part de la Régie Renault à une réponse écrite (cf annexe III) qui n'a été suivie d'aucune discussion au fond.

Sur le point n° 1 « Evolution professionnelle des ouvriers des presses », il est vrai que les voies dont j'avais suggéré la prospection ont été explorées mais, en ce qui concerne la mise en place de chantiers expérimentaux pour permettre la formation d'OS aptes à devenir P1, une divergence sérieuse s'est manifestée entre la position prise par la direction et la position défendue par ses interlocuteurs.

Mon intention initiale était de me rendre dès le 19 juin après-midi à Flins pour me faire rendre compte de la situation, mais il y avait séance du Comité d'Etablissement à cette date et j'ai remis au 20 au matin la réunion des parties que je souhaitais tenir. A cette réunion étaient présentes toutes les personnes que j'avais déjà rencontrées antérieurement avec cependant en plus M. Hello, délégué CFDT. J'ai autorisé une délégation CGT à venir à la réunion mais, par suite de difficultés de liaison, celle-ci n'est arrivée qu'avec un peu de retard. Elle était composée de quatre personnes : M. Sadorge, M. Lemaire, — que j'avais déjà rencontrés le 16 — et deux travailleurs immigrés ayant la qualité d'élus CGT : MM. Hafiz et Toundaka.

Il m'a été rendu compte de la manière dont s'étaient déroulées les trois réunions précédentes mentionnées ci-dessus (celles des 16, 17 et 19 juin) et j'ai abordé avec les parties la question de savoir s'il était possible de surmonter la difficulté qui de façon concrète, s'était présentée, de la manière suivante :

- La direction ne veut prendre d'engagement que pour la création de deux, et de deux seulement, chantiers expérimentaux avec le personnel d'encadrement nécessaire, ce qui correspond en gros à limiter à environ 100 personnes le nombre de ceux pouvant recevoir rapidement une formation appropriée pour passer d'OS à P1.

- La position des représentants du personnel est que tous ceux qui ont passé favorablement les tests initiaux doivent sans tarder pouvoir être pris dans un atelier d'amélioration des tâches.

La position de la direction est fondamentalement motivée par le fait que la Régie Renault, tout en se déclarant favorable à la promotion ouvrière, ne peut mettre en place cette formation que pour autant que le résultat de celle-ci n'est pas, par lui-même, une source de charges supplémentaires grevant ses prix de revient.

Il résulte de cette remarque qu'il doit y avoir un juste équilibre entre les charges résultant du passage d'un certain nombre d'OS en P1 et l'amélioration du rendement qu'on peut espérer dans l'atelier, soit du fait d'une meilleure qualification individuelle, soit du fait d'une redéfinition appro-

prisée de certaines tâches confiées au personnel. Or, j'ai fait remarquer à la Régie Renault que dans le cas présent le passage d'OS à P1 se traduit par une augmentation de 5 points (175 à 180 dans l'échelle des rémunérations) ce qui fait en gros une amélioration de 3% des salaires versés, alors que la formation donnée au personnel dans les ateliers d'enrichissement des tâches, constituée pour donner une formation complémentaire aux OS, devrait permettre d'obtenir une augmentation de rentabilité au moins égale à celle de 3% indiquée ci-dessus. J'ai invité la direction de la Régie Renault à examiner avec beaucoup d'attention cet aspect des choses.

Les autres points de l'ordre du jour définis par l'ordonnance du 16 mai ont été étudiés en particulier le dernier point concernant « les mesures disciplinaires ».

A cet égard, la Régie n'a voulu prendre aucune position tant que la liberté du travail ne serait pas assurée dans l'atelier de presses.

Il est certain que l'incident qui s'était produit dans la nuit du 19 au 20 juin (un ouvrier non gréviste affecté par la direction à un atelier autre que celui des presses, l'atelier de soudage, blessé par les grévistes pendant qu'il était au travail) n'était pas fait pour assouplir la position de la direction, mais j'ai insisté auprès d'elle pour que ce point reste considéré comme négociable lorsque les négociations seraient réellement entreprises.

A l'occasion de la discussion qui est intervenue à ce sujet, les organisations syndicales ont fait valoir que certaines lettres avaient été envoyées par erreur à leurs destinataires qui n'auraient pas été présents à Paris dans l'atelier au moment où l'huissier désigné par le Tribunal a opéré.

En fin de réunion, j'ai exhorté très vivement d'une part les organisations syndicales à faire exécuter les décisions de Justice qui ont prescrit l'évacuation des lieux et la liberté du travail à l'atelier et j'ai fermement invité la direction à fixer une date pour la continuation des négociations interrompues depuis le 19.

Le 20 juin, dans l'après-midi, j'ai été informé qu'une nouvelle date de reprise des négociations avait été fixée pour le 21 après-midi à 16 heures. Dans l'intervalle, et comme la presse l'a indiqué, il y a eu d'abord la décision d'une mise en chômage technique de 9 000 personnes à Flins liée à l'arrêt des presses, puis l'expulsion des grévistes faite par la force publique requise par la Régie Renault.

La réunion prévue le 21 a bien eu lieu, mais au bout de trois quarts d'heure les négociations ont été suspendues, les organisations syndicales estimaient en effet ne pas devoir poursuivre de conversations avec la direction tant que des représentants des forces de l'ordre continueraient de se trouver dans l'atelier des presses.

Il ne semblait pas d'autre part que la question du nombre de chantiers d'enrichissement des tâches qui seraient ouverts par la direction à la suite des tests auxquels serait soumis le personnel ait progressé.

Au moment où je dois, dans les délais qui m'ont été impartis, clore mes opérations, je me suis assuré auprès des parties concernées qu'il s'agissait bien d'une suspension des négociations et non pas d'une rupture.

Tels sont les éléments dont je rends compte au Tribunal à la suite des deux ordonnances qui ont défini les missions qui m'ont été confiées, la première en date du 12 juin confirmée en ce qui me concerne par la cour d'appel de Versailles le 20 juin, la seconde en date du 16 juin, et j'ai clos le présent rapport en mon cabinet à Paris.

le 22 juin 1978 à 10 heures

I — EVOLUTION PROFESSIONNELLE DES OUVRIERS DES PRESSES

1. — Accord pour inventorier les aptitudes et les connaissances permettant de suivre la formation nécessaire à la mise en place des chantiers expérimentaux.

- Cet inventaire étant effectué, il sera vérifié sur tous les intéressés qu'ils disposent des aptitudes et connaissances nécessaires.

- La mise au point de cette vérification sera effectuée dans le cadre de la commission de formation professionnelle.

- Le personnel qui ne répondra pas aux conditions aura la possibilité de suivre une formation complémentaire et de se représenter à nouveau.

- Les convocations pour la vérification se feront en commençant par le personnel le plus ancien. A compétence égale, lors de la mise en place dans les chantiers expérimentaux, la priorité sera donnée au plus ancien. Les critères de choix seront définis dans les mêmes conditions que les moyens de vérification.

2. — Il n'est pas question de passer la totalité du personnel de l'atelier des presses au niveau P1. Cependant, mise en place au maximum de deux autres chantiers expérimentaux dès que le personnel nécessaire aura été choisi.

- La nature et l'organisation du travail peuvent conduire à un niveau de qualification de P1 pour les membres du personnel qui parviendront avec succès au bout de l'expérience.

3. — Délais de réalisation

- Définition des critères et préparation de l'inventaire DEUX MOIS suivant le retour à une situation normale.

- Choix des intéressés et formation des équipes nécessaires aux deux chantiers :

Quelques mois, SIX au maximum.

II — 300 FRANCS OU PRIMES SPECIALES AUX PRESSES

Nous n'envisageons pas de répondre favorablement à cette demande. Nous avons eu l'occasion d'expliquer les raisons de cette position à maintes reprises.

Il faut par contre signaler qu'une augmentation générale des salaires de 1,5% vient d'être accordée à dater du 1^{er} juin 1978 et qu'un versement uniforme de 160 F est prévu pour le 2 août 1978.

III — CONGES SANS SOLDE

Il sera possible d'examiner favorablement dans les ateliers d'emboutissage, de nouvelles demandes de congés sans solde sous réserve des nécessités de la production, et ce, dès que la situation sera redevenue normale.

Le personnel désireux de voir son cas réétudié, devra reformuler une demande qu'il remettra à la maîtrise ou au service administratif du département 65.

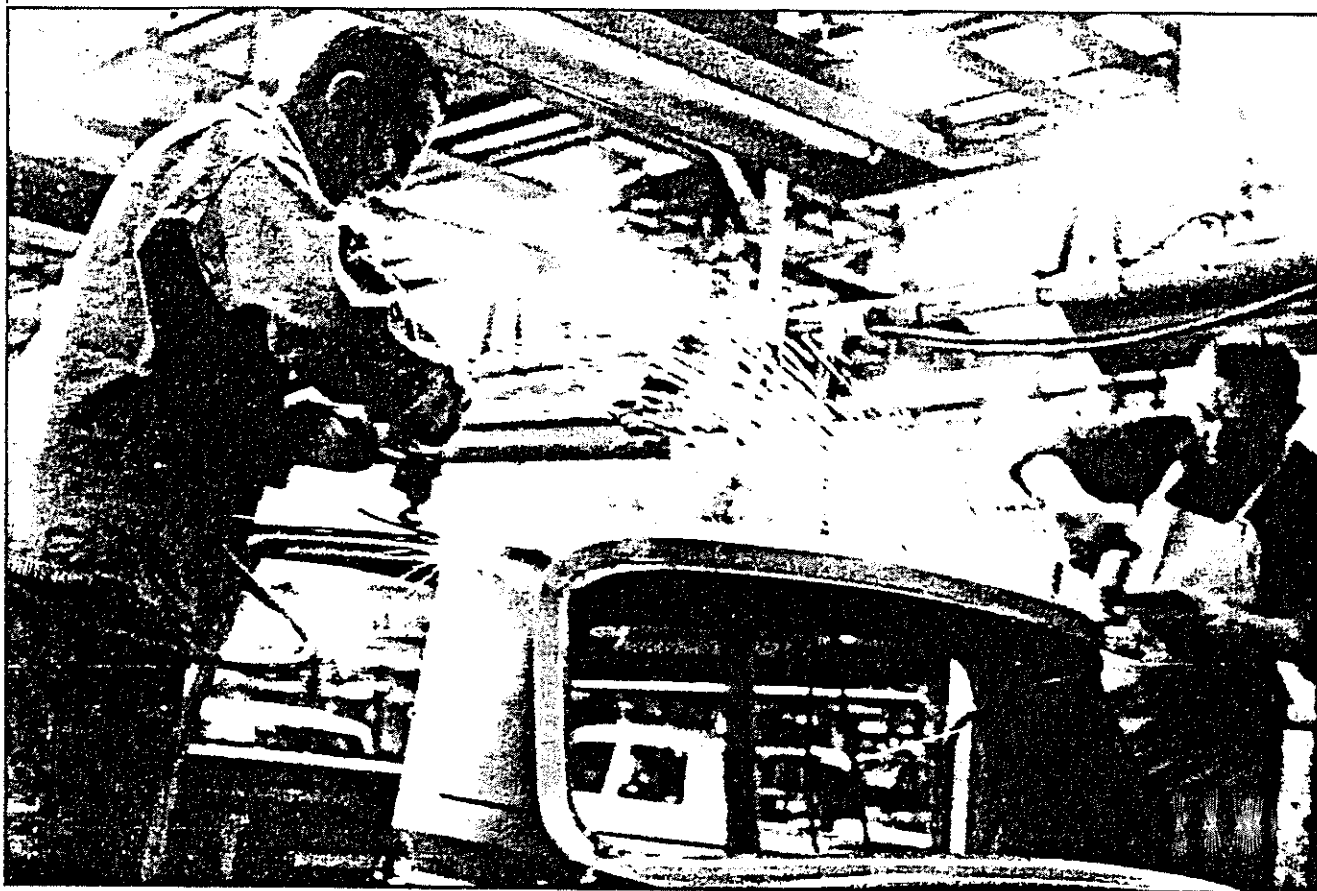
IV — SANCTIONS

Un certain nombre d'actions sont en cours, il est impossible de préjuger pour l'instant des suites qui seront données.

Tant que dureront les entraves à la liberté du travail, il ne peut être question d'aborder ce sujet.

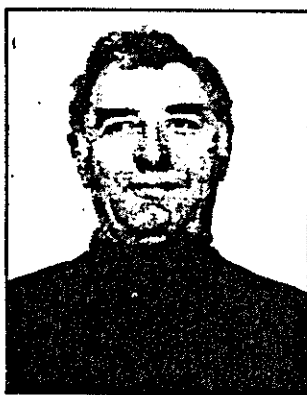
V — PAIEMENT DES HEURES DE GREVE

Nous n'envisageons pas d'indemniser les heures de grève. De plus, le caractère illicite du conflit exclut que soit indemnisé le temps des discussions ou que soit neutralisée cette période dans le calcul de la prime exceptionnelle de septembre.



Etre ouvrier à Flins

Entretien avec Pierre Guillot



Pierre Guillot,
né en 1927, travaille à
Renault depuis 1956.

O.S. aux presses
jusqu'en 1978, il est
depuis 1956 délégué
CFTC, puis CFDT.

RENAULT-FLINS, usine implantée à la campagne a d'abord embauché des ouvriers-paysans ?

La première couche sociale dont sont originaires les ouvriers de Flins, ce sont des cultivateurs de la région. Pour ceux, l'usine, c'était quelque chose de nouveau. Ils venaient avec leurs bras et peu de connaissances techniques vers 1954. Au début, ils acceptaient assez bien le travail, ce qui permettait à l'usine d'avoir de très bons rendements. Au bout de quelques années, ils ont commencé à prendre conscience et à se syndiquer.

A l'origine, la CFDT était très minoritaire, surtout parmi les ouvriers professionnels. Elle s'est ensuite renforcée, surtout au moment de la grève de 68, notamment avec des jeunes et des immigrés.

Que Faire Aujourd'hui ? 65

LA CLASSE OUVRIERE

Après 1968, début 1969, il y a eu une très forte embauche de travailleurs immigrés, en particulier d'Africains, d'Algériens, de Marocains et de Yougoslaves. Cela correspond à l'instauration des 2x8 dans les chaînes de fabrication, il y a donc eu un tiers de personnel en plus. Les immigrés représentent maintenant 39 % du personnel. Depuis 1978, il n'y a plus d'embauche d'immigrés à ma connaissance : il me semble que la direction y a renoncé à cause du rôle que les immigrés ont joué dans le conflit aux presses en 1978.

Comment les travailleurs immigrés ont-ils réagi face au travail à la chaîne à Flins ?

Quand j'ai vu arriver les premiers travailleurs africains, ils étaient très contents, très souriants. Et puis, au bout de quelques semaines, alors qu'ils étaient confrontés au travail en usine, je les ai vu changer. Ils arrivaient de leur pays d'origine. Pour eux, le travail en usine constituait une formidable promotion. Mais très vite, ils ressentent durement les conditions de travail et de logement. Le logement dans les foyers, c'est vraiment pénible. Et l'adaptation aux horaires de l'usine est très dure, car souvent les travailleurs africains ont dans leurs pays un mode de vie très « décontracté » et une conception du temps qui n'est pas la nôtre. Ils doivent subir les transports, les cadences et la discipline de l'usine.

Aux presses, en 1978, les ouvriers immigrés en ont eu assez de passer tout leur temps à appuyer sur des boutons. Parmi eux, il y avait très peu de promotion. C'est parti d'un conflit individuel entre un ouvrier et la maîtrise. A partir de là, les ouvriers des presses se sont mis en grève pour exiger le P1. C'était un conflit très dur. On a fait appel à la solidarité de l'ensemble de l'usine, mais ça n'a pas marché. Le conflit s'est durci et s'est isolé. Au bout d'un mois et demi, cela s'est soldé par quarante licenciements.

En général, comment les ouvriers ressentent-ils le travail à la chaîne ?

C'est un travail que l'on fait le plus rapidement possible, pour s'en débarasser. Aux presses, on connaissait sa cadence, on avait un certain

nombre de pièces à faire par heure. Plus vite on avait fini, plus tôt on pouvait sortir. J'ai souvent vu des gars se crever pour finir trois quarts d'heure en avance. C'est d'ailleurs ce qui permet à la direction de resserrer les temps en prenant comme argument qu'on a fini plus tôt.

Si au bout d'une heure de travail, on tient la cadence et qu'on commence déjà à avoir cinq minutes d'avance, ça va. Mais l'angoisse, c'est quand on s'aperçoit qu'au bout d'une heure il manque des pièces et qu'on se rend compte qu'on ne tiendra pas la cadence. A Flins, le travail est vraiment ressenti comme le mauvais moment à passer. Cela se traduit par des troubles psychologiques, des insomnies dans la nuit du dimanche au lundi. C'est l'obsession de réussir à tenir le coup, à tenir les cadences. Les gens sont très marqués par leur travail, et surtout par le bruit. La promotion est assez limitée : on peut par exemple, devenir cariste ou aller travailler dans un atelier plus calme.

La promotion se faisait de la manière suivante : la direction mettait au début de la chaîne un ouvrier plus ancien qui devait donner l'élan, la cadence. Ceux qui ont accepté de jouer ce rôle ont pu souvent devenir contremaîtres.

Mais je ne crois pas que la formation professionnelle ait pu représenter un véritable espoir pour les O.S. De toute façon, les possibilités de promotion sont soumises à certaines conditions : il ne s'agit pas de poursuivre une activité syndicale.

Aujourd'hui votre travail est différent ?

En tant que magasinier, j'ai maintenant un travail qui demande de l'initiative et de la responsabilité et j'arrive à m'y intéresser. C'est d'ailleurs en fait plus fatiguant que le travail à la chaîne, mais la journée passe vite, car on se laisse prendre par ce travail. Tandis que le travail à la chaîne, c'est abrutissant, on trouve le temps long.

Dans le milieu où je travaille maintenant, celui des magasiniers, il y a presque exclusivement des Français, puisqu'aux presses, il y a 90 % d'immigrés. Au magasin, les gens sont beaucoup plus individualistes, il y a moins de solidarité qu'aux presses, où je travaillais auparavant. Et il y a un certain racisme : on a beaucoup de mal à développer le soutien aux travailleurs immigrés.

Une des particularités de Flins, c'est aussi l'extraordinaire morcellement, l'isolement des travailleurs par rapport à l'immensité de l'entreprise.

Oui, en 68, au moment de la grève, pendant l'occupation, on a pu se déplacer à l'intérieur de l'usine. Eh bien, il y avait des gens qui travaillaient à Flins depuis cinq ou six ans et qui ne savaient même pas ce qui se passait dans l'atelier d'à côté. Récemment, il y a eu des cours de formation avec visite de l'usine : des femmes qui travaillaient à Flins depuis quinze ans n'avaient jamais vu l'atelier d'assemblage.

Chaque matin, on arrive par car ou en voiture, on passe au vestiaire, on reste à son poste de travail jusqu'au repas et on y retourne jusqu'au soir, et ainsi de suite. C'est dire que les relations sont très limitées : on ne connaît que les gens de son environnement immédiat.

Peut-on « bien travailler » dans de telles conditions ?

Personnellement, je n'ai jamais admis de faire mon travail mal. Si on arrive à suivre la cadence, on a le souci de retirer les pièces mauvaises, par exemple. Mais, quand il y a une cadence très difficile à suivre, les pièces loupées vont dans le bac quand même. Quand on ne vous laisse pas le temps matériel de faire bien votre travail, ce n'est pas possible. Je pense qu'il y a tout de même une dégradation de la qualité dans le résultat final, et les consommateurs devraient s'en préoccuper ! Et ce n'est pas la faute des ouvriers, car les conditions sont telles qu'on ne peut vraiment pas s'intéresser à son travail. Ce n'est pas du sabotage, mais c'est l'habitude, la routine. De toute façon, souvent, les gens ne savent même pas à quoi sert la pièce en question. Ils n'ont pas assez de temps, pas assez de connaissances techniques.

J'ai l'impression que, de plus en plus, les jeunes s'en moquent. Les gars de ma génération ont gardé le goût du « travail bien fait ». Je crois que ça vient de l'éducation qu'on avait reçue. Aujourd'hui le travail manuel n'est pas reconnu, malgré tout le battage qu'on fait sur sa « revalorisation ». Il y a un problème

de dignité : les gens voudraient que leur travail soit reconnu. Il suffirait, par exemple, que la direction ne mette plus personne au coefficient 65 (le plus bas) pour que beaucoup de travailleurs se sentent plus considérés, plus heureux.

Qu'est-ce qui retient les ouvriers à Renault-Flins ?

Il y a un certain nombre d'avantages qui retiennent les travailleurs à Flins. Il y a la différence des salaires par rapport aux entreprises de la région. Par exemple, il y a des gens qui viennent de plusieurs dizaines de kilomètres : s'ils devaient chercher du travail sur leur lieu d'habitation, ils ne trouveraient pas du tout les mêmes conditions. Et puis, il y a des avantages supplémentaires avec l'ancienneté. L'attachement au travail qu'on a s'est encore renforcé avec la crise : avant, il y avait plusieurs démissions chaque mois. Depuis la crise, ce phénomène a presque complètement disparu, de même que le travail saisonnier ou partiel : les gens veulent absolument conserver leur emploi.

Quelles sont les activités des ouvriers en dehors de l'usine ?

Il y en a un certain nombre qui sont des ouvriers-paysans et qui ont gardé des champs. En plus, il y en a beaucoup d'autres qui ont des jardins ouvriers, même parmi les immigrés. Cela leur permet de retrouver un certain équilibre par rapport à la vie d'usine, c'est ce qu'ils y cherchent, beaucoup plus que des avantages économiques.

Il est certain que l'ouvrier de Flins qui a acquis un pavillon, un jardin, se sent « arrivé » et déjà différent. Il me semble aussi que le temps passé au bricolage et au jardinage est difficilement compatible avec des activités militantes.

Les ouvriers de Flins ont-ils des activités dans le cadre d'associations, en dehors de l'usine ?

Bien souvent, les gens sont beaucoup trop crevés par le travail en usine pour pouvoir faire autre chose après. Personnellement, quand j'ai participé

à la mise sur pied d'associations de locataires ou de conseils de parents d'élèves ici, aux Mureaux, j'ai constaté qu'on ne pouvait guère compter sur les ouvriers de Renault. Car le travail en équipe rend difficile une vie associative vraiment suivie. Les gens restent chez eux, devant la télévision. En fait, les activités qui marchent le mieux, ce sont les cours d'alphabétisation pour les immigrés.

Comment le délégué syndical est-il perçu ?

C'est vrai qu'il est un peu coupé des autres. Il peut être perçu comme un privilégié, surtout parce qu'on peut prendre des heures. D'ailleurs, de ce point de vue, la direction est assez habile : quand un délégué est avec un autre sur un poste, elle ne le remplace pas lorsqu'il prend moins d'une demi-journée...

D'un autre côté, le délégué est vu comme quelqu'un qui sert à résoudre les problèmes, une sorte d'assistante sociale. Dans la majorité des cas, les gars se syndiquent parce qu'on les a aidés dans un problème individuel. On peut se syndiquer aussi en considérant cela comme une forme d'assurance. Ce sont des adhésions qui ne durent pas toujours. Les adhésions vraiment militantes, plus durables sont aussi plus rares. En fait, le développement du syndicat dans un atelier dépend souvent de l'influence personnelle d'un militant : les adhésions ne seront pas toujours renouvelées si ce militant quitte l'atelier.

Quels sont les problèmes que vous rencontrez aujourd'hui dans votre activité syndicale ?

Il faut reconnaître qu'à l'heure actuelle, c'est assez difficile. Sur les conditions de travail, on arrive à mobiliser les gens pour des problèmes précis concernant des tronçons de chaîne. On arrive à travailler très bien avec les immigrés sur des problèmes de conditions de travail ou de logement dans les foyers. Mais sur des problèmes généraux, comme les 35 heures, on n'y est pas arrivé. Il y a le poids des échecs passés, comme celui de 1978, il y a la division syndicale. Les gens sont marqués par la peur due à la crise.

Il est vrai qu'avec les élections présidentielles et la victoire de la gau-

che, l'atmosphère a un peu changé. On a beaucoup discuté, les gens disaient ouvertement pour qui ils allaient voter et pourquoi. On a fêté l'élection de Mitterrand et on a commencé à parler des revendications qu'il fallait mettre en avant. Mais il y a toujours une certaine réserve car ce n'est pas pour autant qu'on a pu renforcer le syndicat dans l'immédiat.

Est-ce qu'on attend quelque chose de particulier du fait que Renault soit une entreprise nationalisée ?

Non, je ne crois pas qu'on fasse beaucoup de différences, par exemple, par rapport à Peugeot ou à Talbot. Bien sûr, on a plus de liberté syndicale, mais il n'y a pas de différence fondamentale.

Que reprenez-vous, aujourd'hui, de Mai 68 à Flins ?

Mai 68 à Flins, ça a été très spontané, un grand dévouement. Mais on n'a pas su conserver notre potentiel. Ce qui en reste, c'est un certain nombre d'acquis, malgré les récupérations du patronat. Avant 68, on travaillait 48 heures, on travaillait le samedi, on avait une couverture sociale insuffisante. Maintenant, on est mensualisé, au bout de trois mois de travail, on a droit à 45 jours de congé maladie. Il y a toute une série d'acquis qu'on a pu obtenir dans la foulée.

Ce qui m'a aussi frappé, après Mai 68, c'est toutes ces divisions dans la gauche et l'extrême-gauche, avec de grandes difficultés de dialogue. Cela nous a permis de nous ouvrir à de nouveaux courants de pensée, en particulier révolutionnaires. L'aspect négatif, c'est l'importance des divisions. Ce qui est positif c'est qu'il y a plus de dialogue et d'ouverture. La pratique syndicale a été transformée : on doit largement discuter avant de prendre une décision au niveau du syndicat.

**Entretien réalisé par
François MARCHADIER
ET Jean-Pierre
CHAMPAGNY**

★ S O M M A I R E ★

PAGES :

AVERTISSEMENT	1
"UN DE FLINS" (O.TOOD - "LE NOUVEL OBSERVATEUR" - Juin 68)	5
"HISTOIRE ET LEÇONS D'UNE GREVE" (Yves Ducos) "ESPRIT" - N° 8/9 - Aout/Septembre 1968	A 1
"RENAULT FLINS, UN MYTHE ? " (interview de Paul ROUSSELIN "TRIBUNE SOCIALISTE"- Juin 78)	10
PREMIERES REFLEXIONS SUR UN CONFLIT (Tract C F D T du 24 Mai 71)	15
"RENAULT FLINS : ANALYSE DE L'ECHEC DE LA GREVE DES PROFESSIONNELS" (D.RICHTER-Documents CFDT-Juillet 72)	17
"LES CONFLITS DE MARS-AVRIL 73" (D.RICHTER - "DIRECTIVES" - Mai 73)	33
"APRES LES GREVES, TIRER LE BILAN : FLINS MARS-AVRIL 73" (N.DUBOST - F.LAURET - J.P.MANIERE... document ronéotypé, supplément à "REVOLUTION" - Mai 73)	67
"LE MOUVEMENT DES O.S. DE FLINS"(29 Mars-26 Avril 73) (M.CHEMIN - M.LAZERGE - d'abord : document ronéotypé puis, publié dans "LES TEMPS MODERNES"-N° 323 bis)	77
"ANALYSE ET BILAN D'UN CONFLIT" - Février/Avril 1975 (D.RICHTER - Tribune Renault - Mai 1975)	137
"CONFLIT DU CENTRE LIVREUR" - Juin 1976 - Analyse (D.RICHTER - Document C F D T)	161
"MILITER A RENAULT Flins" (N.DUBOST - F.LAURET - "ROUGE" du 18 Mai 1978)	169
"RENAULT Flins : Chronique d'une grève... suivie d'effet " (D.RICHTER - "Tribune Socialiste" - 1er Juin 78)	174

"RENAULT Flins - LA REVOLTE DES O.S." (D.RICHTER - "Tribune Socialiste" -15 Juin 1978)	177
"RENAULT : QUELLE STRATEGIE SYNDICALE ? " (D. RICHTER - "Tribune Socialiste" - 29 Juin 1978)	180
"RENAULT FLINS : L'ECHEC " (D. RICHTER - "Tribune Socialiste"- 6 Juillet 78)	182
" LE MYTHE RENAULT " (Interview de D.RICHTER - "ROUGE" - 26 Juin 78)	183
" RENAULT Flins : Le plus fort mouvement depuis 71 " (Interview de N.DUBOST - "L'ETINCELLE" - 8 Juin 78)	186
"Bilan de la grève des Presses" (interview de J.P.MANIERE - dossier N.DUBOST-F.LAURET... "L'ETINCELLE" - 7 Juillet 78)	189
"LUTTES OUVRIERES" (interview de F.LAURET - J.P.MANIERE - D.RICHTER... "ROUGE" - 24 Juillet 78)	194
"A propos de la grève des Presses" (D. RICHTER - Dossier CFTD - Juillet 78)	199
"PATRONS, TRAVAILLEURS, ET JUSTICE" (Interview de T. GRUMBACH - "L'ETINCELLE" du 7 Juillet 78)	291
"LA LUTTE JURIDIQUE NE REMPLACE PAS LA LUTTE DES TRAVAILLEURS" (interview de T.GRUMBACH - "L'ETINCELLE" - du 23 Mars 79)	293
"L'EMPLOYEUR, LE JUGE, ET LE GREVISTE" (T.GRUMBACH - "Travail" - N° 2/3)	295
Document : "le rapport de M.S.THOUVENOT" ("Travail" - N° 2/3)	302
"ETRE OUVRIER A FLINS" (interview de P.GUILLOT - "QUE FAIRE AUJOURD'HUI ?" N° 15)	311

**LA MAQUETTE DE COUVERTURE
A ETE DESSINEE PAR**

BRIGITTE LESNIAK

**ANIMATRICE
AU CE RENAULT FLINS**

**AVEC NOS REMERCIEMENTS
A CHRISTIANE HEGUET, SECRETAIRE ADMINISTRATIVE
DES ELUS CFDT AU CE
SANS ELLE CE VOLUME AURAIT
EU DU MAL A VOIR LE JOUR.**

EDITE PAR LA C.F.D.T. RENAULT FLINS

SEPTEMBRE 1986